U d'/of OTTAWA
39003002667326

Jul 4/69

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

http://archive.org/details/rcitsmilitaires01ambe

rouge
P. B.
12115

RÉCITS MILITAIRES

*

L'INVASION

PROPRIÉTÉ DES ÉDITEURS

Droit de traduction réservé.

P. Eug. Bernier.

GAULOIS ET GERMAINS

RÉCITS MILITAIRES

PAR

LE GÉNÉRAL AMBERT

★ 1

L'INVASION

DÉCLARATION DE GUERRE — WISSEMBOURG — FRŒSCHVILLER — FORBACH — BORNY — GRAVELOTTE — L'ARMÉE DE METZ — DE CHALONS A SEDAN PAR BEAUMONT — BAZEILLES — SEDAN — SIÈGES DES PLACES FORTES.

1870

Tâchez, mon cher comte, tâchez de battre le général français, car, pour les soldats de cette nation, n'espérez pas les vaincre.

(*Lettre du prince Eugène au comte de Mercy*, 1734.)

PARIS
LIBRAIRIE BLOUD ET BARRAL
4, RUE DE MADAME, ET RUE DE RENNES, 59

UNIVERSITAS

DC
293
.A5H
#1
1883

Paris, le 15 octobre 1883

A Messieurs les Directeurs
de la « GAZETTE DU DIMANCHE »,

Lorsque vous avez fondé en 1881 la *Gazette du Dimanche*, une part considérable de la rédaction a été consacrée à des études biographiques. Votre publication devait faire connaître les célébrités du XIXe siècle, hommes d'Etat, savants, artistes et capitaines.

Les biographies n'étaient pas des éloges académiques, mais la peinture fidèle d'un caractère, le récit véritable des qualités personnelles, le souvenir reconnaissant des services rendus, et parfois aussi quelques critiques sans malveillance, car nous voulions un portrait ressemblant.

Par leur variété même les biographies conduisaient le lecteur sur les routes diverses où l'homme se distingue et sert d'exemple aux contemporains ou aux descendants.

Le succès des études sur les hommes de guerre nous a prouvé que l'esprit militaire n'était pas éteint dans notre France si cruellement éprouvée.

Depuis longtemps votre patriotisme vous faisait considérer cet esprit militaire comme l'espoir unique et suprême de la France vaincue.

Nous avons pensé, avec vous, qu'il ne fallait pas jeter sur nos armées écrasées par le nombre un voile trop épais. Les biographies militaires de la *Gazette du Dimanche* nous ont semblé de nature à paraître dans un cadre plus vaste. Au lieu d'une figure seule, nous avons voulu montrer la foule. Le tableau a remplacé le portrait.

Celui-ci était toujours brillamment éclairé, celui-là renfermera des ombres, mais aussi des rayons lumineux.

On a beaucoup écrit sur la guerre de 1870-1871. Les œuvres techniques et les œuvres historiques ont préparé les documents pour les écrivains de l'avenir. En effet, la postérité seule prononcera le jugement définitif. Nous sommes comme ces spectateurs qui ne peuvent embrasser d'un regard l'ensemble d'un vaste monument, parce qu'ils sont trop près ; mais la proximité même permet de saisir les détails qui s'effacent par la distance.

Une partie du public s'étonnera peut-être que, pour réveiller l'esprit militaire, on mette sous ses yeux les images sanglantes de nos défaites. Mais sous ces défaites n'entendons-nous pas les battements du cœur de la patrie ? Tous tant que nous sommes, n'avons-nous pas, aux heures les plus terribles, éprouvé des émotions ignorées jusqu'alors ? Lorsque la fortune nous souriait,

l'idée de patrie n'attirait pas nos esprits. Tout était sujet de distractions passagères. Les arts brillaient d'un éclat véritable, les sciences atteignaient des bornes inconnues, le sol était riche de moissons, notre diplomatie dictait des lois au monde et nos armées ne remportaient que des victoires. C'était là, du moins, ce que voyait la foule superficielle.

Elle oubliait la patrie.

Le mot *patrie* se prononçait dans les solennités politiques, retentissait aux théâtres, colorait le vers du poète, mais la foule n'y attachait pas un sens précis, encore moins une pensée d'amour. C'est à la vue de nos champs dévastés, de nos soldats captifs, de nos drapeaux souillés, de nos provinces foulées aux pieds de l'ennemi, que l'on a senti se réveiller le sentiment de la patrie. Les plus humbles parmi les hommes de France ont éprouvé un tressaillement douloureux, mais qui ressemblait surtout au réveil d'un malade. La patrie nous est apparue avec son cortège de berceaux et de tombes. La douce chaîne des souvenirs s'est renouée : nous avons revu notre vieille France de saint Louis, de François Ier, d'Henri IV et de Louis XIV. Devant nos yeux troublés, les siècles ont défilé, avec leurs progrès, leurs conquêtes, leurs bienfaits et leur gloire. Dans ce passé la patrie française planait sur l'Europe. Ses armes étaient redoutées sans envie et sans haine, car au glaive du guerrier se joignait toujours la croix du chrétien. Les noms de Bossuet,

de Fénelon se mêlaient aux noms de Turenne et de Vauban ; nos pères lisaient tour à tour Corneille et Molière, Lafontaine et Racine. L'air que l'on respirait en France était pur, et le titre de Français attirait le respect. Tous ces souvenirs confus étaient l'image de la patrie. Depuis trop longtemps, la prospérité matérielle, les joies insensées, la soif de l'or avaient effacé cette image.

Elle nous est apparue à la lueur sinistre des villages incendiés par l'ennemi. Depuis des siècles le paysan sortait de sa chaumière pour partir en guerre. Il avait ainsi traversé les champs de bataille depuis Marignan jusqu'à Fontenoy. Souvent il revenait blessé, mais toujours fier, et trouvait sa vieille mère, l'attendant au foyer. Pour la première fois, le paysan ne vit pas l'enfant revenir le lendemain de la bataille. Il était prisonnier, sans armes et sans drapeau. Lorsque le pauvre soldat reprit enfin le chemin du village, les vêtements en lambeaux, le front pâle, la poitrine encore sanglante, il ne retrouva plus ni chaumière, ni aïeule. L'ennemi était venu, semant la mort sur son passage.

Le patriotisme a donc reparu sur nos ruines. Toutes les gloires de Sébastopol, de Magenta ou de Solférino ne sauraient lutter, dans nos souvenirs, contre les capitulations de Metz et de Sedan.

Nous n'avons cependant pas songé un seul instant à écrire une histoire de la guerre de 1870-1871. Cette guerre ne ressemble nullement aux campagnes

de Crimée et d'Italie, où notre armée combattait les armées étrangères.

En effet, ce ne sont pas nos soldats qui ont été vaincus en 1870, mais la nation française ; pour un tel effondrement il fallait de puissantes causes, car un peuple ne s'évanouit pas ainsi en quelques jours.

Le devoir oblige à dévoiler ces causes, non pour flétrir le passé, mais pour préserver l'avenir.

Des *Récits militaires* nous ont semblé un moyen puissant de réveiller le patriotisme. Les familles s'unissent plus intimement dans l'infortune que dans la prospérité, il en est de même des nations. La Prusse doit sa puissance militaire, moins aux victoires de Frédéric II qu'à la défaite d'Iéna. Ne laissons pas perdre un tel exemple et relisons plus souvent le récit de nos capitulations que les bulletins glorieux d'Austerlitz ou de Wagram.

Tous, tant que nous sommes, en avons plus appris sur cette guerre de 1870, par les conversations familières que par les livres savants. Ceux-ci indiquent le trouble des Etats-Majors, les erreurs stratégiques et les fautes tactiques, tandis qu'au foyer domestique et dans la causerie intime, l'homme occupe la première place. C'est le portrait du général, tombé aux premiers rangs, ou méconnu après la guerre ; c'est le dévouement obscur d'un sergent ou d'un simple soldat ; c'est l'incendie d'un village ; l'assassinat d'un pauvre paysan par un soudard de l'Allemagne... Tout cela

se dit dans le récit, sans trouver place dans l'histoire.

Et cependant, on peut enseigner l'histoire par le récit. Montrer le soldat sous son jour véritable, prononcer les noms de braves gens trop oubliés ; enfin établir avec la foule une sorte de conversation franche et familière, n'est-ce pas venir en aide à l'historien, comme un simple tirailleur vient en aide à son armée ?

Sans préjugés, sans haine et sans crainte, nous avons écrit ces *Récits* non dans l'intérêt de la science, mais par sentiment patriotique.

Le drame sanglant dont la France a été le théâtre est déjà loin de nous, si l'on mesure le temps par une vie d'homme. Cependant ce drame dure encore, lorsque nous nous plaçons au point de vue de l'histoire. Les principaux acteurs ont disparu de la scène. La mort a frappé la plupart d'entre eux, mais leurs passions et leurs erreurs ont survécu. Les soldats de la guerre ne sont plus sous les drapeaux, et de nouvelles générations, injustes pour le passé, jugeront sévèrement les hommes et les choses de 1870.

De tant de souvenirs, les plus cruels se sont conservés, tandis que s'effaçaient de la mémoire ce qu'il y avait de noble, de grand et de pur dans les élans individuels. D'autre part, il se formait, on ne sait comment, des légendes capricieuses qui menaçaient de se perpétuer. Puis, venaient les erreurs de jugement sur les principes militaires,

tels que se soustraire à la captivité, éviter les conséquences de la parole donnée, etc. Le récit ne pouvait passer ces choses sans les aborder hardiment et loyalement.

Le soldat de la dernière guerre est plus à plaindre qu'à blâmer. Il se croyait invincible. On le lui avait dit en Afrique, en Crimée, en Italie ; on le lui avait répété dans les villes et dans les camps. Les orateurs, les poètes, les ministres proclamaient à l'envi la suprématie de la France sur toutes les nations de l'Europe. Le peuple fut trompé et le soldat se laissa enivrer par les louanges.

Le malheureux apportait sous les drapeaux tous les défauts, tous les vices, tout le scepticisme de la cité.

Il fut battu, non parce qu'il était mauvais soldat, mais citoyen sans patriotisme. Comment aurait-il conservé l'esprit militaire, en perdant la foi religieuse et le respect de la loi ? Une société corrompue ne saurait avoir une armée disciplinée, calme et résignée.

Il faut donc le répéter : ce n'est pas l'armée qui a été vaincue à Frœschwiller, à Forbach, ce n'est pas l'armée qui a capitulé à Metz et à Sedan, mais bien la France.

On ne savait pas le mal aussi profond qu'il l'était. Les uns, placés au sommet, oubliaient que l'autorité impose de sévères devoirs ; les autres, aux échelons inférieurs, vivaient d'intrigues et de mensonges. Tout le monde voulait de l'or, des festins, des

spectacles. L'honnête homme, s'il ne possédait ni or, ni pouvoir politique, ne trouvait que dédain, quel que fût son mérite.

Quoique la démoralisation eût moins atteint l'armée que la société civile, ce n'est pas celle-ci qui a le plus souffert. Il serait superflu de rappeler que le sang de l'armée a coulé par torrents ; que les humiliations l'ont abreuvée ; que ses captifs ont subi tous les outrages ; que des centaines de mille hommes, au mépris des lois humaines, se sont vus transportés dans les provinces lointaines, comme un vil troupeau. Aux souffrances du corps, les douleurs de l'âme se sont ajoutées. Le vainqueur, tout étourdi de sa puissance d'un jour, a oublié qu'entre elles les armées se doivent des égards réciproques, un respect commandé par la dignité de l'épée. Au lieu du soldat discipliné, fier, compatissant au pauvre peuple, nous avons vu l'aventurier du moyen âge, prompt au pillage, impitoyable, la torche d'une main, tandis que l'autre enlevait nos richesses.

C'est parce qu'il a le plus souffert, que le soldat de la dernière guerre nous apparaît comme le missionnaire providentiel du patriotisme. Il n'appartient plus à l'armée active. Mieux que tout autre, et peut-être seul entre tous, il peut faire connaître la vérité aux hommes des champs. Sa voix est de force à réveiller de puissants échos ; les cicatrices de son corps sont éloquentes et tout en lui respire l'autorité. Nous voudrions voir cet ancien soldat

ouvrir la porte de l'école, au village voisin, et dire aux enfants des laboureurs, des artisans, des vignerons, des bateliers, des bergers, des paysans d'alentour :

« Mes enfants, aimez votre pays ! aimez-le de toutes les forces de votre âme ; pour lui, sacrifiez tout, jusqu'à votre vie. N'oubliez pas que l'armée est non seulement l'honneur du pays, mais son protecteur éternel. Au temps passé, la loi permettait de se soustraire au service militaire, en fournissant un remplaçant ; désormais tout Français passe sous les drapeaux ; car tout Français se doit à la défense du pays. Acceptez bravement, joyeusement, avec dignité le métier de soldat. Aujourd'hui ce serait une honte à vous de rester, quand les autres partent. Vos bras sont utiles à la famille qui va peut-être souffrir de votre absence pendant un temps plus ou moins long ; mais qu'est-ce que cette souffrance passagère, si elle préserve votre patrie de l'invasion ennemie, des défaites sanglantes, des capitulations, et vos frères de la captivité ? Qu'est-ce que cette souffrance de la famille, à côté de nos villes bombardées, de nos villages incendiés, de nos moissons foulées aux pieds des chevaux, de vos pères massacrés, de vos mères, de vos filles et de vos sœurs insultées ! Qu'est-ce enfin que cette souffrance de quelques mois, de quelques ans, si vous songez aux provinces arrachées à la France par un ennemi implacable ! Soyez donc soldats, si vous n'avez pas oublié l'Alsace et la Lorraine, et nos malheureux

frères, dont les berceaux étaient français et dont les tombes seront prussiennes !

« En arrivant sous le drapeau, laissez au village ou à l'atelier toutes les erreurs dont on a nourri votre jeunesse. Sachez obéir en silence, respectez la discipline, aimez-la, et vous en comprendrez bientôt l'utilité, la beauté et la majesté. Avez-vous jamais vu un spectacle plus solennel que celui d'une troupe sous les armes ? Il n'y a là que deux choses : le commandement et l'obéissance. C'est l'image de la vie où les uns commandent et les autres obéissent. Il n'y a pas de société possible sans le commandement et sans l'obéissance ; le service militaire vous enseignera que l'on parvient au commandement par l'obéissance. Mes enfants, après l'école où vous êtes aujourd'hui, vous aurez donc tous l'école du drapeau. On vous enseignera là ce qu'avaient oublié vos pères : le sentiment du devoir, la résignation virile dans l'adversité, le respect de la loi et de l'autorité qui la représente ; on vous enseignera surtout ce qu'est la patrie et le drapeau son admirable symbole.

« Si un moment de défaillance courbait vos fronts, à l'heure du départ, rappelez-vous les souffrances et le courage de vos pères, rappelez-vous leurs ossements répandus au loin, rappelez-vous le uhlan maître de votre foyer, rappelez-vous le vieux curé sonnant le tocsin à l'église de votre baptême et de votre première communion, rappelez-vous ce pauvre soldat, mort de misère à la porte de votre chau-

mière, rappelez-vous l'aïeul qui, les bras étendus et la tête tremblante, prononcerait sa malédiction sur tous ceux de sa race, qui ne combattraient pas pour la France, à la grande bataille que Dieu tient en réserve pour le jour de sa Justice. »

Pouvons-nous espérer que les mâles accents d'un soldat de la dernière guerre réveilleront l'esprit militaire dans notre pays, et feront renaître le patriotisme ?

Oui, si la parole du prêtre se mêle aux appels du soldat ; non, si celui-ci fait seul entendre sa voix. Le patriotisme est un sentiment plus que terrestre, et l'esprit militaire touche à l'esprit religieux.

La France a été créée par un génie qui, d'une main, tenait l'épée, et la croix du chrétien de l'autre. C'est de l'union séculaire de la force et de la foi qu'est sortie cette patrie qui a fait dire : *Gesta Dei per Francos.*

C'est en France seulement que la mort du soldat, au champ de bataille, a été comparée à la mort du martyr, et par cela même sanctifiée.

Mgr de Noë, évêque de Lescar, prononça un jour le *discours pour la bénédiction des drapeaux.* Le prélat s'écria devant les dragons assemblés : « Oui, vous êtes les martyrs du devoir, les martyrs de la charité chrétienne et nationale, les dignes rivaux des martyrs de la foi, généreux martyrs de la patrie ; et j'oserais vous adresser, au fort de la mêlée, les paroles que saint Cyprien adressait aux martyrs de la foi au milieu de leurs tourments : « C'est ici

« un grand et glorieux combat où le prix du vain-
« queur n'est pas moindre qu'une gloire immor-
« telle. »

Préoccupé de ces hautes idées, un grand penseur chrétien (1) disait : « Osons le proclamer : heureuses, malgré leur deuil, les familles dont le sang coule dans le grand travail de la patrie ! Leur noblesse s'y fonde ou s'y rajeunit ; et cet accroissement du patriotisme d'honneur et de vertu qu'elles possèdent déjà devient un gage de leur durée. On le savait jadis, on peut s'en ressouvenir : les familles se perpétuent par les immolations. Dieu ne les fait pas durer en proportion de ce qu'elles gagnent, mais de ce qu'elles donnent. L'aumône et le sang, c'est l'arrosement qu'il faut aux arbres généalogiques. Jamais le lâche et jaloux démagogue, le vil artisan de sédition ne prévaudra tout à fait ni longtemps, au milieu d'une société où il se trouvera des hommes qui puissent lui répondre en montrant leurs blessures reçues dans les combats. »

Le prêtre et le soldat sont frères. Leurs règles se ressemblent, et tous deux sont unis par un mot : *sacrifice*. Toute société hostile à l'un est ennemie de l'autre, car tous deux représentent les mêmes principes, quoique la discipline de l'Eglise diffère, en apparence, de la discipline du camp.

Il faut qu'en levant les yeux vers le ciel, un Français puisse contempler à la même hauteur la croix du prêtre et l'épée du soldat. C'est donc

(1) Louis Veuillot.

vainement que nous tenterions de relever l'épée, si nous ne relevons la croix. Les mots *Dieu* et *Patrie* sont inséparables.

Ceux qui gouvernent les nations seraient bien aveugles s'ils ne voyaient pas qu'en affaiblissant la religion dans les armées ils rendent la discipline impossible. Or, sans discipline, l'armée devient un fléau et la patrie sera tôt ou tard la proie de l'ennemi.

« Partout, dit Xénophon, où les hommes sont religieux, guerriers et obéissants, comment ne serait-on pas à juste droit plein de bonnes espérances ? » « Oui, tant que le prêtre et le soldat se donneront la main, il y aura en France « *des gens braves et des braves gens* (1). »

Sans nul doute l'avenir est sombre et un effort suprême pourra seul nous rendre l'esprit militaire. Tentons cet effort, ne renonçons pas à la lutte et ne donnons jamais au monde le spectacle d'une France sans force et sans foi.

Un jour Louis Veuillot s'arrêta, à une exposition de peinture, devant un tableau qu'il nous désigna de la main en disant : *nous voilà !* Le peintre, nommé Couture, avait voulu représenter l'*orgie romaine*. Deux hommes, jeunes encore, debout, le front pâle, embrassent d'un regard désolé les débris du festin et la souillure des convives.

L'un de ces hommes est encore couronné de fleurs, l'autre vient d'arracher de son front cette couronne flétrie et la déchire d'une main fébrile.

(1) De Maistre, *Lettres*.

Que sont ces deux jeunes Romains ? Appartiennent-ils à la race des anciens légionnaires qui commandaient en maîtres, depuis les colonnes d'Hercule jusqu'au fond de la Germanie ? S'ils sont de cette race, ils en ont oublié les vertus. Ils étaient allés au festin et vidaient les coupes avant de les briser. Ce qu'ils méprisent maintenant, ils l'admiraient au début de l'orgie. Leurs compagnons, que l'ivresse a renversés de leurs sièges et dont les têtes sont livides, leur semblaient beaux ; ils avaient des sourires pour Laïs et des flatteries pour le patricien enrichi de dépouilles. Au milieu de tant de convives, il s'en est trouvé deux que l'ivresse n'a pas aveuglés. Un vague remords s'éveille en leurs âmes, et leurs lèvres sont prêtes à maudire les joies misérables qui déshonorent la Rome nouvelle. Au delà des étoffes précieuses tendues sur les murs, au delà des vases grecs, au delà des splendeurs du festin, ces deux hommes voient la patrie.

C'est elle qui s'endort convulsivement dans l'orgie, c'est elle qui est tombée à ce degré d'avilissement, c'est elle qui ne pourra se tenir debout, l'épée à la main, lorsque le barbare apparaîtra armé de la torche et de la hache !

Louis Veuillot a-t-il raison de dire : *nous voilà !*

Je ne sais. Cependant j'aime à l'écouter lorsqu'il ajoute : « Laissez ces convives s'enivrer, laissez-les à la honte de leurs orgies, hommes meilleurs et plus heureux ! Emportez votre colère, gardez et nourrissez votre douleur. Quand le mal triomphe,

heureux qui peut s'honorer de le haïr ; quand la patrie succombe, heureux qui l'aime encore et sait la pleurer !... Sortez du banquet et de la ville, allez par les voies où dorment les ancêtres, dans l'air libre des champs. Le spectacle du tombeau vous sera plus doux que le son lascif des flûtes.

« Passant devant les grands restes de ceux qui ont été la force et la gloire de la patrie, vous leur direz : O Pères, venez-nous en aide... Ne nous laissez pas périr sans qu'une lumière divine n'éclaire nos pas. »

Général Baron AMBERT.

RÉCITS MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER

SOMMAIRE

Déclaration de guerre. — Le dragon ; l'abbé Langénieux ; l'abbé Deguerry. — Réflexions. — Le grand ministre et le grand poète. — Le plan de campagne. — Les corps d'armée. — Premières hostilités. — Wissembourg. — Le général Ducrot. — Mort du général Douay (Abel). — Frœschwiller (Wœrth). — Le prince royal de Prusse peu manœuvrier. — Allocution de Frédéric II à l'armée prussienne. — Les cuirassiers de Reichshoffen. — L'assaut et la charge. — Le cuirassier du 9e régiment et sa béquille. — Savoir se retirer à temps. — La charge des cavaliers du général Bonnemains. — Mort du général Colson. — Le général Raoult. — Duhousset. — Le château du comte de Leusse. — L'ambulance du château. — Le général russe Totleben. — Le prince de Saxe-Weimar et Duhousset. — Le général Renard, ministre de la guerre de Belgique. — Monument commémoratif de Frœschwiller. — Le comte de Leusse. — Le cuirassier sans tête. — Le capitaine Anglade. — Le 36e de ligne. — Le capitaine Piket. — Une image, treize ans après Frœschwiller. — Lettre du prince de Saxe-Cobourg-Gotha à sa femme. — Ordre du jour du maréchal de Mac-Mahon. — Emile Delmas et les infirmiers volontaires. — Les maraudeurs. — Le génie et l'étude. — Le prince de Soubise. — Forbach. — Le général Frossard, ingénieur plein de courage.

I

L'agitation était extrême en France et surtout à Paris pendant les journées qui précédèrent l'entrée en campagne. Les hommes politiques s'agitaient, le peuple s'enivrait de discours, de cris et d'appels aux armes. La jeunesse, dans l'armée, évoquait les souvenirs d'Iéna, et rappelait les faciles victoires de l'Algérie, et les douteuses

victoires de Magenta et de Solférino. Moins sujets aux illusions, les officiers supérieurs et les généraux jetaient un regard inquiet vers l'avenir. Des nuages apparaissaient à l'horizon, mais la foule détournait les yeux pour ne pas les voir.

La guerre étant déclarée, tout bon Français se préparait à la soutenir dignement. En cette circonstance l'armée seule nous parut sérieuse. Les hommes politiques perdaient la confiance de la nation en laissant trop deviner qu'ils étaient pris au dépourvu. Les masses populaires manquaient à la dignité inséparable de la force.

Pendant que la garnison de Paris se préparait au départ, je reçus un jour la visite de Pierre Noël, brigadier aux dragons de la garde impériale. Il avait servi sous mes ordres dans le 2e régiment, au sortir des chaleurs d'Afrique. Armurier de son état, Noël était employé à l'atelier de son corps, où il donnait l'exemple de toutes les qualités militaires. Sa femme, devenue aveugle, ne pouvait soutenir leur unique enfant âgé de dix ans. Le brigadier venait franchement mettre sa famille sous la garde de son ancien colonel. Celui-ci, alors maire du VIIIe arrondissement de Paris, avait dans sa circonscription deux paroisses importantes: Saint-Augustin et la Madeleine. Le curé de Saint-Augustin, M. l'abbé Langénieux, aujourd'hui archevêque de Reims, fit placer la femme de Noël dans un établissement charitable qu'il avait créé. La pension fut à la charge du bon prêtre. Le curé de la Madeleine, l'abbé Deguerry, fusillé depuis par la Commune, plaça l'enfant dans une école à lui où les soins les plus paternels lui furent prodigués. Le brigadier déposa entre des mains amies la petite somme qui formait toute sa fortune. Les soucis dont son front était chargé se dissipèrent subitement, et, tranquille sur le sort des siens, il ne songea plus qu'à son cheval et à ses armes.

Le jour où les dragons se mirent en marche, Noël était placé à l'arrière-garde. En passant devant l'église de la Madeleine pour tourner à droite vers le boulevard des Italiens, le brigadier aperçut son ancien colonel un peu en avant de la foule. Il salua silencieusement en portant la main droite à la visière du casque, et le cheval ne ralentit pas son allure. Noël était calme, bien posé sur sa selle, la poitrine effacée, la tête haute et ferme. Autour du dragon, la foule s'agitait avec un bruit presque sinistre ; le cri : « à Berlin ! à Berlin ! » traversait l'espace ; on courait autour des cavaliers, et les acclamations se mêlaient à des lambeaux de la Marseillaise, du Chant du Départ, et même à des couplets de la Dame blanche : « *Ah ! quel plaisir d'être soldat !* »

Ce n'était pas de l'enthousiasme, oh ! non, mais du délire, le délire de l'ivresse folle, bruyante et dont la vue est douloureuse.

Le tableau que je viens de vous présenter n'est autre chose qu'une réduction infiniment petite de l'immense tableau que la France mit alors sous les yeux de l'Europe. Sur le premier plan, un trône presque désert, autour de ce trône des rhéteurs et pas un conseiller, des diplomates aux abois et la foule en délire. Sur le second plan, une armée dévouée, se sentant surprise dans son sommeil, mais immolant tout, affections et chères pensées, pour le service de la patrie.

L'année suivante, cette armée, partie en régiments, en brigades, en divisions, en corps formidables, revint homme par homme des prisons de l'Allemagne. Couverts de lambeaux d'uniforme, sans drapeaux, d'une pâleur livide, les blessures encore saignantes, ils entraient à Versailles tout mutilés, et la France leur demandait de reprendre Paris sur la Commune en révolte. On leur donnait des armes et des cartouches que pas un seul ne prenait en murmurant. Cette foule insensée, qui avait

accompagné leur départ de chants de victoire, insultait à leur retour par de lâches insolences. On entendait le mot « capitulards » sur les lèvres qui avaient tant crié : « à Berlin ! »

L'armée sera donc le martyr éternel des populaces ; la fatalité la placera donc toujours entre l'enclume et le marteau ; tel jour on la caressera outre mesure, tel autre on l'immolera sans pitié !

Noël, mon brave dragon, ne revint pas. Sa dépouille mortelle repose dans le cimetière d'Ulm. Sa veuve l'a suivi de près dans la mort, et l'enfant devenu homme est soldat comme l'était son père.

Ainsi va le peuple lorsqu'il est soumis à la discipline, lorsqu'on n'arrache pas de son âme les pensées d'autorité, de hiérarchie, de sacrifice, de devoir. Dieu ne l'a pas fait méchant, mais ignorant. C'est aux chefs de la société à l'instruire, à lui montrer le droit chemin, à lui enseigner ce qui est bon, ce qui est vrai, ce qui est beau, ce qui est juste. Alors, au lieu de troubler sans cesse la société, l'homme du peuple la protégera ; il aimera la patrie lorsqu'il la comprendra. Il faut demander à la religion son aide et son appui. Une France chrétienne aurait autrement résisté à l'ennemi ; mais quel ressort faire mouvoir pour élever au-dessus de la terre l'homme qui ne croit pas à l'immortalité de son âme, l'homme qui ne sent pas au-dessus de lui un Dieu pour la récompense, un Dieu témoin de ses actions et juge de sa vie ?

Le phénomène le plus sublime est dans la discipline militaire qui corrige jusqu'à un certain point les vices de l'impiété, en traçant à l'homme la ligne du devoir et en le maintenant sur cette ligne. Une discipline supérieure à celle de l'armée est à la portée de tous. Pour la trouver, il suffit d'entrer dans l'église, de s'agenouiller et de prier.

Les sceptiques diront que la religion peut bien discipli-

ner l'enfant, mais non l'homme dans la force de l'âge. Donnez-la d'abord à l'enfant et songez que la religion est comme une mère : on la quitte au premier succès, on lui revient à la première larme.

Si les pouvoirs publics ne songent pas enfin aux âmes qui leur sont confiées, la société s'engloutira dans un abîme. Le mot qui sert de titre à ce volume, le mot sinistre d'*invasion* s'inscrira dans nos plaines, sur nos montagnes, aux portes de nos villes, et le sort de la Pologne nous attend.

II

Les divers ouvrages publiés à l'occasion de la guerre de 1870-1871 seraient, à eux seuls, une bibliothèque. Les uns ont été écrits par les acteurs du drame, les autres sortent de la plume de témoins, habitants des localités envahies par les Prussiens ; enfin, il en est que de véritables historiens ont tracés à tête reposée dans le silence du cabinet. Tous ces ouvrages ont leur mérite particulier. Celui qui les a étudiés peut, à bon droit, se croire parfaitement instruit des moindres détails. Cependant, il n'est pas un de nous qui, dans les réunions, se trouvant en présence d'un officier, d'un soldat, d'un habitant de la ville envahie, ou des villageois placés sur la route de l'ennemi, n'écoute avec intérêt quelque récit ignoré du grand nombre. Ce sont des anecdotes, de menus détails, un portrait saisi à la hâte. Si l'oiseau fait son nid de brins d'herbe, l'histoire se compose de coups de crayon jetés à la hâte et qui, liés entre eux, forment un tout dont les esprits s'accommodent fort bien. Après avoir lu, nous avons écouté. Notre but n'est pas d'ajouter une histoire proprement dite de la guerre aux histoires déjà publiées, mais de redire ce que nous avons entendu un

peu partout. Souvent, lorsque les angles seront trop aigus, nous les adoucirons pour que la blessure soit légère ; et si les couleurs du tableau étaient trop vives, nous les fondrions le plus délicatement possible. Avant de venir jusqu'à nous, ces récits ont traversé des cœurs aigris par la souffrance, ils ont été ensevelis pour un temps dans les âmes ulcérées. Les récriminations, les jugements sévères, les injustices même peuvent être pardonnés à ceux qui, après avoir été accablés par le nombre, ont été captifs sur la terre étrangère. Mais l'interprète de tant d'émotions doit conserver le calme du juge. S'il se trompe à son tour, ce sera de bonne foi.

Il serait puéril, en vérité, de composer un ouvrage pour satisfaire de vaines curiosités. Les nombreuses histoires de la dernière guerre passent en revue tous les faits, et cependant nous pourrions leur adresser un reproche. La partie matérielle ne laisse rien à désirer, tandis que le côté moral semble trop oublié. De cette lutte terrible il ressort de précieux enseignements, et la France y doit trouver d'utiles leçons. Ce n'est pas tout encore ; sous ces défaites sans cesse renouvelées il y a de magnifiques dévouements, un courage supérieur, des vertus admirables. Il faut proclamer hautement ces dévouements, ce courage et ces vertus. Chateaubriand disait pendant la première Révolution : « L'honneur français s'est réfugié sous les drapeaux. » Ce mot est toujours vrai. Le Roi de Prusse le traduisait à Sedan en s'écriant : « Oh ! les braves gens ! »

Le public a trop oublié, ce nous semble, les braves gens qui mouraient, non pour la victoire, mais pour l'honneur. Ces escadrons, que conduisait à la charge le brave colonel de Beaufremont, étaient sublimes dans leur mort ; ils personnifiaient la France, notre grande France de Fontenoy et d'Austerlitz, renversée de son piédestal, mais pour un jour seulement. Recueillons pieusement les débris de

notre gloire, cherchons à connaître les noms des morts pour les honorer, interrogeons les survivants, écartons les ronces qui couvrent les tombes et plaçons-y des fleurs ; donnons, sous toutes les formes, l'expression de nos sympathies et de notre reconnaissance à ces vaillants soldats qui ont défendu le sol de la patrie.

S'ils eussent été victorieux, on les aurait vus rentrer dans nos villes en défilant sous les arcs de triomphe. La fortune les a trahis. Chacun d'eux rentre solitairement au foyer. Ne méritent-ils pas plus d'hommages encore, puisqu'aux élans de la bataille ils ont dû joindre les misères de la captivité ?

Pendant la durée de la guerre et depuis la signature de la paix, les hommes qui s'étaient donné la mission de présider aux destinées de la France se sont ingéniés à découvrir les causes de nos défaites. Comparant les armées ennemies à la nôtre, ils ont reconnu dans celle-ci des infériorités. Cherchant des modèles chez le vainqueur, ceux qui voulaient nous rendre aussi forts que lui auraient été bien aveugles, s'ils n'avaient inscrit sur leurs tablettes, un peu au hasard : préparation à la guerre, corps d'armée permanents, artillerie, chemins de fer, état-major, service de santé, administration, loi de recrutement, loi d'avancement, durée du service, réserves, tactique..... — Ces questions diverses ont défilé sans ordre devant des comités, des commissions, des réunions d'hommes étrangers aux armées, et dont les travaux ne pouvaient corriger les vices du passé. Il eût été sage de laisser le soin des réformes et des progrès à un petit nombre d'officiers supérieurs et de généraux qui auraient avant tout posé les grands principes, arrêté les bases et déterminé irrévocablement le nombre des lois secondaires dont la réunion formerait a loi suprême, brève, claire, immuable, qui devaitl protéger la France.

Tout en perfectionnant les institutions, en améliorant les armes, les hommes de guerre ne perdraient pas de vue les causes morales de nos défaites. Ils donneraient à l'esprit militaire un relief qu'il a perdu ; ils imprimeraient à la discipline une vigueur nouvelle ; ils inscriraient aux portes des casernes la devise de la décoration : HONNEUR ET PATRIE ; ils rendraient à la vie militaire ce noble esprit de corps affaibli par les changements continuels de régiments ; ils tiendraient compte de l'influence de l'uniforme sur la vocation militaire, ils proclameraient deux fois saint le serment du soldat au drapeau ; en un mot, ils comprendraient que si l'armée est l'expression de la force, elle est encore plus l'âme de la patrie.

La supériorité militaire de la Prusse tenait à ses canons, mais bien plus encore à ses institutions. Or les institutions militaires d'une nation sont un reflet de la constitution civile, de l'esprit public, de la pensée générale. L'Allemagne avait conservé sa foi religieuse. Parmi le peuple qui allait prier sous les voûtes du temple, les soldats étaient en grand nombre ; la noblesse allemande pas plus que la bourgeoisie ne cherchait à se soustraire au service militaire ; cette noblesse tout entière proclamait son dévouement au roi ; cette bourgeoisie conservait le respect de la hiérarchie. Toutes les classes obéissaient fièrement à la loi, et ne foulaient pas aux pieds les traditions des ancêtres. En prononçant les mots : *patrie allemande*, le moindre hobereau, le plus humble paysan se découvrait le front.

Avant les repas les officiers debout saluaient le portrait de leur roi. Le respect était partout, et de la société civile pénétrait dans les rangs de l'armée. Voilà les véritables causes des victoires du Germain. Une armée sort toute faite des entrailles d'un peuple esclave des lois, d'un peuple ayant conservé la foi, soumis avec

dignité aux classes dirigeantes et sourd aux clameurs de la populace.

Quelle que fût sa bravoure l'armée française avait respiré l'air corrompu de la cité. On disait autour des casernes que les armées permanentes devaient disparaître ; des discours retentissants ébranlaient peu à peu nos vieilles admirations pour nos pères, soldats du premier empire ; une presse ignorante et vénale semait, jusque dans nos camps, les calomnies et les injures contre l'autorité suprême. Pendant ce temps, le pouvoir encourageait les privilèges et le luxe. L'avancement devenait affaire de palais, et loin d'être encouragé, le travail faisait sourire de pitié ceux qui se croyaient invincibles.

C'est dans ces conditions que la guerre fut déclarée entre *la patrie allemande* et l'*ennemi héréditaire*.

Les vieillards de Berlin se souvinrent que, dans leur enfance, on parlait autour d'eux des violences de Louvois, et des tyrannies de Napoléon Ier.

III

Les deux rives du Rhin se couvrirent de soldats. Toutes les voies ferrées conduisirent nuit et jour des bataillons, des escadrons, des batteries, des munitions et des équipages de guerre. Mais la France improvisait, tandis que l'Allemagne était prête depuis longtemps. C'est ici le lieu de rappeler ce qu'a dit M. Saint-Marc Girardin : « Les torts de notre gouvernement ne créent point par contre-coup au gouvernement prussien les mérites de moralité internationale qu'il s'est attribués ; nos fautes ont fait son triomphe, nous ne le savons que trop ; elles ne font pas sa vertu, et nous demandons qu'il soit bien entendu que, lorsque nous disons : Le gouvernement français a eu tort, cela ne veut pas dire : Le gouvernement prussien a eu raison. »

Cette appréciation est rigoureusement vraie. Le discours de M. Rouher à l'Empereur ne mérite pas cet éloge. Le 16 juillet 1870, il fait entendre ces paroles, en présentant au souverain l'adresse du sénat qui avait voté la guerre : «... l'Empereur a su attendre ; mais, depuis quatre années, il a porté à sa plus haute perfection l'armement de nos soldats, élevé à toute sa puissance l'organisation de nos forces militaires.

« Grâce à vos soins, la France est prête, sire, et par son enthousiasme elle prouve que, comme vous, elle était résolue à ne tolérer aucune entreprise téméraire.

« Si l'heure des périls est venue, l'heure de la victoire est proche... le génie de l'Empereur le lui garantit... »

Le grand ministre traduisait en prose les chants du grand poète ; mais nous préférons les vers d'Alfred de Musset aux flatteries politiques de M. Rouher :

« Nous l'avons eu, votre Rhin allemand ;
Il a tenu dans notre verre.
Un couplet qu'on s'en va chantant
Efface-t-il la trace altière
Du pied de nos chevaux, marqué dans votre sang !

Nous l'avons eu votre Rhin allemand.
Son sein porte une plaie ouverte,
Du jour où Condé triomphant
A déchiré sa robe verte.
Où le père a passé, passera bien l'enfant.

S'il est à vous, votre Rhin allemand,
Lavez-y donc votre livrée ;
Combien, au jour de la curée,
Etiez-vous de corbeaux contre l'aigle expirant ? »

Voilà bien ce qu'on pourrait nommer l'excès de la flatterie ; l'homme d'Etat le plus éminent de l'Empire déclare à la face de l'Europe que la France est prête et il ne craint pas d'annoncer l'heure de la victoire. Un zouave qui se croit invincible ne tiendrait pas un langage plus léger. Autant vaudrait répéter le vers du poète :

« Où le père a passé, passera bien l'enfant. »

Aucun plan de campagne n'était définitivement arrêté. On disait que l'entourage militaire de l'Empereur voulait faire franchir le Rhin à Maxan par un corps sous les ordres de Mac-Mahon. Cette armée se serait jetée sur Wurtzbourg, pour séparer de la Prusse l'Allemagne du Sud et l'obliger à la neutralité. Il était possible aussi de battre les troupes pendant leur mobilisation, et d'entraîner ainsi dans notre alliance l'Autriche et l'Italie. En même temps, les Français auraient marché sur Mayence et Coblentz, pour disperser les corps prussiens qui se réunissaient. La flotte aurait jeté un corps de débarquement sur les côtes de la Baltique. On espérait que la Bavière et le Wurtemberg conserveraient leur neutralité.

Le plan était bien conçu. Il pouvait réussir à la condition d'agir promptement, vigoureusement, de frapper comme la foudre, en déployant toutes les surprises de la *furie* française. Mais il fallait un chef d'Etat, jeune, ardent, enthousiasmé. L'occasion fut perdue. Notre armée était divisée en huit corps formés les uns de quatre divisions d'infanterie, les autres de trois. Tous avaient une division de cavalerie. La garde impériale composait la réserve forte de deux divisions d'infanterie et d'une de cavalerie. Le 1er août, les divers corps occupaient les positions suivantes : — 1er corps, maréchal de Mac-Mahon (38.000 hommes, 96 canons, 24 mitrailleuses), à Strasbourg ; — 2e corps, général Frossard (28.000 hommes, 72 canons, 18 mitrailleuses), à Saint-Avold et à Forbach ; — 3e corps, maréchal Bazaine (42.000 hommes, 96 canons, 24 mitrailleuses), à Boulay ; — 4e corps, général de Ladmirault (33.500 hommes, 72 canons, 18 mitrailleuses), à Thionville ; — 5e corps, général de Failly (29.000 hommes, 72 canons, 18 mitrail-

leuses), à Sarreguemines et à Bitche ; — 6e corps, maréchal Canrobert (40.000 hommes, 114 canons, 6 mitrailleuses), à Châlons ; — 7e corps, général Félix Douay (27.000 hommes, 72 canons, 18 mitrailleuses), à Belfort. La garde impériale, général Bourbaki, comptait 23.000 hommes, 60 canons et 12 mitrailleuses. Elle était à Metz. La réserve de cavalerie, placée à Lunéville, comptait trois divisions formant un total de 7.000 cavaliers, 30 canons et 6 mitrailleuses. La réserve d'artillerie se composait de 96 canons et de 3.500 hommes.

La France allait donc combattre ayant sous la main une armée de 272.000 hommes, 780 canons et 144 mitrailleuses. Les forces allemandes étaient de 447.000 hommes, et 1.194 canons. La première réserve laissée en Allemagne était de 188.000 hommes et 384 canons ; la seconde réserve, également en Allemagne, se composait de 160.000 hommes (Landwehr de garnison) ; enfin la 3e réserve formait un total de 226.000 hommes (troupes de dépôt). L'Allemagne pouvait donc nous opposer successivement un million vingt et un mille hommes.

L'armée envahissante de 447.000 hommes formait trois armées sous les ordres du Roi de Prusse. Le plan d'attaque était rédigé depuis plus d'un an. L'auteur de ce plan, M. de Moltke, remplissait les fonctions de chef d'état-major. L'armée allemande allait jouer devant l'Europe une tragédie dont les rôles étaient savamment appris, par des acteurs respectueux des pensées de l'auteur.

N'importe le nombre, la mise en scène et l'importance de tel ou tel rôle, un bon général à la tête de 272.000 hommes ne laisse pas l'ennemi tournoyer autour de lui, sans même savoir ce qu'il a fait la veille, ce qu'il fera le lendemain.

La guerre avait été déclarée officiellement à la Prusse le 20 juillet 1870. Le 23, l'Empereur instituait

l'Impératrice régente de France, et quittait Paris pour se rendre à Metz. On ne saurait trop répéter qu'aucun plan de campagne sérieux n'était arrêté par le gouvernement français. Les généraux s'en communiquaient entre eux un certain nombre, et les espions prussiens, qui étaient partout, pouvaient facilement prendre leur part des confidences. Parmi ces plans, il en est un qui mérite un souvenir, parce que le maréchal Lebœuf en a fait mention devant la Commission d'enquête dans l'une de ses dépositions à Trianon. Ce plan de campagne avait été combiné par le général Lebrun, l'intendant Pagès et le maréchal Lebœuf : trois armées étaient formées sous les commandements des maréchaux Bazaine, Mac-Mahon et Canrobert. La première se réunissait en Alsace, la seconde à Metz, la troisième se tenait en réserve à Châlons. Deux corps distincts étaient en outre constitués à Belfort et à Lyon, comme noyaux de nouvelles troupes. Prenant pour base Metz et Strasbourg, les deux premières armées devaient, la première masquer Sarrelouis et les trois grandes places du Rhin moyen, la seconde passer par la vallée de la Kinzig, Rastadt et la Forêt-Noire.

L'Empereur comptait, non sans raison, avoir pour alliés l'Autriche et l'Italie. La déposition de M. de Chaudordy, qui est un document officiel, ne laisse aucun doute sur cette question tant débattue. Voici ce qu'a déclaré ce diplomate : « Du 20 juillet au 3 ou 4 août, toutes les stipulations du traité furent arrêtées entre Florence, Vienne et Paris. On y régla la procédure d'après laquelle on passerait de la neutralité armée à l'alliance offensive, dans la supposition que l'armée française réussirait à franchir le Rhin, pénétrerait dans l'Allemagne du Sud, et tendrait la main vers Munich aux troupes autrichiennes et italiennes qui se porteraient au-devant d'elle. Le gouvernement français n'était pas signataire du traité conclu entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie seules ; mais,

en réalité, l'Empereur Napoléon avait été consulté sur tous les articles dont il se composait : il les avait approuvés ou modifiés.

Il fallait donc à tout prix prendre l'offensive, franchir le Rhin et ne pas perdre un temps précieux en marches et contre-marches.

Le 19 juillet 1870 le Roi de Prusse signait la déclaration de guerre. A la même heure, trois escadrons du 7e uhlans, qui avaient franchi la frontière avant la rupture de la paix, rencontraient, en avant de Spickeren, une reconnaissance du 5e régiment de chasseurs français. Le 24 du même mois, le comte Zeppelin, capitaine wurtembergeois, à la tête d'une patrouille de 25 cavaliers badois, passait aussi la frontière à Lauterbourg. Le 2e lanciers occupait Soultz, et le colonel du régiment prévenait que les Badois détruisaient la ligne télégraphique. Ils allaient traversant nos villages et s'avançaient ainsi jusqu'à 40 kilomètres. Le lendemain, 25, un escadron du 12e chasseurs surprit l'ennemi non loin de Wœrth.

L'ouvrage du grand état-major allemand déclare qu'il n'y avait que 4 officiers et 3 dragons. Cependant le général de Bernis s'empressa de télégraphier à Strasbourg : « Je viens de détruire une reconnaissance badoise composée de 4 officiers et 25 cavaliers occupés à couper les télégraphes : ils sont tous tués, blessés ou prisonniers. »

Le capitaine Zeppelin s'échappa et fit savoir à l'ennemi le peu d'entente qui régnait de notre côté. Les 24, 26, 27, 28, les patrouilles allemandes sillonnaient nos campagnes. Les dépêches télégraphiques se croisèrent de toutes parts. Les détachements prenaient les armes inutilement, les alertes étaient continuelles, et si la terreur ne se voyait nulle part, l'inquiétude régnait partout. Les environs de Forbach semblaient attirer plus particulièrement l'attention des Allemands qui fouillaient minutieusement le pays, observaient nos positions et cherchaient

à pénétrer nos projets. Le général Frossard reste immobile, se bornant à diriger quelques patrouilles autour de son camp. Le maréchal Bazaine lui a dit d'attendre pour prendre l'offensive. Il le peut d'autant moins qu'il ignore les forces et les positions de l'ennemi. Le 2e corps n'avait devant lui, jusqu'au 31 juillet, qu'un bataillon prussien et trois escadrons. Sarrebruck fut ensuite renforcée de 2 bataillons et de 4 pièces d'artillerie.

Si quelque vétéran des guerres du premier Empire était sorti de sa tombe pour assister à notre entrée en campagne, il n'aurait pas reconnu cette antique armée française qui, depuis des siècles, faisait l'admiration du monde. Les guerres d'Afrique et leurs faciles succès ont fait oublier toutes les règles de l'art. C'est en vain que le général Bugeaud a voulu imprimer aux campagnes africaines un sérieux caractère, c'est en vain qu'il a montré à Isly la supériorité de la tactique sur l'élan irréfléchi. Une école s'est formée, sous les auspices d'heureux capitaines, qui dédaigne la science et affirme que le cri : En avant ! tient lieu de tout.

Nous avons payé chèrement nos victoires africaines. L'engouement aurait dû cesser en Crimée, au Mexique, en Italie, où l'œil attentif du Germain remarquait nos faiblesses. Mais l'école africaine occupait le sommet, elle régnait et gouvernait. Son dédain pour l'étude était partagé par le pouvoir suprême qui usait et abusait d'un mot nouveau : *se débrouiller*. Qu'on ne fût pas tacticien, qu'on ignorât la stratégie, qu'on fût étranger à l'administration, peu importait, pourvu qu'on sût se débrouiller.

On se débrouille pour une razzia, pour une marche entreprise sans cartes ; mais cet art, inventé par l'incapacité, ne suffit jamais pour sauver un pays.

Kléber disait qu'un bon général, à la tête d'une médiocre armée, valait mieux qu'un général médiocre à la tête d'une bonne armée. Et Napoléon Ier a dicté ces belles

paroles : « Le général est la tête, le tout d'une armée. Ce n'est pas l'armée romaine qui a soumis la Gaule, mais César ; ce n'est pas l'armée carthaginoise qui faisait trembler l'armée républicaine aux portes de Rome, mais Annibal ; ce n'est pas l'armée macédonienne qui a été sur l'Indus, mais Alexandre ; ce n'est pas l'armée française qui a porté la guerre sur le Weser et sur l'Inn, mais Turenne ; ce n'est pas l'armée prussienne qui a défendu sept ans la Prusse contre les trois plus grandes puissances de l'Europe, mais Frédéric le Grand. »

Ces vérités, qui frappent les yeux, passaient en France pour d'antiques préjugés. On confiait des divisions, des corps d'armée à de fort galants capitaines, complètement étrangers aux commandements militaires. On riait dans les réunions d'officiers des choix qui plaçaient à la tête de la cavalerie un chef ne montant plus à cheval, ou à la tête d'un corps d'armée un officier du génie, habile ingénieur, mais qui de sa vie n'avait commandé ni bataillon, ni régiment, ni brigade, ni division, et ignorait ce qu'était une marche en échelons, un changement de front ou une retraite en échiquier. Mais on pensait qu'un favori saurait se débrouiller. D'ailleurs chacun avait sa destinée écrite à la feuille des bénéfices, et nous connaissions d'avance les futurs maréchaux. A ce sujet, rien ne pouvait nous surprendre, mais tout aurait dû nous épouvanter. Combien, pendant cette guerre, de si courte durée, de bons et braves généraux, flanqués à droite ou à gauche, ou dominés au-dessus par des médiocrités, n'ont-ils pas vu tous leurs efforts paralysés, leurs avis repoussés, et leur parole dédaignée ! Les considérations de famille, les parentés ministérielles, de certaines allures admiratives conduisaient aux fortunes militaires.

L'Empereur recevait tous les dimanches, après la messe des Tuileries, les officiers supérieurs et les officiers généraux des armées de terre et de mer. Sa Majesté

NAPOLÉO III

passait devant le rang formé par ces officiers, s'arrêtait devant chacun d'eux, lui adressait une question et l'autorisait ainsi à formuler quelque vœu ou bien à adresser une réclamation. Peu à peu, l'Empereur en vint à connaître de vue et par leurs noms les généraux et la plupart des chefs de corps. L'intention était bonne, car le Souverain voulait approcher de sa personne ceux qui marchaient à la tête de l'armée. Les ministres, les hauts dignitaires et la maison impériale se montraient mécontents de la facilité donnée aux colonels et généraux de voir le Souverain et de lui parler. Malheureusement, l'audience était trop courte, trop solennelle pour que l'Empereur pût connaître réellement celui qui avait l'honneur de l'approcher pendant quelques minutes. A une petite distance, face à la ligne des officiers, se tenaient le ministre de la guerre, le maréchal commandant la garde impériale, le gouverneur de Paris et le service du palais. L'officier près duquel se trouvait l'Empereur se sentait surveillé et ne s'exprimait qu'à demi-voix. Le chambellan, placé derrière Sa Majesté, pouvait tout entendre, ce qui n'empêchait pas quelques admirateurs de leur propre personne d'entreprendre leur éloge. Les princes ne sont pas à l'abri de ces pièges, et l'Empereur s'y laissait prendre. Un certain air, une physionomie plus ou moins heureuse, quelque mot bien placé, parfois une hardiesse et le plus souvent l'art de plaire fondaient une réputation. Impressionnable par nature, fataliste, d'une bonté qui allait jusqu'à la faiblesse, l'Empereur faisait ainsi, chaque dimanche, sa collection de grands hommes. Il y avait aussi dans le rang les timides, les naïfs, les fiers et les dignes qui mettaient leur espoir dans le droit et croyaient à la justice ministérielle. L'oubli les attendait. A l'heure des promotions, les dossiers n'étaient même pas ouverts. Les ministres de la guerre se donnaient bien garde de rectifier les jugements trop

prompts de l'Empereur sur le personnel supérieur de l'armée. Ils avaient leurs proches à caser, et Dieu sait l'abus qui fut fait de neveux, de cousins et de gendres. Au moment d'une guerre tous les postes étaient donnés, non pas aux plus capables, mais à ceux qui avaient promesse d'avancement. Il se commit en ces circonstances des fautes dont la France a bien souffert.

Il faut en accuser moins l'Empereur que ses ministres. Pour obtenir de l'Empereur, il suffisait de demander. Ceux qui, sous son règne, n'ont pas été favorisés sont les discrets qu'une dignité, peut-être exagérée, maintenait dans l'ombre. Mais les ministres de la guerre, et d'autres aussi, ont usé et abusé de l'avancement avec un véritable cynisme. Les honorables officiers de l'armée s'épouvantaient en songeant aux guerres futures. Qu'un préfet, un président de tribunal, un financier, même un sénateur soient incapables de remplir la fonction qui leur est confiée, il faut le regretter, mais le mal n'est pas irréparable. Il n'en est pas de même d'un grade injustement donné. Il y va de la vie d'un grand nombre d'hommes, de l'honneur du drapeau, et parfois aussi du salut de la patrie.

Parlant d'ardeur et de courage, Napoléon Ier disait : « Il n'est aucun de mes généraux dont je ne connaisse ce que j'appelle son tirant d'eau. Les uns, disait-il, en s'accompagnant du geste, en prennent jusqu'à la ceinture, d'autres jusqu'au menton, enfin d'autres jusque pardessus la tête, et le nombre de ceux-ci est bien petit, je vous assure. » Napoléon III ne jouissait pas du même privilège, et ne connaissait nullement le tirant d'eau des uns et des autres. Aussi confiait-il des missions militaires importantes à des personnages dont le tirant d'eau ne dépassait pas la cheville. Quoique spirituel, il avait un goût prononcé pour les sots. Etait-ce pour échapper à toute domination en tenant à l'écart les supériorités ? Ou

bien, son mépris pour l'espèce humaine allait-il jusqu'à introduire dans le gouvernement des peuples son goût pour les aventures ? Nous aimons mieux croire que son inépuisable bonté le portait à ne pas refuser les prières humblement récitées.

Il ne faut pas conclure de ces réflexions que tous les grades étaient mal donnés. La dernière guerre a prouvé qu'un grand nombre de divisions et de brigades avaient à leur tête d'excellents chefs. Mais le divisionnaire, lorsqu'il n'est pas isolé, est comme un musicien placé dans un orchestre. Fût-il le plus grand génie musical de son siècle, il a au-dessus de lui, autour de lui, ce qui forme le concert, et lui vient en aide ou le paralyse.

Il y avait certes de bons généraux dans l'armée française qui fit la malheureuse campagne de 1761, les soldats se battaient à merveille, mais les généraux en chef se nommaient le duc de Broglie et le prince de Soubise.

Une petite affaire eut lieu le 2 août. Le *Journal officiel* disait : « Notre armée a pris l'offensive, franchi la frontière et envahi le territoire de la Prusse. » Le maréchal Lebœuf disait de son côté : « C'est une jolie affaire, presque sans pertes. » On avait mis en mouvement le corps d'armée du général Frossard, pour attaquer Sarrebruck, occupé par un bataillon prussien, trois escadrons et quatre canons ; il est vrai que nos soldats avaient un instant mis le pied sur le territoire ennemi. Ce n'était, à tout prendre, qu'une vaine démonstration : le combat dura deux heures et sembla puéril aux véritables gens de guerre. Il fallait conserver Sarrebruck et s'emparer de Neuenkirchen, nœud d'importants chemins de fer qui permettaient d'interrompre les communications entre le général prussien Steinmetz et le prince Frédéric-Charles.

M. de Mazade, dans son excellent ouvrage : *La guerre de France*, raconte cette anecdote : « Un des

plus brillants généraux français était venu, vers cette époque, au quartier impérial. L'Empereur lui montrait sur une carte Sarrebruck, où il se proposait d'aller. Le général crut que c'était enfin le commencement de la marche en avant et qu'on allait prendre l'offensive. L'Em pereur le dissuada aussitôt, en réduisant à rien ce petit projet de démonstration, et en laissant trop voir le vide de sa pensée. Le général se retira consterné à son bivouac. Il venait de rentrer, il était assis sur une valise, ayant mis bas son uniforme, la tête dans ses mains, lorsque tout à coup il était surpris par une personne qui lui était chère et qu'il n'attendait pas. Il releva la tête ; il avait les yeux pleins de larmes, lui, l'intrépide. — Qu'y a-t-il donc ? qu'avez-vous ? lui dit-on. « Nous sommes per-« dus ! » s'écria-t-il avec désespoir. On était aux derniers jours de juillet. »

IV

Une des divisions du corps d'armée de Mac-Mahon était sous les ordres du général Douay (Charles-Abel), frère de Félix Douay, commandant du 7e corps. L'effectif de la division Douay se composait de 7.500 hommes d'infanterie, de trois batteries, dont une de mitrailleuses, et d'une compagnie du génie. Depuis le 3 août, deux régiments de cavalerie avaient été placés sous les ordres de Douay. Trois bataillons détachés occupaient le col du Pigeonnier et deux autres étaient à Seltz, ce qui affaiblissait la division de cinq bataillons. Donc, le 4 août, le général Douay ne pouvait opposer à l'ennemi que huit bataillons, 4.800 hommes environ et trois batteries. Mac-Mahon avait dans son corps d'armée quatre divisions d'infanterie commandées par les généraux Ducrot, Raoult, de Lartigue et Abel Douay, plus une division de cavalerie sous les ordres du général Duhesme. Le 26 juil-

let, la division Ducrot quittait Strasbourg et se portait à Reichshoffen, pour s'étendre jusqu'à la frontière, et le 3 août, la division Abel Douay partait de Haguenau pour s'avancer jusqu'à Wissembourg. En même temps, la division Raoult remplaçait Ducrot à Reichshoffen, et celui-ci se rendait à Lembach dans les Vosges.

Wissembourg est une mauvaise petite place dont les fortifications remontent aux lignes de Villars. Ducrot, qui avait le commandement supérieur, en attendant l'arrivée de Mac-Mahon, avait fait évacuer Wissembourg et Lauterbourg. En véritable homme de guerre fort instruit, Ducrot, bien avant la lutte, avait toujours appelé l'attention du Gouvernement sur les dangers qu'offraient nos petites places fortes tout à fait insuffisantes contre l'artillerie moderne. Lorsqu'il prit le commandement de la 6e division militaire à Strasbourg, il ordonna l'évacuation des places de Wissembourg et de Lauterbourg, occupées la première par 300 hommes d'infanterie, la deuxième par 200 hommes de même arme. En haut lieu, on désapprouva cette sage mesure, sous prétexte qu'il ne fallait pas dégarnir la frontière. Comme si ces petits détachements étaient de sérieuses défenses !

Nous insistons sur ces détails, parce que dans l'*Histoire de la campagne de 1870, par l'état-major allemand*, une accusation fausse a été dirigée contre le général Ducrot. D'après les Allemands, « le maréchal de Mac-Mahon avait placé la division Douay sous les ordres du général Ducrot pour donner plus d'unité à la direction de cette partie de ses forces, placées le plus près de l'ennemi. — Sur l'avis arrivé de Wœrth, le 3 août, que de fortes colonnes prussiennes venaient de quitter Landau, le général Ducrot avait ordonné au général Douay, non seulement de rester à Wissembourg, mais encore d'accepter le combat, le cas échéant. » Cette accusation ferait

retomber sur le général Ducrot la responsabilité de l'échec subi par la division Douay. Le journal de M. le comte de Leusse, ex-deputé du Bas-Rhin et maire de Reichshoffen, prouve que l'accusation des Allemands est fausse. « Maintenant, étant donnée la situation au 4 août, qu'aurait-on pu et dû faire ? Mettre des troupes dans Wissembourg et au bas de la côte du Pigeonnier était une faute dans laquelle Ducrot n'était pas tombé ; nul ne le sait mieux que moi qui, comme député et pour rassurer la population, lui demandais de faire cette faute, sachant du reste, comme je l'ai dit aux habitants de Lauterbourg, qu'il allait me refuser. — On a perdu là quelques centaines d'hommes, un général et du prestige bien inutilement ! »

Dans le principe, l'intention formelle du maréchal de Mac-Mahon était de porter toutes les forces du 1er corps sur les crêtes des Vosges, de manière à assurer ses communications avec le gros de l'armée établie sur le revers occidental et à couvrir ainsi le chemin de fer de Strasbourg à Bitche : il ne pensait nullement à occuper Wissembourg.

Les considérations d'approvisionnement dominèrent la question stratégique et, le 2 août, le grand quartier-général donna l'ordre d'occuper Wissembourg. Ducrot adressa de Reichshoffen les instructions les plus minutieuses au général Douay, le 3 août, se préparant, suivant l'ordre qu'il avait reçu, à se porter le lendemain matin à Lembach. En effet, le 4 août de fort bonne heure, il se mit en route à la tête de sa division. Lembach est à 16 kilomètres de Wissembourg ; dans ce pays de montagnes, le son, intercepté par les massifs et les bois, ne se propage pas au loin : c'est ce qui explique comment les troupes conduites par Ducrot n'entendirent pas le canon pendant leur marche. Il était environ midi quand Ducrot arriva sur l'emplacement du bivouac. Le général était encore à

cheval lorsqu'un cavalier, arrivant au grand galop, lui remit une dépêche du colonel de Franchessin, commandant le 96e de ligne établi à Climbach. Ce village est à peu près à moitié chemin de Wissembourg à Lembach : « Mon général, écrivait le colonel, j'ai l'honneur de vous rendre compte que l'ennemi tire le canon sur Wissembourg ; on me dit que le feu s'est déclaré dans plusieurs maisons. Cet avis nous est donné par le poste du Pigeonnier.

« Le 78e vient d'arriver. Je fais ployer mes bagages et lever le camp. Je ne me mettrai en route qu'à midi. »

Après avoir pris connaissance de cette dépêche, le général Ducrot fit mettre sac au dos, et prit ses dispositions pour marcher. Il courut à la redoute du Pigeonnier, d'où l'on découvre toute la vallée de la Lauter. Il y arriva justement pour voir nos troupes débordées de toutes parts et obligées d'évacuer le Geissberg, en se repliant dans les directions de Cleebourg et de Pfaffenschlick.

Voici ce qui s'était passé.

Dans la nuit du 2 au 3 août, le général Douay avait reçu l'ordre suivant du maréchal de Mac-Mahon : « Strasbourg, 3 août, 12 h. 10 du matin. Expédié à midi 40. — D'après les nouvelles que vous me donnez, mettez-vous en route demain matin, le plus tôt possible, avec toute votre division, à l'exception des deux bataillons détachés à Seltz, pour vous porter sur Wissembourg ; vous prendrez à Soultz le 3e hussards ; emmenez également les escadrons du 11e chasseurs de Haguenau ; le détachement de Seltz vous rejoindra le 4, après qu'il aura été relevé.

« Le général Ducrot, qui porte également une partie de sa division à Lembach, vous rejoindra en route et vous indiquera la manière de vous relier avec la première division. »

D'après cette dépêche et les instructions reçues le

même jour du général Ducrot, le général Douay occupait, dans la soirée du 3, les positions du Geissberg, du Vogelsberg et plaçait un bataillon dans Wissembourg.

Vers sept heures du matin, le 4 août, le général Douay recevait une nouvelle dépêche du maréchal de Mac-Mahon : « Strasbourg, 5 heures 27 du matin. Expédiée à 6 heures. — Tenez-vous sur vos gardes, prêt à vous rallier, si vous étiez attaqué par des forces très supérieures, au général Ducrot par le Pigeonnier. Faites prévenir le général Ducrot, en route pour Lembach, d'être également sur ses gardes. »

Précisément, lorsque le général Douay arrivait à Wissembourg, le Prince royal de Prusse recevait l'ordre de prendre l'offensive. Avant huit heures du matin, les Bavarois, qui marchaient en tête, attaquaient Wissembourg.

Cependant le général Douay s'était fait éclairer, dès les premières heures du jour, jusqu'au delà de la Lauter par deux escadrons de chasseurs qui n'avaient pas aperçu l'ennemi. La division Douay ne fut point surprise comme d'autres l'ont été depuis. Si les troupes n'étaient point rangées en bataille pour recevoir l'ennemi, chacun occupait son poste les armes sous la main.

Malheureusement le peu de forces dont le général Douay disposait ne lui permit pas d'occuper la position d'Altenstadt, où les Prussiens franchirent la Lauter et tournèrent nos troupes. La reconnaissance faite le matin par le colonel d'Astugue, du 11e chasseurs, ne découvrit rien et rentra vers six heures et demie. Se croyant tranquilles pour la plus grande partie du jour, les soldats qui n'étaient pas de service s'occupèrent de la soupe, du nettoyage des armes et du blanchissage. Huit heures sonnaient, lorsqu'un bruit formidable troubla ces soins du ménage. Les obus bavarois éclataient sur Wissembourg. Les soldats courent aux armes et le général Douay, dont

le quartier-général est près d'Oberhoffen, entre le Pigeonnier et le Geissberg, monte à cheval avec son état-major. Il télégraphie rapidement à Strasbourg pour prévenir le Maréchal. Le brave Douay n'a que 4.800 hommes et trois batteries, mais il soutiendra l'honneur des armes.

La brigade Montmarie et deux batteries défendent le Geissberg ; le général Pellé, avec un régiment de tirailleurs algériens et une batterie, protège la ville ainsi que la gare. En voyant l'attaque subite de l'artillerie bavaroise, les Français durent croire que les forces ennemies suivaient de près. Il n'en était rien. Le 6e corps prussien était encore à 14 kilomètres de Wissembourg. Ce ne fut que vers dix heures du matin que l'avant-garde du 11e corps parvint à deux lieues de Wissembourg, et à onze heures que le général commandant le 11e corps prussien dirigea ses troupes sur le Geissberg.

Il ne faut donc pas répéter trop souvent que la tactique allemande est infaillible.

Une division ennemie était d'abord seule à soutenir le combat, et, loin d'être victorieuse, elle ne s'avançait qu'avec une extrême prudence. La vieille réputation du soldat français intimidait le Germain. Dans cette première rencontre, le moral était de notre côté. Les artilleurs bavarois, décimés par nos tirailleurs, sont effrayés en voyant une batterie française gravir les hauteurs sud de Wissembourg et accabler les assaillants de son tir. Alors trois batteries ennemies dirigent leur feu sur nos pièces, mais nos canonniers sont intrépides, et obligent les Allemands à battre en retraite derrière Schweigen. Une seule batterie prussienne soutient la lutte pendant un moment. Bientôt une batterie nouvelle se joint à celle-là.

Wissembourg est vigoureusement défendu par la troupe et les habitants. Deux fois un officier supérieur allemand, à la tête d'un bataillon et de deux compagnies, s'élance à l'assaut. Ses soldats, écrasés par notre feu, se

dispersent avant d'atteindre la porte. A onze heures, les Français dominent la situation. Mais le 11e corps allemand arrive à marches forcées. Le combat dure depuis deux heures et demie, et le général Douay, dont la division est isolée, en pointe, sans appui ni à droite, ni à gauche, ni en arrière, ne bat pas en retraite, parce qu'il a compris qu'il fallait défendre la position et conserve l'espoir d'être secouru. Douay ne pouvait pas supposer que le Maréchal commandant le 1er corps laisserait une de ses divisions à cinq lieues des autres, seule en avant sur le chemin de l'ennemi.

Un peu après onze heures, le 5e corps allemand vient au secours des Bavarois. Une division se dirige rapidement vers le Geissberg, pendant que le 11e corps tente de tourner la position. En même temps, la gare du chemin de fer est attaquée par des forces supérieures. Mais la résistance des nôtres est héroïque, et les charges de l'ennemi sont plusieurs fois repoussées. Au sommet du Geissberg se trouve une batterie de mitrailleuses qui renverse des rangs entiers.

Cette affaire de Wissembourg mérite le nom de bataille et se divise en deux phases : l'attaque de la ville et celle du Geissberg. Le bataillon du 74e de ligne, enfermé dans Wissembourg, repoussait toutes les attaques. A la gare du chemin de fer, les Turcos résistaient aux Bavarois et aux Prussiens réunis. Français et Allemands rivalisent de bravoure, mais que peuvent 5.000 Français contre 25.000 Allemands ! Un bataillon ennemi est commandé par le lieutenant Spangenberg, car tous les officiers supérieurs et les capitaines sont hors de combat. Le bataillon du 74e se défend dans les rues, dans les cours, dans les maisons. Les Turcos, la baïonnette en avant, refoulent les assaillants. Les compagnies allemandes qui se sont emparées de la gare s'avancent vers la ville, lentement, et fusillées de tous côtés. Ces compagnies

s'engagent sous la porte de Haguenau, dont le pont-levis n'est pas levé. Quelques hommes passent, le pont-levis se relève et une épouvantable fusillade met les Prussiens en fuite. Un grand nombre est renversé, et, parmi eux, ce lieutenant Spangenberg qui commandait le bataillon. Pendant ce temps, la porte nommée porte de Landau est vigoureusement attaquée. Les boulets renversent les murs, les toits des maisons, et vont se perdre dans les rues. Une masse de Bavarois se précipitent vers cette porte, baissent le pont-levis, qui donne passage à trois régiments. Voilà donc notre bataillon du 74e combattant avec rage contre ces trois régiments. Ni les uns ni les autres ne connaissent la ville. On se rencontre dans les rues étroites, on combat corps à corps. Les escaliers, les chambres, les corridors s'emplissent de fumée, car on lutte partout, et nos admirables soldats sont partout un contre cinq, six et douze.

A la porte nommée porte de Bitche, un groupe de soldats du 74e résiste au 6e régiment bavarois, soutenu par des compagnies de chasseurs. Le chef de bataillon français, commandant Liaud, voyant sa troupe écrasée, est réduit à se rendre. Il était alors une heure et un quart et non midi et demi comme le disent les documents prussiens.

La journée de Wissembourg a peut-être décidé du sort de la guerre, son retentissement a produit une véritable révolution dans les esprits. Ces envahisseurs, qui ne franchissaient nos frontières qu'avec une sorte d'inquiétude vague, ont repris confiance dans le nombre; notre armée au contraire, habituée aux victoires, s'est sentie tout à coup profondément blessée dans son orgueil. Elle a compris instinctivement que la bravoure du soldat ne suffisait plus, si elle n'était dirigée par le commandement supérieur.

V

Ce fut alors seulement, après la prise de Wissembourg, que les Allemands se portèrent vers le Geissberg. Ils disposaient des 11e et 5e corps prussiens et du 11e corps bavarois, dont l'effectif était de 75 bataillons, 36 escadrons, 264 bouches à feu et 9 compagnies de pionniers, formant un total de 80.000 hommes.

80.000 hommes attaquant la petite division Douay qui ne comptait que 5.000 à 6.000 hommes !

Une batterie française, établie sur les hauteurs du Geissberg, écrase les Allemands. Ceux-ci répondent par un feu terrible qui abat nos artilleurs criblés de bombes. Ils veulent changer de position, mais une pièce fort détériorée par les projectiles ne peut suivre le mouvement. Des soldats du 5e corps prussien cherchent à s'emparer de cette pièce ; les Français la défendent avec furie ; une mêlée sanglante entoure la pièce ; on se bat, de part et d'autre, à la baïonnette, à coups de crosse, poitrine contre poitrine. Des secours arrivent aux Allemands qui abattent, à coups de fusils, nos braves soldats. Ils jonchent le sol de leurs corps, et bientôt les Français ne sont plus que quelques-uns, blessés pour la plupart. Ceux-ci parviennent à rejoindre les défenseurs du Geissberg. Notre canon tombe aux mains des Allemands : ce fut leur première conquête.

Le général commandant le 5e corps prussien, Kirschbach, se met à la tête du régiment des grenadiers du Roi pour aborder les hauteurs ; ses colonnes sont précédées de bataillons des 47e, 58e et 59e. Ils gravissent les pentes entre la gare et le Gutleithof. En même temps, une brigade du 11e corps monte vers le Geissberg ; elle est soutenue par une autre brigade. Trois corps d'armée allemands se déploient non loin de Wissembourg. Le général

Pellé garnit les hauteurs avec la brigade de Montmarie et se prolonge vers le Riedseltz, où se trouve la brigade de cavalerie Septeuil.

La disproportion des forces était telle, que le plus sage eût été de battre en retraite. Mais nos soldats, en proie à une véritable rage, voulaient mourir sur le premier lambeau de terre française foulé par l'ennemi. D'ailleurs, le général Pellé attendait toujours des secours.

Il est un principe de guerre que nous avons souvent méconnu pendant cette campagne, parce que ce principe s'accorde mal avec notre tempérament. Dans une bataille, le général en chef doit découvrir, malgré des succès apparents, le moment où sa défaite devient presque certaine. Alors, pour éviter une effusion de sang inutile et un échec pour ses armes, le devoir du général est d'ordonner une retraite dans de bonnes conditions. Un peu plus tard, sa situation sera plus critique, et la retraite ne sera qu'une sorte de fuite qui permettra à l'ennemi une poursuite désastreuse. Lorsqu'on suit avec attention les phases diverses de nos batailles, terminées par une défaite épouvantable, on découvre presque toujours ce moment, mystérieux pour tous, excepté pour le général digne de ce nom, qui décide du sort des armes. On semble oublier qu'une belle retraite du champ de bataille est l'opération la plus admirable. Nous avons le tort, dans notre pays, d'attacher une pensée de faiblesse à cette opération, comme si Turenne, notre grand maître, n'avait pas honoré la retraite à l'égal d'une victoire.

Il faut aussi savoir refuser la bataille, à moins que la possession d'un point n'importe au salut de l'armée, et ne se mesurer avec l'ennemi que lorsque les chances de succès paraissent probables. La guerre savante consiste moins à se battre qu'à manœuvrer. La bataille prouve la bravoure du soldat, tandis que les mouvements stratégiques sont le témoignage du savoir des généraux.

Au sommet du Geissberg se trouve un château, ou, pour mieux dire, un assemblage de bâtiments entourés de cours et enfermés dans un mur solide de quinze pieds de hauteur. Il est précédé d'un jardin à plusieurs rangs de terrasses et qui est plus élevé que les terrains du voisinage. Ses ouvertures peu nombreuses et ses fenêtres se trouvent à une grande hauteur.

Le château du Geissberg est occupé par nos soldats, qui attendent fièrement les Prussiens. Ces derniers s'avancent et reçoivent une décharge qui tue un grand nombre d'hommes et le major Winterfeld à leur tête. Repoussés, les Prussiens attendent des renforts avant de reprendre l'attaque.

Les grenadiers du Roi arrivent et l'assaut recommence furieux. Il y eut là un beau spectacle de guerre. Pour enlever ses soldats, un officier allemand saisit le drapeau du régiment ; il tombe mort, frappé d'une balle, et le drapeau disparaît un moment. L'officier supérieur qui commande la colonne, le major Kaisenberg, ramasse le drapeau dont la hampe est brisée. A peine flotte-t-il dans l'air, que trois balles françaises le renversent de nouveau, et le major est enseveli dans ses plis. Le lieutenant Lemon le reçoit des mains du major expirant. Des balles françaises tuent le brave lieutenant, et le drapeau disparaît avec lui. Les détonations de la poudre empêchent les Prussiens d'entendre les applaudissements des assiégés ; le cœur de notre soldat est si noble, si généreux, qu'il a des admirations pour tout ce qui est grand, même chez l'ennemi.

Presque tous les officiers allemands sont hors de combat, et nos soldats se battent comme des lions. L'assaut est repoussé de toutes parts. Les Prussiens réunissent trois batteries, après avoir tenté d'incendier le château en lançant des bottes de paille enflammées. Bientôt une véritable pluie d'obus déchire les rangs français. Il est

impossible de résister plus longtemps. Un mouchoir blanc attaché à une perche paraît au sommet d'un mur, et les assiégés cessent le feu. Les Prussiens qui, pour ce siège, ont déployé une véritable armée, pensent qu'une nombreuse garnison va défiler devant eux. Leur surprise est extrême en voyant deux cents hommes seulement, blessés ou meurtris, épuisés de fatigues. Malgré les obus, l'horloge de Wissembourg sonne deux heures et demie. Les restes de la division Douay sont en retraite, et nullement en déroute. Cinq cents hommes de cette division se retirent devant 30.000 Prussiens qui ne poursuivent que mollement. Nos cinq cents braves vont en bon ordre vers Cleebourg, Pfaffenshlick et Climbach.

Les Allemands reconnaissent avoir perdu 91 officiers et 1.460 hommes. De notre côté, les pertes étaient moins grandes, parce que dans la ville comme dans le château nous étions à couvert.

Pendant cette terrible journée le général Douay et son chef d'état-major s'étaient portés sur la colline des Trois peupliers, pour observer les mouvements de l'ennemi. Là se trouvait la batterie des mitrailleuses. Douay tomba mortellement blessé. Il fut transporté dans la ferme de Schafbuch en même temps que le capitaine d'état-major du Closet, blessé près de son général. On fut contraint de laisser dans cette ferme les deux blessés, au moment de la retraite, parce que la division n'avait ni voiture d'ambulance, ni même un seul cacolet. Ainsi le général en chef mortellement blessé n'a même pas la consolation de mourir au milieu de ses soldats !

La dernière dépêche signée de sa vaillante main est lamentable : « Je n'ai pas une seule carte du pays où j'arrive ! » On a osé dire que le général Douay avait cherché la mort pour ne pas survivre à sa défaite. C'est une odieuse calomnie. Homme de devoir, caractère

énergique, loyal et plein d'honneur, Douay n'aurait jamais abandonné ses soldats au moment même où sa présence était nécessaire. Il est tombé, comme tant d'autres, dans l'exercice de son commandement. Mais que n'a-t-on pas dit sur cette journée, dont le souvenir arrache des larmes ? Dans leur désespoir, quelques historiens ont accusé Ducrot d'avoir abandonné la division Douay, qu'il aurait pu, dit-on, secourir et sauver.

Suivant l'antique usage, le combat de Wissembourg donna lieu à deux bulletins, celui des Français et celui des Allemands.

La dépêche francaise était ainsi concue : « Trois régiments de la division du général Douay et une brigade de cavalerie légère ont été attaqués à Wissembourg par des forces très considérables massées dans les bois qui bordent la Lauter. Ces troupes ont résisté pendant plusieurs heures aux attaques de l'ennemi, puis se sont repliées sur le col du Pigeonnier qui commande la ligne de Bitche. Le général Douay (Abel) a été tué. Un de nos canons, dont les chevaux avaient été tués et l'affût brisé, est tombé au pouvoir de l'ennemi. Le maréchal de Mac-Mahon concentre sur les lieux les forces placées sous son commandement. »

Le bulletin allemand laissait percer quelqu'inquiétude :

« Brillante mais sanglante victoire sous les yeux de Fritz (Prince royal de Prusse). Prise d'assaut de Wissembourg et de la montagne du Geissberg. Les corps engagés étaient les 5e et 11e prussiens et le 11e bavarois. L'ennemi est en fuite. Cinq cents prisonniers sans blessures, un canon entre nos mains. Le général de division Douay tué. De notre côté, le général de Kirchbach légèrement atteint. Mon régiment et le 58e fortement éprouvés. »

Après la mort du général Douay, l'homme qui, de

toute sa division, connaît le mieux la journée de Wissembourg est le chef d'état-major de cette division, M. le général Robert, aujourd'hui sénateur. Dans l'intérêt de la vérité le général Robert, ayant lu le récit de l'état-major prussien hostile à Ducrot, adresse à celui-ci une longue lettre datée de Versailles, le 15 février 1873. L'état-major général allemand disait dans son 2e fascicule : « Le maréchal de Mac-Mahon avait mis la division Douay sous les ordres du général Ducrot, pour avoir un commandement unique sur la partie de ses forces qui était la plus rapprochée de l'ennemi. Sur des avis qu'il reçut, le 3 août au soir, à Wœrth, et qui annonçaient que de fortes colonnes s'avançaient de Landau sur la frontière, le général Ducrot ordonna à la division Douay, non seulement de rester à Wissembourg, mais encore d'accepter le combat le cas échéant. »

Le général Robert réfute ce récit et prouve qu'il est inexact. Voici, d'après le chef d'état-major du général Douay, comment les choses se sont passées.

1° La 2e division avait, en effet, été mise sous les ordres du général Ducrot, le 2 août, *en ce qui concernait les positions à occuper et les opérations de guerre.* Douay était prévenu verbalement par le maréchal de Mac-Mahon, et un ordre de mouvement envoyé à Haguenau le 2 confirmait cette disposition motivée sur l'ancienneté de grade du général Ducrot. Il était d'ailleurs conforme aux principes stratégiques de placer sous un commandement unique les deux divisions les plus voisines de l'ennemi.

2° D'après ce même ordre du 2 août, la division Douay devait se mettre en route de Haguenau sur Wissembourg, le 4 au matin, et par étapes, en couchant le 4 à Soultz, pour n'arriver devant Wissembourg que le 5 dans la journée. Le Maréchal prescrivait *d'établir la division à Altenstadt, Wissembourg, Weiler et ses*

environs, et au col du Pigeonnier, avec le 11e régiment de chasseurs au Geissberg.

3° Mais, sur un avis télégraphique envoyé le 2 août, à 9 heures du soir, par le sous-préfet de Wissembourg, et qu'il transmit de suite au maréchal, le général Douay reçut de ce dernier dans la nuit même par un télégramme parti de Strasbourg, à minuit 40 minutes, l'ordre de faire de suite le mouvement sur Wissembourg. D'après cet ordre, la division se mit en route le 3, de grand matin, pour faire en une seule journée le trajet de Haguenau à Wissembourg (30 kilomètres). Ce télégramme disait au général Douay : « Le général Ducrot, qui porte également demain une partie de sa division à Lembach, vous rejoindra en route et vous indiquera la manière de vous relier avec sa division. »

4° Dans la journée du 3, le général Douay reçut du général Ducrot une lettre datée de ce même jour de Reichshoffen ; cette lettre fut apportée par le capitaine Bossan avec un croquis rapidement tracé, qui servit pour la retraite du lendemain. Ducrot ne croyait pas à une attaque prochaine de l'ennemi, mais, ne voulant rien négliger, il donnait des instructions qui modifiaient sensiblement celles précédemment envoyées par le Maréchal pour l'emplacement à occuper par la division Douay. Au lieu de s'établir entre Altenstadt, Wissembourg, Weiler et le Pigeonnier, c'est-à-dire sur les rives de la Lauter, Ducrot prescrivait : 1° de mettre seulement un bataillon à Wissembourg ; 2° d'envoyer un régiment sur la gauche, pour relier les divisions Douay et Ducrot entre le Pigeonnier, Climbach et Pfaffenschlick, en remplaçant dans ses positions le 96e qui se portait en avant vers Nothweiler ; 3° d'établir le reste disponible de la division Douay sur les hauteurs au sud de Wissembourg, à droite et à gauche de la route de Haguenau, sur le Geissberg d'un côté, et de l'autre sur le plateau qui domine Oberhoffen (Vogels-

berg). Le général Ducrot prescrivait, en outre, quelques mesures urgentes et prévenait Douay que son quartier général serait à Lembach.

5° Les instructions du général Ducrot furent ponctuellement exécutées Les troupes du général Douay, après avoir fait une grande halte de trois heures à Soultz, arrivèrent devant Wissembourg, dans la soirée du 3, et s'établirent dans leurs positions à la nuit tombante, en se plaçant, non pas sur le sommet des crêtes, mais un peu en arrière, et en se gardant par des avant-postes. Le général Douay établit son quartier général dans la partie de Steinseltz voisine de Oberhoffen, suivant l'indication de Ducrot.

Les trois bataillons du 78e partirent le 4, dès la pointe du jour, pour prendre, entre le Pigeonnier, Pfaffenschlick et Climbach, les positions prescrites par le général Ducrot. Une reconnaissance sous les ordres du Colonel du 11e chasseurs fut faite, en même temps, sur Altenstadt et au delà, par un bataillon de tirailleurs algériens, deux escadrons de chasseurs et une section d'artillerie. Cette troupe rentra vers six heures et demie, sans avoir rencontré l'ennemi dans la direction qu'elle avait suivie. Ce fait n'est pas surprenant, si l'on tient compte des heures et du terrain.

6° Le 4, vers sept heures du matin, le général Douay reçut du Maréchal un télégramme parti de Strasbourg à six heures, lui demandant s'il avait des renseignements lui faisant croire à un rassemblement nombreux devant lui. Ce télégramme disait, en outre, de tenir la division sur ses gardes et de se rallier à la division Ducrot, si lui, Douay, était attaqué par des forces très supérieures. Le télégramme se terminait ainsi : « Faites prévenir le général Ducrot, en route pour Lembach, d'être également sur ses gardes. »

Le chef d'état-major de Douay transmit immédiatement

le télégramme à Ducrot. Ce fut la dernière signature donnée par Douay ; il ajouta de sa propre main : « Je suis absolument dépourvu de cartes qui puissent me guider. »

Ce télégramme ne parvint jamais à Ducrot, qui ne connut l'attaque que par la lettre du colonel Franchessin arrivée à midi, lorsque le combat touchait à sa fin.

Vers huit heures moins un quart du matin, le premier coup de canon tiré sur Wissembourg retentit et mit sur pied toute la division Douay. Le général monta à cheval avec son état-major, qu'il précéda de quelques minutes; le combat s'engagea.

7° D'après la lettre écrite par Ducrot à Douay, le 3 août, apportée par le capitaine Bossan, jusqu'au moment où, le 4, la division Douay, marchant en retraite, rencontra le général Ducrot vers cinq heures du soir sur la route de Climbach, aucun ordre, aucune dépêche de Ducrot ne parvint à Douay, ni à son chef d'état-major. Il était près de huit heures lorsque le combat commença, et Douay fut mortellement blessé vers neuf heures trois quarts. Le général Pellé, qui prit le commandement de la division à onze heures, ne reçut ni ordres, ni lettres de Ducrot qui était en route, ignorant ce qui se passait à Wissembourg.

Seulement, vers six heures du matin, sur le terrain même du combat, le général chef d'état-major Robert reçut un nouveau télégramme du Maréchal. Ce télégramme, parti de Strasbourg à huit heures trente-cinq, annonçait que le Maréchal *allait partir à neuf heures pour Wissembourg*, dans l'intention de faire la tournée des postes des première et deuxième divisions.

« Il demeure donc bien établi, dit le général Robert, qu'il y a une erreur absolue à attribuer au général Ducrot un ordre donné au général Douay, non seulement

de rester à Wissembourg, mais encore d'accepter le combat le cas échéant. »

L'occupation de Wissembourg n'était que l'exécution de l'ordre donné par le Maréchal. Quant à l'acceptation du combat et à la durée de la résistance, le général Ducrot n'avait à cet égard, ni avant, ni pendant la lutte, absolument rien prescrit, mais elles s'expliquent d'elles-mêmes par les ordres antérieurs du Maréchal et par les circonstances. En effet, le Maréchal, par son télégramme du 4 au matin, avait dit à Douay : « Vous vous rallierez au général Ducrot, si vous êtes attaqué par des forces très supérieures. » Puis, deux heures plus tard : « Je pars pour Wissembourg. » Dans cet état de choses, le général Douay d'abord, puis son chef d'état-major, et enfin le général Pellé furent conduits nécessairement et successivement aux résolutions suivantes :

1° Accepter un combat qui semblait n'être qu'une forte reconnaissance ;

2° Défendre, pendant un certain temps, la petite place de Wissembourg, qui était un utile point d'appui en même temps qu'un obstacle à l'ennemi, et que l'honneur nous interdisait d'ailleurs de livrer sans combat ;

3° Défendre le passage de la Lauter et la gare du chemin de fer ;

4° Maintenir l'excellent moral des troupes dans ce premier engagement, et en profiter pour attendre, avant de battre en retraite, le moment où la grande supériorité des forces de l'ennemi (qui ne montrait que successivement ses têtes de colonnes) serait complètement prouvée ; mais en veillant à ne pas laisser couper la ligne de retraite.

La retraite se fit en bon ordre, avec le profond regret de laisser aux mains de l'ennemi le bataillon du 74e qui avait défendu Wissembourg. M. le commandant Liaud

ne put réunir à temps les compagnies déployées sur les remparts. Les soldats français s'égaraient dans les rues tortueuses d'une ville où ils n'étaient arrivés que la nuit précédente. L'ennemi connaissait parfaitement la place. D'ailleurs une poterne avait été ouverte aux Bavarois, au moment décisif, par leurs espions introduits dans la ville.

Des erreurs regrettables se sont propagées : on a dit que le général Douay s'était laissé surprendre à Wissembourg, et que, dans son désespoir, il avait cherché la mort.

Une troupe de huit bataillons qui exécute une retraite régulière, après un combat de cinq heures, contre des forces dix fois supérieures, n'a pas été surprise, militairement parlant. Douay ne s'est pas fait tuer, mais il a été frappé dans l'accomplissement de son devoir, comme nous l'avons dit.

Longtemps après, le jour vint où le maréchal de Mac-Mahon apporta sa déposition devant la commission d'enquête parlementaire sur les actes de la défense nationale. Lorsqu'il eut rappelé le combat de Wissembourg, le comte Daru, président de la commission, lui dit : « Vous devez être bien fier, Monsieur le Maréchal, de raconter un tel fait d'armes, et la commission éprouve à l'entendre une joie patriotique. »

Oui, tout bon Français éprouve une joie patriotique à entendre le récit d'une journée douloureuse, sans doute, mais qui honore nos soldats à l'égal d'une victoire.

Nos huit bataillons formaient, avec la compagnie du génie, un effectif de 4.900 hommes. Nous avions les dix-huit pièces de nos trois batteries. Quant à la cavalerie, le terrain ne lui permit pas de combattre.

La partie de l'armée allemande que la division Douay eut devant elle le 4 août, à la fin de la journée, com-

prenait trois corps d'armée, le 2e corps bavarois, les 5e et 11e corps prussiens.

Les Allemands, répétons-le, ont commis une erreur en disant que le général Ducrot avait ordonné au général Douay, non seulement de rester à Vissembourg, mais encore d'accepter le combat, le cas échéant.

Des Français ont été plus loin et ont accusé Ducrot d'avoir abandonné Douay dans une circonstance extrêmement critique. Ces écrivains supposent à tort que la division Ducrot était déjà à Lembach, lorsque se livrait le combat de Wissembourg. Mais, qu'on se souvienne donc que Ducrot était en route, à la tête de la division, qu'il ne connut le combat que par la dépêche du colonel Franchessin, dépêche partie de Climbach à onze heures et parvenue à midi, au moment où Ducrot terminait sa marche.

Ceux qui ont supposé que Douay a été abandonné par Ducrot oublient donc que la division Douay était sous les ordres de Ducrot, pour les opérations militaires, et que l'intérêt de ce dernier était de combattre à la tête de deux divisions sur un terrain qu'il connaissait. Peut-être une victoire n'aurait-elle pas couronné ses efforts, tant l'ennemi était supérieur en nombre, mais la réputation de Ducrot ne pouvait que grandir par cette journée. Son intérêt, ses instincts militaires, son devoir, son honneur, tout se réunit pour prouver que, s'il eût été à portée de connaître le combat, Ducrot eût volé vers Douay, dont il était le chef sur le champ de bataille.

Plus de dix années après ce rude combat, glorieux pour nos armes, le général Ducrot déplorait la fatalité qui l'avait retenu loin de Vissembourg. Sa seule consolation était dans le témoignage des combattants qui, tous, déclaraient hautement la supériorité des mesures prescrites par lui sur les ordres envoyés par le Maréchal.

Le général Ducrot avait vu le terrain, tandis que le maréchal de Mac-Mahon ne pouvait que consulter la carte.

Il faut connaître bien peu l'état-major général de l'armée, pour supposer un seul instant Ducrot capable de commettre un acte de faiblesse. Il était de ceux que le péril grandit, et qui, loin de redouter la responsabilité, semblent s'y complaire. Il était fait pour le commandement. Son caractère, d'une prodigieuse énergie, l'entraînait peut-être au delà des bornes que ne franchissent pas les natures calmes. En un mot, il avait ses heures de violence et ne savait pas toujours éviter les froissements. De là des haines instinctives. Son commandement n'admettait pas la demi-obéissance. Il voulait être secondé de tout cœur. Au feu, son ardeur était telle qu'on le voyait pousser, pour ainsi dire, par les épaules, ceux qui n'allaient ni assez vite ni assez loin. Aux uns il communiquait des étincelles du feu qui l'embrasait, aux autres il lançait de ces mots que la poudre fait pardonner, mais qui laissent des cicatrices comme les blessures du fer.

Son patriotisme a pu être égalé, mais jamais surpassé. Il ne pouvait parler des malheurs de la France sans qu'une larme ne voilât l'éclat de ses yeux. Dans le cours de ces *Récits*, nous aurons plus d'une fois à prononcer le nom du général Ducrot. On le verra donc à l'œuvre dans des circonstances importantes. Qu'il nous suffise de dire aujourd'hui, que le général Ducrot était l'un des chefs de l'armée les plus capables d'exercer les grands commandements. Il avait étudié et possédait une instruction supérieure. Avant la guerre il écrivait des lettres fort remarquables, pour appeler l'attention du gouvernement impérial sur les préparatifs de l'Allemagne. Mais il ne fut pas écouté.

Lorsque la paix fut faite, le général Ducrot eut le

commandement d'un corps d'armée. La fermeté de son caractère, sa loyauté chevaleresque, son patriotisme, ses sentiments inébranlables excitèrent la méfiance des révolutionnaires. Ceux qui voulaient affaiblir notre armée demandèrent la révocation du général Ducrot. L'armée entière espéra qu'un maréchal de France ne sacrifierait pas son espoir presqu'unique aux clameurs de quelques députés. Le maréchal de Mac-Mahon, devenu président de la République, oubliant que sa main tenait l'épée de la France, osa signer le décret qui éloignait des rangs de l'armée le plus ferme soutien de notre drapeau.

VI

Le général Foy, qui était cependant un grand capitaine, ne lisait jamais le récit d'une guerre sans avoir sous les yeux les cartes du pays, théâtre des opérations. Il se méfiait des histoires écrites comme trop favorables à l'imagination. Si, à l'exemple du général Foy, nous interrogeons la carte pour bien connaître cette affaire de Wissembourg, nous voyons d'abord que les trois armées allemandes ont pénétré en France par la même porte, relativement fort étroite. La première armée, commandée par Steinmetz, formait la droite. Partie de Coblentz, elle remontait la Moselle et marchait vers Sarrelouis. Elle était forte de 61.000 hommes et comptait deux corps d'armée, deux divisions de cavalerie et 180 canons. Cette première armée devait nous combattre à Forbach. La deuxième armée, commandée par le prince Frédéric-Charles, neveu du Roi, formait le centre. Partie de Mayence, elle allait vers Sarreguemines. Sa force était de 206.000 hommes et comptait six corps d'armée, deux divisions de cavalerie et 534 canons. La troisième armée, commandée par le prince royal de Prusse, formait la gauche. Partie de Spire, elle s'avançait par

Landau sur Wissembourg. Sa force était de 180.000 hommes et elle comptait deux corps d'armée prussiens, deux corps d'armée bavarois, deux divisions de cavalerie et 480 canons. Cette troisième armée nous attaquera à Wissembourg et à Reichshoffen. La deuxième armée ne prendra point part aux premières opérations, mais traversera Sarreguemines, Foulquemont, Remilly, Pont-à-Mousson, pour contourner Metz jusqu'à Briey. Ainsi la porte par laquelle l'ennemi est passé va de Sarrelouis à Landau. On ne comprend pas que cet espace si étroit ait été laissé libre par le maréchal de Mac-Mahon, qui, étant à Strasbourg, devait pressentir la marche de l'invasion. 447.000 hommes et 1.194 canons franchissent la frontière et ne rencontrent devant eux que la division Douay.

Pendant l'hiver de 1868 à 1869, la Prusse avait arrêté son plan d'attaque. Tout était donc préparé depuis plus d'un an. Les Prussiens opérèrent leur marche et leur concentration près de notre frontière. Leurs divisions arrivaient successivement jusqu'au 3 août, en présence de deux cent mille soldats français. Ces braves gens ne demandaient qu'à tomber sur les divisions allemandes, isolées pendant quelques jours. Mais les ordres ne vinrent pas, et les Allemands éprouvèrent une surprise extrême en s'apercevant qu'à leur plan d'attaque nous n'opposions pas un plan de défense.

L'affaire de Wissembourg ouvrit l'Alsace au prince de Prusse.

Il y avait longtemps que l'armée française marchait fièrement à la tête des armées européennes. On lui avait trop souvent répété qu'elle était invincible. Le secret de sa force consistait dans l'élan individuel qu'on a nommé la *furie française*. A cette furie le Germain n'aurait pu résister. Il fallait donc éviter tout contact, lutter à grandes distances et se présenter en masses énormes

abritées derrière de puissantes batteries ; en un mot, calculer froidement, tandis que l'adversaire chercherait des inspirations. Devant cette froide tactique les soudaines illuminations de Condé eussent échoué. L'Allemand n'était cependant pas invincible. Si le Napoléon Ier de la campagne de France était sorti de la tombe, sa rapide stratégie, ses grandes vues d'ensemble, ses éclairs de génie eussent appris au monde entier qu'à la guerre l'Allemand est au-dessous du Français. Notre admirable fantassin, nos héroïques cavaliers, nos braves artilleurs le comprirent pendant toute la guerre ; nos officiers de compagnies, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants le comprirent aussi en se faisant tuer par centaines ; nos sous-officiers chevronnés disparurent, pendant cette guerre, admirés des ennemis qui refusaient de croire qu'on vînt ainsi la poitrine découverte se jeter au-devant des canons. Et lorsque, le lendemain de la bataille, ils donnaient la sépulture aux morts, leurs mains détachaient du cœur des plus braves une étoile qui répétait la devise : *Honneur et Patrie.*

Entre la déclaration de guerre et les batailles, nos camps, bivacs et cantonnements étaient sillonnés de personnages aux allures quasi-guerrières qui observaient, prêtaient l'oreille aux causeries des soldats, interrogeaient curieusement, passaient d'un corps d'armée dans un autre avec une fiévreuse rapidité. Intelligents, ils critiquaient les opérations militaires, comme ils auraient critiqué une comédie ou un roman à Paris, à Londres ou à Florence. Ces hommes étaient correspondants de journaux indiscrets. Sans écouter aux portes, ils pénétraient plus d'un secret, et souvent l'Allemand apprit par une gazette anglaise ou française quel était le triste état de nos affaires. Aucun d'eux ne s'avisait d'aller observer les faits et gestes de M. de Bismarck et de M. de Moltke, en se cachant dans les grands bois,

en compagnie des trois armées allemandes. Le caractère français, franc et loyal, allait mieux à leur nature prime-sautière que le flegme germanique, enveloppé de mystères. Aussi les Allemands savaient-ils nos moindres mouvements, tandis que nous ignorions les plus larges opérations de leurs troupes. Autour des *reporters*, empruntant jusqu'à leur nom, se glissaient les espions de la Prusse. Actifs, haineux, prompts aux salaires, fourbes et serviles, Juifs pour la plupart, ayant reçu depuis longtemps l'hospitalité de la France, ils servaient à leur façon la patrie allemande. Nos troupes étaient suivies de ces traîtres, comme les caravanes orientales sont suivies de chacals et d'oiseaux de proie. Ce furent les espions prussiens qui, les premiers, prononcèrent le mot de *trahison*. Sans trop se rendre compte de ce qu'il répétait, le soldat se crut trahi. Par qui ? Nul ne le savait. Mais pour qu'il fût battu, la trahison était indispensable. Le mot fit fortune. La vanité nationale aidant, tout s'expliqua par la trahison. Ce procédé judaïque détruisit la confiance et fit naître l'égoïsme. On accusa les généraux de se trahir entre eux, en ne se prêtant pas un mutuel appui ; et pendant le siège de Paris par les Allemands, le plus mince bourgeois domicilié près des remparts ne pouvait, la nuit venue, allumer une bougie aux étages supérieurs, sans être arrêté, maltraité, emprisonné et menacé de mort, comme ayant fait un signal aux assiégeants. La lumière immobile exprimait autre chose que la lumière agitée par la marche. Un mot, un geste dans la foule provoquaient les cris de trahison. Avec un peu de sang-froid et le calme du courage, il eût été facile de se convaincre que le cri sans cesse répété de trahison était prononcé d'un accent germanique à ne s'y pas tromper.

On a dit que nous avions été vaincus par les maîtres d'école de l'Allemagne. La plaisanterie est trop inno-

cente pour s'y arrêter ; les canons et les obusiers, une discipline sévère, des mouvements calculés et combinés ont autrement fait que les maîtres d'école ; mais canons, obusiers et discipline ont été secondés par la ruse et le mensonge. Notre bonne foi nous a fait dupes des fourberies prussiennes.

Parmi les *reporters* de journaux, l'Angleterre comptait de fort habiles gens dont les travaux resteront. La France était représentée par M. Amédée Le Faure, mort depuis membre de la Chambre des députés. Outre le grand et bel ouvrage qu'il a publié, M. Le Faure a fait imprimer ses correspondances de journaliste aux avant-postes. « Vivant, dit-il, avec tous ces intrépides soldats, témoin constant des efforts tentés, je ne pouvais croire à la défaite. Pour nous abattre, il a fallu l'imprévoyance de nos généraux, le nombre, la faim. Combien sont tombés de ces héroïques soldats qui n'avaient qu'un mot sur les lèvres : la Patrie ! Quand la France écrasée a lutté, non plus pour la victoire, mais pour l'honneur, ils n'avaient qu'une espérance : la revanche.

« La revanche !

« Puisse ce jour glorieux luire bientôt ! »

Nous dirons à notre tour : il faut songer à la revanche nuit et jour, mais n'en parler jamais ; s'y préparer sans cesse, mais en silence, sans forfanterie et sans mise en scène. Un travail opiniâtre, des sacrifices constamment renouvelés, de profondes méditations, la pensée tournée vers l'Alsace et la Lorraine peuvent seuls, avec l'aide de Dieu, conduire à la revanche. Les discordes politiques nous en éloignent, et c'est pour cela que le Prussien encourage chez nous la Révolution sous ses formes les plus hideuses, sans se douter que cette Révolution franchira le Rhin et dévorera la Germanie.

Le 17 juillet, avant la déclaration de guerre, M. Amédée Le Faure était à Strasbourg et sa correspondance ren-

fermait ce détail : « L'enthousiasme des troupes est indescriptible. Sur les bords du Rhin, une compagnie campe, attentive au moindre mouvement. Je viens de causer avec tous ces soldats. Ils ont tous une seule et même pensée : voir l'ennemi. — Voyez-vous, me disait l'un d'eux, nous sommes sur les dents, nous brûlons la fièvre, et, même pour manger, nous ne pouvons nous décider à quitter nos fusils. Il y a vingt heures que cela dure, et s'il nous faut rester encore deux jours comme cela, je ne répondrai plus des hommes. »

M. Amédée le Faure est donc aux avant-postes ou, pour parler vrai, dans le camp du Polygone, près de Metz. Il étudie la vie militaire. A quatre heures du matin tout s'éveille, et la première pensée de chacun est pour le café. Le café, inconnu du grenadier de Marengo, occupe une grande place dans le régime hygiénique du soldat moderne. Après le café on songe aux armes. On astique, on réastique jusqu'à user le fer. Le blanchissage est de toutes les heures. Le moindre filet d'eau attire la foule, les mouchoirs et le reste en main. Quelquefois le savon est de la partie, mais, le plus souvent, l'eau plus ou moins limpide suffit à l'opération. En frottant un peu sur la toile on fait partir le plus apparent, le reste rentre et peu à peu sert de doublure en se tassant.

L'exposition des insectes qui a eu lieu à Paris aurait trouvé au camp de curieux spécimens. Le plus remarquable, disait un caporal des zouaves, est la puce d'Afrique, rapportée de la Kabylie par mon régiment. Cette puce naît dans la crinière du lion. Or, le roi du désert étant peu sensible aux chatouillements, la morsure de la puce africaine se fait rudement sentir. Un reporter en fit l'épreuve, et s'éloigna du camp en murmurant : « Brave zouave, si jamais je te rencontre, je passerai de l'autre côté, car je ne suis pas un lion. »

Le reporter change de sujet, en disant : « Les divers

camps sont remplis d'ecclésiastiques qui offrent des médailles aux soldats ; presque tous refusent. Il y a quelques instants, j'ai vu une femme, une religieuse, traverser le camp : à la main elle tenait des médailles, pas un soldat ne refusait. Cherchez bien, et, dans ce simple fait, vous trouverez l'homme avec tous ses instincts ; sous le rude drap de l'uniforme, vous entendrez battre le cœur. Pour eux comme pour nous, il y a l'idéal qu'ils recherchent. »

Voilà ce que les journaux publiaient pendant les jours du rassemblement. Ceci fait naître une question qui ne manque pas d'importance : La presse ne peut-elle pas devenir un grand danger pendant la guerre ?

VII

La guerre est déclarée au milieu du mois de juillet. L'Impératrice est régente, depuis le 23, et l'Empereur s'est rendu à l'armée, le 2 août. Les Français attaquent Sarrebruck ; le 3, dans la soirée, la division Douay arrive à Wissembourg ; le lendemain 4, la bataille de Wissembourg est livrée par cette même division Douay.

Le 5 août, les généraux allemands firent exécuter de nombreuses reconnaissances, car ils ignoraient les positions de l'adversaire. Ce jour-là même l'Empereur donna au maréchal de Mac-Mahon le commandement supérieur des 1er, 5e et 7e corps. En conséquence, les généraux de Failly et Félix Douay, frère du général tué à Wissembourg, reçurent l'ordre de rallier le Maréchal devant Wœrth. Mais la concentration s'opéra avec une telle lenteur, que le 6 août une seule division du 7e corps avait rejoint Mac-Mahon, et qu'une division du 5e corps arriva seulement le soir, après la défaite du Maréchal. Celui-ci ne croyait être attaqué que le 6, et dans la matinée du 5 il ignorait que toute l'armée du prince

royal était près de lui. S'il eût été mieux informé ou mieux inspiré, Mac-Mahon se serait placé à Saverne avec les corps de Failly et de Douay. Il n'eût pas livré cette bataille de Reichshoffen (Vœrth, Frœschwiller, car elle porte ces trois noms). Commencée avec 40.000 hommes, pouvait-il espérer battre 90.000 Allemands, exaltés par la victoire de Wissembourg ?

Mac-Mahon avait résolu de livrer bataille à Frœschwiller ; la preuve s'en trouve dans cette dépêche adressée au général commandant, à Strasbourg : « 5 août, trois heures 20. Reichshoffen. J'ai été obligé de me replier cette nuit sur les positions de Frœschwiller, *que je compte défendre.* »

Après le combat de Wissembourg, le Maréchal avait adressé à l'Empereur une longue lettre, pour lui rendre compte de l'événement et demander de nouvelles troupes des 5e et 7e corps, afin de *reprendre l'offensive avec avantage.* Il exprime le désir d'avoir sous ses ordres le corps de Failly. Il obtint plus qu'il ne demandait. Mais, jugeant mal la gravité de sa situation, Mac-Mahon n'ordonna à de Failly de le rejoindre que le 7 août.

On raconte que, plein de confiance dans sa combinaison, le Maréchal s'écria : « Messieurs les Prussiens, je vous tiens. » En effet, il aurait pu les tenir s'il avait été doué de ce génie qui, entre plusieurs combinaisons, fait deviner la meilleure. Pourquoi, par exemple, ne s'arrêta-t-il pas à la pensée de se porter en grandes forces au delà de Lembach ? Il aurait attaqué avec supériorité le 11e corps bavarois et l'aurait mis en déroute avant qu'il pût être secouru. Le Maréchal, s'il eût vécu sous le premier Empire, compterait parmi les bons divisionnaires. Homme d'exécution, intrépide capitaine, il n'avait peut-être pas dans l'esprit l'ampleur nécessaire pour les grandes combinaisons. Il flottait incertain entre les à peu près, entrevoyant vaguement le vrai, par instinct de capitaine,

plus que par calcul. L'empereur Napoléon Ier a dit dans ses *Mémoires :* « Les généraux en chef sont guidés par leur propre expérience ou par leur génie. La tactique, les évolutions, la science de l'artilleur et de l'ingénieur peuvent s'apprendre dans des traités, à peu près comme la géométrie ; mais la connaissance des hautes parties de la guerre ne s'acquiert que par l'expérience et par l'étude de l'histoire des guerres et des batailles des grands capitaines. Apprend-on dans la grammaire à composer un chant de l'Iliade, une tragédie de Corneille ? »

Au-dessus du maréchal de Mac-Mahon se trouvait Napoléon III : « Souffrant depuis longtemps déjà, il ne lui était pas possible de supporter toutes les fatigues de la guerre. L'indécision qui était la base de son caractère avait augmenté encore dans les dernières années, et le rendait absolument impropre à l'exercice du commandement. Comme militaire, il manquait de compétence et d'autorité ; il était hors d'état d'imposer un ordre à ses maréchaux, d'étouffer leurs discussions et de réduire à l'impuissance leurs mutuelles cabales. L'Empereur avait choisi pour major-général le maréchal Le Bœuf, habile général d'artillerie, mais non préparé à remplir les difficiles fonctions qui exigent des connaissances et une aptitude spéciales. »

Ce jugement semblera peut-être un peu sévère, mais il faut cependant bien que la France, notre glorieuse patrie, notre France de Fontenoy, de Marengo, d'Austerlitz, notre France militaire sache pourquoi son soldat invincible a été vaincu, pourquoi ses drapeaux s'étalent dans les musées de Berlin.

Un Allemand, secrétaire du Roi de Prusse, M. Schneider (*Aus meinem Leben* 1872), fait une observation peu flatteuse pour les chefs de l'armée française, mais juste en ce qui concerne les généraux de l'armée ennemie : « Qui pourrait nier qu'avec toute notre science, notre

bravoure, notre discipline, nous avons eu aussi un bonheur insolent? Les généraux français semblaient pour la plupart frappés d'un aveuglement sans pareil dans l'histoire de la guerre, et la masse des fautes commises par les Français surpasse de beaucoup le nombre de nos succès et de nos combinaisons heureuses. »

La bataille de Frœschwiller se livra sur un terrain dont la base est de huit kilomètres et la hauteur de cinq. Au centre de ce champ de bataille est un triangle formé par Frœschwiller au sommet, Wœrth et Reichshoffen à la base. Là se trouvent de nombreux villages. Un voyageur quelque peu poète a fait un tableau riant de ce pays qui, le 6 août 1870, allait se couvrir de morts et de mourants. M. Emile Delmas est le nom de ce voyageur : « Le paysage est gai, plein de fraîcheur et d'horizons charmants ; le fond du vallon est coupé de prairies et de champs labourés ; les collines de l'est sont garnies de vignes et de vergers ; les ondulations qui s'élèvent en pente douce vers Morsbroon et Frœschwiller sont émaillées de champs de tabac, de houblonnières, de champs de lin et, près des sommets, de bosquets de bois de hêtre et de chêne. A l'horizon, les collines se succèdent, déclinant graduellement dans un moelleux brouillard ; au delà, on rêve des flots bleus du Rhin, et c'est le beau fleuve, en effet, qui coule à quelques lieues derrière le rideau mystérieux et menaçant qu'étale la forêt de Haguenau. »

Combien, parmi nos pauvres soldats, n'ont-ils pas embrassé d'un dernier regard ce coin de terre française qu'ils allaient arroser de leur sang !

Plein de confiance, le maréchal de Mac-Mahon se proposait de prendre l'offensive le 7 août, dès le matin. Ne sachant pas l'ennemi aussi près de lui, il négligea plus d'un détail et ne fortifia pas ses positions. Si l'on tire une ligne entre Nechwiller et Morsbroon, cette ligne de

six kilomètres représente la position de l'armée française. 35 à 40.000 hommes occupaient cette ligne. La division Ducrot (1re) avait son aile droite en avant de Frœschwiller, et son aile gauche du côte de Reichshoffen. Vis-à-vis cette première division se trouvait Lembach et le 11e corps bavarois. La division Raoult (3e) avait une brigade au-dessus de Wœrth et l'autre entre Frœschwiller et Elsasshausen. La division Lartigue (4e) se tenait près de ce dernier village et formait une ligne brisée. Elle avait trois bataillons devant Morsbroon.

Les divisions Pellé et Conseil-Duménil étaient en réserve, la première derrière Raoult et Lartigue, la seconde derrière Lartigue, avec la division de cuirassiers Michel. Une deuxième division de cavalerie de réserve, commandée par Bonnemains, et la brigade de Septeuil se tenaient en arrière, entre Frœschwiller et Elsasshausen. La brigade de Nansouty était fractionnée dans les divisions.

Le général-major de Walther, officier à l'armée allemande, faisait, à quatre heures du matin, une reconnaissance. Remarquant quelques mouvements parmi nos troupes, il supposa que Mac-Mahon battait en retraite. Voulant s'en assurer, il ordonna une démonstration du côté de Wœrth. Des coups de fusils s'échangèrent, on s'anima de part et d'autre, et, sans le vouloir, on en vint à la bataille de Frœschwiller. Ni l'un ni l'autre des généraux en chef ne désirait une sérieuse rencontre ce jour-là, et sans la reconnaissance du général-major, la rencontre n'eût pas eu lieu.

Les obus prussiens qui tombent sur Wœrth font éclater des incendies. Nos tirailleurs se glissent autour de l'ennemi et bientôt quatre de nos batteries canonnent les batteries prussiennes.

Pendant que l'on combattait ainsi à Wœrth, le canon se faisait entendre à Gunstett, à moitié chemin de Mors-

broon. Le général-major de Walther tente sa reconnaissance sur Wœrth à sept heures du matin. A huit heures un quart, quatre bataillons bavarois nous attaquent et sont repoussés. Le général Ducrot semble remporter quelques avantages, mais jusqu'à dix heures rien de décisif ne se produit. A dix heures et demie, le prince royal de Prusse adresse au général de Kirchbach ce billet laconique : « N'acceptez pas le combat et évitez tout ce qui pourrait en amener la reprise. » L'aide-de-camp chargé de porter cet ordre se trompe et remet le billet au général Hartmann. C'est ainsi qu'à la guerre de petites causes, des hasards peuvent avoir de graves conséquences. L'erreur de l'aide-de-camp a peut-être contribué à la victoire des Allemands !

L'heure était décisive pour le maréchal de Mac-Mahon, qui avait deux partis à prendre et n'en prit aucun. Il pouvait lancer sur l'ennemi dispersé les divisions Ducrot et Raoult et briser l'aile droite du prince royal, ce qui changeait toutes les conditions de la bataille. Mais Mac-Mahon ne se sait pas au début d'une grande bataille. Il l'attend pour le lendemain. L'autre parti que pouvait prendre le Maréchal, et qui nous semble le meilleur, était d'opérer une belle retraite vers les passages des Vosges. Là il aurait trouvé des positions défensives et aurait eu, en plus de ses trente-cinq mille hommes, les 1er, 5e et 7e corps. Il aurait tenu tête avec 80.000 hommes.

Sans nul doute la position occupée par Mac-Mahon devait lui inspirer quelque confiance pour le lendemain. Un tacticien pouvait être séduit ; la stratégie est plus clairvoyante. Un officier d'état-major de l'armée du Rhin a dit à ce propos : « Les Vosges défendues par l'armée de Mac-Mahon, qui s'y serait méthodiquement établie, ne pouvaient être forcées qu'au prix des plus grands sacrifices. Le Maréchal en jugea autrement. Il

crut qu'il pourrait, dans sa forte position, arrêter un ennemi très supérieur en nombre, et son plan n'eût pas été blâmable, s'il eût pris en même temps l'inébranlable résolution de ne pas compromettre sa retraite par une résistance trop prolongée.

Vers onze heures et demie, le général Hartmann, faiblement poursuivi, parvient à réunir son monde. Mais les Français ont eu l'avantage pendant toute cette matinée. L'état-major prussien a perdu son aplomb, on y discute pour empêcher la bataille, et les ordres qui partent de tous côtés témoignent assez de l'embarras des chefs. C'est alors qu'il eût fallu à Mac-Mahon les soudaines illuminations du grand Condé.

Les Allemands n'oublient pas que la prudence leur commande d'éviter le contact du soldat français. Leur artillerie donne seule ; aucune attaque n'est risquée contre nos positions, mais les canons ennemis s'alignent avec rapidité, et, à neuf heures et demie, vingt-quatre pièces du 11e corps se joignent à l'artillerie du général de Kirchbach. Nos braves artilleurs sont écrasés par les projectiles ; mais que peuvent nos cinquante canons et mitrailleuses contre les cent huit bouches à feu des Allemands !

A dix heures et demie, un bataillon ennemi s'empare de Wœrth abandonné par les Français. Nos batteries foudroient ce bataillon qui cherche un abri derrière les bâtiments. Deux autres bataillons prussiens avaient pénétré entre Wœrth et Spachbach, mais les nôtres les chassèrent vigoureusement. A onze heures et demie, les Allemands sont partout repoussés, quoique notre artillerie ne fasse pas les efforts dont elle est capable. Quant à l'infanterie française, on la voit plus admirable que jamais. Nos fantassins fouillent les haies, les fossés, les maisons où se réfugient les Allemands ; ils élèvent des obstacles, creusent des tranchées,

font des créneaux dans les murs, montrent un esprit d'initiative qui épouvante l'ennemi. Celui-ci s'arrête à Wœrth et n'ose avancer. Nous allons l'y attaquer et ne sommes pas heureux dans cet effort. Pendant un moment, le général Lhérillier, à la tête du deuxième régiment de zouaves, enlève quelques maisons. Il en est délogé, quoique les zouaves se fassent tuer, au point qu'une compagnie fut anéantie.

Mac-Mahon avait abandonné Junstett comme il avait abandonné Wœrth. Junstett était d'une importance capitale. Des combats presqu'individuels se livraient sur ce vaste théâtre, et, dans toutes les rencontres, le soldat français avait l'avantage ; les Allemands accouraient, traînant leurs canons, et nous accablaient de leurs obus. Ce sont donc quinze, vingt, trente combats qui, réunis, font la bataille de Frœschwiller. Mais une volonté unique ne dirige pas les mouvements, une pensée unique ne combine pas les éléments offensifs et défensifs. Les Allemands ne sont pas commandés avec plus d'habileté. On se bat depuis le matin, les échos de l'artillerie portent au loin l'épouvante, les bataillons, les régiments sillonnent rapidement la campagne, enfin une grande émotion règne depuis longtemps. Le prince royal de Prusse, chef d'armée, se repose paisiblement à Soultz. Entre midi et une heure, il se décide à reprendre son rôle de général, et il monte à cheval pour se diriger du côté de Wœrth. Ainsi, depuis le matin jusqu'à une heure, Mac-Mahon combattait des troupes nombreuses agissant au hasard ou exécutant des ordres contradictoires. Quel avantage un général de l'école de Turenne ou de Napoléon Ier n'eût-il pas tiré de l'absence du prince royal ?

Pendant le reste de la journée, le prince ne déploya pas une grande habileté. Il exposa ses corps les uns après les autres, risquant de les faire écraser successi-

vement. Sans la supériorité numérique de l'armée allemande, le prince royal n'eût pas conquis, ce jour-là, une réputation de capitaine, qu'il a facilement acquise. A une heure de l'après-midi, les Français pouvaient se considérer comme victorieux, puisqu'ils conservaient leurs positions, de Morsbroon à Nechwiller. Mac-Mahon devait être complètement rassuré, car il n'appelait pas de Failly et son 5e corps.

On a dit que le général aurait dû marcher au canon. Depuis Waterloo, il n'est pas un bon bourgeois qui ne parle de marcher au canon : c'est la tactique familière. Oui, de Failly aurait dû marcher au canon, s'il n'avait eu des ordres formels du Maréchal d'occuper tel ou tel point, ordre donné le matin même de la bataille de Frœschwiller. Pendant toute la journée du 6 août, le Maréchal pouvait appeler à lui le 5e corps, soit par le télégraphe, soit par le chemin de fer. Le 6 août, pendant la bataille, le commandant du 5e corps avait reçu cette dépêche : « Metz, 6 août, deux heures vingt. Le major-général au général de Failly. Bitche. Le chemin de fer est coupé entre Sarreguemines et Bitche... Le général Frossard et le maréchal Bazaine sont attaqués. Tenez-vous sur vos gardes. »

En allant au canon, de Failly abandonnait une importante position ; d'ailleurs, on ne saurait le répéter, le Maréchal pouvait l'appeler, puisque le 5e corps était sous ses ordres. Pendant la bataille, de Failly, qui entendait le canon depuis le matin, écoutait anxieux, attendant l'ordre de rejoindre le Maréchal. Celui-ci s'est cru assez fort pour remporter seul la victoire. Vainement deux des généraux du 1er corps et le comte de Leusse lui firent-ils savoir au Maréchal que l'ennemi était trop nombreux pour lui livrer bataille. Il disait, longtemps après, dans l'enquête parlementaire : « Les 35.000 hommes que j'avais sous mes ordres eurent à combattre 140.000 Allemands. »

Cela est vrai. Le prince royal de Prusse, voyant le succès de notre armée, donna l'ordre de faire avancer toutes les forces allemandes, et, deux heures après, nos 35.000 soldats étaient entourés de 140.000, secondés par 500 pièces de canons.

VIII

Qui oserait dire que la France militaire n'était pas en décadence ? Notre soldat était celui de tous les temps : ardent, spirituel, fier de son rang dans le monde, prêt à toutes les entreprises, à tous les sacrifices ; mais, comme le soldat des temps passés et des siècles futurs, ayant besoin d'être commandé. A ces jambes qui se portent rapidement d'un point à un autre, à ces bras qui frappent rudement, à ces cœurs qui battent noblement, il faut une tête qui médite froidement, qui juge sainement et plane sur les foules ! Kléber disait, à Nantes, aux démocrates de son époque : « Ce sont les soldats qui gagnent les batailles, mais ce sont les généraux qui seuls préparent les victoires. »

La veille d'une grande bataille, Frédéric II mit à l'ordre du jour cette belle allocution, qui renferme l'histoire de l'armée prussienne et peint à merveille le génie de son général :

« Mes chers amis, voici le moment où la destinée de tout ce que nous avons et devons avoir de cher au monde est remise à cette épée que nous tirons pour le combat ; je n'ai ni le temps, ni le besoin, je crois, de vous parler fort longuement. Vous savez qu'il n'y a ni veilles, ni fatigues, ni peines, ni dangers que je n'aie constamment partagés avec vous jusqu'à présent ; et vous me voyez prêt aujourd'hui à périr avec vous et pour vous. *Tout ce que je vous demande, mes amis, c'est de me rendre zèle pour zèle, et amour pour*

amour. Je n'ajouterai plus qu'un mot, et ce n'est pas comme encouragement, mais comme une preuve que je veux vous donner d'avance de la reconnaissance que je vais vous devoir. A compter de ce moment jusqu'à celui où nous prendrons les quartiers d'hiver, l'armée touchera la paie double. Allons, conduisez-vous en hommes, *et n'espérez qu'en Dieu.* »

Frédéric connaît le cœur humain, il fait vibrer les cordes sonores *d'amour pour amour*, rappelle les veilles, les fatigues, les peines, les dangers en commun. Puis, lorsque l'âme est touchée, il n'ajoute qu'un mot ; pour le soldat ce mot est éloquent aussi bien que pour le noble ou le bourgeois : c'est la paie double. Enfin, ce roi guerrier, fort peu croyant, termine par une invocation à Dieu, suprême espoir du grenadier.

Avons-nous vu rien de semblable pendant la guerre franco-allemande ? L'Empereur ou les généraux en chef ont-ils fait battre le cœur du soldat? L'un d'eux a-t-il réveillé nos souvenirs de gloires, évoqué la mémoire des victimes du premier Empire, dit à la France : « Voici le moment où la destinée de tout ce que nous avons et devons avoir de cher au monde, est remise à cette épée que nous tirons pour le combat?... » Rien n'a été dit, rien n'a été fait de glorieux, parce que l'esprit militaire avait disparu, pour faire place aux intrigues civiles.

Les corps d'armée sont tellement nombreux que l'on peut donner le nom de *général en chef* à celui qui les commande, puisqu'il peut avoir à livrer seul une grande bataille, et que sa supériorité ou son infériorité peuvent avoir une grande influence sur le sort du pays.

Au moment où la guerre fut déclarée, plus d'un officier général de l'armée française se sentit profondément ému et douloureusement préoccupé, en voyant les noms des commandants de corps d'armée, qui

pouvaient, par des circonstances imprévues, devenir, du jour au lendemain, généraux en chef comme Turenne et le maréchal de Saxe.

Ce dernier a tracé le portrait du *général en chef un jour d'affaire :* « Il faut qu'un jour d'affaire le général d'armée ne fasse rien ; il en verra mieux, se conservera le jugement plus libre, et sera plus en état de profiter des situations où se trouvera l'ennemi pendant la durée du combat ;... il devra se porter à toutes jambes dans l'endroit défectueux, prendre les premières troupes qu'il trouvera à portée, les faire avancer rapidement et payer de sa personne ; c'est ce qui gagne les batailles et les décide. Je ne dis point où et comment cela doit se faire, parce que la variété des lieux et celle des positions que le combat produit, doivent le démontrer ; le tout est de le voir et de savoir en profiter.

« Le prince Eugène possédait dans la plus grande perfection cette partie, qui est la plus sublime du métier et qui prouve de plus un grand génie ; je me suis fait une application d'étudier ce grand homme, et, sur ce point, j'ose croire que je l'ai pénétré.

« ... Fort peu de gens s'occupent des grandes parties de la guerre, les officiers passent leur vie à faire exercer des troupes et croient que l'art militaire consiste dans cette seule partie ; lorsqu'ils parviennent au commandement des armées, ils y sont tout *neufs, et faute de savoir faire ce qu'il faut, ils font ce qu'ils savent.* »

Nous lirions le récit de toutes les batailles de la guerre de 1870, nous ferions ressortir la supériorité numérique des Allemands, le manque de préparatifs du côté de la France, que nous n'arriverions jamais qu'à des conclusions matérielles. Or, nous sommes convaincus que nos défaites tiennent surtout à des causes morales ; à la perte de l'esprit militaire en particulier. Quelque profonde

que fût cette perte dans les masses bourgeoises et parmi les gens de la campagne, il y avait dans l'armée de vagues souvenirs de gloire qui se réveillaient, lorsque le soldat sentait la poudre. C'est ce qui explique le prodigieux courage de nos régiments, depuis la matinée de Wissembourg jusqu'à la soirée de Sedan. Les grands et petits états-major avaient respiré l'air du siècle, et le septicisme moqueur régnait en tous lieux. Les promotions les plus scandaleuses produisaient au moins autant de gaîtés que de colères. On riait même lorsque la cavalerie de la garde impériale était placée sous les ordres d'un général aussi étranger à l'équitation qu'à la tactique, et dont la fourchette avait plus de renom que l'épée. On pouvait avec vérité répéter le mot de Beaumarchais : « Il fallait un calculateur, ce fut un danseur qui l'obtint. »

Pour ce qui est des grades tout à fait supérieurs, et des hommes qui étaient appelés aux commandements importants, il ne faut pas oublier que le second Empire avait dû se borner aux lieutenants de l'armée d'Afrique. Les Bugeaud, les Changarnier, les Lamoricière, les Bedeau étaient morts ou proscrits. Pélissier et Bosquet n'étaient plus. Il fallut se contenter de la monnaie de M. de Turenne.

M. de Turenne lui-même n'aurait pas eu le secret, avec 35.000 soldats, de battre une armée de 140.000 hommes flanqués de 500 pièces de canons, mais il eût opéré une belle retraite, comme on savait faire en ce temps-là.

On essaya de reprendre Wœrth, qui devint le théâtre d'un terrible combat. Un écrivain le décrit ainsi : « Il se passe alors dans Wœrth une scène effroyable. Au milieu des balles et des obus, les renforts allemands remplissent les rues étroites du bourg ; les pièces de canon, les caissons d'artillerie, que le prince royal envoie au secours de ses troupes exténuées, renversent, au milieu d'un pêle-mêle sanglant, les habitants affolés

et les soldats prussiens eux-mêmes ; les ponts s'écroulent ; les maisons s'enflamment ; les morts et les blessés encombrent les rues ; les roues des lourds canons creusent, dans cette boue humaine, d'affreuses ornières de pourpre. Les pontonniers, à leur tour, courent à l'aide des régiments qui se battent au sommet des coteaux ; il ne reste plus un homme sur la rive gauche ; tout le 5e corps, aussi nombreux à lui seul que l'armée entière de Mac-Mahon, écrase une simple division française et l'oblige à abandonner la crête si vaillamment disputée. »

Dans cette bataille chaque *division* française eut à combattre un *corps d'armée* allemand. Nous avions les cinq divisions Ducrot, Pellé, Raoult, de Lartigue, Conseil-Dumesnil ; les Allemands leur opposaient les 1er et 2e corps bavarois, les 5e et 11e prussiens, et enfin le corps de Werder. Nous devons laisser aux ouvrages techniques le soin de rappeler tous les mouvements tactiques d'une bataille. Notre ambition n'est pas telle dans ce livre, où nous nous bornons à de simples récits. Peindre la physionomie de la bataille, et faire ressortir les principaux événements, suffit au but que nous voudrions atteindre.

Il y eut un moment de la journée où les Allemands, après s'être emparés de Morsbroon, cherchent à déborder la division Raoult. C'est alors que la brigade Michel exécute cette charge héroïque des cuirassiers de Reichshoffen.

Les deux plus grands spectacles que présente la guerre sont l'assaut d'une place forte et une charge de cavalerie. Lorsque l'artillerie a rendu la brèche praticable, on voit les fantassins se précipiter tête baissée au milieu des murs écroulés. Au sommet du rempart, l'ennemi fait un feu terrible, et les assaillants ne savent ù poser le pied, tant le sol est mouvant. Ils tombent ,

se relèvent, s'accrochent des mains aux saillies de la pierre, et ne peuvent qu'à grand'peine se servir de leurs armes. Les morts et les mourants roulent dans une poussière rouge de sang. Les tambours battent la charge, mais leur voix puissante est étouffée par les déchirements de la fusillade et les grondements du canon. Là-haut, tout au sommet, dans des nuages de poudre, on entrevoit vaguement une forme humaine qui semble se détacher sur le fond d'un ciel gris. Une flamme s'agite dans ses mains, et ses cheveux flottent au vent. C'est le soldat heureux qui plante sur les remparts le drapeau du régiment.

Ce spectacle semble le plus beau de tous, et cependant il est surpassé par la charge de cavalerie. Même sur le terrain de manœuvre, en pleine paix, une charge de brigade ou de division bien commandée et vigoureusement conduite fait battre le cœur du témoin le plus pacifique. Les escadrons de Murat, de Bessières, de Lassalle renversaient tout devant eux. Les campagnes de Russie et de Warterloo semblaient avoir porté au suprême degré la réputation de nos cavaliers. La guerre de 1870 a prouvé que les fils étaient dignes des pères. Leur gloire est celle du sacrifice. Ils n'avaient même pas l'espoir de vaincre, et tous volaient à la mort pour sauver l'infanterie ou l'artillerie. Leurs sabres frappaient rarement l'ennemi, tant les boulets, la mitraille, les obus, les balles fauchaient les rangs entiers pendant la course folle. Quelques-uns revenaient sanglants au milieu de chevaux sans cavaliers, de cavaliers sans chevaux, la terre jonchée de cadavres. Ceux qui vivaient encore se reformaient à la hâte pour reprendre de nouvelles charges. Le choc des balles sur les cuirasses produisait un bruit sinistre, et les éclats d'obus creusaient des vides effroyables. Le cavalier ne distinguait qu'une épaisse fumée dans le lointain, sa

respiration haletante semblait embrasée, il se sentait entraîné vers l'inconnu, enlevé au-dessus de la terre, et il éprouvait un sentiment de grandeur et de puissance.

A la bataille de Frœschwiller, il y eut un moment où le général Raoult allait être débordé par l'ennemi qui accourait en force. Le commandant de notre 4e division se précipite vers la brigade de cuirassiers du général Michel abritée derrière un ravin, entre les divisions de Lartigue et de Conseil-Dumesnil. Les cuirassiers mettent le sabre à la main et se lancent dans les masses ennemies.

Nous trouvant à la campagne, dans les environs de Chartres, le curé de la paroisse nous apprit qu'un ancien cuirassier du 9e régiment habitait le village. Quoique fort maltraité par la guerre, il allait aux champs manier la charrue. Ses sillons étaient profondément creusés, car l'homme demeurait fort, malgré une jambe brisée à la charge de Reichshoffen. Il fallait saluer ce brave homme, survivant, lui cinquième, d'un escadron de cent vingt cuirassiers. Le soir venu, nous étions dans la chaumière de l'ancien soldat. Il n'y avait là ni casques, ni cuirasses, ni pistolets, ni sabres, ni croix d'honneur. Aucun souvenir de la glorieuse charge ne consolait ce brave. Nous nous trompons, il avait sa relique rapportée de l'armée. C'était la béquille grossière qui, de l'hôpital, l'avait conduit au village. Trop modeste ou trop fier pour la montrer, il dissimulait cette béquille au milieu d'instruments aratoires. En la voyant couverte d'une couche de terre qui cachait mal de larges plaques de sang, un souvenir revint à notre esprit. Souvent, nous avions visité des galeries de portraits chez les plus illustres gentilshommes de France. Il y avait, sous les riches lambris, des toiles séculaires, rappelant les ancêtres. L'un était tombé sous les yeux de saint Louis, l'autre avait défendu François Ier dans la mêlée. Il y avait de

grands prélats et de grands présidents, qui souriaient dans leurs cadres d'or. On s'inclinait à la vue de ces magnifiques serviteurs de la France.

La béquille de ce paysan, cuirassier du 9e, me parut aussi majestueusement belle que toutes ces galeries de tableaux. Son langage muet était le même. Il parlait de sacrifice, de gloire et de patrie. Bien plus, cette béquille évoqua, tout comme les portraits illustres, les images de saint Louis et de François Ier, car notre œuvre est la leur, et s'ils ont créé la sainte patrie française, nous voulons la conserver digne d'eux et de nos pères.

Je tendis la main à l'ancien cuirassier, m'annonçant comme un vieux compagnon. Ses yeux lancèrent des éclairs, lorsque je lui dis que peu de temps avant la guerre, le 8e et le 9e cuirassiers ainsi que le 6e lanciers avaient été sous mes ordres à Versailles. Je lui demandai des nouvelles de tel capitaine, de tel lieutenant, d'un sous-officier, d'un brigadier ou d'un cuirassier ; la physionomie du villageois se rembrunit, et sa réponse fut toujours la même : *mort.*

Ils étaient donc tous morts ces braves gens si beaux, que nous étions fier de commander ; ils étaient morts dans la force de l'âge, lorsque la vie semblait encore longue pour eux, ces cuirassiers doux comme des enfants, qu'un reproche de leur chef faisait rougir. De questions en questions je réveillai la mémoire de l'ancien cavalier, qui me fit ce récit dans son langage militaire :

« Nous étions à cheval dans un ravin, assez mal abrités et fort désireux de prendre part à l'affaire. Un aide-de-camp, arrivant au galop, apporta l'ordre d'envoyer un régiment ; le 8e entendit résonner le *garde à vous !* Mais je ne saurais vous dire comment le 9e cuirassiers et une partie du 6e lanciers suivit le mouvement. Nous n'avions, jusqu'alors, chargé qu'à Satory et au bois de Boulogne. Aussi le terrain qui se

présenta devant nous fit-il faire la grimace aux plus hardis. Des fossés, des bouquets d'arbres, des souches de vigne nous empêchent d'être unis. Nous allons bien, cependant. Mais une fusillade terrible nous décime. Le colonel Vaternaux, qui commande le régiment, fait déployer trois escadrons et laisse le 4e en colonne. Le 8e cuirassiers, qui a pour colonel Guiot de la Rochère, est en colonne par escadrons ; il marche en tête à cause de son numéro. Les lanciers du 6e sont derrière nous. J'entends mon capitaine dire que nous sommes 1.500 cavaliers. Le bruit des fourreaux de sabres sur les étriers, les balles qui sillonnent les cuirasses, les coups de fusil, le canon qui tonne, les obus qui éclatent produisent un bruit infernal. Nous soutenons un galop rapide sans voir les soldats allemands qui nous abattent. Ils pensaient nous arrêter, mais nous allons toujours, faisant trembler la terre. Nous arrivons au triple galop sur le village de Morsbroon, et une fusillade effroyable met en pièces le 8e cuirassiers, qui, tout en lambeaux, sabre les Allemands. Nous sommes séparés du 8e qui s'engloutit dans le village.

« J'ai su depuis qu'en sortant du village le colonel et dix-sept officiers n'étaient plus au régiment. Nous, du 9e, nous nous portons à gauche et chargeons des pionniers ; ils nous fusillent à bout portant, ce qui ne nous empêche pas de les sabrer jusqu'au dernier. Tout en poursuivant notre course, nous nous trouvons séparés ; les uns contournent Morsbroon, les autres galopent dans le village plein de Prussiens, qui tirent des fenêtres. Personne au monde ne pourrait dire ce qui arriva. Nous chargions sur les murs des maisons pour déloger les Allemands, et nous tombions l'un après l'autre. Enfin mon cheval m'emporta du côté de Dürrenbach. Nous étions quelques-uns seulement mêlés aux lanciers, lorsque nous rencontrons des détachements

d'infanterie et le 13e hussards prussien. On charge à nouveau trois fois de suite. Nous sommes quelques débris d'escadrons, et nos chevaux tombent de fatigue. Eux, les hussards, sont un régiment complet, bien frais, bien reposé, n'ayant pas combattu. C'est alors que ma jambe fut brisée par deux coups de pistolet. J'avais en outre trois blessures à la poitrine, et je montais le cheval d'un camarade mort, car le mien avait été renversé par un éclat d'obus. »

Tel fut le récit du paysan. Le lendemain je lus dans un livre d'histoire : « La brigade Michel pouvait être regardée comme anéantie, ainsi que le 6e régiment de lanciers ; bien peu de leurs cavaliers durent rejoindre l'armée sains et saufs. »

Cette charge admirable, au point de vue du courage, mais contraire à la tactique de la cavalerie, sauva la droite de l'armée française. Les escadrons eussent été plus utilement employés avant la bataille pour reconnaître les positions et les forces de l'ennemi.

De tels sacrifices, lorsque la journée ne pouvait être à notre avantage, ne sauraient être ordonnés par un général en chef qui voit de haut et de loin.

« Le Maréchal croyait encore que les fautes peuvent se réparer à flots de sang ; c'était une cruelle illusion. « A la guerre, aujourd'hui, pour conjurer une fausse manœuvre, il faut être trois fois plus capable que pour la prescrire une première fois, et l'homme qui avait laissé broyer une de ses divisions à Wissembourg n'était pas de force, tout superbement et follement courageux qu'il fût, à tirer son corps d'armée du mortel guêpier de Frœschwiller où il l'avait laissé tomber (1). » — « Je ne puis reconnaître au maréchal de Mac-Mahon le droit de faire écharper son malheureux corps d'armée

(1) Alfred Duquet, *Frœschwiller, Châlons, Sedan.*

en le maintenant en ligne contre des forces triples ou quadruples (1). » — « Pourquoi accepter la bataille lorsqu'on sait qu'on se battra un contre quatre ou cinq? Pourquoi, lorsqu'on voit la bataille perdue, ne pas profiter du reste d'énergie des troupes pour donner, en temps opportun, les ordres nécessaires pour opérer une retraite honorable, pour sauver les bagages, les réserves d'artillerie, la caisse de l'armée (2)? » — « Le Maréchal, en cédant à ses instincts de bravoure et de résistance jusqu'à la dernière extrémité, ne s'était pas aperçu qu'il compromettait à la fois et ses troupes et les positions en arrière (3). » — « Au moment où Mac-Mahon crut enfin à autre chose qu'à des démonstrations, aucun autre parti ne lui restait que de se replier sur Reichshoffen, en se couvrant d'une petite et solide arrière-garde et de quelques canons à sacrifier dans Elsasshausen et Frœschwiller. Les Allemands y eussent été pour leurs frais de convergence; le ralentissement de leur marche offensive eût permis de leur opposer bientôt des forces plus considérables et intactes au passage des Vosges (4). » — « Peut-on poser le principe qu'on ne doit jamais désespérer du gain d'une bataille, tant qu'il reste des soldats aux drapeaux? Je ne le pense pas, car les circonstances peuvent devenir telles, pendant une bataille, que le général n'ait presque plus de chance d'obtenir la victoire et que *s'il diffère de se retirer pour faire de nouveaux efforts, il s'expose à tout perdre...* Un général qui commande une grande armée, qui épuise tous ses moyens pour obtenir la victoire lorsque les chances sont devenues entièrement favorables à son adversaire, et qui est vaincu, éprouvera

(1) De Frœschwiller à Sedan, *Journal d'un officier du 1er corps.*

(2) Lettre écrite le 10 août par un officier-général.

(3) *La campagne de* 1870, par un officier de l'état-major de l'armée du Rhin.

(4) Colonel Leconte, *Relation de la guerre de* 1870-1871.

de telles pertes, que son gouvernement ne pourra les réparer. *L'envahissement et peut-être l'asservissement de son pays seront la suite de sa défaite* (1). »

Toutes ces opinions réunies, et nous pourrions en multiplier le nombre, condamnent la *façon* dont fut conduite la bataille de Frœschwiller.

La charge des 8e, 9e cuirassiers et 6e lanciers ne fut pas la seule. La division de cavalerie Bonnemains s'abritait dans un pli de terrain non loin de Frœschwiller. Cette division se composait des 1er, 2e, 3e et 4e régiments de cuirassiers. Le maréchal de Mac-Mahon vit neuf bataillons allemands appuyés de huit batteries, et suivis de corps d'armée entiers, s'avancer à l'attaque de Frœschwiller. Il crut possible d'arrêter ces masses profondes, et donna l'ordre de charger. Quoique le terrain fût contraire, le 1er cuirassiers, commandé par le colonel Vandeuvre, s'élança en colonne par escadrons. Il fut arrêté presque au début par un large fossé, et la fusillade extermina les hommes. A gauche, le 4e régiment, colonel Billet, parcourut au galop un espace de plus de mille pas pour trouver un terrain favorable. Ce régiment fut dispersé par un feu épouvantable et ne vit pas l'ennemi qui tirait sans cesse. Le brave colonel Billet fut blessé et tomba au pouvoir de l'ennemi. Rentré d'une rude captivité, Billet fut assassiné à Limoges par un démagogue.

La brigade des 2e et 3e se précipite à son tour, mais l'ennemi toujours invisible fait pleuvoir sur les cuirassiers une grêle de balles et d'obus. Bientôt cette superbe division fut anéantie. Le sacrifice devint inutile. Le Maréchal, au moment de la retraite, n'eut-il pas d'amers regrets ?

(1) Marquis de Chambray, *Physiologie de la guerre.*

IX

« C'est ici qu'il faudrait la plume des grands historiens pour raconter dignement l'agonie gigantesque des régiments... Oui, parmi les décombres fumants, derrière les haies déchirées, les murs ébranlés, dans cette église crénelée, remplie tout à la fois de blessés affolés et de combattants furieux, au milieu de Frœschwiller embrasé, s'agite encore, sublime de désespoir, une phalange qui meurt et ne se rend pas. C'est rue à rue, maison par maison, pied à pied que les Français disputent le terrain. Et lorsque les Allemands ont achevé leur rude besogne, ils savent ce qu'il en coûte, combien il faut sacrifier de bataillons pour coucher à jamais par terre les survivants de Malakoff et de Magenta (1). »

Le chef d'état-major, officier d'une grande distinction, général Colson, fut tué d'une balle au front ; le général Raoult, commandant de la 3e division du 1er corps, tomba mortellement blessé.

Cet officier-général doit attirer l'attention. Noël Raoult était né à Meaux, le 24 décembre 1810. Fils d'un boulanger, comme le général Drouot, il avait plus d'un point de ressemblance avec ce dernier. La modestie d'abord, la science et le courage ensuite. Tous deux apportaient dans les relations de la vie une vague tristesse et un singulier amour de la solitude. Au milieu des camps, ils méditaient et se livraient à l'étude. Tous deux acceptèrent le célibat du religieux.

Raoult avait un oncle professeur à l'Université de Gand. Latiniste distingué et traducteur d'Horace, cet oncle fit donner à Noël une solide instruction littéraire, historique et scientifique. Parmi ses condisciples, Raoult

(1) Alfred Duquet.

compte l'homme éminent qui devint le général Renard, chef du corps d'état-major belge, aide-de-camp du roi Léopold, gouverneur de la province de Mons, ministre de la guerre, et le premier des auteurs didactiques qui ont préparé les réformes de l'art militaire en Europe. En 1830, les bruits de guerre décidèrent Noël Raoult à s'engager dans un régiment d'infanterie. Voyant la paix assurée, il prit le parti de subir les examens pour entrer à l'école militaire de Saint-Cyr. Après un brillant concours, il fut admis dans les premiers rangs. Le grade de sergent-major, le plus élevé de l'école, fut accordé au jeune Raoult. Sorti en tête de la liste, il entra dans le corps d'état-major. Dès le début de sa carrière, il montra le caractère spartiate qui ne l'a jamais abandonné. Il vivait à Paris de ses faibles appointements, au milieu de camarades riches et fort répandus dans le monde.

En sortant de l'école d'état-major, il fit son stage d'infanterie en Afrique, dans le régiment commandé par le colonel d'Arbouville, et fut hautement apprécié par ce maître en fait d'honneur, autant qu'en science de la guerre.

Raoult passa ensuite dans un régiment de chasseurs d'Afrique. Ses stages terminés, il fut placé à l'état-major de l'armée d'Afrique pendant la période la plus active de la guerre. Il faudrait rappeler nos expéditions si nombreuses pour écrire l'histoire complète de ce valeureux soldat. Des laborieux faits d'armes auxquels il prit part nous ne citerons que celui des grottes du Dahra, où il était chef d'état-major du colonel Pélissier. Cet éminent homme de guerre avait apprécié, dès le début, les qualités hors ligne du capitaine Raoult ; aussi lorsque les clameurs politiques empêchèrent de récompenser le chef de la colonne, obtint-il, par le maréchal Bugeaud, la décoration d'officier de la Légion d'honneur

pour son chef d'état-major, bien qu'il ne fût que capitaine.

En 1848, le général d'Arbouville pourvu, à Lyon et à Bordeaux, de grands commandements auxquels l'appelaient ses qualités supérieures, choisit pour aide-de-camp son ancien stagiaire, Raoult, dont la valeur trouva un douloureux mais utile emploi dans les troubles qui agitèrent ces deux régions.

Les tristes fluctuations de la politique ayant éloigné de l'armée ce remarquable général, Raoult fut placé, comme chef d'escadron, à l'état-major de la division de Bayonne ; et, lorsque la guerre d'Orient éclata, il fut appelé à l'état-major général du maréchal de Saint-Arnaud. Ses labeurs infatigables, sous la direction du général de Martimprey, à Gallipoli, à Constantinople, dans la Dobrutscha et au funeste incendie de Varna, ont été connus de toute la génération qui a pris part à cette guerre. Embarqué sur les vaisseaux qui firent la reconnaissance des côtes de Crimée, il fut suivi par le bateau qui portait sa nomination de lieutenant-colonel.

Au lieu de partir pour la France, il resta, afin de prendre part à la bataille de l'Alma, et dirigea la colonne, aux ordres du général Bouat, qui, filant par le bord de la mer, exécuta ce brillant mouvement tournant qui décida de la victoire.

Après cette journée, il fit partie de la reconnaissance devant la tour Malakoff, qui détermina le plan du siège. Aussi fut-il nommé major de tranchée. Il s'établit dans cette maison du *Clocheton* où, pendant onze mois, toute l'armée, généraux, officiers et soldats ont rendu le plus éclatant hommage à son intrépidité, à son sang-froid inaltérable autant qu'à son savoir. Une batterie était-elle renversée par le canon ennemi, Raoult accourait vêtu de ce manteau d'artilleur qui donna naissance à la criméenne, chaussé de ces grandes bottes

d'autrefois, la main armée seulement de ce bâton blanc qui a guidé nos colonnes dans le dédale de nos tranchées. Il mettait sans désemparer les travailleurs à la besogne, pour réparer le désastre.

Le feu de l'ennemi, les intempéries des saisons, les fanges neigeuses de l'hiver, la poussière suffocante de l'été, rien ne put ralentir son ardeur.

Renversé par un éclat de pierre, laissé pour mort, un obus éclatant près de sa tête oblitéra pour toujours chez lui l'odorat, le goût et l'ouïe. Il fut transporté à l'ambulance. Des soins intelligents lui permirent d'en sortir assez promptement. A peine rétabli, il reprit le chemin du *Clocheton*, avec cette résignation qui s'alliait si bien à son courage. Le 8 septembre, une nouvelle blessure l'amena de nouveau à l'ambulance.

Il fut nommé colonel, chef d'état-major de la 3e division du 1er corps. Il reçut, pendant le siège de Sébastopol, la décoration de commandeur de la Légion d'honneur, les insignes du Medgidié, ceux des saints Maurice et Lazare, et les médailles de Sardaigne et d'Angleterre : à la paix, la décoration de chevalier compagnon du Bain.

A son retour en France, il fut nommé chef d'état-major de la division de Châlons-sur-Marne. Et peu de temps après l'Empereur l'appela au poste de chef d'état-major de la garde impériale.

En 1861, le grade de général de brigade l'amena à Lille. Tout en s'occupant activement des nombreuses troupes placées sous ses ordres, il employait ses loisirs aux études historiques, littéraires et militaires qu'il n'a jamais interrompues. Voisin de la Belgique, il renoua ses anciennes relations avec ses condisciples de l'Université de Gand.

L'expédition de Mentana l'éloigna de nouveau de la France, où il rentra avec le grade de général de division.

Ni son grade élevé, ni sa situation dans le monde ne modifièrent son modeste et laborieux genre de vie.

La guerre de 1870 devait marquer le terme de sa carrière. Il commandait la 3e division du premier corps d'armée, aux ordres du maréchal de Mac-Mahon.

Le général Raoult avait refusé de quitter le champ de bataille tant qu'un seul de ses soldats y serait encore; aussi, lorsqu'il tomba, la bataille était-elle terminée.

Un chef de bataillon, le brave et savant Duhousset, aperçut, près de Frœschwiler, le général Raoult mourant sur le chemin : « Epuisé de fatigues, navré de l'affreux désastre auquel je venais d'assister, et couvert d'une boue sanglante, j'ai trouvé le général de ma division étendu sur le dos, au milieu de la route : une large blessure lui interdisait l'usage de ses membres, il allait être foulé aux pieds des chevaux, broyé par les roues des canons ; l'ennemi venait derrière moi, il n'y avait pas de temps à perdre. Malgré l'ordre que me donna le général de l'abandonner, je le saisis par-dessous les bras et le traînai pour le mettre à l'abri derrière la première maison. Il était temps, car les Bavarois se montrent et nous envoient des balles. Le général me dit d'agiter mon mouchoir, la patrouille se jette sur nous en courant. Il y eut un moment pénible : pendant que l'un s'empare de mon sabre, un autre arrache ma croix avec un morceau de tunique ; mais bientôt l'officier auquel le blessé me fait remettre son épée nous protège. Le général Von der Tann arrive et déplore la fatale circonstance dans laquelle il revoit son ancien compagnon d'Afrique, dont il est aujourd'hui le vainqueur. Nous confiant à un officier, le général allemand fait transporter Raoult dans la maison la plus rapprochée.

« Le prince royal prévenu accourt, il s'apitoie par de généreuses paroles sur la grande infortune de celui dont il a su apprécier le mérite, et il termine en me disant :

Vous êtes libre, Monsieur le commandant, je vais donner des ordres pour que le brave général soit transporté dans vos lignes, hâtez-vous de gagner Strasbourg ou Paris.

« Il nous quitte alors en serrant la main du général, et le recommande aux soins de son premier chirurgien. »

Le lendemain, dès six heures du matin, après une nuit cruelle pour le blessé, qui a cependant été veillé par son sauveur, une grande voiture d'ambulance attelée de quatre chevaux était mise aux ordres de Duhousset, qui aida à y transporter son général. Malheureusement, les conducteurs, deux poméraniens, se trompèrent de chemin. « Impossible de me faire comprendre. Un officier d'ordonnance venant à passer me tira d'embarras en me mettant sur mon chemin. Je fus heureux que le général, étendu sur le dos au fond de la voiture, ne vît pas l'horrible spectacle que j'avais sous les yeux ; nous venions de parcourir le terrain sur lequel avait eu lieu le plus fort de la mêlée. Aux environs d'Elsasshausen, les bas-côtés de la route étaient encombrés de cadavres et de mourants ; on commençait à peine à tirer de ces amas informes les malheureux qui donnaient encore signe de vie. On s'était d'abord préoccupé de ceux dont les cris et les plaintes guidaient la recherche des brancardiers.

« L'armée victorieuse occupait nos bivouacs, dont le sol était fouillé par les projectiles, des éclats nombreux couvraient la terre, les arbres brisés, les clôtures enfoncées, les murs percés donnaient au paysage l'aspect le le plus sinistre. Dans le village, quelques chaumières brûlaient encore, des poutres noircies avaient entraîné dans leur chute les fenêtres et les meubles qui se consumaient lentement au milieu des branches chargées de fruits. L'église en ruines n'avait plus que les quatre murs. De minute en minute, d'épais flocons de fumée s'échap-

paient de cette église, en obscurcissant le ciel. A gauche, le hameau d'Elsasshausen offrait l'image la plus fidèle de la désolation. Les récoltes, seule richesse du paysan, disparaissaient sous l'effondrement des granges. Un incendie sourd et lent se glissait de ferme en ferme, brûlant les cadavres dont la chair frissonnait sous la morsure de la flamme. Les soldats allemands, dirigés par leurs officiers, commençaient à faire un triage laborieux de ces amas d'hommes et de chevaux, qui s'entassaient par couche dans les endroits où la veille la mort avait fait une halte. Des monceaux de casques et de cuirasses encombraient les rues et les champs en étaient couverts. Les paysans, revenus pendant la nuit des grands bois, s'approchaient des maisons avec prudence, car l'Allemand n'était plus pour eux un soldat étranger, mais le barbare incendiaire et pillard. Les regards qui s'échangeaient étaient sombres et pleins de haine, haine implacable que les pères lègueront aux enfants, et qui étonnera la postérité. Avec ces paysans raidis par la colère, revenaient les mères, leurs petits enfants dans les bras, et les vieillards appuyés sur leur bâton. Les femmes pleuraient en couvrant d'un mouchoir la tête des petits enfants ; les vieillards, pâles de fureur, murmuraient des menaces de vengeance. Un chien de berger, en revenant à sa ferme, ne trouva plus son troupeau. L'instinct le poussa vers les soldats allemands qui emportaient les provisions du ménage. Il en mordit deux et reçut un coup de baïonnette qui l'étendit sur le sol. Le maître, emporté par une colère folle, se précipita sur ces hommes qui se bornèrent à le repousser à coup de crosses. Alors il s'agenouilla près du chien, lui adressa de caressantes paroles et l'emporta dans ses bras. Tous ne furent pas aussi heureux que ce fermier. On raconte, au pays, les assassinats trop nombreux commis par les Allemands sur nos pauvres paysans. »

X

M. le commandant Duhousset conduisait donc son général le plus loin possible, pour le mettre à l'abri et en mesure de recevoir des soins. Empruntons à son récit un fait extrêmement remarquable, et digne de l'attention des militaires. « A peine remis des hurrahs et de la satisfaction d'une fatigante victoire, à peine reposés, les Prussiens faisaient l'exercice sur le champ de bataille ; j'eus peine à en croire mes yeux, et cependant le temps que je mis à franchir la côte me permit de concentrer mon attention sur cette école de tirailleurs à blanc. Chaque soldat, pour se séparer de son voisin ou le rejoindre, enjambait le corps d'un compatriote ou celui d'un ennemi, tournait un cheval mort ou s'en faisait un abri. Je me souviens que, suivant du regard, un peu en avant de nous, un jeune homme à l'extrémité de la ligne — sa place l'amenait réglementairement à contourner les sinuosités de l'escarpement qui dominait la route, tout en dépendant de ses camarades — je le vis hésiter dans sa marche, s'arrêter, et ses traits exprimer l'effroi ; un son rauque accentuant un juron, suivi d'un vigoureux coup de poing sur la nuque, lui rappelèrent qu'il perdait l'alignement !

« Quelques tours de roues nous amenèrent à sa hauteur, et je me rendis compte alors de l'émotion dont je venais d'être témoin. Dans un pli de terrain, deux cadavres se tenaient enlacés ; on ne voyait pas la face du Français, mais celle de l'Allemand avait les yeux démesurément ouverts, le regard fixe et terne. De sa bouche sanglante, serrée par un rictus effrayant, s'échappaient des lambeaux inexplicables ; on sentait que cet homme était mort en se défendant par une dernière morsure,

d'après l'effort qu'indiquait sa tête violemment rejetée en arrière.

« La régularité mathématique de la manœuvre exigeait que le pied du tirailleur se posât sur ce groupe, la seule concession qu'il fit au règlement fut de se placer automatiquement tout contre. Qui sait si ce jeune homme, devenu machine, n'avait pas reconnu un parent dans la hideuse apparition qui subitement frappait sa vue, un frère peut-être dans le malheureux contre lequel il était, de par l'ordonnance, droit et insensible ! »

Pauvre Allemagne sentimentale, savante et artiste, où es-tu ? Sympathique Allemagne de Gœthe, ton esprit devient un lingot de plomb ; ta liberté, ta poésie s'éteindront dans le cercle de fer d'un camp retranché...

Oui, au point de vue de la guerre, la leçon de tirailleurs était bonne. A la prochaine bataille, les cadavres ne donneront pas plus d'émotion que l'herbe des champs ou les branches du buisson. Les morts seront tout simplement des ennemis désarmés, plus agréables à voir couchés que debout. L'Allemand est en vérité le plus habile des instructeurs !

Le fourgon qui emportait le général Raoult et son brave protecteur traversa de nouveau Frœschwiller, pour prendre la route de Reichshoffen. Elle semblait tracée par une masse confuse de débris, des centaines de charrettes renversées obstruaient le passage. Parmi elles se trouvaient des voitures d'ambulance qui, n'étant pas protégées par la croix rouge de Genève, avaient subi le sort commun. Les blessés confiés à ces voitures étaient encore sur les banquettes, renversés les uns sur les autres. Des têtes, des bras, des jambes, des corps inondés de sang sortaient à demi des portières. Un vieux capitaine pressait sur sa poitrine un tout jeune sous-lieutenant, dont la chevelure blonde se mêlait aux cheveux blancs du vieillard. Ce devaient être le père et le fils.

Voici le campement de la grosse cavalerie ; des cuirasses bossuées brillent dans les champs qui séparent le fourgon du général du village voisin. Cà et là quelques chevaux respirent encore ; quand un animal vient à passer non loin d'eux, les chevaux se dressent convulsivement sur leurs membres raidis. Après ce suprême effort ils retombent inertes.

Un peu plus loin, le général se plaint du froid. Le commandant Duhousset n'eut qu'à descendre pour ramasser, dans un petit bois longeant la route, plusieurs manteaux d'artilleurs tout roulés, qui furent étendus au fond de la voiture et autour du blessé. Ce drap maintint la paille et amortit les secousses. Le malheureux Raoult souffrait cruellement, et sa figure portait l'empreinte d'une vive douleur, supportée sans proférer une plainte. Le commandant Duhousset comprenait l'importance de gagner le plus promptement possible les lignes françaises et, pour cela, de hâter la marche. Mais une préoccupation s'empara de son esprit. Le général était-il en état de supporter une fatigue de quelques heures ? Le parti le plus sage était de consulter un chirurgien. Il y en avait précisément à l'ambulance établie par le comte de Leusse dans son château de Reichshoffen. Sur la réponse du chirurgien, le commandant Duhousset fit déposer le général dans l'habitation, congédia son fourgon et renonça pour lui-même à la liberté que lui avait accordée le prince royal de Prusse. « Mon devoir exigeait que je fisse le sacrifice de la liberté qui m'avait été rendue. »

Voilà donc un homme qui comprend le devoir ! qui l'accomplit simplement et accepte d'avance les injustices que soulèvera sa noble conduite.

Le général Raoult fut placé dans une vaste chambre bien aérée. Il reposait à terre sur un matelas, pour maintenir autant que possible l'horizontalité de sa jambe fracturée. Dans cette même chambre étaient les colonels

de Gramont et de Vassart. Ce dernier, blessé de trois balles dans les reins, succomba le 7 août. Le colonel de Gramont, soustrait au foyer pernicieux dans lequel on vivait, se guérit malgré l'opération terrible de la désarticulation du bras gauche qu'on lui avait faite sur le champ de bataille.

Gramont est mort depuis.

Le général Raoult fut chloroformisé le 22 août. Les chirurgiens lui firent une large entaille, par laquelle on put extraire de la blessure de fortes esquilles provenant du fémur brisé. Ce fut la seule fois que l'on pansa l'excavation produite par la sortie du projectile.

Le 23 août, le commandant Duhousset ferma les yeux de M. Varmé, chef de bataillon au 99e de ligne. Une balle entrée au-dessous du cœur était incrustée d'un fragment de sa croix d'officier. Duhousset recueillit cette précieuse relique qui fut envoyée à la famille. Le 29 août, l'aumônier et les médecins quittèrent le château, ce qui causa un vif chagrin au général Raoult dont la fin approchait. Le 1er septembre, Duhousset eut encore la douleur de recevoir le dernier soupir d'un brave soldat et d'un charmant camarade, le capitaine comte de Saint-Sauveur. Une blessure lui traversait la poitrine. Il avait vingt-huit ans. Quelques heures après sa mort, au moment où on le déposait dans le cercueil, ses traits ayant repris leur calme, il ressemblait, avec sa barbe blonde et ondoyante, avec les lignes pures de son visage et sa taille parfaite, à ces images du Christ peintes par les grands maîtres.

Le 2 septembre, le typhus se déclara au château. Tous les blessés transportables furent évacués. Ceux qui ne purent s'éloigner moururent à quelques jours de distance ; pas un seul ne put échapper. Mais le lendemain de l'apparition du typhus, le 3 septembre, vers minuit, le général Raoult, très agité depuis quelques heures, arracha le bandage qui maintenait ses compresses

en éparpillant la charpie. Ce ne fut pas sans de grandes peines qu'on se rendit maître du moribond. Enfin, épuisé par cette agitation, il ferma les yeux ; sa respiration, d'abord violente, s'abaissa graduellement ; à une heure du matin, il rendit le dernier soupir, sans proférer une plainte.

Le 4 septembre, tout ce que l'ennemi avait d'officiers et de soldats valides autour de Reichshoffen, à plusieurs lieues à la ronde, fut convoqué pour rendre les honneurs militaires à celui qui emportait les regrets de la France et l'admiration de l'étranger.

Le séjour des Allemands à Meaux avait empêché les amis du général de rendre à sa dépouille mortelle, rapportée dans sa ville natale, le religieux souvenir si justement mérité par la noblesse du cœur, les vertus militaires et la mort glorieuse de l'un de ses enfants ; enfin, le 6 novembre 1871, se fit, dans la cathédrale de Meaux, et en grande pompe, cette lugubre cérémonie à laquelle assistaient les autorités de la ville et un très grand nombre d'officiers.

Lorsque le général Tottleben, l'admirable défenseur de Sébastopol, vint en France, l'empereur Napoléon lui fit l'accueil le plus flatteur. En prenant congé de Sa Majesté, Tottleben dit au souverain : Je vais passer au camp de Châlons pour embrasser le général Raoult, chef d'état-major. Voyant la surprise de Napoléon, le général Tottleben exprima son admiration fraternelle pour Raoult qui, pendant le siège de Sébastopol, avait été son plus redoutable adversaire. L'Empereur apprit ainsi, par un étranger, qu'il comptait dans son armée l'homme dont la Russie connaissait les mérites. Juste, lorsqu'il le pouvait, l'Empereur, sur la recommandation de Tottleben, nomma le général Raoult chef d'état-major de la garde impériale.

Peut-être l'Empereur eût-il dû faire observer à ses

ministres de la guerre que leur devoir le plus sacré était de l'éclairer sur les mérites de ses officiers. Un souverain ne voit d'ordinaire que ce qu'on ne lui cache pas. Si les ministres ne se soucient que des fortunes militaires de leurs parents, si les courtisans appartenant à l'armée n'ont d'autre souci que leurs intérêts personnels, le souverain, quelque juste qu'il soit, commet de déplorables injustices. Les rois ne sont responsables que dans une certaine mesure, et Tottleben est venu fort à propos pour apprendre à l'Empereur qu'il avait au camp de Châlons l'homme propre au commandement d'un corps d'armée, et au ministère de la guerre.

Le lecteur ne voudra pas laisser Duhousset s'éloigner sans l'accompagner d'un regard amical. Le 12 septembre, l'ordre d'évacuer Reichshoffen arriva brusquement ; les Allemands mirent en wagon tous ceux qui pouvaient être transportés, en les plaçant tant bien que mal dans des voitures de 3e classe ou de bagages. Malgré les bienveillantes paroles, pour ne pas dire l'ordre du prince royal, Duhousset fut conduit en captivité. Les prisonniers arrivèrent le lendemain, 13, à une heure du matin, dans la gare de Stuttgart. Au moment où le commandant Duhousset descendit du chemin de fer, un peu attristé par la pensée qu'il allait être enfermé dans la citadelle d'Ulm, terme du voyage, il se sentit pris sous le bras. Se retournant vivement, il reconnut le prince de Saxe-Weimar.

Voici en quelles circonstances ce prince avait connu le commandant Duhousset. Pendant le séjour de cet officier supérieur dans la maison hospitalière du comte de Leusse, un certain nombre de personnages allemands s'arrêtaient au château de Reichshoffen. Seul valide avec le comte, Duhousset prenait place à table en face de son hôte, pour l'aider à faire les honneurs. La réunion était de douze à seize pour chaque repas. Le prince de Saxe-

GUILLAUME Ier

Weimar, beau-frère du roi de Wurtemberg, général de cavalerie et inspecteur des ambulances, fit la connaissance du commandant Duhousset, pendant son séjour au château de Reichshoffen.

Le prince de Saxe-Weimar s'occupait avec une touchante sollicitude des blessés dont le château et le village étaient encombrés. Il leur prodiguait ses soins et ceux de ses ambulanciers. Or, un jour, le prince de Saxe-Weimar étant au château reçut la visite du comte de Leusse. Le prince lisait avec une grande attention, dans un volume illustré du *Tour du Monde*, un article sur les mœurs et les coutumes des kabyles du Djurjura. Le prince exprime le vif intérêt qu'éveille en lui cet article. Le comte sourit et prend congé du prince. A table, M. de Leusse dit tout haut : Monseigneur, vous pouvez faire votre compliment à l'auteur du travail que vous admiriez ; c'est votre voisin.

Surpris au delà de toute expression, le prince adresse ses félicitations au commandant Duhousset, et la conversation s'établit sur les voyages.

Duhousset, qui a longtemps habité la Perse, parcouru l'Orient et guerroyé en Algérie, charme le prince par des récits où l'esprit se mêle à la science.

Dès ce jour, le prince de Saxe-Weimar devint la providence de Duhousset.

En l'abordant à la gare de Stuttgart, le prince lui demanda quel service il pourrait lui rendre. Le commandant, après avoir exprimé sa reconnaissance, fit connaître le désir qu'il avait de rester à Stuttgart, ville fort riche en bibliothèques, et dans laquelle le prisonnier de guerre pourrait continuer ses études sur les chevaux.

La protection du duc de Saxe-Weimar valut à Duhousset la faveur d'être interné à Stuttgart. Pour mettre le comble à ses bontés, le prince offrit sa bourse au prisonnier. Mais, quoique d'une pauvreté voisine de la misère,

le commandant préféra améliorer son sort par les travaux scientifiques.

« J'étais arrivé à Stuttgart, dit le commandant, avec quelques sous, les pieds dans des souliers de turco, les jambes dans un pantalon de soldat du 7e chasseurs à cheval, et portant sur les épaules une criméenne fabriquée avec un manteau d'artilleur ; je possédais aussi une chemise. »

Bientôt, par ses travaux, il devint presque riche.

Il ne faut nullement regretter que la généreuse pensée du prince royal de Prusse ne se soit point réalisée, et que Duhousset, au lieu de rentrer en France, ait partagé la captivité de ses compagnons d'armes. En voyant un officier aussi laborieux et aussi instruit, les Allemands ont eu de nous une opinion meilleure. On ne cessait de répéter, au delà du Rhin, que l'officier français, fort brave, d'ailleurs, était d'une complète ignorance. Duhousset a prouvé le contraire, et a répandu dans la société étrangère des idées extrêmement favorables à l'armée française.

Depuis la paix, des travaux fort importants ont placé le colonel Duhousset parmi nos artistes et nos savants. Quoique en retraite, le soldat de Wœrth a conservé ce fier regard et ce cœur d'or qui distinguent sa race.

XI

Nous ne voudrions pas abandonner le général Raoult, sans rappeler l'opinion qu'avait de lui le général Renard, ministre de la guerre en Belgique, et l'un des hommes qui honorent le plus ce royaume : «... Je l'ai beaucoup aimé. C'était un noble cœur, froid, il est vrai, avec les étrangers, peu sympathique peut-être à première vue ; mais dès qu'on avait pénétré ce beau caractère, on se prenait d'une estime profonde pour le soldat, esclave du

devoir, dur pour lui-même, affable et même tendre pour ses amis. Il était modeste autant qu'instruit et capable. Il était revêtu de qualités qui ne sont plus de notre temps et qui, par cela même, sauf pour quelques esprits d'élite, sont passées inaperçues dans notre armée. Il est vrai que les Russes les avaient appréciées, et c'est le général Tottleben qui a appris à Napoléon III ce que valait le major de tranchée des attaques de gauche de Sébastopol ; aujourd'hui ce sont les Prussiens qui nous apprennent ce que valait le chef de la 3e division du 1er corps.

« Chose étrange, Raoult prévoyait son sort. Je me rappelle qu'en 1869, me promenant avec lui aux Champs-Elysées, je lui parlai de ma retraite qui était proche, et que je comptais prendre à ma sortie du ministère de la guerre. Je lui disais que je m'établirais aux environs de Paris et qu'il viendrait me rejoindre dès que son temps serait venu. « Hélas ! me répondit-il, ce serait un beau « rêve ; mon sort, à moi, est de tomber sur un des « champs de bataille de l'Allemagne. Dieu veuille que ce « soit glorieusement !... »

Cette lettre, adressée par le général Renard au colonel Duhousset, fait partie d'une collection extrêmement intéressante réunie par cet officier supérieur.

Faisons encore quelques pas sur le champ de bataille de Wœrth, car c'est bien le vrai nom de la lutte, Frœschwiller n'est que la défaite. Reichshoffen a été, avant l'engagement, le premier lieu de réunion des troupes, qui ne firent qu'y passer pour arriver à Frœschwiller, distant de 5 kilomètres. Ce dernier village, centre de notre résistance, était, par cela même, le point objectif de l'action ennemie.

Les cuirassiers de Reichshoffen sont devenus légendaires. Cependant, l'appellation n'est pas exacte, si on veut rappeler le terrain où ils se sont immortalisés. On

peut admettre cette appellation, afin de réunir dans un seul mot l'idée de deux efforts héroïques et désespérés que ces vigoureux cavaliers tentèrent à Morsbroon et à Elsasshausen.

Le 5 août 1875, un monument commémoratif fut inauguré à Frœschwiller. C'est une chapelle à huit pans. Sur huit sarcophages, on lit les numéros, par armes, de tous les régiments qui ont combattu pendant cette journée. C'est là que reposent les ossements épars recueillis dans les environs. On doit à Mlle Fanny de Diétrich l'initiative de la souscription alsacienne qui permit d'élever ce monument. On doit aussi une vive reconnaissance au Père Joseph, agent dévoué et modeste de l'œuvre des tombes, qui, dès le lendemain de la bataille, marquait sur le terrain la place où la croix de pierre devait fixer un souvenir durable du soldat mourant pour la patrie.

On voit à Morsbroon le tombeau des cuirassiers, et à Reichshoffen la pyramide élevée dans le cimetière par les habitants qui y ont enterré un nombre considérable de morts. Il y a aussi sur ce vaste terrain un certain nombre de tombes. En voici une sur laquelle on lit : « A la mémoire des officiers du 2e régiment de tirailleurs algériens, morts le 6 août 1870. Ici reposent cinq officiers. » Un peu plus loin, deux croix attirent les regards. On a tracé sur l'une d'elles ces seuls mots : « Ici repose mon fils, P.-A. Anglade, capitaine de turcos, trente-quatre ans, mort au champ d'honneur. » Sur l'autre : « A la mémoire des officiers et soldats français tombés là, le 6 août. » Il y en eut beaucoup à cette place : Bonneville, commandant le 13e bataillon de chasseurs à pied ; Poyet, chef du 1er bataillon de chasseurs à pied ; tous les officiers supérieurs du 2e régiment de turcos, y compris le colonel Suzzoni, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, jeune et plein d'avenir.

Les paysans indiquent au voyageur l'endroit où tomba

le colonel Franchessin, commandant le 96e régiment de ligne. Il avait assisté au désastre de Wissembourg, et devait mourir à Wœrth. Il reçut successivement trois blessures et ne voulut pas quitter ses soldats. La troisième blessure l'ayant renversé, on voulut le mettre à l'abri. Pendant que quelques soldats le transportaient, un quatrième projectile lui traversa le corps. On lui creusa une fosse à Neewiller.

Le voyageur apprend des paysans une foule de détails intéressants. Le capitaine de spahis de Vogué, officier d'ordonnance du maréchal de Mac-Mahon, avait été jeté dans une vaste fosse, et la famille fit, pendant plusieurs mois, de vaines recherches pour retrouver ses restes. Enfin, on s'arrêta devant une fosse qui renfermait quatre-vingts corps, complètement méconnaissables. Des témoins de l'action affirmaient que Vogué était tombé à soixante mètres des premières maisons de Wœrth. Une balle l'avait frappé entre les deux yeux, brisant le front. Une reconnaissance par les traits du visage était donc impossible. Les parents et amis n'espéraient découvrir son corps que par un de ces événements providentiels qu'on nomme le hasard. On ramena à la surface soixante-dix-huit cadavres, sur les quatre-vingts qui reposaient en cet endroit. Au soixante-dix-neuvième, un paysan de Frœschwiller qui avait aidé, le lendemain de la bataille, à cette mise en terre, fut frappé par la vue d'une gourmette couverte de vert-de-gris et de terre, pendant à un lambeau de vêtement; il se souvint d'avoir arraché, d'un pantalon, une petite chaîne de cuivre dont le brillant avait attiré son regard; constatation faite, on reconnut les sous-pieds du capitaine Vogué. C'est le maréchal ferrant de Frœschwiller, acteur dans l'inhumation et dans l'exhumation, qui a fait reconnaître le corps de Vogué.

Nous avons dit que le château de Reichshoffen appartient au comte de Leusse, qui y établit la première ambu-

lance. M. le duc d'Audiffret-Pasquier, dans un grand discours au Sénat sur l'administration de l'armée, a rendu une éclatante justice aux efforts du comte de Leusse pour secourir notre armée. L'honorable sénateur parle de la comtesse de Leusse en termes qui sont, pour sa maison, de véritables titres de noblesse.

Les divisions qui arrivèrent à Reichshoffen ne possédaient ni intendants, ni médecin en chef. Un capitaine de chasseurs fut improvisé sous-intendant, mais sans troupe spéciale, et sans ressources. Le docteur S.., secondé par M. de Leusse, organisa les ambulancces chez les sœurs des écoles. Tout d'abord on parvint à réunir 1.200 blessés dans un village de 2.800 âmes. Les premières ambulances furent remplies par des zouaves et des turcos blessés dans les combats du Sud-Oranais, qui avaient été évacués des ambulances algériennes, pour combattre les Allemands, et dont les blessures s'étaient rouvertes sous l'influence des fatigues.

Le comte de Leusse, aidé par les maires des communes environnantes, a nourri et soigné ces malheureux. Les fournisseurs n'eurent comme garantie que la parole du comte, dont la fortune était insuffisante pour de telles dépenses. Les ambulances regorgeaient donc de blessés, même avant la bataille. Après la retraite de l'armée, les docteurs et deux intendants eurent des ressources, grâce aux chevaliers de Saint-Jean, Allemands qui avaient le droit de réquisition et vinrent en aide au comte de Leusse. Son Altesse Royale le prince de Prusse, témoin des efforts de M. de Leusse, s'intéressa vivement à ses ambulances.

M. de Leusse avait été député, homme de lettres, marin, voyageur et quelque peu philosophe. Avant de montrer son grand cœur près du lit des blessés, il avait montré son noble courage dans les batteries qui assiégeaient Sébastopol, son vrai patriotisme à la chambre des

députés, et son charmant esprit en écrivant les *Souvenirs d'un aspirant de marine.*

Nous avons sous les veux ce livre de jeunesse, spirituel et joyeux. Il fait connaître l'homme qui le premier devait soigner nos blessés, et qui nous apprend qu'à l'âge de dix-huit ans, il veillait près des matelots atteints du choléra. — 300 cholériques malades et 130 morts en trois jours sur le navire *le Montebello !* — « J'ai vu mourir bien des hommes, dit le volontaire, jeunes et vieux soldats, officiers, mousses de quinze ans et troupiers à trois chevrons; dans ces moments-là, chacun retrouve la prière qu'enfant sa mère lui a apprise. »

Au début de la campagne de Crimée, les infirmiers manquaient, et le cholérique est un terrible malade pour celui qui le soigne. Le jeune de Leusse dit simplement : « J'eus l'heureuse pensée de m'offrir pour aider les chirurgiens dans leur service... » Il fit si bien, qu'il fut décoré de la médaille militaire.

Un peu plus tard, en servant les pièces d'artillerie, de Leusse parvint au grade d'officier ; plus tard encore, il fut mis à l'ordre de l'armée pour sa belle conduite ; enfin, à la suite d'une action d'éclat, de Leusse, âgé de dix-neuf ans, reçut la décoration de la Légion d'honneur que l'amiral attacha sur sa poitrine.

Voici donc le résumé de sa vie :

En sortant du collège, de Leusse s'engage dans la marine. Il est embarqué pour la Crimée. En treize mois l'enfant devient homme, il sert son pays avec ardeur, gagne la médaille militaire, le grade d'officier, la décoration de la Légion d'honneur et se fait admirer de tous.

Nous devions bien cet hommage à celui qui a soigné nos blessés de Frœschwiller. Il nous pardonnera d'avoir soulevé le voile qui cache sa vie de dévouement à la patrie.

La prise de Frœschwiller fut le dernier acte de ce

drame sanglant. L'armée se retira sur Saverne. Nous ne disons pas qu'elle battit en retraite, car ce serait supposer une pensée stratégique et des mouvements tactiques.

La France possédait dix magnifiques régiments de cuirassiers. Dans cette seule journée les 1er, 2e, 3e, 4e, 8e et 9e furent sacrifiés. Les Allemands ont écrit : « Les cuirassiers français se jetèrent sur nos troupes avec une sauvage impétuosité et avec un héroïque esprit de sacrifice. » Le lendemain de la bataille, le maréchal de Mac-Mahon, répondant à une question, disait tristement : LES CUIRASSIERS ! IL N'EN RESTE PLUS !

Au plus fort de la bataille, on vit un de ces cavaliers auquel un boulet venait d'enlever la tête, rester sur son cheval emporté. Ce fantôme, balancé par la mort, chargeait en tête des escadrons, le sabre en main. Ce fait incroyable est absolument historique.

Y avait-il là un fatal symbole ? Ce cuirassier dont la tête est enlevée par un boulet, et que son coursier emporte au hasard dans les abîmes, n'est-il pas l'image de notre malheureuse France ?

La bataille de Frœschwiller est perdue, Mac-Mahon se retire avec 15.000 hommes, il ne peut détruire ni les tunnels des Vosges ni les chemins de fer, qu'on abandonne aux Allemands. Ce n'est que le 22 janvier 1871, à la fin de la guerre, que l'on coupa le chemin de fer et les communications des Prussiens, en faisant sauter le pont de Fontenoy, sur la Moselle, entre Toul et Nancy. Ce beau coup de main fut exécuté par 300 chasseurs des Vosges, sous les ordres de deux officieurs de l'armée, le capitaine Bernard et le lieutenant Cournès.

Aujourd'hui le voyageur parcourt ce champ de bataille. Il va tout songeur de Frœschwiller à Wœrth, de Wœrth à Morsbroon, de Morsbroon à Reichshoffen. Il interroge les habitants, mais nul ne connaîtra jamais les

impénétrables mystères de cette journée. L'œil fixé sur les tombes, le cœur serré, le voyageur ne peut comprendre l'indifférence des hommes en présence de ces cruels souvenirs. La campagne est souriante. Le laboureur fait entendre un chant monotone, les ménagères vont au ruisseau d'un pas léger, les petits enfants jouent sur le seuil des chaumières, les vieillards cherchent les rayons du soleil. Cependant, à la surface de la terre, les ossements blanchis du soldat se montrent de toutes parts. La charrue est sans cesse arrêtée par un corps. Est-ce un châtiment que nous avons subi? Est-ce une épreuve? Ou bien cet écrasement du Gaulois par le Germain n'est-il que la conséquence logique de notre état social? Depuis le grand siècle de Louis XIV, ceux qui occupaient ou entouraient les trônes donnaient trop souvent l'exemple des scandales. Aux heures du péril, ils abandonnaient les peuples dont Dieu leur avait confié la garde. Ces peuples, semblables au cuirassier sans tête, étaient emportés, renversant tout, amis et ennemis, jusqu'à la minute inévitable de la chute dans le sang des victimes. Il y a du châtiment, il y a aussi des épreuves, il y a surtout une logique divine, dans le sort qui nous attendait. Souverains et sujets parlaient sans cesse de leurs droits et jamais de leurs devoirs. Tous commettaient l'injustice, sans se douter qu'elle est criminelle et appelle le châtiment.

Notre héroïque armée a été vaincue, puis conduite en captivité. Après sa chute, l'Allemand a foulé nos moissons aux pieds de ses chevaux, il a incendié nos hameaux, pillé nos villes, insulté nos femmes et nos enfants et déchiré le vieux royaume de France, pour nous arracher l'Alsace et la Lorraine. Avec l'or qu'il nous prenait à pleines mains, l'ennemi a payé la guerre civile. Avant de franchir le Rhin pour rentrer dans ses provinces, il a fait brûler Paris par ses complices de la Commune. Il a

salué la destruction de la colonne Vendôme par de sauvages cris de victoire.

Telles étaient nos réflexions en parcourant le champ de bataille de Reichshoffen. Le souvenir de tous ces morts se réveillait en nous. Du moins, ceux-là ont emporté l'estime de l'ennemi. Il sait que s'il y a eu des défaillances, elles n'ont pas été dans les rangs militaires, parce que nous n'avions ni trésors à conserver, ni ambitions à satisfaire, ni vengeances à préparer.

Une pensée doit consoler les débris épars de l'ancienne armée : c'est d'être tombés avec la France, tandis que tant d'autres sortaient de leur obscurité, se faisant un piédestal de nos ruines.

Il y avait à Frœschwiller des soldats africains que nous nommons les turcos. Le 2e régiment était sous les ordres du brave colonel Suzzoni. Quoique blessé, il était à la tête de quelques hommes, seuls survivants de ses beaux bataillons. Le drapeau du régiment est encore debout, percé de balles, noirci par la poudre. Il va tomber au pouvoir de l'ennemi, et Suzzoni veut le conserver à la France. Il appelle un vieux sergent et lui dit : Prends notre drapeau et sauve-le. Le sergent connaît les plus intrépides, il en choisit quatre, roule la flamme du drapeau autour de la hampe, serre la main que lui présente son colonel, et, bravant les balles, se glisse dans un bois. Ses quatre compagnons, enfants de la Kabylie, reprennent leurs habitudes du désert. Ils s'abritent dans les buissons, se glissent comme des serpents dans des fourrés impénétrables, demeurent immobiles derrière les arbres, pour n'être pas découverts. Ils se séparent et se rejoignent, essuient des feux de pelotons, sont chargés et poursuivis par les cavaliers, se cachent sous les roseaux de la rivière, et n'en sortent que pour marcher rapidement dans l'obscurité de la nuit. Ils vont ainsi, pendant deux journées, dans un pays inconnu, ne parlant ni

la langue allemande, ni la langue française, se nourrissant de racines, à peine vêtus, et les pieds ensanglantés. Le troisième jour, ces cinq hommes entrèrent dans la ville de Strasbourg, leur drapeau déployé. Salués, acclamés par la population, ils furent portés en triomphe chez le gouverneur. Le drapeau était sauvé. Les cinq turcos, en se séparant de lui, poussèrent leur cri de guerre, qui rappelle le rugissement du lion dans la montagne.

Le 36e de ligne épuisait ses derniers efforts, lorsqu'il fut rejoint par une compagnie de turcos séparée de son corps. Cette compagnie était commandée par le capitaine Anglade. Complètement entourée par un bataillon bavarois, la compagnie Anglade fut sommée de se rendre. Un Bavarois qui parlait la langue française s'avance en disant : *Bas les armes, la résistance est impossible. — Je m'en vais te le faire voir*, répond Anglade, et il enfonce la lame de son sabre dans la poitrine du Bavarois. Le capitaine français n'a même pas le temps de retirer le fer, il tombe percé de cent coups de baïonnette. Le chevalier d'Assas n'a pas mieux fait.

Cependant le 36e de ligne était comme enfermé dans un cercle de fer, et les rangs entiers disparaissaient. Tout à coup le drapeau tombe, avec l'officier qui le portait. Un lieutenant se précipite et le relève. Quelques hommes l'entourent et l'un d'eux s'écrie à haute voix : Au drapeau, camarades, au drapeau ! Ils traversent ainsi le village de Frœschwiller. L'ennemi concentre ses feux sur cette vaillante troupe, le capitaine Pihet prend le commandement. Une grange ouverte se trouve sur leur passage, ils y entrent et barricadent la porte. Pihet saisit le drapeau, et tous, creusant la terre avec leurs sabres, enfouissent leur glorieux étendard. Mais dans la précipitation l'aigle d'or s'est détaché de la hampe. Les coups redoublés ont fait céder la porte, l'ennemi se précipite dans la grange ; ce sont des Bavarois. Un de leurs

officiers s'élance sur le soldat qui tenait encore l'aigle suspendue à la cravate tricolore, et s'empare de la relique du 36e : ce fut la seule, quoiqu'on en ait dit, qui tomba, ce jour-là, au pouvoir des Allemands.

Après la guerre, un digne prêtre des environs, qui avait découvert le drapeau enfoui dans la terre, le fit rendre au 36e, par un officier de tirailleurs. Il fut reçu avec de grands honneurs, et le régiment défila devant ce lambeau de soie dont le blanc avait disparu sous de larges taches de sang.

Les braves qui avaient suivi le drapeau furent tous faits prisonniers. Couverts de blessures, ils marchèrent lentement sous les regards cruels de l'armée bavaroise. On les insulta jusque dans la mort.

XII

Nous venions de tracer cette dernière ligne, treize années après la défaite de Reichshoffen, lorsqu'au centre de Paris une foule attira nos regards : elle entourait la boutique d'un libraire. Les yeux étaient fixés sur une image qui provoquait le rire joyeux des uns, l'indignation contenue des autres. On voyait là le duel d'un cuirassier et d'un chasseur. La physionomie des deux adversaires exprimait une peur vraiment comique. Les témoins du duel cherchaient en vain à encourager les combattants. La couardise invincible des deux cavaliers excitait la joie des spectateurs : le cuirassier prêt à fuir tenait son sabre la pointe en l'air, d'une main tremblante ; le chasseur, d'une pâleur livide, semblait aveuglé par la vue d'une lame de sabre. Le public trouvait l'image charmante et la saluait de ses lazzis. Ce public imbécile ne se souvenait ni des cuirassiers de Reichshoffen, ni des chasseurs, leurs compagnons. Où était donc ce public, à l'heure des sacrifices ? Où était ce des-

sinateur, quand mouraient nos cavaliers ? Et, de cette foule rieuse, il ne sortit pas un homme pour déchirer l'image et bâtonner l'artiste. Voilà comment les nations s'avilissent ; voilà le chemin qu'elles suivent pour arriver au déshonneur ; sous prétexte de liberté, le gouvernement laisse insulter et calomnier les défenseurs de la patrie, les martyrs de la religion militaire !

Ne parlez donc plus de revanche, inclinez-vous humblement, et surtout gardez-vous bien de représenter deux soldats bavarois ou badois, tremblants de peur : la Bavière ou le pays de Bade enverraient quatre hommes et un caporal occuper militairement l'hôtel-de-ville de Paris et le palais présidentiel !

Détournons les yeux de cette turpitude, et reprenons notre récit.

Après la bataille, la poursuite de l'ennemi fut tellement faible, qu'il ignora même qu'elle était notre ligne de retraite. Un télégramme du prince royal daté de Wœrth, le 6 août, à quatre heures et demie du soir, est ainsi conçu : *Les Français sont rejetés sur Bitche.* Le 8 août, le roi de Prusse envoie un nouveau télégramme : *L'ennemi s'est retiré par la route de Bitche.*

L'erreur était d'une sérieuse importance, et prouve que l'armée allemande n'était pas commandée par des personnages infaillibles. Que seraient devenues les *troupes* de Mac-Mahon, si le prince royal avait ordonné une poursuite à outrance, lançant toute son *armée* sur les débris de nos divisions ?

Au lieu d'agir ainsi et de se conformer aux principes de la guerre, les Allemands se réunissent sur le champ de bataille, et font retentir tous les échos de *hurras* et de cris de triomphe. Le prince royal accourt heureux et fier. Il passe les troupes en revue sur les positions qu'elles ont enlevées. La terre est couverte de morts et de mourants ; les appels douloureux des blessés se mêlent aux

chants de la soldatesque allemande ; heureux de vivre après un tel carnage, les Germains s'embrassent et brandissent leurs armes en signe de défi ; les drapeaux sont promenés triomphalement, les musiques militaires exécutent le chant national. Le prince royal est acclamé avec furie. Ce n'est plus le noble sentiment du soldat vainqueur, mais une sorte de délire, une véritable ivresse.

Le soir même, le duc Ernest de Saxe-Cobourg-Gotha écrivait du champ de bataille une longue lettre à sa femme, princesse Marie-Clémentine d'Orléans, fille du roi Louis-Philippe. Nous y lisons ce qui suit :

« ..... Le spectacle de la dévastation autour de nous est horrible. Partout des villages et des fermes incendiés ; au milieu de monceaux de morts et de blessés, notre armée victorieuse fait retentir l'air de ses cris et de ses clameurs ; on agite de toutes parts les étendards, et les musiques militaires exécutent le chant national.

« Les survivants s'embrassent et s'étreignent. Nous faisons notre marche triomphante au milieu de milliers de prisonniers français. Je ne saurais dire avec quel sentiment de joie mêlée de regrets j'ai revu mon régiment cruellement décimé. On ne peut pas venir en aide à de nombreux blessés. Tout manque, même l'eau. Je suis navré pour ma part.

« Quelles fatigues depuis trois jours ! *deux batailles.* Je suis resté treize heures à cheval, sans avoir seulement pu me désaltérer avec une goutte d'eau et de vin, sans avoir un morceau de pain. Chacun n'avait d'autres ressources que celles qu'il avait en poche.

« Hier soir, j'ai pris ma première cuillerée de potage. Nous sommes tellement resserrés que le sommeil est impossible. Il se fait un bruit étourdissant. Je crains bien qu'à ces rudes journées n'en succèdent d'autres. Dieu nous en préserve ! »

Le duc lui-même déclare qu'on ne peut pas venir en aide à de nombreux blessés. Il ajoute : « tout manque. »

L'armée allemande n'était donc pas dans un parfait état, puisqu'on pouvait dire : « tout manque. »

La tactique manquait aussi, puisqu'au lieu de poursuivre les débris épars de l'armée française, on chantait des refrains sur les monceaux de cadavres.

La barbarie reprenait le dessus. Une folie furieuse s'empare de l'homme qui respire la poudre et le sang.

Pour se retirer sur Saverne, nos soldats marchèrent toute la nuit, et firent leur entrée dans la ville à huit heures du matin. Le Maréchal, qui était à l'arrière-garde, ne descendit de cheval qu'à une heure de l'après-midi. Le dimanche, 7 août, il adressa au major-général cette laconique dépêche : « *Je me suis battu toute la journée. J'ai perdu la bataille ; envoyez-moi des vivres et des munitions.* »

Ce jour-là même, le Maréchal reçut de l'Empereur l'ordre de se retirer sur Châlons. Il quitte Saverne à six heures du soir, pour une marche de nuit, redoutant une poursuite de l'ennemi. Dans la précipitation du départ, le paquet des dépêches télégraphiques échangées avec le quartier-impérial fut oubliée sur une table, dans la chambre occupée par le maréchal de Mac-Mahon. Ce paquet fut sauvé par un journaliste de passage qui s'empressa de copier les dépêches.

Mac-Mahon mit à l'ordre du jour de l'armée la proclamation suivante :

Soldats,

« Dans la journée du 6 août, la fortune a trompé votre courage ; mais vous n'avez perdu vos positions qu'après une résistance héroïque, qui n'a pas duré moins de neuf heures. Vous étiez trente-cinq mille combattants contre cent quarante mille, et vous avez été accablés par le

nombre. Dans ces conditions, une défaite est glorieuse, et l'histoire dira qu'à la bataille de Reichshoffen, les Français ont déployé la plus grande valeur.

« Vous avez éprouvé des pertes sensibles ; mais celles de l'ennemi sont plus considérables encore. Si vous n'avez pas été suivis, cherchez-en la cause dans le mal que vous lui avez fait. *L'Empereur est content de vous ;* et le pays tout entier vous est reconnaissant d'avoir si dignement soutenu l'honneur du drapeau. Nous venons d'être soumis à de rudes épreuves qu'il faut oublier. Le premier corps va se reconstituer, et, Dieu aidant, nous reprendrons bientôt une éclatante revanche. »

En se retirant, plus d'un officier dut songer à la belle défense de l'Alsace par Turenne.

Parmi les cavaliers français tombés à Frœschwiller, se trouvait un jeune officier plein d'avenir. Il se nommait Philippe de Chamlay. Il vivait encore, lorsqu'on le releva parmi les morts. Philippe de Chamlay porte aujourd'hui la robe du religieux.

La bataille de Frœschwiller nous a coûté : 1 aigle, 28 canons, 5 mitrailleuses, 91 avant-trains, 23 fourgons de fusils et d'armes blanches, 158 autres voitures et 1.193 chevaux, 200 officiers et 9.000 sous-officiers ou soldats prisonniers, enfin, 4.000 hommes hors de combat. Parmi les morts se trouvaient le général Colson, à la physionomie énergique et pensive, jeune encore et plein d'avenir ; le général Raoult que nous nommions le triste et doux Raoult, et qui a trouvé la mort en la cherchant ; le général Maire ; le colonel Franchessin du 96e ; le colonel Suzzoni du 2e tirailleurs algériens ; le colonel Lafutsun de Lacarre, tué dans la charge des cuirassiers de Bonnemains ; le colonel Poissonnier du 6e lanciers, tué aussi dans la charge ; Robert de Vogué, aide-de-camp du maréchal de Mac-Mahon, dont le front chauve contrastait avec son air de jeunesse.

Les Allemands laissaient sur le champ de bataille 489 officiers et 10.153 soldats, 2 généraux blessés et 15 colonels. Des deux côtés, les officiers payaient de leur personne.

A la suite de la bataille de Frœschwiller, un décret impérial récompensa les plus méritants. Les généraux Ducrot, de Lartigue, du Postis de Houlbec et Michel furent nommés grands officiers de la Légion d'honneur. Il y eut une promotion de 10 commandeurs, de 80 officiers et de 194 chevaliers. On remarque parmi les chevaliers le canonnier Laforêt, avec cette mention : *A sauté à bas de son cheval pour sauver une pièce de son attelage.* On voit aussi la promotion d'un élève de l'Ecole polytechnique, nommé Pistor, soldat volontaire, qui, pendant la bataille, a sauvé un canon ; 235 sous-officiers et soldats recevaient la médaille militaire.

Le lendemain de la bataille de Frœschviller, 7 août 1870, un groupe de 21 Français, conduits par M. Emile Delmas, se présentait à Haguenau, devant le général badois qui commandait la place au nom du roi de Prusse.

Emile Delmas dit au général : Nous sommes des infirmiers volontaires, voulez-vous nous donner un laissez-passer pour nous rendre sur le champ de bataille ?

Le laissez-passer fut accordé. Une nuit entière s'était écoulée, pendant laquelle des centaines de blessés avaient souffert, sans abri, sans une goutte d'eau. Les infirmiers partent avec 80 voitures portant chacune trois paysans. Les voitures sont tapissées de paille et chargées de linge, de charpie et de provisions. On se met en route pour Wœrth et les environs. A moitié chemin, nos infirmiers rencontrent la première charrette qui ramène à Haguenau des blessés français dirigés sur l'Allemagne. «Leur visage exprime cet abattement sombre que donnent la souffrance physique et le sentiment d'un abandon sans

espoir... toute la patrie est là, incarnée dans ces pâles victimes. » Les infirmiers s'arrêtent, descendent de leurs voitures et entourent les prisonniers, qui soulèvent péniblement le front ; un fugitif sourire et un serrement de main fut la seule réponse des blessés. Quelques-uns secouent tristement la tête, et les convois se remettent en route. Nos infirmiers rencontrent ensuite un corps d'armée allemand qui prend la direction de Strasbourg. Les champs sont couverts de bataillons, d'escadrons, de batteries d'artillerie. Vers trois heures du soir, des nuages assombrissent le ciel et annoncent un orage, les éclairs illuminent la plaine et le bruit lointain du tonnerre fait hâter la marche ; car nos pauvres soldats couchés dans les fossés vont être inondés par la pluie.

On arrive à Wœrth, dont le clocher orné de faïences coloriées étincelle sous les éclairs de l'orage. Quelques voitures vont à Morsbroon. Le village est plein de blessés que les chars des paysans évacuent sur Haguenau. Les infirmiers se dirigent dans le fond d'un vallon, vers la ferme de Bruckmuhl. Dans un fossé qui borde la route, des turcos sont étendus, tombés à la place où la balle les a frappés. Au milieu d'eux est un jeune capitaine français. Il a la main crispée sur la garde de son sabre d'acier ; ses yeux, largement ouverts, sont vitreux ; une écume rougeâtre entoure ses lèvres. Le teint d'ébène de ses soldats, couchés autour de lui, fait ressortir les tons d'ivoire de son visage et de ses mains fines et frêles. Les uns ont la face contre terre, les autres sont étendus sur le dos, dans l'attitude du sommeil ; il en est qui, repliés sur eux-mêmes, expriment les souffrances des dernières convulsions. Plus loin, des cuirassiers dorment du dernier sommeil, et le fer de leur armure est rouge de sang. Leurs chevaux reposent près d'eux. Tous ces chevaux ne sont pas morts ; il en est qui gémissent en cherchant à se relever. Partout des cadavres, des casques, des

cuirasses trouées par les balles. En voici une qui appartenait à un officier, et qu'un boulet a percée en son milieu. Des blessés se sont traînés à l'abri de quelques buissons, pour mourir en paix. Les infirmiers voient à chaque pas des mutilés à l'agonie, ils entendent des appels douloureux qui ressemblent à la prière, ils entendent aussi les malédictions que le délire arrache à ces âmes prêtes à quitter la terre.

En descendant vers la ferme, les infirmiers remarquent une plus grande quantité de cadavres prussiens. Le sol est jonché de fusils, de casques noirs surmontés d'une pointe ou de l'aigle à deux têtes. Les armées n'ont pas quitté ces champs depuis vingt-quatre heures, et déjà les infâmes maraudeurs ont dépouillé les morts. Les sacs sont déchirés par une large entaille faite avec le couteau, afin de ne pas perdre une minute à déboucler les courroies. Pour cette profanation, les corps sont jetés de côté et foulés aux pieds. Afin de s'emparer des anneaux d'or, ces pillards coupent les doigts et tordent les mains.

Le poète (1) a parlé des maraudeurs : « Nous ne sommes pas de ceux qui flattent la guerre ; quand l'occasion s'en présente, nous lui disons ses vérités. La guerre a d'affreuses beautés que nous n'avons point cachées ; elle a aussi, convenons-en, quelques laideurs. Une des plus surprenantes, c'est le prompt dépouillement des morts après la victoire. L'aube qui suit une bataille se lève toujours sur des cadavres nus.

« Qui fait cela ? Qui souille ainsi le triomphe ? Quelle est cette hideuse main furtive qui se glisse dans la poche de la victoire ? Quels sont ces filoux faisant leur coup derrière la gloire ?... Cueillir des lauriers et voler les souliers d'un mort, cela nous semble impossible à la même main.

(1) Victor Hugo, *Les Misérables*.

UNIVERSITAS

« Ce qui est certain, c'est que, d'ordinaire, après les vainqueurs viennent les voleurs. Mais mettons le soldat, surtout le soldat contemporain, hors de cause. »

Après ce préambule, le poète raconte fort dramatiquement l'histoire d'un officier de cuirassiers dépouillé la nuit sur le champ de bataille de Waterloo par un maraudeur.

L'un des plus célèbres maraudeurs dont parle l'histoire, tout en ignorant son nom, fut celui qui assassina le marquis de Fervacques, dans la nuit du 14 au 15 avril 1544. Fervacques était tombé blessé sur le champ de bataille de Cérisolles. Un homme qui passait la revue des morts, en fouillant leurs pourpoints, dépouilla le marquis et lui plongea un poignard dans la gorge pour l'empêcher de se plaindre.

Ce maraudeur, fort indifférent aux querelles de François Ier et de Charles-Quint, poignardait les blessés, vainqueurs ou vaincus.

Le plus sage, pour un blessé, est de faire le mort pendant l'obscurité, et d'attendre la lumière du jour avant d'invoquer la pitié du passant.

Des cartouches, des brosses, du linge, des lettres, des carnets, du biscuit, des sachets de riz, des gourdes, des manteaux souillés de boue, des éclats d'obus, des sabres, des dragonnes, des débris de toute espèce couvrent la terre. Le maraudeur a surtout soin d'emporter les chaussures, car presque tous les cadavres sont nu-pieds. Cette remarque avait déjà été faite pendant les guerres de Louis XIV. Quelques éminences de terre fraîchement remuée indiquent la sépulture d'un officier ou d'un soldat tué pendant une halte, et que ses camarades ont enseveli. On peut suivre facilement le terrain parcouru par les cuirassiers, car il est couvert de chevaux morts et d'armures. Des soldats allemands qui ont réquisitionné un grand nombre de paysans s'occupent, depuis

quelques heures, à creuser de grandes fosses où ils précipitent les cuirassiers français presque sans vêtements. Armés de pelles et de pioches, les fossoyeurs improvisés n'ont aucun respect pour la mort, et jetten les cadavres comme si une âme immortelle n'avait pas habité ces corps. Pauvres et malheureuses familles, qui auriez donné au père ou à l'enfant une sépulture chrétienne dans le cimetière du village, pleurez en détournant les yeux de ces fosses immenses, comblées le lendemain de la bataille !

XIII

Aussi loin que les yeux peuvent distinguer, dans la direction de Frœschwiller, c'est la même dévastation. Les fossoyeurs poursuivent leur sinistre besogne, interrompue parfois par un éclat de rire. L'homme est ainsi fait, qu'en grattant l'épiderme, la bête reparaît, féroce et lâche. Presque tous ces cadavres mutilés, couverts de sang, étaient la veille de beaux jeunes gens, véritables héros.

En passant près d'une fosse moins large que les autres, l'un des infirmiers volontaires, bourgeois de Paris, s'arrêta tout à coup. Il était en présence d'un vieil officier d'infanterie dont les cheveux blancs et les moustaches plus blanches encore attiraient l'attention. Un calme religieux entourait cette belle tête de guerrier. La mort semblait l'avoir surpris dans une minute de résignation, lorsqu'il montrait à ses jeunes soldats comment on meurt pour la patrie. Quel était cet homme ? Un père de famille sans doute qui avait laissé dans sa garnison une femme et des enfants. Ils attendront avec angoisse des nouvelles du mari, du père, pendant une semaine ou deux, tremblants, priant Dieu, espérant toujours.

Mais est-ce bien un capitaine, un commandant ou un

colonel ? Dépouillé de son uniforme, il est à peine entouré d'une capote de simple soldat ramassée dans le sillon.

La ferme est située au fond du vallon; les murs sont criblés de boulets et de balles ; dans le verger, les branches des arbres sont hachées et les troncs déchirés. Le ruisseau coule, faisant entendre un doux murmure. L'eau entraîne doucement des casques que retiennent les racines et les cailloux. Les abords de la ferme sont encombrés de blessés et les bâtiments en sont remplis. Il n'y a pas de chirurgiens français, mais deux Allemands fort empressés l'un et l'autre. Ils accueillent avec reconnaissance nos infirmiers volontaires qui se hâtent de faire les pansements. Puis ils placent les blessés sur les chars, en les séparant par nationalité, car les Allemands sont dirigés sur Rastadt et les Français sur Haguenau. Les uns et les autres se regardent sans colère et se soulagent même au besoin. Nos infirmiers prodiguent leurs soins aux amis et aux ennemis. Ils distribuent des aliments à tous ces malheureux qui depuis vingt-quatre heures n'ont eu ni un morceau de pain ni un verre d'eau.

Pour un homme étranger à la guerre, la vue des blessures est horrible. Voici un zouave qui a la bouche et le palais fracassés ; il demande à boire par un geste douloureux, mais la bouche est remplie de caillots de sang, de fragments de mâchoire, et la langue tuméfiée ne laisse plus passer le liquide. Nos infirmiers épongent minutieusement cette blessure, et font, au moyen d'un tube, avaler quelques gorgées d'eau fraîche au malheureux.

Plus loin, c'est un sergent dont le bras a été broyé depuis le poignet jusqu'au coude, et dont la main semble suspendue à un ruban de chair humaine. Un jeune officier de zouaves s'avance en montrant ses deux bras repliés et paralysés; d'une voix douce il explique qu'une

balle l'a frappé à la nuque. La colonne vertébrale est sans doute atteinte... Il ajoute avec résignation : Mon père n'a plus que moi, et il doit être joliment inquiet !

Un officier de chasseurs à pied, blessé d'un coup de crosse à la tête, regarde autour de lui avec une rage muette ; le côté de la face atteint par la contusion est enflé et a pris des tons violacés ; son fourrier, placé dans la même voiture d'ambulance, et dont les deux cuisses ont été traversées par une balle, lui dit en riant : Allons, mon lieutenant, la veine est pour vous ; si ça vous va, je vous change *mes deux trous pour votre œil au beurre noir*. Mais le lieutenant ne se déride pas et avale en grommelant la gorgée de kirsch offerte par le brave Emile Delmas.

Trois heures suffisent à peine pour charger les voitures, et le convoi s'ébranle en arrachant aux malheureux mille gémissements.

Les soldats allemands apportent sans cesse sur des civières des blessés et des morts. Les premiers sont abrités dans des chambres ou sous des hangars, les seconds sont entassés sur le bord d'une fosse creusée dans le verger. Ils sont encore revêtus de leur uniforme français ou allemand. Le tambour bat, deux compagnies prussiennes viennent s'aligner en armes des deux côtés de la fosse. A l'une des extrémités un prêtre catholique en surplis et un ministre protestant prononcent des prières l'un après l'autre. Nos infirmiers volontaires s'approchent et se mêlent respectueusement à cette troupe. Un roulement de tambour se fait entendre, les soldats abaissent leurs armes et les fossoyenrs font rouler les corps dans la terre. Parmi les soldats allemands, quelques-uns versent des larmes. D'autres sont absorbés par de tristes pensées et semblent prévoir le sort qui les attend demain.

Une pluie fine tombe et le jour baisse. Les blessés

appellent les infirmiers pour les prier de ne pas les isoler. C'est un phénomène à étudier que l'horreur qu'éprouve l'homme à se trouver seul sans être vu ni entendu. Il aime le secours de ses semblables, et, même sur le champ de bataille, les infirmiers rencontraient des Français qui s'étaient rapprochés des Allemands pour fuir la solitude. Quelques mourants se traînaient cependant à l'ombre des buissons pour y attendre la dernière heure.

Tous recherchent la fraîcheur de l'air et demandent un verre d'eau ; la pluie qui tombe caresse doucement leurs visages et diminue leurs souffrances. Un pauvre sergent a les yeux enlevés et les orbites sont vides, on lui couvre le visage d'un linge mouillé et il fait entendre cette plainte ou cette prière : *Ah! mon Dieu!* Presque tous les fantassins sont atteints à la partie supérieure du corps, aux épaules et à la tête.

Nos infirmiers trouvent dans les étables et les granges une grande quantité de blessés couchés sur la paille. Ce sont généralement des chasseurs à pied et des turcos. Ceux-ci, vigoureusement constitués, poussent des cris formidables sous le bistouri du chirurgien, tandis que les Français supportent sans se plaindre les opérations les plus douloureuses. Les turcos cependant ont été d'une bravoure admirable sur le champ de bataille, mais ils semblent plus nerveux et plus impressionnables que nos paysans.

Un jeune parisien, maigre et pâle, soldat des chasseurs à pied, appelle M. Emile Delmas qu'il prend pour un chirurgien. Un éclat d'obus l'a déchiré. « Major, dit le blessé, dites-moi la vérité. Est-ce grave? — Non, camarade, répond Delmas, en hésitant. — Ah ! Major, fait le blessé, en regardant l'infirmier avec des grands yeux fixes, vous me trompez. » Il y a tant d'angoisse dans la voix de ce soldat, tant d'amour de la vie, que M. Delmas répond

brusquement pour mieux tromper son blessé : — « Eh bien ! oui, mon garçon, c'est grave ! Ce sera long, tu boiteras probablement, mais enfin tu sauveras ta peau. »

A ces mots, la figure du soldat s'illumine, et il peut dire : « Merci, Major, le père Dupont n'a que moi de garçon ; qu'est-ce que ça fait que je boite? Je suis typographe dans l'île Saint-Louis, à Paris ; c'est le vieux qui sera content que je revienne, lui qui ne voulait pas que je m'engage ! »

Pauvre, pauvre Dupont ! Il repose sans doute dans quelque coin du cimetière de Haguenau. Le père devenu tout à fait vieux ne peut plus travailler, et lorsque la troupe passe dans la rue tambour battant, le père Dupont essuie une larme suspendue à sa paupière.

Nos ambulanciers allument leurs lanternes, car la nuit est venue. Ils montent dans les greniers de la ferme. Là se trouvent entassés des Badois et des Bavarois. Tous sont tristes, silencieux, résignés, presque immobiles. Le bon M. Emile Delmas aperçoit dans l'angle sombre de ce grenier un jeune officier bavarois étendu sur un manteau de soldat ; il a reçu trois balles dans le corps ; ses yeux sont fermés ; il gémit douloureusement. Près de lui, adossé contre le mur, quoiqu'il ait l'épaule fracassée, son ordonnance jette sur lui un regard désolé. M. Delmas se penche vers l'officier et lui tend une gourde ; l'officier ouvre les yeux, comprend et refuse. Comment exprimer ce regard ! Tout s'y trouve, amertume et reconnaissance, dédain d'un soulagement impuissant pour les souffrances de l'âme, la mort entrevue comme une certitude, irrémédiable douleur de quitter la vie, un désespoir sans bornes. A n'en pas douter, cet infortuné subit une torture morale mille fois plus cruelle que le déchirement de la chair. M. Delmas s'informe à voix basse ; c'est un jeune capitaine, le comte Von Elberfeld ; il songe à sa femme et aux petits êtres chéris qu'il ne reverra jamais ; ils ne sont pas

là pour recevoir son dernier baiser et lui fermer les yeux; oh ! oui, la mort est trop douloureuse ainsi ! Nos infirmiers volontaires s'éloignent respectueusement de cet infortuné. Le lendemain matin une croix grossière, plantée sous les pommiers du verger, marqua la place où le corps du jeune comte a été confié à la terre.

Cette funèbre nuit fut longue et la pluie ne cessa de tomber : de minute en minute, de seconde en seconde, les civières déposaient de nouveaux cadavres. Combien n'avaient été que blessés à la bataille, et qui étaient morts faute de soins ! On entendait un murmure confus de gémissements, une plainte sourde et sinistre qui répandait une vague épouvante ; des coups de fusil isolés se font entendre, ce sont des soldats qui tirent sur les maraudeurs dépouillant les morts. En tout temps, les soldats ont eu horreur de ces misérables.

Tout en parcourant le vaste champ de bataille, les brancardiers aperçoivent au loin, dans une prairie, des amas de vêtements, de sacs et d'armes sous la garde de sentinelles prussiennes. A leur approche des maraudeurs prennent la fuite, après avoir pillé pendant toute la nuit. L'église de Spachbach est remplie de blessés français et allemands couchés sur la paille. Pour soigner tant d'hommes que chaque maison du village a recueillis, il n'y a qu'un seul chirurgien prussien. Nos infirmiers volontaires, qui s'habituent à manier les instruments de la trousse, font de petites opérations, extraient des balles faciles à distinguer entre elles. Les prussiennes ont la forme d'olives, et les françaises rappellent un cylindre allongé, arrondi à l'une de ses extrémités.

L'hôpital de Haguenau et toutes les maisons de la ville sont encombrées de blessés français. Une des salles de l'hôpital est consacrée aux amputations. Les internes de Strasbourg sont arrivés et prennent le service. La salle des amputations est interdite à tout le monde, et l'on n'y

transporte que ceux qui doivent être opérés; une forte odeur de chloroforme, mêlée à l'âcre senteur de la chair et du sang, saisit les malheureux que l'on dépose dans cette salle. Presque tous ferment les yeux pour ne pas voir des bras, des jambes, des pieds, des mains jetés au hasard le long des murs. Le sang coule à terre avec des lambeaux de linge et de vêtements. Quelques cris se font entendre, et de bonnes sœurs grises se multiplient pour soulager les souffrances. Les soldats les appellent : Ma sœur, ma sœur, venez près de moi, ne me quittez pas!! Plus d'un blessé saisit le chapelet de la sœur et presse le christ sur ses lèvres. La religieuse, les mains rouges de sang, fait le signe de la croix.

Tandis qu'à Morsbroon M. Emile Delmas visite une ambulance où se trouvent des Bavarois, des Badois, des turcos et des cuirassiers des 8e et 9e régiments, il s'arrête près d'un lieutenant bavarois, pour renouveler les bandages de cet officier, jeune encore, qui a les deux jambes traversées par une balle. Pendant que le Français donne ses soins à cet ennemi, la porte de la salle s'ouvre et un groupe d'officiers supérieurs s'avance lentement. L'un d'eux précède les autres de quelques pas. Les blessés allemands cherchent à se soulever par respect et reconnaissance. Celui qui attire tous les regards est un superbe capitaine, à favoris blonds, et dont les traits respiraient, en cette circonstance, une bienveillance paternelle. Le prince royal de Prusse, le vainqueur de Frœschwiller, visitait les blessés. Il s'approche d'un officier qui, malgré son émotion, porte fièrement sa main à hauteur du front.

— Comment vous nommez-vous, lieutenant? dit le prince royal. — Kammerer, mon Prince. — Comment ! seriez-vous des Kammerer de Munich? — Oui, mon Prince. — J'ai connu votre digne père, il était à Kœnigsgratz, c'était un brave. — Il est mort, mon Prince! — Je le sais, lieutenant, il revit en vous, et vous honorez sa mémoire; que Dieu

vous garde! Vous guérirez, et je me souviendrai de vous.

Le prince souriant tend la main au blessé. Celui-ci s'en empare fièvreusement et la presse. Le prince donne quelques ordres à ses officiers et salue courtoisement, mais en silence, les infirmiers français.

Trois jours se sont écoulés depuis la bataille, et les maisons de Morsbroon ne désemplissent pas. Nos ambulanciers entrent dans le presbytère et le curé leur dit qu'il a recueilli M. le commandant Finance, du 8e cuirassiers. Cet officier supérieur a été renversé pendant la charge. Heureux de voir des Français, il leur raconta ce qui lui était arrivé :

« Au sortir de Morsbroon, je chargeais dans le fond du vallon, à la tête de mes escadrons. Une balle abattit mon cheval ; j'étais déjà parvenu à me dégager et, à genoux sur le sol, je m'apprêtais à me relever, lorsqu'une seconde balle me traversa les deux jambes à hauteur du genou. J'ai été transporté ici, par bonheur, et cependant je soupire après l'heure où je serai évacué sur une ville, pour faire parvenir à ma famille quelques mots sur ma situation. »

Emile Delmas écrivit à Mme Finance, mais elle ne put obtenir de l'autorité prussienne la simple faveur de se rendre à Haguenau pour donner des soins à son mari.

En partant du presbytère, les infirmiers entendent de nombreuses détonations. On dirait un combat. Ce sont des soldats allemands qui tirent sur les chevaux errants de tous côtés. Un grand nombre de ces animaux ne sont que blessés et se sauvent au galop. Cette chasse est triste à voir et l'on peut même dire qu'elle semble cruelle. En laissant vivre ces chevaux, ils eussent été guéris par les paysans et le plus grand nombre serait utilisé pour la culture. Mais l'Allemand veut tout ruiner, tout détruire. Le quatrième jour après la bataille, les environs de

Wœrth sont encore couverts de soldats prussiens, tous refroidis par la pluie. Il en est qui terminent une lente agonie.

A Wœrth, les officiers français sont plus nombreux que partout ailleurs. Ils servaient dans l'infanterie de ligne, les turcos, les zouaves et les chasseurs à pied. Nos infirmiers emploient deux heures à les panser ; ils prennent ensuite leurs commissions et leur serrent la main.

XIV

En parcourant le terrain couvert de cadavres, nos ambulanciers observent l'effet des blessures. Si la balle a produit une hémorrhagie interne, le visage est noir et gonflé ; si la blessure a causé une vive souffrance, les ongles des mains ont labouré la terre ; les mains serrent convulsivement des touffes d'herbes ; beaucoup de blessés, la poitrine découverte, voulaient respirer, et déchiraient leurs vêtements. Le lendemain de la bataille, on entendait de grands appels dans la campagne, on voyait la nuit de grands fantômes errer çà et là, tomber, se relever, et retomber pour toujours. Deux et trois jours après, tout est silencieux, immobile, sinistre, ce sont des débris sans sépultures. L'armée d'invasion foulait aux pieds ces cadavres ; elle s'avançait en bon ordre, non pas à cette allure rapide de notre infanterie, mais lentement, sourdement, et même silencieusement. On n'entendait que la voix des chefs, voix brève et sans pitié pour le soldat, instrument aveugle des haines et des vengeances. Les ambulanciers français suivent cette armée ennemie pour se rendre à Frœschwiller.

Les officiers allemands se plaignent hautement du peu de respect de nossoldats pour la croix de Genève, insigne de neutralité. Il est vrai que l'armée française ignorait,

en général, la convention de Genève, tandis que les troupes allemandes avaient été instruites des droits conférés par cette croix de drap rouge. A Frœschwiller, maisons, granges, hangars, escaliers, tout est rempli de blessés. M. Delmas pénètre dans un cabinet qu'une étroite fenêtre ne peut éclairer suffisamment. Là sont étendus l'un près de l'autre un chef de bataillon et un capitaine français du 13e bataillon de chasseurs à pied. Le capitaine se nomme Armand. Une balle lui a traversé la poitrine et sa respiration inégale est oppressée. Entendant marcher, il ouvre les yeux. « Capitaine, lui dit le chef des ambulanciers, voulez-vous que je renouvelle votre pansement ? — Le capitaine fait de la tête un signe négatif et ses yeux se referment. — Je suis un Français, un ami ; puis-je vous obliger ? — Oui, dit le blessé, d'une voix sifflante et saccadée ; j'ai deux petits enfants, écrivez à ma femme, dites-leur que vous m'avez vu, que..... ma blessure est légère, qu'il faut qu'ils espèrent ; merci ! »

Le regard du capitaine exprimait un affreux désespoir... Il mourut dans la nuit.

XV

Le comte de Leusse est propriétaire du château de plaisance de Reichshoffen. Ce château est situé près de l'église, au sommet du chemin d'où nos zouaves firent un feu violent contre les colonnes qui montaient à l'assaut. Les murs sont criblés de balles, et une foule d'officiers français sont déposés dans les appartements ; depuis la nuit qui a suivi la bataille il en arrive sans cesse. Mme de Leusse, dans son inépuisable charité, se multiplie et soigne elle-même les blessés. Le château est mis au pillage, mais à un pillage volontaire. Tout est

donné aux blessés, linge, meubles, provisions de toutes sortes.

Le 10 août, quatre jours après la victoire des Allemands, M. le comte de Flavigny parcourt les environs de Frœschwiller. Il apporte des caisses de pharmacie, des ballots de linge, des sirops, des biscuits, des chemises, que tous réclament avec instances. A ceux qui peuvent encore marcher avec des béquilles ou des bâtons, M. de Flavigny distribue quelque argent, et les malheureux s'éloignent tristement, mais ayant pu se procurer des souliers et une coiffure quelconque.

Après ces quatre longues journées, nos infirmiers trouvent encore des hommes vivants dans les sillons. Lorsqu'on les relevait, beaucoup disaient : Retournons-nous au pays ? ou bien : Sommes-nous prisonniers ? — Et toi, camarade, qu'est-ce que tu as ? dit un infirmier à un homme assis, la tête dans ses mains, les yeux fermés. — Il ne répond pas. — C'est drôle, dit un zouave, son voisin, il ne remue pas. — L'infirmier prend la main de l'artilleur. Elle était raide et froide. Il était mort depuis longtemps. Non loin, un homme fort jeune se tenait debout, le bras cassé par deux balles ; il faisait quelques pas et s'arrêtait, puis, à haute voix, il semblait déclamer. Son langage était pur, vif, presque élégant. Il parlait de Paris, des écoles, de l'Institut, du Théâtre Français, et ne faisait pas entendre une plainte. Il était devenu fou. Ce devait être un étudiant, un lettré, l'espoir d'un famille, l'orgueil d'une vieille mère qui l'attendait.

Il y avait dans l'une des ambulances du château un cuirassier devenu aveugle. En roulant à terre avec son cheval, il y voyait encore. Lorsqu'on le releva le lendemain matin, le malheureux n'y voyait plus.

Des soldats prussiens conduisent des maraudeurs pris en flagrant délit de vol. Ils emportaient de véritables richesses recueillies pendant la nuit. Il y a dans la troupe

des hommes et des femmes, les enfants ont pu se sauver. Tous, hommes et femmes, sont fusillés sans pitié et leurs corps exposés sur le chemin pour servir d'exemple.

Malgré la douceur de son caractère, M. Emile Delmas ne plaignit pas le sort des maraudeurs. Il raconta même aux ambulanciers, ses compagnons, une anecdote épouvantable. La voici dans toute son horreur : Dans la nuit qui suivit la bataille de Solferino, un capitaine d'infanterie laissé pour mort, ranimé par une impression de fraîcheur, revint à lui. Une main avait déboutonné sa tunique, écarté ses vêtements, et le capitaine, convaincu que des soins amis viennent le rendre à la vie, demande d'une voix faible et suppliante : De l'eau ! de l'eau ! Il ouvre les yeux avec peine en articulant cette prière et son regard rencontre celui d'une femme penchée sur lui ; épuisé de cet effort, le capitaine laisse retomber sa tête, attendant le secours ; il reçoit sur les yeux deux coups violents suivis d'une douleur aiguë. La misérable créature, pour qu'il ne pût jamais la reconnaître, lui avait crevé les deux yeux à coups de couteau. Cependant le capitaine fut sauvé. Il vit encore, aveugle et désolé (1).

Soyez donc sans pitié pour les maraudeurs. Les uns sont des villages voisins, d'autres viennent de loin et suivent les armées comme les bandes de corbeaux qui planent dans les airs.

Voilà ce qu'on nomme la guerre. Un peu de gloire et beaucoup de sang ; de l'honneur et des larmes. Nul ne l'aime et nul ne la fuit. Elle va dans les chaumières appeler la jeunesse et l'entraîner à sa suite. Elle a été le berceau de la noblesse française, l'orgueil de nos rois, et c'est elle qui a créé les plus grands hommes de notre histoire, les Turenne et les Condé.

(1) *De Frœschwiller à Paris*, notes prises sur le champ de bataille, par Emile Delmas.

Ceux-là avaient embelli la guerre en lui prêtant les charmes de la chevalerie. Mais les progrès des sciences, qu'il ne faut pas confondre avec les progrès des mœurs, ont fait de la guerre moderne, telle que la pratiquent les Allemands, une chose indigne de l'humanité, mélange d'assassinats, de vols et de pillage. Il n'est pas un citoyen assuré de conserver son bien ; il n'est pas une femme dont l'honneur soit sacré ; ce n'est plus la guerre mais l'invasion des barbares.

L'Allemand, abrité derrière ses innombrables canons, évite nos baïonnettes qu'il redoute. Pendant toute la bataille, à cent hommes il en oppose cinq cents. Le point d'honneur est en lui peu de chose, et il fait bon marché du droit des gens et du droit de la guerre. Lorsque l'épée ne suffit pas, il a la torche. Nos villages incendiés sont pour lui des trophées.

C'est bien à tort qu'on a placé leurs généraux au-dessus des nôtres. Condamnés à l'improvisation, faute d'une direction supérieure, nous nous égarions, tandis que nos adversaires jouaient un rôle appris d'avance. Chacun d'eux obéissait à la pensée du maître, suivait une route tracée, marchait, s'arrêtait, agissait en combinant toutes ses actions avec celles du voisin. Aucun d'eux ne se montra grand capitaine dans l'acception vraie de ce mot. On ne vit chez les généraux allemands, ni les inspirations de Condé, ni les calculs de Turenne, et pas un seul ne s'éleva à la hauteur des Vendôme, des Saxe, des Villars, des Hoche, des Kléber, des Desaix, des Suchet, des Davoust, des Lannes, des Masséna, des Moncey et des Soult.

Si un plan, même approximatif, eût été tracé aux généraux français, si chacun d'eux avait eu ses instructions précises dès le début de la guerre, l'ennemi arrêté à la frontière aurait appris que l'armée française est invincible, lorsqu'elle est commandée de haut par un chef

unique. Tout l'outillage des Allemands, tous leurs canons, et toute notre imprévoyance n'auraient pas empêché l'Allemand d'être vaincu par le Français.

Mais nos généraux étaient accablés d'ordres et de contre-ordres, ne trouvant nulle part un point d'appui, ignorant même quel secours leur pouvait venir des horizons les plus proches. Ils ne pouvaient former un projet, combiner entre elles des probabilités, connaître les forces réelles de l'adversaire, ni même le projet le plus récent de son chef.

Avec ces colossales armées qui se meuvent sur un champ de bataille de dix kilomètres en tous sens, il faudrait des généraux de grande taille, planant, pour ainsi dire, au-dessus de la terre. La nature n'en avait produit ni en deçà ni au delà du Rhin. Mais l'Allemagne avait eu la bonne fortune, de trouver sous ses drapeaux un officier d'état-major qui suppléa au génie par l'étude. Le maréchal de Moltke sut organiser patiemment une vaste machine de guerre, comme un horloger combine, avec les secours de la science, ces ingénieux mécanismes, qui, malgré le soleil de l'été, la neige de l'hiver, les pluies et les tempêtes, donnent l'heure à une seconde près. L'horloge était montée à Berlin, et, pour troubler sa marche, il aurait fallu un coup violent de cette épée qui, aux premières années du siècle, abattait les murs des capitales et dispersait les armées.

Cette épée dormait depuis longtemps sous le dôme doré des Invalides.

Deux défaites en un jour ! c'était trop. Et cependant cette épreuve nous était réservée. Aux heures mêmes où l'aile gauche des Prussiens gagnait la bataille de Frœschwiller, leur aile droite battait le général Frossard à Forbach. Ancien élève distingué de l'école polytechnique, officier du génie, ayant fait partie des maisons militaires du roi Louis-Philippe et de l'empereur Napo-

léon III, le général Frossard, très brave officier, habile ingénieur, était gouverneur du prince impérial. Certes, nul plus que lui ne méritait l'estime publique. Mais de là au commandement d'un corps d'armée, il y avait loin. L'Empereur ne le pensa pas ! Dans son aveugle bonté, Sa Majesté voulait fournir à ceux qu'elle aimait l'occasion de gagner le bâton de maréchal de France. Aussi savions-nous tous, avant une entrée en campagne, quels seraient les héritiers désignés des Villars et des Vauban.

Le prince de Condé, Lazare Hoche, le jeune vainqueur de l'Italie avaient laissé croire à quelques personnes que la guerre n'était ni un art ni une science, mais un don. D'autres pensaient que ce n'était qu'un jeu de la fortune et du hasard. Il se trouva même que plus d'un général eut, sur les lèvres, un sourire de dédain, en entendant parler des œuvres de Jomini.

L'Empereur avait un faible pour les armes spéciales qui lui inspiraient une confiance absolue. Les officiers d'artillerie, du génie, et, un peu plus loin, ceux du corps d'état-major lui semblaient très supérieurs à leurs collègues de l'infanterie et de la cavalerie. Le ministère de la guerre en savait quelque chose, comme si les leçons de l'école polytechnique étaient un baptême pouvant donner une vie nouvelle.

L'armée ne partageait pas entièrement les idées de l'Empereur, et nous pensions, dans nos corps d'officiers, qu'avant de commander une compagnie il fallait marcher à la tête d'un peloton. Nous allions jusqu'à dire que les commandements successifs d'un bataillon, d'un régiment, d'une brigade, d'une division n'étaient pas complètement inutiles pour le commandement d'un corps d'armée. Il est vrai que le trajet se fait lentement, péniblement, et sans éclat. Loin des soldats, l'ascension est plus rapide.

Nous sommes vraiment trop sévères pour le prince de Soubise ; nous en avons fait la personnification de l'inca-

pacité militaire. Les Prussiens, en 1870, prononçaient souvent le nom du maréchal de Soubise. Protégé par la marquise de Pompadour, au début de la guerre de sept ans, le prince de Soubise était placé sous la direction supérieure du maréchal d'Estrées, et obtint plus d'un succès. Il battit les Prussiens, qui ne s'en souviennent plus. Mais un jour, il fit la rencontre, à Gotha, d'un homme de guerre habitué au commandement des escadrons, des régiments et des brigades. Cet officier se nommait Seidlitz. A la tête de 1.500 cavaliers, ce vrai soldat battit l'armée de Soubise huit fois plus forte, et prépara la journée de Rosbach. Oui, nous avons été sévères pour le prince de Soubise qui avait eu le malheur d'être mis à la tête d'un corps de 24.000 hommes, sans avoir eu l'honneur de commander un bataillon.

La veille de Reichshoffen et de Forbach, l'Empereur avait placé les 2e, 3e et 4e corps sous les ordres du maréchal Bazaine ; mais le quartier-général suspendit la concentration des trois corps et régla leur emplacement sur une étendue de 60 kilomètres. Une armée de 70.000 hommes les menaçait et la distance les empêchait de se soutenir. Bazaine obéissait.

Le 2e corps d'armée commandé par le général Frossard avait reçu l'ordre de se replier sur Forbach. Il prit donc position sur les hauteurs de Spickeren. Une grande bataille s'y engagea par hasard le 6 août. Les trois armées allemandes allaient accomplir une conversion à droite, pour se porter vers Metz et Mézières. La 3e armée était l'aile marchante et la première le pivot. Le général prussien Steinmetz attendait, par ordre, que l'armée du prince royal (3e) eût accompli son mouvement de conversion. Deux des lieutenants de Steinmetz crurent que Frossard battait en retraite et le firent attaquer par une division. Le général Frossard avait négligé de laisser sur les crêtes une forte avant-garde pour con-

trarier les concentrations des troupes ennemies, prévenir de leur passage sur la rive gauche et livrer un combat d'artillerie. Il abandonna complètement le premier plateau.

Le 6 août, dès sept heures du matin, de nombreux escadrons prussiens traversèrent Sarrebruck et se montrèrent sur les hauteurs de l'Exerciz Platz. En même temps des masses d'infanterie, venant de la direction de Sarrelouis, se dirigèrent vers la ville, le long de la rive droite de la Sarre.

Vers neuf heures, les masses de cavalerie prussienne grossissant de plus en plus, le brave et intelligent général Laveaucoupet les fit canonner par deux pièces. L'ennemi établit alors une batterie sur l'Exerciz Platz. La bataille commençait à trois heures. Toutes les troupes de la division prussienne Kamecke étaient engagées et assez compromises. La division française (Vergé), qui occupait Stiring, luttait avec une grande énergie.

« Pendant ce temps, le général Frossard, croyant probablement que ce n'était qu'une affaire d'avant-poste, réglait, chez le maire de Forbach, des questions plus que secondaires (1). »

XVI

Vers quatre heures, trois divisions prussiennes, accourues au canon, firent une attaque générale appuyée par leur artillerie. Deux bois, qui servaient d'appui, l'un à notre aile droite, l'autre à notre aile gauche, furent occupés par l'ennemi. Dans ce moment même, notre artillerie qui, sans doute, manquait de munitions, ralentit son feu, et le centre de notre position fut abandonné. Nos troupes se retirèrent vers le village de Spickeren. Après d'inutiles retours offensifs pour reprendre le bois de notre droite

(1) *La Campagne de 1870*, par un officier de l'armée du Rhin.

le mouvement de retraite s'accentua rapidement, et les troupes se dirigèrent vers Sarreguemines. L'ennemi poursuivit mollement comme à Wœrth. « Peut-être les Allemands n'étaient-ils pas fiers de leurs succès, et craignaient-ils d'être arrêtés de nouveau devant une autre bonne position défensive. »

Nos troupes, qui avaient combattu toute la journée, se mirent en route à neuf heures du soir, et, après une marche de nuit, arrivèrent à Sarreguemines vers dix heures du matin.

Par un singulier hasard, le général Frossard nous avait dit lui-même, à Paris, avant la guerre, mais en riant : « Une bataille est comme la confiance, qui se gagne, mais ne se commande pas. »

Un bon divisionnaire comme en possédaient les armées du premier Empire eût remporté une belle victoire à Forbach. Il aurait opéré au début, avant l'arrivée des forces supérieures, il aurait combiné l'action des différentes armes, enfin il eût parcouru le champ de bataille en tous sens, au galop de son cheval, encourageant les soldats par sa présence, poussant d'un côté, arrêtant d'un autre, réparant les fautes, se servant du terrain, en un mot, *manœuvrant*.

La science de l'ingénieur est tout autre. A Solférino, le maréchal Niel éprouva les mêmes embarras que le général Frossard à Spickeren, mais, en lui venant en aide, le maréchal Canrobert le sauva. Frossard fut moins heureux. Tandis que les troupes prussiennes accouraient au canon de 38 kilomètres, les divisions du 3e corps français placées à 16 kilomètres ne venaient pas au secours de Frossard. « En vain, ce général télégraphie au général Montaudon, au général Mettman et au maréchal Bazaine, la brigade de dragons Juniac arrive seule, et le commandant du 2e corps, ne comprenant pas tout le parti qu'il peut tirer de ces cavaliers armés du fusil à

tir rapide, qui pouvaient combattre comme le firent au Kaninchensberz les dragons de la brigade Bachelier, les renvoie en arrière, pour surveiller les débouchés de la frontière.

« Les dépêches du général Frossard se succèdent de plus en plus pressantes ; à cinq heures quarante-cinq, enfin, il annonce que la droite est obligée d'abandonner les hauteurs, et qu'il lui faut, à tout prix, des renforts. En une demi-heure, par le chemin de fer, les troupes peuvent arriver à Forbach. A six heures, le Maréchal annonce qu'un régiment va partir ; mais on a trop attendu ; c'est le seul renfort qu'ait reçu le général Frossard.... (1). »

C'est précisément parce qu'il était ingénieur et non manieur de troupes qu'il fallait voler à son secours ; seul, il ne pouvait donner à la France une victoire tant désirée et qui, peut-être, aurait changé nos destinées. Plus d'une fois, en semblable occurrence, le prince de Soubise avait été secouru par le maréchal d'Estrées.

Sous le premier Empire, un colonel demandait à Napoléon un autre régiment que celui dont il était le chef. — Pourquoi ? dit l'Empereur. — Parce que le mien est mauvais. — Il n'y a pas de mauvais régiments, s'écria Napoléon ; il n'y a que de mauvais colonels.

Rien n'est plus vrai. Une troupe, même sur le terrain de manœuvre, en pleine paix, est animée par le souffle de celui qui la commande. Tous, officiers et soldats, se redressent, lorsqu'ils passent de mains débiles sous une serre vigoureuse. Bien plus, dans la cavalerie, les chevaux, excités par les cavaliers, relèvent le front, tendent les jarrets et prennent des allures énergiques.

Qu'est-ce donc à la guerre ? Le soldat sait par instinct si celui qui le commande est doué du fluide impératif. Il y a là un mystère du cœur humain digne des méditations d'un philosophe. Quoi qu'en disent les sages, il y a des

(1) *La Guerre franco-allemande*, par Amédée Le Faure.

hommes faits pour commander et d'autres pour obéir. Les souverains l'oublient trop souvent et compromettent leurs couronnes en confondant les grades militaires avec les faveurs de la cour.

Ce sont, par-dessus tout, les corps d'armée et les divisions de cavalerie qu'il faut confier à des hommes éprouvés. Le chef d'un corps d'armée exerce une influence sur le sort d'une guerre, tandis que le commandant d'une division de cavalerie, s'il est éclairé, vigoureux, inflammable, doit, dans une minute passagère, arracher la victoire à l'ennemi. Les Murat, les Bessières, les Lassalle, les Montbrun sont rares, mais, entre ces entraîneurs d'escadrons, si nerveux, si bouillants, et les généraux commandant les divisions de cavalerie en 1870, il y avait par trop de distance. A peu d'exceptions près, ils rendaient leurs troupes inutiles. Ils se traînaient à la remorque de l'infanterie, n'osaient s'éloigner de l'armée, ne cherchaient pas l'ennemi et s'abritaient derrière l'artillerie.

Le commandement des divisions d'infanterie était mieux exercé et n'eût peut-être rien laissé à désirer, si le commandement supérieur avait été sérieux. Presque toujours les colonels de toutes armes, les officiers supérieurs et les cadres régimentaires se montraient admirables. Quant aux soldats, ils furent, depuis Wissembourg jusqu'au lendemain de Sedan et de Metz, les dignes fils des hommes d'Austerlitz et de Wagram.

Nous ne pouvons terminer le récit de la journée de Forbach sans rappeler ceci : « On dit que le maréchal Bazaine fit demander, le matin du combat, au général Frossard, s'il avait besoin de sa coopération, et que celui-ci l'avait remercié. Dans pareille circonstance, il n'y a rien à demander et le devoir impérieux de tout chef est de marcher quand même au canon (1). »

(1) *Campagne de 1870,* par un officier de l'armée du Rhin.

Une dépêche du quartier-général apprit à la France le double désastre de Frœschwiller et de Forbach (Spickeren) : « Metz, 7 août, 8 heures du matin. — Il est nécessaire que la France et Paris se préparent aux plus grands efforts, aux plus grands sacrifices. Point de défaillance. Mac-Mahon couvre Nancy. Le corps de Frossard *est bien dirigé*. Le major-général est aux avant-postes. »

Les Allemands furent moins indulgents que nous. Le Roi de Prusse enleva à Steinmetz son commandement, malgré sa victoire, parce qu'il s'était laissé entraîner par ses lieutenants Kamecke et Rheinbaben, qu'il avait combattu au hasard, en dehors du programme, et vaincu par les fautes de Frossard. Steinmetz ne fut cependant disgracié qu'après le combat de Borny, qu'il livra dans les mêmes conditions.

Le combat de Forbach nous coûta 2.000 hommes tués ou blessés et 2.000 prisonniers. Les Prussiens éprouvèrent autant de pertes. On abandonna encore à Forbach un équipage de ponts, faute d'attelages pour l'emmener. Le quartier-général avait bien envoyé de Metz l'équipage ; mais, s'étant servi du chemin de fer, il avait oublié ou négligé d'envoyer en même temps les chevaux. Les grands magasins de Sarreguemines tombèrent aussi au pouvoir de l'ennemi, après le départ du 2e corps.

CHAPITRE II

SOMMAIRE

La France après Frœschwiller et Forbach. — Marche des Allemands. — Proclamation du roi de Prusse. — Situation de Napoléon III. — Dépêche de l'Impératrice. — Espions prussiens. — Le général Changarnier. — L'Empereur quitte Metz. — Bataille de Borny. — Entrevue de l'Empereur et du maréchal Bazaine. — Documents historiques et militaires fournis par une publication de Bazaine. — Bataille de Gravelotte. — Charge des cuirassiers et des carabiniers. — Le général Legrand est tué dans une charge. — Le général Decaen. — Combats sous Metz. — Dépêches entre les maréchaux de Mac-Mahon et Bazaine. — Ressources de l'armée de Metz, le 20 août. — Un officier en parlementaire. — Opinion d'un conseil de guerre le 26 août. — Combat de Sainte-Barbe. — Le 7 septembre, l'armée de Metz apprend la capitulation de Sedan. — La cavalerie livre ses chevaux pour nourrir les troupes. — Le 10 septembre l'armée de Metz apprend la proclamation de la République. — Souvenir du siège de Gènes et de Masséna. — Les soldats vont déterrer les pommes de terre pour se nourrir. — Service aérostatique. — Strophe de Schiller. — Régnier et ses intrigues. — Projets politiques. — Départ du général Bourbaki. — Le maréchal de Belle-Isle et les gentilshommes. — Le combat de Peltre. — L'ingénieur Dietz. — Le général Lapasset. — Incendies des Prussiens le soir du combat de Peltre. — Le journal du général Foy. — Départ du général Boyer pour Versailles. — Rencontre de maraudeurs. — Retour du général Boyer. — Mission du général Changarnier. — Mission du général Jarras. — Capitulation de Metz. — Nos drapeaux. — Le général Changarnier. — La capitulation en général. — Lettre du général Bisson. — La ville de Metz et sa population. — Moralité. — Les femmes de Metz se font sœurs de charité. — Idées du général Lapasset. — Extrait de son journal. — Une page du général Deligny. — Le génie et la science. — Un mot de Carion-Nisas.

I

Après les défaites de Frœschwiller et de Forbach, la France n'avait pas perdu ses armées. Cependant l'effet fut le même à Paris et dans les provinces. Toutes les

illusions s'évanouirent subitement, et aux rêves insensés de victoires sans fin succédèrent les folles terreurs et d'immenses découragements. L'amour-propre national reçut la plus cruelle des atteintes, et la dignité militaire eut fort à souffrir. Où étaient donc ces capitaines illustrés par Malakoff et Magenta ? Le mot *trahison* fut prononcé sans y croire, et peu de personnes comprirent que la politique dissolvante des dernières années avait fatalement préparé la chute de l'Empire. On entrevit cette chute le lendemain de Frœschwiller, et les ambitions la préparèrent. Pour l'empêcher, Napoléon III devait rentrer dans Paris, s'y entourer de conseillers éclairés et de baïonnettes dévouées. Ou bien, il fallait présenter à l'Europe et surtout au peuple français, si impressionnable, une nouvelle Marie-Thérèse. En voyant sous des vêtements de deuil, l'épée au côté, son enfant près d'elle, la couronne sur le front, une femme belle et brave, atteinte par les malheurs de la patrie, ce grand cri de l'histoire se fût peut-être fait entendre de nouveau : *Mourons pour notre roi Marie-Thérèse !*

Dans ces heures solennelles, rien d'héroïque ne se fit. Les Chambres se réunissent, le Conseil des ministres discute et un nouveau cabinet se constitue. Ce n'est point par de tels procédés que les empires échappent à la mort. A ces caractères énervés, à ces cœurs qui ne battent plus, à ces âmes sans ressort, à ces corps affaiblis, à ces esprits éteints d'une classe d'hommes avide d'or et de plaisirs, il fallait une catastrophe épouvantable. La bourgeoisie trembla en apprenant que nos soldats étaient vaincus par les Allemands, et ne vit pas qu'à la même heure la Révolution était victorieuse de toute autorité et de tout patriotisme. Entre Frœschwiller, Forbach et Sedan, les Prussiens eurent pour fidèles alliés les révolutionnaires français qui voulaient profiter des malheurs publics pour monter à l'assaut du pouvoir.

Le 14 août, un mois après la déclaration de guerre, les armées allemandes étaient sur la Moselle. Nous avions, en huit jours, perdu l'Alsace et la Lorraine. Nos grandes places de guerre, Strasbourg et Metz, les véritables boulevards de notre défense, n'avaient été ni armées, ni approvisionnées.

L'ennemi n'était pas autant préparé qu'on l'a dit. Après le combat de Forbach, les 1re et 2e armées allemandes n'avancèrent que lentement, avec une prudence fort sage sans doute, mais qui ne témoignait pas d'une confiance absolue dans le succès. Le 1er corps (Prusse orientale) n'avait pas rejoint l'armée de Steinmetz ; il en était de même des 9e et 10e corps, pour l'armée du prince Frédéric-Charles ; enfin la 4e armée entière (réserve) n'avait pas atteint notre frontière.

Les dépêches françaises annonçaient que cinq corps d'armée étaient réunis sous Metz. Le 13 août, un conseil de guerre tenu dans cette place décida que l'armée de Bazaine se retirerait sur Châlons pour y opérer sa jonction avec celle de Mac-Mahon. Ce projet devait être exécuté le lendemain, 14.

Nous avions alors deux armées : celle de Mac-Mahon à Châlons, celle de Bazaine à Metz.

Ne trouvant personne devant eux, les Allemands s'avancèrent. Ils occupèrent Lunéville où d'immenses approvisionnements tombèrent entre leurs mains. Le 12 août, ils entrèrent à Nancy, et poussèrent jusqu'à Frouard : ils y coupèrent le chemin de fer. Pont-à-Mousson et Commercy sur la Meuse furent occupés, mais ils laissèrent Toul de côté. Ces marches avaient pour but de tourner Metz, de menacer Paris et d'empêcher la réunion de Bazaine et de Mac-Mahon.

Le 11 août, le Roi de Prusse adressa cette proclamation au peuple français : « Je fais la guerre aux soldats de la France et non pas aux habitants, dont les personnes

et les biens seront en sûreté, tant qu'ils ne m'enlèveront pas, par des agressions contre les troupes allemandes, le droit de les protéger. »

Ce n'est pas l'empereur Napoléon III que le Roi de Prusse veut isoler, en le séparant de la nation, mais bien l'armée française qu'il veut séparer des habitants, c'est-à-dire du peuple.

Le monarque étranger qui vient d'écraser nos soldats dans trois rencontres se présente comme le PROTECTEUR des habitants, pourvu qu'ils fassent aux envahisseurs un accueil amical. On ne saurait être animé de sentiments moins élevés et tenir un langage moins noble. Ce vieux roi avait-il besoin de faire appel à l'égoïsme et à la peur? Ne devait-il pas quelque estime à nos soldats qui se battaient un contre dix?

Dans la séance du 9 août, le Corps législatif, sur la proposition de M. Jules Favre, remit au maréchal Bazaine le commandement de l'armée de Metz. L'Empereur était annulé dans son propre gouvernement. L'impératrice régente exerçait le pouvoir exécutif, et Bazaine commandait l'armée. Si d'éclatantes victoires ne survenaient, c'en était fait de l'empire, Napoléon III n'était plus qu'un suivant de l'armée, entouré d'un respect officiel, et condamné par son nom au plus douloureux des sacrifices. Il pouvait choisir entre l'une des deux armées. Il préféra celle de Mac-Mahon, dont l'éducation et les sentiments chevaleresques lui épargneraient au moins des froissements trop cruels. Cette préférence fut un malheur et une faute. A Metz, la seule présence de Napoléon III aurait empêché les écarts du maréchal Bazaine.

Lorsque ce maréchal, exalté outre mesure par l'opposition, prit le commandement, l'armée de Metz comptait 170.000 hommes, et se composait du 2e corps (Frossard), du 3e corps (Decaen, puis le maréchal Lebœuf), du

4e corps (Ladmirault), du 6e corps (maréchal Canrobert), de la garde impériale (Bourbaki), de deux divisions de cavalerie de réserve, enfin de la brigade Lapasset, qui appartenait au 5e corps et avait rallié le 2e dans sa retraite. Le général Jarras avait remplacé le maréchal Lebœuf comme major-général. Son influence fut absolument nulle.

Pendant sept longues journées, on discuta au quartier-général, pour décider si l'armée de Bazaine se retirerait sur Châlons ; on devait le faire afin de couvrir Paris. Enfin ce projet fut adopté dans un conseil de guerre tenu à Metz le 13 août. Pendant ce temps, du 7 au 14 août, des dépêches s'échangent entre le gouvernement de Paris et l'état-major de Metz. L'Impératrice écrit successivement : « Ne vous préoccupez pas de Paris, j'en réponds..... je suis en crise ministérielle, ne vous inquiétez pas.... tout va bien ici, l'ordre ne sera pas troublé. »

Bientôt le calme disparaît et la régente fait entendre des plaintes :« Vous ne vous rendez pas compte de la situation... Les difficultés sont immenses. M. Schneider me met le couteau sur la gorge pour un ministère presque impossible. Pour faire face à cette situation, je suis sans commandant de troupes, et l'émeute est presque dans la rue. » Enfin, le 8 août, l'Impératrice écrit : « Ne vous privez pas de Canrobert, il peut vous être utile... » — Le lendemain elle dit : « Canrobert m'est indispensable. Prenez Trochu à sa place, vous donnerez satisfaction à l'opinion publique, et vous me donnerez un homme dévoué, ce dont je manque complètement. Dans quarante-huit heures, je serai trahie par la peur des uns et l'inertie des autres. »

L'Empire s'écroulait et l'Empereur commençait à le voir : « J'apprends avec peine, écrit-il à la régente, que la Chambre s'est déclarée en permanence, c'est une viola-

tion manifeste de la Constitution... Je crois que nous revenons au beau temps de la Révolution, où l'on voulait conduire les armées par des représentants de la Convention... »

Le maréchal Canrobert arrivait en ce moment à Metz ; il avait eu autrefois Bazaine comme colonel sous ses ordres à l'armée d'Orient ; il était depuis près de quinze ans maréchal de France, et il pouvait paraître étrange de lui proposer de servir sous un de ses anciens colonels. L'Empereur semblait le sentir ; Canrobert, avec une grandeur d'âme fort rare, allait au-devant de la difficulté, en disant avec une bonhomie modeste et fière : « Ne faites pas attention ; dans les circonstances où est la patrie les individualités ne sont rien. Mettez-moi sous les ordres de Bazaine ; je ferai là ce que j'ai fait toute ma vie, mon métier d'honnête soldat, et je serai le plus obéissant des subordonnés, tout en conservant ma dignité. »

Vauban avait ainsi fait au temps de Louis XIV ; mais il était ingénieur et, quoique maréchal de France, consentait à servir sous les ordres d'un autre maréchal habitué au commandement des troupes. Canrobert fut plus grand que ne l'avait été Vauban, car, sans trop d'orgueil, il pouvait penser que Bazaine n'avait pas un passé plus glorieux que le sien. Sans doute il faut admirer le désintéressement et donner des louanges à la modestie. Cependant on doit faire des réserves, car il pourrait arriver qu'un ambitieux, profitant de la modestie d'un collègue, se fît, à force d'intrigues, une situation périlleuse pour l'intérêt général : c'est ce qui arriva. Canrobert eût mieux commandé que Bazaine, et, s'entourant de conseils éclairés, serait sorti avec honneur d'une situation difficile. Nos drapeaux n'auraient jamais été livrés à l'ennemi.

On a dit et répété que les armées allemandes étaient précédées de cavaliers éclairant leur marche. Le véri-

table éclaireur des armées ennemies était moins le uhlan que l'espion. Il y en avait partout, tandis que nous n'en avions pas. Le 11 août, on arrêta dans la gare de Metz l'un des chefs des espions prussiens, dont le signalement avait été donné par un autre espion. Il se nommait Nicolas Schull. Cet homme était porteur d'un sauf-conduit allemand ainsi conçu :

« Le porteur du présent, le sieur Schull-Dégelmann, est autorisé à s'arrêter dans l'étendue des armées génératrices ; les commandants royaux sont invités de (sic) ne point lui mettre d'obstacle à cet égard.

« Mayence, 6 août 1870.

« Général Solieski. »

Schull était porteur d'une médaille dorée à l'effigie du roi de Prusse. Il reconnut que cette médaille était un signe distinctif entre les espions des armées allemandes. En outre Schull possédait un passe-port avec chiffres problématiques et signé Leczinski, Ober lieutenant. Cet officier était chef d'état-major du général de Bayer, qui assiégeait Strasbourg et appartenait au contingent badois. Mis en jugement, Schull fut convaincu d'avoir offert, le 19 juillet, ses services d'espion au général Ducrot, alors commandant à Strasbourg. Il s'engageait à livrer à la France les plans allemands. On acquit la preuve qu'avant de se rendre en Allemagne, ce misérable avait visité nos armées, parcouru les camps de Mac-Mahon, et qu'il nous vendit, nous livra, et contribua pour une grande part à nous faire battre à Wissembourg, à Reichshoffen et à Forbach. En conséquence, le conseil de guerre, malgré la défense de l'avocat Luxer, condamna Schull à la peine de mort. Il fut exécuté dans le fossé derrière la citadelle.

On avait fusillé, la veille ou l'avant-veille, dans le bois de Maizery, après l'avoir attaché trois heures à un arbre,

un ancien déserteur de la garde impériale qui avait pris le costume de prêtre pour espionner nos camps.

Tous nos mouvements, ordres, distributions, événements quelconques, étaient connus des Prussiens par leurs nombreux espions. Ils prenaient tous les costumes, exerçaient toutes les professions, tenaient tous les langages.

Le général Changarnier, qui depuis longtemps subissait une éclatante disgrâce, vint offrir son épée à Napoléon III et lui dit : « Sire, je me présente à vous sans rancune, afin de vous offrir le concours de mon épée. Il faut que vous sachiez que ce n'est pas ainsi qu'on fait la guerre. »

Il est peut-être à regretter que Napoléon III n'ait pas nommé Changarnier maréchal de France en lui donnant le commandement de l'armée de Metz. Les maréchaux Canrobert, Lebœuf, Bazaine auraient eu de grands commandements dans l'intérieur, l'un à Paris, l'autre à Lyon, à Tours, afin que tous les points du territoire, toutes les troupes fussent placées sous l'autorité militaire, notre seule ancre de salut. On eût évité ainsi l'intervention de l'élément civil ; les dictatures militaires de MM. Gambetta et de Freycinet ; les grotesques parades de MM. Crémieux et Glais-Bizoin ; enfin les misérables comédies des Crémer, des Bordone et des Garibaldi. Il y aurait eu une sérieuse défense nationale conduite par de véritables hommes de guerre. Lorsque la patrie est en danger, il faut faire silence, et mettre l'épée à la main.

Bazaine commandait donc une armée de 170.000 hommes. Or, M. Thiers a dit, en parlant des meilleurs généraux de la première République : « Ces divisionnaires avaient des mérites égaux mais divers. C'était Lecourbe, le plus habile des officiers de son temps dans la guerre de montagne, Lecourbe dont les échos des Alpes répétaient le nom glorieux ; c'était Richepanse, qui

joignait à une bravoure audacieuse une intelligence rare, et qui rendit bientôt à Moreau, dans les champs de Hohenlinden, le plus grand service qu'un lieutenant ait jamais rendu à son général ; c'était Saint-Cyr, esprit froid, profond, caractère peu sociable, mais doué de toutes les qualités du général en chef; c'était enfin ce jeune Ney, qu'un courage héroïque, dirigé par un instinct heureux de la guerre, avait déjà rendu populaire dans toutes les armées de la République. A la tête de ces lieutenants était Moreau, esprit lent, quelquefois indécis, mais solide, et dont les indécisions se terminaient en résolutions sages et fermes, quand il était face à face avec le danger... Par son expérience, son habitude du commandement, sa haute renommée, il était, après le général Bonaparte, *le seul homme capable*, *alors*, *de commander à centm ille hommes.* »

Ainsi, Bazaine était appelé à faire ce qui était au-dessus des forces de ces grands généraux, qui se nommaient Lecourbe, Richepanse, Ney, Saint-Cyr. Il est vrai que son armée était réunie, que sa mission bien déterminée n'exigeait pas de longues délibérations, et qu'enfin les commandements de corps d'armée, de divisions, de brigades et de régiments méritaient, en général, une entière confiance, soit pour les conseils, soit pour la bataille. Les troupes étaient excellentes.

Mais le maréchal Bazaine avait oublié les paroles de Fabert : « Si pour empêcher qu'une place que le Roi m'a confiée ne tombât au pouvoir de l'ennemi, il fallait mettre à la brèche ma personne, ma famille et tout mon bien, je nebalancerais pas un moment à le faire. »

Le duc d'Aumale, dans son *Histoire des princes de Condé*, explique comment Turenne et Condé ont été mis à la tête des armées.

« De toutes les responsabilités qui incombent à ceux qui ont charge des affaires publiques il n'en est guère de

plus lourde que le choix des commandants d'armée. Il n'est rien de plus délicat, de plus difficile, de plus grave que de bien prendre la mesure des généraux en chef. Richelieu les chercha toujours : il en prit dans l'Eglise, dans sa famille, parmi les inconnus, les déplaçant, les changeant, essayant de soutenir ses créatures, quelquefois trop longtemps, mais les brisant quand il reconnaissait son erreur ; envoyant ceux-là au bourreau, ceux-ci à la Bastille, ensevelissant les autres dans les sinécures. Vers la fin de sa vie, il eut la main heureuse : il poussait Gassion et Fabert, les employant avec un grand tact, selon leur aptitude ; au premier le commandement de la cavalerie, au second le gouvernement de Sedan, politique et militaire. Enfin, il trouva deux hommes, Henri de la Tour d'Auvergne et Louis de Bourbon, duc d'Enghien ; l'histoire a dit Turenne et Condé. »

Si Richelieu chercha toujours les commandants d'armée, ceux qui ont charge des affaires publiques en France se sont épargné les soucis du grand ministre.

L'armée française réunie près de Metz avait offert pendant trois jours la bataille aux Allemands. Ceux-ci se dérobaient dans les bois. Enfin, le 14 août, l'ordre de départ fut donné et, dès le matin, les troupes commencèrent leur retraite sur Verdun, pour couper aux Prussiens la route de Paris.

L'Empereur publia cette proclamation :

« Aux habitants de la ville de Metz,

« En vous quittant pour aller combattre l'invasion, je confie à votre patriotisme la défense de cette grande cité. Vous ne permettrez pas que l'étranger s'empare de ce boulevard de la France, et vous rivaliserez de dévouement et de courage avec l'armée.

« Je conserverai le souvenir reconnaissant de l'accueil que j'ai trouvé dans vos murs, et j'espère que dans des

temps plus heureux je pourrai venir vous remercier de votre noble conduite.

« Du quartier-général de Metz, le 14 août 1870.

« NAPOLÉON. »

A neuf heures du matin, l'Empereur et le prince impérial avaient entendu la messe à la cathédrale. A trois heures, ils partaient en voiture par la porte de Thionville, au milieu des cent-gardes et suivis de sept généraux avec des troupes. Ce départ avait été précédé d'un trop long défilé d'équipages et de valets. Le public, témoin de ce cortège qui traversait la ville, exprima ses sentiments par de sévères réflexions. A deux heures, le prince Jérôme Napoléon avait quitté Metz par la porte de France.

Sur deux ponts de bois jetés en face du pré Saint-Symphorien, défilaient des troupes d'infanterie et de cavalerie, tandis que par les portes de l'enceinte marchaient d'interminables convois d'artillerie, des chariots, des fourgons et des parcs du génie.

Tout cela semblait attrister les habitants, qui, parlant à voix basse, suivaient d'un regard inquiet les troupes qui s'éloignaient. Les jours de joyeux délires étaient passés, et chacun se souvenait du 6 août.

Abrité dans les bois, l'ennemi savait ce qui se passait. Entre trois et quatre heures, lorsque le régiment le plus avancé s'engageait sur la route, un grand mouvement se produisit dans le bois de Colombey, les Prussiens en sortirent et la mitraille s'abattit sur nos troupes. Bientôt après, la fusillade commença. Le 41e se déploya en tirailleur. Les 17e, 44e de ligne et le 15e bataillon de chasseurs donnèrent aussitôt. Les batteries d'artillerie s'établirent ainsi que les mitrailleuses qui fauchaient les Prussiens. Refoulés avec de grandes pertes à Colombey et à Noiseville, les Allemands firent un mouvement en arrière.

Les brigades Castagnet et Duplessis les poursuivirent vigoureusement.

L'ennemi, voulant alors se jeter sur notre gauche pour passer la Moselle à Saint-Julien, fut arrêté par le corps de Ladmirault, qui était déjà de l'autre côté de la rivière, et se hâta de la repasser. Ce corps d'armée reprit ses positions sur la rive droite, gravit au pas de course les hauteurs de Saint-Julien et repoussa les Allemands qui mirent le feu à deux villages. Sur la droite, l'ennemi fut également débusqué.

Dans la soirée du même jour, le commandant supérieur de Metz, général Coffinières, faisait afficher cette dépêche :

« Dimanche, 8 heures 10 du soir.

« Le feu est à peu près fini ; les lignes prussiennes avaient trois lieues d'étendue ; terrain gagné partout. »

Cette nouvelle fut accueillie avec enthousiasme. La population se répandit dans la ville acclamant les soldats.

Cette bataille, qui porte le nom de Borny, fait un grand honneur à notre armée, et principalement aux deux corps de Ladmirault et de Decaen qui combattirent un contre quatre, avec une bravoure et un entrain admirables. Le château de Colombey fut trois fois pris et repris. L'ennemi éprouva de grandes pertes, très supérieures aux nôtres. Les généraux Decaen et Castagnet, blessés tous deux, furent ramenés à Metz. Decaen mourut peu de jours après, regretté par l'armée et par la population, qui avait apprécié ses rares qualités, lorsqu'il commandait la 5e division militaire. Officier-général d'un grand mérite, Decaen était un homme d'avenir.

Le lendemain, 15 août, Bazaine continua sa marche sur Verdun. L'Empereur avait passé la nuit chez le colonel Hennoque, ancien député et maire de Longeville, à

un kilomètre de la porte de Metz. Dans cette nuit du 14 au 15 août, le maréchal Bazaine eut une entrevue avec Napoléon III. Lui-même en fait le récit dans un ouvrage publié en Espagne au commencement de 1883 (1).

Cet ouvrage regrettable, dédié à la reine Isabelle d'Espagne, nous montre l'ex-maréchal assez dur à l'égard de quelques officiers généraux placés sous ses ordres. Ces récriminations n'offrent qu'un intérêt secondaire. Mais certains détails historiques inédits méritent l'attention. Ainsi, par exemple, au milieu d'août 1870, après les batailles de Wissembourg, de Frœschwiller et de Forbach, l'Empereur nourrissait encore des illusions sur une intervention de l'Autriche et de l'Italie en faveur de la France.

Dans cette entrevue de Napoléon III et du maréchal Bazaine, pendant la nuit, Sa Majesté recommanda à Bazaine la plus grande prudence dans les opérations, afin de ne rien livrer au hasard, et, par suite, de ne donner aux puissances, qui, lors du début des hostilités, semblaient vouloir venir à nous, aucun prétexte de se retirer. Puis elle ajouta : « J'attends une réponse de l'Empereur d'Autriche et du roi d'Italie; ne compromettons rien par trop de précipitation et évitons, avant tout, de nouveaux revers. Je compte sur vous. »

En se retirant pour aller à Moulins-les-Metz où était le grand quartier-général, Bazaine traversa une salle du rez-de-chaussée de l'habitation de l'Empereur, remplie d'officiers de sa maison, qui s'écrièrent en voyant le Maréchal : « Vous allez nous tirer du guêpier dans lequel nous sommes, n'est-ce pas, monsieur le maréchal? » — La réponse fut : « Je ferai tout mon possible, j'y suis aussi intéressé que vous. »

(1) *Episodes de la guerre de 1870 et le blocus de Metz*, par François-Achille Bazaine, ex-fusilier au 37e de ligne, ex-officier supérieur au service de l'Espagne, ex-maréchal de France, réfugié en Espagne depuis 1874.

Ce fut à Gravelotte que le maréchal Bazaine revit l'Empereur, pendant le combat de Puzieux livré par le général de Forton. Le profond découragement de l'armée se sent dans le récit :

Jetons un coup d'œil sur l'ouvrage de l'ex-maréchal Bazaine :

« En arrivant à Gravelotte, je trouvai l'Empereur se promenant devant son quartier : je lui souhaitai sa fête en lui offrant un petit bouquet cueilli dans le jardin de mon logement. Après m'avoir remercié, l'Empereur me demanda à haute voix : « Faut-il partir ? » Surpris d'une telle question, je répondis que je ne savais rien sur ce qui se passait devant nous, et j'engageai Sa Majesté à attendre. Cette réponse parut lui plaire, et, se retournant vers les officiers de sa maison, elle leur dit, de manière à être entendue de tous : « Messieurs, nous restons, mais que les bagages restent chargés. »

Les troupes, tristes et abattues, continuaient à défiler sur la route devant l'auberge ; pas une acclamation, pas un vivat ne fut proféré à la vue du souverain et de son fils, si acclamés cependant peu de jours avant. C'était l'influence morale de la retraite qui se faisait déjà sentir.

Dans la même journée, le maréchal Lebœuf, nommé au commandement du 3e corps, remit au maréchal Bazaine des instructions, ou plutôt des renseignements détaillés, émanant de l'Empereur.

Cette note débutait ainsi :

« Nos récents revers sont dus à trois causes : la surprise, la dissémination des forces et l'infériorité du nombre. »

Elle indiquait ensuite les moyens de réparer le mal, ou du moins d'y couper court : moyens sagement raisonnés, tirés de démonstrations théoriques et de rapprochements historiques, mais dont le tort irrémédiable était de venir

trop tard. Il suffit, pour en juger, de citer cette observation sur l'erreur lamentable qui nous avait fait éparpiller nos forces au lieu de les concentrer, comme les Allemands faisaient des leurs.

« Wissembourg, Reichshoffen, Forbach le démontrent malheureusement. Napoléon Ier opérait par masses, à coups d'hommes. A Sadowa, les Prussiens n'ont pas eu d'autre tactique ; cette tactique, ils viennent de la renouveler contre nous. »

Il avait fallu trois défaites, trois écrasements, pour qu'on se souvînt de la tactique de Sadowa, et même de Napoléon Ier, inventeur de cette tactique !

Tout le plan de résistance, proposé par l'Empereur, se résumait dans la division de nos troupes en deux corps : le premier pour recevoir le choc, le second pour faire face au retour offensif. Napoléon III avait corrigé de sa main les derniers conseils ci-après :

« S'il était possible de laisser les Allemands fournir leurs deux masses, et de les contenir, *de les user* avec notre première armée, la seconde (touchant l'autre, comme je l'ai dit) arriverait sur l'épuisement de la seconde masse prussienne et déciderait de la victoire. »

C'était, comme on le voit, risquer une véritable partie de dés.

Les réflexions qui terminent ce document sont importantes à retenir, car elles sont l'expression d'une cruelle expérience.

« Si la France ne veut pas tomber, à l'avenir, au rang de puissance de second ordre et devenir la vassale de l'Allemagne , il faut qu'on revienne aux sept ans de service ; qu'elle ait, annuellement, un contingent minimum de deux cent mille hommes, une garde mobile sérieuse de un million d'hommes. »

Nous en sommes aujourd'hui au service de trois ans.

Le 30 août, tout espoir était perdu. Le maréchal Bazaine rentra dans ses positions de Metz.

Voici comment il raconte sa première entrevue avec Régnier, ce personnage longtemps énigmatique.

« Dans la soirée du 23 septembre, un bourgeois portant le brassard de la Croix de Genève se présenta aux avant-postes de la première division (général de Cissey) du quatrième corps et fut conduit à mon quartier général par M. le capitaine d'état-major Garcin, qui l'annonça à l'officier de service comme *courrier de l'Empereur*. (Deux ans après, cet officier nia l'avoir annoncé comme tel.)

« Cet individu fut conduit dans mon cabinet, où il me déclara se nommer Régnier et venir de la part de l'Impératrice, avec le consentement de M. de Bismarck; il me dit que sa mission était toute verbale et qu'elle avait pour but de proposer, soit à M. le maréchal Canrobert, soit à M. le général Bourbaki, de se rendre en Angleterre pour se mettre à la disposition de la régente.

« Comme *passe,* il me montra la signature du prince impérial sur une photographie de Hastings et me demanda la mienne.

« Il me donna, du reste, tant de détails sur ses soi-disant relations avec l'Impératrice et son entourage, que, malgré l'étrangeté de son apparition, je crus à sa mission et je pensai, dans l'intérêt général, ne pas devoir repousser l'occasion qui s'offrait de me mettre en communication avec l'intérieur.

« En conséquence, je lui répondis : « Vous serez mis en « rapport avec ces messieurs, que je vais faire prévenir « et que je laisserai libres de prendre un parti. »

Le général Bourbaki partit, chargé de la mission ainsi résumée par l'ex-maréchal :

« Exposer à l'Impératrice la situation morale et militaire de l'armée de Metz ; demander dans quelle phase

politique et diplomatique se trouvait le gouvernement de la régence établi en vertu de la Constitution de 1870; et s'il n'existait pas, de nous délier de notre serment.

« Quoi de plus loyal que cette démarche ?

« Je donnai au général Bourbaki mes effets civils, moins la coiffure, et, sur sa demande, afin de régulariser sa position militaire, je lui remis l'autorisation de se rendre auprès de l'Impératrice régente.

« Cet officier général partit le 14, à la nuit tombante, muni du passe-port de M. Régnier, en compagnie des médecins luxembourgeois; je n'appris son retour à Luxembourg que par la note allemande citée précédemment.

« Comme je ne l'ai pas revu, j'ignore complètement ce qui est advenu pendant cette mission, volontairement et loyalement acceptée par M. le général Bourbaki. »

Le livre de l'ex-maréchal Bazaine n'ajoute donc guère que des détails plus ou moins pittoresques à ce que les débats du procès de Trianon ont révélé.

II

Le maréchal Bazaine avait chargé le général de Forton d'éclairer les routes conduisant à Verdun. Cette opération ne réussit pas, et le Maréchal accorde à cet insuccès partiel une grande importance ; il dit :

« Cette opération, mollement conduite, fut la cause du blocus de Metz ; on a peine à comprendre que trois divisions de cavalerie donnant un effectif de cinq mille combattants, au minimum, dont tous, moins ceux de la brigade de cuirassiers, étaient armés du fusil Chassepot, supérieur au fusil allemand et à la carabine, ayant six batteries d'artillerie, et étant commandés par des officiers généraux de réputation africaine tels que Forton, on a peine à comprendre que ces trois divisions n'aient pas

pris l'initiative d'une offensive résolue, qui eût forcément entraîné le deuxième et le sixième corps d'infanterie échelonnés derrière elles depuis la veille !

« Et les commandants des corps d'armée, à quoi pensaient-ils ?

« La garde commençait à arriver sur le plateau de Gravelotte en même temps que l'Empereur, et que moi, peu après ; il est certain que, si j'avais été tenu au courant, les résultats eussent été différents, car cette offensive exécutée énergiquement sur les têtes de colonnes prussiennes nous aurait évité la bataille du 16. L'inertie du général Frossard en est la cause.

« En me congédiant, l'Empereur ne m'assigna aucune heure pour le lendemain 16 ; et je fus m'établir de ma personne, avec mes aides de camp et officiers d'ordonnance, à la maison de poste située à un kilomètre de Gravelotte, où s'installa, près du quartier impérial, le grand état-major général, afin de ne pas perdre un seul moment pour la réception des dépêches ou avis, et les faire connaître à Sa Majesté. Pendant la nuit, j'eus la visite de l'intendant général Wolf.

. . . . . .

« Le 16, de grand matin, l'Empereur m'envoya chercher par un de ses officiers d'ordonnance ; pour ne pas perdre un instant, je me rendis seul, au galop, au quartier impérial. Je trouvai Sa Majesté déjà en voiture, avec le prince impérial et le prince Napoléon. Les bagages étaient partis dans la nuit, sous l'escorte du bataillon de grenadiers de service. La brigade de cavalerie du général de France (lanciers de la garde et dragons de l'Impératrice) était à cheval pour escorter l'Empereur. Cette brigade fut relevée à Conflans par une brigade de chasseurs d'Afrique, commandée par le général Margueritte ; je ne fus pas prévenu à l'avance de ces dispositions. Je m'approchai de la voiture sans descendre de cheval ; l'Empe-

reur paraissait souffrant, et il me dit ce peu de paroles : « Je me décide à partir pour Verdun et Châlons ; mettez-vous en route pour Verdun dès que vous le pourrez. La gendarmerie a quitté Briey par suite de l'arrivée des Prussiens. »

Pourquoi cet ordre ne fut-il pas exécuté ? M. Bazaine prétend que l'issue de la bataille du 16 août mit l'armée dans l'impossibilité de continuer sa marche le 17.

Le 15 août, Bazaine continua sa marche sur Verdun. Le long défilé des bagages et convois durait encore sans avoir été interrompu depuis la veille. On entendait le canon et des troupes fraîches étaient prêtes à donner. Mais l'armée ne suspendit pas sa retraite, et l'Empereur couchait à Gravelotte, village situé à 12 kilomètres de Metz, à l'embranchement des deux routes qui conduisent à Verdun.

A peine le crépuscule apparaît-il, le 16 août, que l'Empereur sort de la mauvaise auberge où il a passé la nuit ; son visage fatigué porte l'empreinte du chagrin et de l'inquiétude, les larmes semblent y avoir tracé de profonds sillons, son regard est plus voilé encore que d'habitude, sa démarche dénote l'affaissement moral qui l'accable ; dans son entourage, on voit la tristesse sur tous les visages, la désillusion dans toutes les pensées (1).

On apprit bientôt que l'ennemi passait la Moselle et qu'il cherchait ou à nous dépasser ou à nous rejoindre. Les uhlans s'approchaient jusqu'aux portes de la ville. L'Empereur, parti de Gravelotte vers six heures du matin, s'avançait par la route d'Etain avec une escorte composée presqu'exclusivement de cavalerie de la garde. Il arriva à Conflans entre six et onze heures. Là un curé vint l'informer que 15.000 Prussiens avaient pris les devants et barraient le chemin près du coude que forme

(1) *Metz, campagnes et négociations.*

la chaussée, au pont de pierre construit sur la rivière d'Orne. A hauteur de Doncourt, l'Empereur traversa le bivouac des chasseurs d'Afrique et fit relever son escorte de cavalerie de la garde par la brigade Margueritte. C'est ainsi que cette brigade de chasseurs d'Afrique quitta la division du Barrail pour passer à l'armée de Mac-Mahon. Ce changement se fit sans ordres hiérarchiques et sans que Bazaine fût prévenu. Le général Margueritte, qui escorta l'Empereur, a fait le récit de cette journée. Il ne parle pas des 15.000 Prussiens annoncés à l'Empereur, et qui se bornaient à quelques uhlans prompts à la fuite. Le cortège arriva à Verdun à deux heures et ne fit que traverser la ville. L'Empereur monta immédiatement en chemin de fer pour se rendre au camp de Châlons.

Le 16 août, vers neuf heures du matin, l'armée du prince Frédéric-Charles attaqua le cantonnement de la division de cavalerie Forton et celui du général Frossard entre Vionville et Rezonville. Les Prussiens, qui comptaient pouvoir occuper avant nous les formidables positions situées près de Verdun, durent renoncer à l'espoir de nous devancer et se contenter de canonner nos convois de bagages et quelques escadrons de chasseurs qui revenaient de l'abreuvoir. Il y eut parmi les charretiers une affreuse panique. Mais on entend le son des clairons, et les deux divisions Bataille et Vergé, du corps Frossard, s'élancent sur l'ennemi. Ces divisions sont appuyées par une brigade du corps de Failly. Les Prussiens débouchaient du bois de Gorze en déployant des forces considérables. L'action s'étendit bientôt à tous les corps. L'artillerie prussienne nous foudroyait de plusieurs points à la fois, avec des pièces d'un fort calibre. Nos soldats, surpris d'être écrasés d'aussi loin, semblent moins assurés. Alors Canrobert envoie Bourbaki et les grenadiers de la garde. « *A la baïonnette !* » s'écrie

Bourbaki d'une voix de stentor. On vit les Prussiens disparaître. Mais de loin, de très loin, l'artillerie allemande redouble son tir, et des rangs entiers des nôtres sont renversés. L'artillerie de la garde arrive au galop et prend position près de Rezonville, une grêle d'obus couvre nos admirables canonniers. La situation devient de plus en plus critique. Au milieu d'une véritable tempête de boulets et d'obus, un spectacle sublime se présente. Les cuirassiers de la garde et les carabiniers, qui forment la brigade du Preuil, s'élancent à la charge. Ils se précipitent vers une mort certaine et sont enveloppés d'une véritable atmosphère de balles, de boulets et d'obus. Brillants, sous le fer des casques et des cuirasses, ils roulent dans la poussière. C'est là que l'on vit, pour la seconde fois, un cheval emporté, bondissant, comme dans la ballade, et sur ce coursier affolé, un cavalier sans tête. La main droite serrait convulsivement un sabre qui se balançait dans l'air. Le corps de cet officier supérieur des cuirassiers de la garde semblait encore animé par un souffle de vie. Nul n'aurait osé arrêter ce fantôme. Ce fut une de ces mêlées fantastiques racontées dans les poèmes. Les cuirassiers formaient trois lignes. La première vient rouler sur les baïonnettes de l'infanterie; la deuxième brise les rangs de cette infanterie, et la troisième déchire en lambeaux tout ce qui tente de résister. Ceux qui revinrent avaient du sang sur leurs casques et aux fers de leurs chevaux.

Sublimes cuirassiers de Waterloo, nous avons, ce jour-là, honoré votre mémoire !

Après cette charge, notre infanterie put se porter en avant, au delà de Rezonville. Les réserves de l'ennemi arrivèrent pour tourner notre droite. Elles furent arrêtées par une division du 4e corps. Masquées par un pli du terrain, les 2e et 7e hussards, sous les ordres du général Legrand, virent arriver une longue colonne de dragons

royaux et de cuirassiers hanovriens. Nos deux régiments de cavalerie légère chargent la colonne allemande et la repoussent en désordre. On sut, après l'affaire, que les dragons royaux portaient, entre le drap du vêtement et la doublure, une épaisse lame de cuir d'un centimètre et plus. Nos hussards étaient surpris de sentir la pointe de leurs sabres s'arrêter sur la poitrine des cavaliers ennemis. Cette mode conservatrice n'est d'ailleurs pas contraire aux droits de la guerre. C'est dans cette charge héroïque que fut tué le général Legrand et que le général Montaigu reçut une blessure. Parmi les officiers qui se distinguèrent dans ces charges, tous les combattants citèrent le lieutenant-colonel du 2e hussards, Henri de Planhol.

Nous avions eu dans cette bataille de Gravelotte 6.000 blessés; nos pertes étaient en proportion. L'ennemi fit l'aveu de 20 à 25.000 hommes hors de combat. Vainqueurs à Borny et à Gravelotte, nous ne poursuivons pas l'ennemi. La raison qu'on en donne pour Borny est la nécessité de continuer sans retard le mouvement de concentration sur Verdun; après Gravelotte, Bazaine craint de n'avoir pas de munitions.

Bazaine, qui pouvait s'éloigner de Metz, qui avait rompu le cercle dont l'ennemi voulait l'entourer, Bazaine, qui était vainqueur à Borny et à Gravelotte, ne profite pas de ses avantages et accepte l'immobilité ! Désormais l'armée du Rhin est divisée en deux armées, celle de Mac-Mahon, qui capitulera à Sedan, et celle de Bazaine, qui capitulera à Metz. De part et d'autre, on arrivera avec une sorte d'indifférence au désarmement de la France.

La postérité ne pourra comprendre cette guerre de Metz et de Sedan. Quelques jours suffisent à l'Allemagne pour détruire la grande nation française, pour anéantir notre armée victorieuse des Russes en Crimée, des

Autrichiens en Italie ; pour s'emparer d'un souverain que des millions de suffrages viennent de sacrer pour la seconde ou la troisième fois. Les revers ont engendré les revers, et l'Allemagne, surprise par ses victoires, étourdie de ses succès, a donné au monde le spectacle d'une sorte d'ivresse morale, où, pour satisfaire sa vengeance et sa cupidité, elle immolait son avenir aux satisfactions du présent.

Non, la postérité ne pourra comprendre cette guerre de 1870. Comme l'a dit un officier de l'armée du Rhin, l'histoire comparera le second Empire au premier. Celui-ci, après 1812, malgré les désastres de la guerre de Russie, malgré les fautes si grandes commises en Espagne, créant encore les ressources et les armées qui apparurent à Lutzen, à Dresde, à Bautzen, à Leipzig; l'histoire qui nous le montre vaincu en 1813, dans cette grande bataille des nations, mais sachant encore retrouver la fortune à Montmirail, à Champaubert, et, prodige plus grand encore, faisant surgir l'héroïque armée de Waterloo du sein de la France, après l'exil à l'île d'Elbe et la désorganisation de nos glorieuses phalanges sous la première Restauration; l'histoire, dis-je, aura peine à comprendre qu'en pleine paix, après plusieurs années d'une prospérité inouïe, de dépenses budgétaires énormes, d'avertissements répétés, on se soit trouvé impuissant à réunir une armée de 300.000 hommes sur nos frontières, et à lui donner tous les moyens nécessaires pour engager une lutte reconnue inévitable.

Avant de poursuivre le récit des événements qui se déroulent autour de Metz, donnons un souvenir de reconnaissance au brave général Decaen, blessé mortellement à la bataille de Borny, et qui ne survécut que peu de jours.

Tacite a fait l'éloge du préteur Helvidius Priscus. Il parle ainsi : « Puisque le nom de ce grand homme repa-

raît encore une fois, et que nous n'aurons plus occasion de le citer, il semble convenable de reprendre en peu de mots ses mœurs, son caractère et les divers événements de sa vie (1). »

Claude-Théodore Decaen naquit à Utrecht, le 30 septembre 1811, pendant l'occupation de cette place par l'armée française. Son père, capitaine d'infanterie, était originaire de la ville de Caen d'où il tirait son nom. Promu au grade de chef de bataillon, il fut tué au passage de la Bérésina. Les premières années du jeune Decaen se passèrent à Chantilly, près d'une mère qui lui racontait sans cesse les prouesses du père pendant les guerres de l'Empire. Sa sœur avait été placée dans la maison d'Ecouen, au milieu de compagnes filles de braves officiers.

Dès que son âge le permit, Théodore Decaen fut admis au prytanée militaire de la Flèche. Ses études terminées, il entra à l'école de Saint-Cyr. Le 30 septembre 1829, une ordonnance royale le nomma sous-lieutenant au 21e régiment d'infanterie de ligne. Ce régiment fit partie de la première expédition d'Afrique, et Théodore Decaen reçut le baptême du feu au combat de Staoüelli.

Decaen fut ensuite embarqué pour Oran dont la France voulait s'emparer. Après une année de séjour dans cette ville, le 21e de ligne fut rappelé dans la province d'Alger. Nommé lieutenant le 20 juin 1832, le jeune Decaen prit part aux nombreuses expéditions qui se succédaient autour d'Alger. Il était à la prise de Blidah, se distinguait à Médéah et, plus tard, marchait contre Mascara et Tlemcen. Le jeune lieutenant combattit aux deux sièges de Constantine. Cité plusieurs fois à l'ordre de l'armée, il obtint le grade de capitaine, et le 21e, si souvent éprouvé, rentra en France. Le duc

(1) Tacite, t. V, liv. IV.

d'Orléans organisait alors les chasseurs à pied qui prirent son nom. Decaen y fut admis en qualité de capitaine adjudant-major au 7e bataillon. A cette époque, il se maria. Son bonheur fut troublé par la perte d'une mère qu'il adorait.

Le 6 mai 1850, Decaen passa au 62e de ligne, comme chef de bataillon. Bientôt après on le mit à la tête du 1er bataillon de chasseurs d'Orléans, qui allait partir pour l'Afrique. Après de nombreuses expéditions, il fut promu lieutenant-colonel au 11e léger. Il eut à gouverner les subdivisions de Milianah et de Cherchel et se montra habile administrateur, toujours ferme, juste et bienveillant.

Ce fut seulement au mois de janvier 1855 que le 11e léger partit pour la Crimée. Quelque temps après, à la suite de plusieurs combats, le colonel du 7e de ligne ayant été tué, son régiment passa sous les ordres de Théodore Decaen.

Nous ne rappellerons pas les immenses services qu'il rendit, les preuves de capacité qu'il donna, la confiance dont il fut entouré. Quoique nouveau colonel, on lui confia le commandement d'une brigade composée, outre le 7e de ligne, du 1er de zouaves et du 1er de chasseurs à pied.

Le jour vint où l'on dût tenter l'assaut de la tour Malakoff. L'entreprise était hasardeuse et terriblement difficile. La moindre défaillance, la moindre hésitation pouvaient être suivies d'échecs irréparables. Il fallait donc, pour commander la première colonne d'attaque, un homme supérieur, d'une bravoure exceptionnelle, un homme d'inspiration, au coup d'œil profond, à l'intelligence rapide, au sang-froid éprouvé, tout à la fois général et soldat, qui pût arracher la victoire de la mêlée sanglante.

Les chefs de l'armée tinrent conseil et furent unanimes pour mettre à la tête de la première brigade d'attaque le colonel Decaen.

C'était le plus grand honneur que l'on pût faire à un officier. Le 8 septembre était le jour fixé. Decaen parut devant sa troupe avec un visage calme ; il adressa quelques paroles énergiques à ses soldats et il enflamma tous les cœurs. Lorsque la première fusée s'éleva dans les airs, à l'heure de midi, Decaen montra les aigles de la pointe de son épée, jeta ce cri : « En avant, mes enfants ! » franchit au pas de course le fossé profond, gravit, suivi de ses braves, l'escarpement du talus et parvint sur le parapet où la lutte fut acharnée. Au plus terrible de la mêlée, la colonne française eut un moment d'hésitation et sembla reculer. Le colonel Decaen s'arrêta et, d'un geste superbe, rappela ses soldats. C'est alors qu'il saisit le drapeau et courut le planter sur la muraille.

Nous étions vainqueurs. Le lendemain, Decaen écrivait à sa femme : « ..... J'ai eu l'honneur de commander la brigade d'attaque, dans cette belle journée, et mon cher régiment a marché de front avec le 1er zouaves, en se précipitant sur les fossés comme un torrent, au signal du brave Mac-Mahon, placé avec nous dans les ouvrages les plus avancés. Je n'ai pas besoin de te dire où était ma place de combat, tu le sauras plus tard. Quelle journée ! quel feu pendant cinq heures consécutives ! que de courage déployé par nos intrépides soldats, gravissant les parapets, combattant corps à corps à la baïonnette, à coups de pierres, à huit ou dix pas, au milieu de la fusillade, de la canonnade, de la mitraille, et bravant mille morts à la fois ! Que c'est donc beau un grand combat comme celui-là ! Que c'est grandiose et solennel ! Aussi que d'actions de grâces ne devons-nous pas rendre à Dieu pour ma conservation ! Je l'ai bien vivement remercié de sa protection si visible et si incessante ; souvent j'ai élevé mon âme vers lui et ma pensée vers toi, et je le remerciais du fond du cœur en me rejetant dans cette lutte terrible dont nous sommes sortis victorieux,

après des efforts surnaturels. Tous mes officiers supérieurs sont blessés ou tués. Tu vois que lorsqu'on revient d'une telle bagarre, on doit s'estimer heureux et remercier le Ciel. J'oubliais de te dire que j'ai reçu un biscaïen sur la plaque de mon ceinturon, mais, grâce à cet obstacle, il n'a produit qu'une contusion assez forte, dont je souffre peu, quoiqu'elle soit fortement marquée sur ma peau. Le drapeau de mon régiment est en lambeaux, percé de balles, de boulets et d'éclats d'obus ; l'aigle a été aussi mutilée, et le 7e de ligne sera fier de le montrer à la France, quand il sera de retour dans cette chère patrie. »

Après cette grande victoire, le général en chef ordonna qu'un *Te Deum* d'actions de grâces serait célébré en présence de l'armée.

Ce fut un beau spectacle que celui des régiments, encore noirs de poudre et tout meurtris, groupés autour du prêtre pour remercier le Dieu des batailles de la victoire qu'il avait donnée à la France. Après la messe, le *Te Deum* fut chanté dans chaque division. Les troupes formaient un grand carré long, au milieu duquel les officiers étaient réunis. Deux vieux soldats se tenaient au port d'arme sur les marches de l'autel. En avant, se trouvaient les quatre drapeaux de la division aux mains des porte-drapeaux. Derrière eux, leurs gardes composées presque exclusivement de soldats décorés.

Les drapeaux n'étaient que lambeaux noircis par la poudre. Celui du 7e de ligne avait été successivement aux mains de quatorze officiers ou sous-officiers tous tués en le soutenant. Le colonel Decaen prit ce drapeau à terre, et le soutint élevé pour rallier ses soldats.

Après l'assaut Théodore Decaen fut acclamé par les troupes ; le général Bosquet l'embrassa, les généraux Mac-Mahon et Camon le comblèrent de félicitations. Quant au général Pélissier, il lui fit comprendre par les termes

les plus flatteurs que le grade de général de brigade lui serait donné.

Le général Canrobert écrivit au colonel Decaen : « Quand on conquiert, comme vous l'avez fait, son grade de général et sa croix d'officier devant l'ennemi, on n'a besoin de l'aide de personne, mais on a droit aux félicitations de tous les gens de cœur ! Recevez les miennes, mon cher Decaen, elles partent du cœur de votre ancien général et de votre ami. Inutile de vous dire que j'ai applaudi des deux mains au brillant succès de mon ancienne et belle division. Pourquoi ne m'a-t-il pas été permis de partager sa gloire ? Votre Canrobert tout dévoué. »

Le colonel Decaen ne demandait pas de récompense pour lui-même, car jamais homme ne fut plus digne et plus fier ; mais, comme il n'avait pas une confiance absolue dans la justice, il employait tout son zèle, tout son crédit, pour que ceux qui s'étaient distingués sous ses ordres fussent récompensés. Il écrivait à sa femme, le 27 septembre 1855 : « J'attends tous les jours ce que j'ai demandé pour mes braves gens, mais cela n'arrive pas vite ; cependant j'ai pris mes mesures et je réussirai ou j'y perdrai mon nom. Il faut que j'obtienne toutes les récompenses que j'ai demandées pour mes régiments, qui ont été superbes. Sur treize décorations que l'on m'a accordées, il y en a eu sept pour la garde d'honneur de mon drapeau. Le soldat avait eu sa bonne part des dangers ; il devait avoir sa bonne part des faveurs.

« Quant à moi, tout le monde veut que je sois général de brigade ; je n'ose cependant l'espérer, ce serait trop beau et trop heureux. Songe donc, officier de la Légion d'honneur au mois d'août et général au mois de septembre ! Non, ce n'est pas possible, je ne mérite pas tant de bonheur. Ce serait trop de récompenses pour ce que j'ai pu faire ; j'ai, cependant, la confiance d'avoir rempli

mes devoirs avec dévouement et amour pour ma chère patrie, et dans l'intérêt de mes braves soldats. »

Non seulement Decaen fut nommé général, mais il eut le commandement d'une brigade de la garde impériale, que, d'ailleurs, il avait formée.

Il écrivait, à cette occasion, à sa femme, du plateau de l'Observatoire, le 19 mai 1856 : « Ma nomination dans la Garde va faire bien des envieux et des jaloux. Je ne l'ai cependant pas demandée. Le beau côté de ma nouvelle position sera de pouvoir faire plus de bien aux braves gens qui le mériteront. Puisque Dieu n'a pas voulu que j'eusse des enfants, je tiens à faire, avec la fortune qu'il m'envoie, le plus d'heureux que je pourrai. Ce n'est que trop juste. Il ne faut pas exagérer ce que l'on nomme une bonne action. Dans ce monde, chacun se doit à son prochain et malheureusement on ne remplit pas ce devoir en entier.

« Pour nous, conservons modestie, simplicité, et remercions le Ciel de ce qui nous arrive, sans en tirer vanité. »

Le 25 mai 1856, le général Decaen rentrait en France, après une absence de quatre années.

Le repos fut de courte durée. Il eut un commandement dans l'armée d'Italie. L'on admira sa conduite à Magenta, et, le lendemain, l'Empereur le nomma général de division. Sans cesse occupé du bien-être de ses soldats, il était pour eux un père tendre mais sévère, et surtout d'une justice complète.

A l'exemple de son prédécesseur, il faisait, chaque dimanche, célébrer la messe pour sa division. Il l'écrit à sa sœur le 17 juin 1859 : « Dimanche j'ai assisté à la messe, qui s'est dite dans une mauvaise baraque, devant deux bougies, en face d'une croix de bois, avec des couvertures pour marche-pied. Malgré cela, ce sacrifice mystérieux, accompli dans ces conditions n'en est que

plus imposant. Un soldat répond au prêtre : derrière et debout généraux, officiers de tous grades, simples soldats tête nue, immobiles comme à l'ombre du drapeau, et courbant le front bien bas lorsque l'hostie s'élève au-dessus de tous, pour rappeler la présence du maître du monde. Alors tout est imposant : le mystère qui a lieu sur l'autel, l'humilité de ces braves soldats couverts de poussière et d'habits déchirés, le piquet d'honneur le genou en terre, saluant le Dieu des armées, les tambours battant aux champs et quelquefois, dominant tout cela, la voix tonnante du canon qui rappelle à tous leur néant en même temps que les devoirs sacrés envers la patrie. »

A Solférino, le général Decaen donna la mesure de sa capacité militaire. Il se montra habile manœuvrier, tour à tour audacieux et prudent. Après la bataille, tous les officiers éclairés et de bonne foi furent convaincus que l'armée française possédait enfin un véritable tacticien, un grand général pour la guerre à venir.

Après la campagne, le général Decaen, nommé commandeur de la Légion d'honneur, fut mis à la tête de la 13e division militaire à Bayonne. Biarritz et la cour étaient aux portes de Bayonne, mais le général se tenait à l'écart : « Je n'aime pas les honneurs, écrivait-il à sa sœur en 1856, la représentation m'ennuie, je préfère une vie calme et modeste à tout le bruit du monde et à tous les plaisirs superficiels qui me fatiguent. »

Decaen se vit nommé membre du conseil général de de la Haute-Saône, et commandant d'une division de l'armée de Paris. La dignité de grand officier de la Légion d'honneur lui fut accordée le 11 mars 1868; mais de méchantes intrigues firent placer ce brillant général dans la disponibilité. Il se retira dans l'obscurité des champs. Peu après, il eut le commandement de la 5e division militaire à Metz.

Au moment de la guerre avec l'Allemagne, la 4e divi-

sion du 3e corps (Bazaine) fut placée sous les ordres du général Decaen. Il éprouva un profond chagrin, en voyant les désordres de l'entrée en campagne, et surtout les manques de vivres pour les soldats qu'il aimait tant. Il eut enfin le commandement du 3e corps d'armée. Sans cesse à cheval, il voyait tout par lui-même, et répétait souvent : Un général peut être vaincu, il ne doit jamais être surpris.

Après des marches, des contre-marches, des ordres et des contre-ordres, le 3e corps arriva près de Metz. Ce corps d'armée se composait de 48.361 hommes et de 10.351 chevaux. A la tête d'une telle troupe Decaen pouvait contribuer à de grands succès.

Le 14 août, dès le matin, l'armée entreprit le passage de la Moselle. La bataille de Borny allait commencer. Peu à peu la victoire sembla revenir vers nos bataillons, et Decaen, au plus fort de la mêlée, luttait avec avantage.

Tout à coup une balle le frappa au genou. Son aide-de-camp, le commandant Munier, brave et digne officier s'il en fut, raconte ainsi ce douloureux événement : « A ce moment, le général ne prononça ni une parole, ni une plainte. J'étais à ses côtés, et je ne m'aperçus qu'il était blessé qu'en voyant le sang ruisseler à flots sur son pantalon. Je lui proposai à voix basse d'aller chercher un cacolet pour le transporter à l'ambulance ; mais il n'y voulut pas consentir et me dit que ce n'était rien. Il resta à cheval encore une heure environ, donnant ses ordres avec autant de calme que s'il eût été dans son cabinet. Mais ayant voulu changer de position, son cheval reçut un coup de feu à l'encolure, et, tombant raide mort, entraîna le général dans sa chute. Aidé de quelques cavaliers de l'escorte, je le dégageai de dessous sa monture et le plaçai tout meurtri sur un cacolet. Il ne voulait pas quitter le champ de bataille ; mais heureuse-

ment le maréchal Bazaine étant passé près de lui, le détermina à se retirer, en lui disant que sa présence n'était plus nécessaire. »

Transporté à Metz « le général Decaen subit de douloureuses opérations. La balle prussienne fut extraite, mais elle avait déchiré tout sur son passage et la blessure prenait un caractère alarmant. Le jour vint où les médecins déclarèrent que la mort était proche. L'aumônier du 3e corps, M. l'abbé Echenoz, fut alors appelé. Le général, ayant toute sa connaissance, le reçut avec une résignation admirable. Lorsque les pieuses cérémonies furent terminées, l'héroïque blessé fit ses adieux à l'aumônier en ajoutant : « Maintenant que j'ai fait mon devoir, monsieur l'abbé, allez faire le vôtre. » Et celui-ci, tout ému, retourna vers les soldats blessés.

Le 2 septembre 1870, à midi, Théodore Decaen abandonna la terre. Ce fut l'heure où la France s'engloutissait dans le gouffre de Sedan. Son dernier regard sur le champ de bataille lui avait donné l'espoir d'une victoire ; il mourut sans connaître Sedan, sans assister au martyre de Metz, sans voir nos provinces foulées aux pieds de l'étranger, sans entendre le cri déchirant de la patrie, sans être témoin des funérailles de notre vieille armée. Avant de rappeler à lui cette grande âme de Français, Dieu n'a pas voulu l'affliger.

Il avait toujours été bon, simple, religieux. Le 13 août 1855, Decaen écrivait à sa femme, des tranchées de Sébastopol : « Sois sans inquiétude sur mon compte, et n'oublie pas que je garde sur moi, dans mon petit sachet, les médailles que tu m'as données avec les cheveux de ma sainte mère, et que je les embrasse chaque soir, en remerciant Dieu de sa protection si marquée et de tout ce qui m'arrive d'heureux... »

D'autres ont pu l'égaler comme général, nul ne l'a surpassé ; nous pensons que le grand commandement d'un

corps d'armée, en développant son expérience, aurait fait du général Decaen un chef de la taille des Desaix, des Kléber, des Soult et des Suchet.

Combien ne devons-nous pas regretter qu'avant la déclaration de guerre, l'empereur Napoléon III n'ait pas réuni un conseil très peu nombreux, où se seraient groupés les Ducrot, les Decaen, les Raoult et quelques autres encore, dont les voix étaient plus autorisées que celles qui se sont fait entendre et écouter !

S'il y avait des chefs dont les grades faisaient sourire de pitié, il y en avait un plus grand nombre encore dont les uns étaient bons et les autres parfaits. Decaen était de ces derniers. On peut dire de lui qu'il faisait honneur à l'armée française.

II

Désormais Bazaine va livrer de nombreux combats qui nous feront perdre une grande quantité d'hommes. Cette armée est réellement assiégée. Ses efforts pour entreprendre une véritable campagne sont toujours inutiles.

Le 14 août, on a livré la bataille de Borny et de Pange.

Le 16 août, Rezonville ou Gravelotte, ou Vionville, ou Mars-la-Tour.

Le 18 août, Saint-Privat, ou d'Amanvilliers.

Le 26 août, affaires de Rupigny et de Malroy;

Le 31 août et le 1er septembre, bataille de Noiseville ou de Servigny;

Le 27 septembre, combat de Peltre;

Le 2 octobre, combat de Ladonchamp ou Saint-Remy;

Le 7 octobre, combat des Tapes, ou de Saint-Remy, ou de Woippy;

Le 28 octobre, capitulation de Metz.

Pendant la dernière quinzaine du mois d'août, nous combattons énergiquement cinq fois; en septembre deux fois, le 1er et le 27. Enfin, pendant le mois d'octobre, nous ne livrons que deux combats. L'armée s'affaiblit de jour en jour, jusqu'à l'heure fatale où toute résistance deviendra impossible.

Sans être un génie, comme le supposaient les ennemis de l'Empire, le maréchal Bazaine avait toutes les capacités nécessaires pour s'éloigner des murs de Metz dès les premiers jours. Il a été jugé par un conseil de guerre et condamné à la peine de mort. Ses services antérieurs et son titre de maréchal de France lui ont conservé la vie sans pouvoir conserver son honneur.

Le 18 août, une grande bataille se livra. C'est la défense des lignes d'Amanvilliers (ou la bataille de Gravelotte). Le maréchal Canrobert y fut magnifique. Dans cette bataille, l'ennemi nous avait opposé 230.000 hommes, tandis que nous n'avions pu mettre en ligne que 120.000 hommes. L'effort des cinq corps d'armée prussiens, soit 130.000 hommes, fut porté tout entier sur les 50.000 hommes des 4e et 6e corps qui se trouvaient sur notre droite.

Les pertes de la journée furent, du côte des Prussiens, de 520 officiers et 13.000 hommes, sans compter celles des 2e, 7e et 8e corps. Les nôtres s'élevèrent à 500 officiers et 11.000 hommes hors de combat.

Le surlendemain, 19 août, on resserre les lignes autour de Metz. Le mouvement ordonné pendant la nuit s'exécute sans que l'ennemi l'inquiète. Le commandant en chef, maréchal Bazaine, établit son quartier général au ban Saint-Martin. Les soldats, accablés de fatigues, décimés par les combats, ne cessent de répéter : Que se passe-t-il? Pourquoi ne nous parle-t-on pas ? Notre régiment a repoussé l'ennemi et nous reculons

En effet, le commandement ne se met pas en communication avec les troupes. Il n'y a ni ordres du jour, ni félicitations. Les distributions sont insuffisantes et, pour vivre, les soldats déterrent des pommes de terre dans les champs. « Les pommes de terre ont sauvé l'armée », disait un officier de troupe.

Dans son journal si plein d'intérêt, un officier de l'armée du Rhin raconte que, chemin faisant, il fut accosté par un paysan requis depuis le commencement du mois pour les convois; il voulait retourner dans son village; son frère y a été tué par les Prussiens; ses quatre chevaux ont été enlevés par l'ennemi. La misère et la ruine sont partout. « Il n'y a donc plus de soldats en France, puisque l'ennemi vient ainsi nous cerner jusque dans Metz ! » disait ce paysan.

Un orage éclate vers deux heures et vient ajouter aux difficultés d'installation. Le bruit court que les ressources en cartouches et en vivres sont des plus minimes. Sur la fin de la journée, le dernier courrier de Paris arrive à Metz. Le Cercle est fermé.

Le 20 août, on resserre encore les lignes. Les principaux officiers se communiquent une dépêche arrivée le soir : « Camp de Châlons, 19 août, 3 h. 35 du soir. Maréchal Mac-Mahon au maréchal Bazaine : Si, comme je le crois, vous êtes forcé de battre en retraite très prochainement, je ne sais, à la distance où je suis de vous, comment vous venir en aide sans découvrir Paris; si vous en jugez autrement, faites-le moi savoir. »

Bazaine répondit le même jour, mais sa dépêche ne fut connue que plus tard, lorsqu'on la retrouva à Saint-Cloud : « 20 août, maréchal Bazaine au maréchal de Mac-Mahon : J'ai dû prendre position près de Metz pour donner du repos aux soldats, et les ravitailler en vivres et en munitions. L'ennemi grossit toujours autour de nous, et je suivrai très probablement, pour vous

rejoindre, la ligne des places du Nord, et vous préviendrai de ma marche, si je puis toutefois l'entreprendre sans compromettre l'armée. »

L'intendant-général Wolf et M. de Préval, envoyés en mission dans l'intérieur, ne purent revenir. Un sous-intendant militaire remplit donc les fonctions d'intendant en chef de l'armée. Malgré son activité, son zèle, son intelligence, ce fonctionnaire ne put réparer le temps perdu. Chargé d'établir l'état des ressources alimentaires, il supposa un effectif de 200.000 hommes et 50.000 chevaux (chiffres trop élevés). Voici le résultat de ses recherches : le 20 août, il existe dans les magasins et dans les gares de la ville de Metz : blé, 15 jours; farine, 15 jours; biscuit, 1/2 jour; riz et haricots, 5 jours; sel, 10 jours; sucre, 15 jours; café, 26 jours; vin, 7 jours; eau-de-vie, 8 jours; lard, 1/2 jour; avoine, 12 jours, à 4 kilogrammes la ration; viande, 6 jours, y compris le parc de réserve de la place de Metz.

Notre effectif n'était que de 140.000 hommes sans les blessés et la garnison de Metz, et 36.000 chevaux.

Le général en chef avait négligé de faire conduire aux camps toutes les ressources des villages environnants.

Le 22 août, on découvrit dans les magasins du chemin de fer quatre millions de cartouches dont on ignorait l'existence. Le maréchal Bazaine fait savoir aux troupes « que l'armée se trouve maintenant aussi largement approvisionnée en munitions qu'au début de la guerre. »

La question des vivres inquiétait les habitants. Déjà, le 5 août, l'autorité avait fait publier les tarifs de solde, de rations de vivres et de fourrages déterminés pour l'armée du Rhin. Des modifications étaient portées aux rations réglementaires : le 11 août, Metz étant déclaré en état de siège, on décida qu'il ne sera délivré qu'une ration par partie prenante.

Un officier français est envoyé en parlementaire pour

négocier un échange de blessés et de prisonniers. Il part suivi d'un trompette. « Malgré mon grand drapeau, malgré les sonneries éclatantes de mon trompette, je fus accueilli tout d'abord, comme il n'est arrivé que trop souvent de part et d'autre, par le feu des vedettes ennemies ; l'erreur est reconnue, et je m'approche des avant-postes prussiens ; je les traverse, les yeux bandés, et remets à un officier que je ne vois pas la lettre dont j'étais porteur. On me conduit ensuite dans un chemin creux ; et, mon bandeau enlevé, je puis regarder enfin les deux officiers qui, me tenant chacun par un bras pour me guider, m'ont fait traverser depuis une demi-heure les retranchements auxquels j'entendais travailler de nombreux soldats.

« Après les présentations d'usage, l'un de ces officiers m'accompagne jusqu'au village voisin..... C'est là que je dois attendre la réponse du général prussien. »

Notre officier, dont le nom est connu et admiré de toute l'armée, se laisse aller à de tristes pensées. Au temps de sa jeunesse, il parcourait joyeux les champs et les vignes des environs de Metz, il s'arrêtait dans ces villages si riches et si beaux, et maintenant tout y est désolation. Il est là entre deux officiers allemands, qui, malgré leur courtoisie, lui rappellent nos malheurs. « Vainement, les pauvres gens du village accourent à ma vue pour me conter leurs misères, leurs souffrances ; ils le disent et je ne le vois que trop, le pillage est partout... »

Le 24 août, nous faisons un premier échange de blessés et de prisonniers ; le lendemain 25, on parlait beaucoup d'ordres donnés pour tenter une sortie dans la direction de Thionville. Le 26 août, on se met en route, dès le matin, par un temps froid et pluvieux. Au moment du passage de la Moselle, on découvre que de deux ponts construits pour l'artillerie, un seul est en état de sup-

porter les voitures. Il en résulte un grand allongement dans la colonne et un retard considérable. La position se prend néanmoins en avant de Saint-Julien, par une pluie torrentielle, accompagnée de coups de vent impétueux et de violents éclats de tonnerre. Ce brusque changement de temps rendait assez difficile un mouvement offensif. Le maréchal Bazaine le jugea « inexécutable dans de bonnes conditions ; il réunit à la ferme de Grimont les commandants des corps d'armée et les chefs des armes spéciales , et le conseil fut d'avis que l'ARMÉE DEVAIT RESTER SOUS METZ, parce que sa présence maintenait devant elle 200.000 ennemis, qu'elle donnait à la France le temps d'organiser la résistance, aux armées en formation, celui de se constituer, et qu'en cas de retraite de l'ennemi, elle le harcèlerait, si elle ne pouvait lui infliger une défaite décisive. Quant à la ville de Metz, elle avait besoin de la présence de l'armée pour terminer les forts, leur armement, les défenses extérieures du corps de place, et il fut reconnu qu'elle ne pourrait tenir plus de quinze jours, sans la protection de l'armée (1). »

Il eût été préférable de ne pas se mettre en route. Les troupes reprirent leurs positions, en exprimant un vif mécontentement.

Une pluie torrentielle inonde les camps, et, le 27 août, les troupes établies dans les parties basses sont dans de véritables lacs. Le maréchal Lebœuf a remplacé le général Decaen dans le commandement de son corps d'armée. Depuis le 25 août, une division importante de cavaliers a été formé sous les ordres du général Desvaux. Il comprend la division de la garde impériale et la division Forton. Cette masse de chevaux est internée dans l'île Chambière.

Dimanche, 28 août, la pluie continue ; dans le conseil de guerre du 26, il a été convenu que, pour soutenir le

(1) *Rapport sommaire sur les opérations de l'armée du Rhin.*

moral des troupes, on fera des coups de mains destinés à harceler l'ennemi et à augmenter nos ressources. Les campagnes, aux environs de Metz, sont complètement dévastées.

Quoique le conseil de guerre eût déclaré que la ville de Metz avait besoin de la présence de l'armée, il est question, le 30 août, de nouveaux projets de sortie. Les commandants de corps d'armée avec lesquels on est relié par un fil télégraphique sont avertis que peut-être un mouvement se fera de midi à une heure. On prescrit de distribuer de suite la ration de biscuit et les deux jours de lard de réserve. En quelques minutes, cet ordre qui semblait avoir un caractère mystérieux est connu de toutes les troupes et même de la ville de Metz. Il en a toujours été ainsi, non seulement à l'armée de Metz, mais surtout pendant le siège de Paris, où les Prussiens connaissaient tous nos projets avant leur exécution.

Vers dix heures, l'opération projetée est suspendue. Mais les troupes doivent se tenir prêtes à marcher, les soldats malingres sont renvoyés à Metz et les bagages réduits au strict nécessaire.

On va donc tenter une sortie dans la direction de Thionville. Pourquoi cette nouvelle résolution ? Voici les bruits les plus accrédités : Le maréchal Bazaine aurait reçu une lettre lui annonçant que l'armée de Mac-Mahon s'approche de Stenay (1). En outre, un des agents envoyés au dehors, et rentré le 30 août, a apporté des renseignements qui paraissent exacts.

Il est parti de Metz le 26 avec les lettres du Maréchal pour l'Empereur ; il est arrivé à Verdun le 27 ; là il a appris que le maréchal de Mac-Mahon est passé non loin de la place, remontant sur Stenay et Montmédy, et que, le 24, Verdun a été attaqué par des Prussiens ; il ajoute qu'à son retour il a rencontré le 3e corps sur la route de

(1) Lettre datée de Reims 22 août, parvenue à Metz le 30.

MAC-MAHON

Verdun, et que le prince Frédéric-Charles est venu le 29 de Doncourt à Briey.

Ces renseignements étaient excellents. Le 31 août, commencèrent les combats de Sainte-Barbe. On ne profita pas de l'élan des troupes pour franchir les obstacles. La nuit venue nous occupions Servigny, après une rude journée, et nos soldats étaient tellement près des Allemands que les conversations de l'ennemi arrivaient jusqu'à nos avant-postes. Les officiers du 33e d'infanterie affirment avoir entendu très distinctement les paroles suivantes, dites par un Prussien à l'un de ses camarades : « Aujourd'hui les Français nous ont bien battus ; s'ils nous poursuivent cette nuit, nous sommes perdus, car nous n'avons plus de munitions, et nous ne sommes pas en forces ; mais, gare à eux, s'ils attendent à demain : nous aurons notre revanche. »

On ajoute que, le matin du 1er septembre, un jeune officier prussien, prisonnier, interrogé par un de nos généraux, lui aurait dit, en entendant le canon : « Hier, vous auriez pu enlever la position ; n'y comptez pas aujourd'hui : elle est trop forte. »

Le 1er septembre, pendant que l'armée de Mac-Mahon livrait la bataille de Sedan, celle de Bazaine combattait à Sainte-Barbe. C'était la deuxième journée et l'attaque recommença dès le matin. L'ennemi avait employé la nuit à faire arriver de nouvelles forces, tandis que de notre côté les troupes fatiguées n'étaient même pas relevées par les réserves.

Le combat fut acharné. Mais, vers onze heures, la retraite des nôtres devint nécessaire.

Dans les deux journées de lutte, les pertes sont à peu près égales des deux côtés : 150 officiers et 3.400 hommes hors de combat.

Le 2 septembre, l'armée reprend ses positions autour de Metz.

Le dimanche 4 septembre, on commence à distribuer la viande de cheval ; cette distribution est faite sous la surveillance des vétérinaires. Le taux de la ration est élevé à 350 grammes avec maintien du quart de litre de vin accordé le 22 août. Le sel commence à faire défaut.

Le 6 septembre, de vagues rumeurs circulent en ville et dans les camps. On parle d'une grande bataille perdue par nous à Sedan le 1er septembre ; on dit que l'armée de Mac-Mahon a capitulé, que l'Empereur est prisonnier des Prussiens. Mais les rumeurs ne se confirment pas, et l'anxiété augmente d'heure en heure.

On éprouve, le 7 septembre, un impérieux besoin de correspondre avec l'extérieur. On fait divers essais. Des vessies remplies de lettres sont lancées dans la Moselle; de petits ballons s'élèvent dans les airs, mais les réponses ne sont pas immédiates et le temps presse. Enfin, vers la fin de la journée du 7 septembre, l'armée de Metz apprend par des prisonniers faits à Sedan, et transportés à Metz par les Allemands, le terrible drame de Sedan. Ces prisonniers, étant au nombre de 600, ne pouvaient ni se tromper, ni tromper.

Le 8 septembre, l'ordre est donné à chaque régiment de cavalerie de livrer chacun dix chevaux, afin d'assurer le service des vivres. Cela fait mille chevaux. Ce nombre sera augmenté lorsque l'artillerie, le génie et le train livreront tous leur chevaux hors de service.

Le 10 septembre, pendant un orage qui dure depuis plusieurs jours, on apprend la proclamation de la République. Cette nouvelle est apportée par un soldat du 93e blessé à Rezonville qui s'est échappé d'Ars, et presqu'en même temps par un officier prisonnier à Sarrebruck qui vient d'être échangé.

Dimanche 11 septembre, toute l'armée connaît la révolution du 4 septembre. Les officiers sont attristés, les soldats espèrent que, d'après sa promesse, le roi de

Prusse, ayant vaincu Napoléon III, fera la paix avec la France. Les hommes qui prévoient l'avenir comprennent que ce pays, entre les mains des révolutionnaires, est livré pour longtemps aux aventures les plus périlleuses. On s'étonne, dans les états-majors, de voir le nom du général Trochu mêlé à des noms qui inspirent peu de confiance et peu d'estime.

Les journées sont longues et monotones. Le service journalier se fait le lendemain comme la veille. Des sentinelles sont tuées de part et d'autre; la cavalerie envoie ses chevaux à l'abattoir. On se réunit en groupes, les uns silencieux, les autres discutant; des nouvelles circulent, plus souvent fausses que vraies. Les esprits s'épuisent à creuser les secrets de la situation; les paysans meurent de faim, sans abri et complètement ruinés. Le dimanche 11 septembre, les officiers faits prisonniers à Sedan sont conduits aux avant-postes et arrivent dans les camps de l'armée française. Ils annoncent que le prince royal approche de Paris, mais que la Russie et l'Autriche interviennent diplomatiquement.

« Il y aura bientôt 64 ans, dit M. Fay, aujourd'hui général, que Napoléon Ier poursuivait dans toute l'Allemagne l'armée prussienne battue à Iéna; dans une course rapide, ses généraux s'avançaient vers Magdebourg, Lubeck, suivaient les côtes de la Baltique, et toutes les forces ennemies capitulèrent devant eux. Quant à l'Empereur, il entrait, sans coup férir, dans Berlin, et il allait jusqu'à la Vistule achever la défaite de ses ennemis. Il battait à coups précipités et faciles la monarchie du grand Frédéric; il mettait à merci et humiliait le père du roi de Prusse actuel.

« Aujourd'hui, c'est le Roi qui abaisse le neveu de Napoléon, le monarque puissant que l'Europe a redouté pendant bien des années ! Aussi, étonné de ce triomphe si inespéré, le vainqueur s'écrie-t-il, après son entrevue

avec le vaincu : « Quel changement de destinée ! C'est comme un songe ! L'entretien a duré un quart d'heure, tous deux nous étions très émus de cette rencontre. Ce que j'ai ressenti, en songeant qu'il y a trois ans, à peine, j'avais vu Napoléon au faîte de sa puissance, je ne puis le décrire. »

le 14 septembre la pluie tombe, le ciel est sombre. Les officiers lisent un journal de Metz qui a eu la pensée de détacher de notre histoire une page pleine d'héroïsme. C'est sans doute une leçon que la plume a voulu donner à l'épée. Cette fois, les officiers acceptent la leçon, quelque dure qu'elle soit. Il s'agit de la lutte à jamais mémorable que Masséna soutint dans Gênes ; de cette capitulation si glorieuse, qu'au dire même de l'ennemi, « les vaincus paraissaient avoir dicté la loi aux vainqueurs. » A Metz, on avait quelque chose de plus qu'à Gênes, place étrangère que notre occupation faisait souffrir ; Metz était une place française, très française, qui supportait avec un véritable courage la dure situation imposée par les circonstances. Aucune plainte, aucun murmure ne se faisait entendre. Le dévouement était complet, sans démonstration. C'était le calme de la force qui allait jusqu'à l'héroïsme... Oui, mais l'armée n'avait pas Masséna !

Au milieu du mois de septembre, le 14 et le 15, on continua à garder l'immobilité ; quelques coups de fusil se font entendre aux avant-postes, personne ne s'en préoccupe. Des soldats affamés dépassent les sentinelles pour déterrer quelques légumes. On voit, dans un champ, des fantassins des 4e et 6e corps, mêlés aux soldats prussiens et ramassant des pommes de terre. Les maîtres du champ se sont mis de la partie, et font la récolte avec les Prussiens et les Français. Les sentinelles, entre lesquelles se trouvaient les pillards, tirent des coups de fusil par-dessus les têtes, sans troubler le moins du monde les

ravageurs qui remplissent leurs sacs, silencieusement et sans la moindre émotion.

Le 15 septembre, les rations de vivres et de fourrages éprouvent des réductions sensibles.

On établit un service aérostatique. Chaque jour, lorsque le temps le permet, un ou plusieurs ballons sont lancés. Tous les regards les suivent et les cœurs battent en voyant les messagers se perdre dans les airs. Un officier fort distingué, M. Fay, ne peut assister à ces départs sans se rappeler chaque fois les magnifiques strophes que Schiller met sur les lèvres de Marie Stuart :

« Et les nuages, qui courent vers le midi, ils vont chercher de la France les lointains rivages. Nuages légers, voiliers des airs, qui pourrait s'élancer avec vous dans l'espace ! qui pourrait vous suivre dans votre marche rapide ! Saluez amicalement pour moi le pays de ma jeunesse. Je suis prisonnière, je suis dans les fers ; hélas ! Je n'ai pas d'autre messager que vous. Rien n'entrave la liberté de votre course, vous n'êtes pas soumis à cette reine. »

Ces ballons emportèrent quelques lettres, qui, tombées en territoire ami, furent envoyées aux familles des assiégés.

Depuis le 15 août, aucun journal français n'était parvenu à Metz. Le 16 septembre, deux prisonniers échappés d'Ars apportèrent le *Moniteur* du 7, et le *Volontaire* du 10. Les officiers se précipitèrent sur les journaux pendant toute la journée. Le soir, on les lut encore à la clarté des bougies ; la lecture se faisait à haute voix, et la foule écoutait en silence. Puis les commentaires allaient leur train. Le *Volontaire* donnait des détails sur la bataille et la capitulation de Sedan, tandis que le *Moniteur* faisait connaître l'organisation du gouvernement de la Défense nationale, et les événements dont Paris avait été le théâtre.

Les 16 et 17 septembre le temps est beau, mais froid. L'armée ne fait aucun mouvement. On se procure à Magny-sur-Seille 7.500 gerbes de blé, conquête précieuse à cette époque. Le 16 septembre, dans la soirée, le maréchal Bazaine envoie son premier aide-de-camp en parlementaire au prince Frédéric-Charles, pour lui demander des nouvelles de l'intérieur de la France. Le prince répond le 17 que le roi de Prusse s'est avancé de Sedan jusque sous les murs de Paris, sans avoir rencontré la moindre résistance, et que la République, proclamée dans la capitale, n'est pas reconnue par toutes les provinces.

A dater du 18 septembre, on mange 250 chevaux par 24 heures, soit 50 par corps d'armée. A peine peut-on nourrir ceux qui restent. Pour y parvenir, on invite les cavaliers à cueillir les feuilles des arbres, et l'on prescrit de les donner comme fourrage. Les intendants achètent des champs de luzerne, et même des carrés de vigne pour les chevaux de leur corps d'armée. L'entrepreneur de la viande de boucherie achète les chevaux 230 francs pièce; il les paie le même prix aux officiers, quelle que soit la valeur des chevaux.

Les campements de cavalerie font peine à voir. A chaque instant, des chevaux tombent pour ne plus se relever. Leur maigreur est extrême et dans peu de jours l'abattoir n'en voudra plus; dans l'île de Chambière, c'est par centaines qu'on les livre aux bouchers. On ne peut distribuer ni foin ni paille et les malheureux chevaux ne sont soutenus que par une poignée d'avoine. Les officiers font d'énormes sacrifices pour conserver leurs montures, qui sont nécessaires pour le service, mais peu à peu ils se séparent de leurs vieux compagnons de guerre. Beaucoup ont les larmes aux yeux en songeant que ces chevaux leur ont sauvé la vie.

De temps en temps des prisonniers français s'échap-

pent d'Ars et se sauvent à Metz, pour reprendre leur place sous le drapeau de la France. Le 19 septembre, un caporal, prisonnier depuis un mois, reparaît à son corps. On l'entoure pour avoir des nouvelles. Il raconte que les Prussiens s'installent autour de Metz et construisent des baraquements pour l'hiver; ils reçoivent des convois de vêtements chauds, des vivres, du tabac, des cigares. Chaque Prussien a cinq cigares par jour. Leurs femmes les ont rejoints; beaucoup d'entre elles, venues d'Allemagne avec des voitures, ont pris, dans les maisons, le linge, les meubles et les ont emportés chez elles. Le pays est épuisé par les réquisitions de toutes sortes. La misère est affreuse.

Les prisonniers faits à Sedan et envoyés à Metz racontent qu'ils ont été cruellement traités; les Prussiens ne leur donnaient rien à manger, ils injuriaient les bourgeois et paysans français qui apportaient un morceau de pain aux prisonniers. L'un deux affirme qu'il a vu de nos officiers tendre la main pour avoir un peu de nourriture. Nos soldats indignés ne cessent de répéter que ce n'est pas ainsi qu'on fait la guerre, et que la Prusse se déshonore. Que de haines amoncelées ! En mourant, les pères les transmettront à leurs enfants.

Après Iéna, Napoléon Ier, empereur d'un grand peuple, respectait le malheur.

Le 20 septembre est l'aniversaire de la victoire de l'Alma. On se souvient aussi de Valmy, où les Prussiens de Brunswick furent mis en déroute.

L'affaire de Lauvallières a lieu le 22 septembre. Cette opération, qui avait pour but de se procurer de la paille et d'autres denrées dans le village de Lauvallières, réussit parfaitement. Il est à regretter qu'elle ne se renouvelle pas sur d'autres points. Le lendemain, 23 septembre, on exécute sur Vany une opération semblable à celle de Lauvallières. Cette fois les Prussiens prennent les armes et

nous devons renoncer à nous approvisionner. Pour la nourriture des chevaux, on a recours aux sarments de vigne.

Le 24 septembre, on annonce que le sucre, le sel, et autres denrées vont manquer. Il y a encore du blé pour vingt jours et de l'avoine pour cinq jours seulement.

IV

Les soldats travaillent aux fortifications permanentes et passagères. Le bruit court dans les camps que des négociations vont s'entamer. Le quartier du commandant en chef est fort agité, on va, on vient, mais on ne parle pas. On ne sait donc rien de positif, et les suppositions vont grand train. Un journal envoyé des avant-postes prussiens donne lieu à de nombreux commentaires; il est dit dans cette feuille : « La Prusse ne peut traiter qu'avec l'Empereur, ou avec le maréchal Bazaine qui tient de lui ses pouvoirs. »

Napoléon III étant prisonnier, Bazaine jouerait le rôle de souverain. Cette perspective lui souriait assez. Les officiers font observer que, contrairement aux lois de la guerre, des parlementaires sont venus deux fois s'entretenir avec le maréchal Bazaine. L'honneur militaire pourrait éprouver quelqu'atteinte de ces *a parte* dans les coulisses. Le 23 septembre, un bourgeois se présente à nos avant-postes, à huit heures du soir. Il est reçu par M. Arnoux-Rivière, commandant des francs-tireurs et des grand'gardes à Moulins. Cet homme déclare qu'il a pour mission de demander au Maréchal le rapatriement de huit médecins luxembourgeois neutralisés par le brassard, et retenus irrégulièrement à Metz. M. Arnoux-Rivière conduit immédiatement lui-même, en voiture, le bourgeois au quartier-général du maréchal Bazaine.

Le personnage se nommait Régnier; sa qualité était d'occuper un emploi fort important dans la police prussienne. L'aveu de cet espionnage se trouve dans les mémoires posthumes de M. le docteur Stiéber, conseiller privé du gouvernement prussien, mort récemment préfet de police de Berlin. Le docteur Stiéber déclare que Régnier était un agent de la police prussienne. Il n'existe donc plus le moindre doute sur Régnier qui remplissait une mission dans l'intérêt de la Prusse.

Le jour même de son arrivée, c'est-à-dire le 23 septembre, l'espion eut une entrevue secrète avec le maréchal Bazaine. Cette entrevue se prolongea jusqu'à onze heures du soir. Le prétexte de sa venue dans le camp français n'exigeait pas une aussi longue conversation; dix minutes suffisaient, en présence de l'état-major. Régnier repartit le soir même pour se rendre auprès du prince Frédéric-Charles et lui faire part de son entrevue avec Bazaine.

On ne comprend pas sans peine la légèreté du général en chef de l'armée française, qui donne sa confiance à un inconnu venu avec l'autorisation du général ennemi. On a connu depuis les ouvertures faites par Régnier au maréchal Bazaine. L'espion prussien se présentait comme envoyé par l'Impératrice. Mais aucun pouvoir, aucun papier n'établissaient la réalité de sa mission. Bazaine ne lui en demanda même pas, et se contenta de dire, plus tard : « Il m'a montré la photographie de la maison qu'habitait l'Impératrice à Hastings et je m'en suis contenté. »

Régnier ne put franchir les lignes prussiennes à minuit et dut coucher à Moulins. Le 24, à 5 heures du matin, il traversa les postes ennemis pour se diriger sur le château de Corny, quartier-général du prince Frédéric-Charles. A midi le drapeau parlementaire fut arboré de nouveau sur la route d'Ars, Régnier reparut et

M. Arnoux-Rivière le ramena chez le maréchal Bazaine. Pendant le trajet l'espion causa plus librement que la veille; il avait pris un air d'importance, et laissé entendre à son conducteur qu'il avait apporté une lettre de l'Impératrice. Le maréchal Bazaine y était invité à prendre en main la cause de la Régence, à la soutenir avec son armée et à demander au maréchal Canrobert ou au général Bourbaki l'appui de leur nom et de leur épée pour opérer cette Restauration.

Tout cela n'était que mensonges. L'espion s'était en effet présenté chez l'Impératrice qui avait refusé de le recevoir. Bazaine fut moins prudent et entra dans les idées que lui développa Régnier. Ces idées semblent donc avoir été inspirées par le gouvernement prussien. Elles souriaient aux ambitions du maréchal Bazaine, auquel le titre de SAUVEUR faisait espérer des fortunes politiques et autres.

Il y eut entre le Maréchal et Régnier de longs pourparlers dont le Maréchal ne fit pas longtemps mystère. Régnier dit au général en chef que la Prusse n'entendait pas traiter avec le gouvernement provisoire, ni avec une République ; qu'elle ne reconnaissait comme gouvernement du pays que l'Empire ou ses représentants, et Bazaine en particulier.

A ces ouvertures, le Maréchal répondit par ces conditions : « l'armée partirait de Metz avec armes et bagages et se retirerait sur un point du territoire déterminé, dans une zone neutralisée, où l'on convoquerait le corps législatif et le sénat, tels qu'ils existaient à la dernière session. La Prusse s'engagerait à débloquer la place de Metz, sur laquelle le maréchal Bazaine ne se reconnaissait aucune action ; le roi de Prusse laisserait autour de la ville, qui restait soumise à l'autorité du général Coffinière, un rayon assez étendu pour permettre à la population et à la garnison de subvenir aux besoins de leur nourriture.

Elle consentirait en même temps à retirer son armée de dessous les murs de Paris et à la reporter sur une ou plusieurs positions qui seraient déterminées.

« Cet état de choses serait ainsi maintenu jusqu'au moment où les deux Chambres auraient statué sur l'établissement d'un gouvernement régulier, dont la reconnaissance pourrait être consacrée par la sanction d'un plébiscite.

« De son côté, la Prusse s'engagerait à reconnaître le gouvernement, quel qu'il fût. Quant à la décision prise par les deux Chambres, fût-elle ou non appuyée par le vote de la nation, elle devrait être considérée comme ayant force de loi pour le pays et l'armée. La mission du maréchal Bazaine aurait alors pour but de rétablir l'ordre en France et d'y faire reconnaître le gouvernement acclamé par ses représentants. »

Ces projets peuvent se résumer en peu de mots : abdication de Napoléon III en faveur de son fils, avec une régence dont le maréchal Bazaine occuperait la place principale.

Le maréchal Bazaine s'était fait de singulières illusions sur sa puissance. Il n'exerçait pas le moindre empire sur les troupes auxquelles il n'accordait aucun intérêt. Le bien-être des soldats, nourriture ou campement, ne le préoccupait nullement ; il vivait à part, n'adressant pas à son armée les encouragements et les félicitations d'usage.

Le maréchal Bazaine avait rencontré, en lisant l'histoire, des généraux qui s'inspiraient de l'esprit de leurs soldats et s'en servaient pour leurs propres desseins. Mais ces généraux étaient doués de qualités éclatantes ; les uns avaient le génie en partage, les autres s'appuyaient sur de grandes conquêtes. Bazaine avait même vu, dans les annales du Bas-Empire, les prétoriens disposer du pouvoir souverain en faveur d'un général. Mais

lui, maréchal de France, sans popularité, sans prestige, sans richesses pour acheter les prétoriens, devenait insensé, en songeant un seul instant qu'une incontestable bravoure personnelle et un bâton de maréchal suffisaient pour disposer du sort de son armée.

Un officier supérieur de l'armée du Rhin a porté ce jugement : « Si l'esprit de discipline lui assurait une obéissance absolue dans les actes militaires, en face de l'ennemi, pouvait-il y compter de même, le jour où il viendrait exiger de ses soldats et de ses officiers leur adhésion à ses desseins politiques et leur coopération à une véritable guerre civile ? Une telle pensée est tellement odieuse, qu'on ne comprend pas comment le Maréchal a pu s'y arrêter et croire à sa réalisation ; il fallait que la nécessité fût bien grande ou que Régnier trouvât un terrain bien préparé. »

Après l'entretien du maréchal Bazaine et de Régnier, le premier monta à cheval pour aller conférer avec le maréchal Canrobert et le général Bourbaki. Il rentra vers trois heures à son quartier-général et y retrouva le sieur Régnier, qui l'attendait enfermé dans son cabinet, où nul n'avait pu pénétrer. Peu de temps après le maréchal Canrobert arrivait, suivi de près par le général Bourbaki. Pendant deux heures, ces quatre personnes discutèrent. Durant cette journée Régnier ne sortit pas du cabinet de Bazaine dont les portes étaient interdites ; seul le maréchal Lebœuf, qu'on n'osa pas arrêter, y entra vers quatre heures ; mais au silence qui s'établit, à l'accueil qui lui fut fait, il comprit qu'il était de trop et se retira immédiatement. On a su depuis que Régnier insista pour que le maréchal Canrobert ou le général Bourbaki se rendît auprès de l'Impératrice. Il ne put cependant laisser ignorer que le comte de Bismarck avait approuvé la négociation, et que le départ de l'un des officiers-généraux était autorisé par lui. Régnier

ajouta qu'il en apportait l'assurance officielle du prince Frédéric-Charles.

Le maréchal Canrobert refusa formellement d'abandonner son poste ; il n'avait pas fait abnégation de la haute situation à laquelle l'appelait son ancienneté de grade et ses services, pour se séparer de ses troupes au moment du danger et des souffrances qu'il voyait arriver.

Il répugnait au général Bourbaki de changer son rôle de soldat pour celui de négociateur. Mais on fit appel à ses sentiments chevaleresques, on lui montra le souverain malheureux, on fit vibrer toutes les cordes généreuses de son cœur, et il finit par céder comme le plus jeune. Mais ses instincts militaires lui firent deviner qu'il accomplissait un sacrifice. Il exigea du maréchal Bazaine un ordre écrit qui pût le couvrir vis-à-vis de l'armée et des troupes confiées à son commandement. L'ordre fut signé et Bourbaki se retira en toute hâte pour se préparer au départ.

L'espion avait réussi et le maréchal Bazaine était compromis : entre nos ennemis et lui, il y avait un secret, nous devrions dire une intrigue mystérieuse. Régnier savait dans quel état déplorable se trouvait l'armée de Metz, il avait arraché à Bazaine plus d'un aveu et le maréchal de France était jugé par l'espion à sa juste valeur. L'espion savait que le Maréchal déposerait volontiers son épée pour se glisser dans la voie fatale des intrigues voisines des trahisons.

Habillé en bourgeois, mêlé au groupe des médecins étrangers que l'on renvoyait, le général Bourbaki se disposait à partir. Mais le maréchal Bazaine ne voulait pas que cette sortie se fît le jour. Il lui fallait l'obscurité de la nuit, et il gagna du temps, en offrant à dîner à ceux qui s'en allaient. On atteignit ainsi huit heures du soir. Personne n'eût pu reconnaître le général commandant la

garde impériale, au milieu du cortège que conduisait l'espion prussien.

Comme la veille, les grand'gardes ennemies ne laissèrent pas approcher et l'on coucha à Moulins. Dans la matinée du 25, Bourbaki traversa les positions de l'armée prussienne et se dirigea sur le Luxembourg d'où il devait gagner la Belgique et l'Angleterre.

Dans la même journée du 25, un ordre du jour très bref annonça à l'armée que le général Desvaux prenait le commandement de la garde impériale en remplacement du général Bourbaki en mission.

Les corps d'officiers se montrèrent inquiets de ces mystérieuses démarches. Les troupes éprouvèrent une vive émotion et la ville de Metz s'agita. On parlait avec indignation de démarches faites par le maréchal Bazaine auprès du prince Frédéric-Charles, et de la présence chez le Maréchal d'un envoyé de M. de Bismarck. Dans les réunions publiques de la ville, dans les rangs de la garde nationale, on accusait hautement Bazaine de vouloir livrer la ville à l'ennemi. Le départ de Bourbaki ne put qu'ajouter au trouble des esprits.

Mais une grande partie de la population ne croyait pas à ce départ. La popularité de Bourbaki donnait lieu aux bruits les plus singuliers. Les uns disaient qu'ayant voulu s'opposer aux trahisons de Bazaine, il était emprisonné; d'autres prétendaient qu'il avait été tué en duel par Bazaine; beaucoup venaient aux camps pour découvrir sa prison, qui était, disait-on, la vieille tour d'un bastion. Une députation de la garde nationale se rendit même à l'Ecole d'artillerie pour délivrer Bourbaki.

Celui-ci, en sortant de Metz, était convaincu qu'il se rendait auprès de l'Impératrice, que sa mission serait de courte durée, et qu'il reviendrait prochainement reprendre son commandement. L'assurance lui en avait été donnée par le sieur Régnier. A Bruxelles, le brave

général vit quelques personnages politiques, et leurs discours mirent le doute dans son esprit. On lui fit entendre qu'il avait été dupe d'une intrigue et que le maréchal Bazaine l'avait sacrifié à des projets ambitieux. Malgré sa juste indignation, il poursuivit sa route et se rendit à Hastings. En le voyant, l'Impératrice éprouva une extrême surprise et s'écria : « Général, que venez-vous faire ici?... m'annoncer sans doute un nouveau malheur... la capitulation de Metz... la destruction de l'armée de Bazaine ! » — « Mais non, madame, dit le général Bourbaki... Votre Majesté ma demandé et me voici... »

Puis, il raconta ce qui s'était passé entre l'espion prussien et le maréchal Bazaine. L'Impératrice émue, tremblante, comprenant à peine, se souvint qu'un sieur Régnier avait sollicité une audience d'elle ; mais dans sa profonde affliction, l'auguste exilée se renfermait dans une solitude absolue. Régnier lui était donc inconnu et personne n'était autorisé à parler au nom de l'Impératrice, qui repoussait avec horreur toute pensée de guerre civile, fût-ce même dans un intérêt dynastique.

L'irritation de Bourbaki fut à son comble. Sa dignité militaire était blessée et il écrivit au maréchal Bazaine une lettre chiffrée d'une singulière énergie. C'était donc une intrigue, non de diplomate mais d'espion, quelque chose de bas et d'autant plus blessant pour un soldat que l'empreinte de la Prusse était ineffaçable. Bourbaki voulut retourner à son poste, souffrant d'une blessure qui s'était rouverte. Le 4 octobre, il était à Luxembourg, attendant l'issue de sa demande au prince Frédéric-Charles. Il ne doutait pas de la réussite. Mais le sauf-conduit lui fut refusé. Dans son désespoir, Bourbaki s'adressa au Foreign-Office, à lord Granville, et le pria d'user de son influence auprès du roi de Prusse pour obtenir sa rentrée dans l'armée de Metz. Le ministre

anglais se prêta à cette démarche qui fut mieux accueillie à Versailles qu'elle ne l'avait été au quartier-général de Borny. Les jours se passaient pendant cette correspondance, et Bourbaki n'ignorait pas la fatale date du 17 octobre, qui était le terme de l'existence de l'armée de Bazaine. Cette date approchait et peut-être la générosité du roi Guillaume n'avait-elle pour but que d'avoir un prisonnier de plus, et de priver les armées de province d'un chef très populaire.

Le général Bourbaki alla donc servir son pays du côté de la Loire.

Dans son *Rapport sommaire* le maréchal Bazaine déclara avoir tenté à diverses reprises (15 et 25 septembre), de se mettre en relation avec le gouvernement de la République. On doit en douter, car il eût fallu prendre un parti énergique et le Maréchal louvoyait.

V

Les habitants de Metz étaient admirables de dévouement et de patriotisme, les femmes surtout. Sans distinction de positions sociales, de fortune, ou d'âge, toutes les femmes se vouaient au service des blessés et des malades. Elles avaient pour elles seules une énorme ambulance organisée sur la promenade, où les blessés et les malades occupaient des tentes et des wagons. Le matin, elles faisaient les pansements, et tout le jour gardaient leurs malades, leur apportant la nourriture, les consolant, faisant la lecture, leur tenant lieu de sœurs et de mères. Leur charité ne se démentit pas un seul instant. Eh bien, le croirait-on, le maréchal Bazaine ne vint jamais à Metz, jamais il ne visita ses soldats blessés, jamais il n'exprima aux femmes de Metz la reconnaissance de la patrie française.

C'était là, cependant, le plus impérieux des devoirs.

Son bâton de maréchal, à qui le devait-il, si ce n'est aux soldats? Et les femmes de Metz ne représentaient-elles pas toutes les femmes de France, mères, épouses, filles et sœurs?

Ah! notre métier de soldat ne serait pas le premier de tous, si nous nous bornions à tuer ou à nous faire tuer. Il est grand, il est pur, il est noble, il est beau, parce que nous avons charge d'âmes, parce que des hommes, nos semblables, mettent entre nos mains tout ce qu'ils ont de plus cher, leur vie et leur honneur. Sur un signe de nous, ils marchent ou s'arrêtent. Ils supportent toutes les privations et toutes les fatigues. Ils tombent épuisés sur le chemin et ne font pas entendre une plainte; ils souffrent de la faim, de la soif, du froid, de la chaleur, et mettent en nous leur espoir. Sur un mot sorti de nos lèvres, sur un geste de notre main, ils se précipitent dans la mort. Et, lorsque nous visitons les blessés, ils se dressent sur leur séant, portent la main à leur front et saluent le chef, avant de fermer les yeux pour toujours.

Si, parmi nous, il en était un seul qui n'eût pas pour le blessé le plus profond respect, et un amour paternel, celui-là ne serait pas digne du commandement militaire.

Le plus bel éloge qu'on puisse faire d'un chef est de dire : Il aimait le soldat. Celui qui aime le soldat est aimé de lui; ainsi le veulent la justice des hommes et la justice de Dieu.

Joseph de Maistre a dit : « L'homme le plus honnête est le militaire honnête. » Il est le plus honnête parce que sa carrière exige des vertus exceptionnelles, des sacrifices continuels et des qualités qui semblent s'exclure : la sévérité unie à la tendresse.

Le second empire ne considérait pas la carrière des armes sous un aspect aussi austère. Le maréchal Bazaine pouvait, sans trop de scrupules, se montrer indifférent au sort de ses blessés, et ne pas éprouver la moindre

reconnaissance pour les femmes qui comprenaient autrement que lui le nom divin de *patrie*.

N'était-ce donc rien, aux yeux de ce maréchal de France, que le souvenir d'un vieux soldat, rentré dans sa chaumière et racontant à ses fils le délire de la bataille, suivi des douleurs de l'ambulance ? Se croyait-il tellement au-dessus de l'humanité, que les battements de cœur lui parussent une faiblesse ?

Depuis que le conseil de guerre a brisé son bâton de maréchal, il s'est avisé de signer : *Achille Bazaine, ex-fusilier au 37e de ligne*. C'était pour poser sur son cachet de soldat une sorte d'empreinte démocratique. L'histoire lui aurait enseigné qu'au temps des aristocraties, les plus grands seigneurs du royaume savaient mieux que lui les devoirs du commandement militaire.

Le 22 décembre 1741, M. le maréchal de Belle-Isle, ancien gouverneur de Metz, général en chef, membre de l'Académie française, duc et pair de France, écrivait au ministre de la guerre, marquis de Breteuil :

« Du camp de ... « Il est fâcheux que l'on ait à remuer des troupes dans une saison si rude. Le froid excessif m'a fait penser à procurer à nos soldats un secours absolument nécessaire à leur conservation. L'idée m'en est venue par l'exemple des Bavarois, Saxons et Prussiens, qui ont tous par-dessous leur veste des camisoles croisées, sans manches, et qui entrent dans la culotte ; ils ont tous aussi des bas drapés. Je crois, Monsieur, que vous approuverez d'autant plus cette dépense, qu'elle ne coûtera rien au Roi, et que, d'ailleurs, *rien n'est si essentiel que la conservation des hommes ;* aussi avons-nous pris toutes les mesures possibles pour qu'ils soient bien nourris, bien soignés dans les hôpitaux que l'on a formés à Prague, Piseck et Pilsen... (1). »

(1) *Les guerres de Louis XV*, par le comte Pajol, général de division. Excellent ouvrage que tout officier devrait lire et méditer.

Mais, diront peut-être ceux qui mettent le présent au-dessus de l'avenir : les morts et les blessés étaient moins nombreux au temps du maréchal de Belle-Isle qu'à l'époque du maréchal Bazaine.

Voici ce que dit encore l'histoire sur la journée de Dettingen : ..... « Les officiers du régiment des gardes cherchent à rétablir le combat et marchent hardiment à la tête d'un faible corps d'infanterie. 27 officiers sont tués sur place, sans compter les blessés... Le duc de Chartres, le prince de Clermont, l'arrière-petit-fils du grand Condé, le comte d'Eu, le duc de Penthièvre, malgré sa grande jeunesse, font des efforts inouïs. Le comte de Noailles a deux chevaux tués sous lui ; le duc d'Ayen, son frère, est renversé. Le marquis de Gontaut a le bras cassé par une balle, les comtes d'Harcourt et de la Mothe-Houdancourt tombent dangereusement blessés. Le duc de Rochechouart est tué sur place, ainsi que les marquis de Sabran, de Fleuri, les comtes d'Estrade et de Rostaing. 17 officiers et leur colonel en tête se font tuer pour reprendre l'étendard du régiment. Parmi les blessés, se trouvent : MM. de Montal, de Ségur, de Butkeley, Luttanges, duc de Biron, duc de Richelieu, duc de Luxembourg, d'Apscher, de Boufflers, de Soubise, de Picquigny, de Duras, de Lorges, de Gontaut, de Beuvron, et un très grand nombre de soldats. »

On peut donc avoir été *fusilier au 37e* sans posséder les vertus militaires que les gentilshommes possédaient au sortir de l'enfance.

Revenons au siège de Metz, dont le sieur Régnier nous a éloigné, en mettant sous nos yeux cette intrigue dans laquelle le maréchal commandant en chef ne craint pas de compromettre son nom.

Nous sommes au 26 septembre. Les journaux de la localité se font les interprètes des réclamations des habitants. « Que fait l'armée? disent-ils. Elle entrave la

défense de Metz, diminue ses approvisionnements; qu'elle s'éloigne. »

Le 27 septembre, des opérations se font sur Peltre, Colombey et Ladonchamps. L'ordre du Maréchal au commandant du 2e corps est ainsi conçu : « Le général Lapasset m'a communiqué le projet arrêté pour exécuter le coup de main sur Peltre et au delà, si c'est possible. Il l'exécutera demain. » On invitait également le maréchal Lebœuf à se porter sur Colombey et Lauvallières pour y prendre le fourrage et la houille. L'enlèvement du château de Ladonchamps était confié au 6e corps. Ces coups de main réussirent parfaitement. Nous ne pouvons résister au désir de rappeler l'affaire de Peltre, et de dire quelques mots sur le général Lapasset que la France a eu le malheur de perdre en 1875.

Parmi les faits d'armes qui firent briller une lueur d'espoir aux yeux de nos soldats, et jetèrent un dernier éclat sur nos armes, le plus brillant fut exécuté par la brigade Lapasset (brigade mixte), dans la journée du 27 septembre 1870, et qui est connu sous le nom de combat de Peltre.

Les vivres devenaient rares et bientôt allaient manquer. On avait appris qu'un convoi considérable appartenant à l'ennemi était en gare de Courcelles-sur-Nied. M. Dietz, ingénieur en chef du chemin de fer de l'Est, conçut l'entreprise hardie d'aller enlever ce convoi et de le ramener dans nos lignes.

Courcelles est à 10 kilomètres de Metz; pour y arriver, il fallait d'abord enlever les positions occupées par les Prussiens entre cette station et nos lignes, puis les conserver assez longtemps pour qu'une locomotive, avec un wagon blindé monté par 26 soldats, pût aller jusqu'à Courcelles prendre le convoi de vivres et le ramener à Metz.

La partie de l'opération qui avait pour but de chasser

l'ennemi de ses positions fut confiée au général Lapasset à la tête de sa brigade.

A neuf heures du matin la troupe se mit en marche, se dirigeant sur les villages de Peltre et de Mercy. Cinq bataillons déployés composaient la première ligne, soutenue par deux bataillons formant la réserve. Défense avait été faite de tirer un seul coup de fusil jusqu'à ce qu'on eût débordé et tourné les lignes ennemies. Tel était l'ascendant que le général Lapasset avait su prendre sur ses soldats, que pas un coup de feu ne se fit entendre avant son ordre. Le général avait pris ses mesures pour assurer la réussite d'une opération dans laquelle tout devait être prévu et réglé de la façon la plus minutieuse et la plus précise. Chacun savait ce qu'il devait faire.

Ce fut un beau spectacle que celui de cette ligne d'infanterie de plus d'un kilomètre s'avançant calme, résolue et silencieuse, sous une grêle de balles. Elle gagna la crête d'où elle allait se précipiter sur l'ennemi. Parvenue là, et comme au terrain de manœuvre, la ligne se sépara en deux, le 90e exécutant une conversion à gauche, pour attaquer le village de Mercy, pendant que le 84e conversait à droite, afin de prendre en flanc et déborder les Prussiens retranchés dans Peltre.

L'ennemi ne put tenir nulle part et abandonna ses positions, laissant un grand nombre de morts, de blessés et de prisonniers. La brigade Lapasset s'empara, en outre, d'une certaine quantité d'armes, de provisions et de bétail. Malheureusement des coupures faites en travers de la voie ferrée empêchèrent de pousser jusqu'à Courcelles la locomotive qui devait ramener le convoi de vivres. Les Prussiens avaient été avertis par un de leurs espions qui vendait de l'eau-de-vie dans nos camps, et traversa les lignes françaises pendant la nuit. Les coupures du chemin de fer se firent immédiatement pendant que le général Lapasset commençait son attaque.

Averti de ce contre-temps, le général donna le signal de la retraite qui se fit dans le meilleur ordre et sans un coup de fusil.

Ce hardi coup de main si bien préparé, si admirablement conduit, releva un peu le moral de nos troupes, que l'inaction abattait plus que les fatigues et les privations.

Le général Lapasset reçut de toutes parts de chaleureuses félicitations, et les soldats surtout répétaient à l'envi qu'avec un tel chef ils marcheraient les yeux fermés. Le combat de Peltre fut le dernier effort de l'armée de Metz.

Au début de la campagne, Lapasset eut le commandement d'une brigade dans le corps du général de Failly, qui le chargea de mettre Sarreguemines en état de défense. Il devait se maintenir dans cette position pendant que le général de Failly se dirigerait sur Bitche avec son corps d'armée.

Le 6 août, après le combat de Forbach, le général Frossard, se repliant sur Metz par Sarreguemines et Puttelange, demanda au général Lapasset, qui n'était pas sous ses ordres, de former l'arrière-garde de son corps d'armée complètement dispersé. Une attaque des Allemands eût achevé ce malheureux corps. Lapasset n'était pas homme à refuser une mission de salut. C'est ainsi que la 1re brigade de la 2e division du 5e corps se trouva séparée d'une façon définitive de son corps d'armée et rattachée au 2e, dont elle forma partie intégrante, sous le nom de *brigade mixte*. Cette brigade comprenait :

Le 84e de ligne, le 97e de ligne ; un détachement du 14e bataillon de chasseurs à pied ; une batterie du 2e d'artillerie, le 3e régiment de lanciers.

C'est avec ces troupes si peu nombreuses que le général Lapasset maintint l'ennemi, en faisant l'arrière-garde du corps Frossard, depuis Sarreguemines jusqu'à Metz.

Pendant les cinq jours que dura cette marche rétrograde, la brigade mixte fut sans cesse en contact avec l'ennemi et eut plusieurs engagements. La cavalerie, soutenue par les chasseurs à pied, culbuta souvent les escadrons prussiens.

Si la retraite du corps Frossard s'opéra tumultueusement, l'arrière-garde fit l'admiration de tous par sa discipline, son attitude militaire, son calme et sa fermeté.

Dans sa déposition au procès du maréchal Bazaine, le général Frossard a dit : « J'étais tranquille, la brigade Lapasset était là. »

Enfin, lorsque le maréchal Bazaine donna l'ordre de faire porter les drapeaux à l'arsenal de Metz pour y être brûlés, Lapasset répondit au général Frossard qui lui transmettait cet ordre : « Mon général, la brigade mixte ne rend ses drapeaux à personne et ne se repose sur personne de la triste mission de les brûler ; — elle l'a accompli ce matin ; j'ai entre les mains les procès-verbaux de cette lugubre opération. »

Dans cette circonstance, l'indignation de son âme si fière fut plus forte que la discipline. Son cœur, embrasé de patriotisme, se révolta à la pensée de livrer les drapeaux que sa brigade avait promenés sur les champs de bataille. Il aimait, il vénérait ces drapeaux témoins des morts glorieuses de ses officiers et de ses soldats. Pour la première fois, durant sa longue carrière d'obéissance, le général Lapasset ne put obéir.

Un douloureux pressentiment lui faisait deviner que Bazaine ne brûlerait pas nos drapeaux, mais les livrerait à l'ennemi, pour servir de trophées au roi de Prusse.

Quelques jours avant, Lapasset s'était rendu chez le maréchal Bazaine et lui avait dit que, pouvant compter sur sa brigade à la vie et à la mort, il désirait lui demander un effort héroïque pour échapper à la honte d'une

capitulation. Tous ses hommes le suivraient. Son projet était de se faire jour. Il avait, dans le début, étudié les points de passage et les directions à suivre pour rejoindre les troupes françaises opérant au dehors de Metz. Mais, avant de risquer la vie de ses 5.000 braves soldats, il voulait savoir quels étaient les projets du commandant en chef, afin de ne pas substituer une action individuelle à une action générale, si le Maréchal en voulait tenter une. Après avoir reçu le général Lapasset avec la plus grande bienveillance, le Maréchal fit briller à ses yeux l'espoir d'une résolution énergique. En présence du maréchal Canrobert, Bazaine expliqua sommairement les directions que devaient suivre les diverses colonnes. Le général Lapasset, très ému de cette confidence, s'écria : « Nous sommes la dernière armée de la France, monsieur le Maréchal ! et si nous devons succomber, il faut que la postérité se découvre devant nous ! »

Dans cette entrevue suprême, Lapasset mettait tout son cœur, tandis que le Maréchal se jouait de lui.

Lapasset attendit avec confiance les ordres sur son rôle dans l'action héroïque de la sortie. Le premier ordre qui lui parvint fut de livrer ses drapeaux à l'ennemi par les mains de Bazaine !

Au milieu des douleurs de la patrie et de l'affaissement des caractères, lorsque tant d'illusions s'évanouissent, on s'arrête devant Lapasset et devant ceux qui lui ressemblent. Ils sont en petit nombre, et il importe de conserver leur mémoire.

Ces hommes, que nous voudrions donner pour exemple, sont ceux qui font plus que leur devoir. Faire son devoir est chose facile ; ne le pas faire est indigne d'un homme d'honneur. Lapasset a toujours fait plus que son devoir, ce qui n'est pas toujours aisé dans une société où l'intrigue et la médiocrité conduisent trop souvent aux fortunes, aux faveurs et aux emplois brillants. Mais le mé-

rite consiste précisément à faire son devoir contre son intérêt, en ne songeant qu'au bon, au vrai et au juste.

Ferdinand-Auguste Lapasset était né en 1817. Il sortit de l'école militaire de Saint-Cyr à l'âge de vingt ans, avec l'un des premiers numéros, et fut admis dans le corps d'état-major où son père avait servi. Il fit, en Afrique, son stage d'infanterie et de cavalerie. Pendant vingt-sept ans, il servit en Algérie, parmi les distributeurs de récompenses, nul ne songea, ni pour la garde, ni pour les états-majors princiers, à cet officier qui combattait, administrait, et colonisait. Il avait, à l'heure de sa mort, 60 campagnes, et 58 ans d'âge seulement, ce qui lui donnait, militairement parlant, 118 ans.

Que dire d'un officier qui, depuis le grade de sous-lieutenant jusqu'à celui de général de brigade, sert toujours en guerre ; qui est aide-de-camp, chef de bureaux arabes de la plus haute importance ; qui commande les cercles et les subdivisions, est cité aux ordres à la suite des combats, ne prend pas le moindre repos, fait de l'Algérie une nouvelle patrie, et contribue à la conquête par un travail continuel ? A ce métier les faibles succombent, tandis que les forts grandissent en caractère, en courage, en puissance de travail, et s'élèvent à des hauteurs qu'ils ne soupçonnent même pas. Il y a longtemps que l'on sait que dans la carrière militaire l'esprit s'endort souvent pour ne jamais se réveiller, ou bien qu'il se développe par le labeur, et s'étend d'une façon incroyable. Napoléon Ier dit, en parlant du maréchal Lannes, duc de Montebello : « Il était devenu très supérieur, je l'avais pris pygmée, je l'ai perdu géant. »

Dans des sphères moins étendues, le même phénomène se produit tous les jours ; mais nos ministres de la guerre ne cherchaient même pas à distinguer un pygmée d'un

géant, ou, pour dire plus vrai, la France n'a pas eu un seul ministre de la guerre depuis le maréchal Soult. C'est là le secret de nos défaites, de Wissembourg jusqu'à la capitulation de Paris, en passant par Frœschwiller, Forbach, Sedan, Metz, Orléans et le Mans.

VI

Le soir même du combat de Peltre et de l'échec que le général Lapasset avait fait éprouver aux Prussiens, les flammes de l'incendie vinrent rougir le ciel à tous les points de l'horizon ; c'étaient les villages de Peltre, Colombey, et des Petites-Maxes qui brûlaient. Les Allemands se vengeaient des opérations de guerre les plus légitimes sur des populations inoffensives, sur des vieillards, des femmes et des enfants. Ils les chassaient de leurs chaumières et y mettaient le feu. « Un pareil fait est tellement horrible, a dit un historien (1), que nous nous abstiendrons de le juger, avant d'avoir lu le rapport officiel de l'état-major prussien. Pour que le prince Frédéric-Charles ait cru devoir donner de pareils ordres, il faut qu'il ait eu des raisons militaires ou politiques que nous ne sommes pas à même de connaître et dont l'importance pourra seule expliquer d'aussi sauvages dévastations commises de sang-froid. »

A la fin du mois de septembre, la ville de Metz présentait le plus douloureux des spectacles. Les rues étaient silencieuses, les magasins presque vides, des soldats estropiés se traînaient péniblement ; la petite vérole s'était déclarée à l'hôpital, on parlait de cas de typhus, de scorbut ; toutes les maladies semblaient se

(1) *Metz, campagnes et négociations*, par un officier supérieur de l'armée du Rhin. Ouvrage attribué à M. d'Andlau.

déclarer à la fois ; la mortalité des enfants prenait d'énormes proportions.

Le prix de toutes choses s'était considérablement accru. Ainsi, le kilo de bœuf se payait 9 francs ; le kilo de veau 14 francs ; de mouton 10 francs ; et tout cela était fort rare. La douzaine d'œufs valait 6 francs ; le kilo de haricots 3 francs, — d'oignons 4 francs, — de pommes de terre 1 fr. 20 ; — les 100 kilos d'avoine se payaient 50 francs, — de paille 25 francs.

L'armée avait sa viande et son pain, mais, pour le reste, elle exerçait une influence considérable sur les prix de la ville.

Au commencement du mois d'octobre, l'ennemi accorde à l'armée française une tolérance inespérée : la correspondance des familles. Les lettres sont emportées par des parlementaires ; quelques-unes arrivent du dehors. Les prisonniers allemands qui ne sont pas encore échangés jouissent aussi de la même faveur. De quelque côté qu'elle vienne, cette correspondance est soumise à la censure dans les deux camps.

Combien de lettres arrivent pour des hommes qui ne sont plus ! Du fond de l'Allemagne comme des rives du Rhône, les mères adressent à leurs fils des pages mouillées de larmes, elles demandent le retour de l'enfant et racontent les longues prières qu'elles adressent à Dieu. Elles parlent du village, du pasteur, des vieux parents et de la moisson prochaine.

Parfois aussi un père demande avec instances le corps de son fils, tombé dans quelque combat. Ne croyez pas que l'officier français soit sourd à cette prière d'une famille allemande. M. Fay, aujourd'hui général, est chargé de voir cette correspondance et il écrit dans son journal ces lignes qui font honneur, non pas à lui, mais à nous tous ses camarades : « On demande le corps de l'une de ces victimes, on le réclame avec instances, pour

le rendre à sa famille (en Allemagne). Je veux m'assurer par moi-même qu'il est impossible, ainsi qu'on le prétend, de satisfaire à une prière aussi légitime, et je vais au cimetière de l'armée, dans l'île de Chambière. Là, le gardien me montre la tombe recouverte dans laquelle a été enterré, il y a un mois, le brillant hussard de Ziethen; ils sont là 2.000 des deux nations, sur huit rangs de hauteur. On me conduit ensuite à la fosse béante qui doit recevoir les hécatombes que la mort fera ces jours-ci. Quel spectacle, et combien il est propre à rabaisser l'orgueil de l'homme ! Au fond de cette excavation vingt-quatre cadavres sont étendus côte à côte, enveloppés d'un linceul et à l'air libre ; quelques traits du visage, parfois la tête, un membre sortent du drap mortuaire ; et je contemple en silence et tristement les corps immobiles, amaigris, défigurés, quelques-uns mutilés, qui ont trop souffert ici-bas, et qui ne sont plus. Voilà donc l'homme ! Je m'éloignai en murmurant tout bas les mots si célèbres d'Hamlet : *to be or not to be.* »

Le 7 octobre, l'armée de Metz livre le combat de Bellevue et de Saint-Remy, qui nous coûta 11 officiers tués, 53 blessés, dont trois officiers généraux et, dans la troupe, 90 tués, 911 blessés et 122 disparus. 535 prisonniers restèrent en notre pouvoir. Les Prussiens, suivant leur habitude, incendièrent le soir même les fermes des Tapes.

Dans la journée du 7 octobre, l'ennemi envoie à l'armée de Metz une centaine de soldats échangés, qui ont été pris à Paris, à Strasbourg et à Toul. Parmi eux se trouve un vieux sous-officier auquel un capitaine prussien disait à Ars que Paris venait de se rendre. « Mais, malheureux, a répliqué le sous-officier français, ne savez-vous pas qu'il faudrait la Prusse entière pour maintenir l'ordre dans Paris ! »

Tous ces prisonniers arrivent de Mayence. Le 8 octobre, on trouve, sur un Prussien tué la veille, une lettre qu'il écrivait à sa femme. Cet homme tenait une petite maison de commerce en Silésie : ..... « A partir d'aujourd'hui, tu recevras probablement de mes nouvelles tous les jours. Pris comme secrétaire du sergent-major, je vis avec lui et je reste aux bagages en cas d'alerte. Or, ces alertes ne manquent pas en ce moment; au contraire, les Français ne nous laissent pas un seul instant de repos. Avant-hier, ils se sont amusés à nous envoyer des boulets de 72 livres ; heureusement ils ne nous ont pas fait de mal ; mais, comme nous étions à Saint-Michel, nous avons jugé à propos de changer de propriétaire et de chercher un logement plus sûr. Nous sommes allés derrière la montagne, mais, les Français l'ignorant, ont encore tiré gaiement aujourd'hui sur les gourbis de l'ancien emplacement.

« ...Je ne voudrais pas entrer à l'ambulance, car j'ai peur d'y devenir de plus en plus malade. Cependant ceux qui, étant dans les ambulances, sont favorisés par la Providence, vont quelquefois d'un seul trait jusqu'à Berlin. Les autres, au contraire, sont couchés comme des chiens. J'en ai vu à Remilly, très grièvement atteints, étendus sur la terre nue, même pendant la nuit. On ne leur donnait pas autre chose que du café, et un peu de pain blanc... »

Ce pauvre homme n'était pas le lendemain aux bagages, malgré ses fonctions de secrétaire ; il n'avait même pas la bonne chance de n'être que blessé pour aller d'un trait jusqu'à Berlin. De combien de soldats, de combien de familles n'est ce pas là l'histoire ! La petite maison de commerce de Silésie n'a pas vu le maître revenir de la guerre.

Les chevaux tombent morts par centaines ; les malades et les blessés se plaignent du froid dans leurs vastes

baraques. L'armée supporte une véritable agonie. Les officiers se réunissent par groupes et déplorent hautement l'inaction des troupes. Les plus intelligents, les meilleurs disent aux autres : Pour éviter un nouveau Sedan, il faut absolument. coûte que coûte, se faire jour sans tarder davantage. Laissons à Metz tous nos bagages, les canons que l'on ne pourra pas traîner; formons un corps de cavalerie peu nombreux, mais solide, avec les quelques hommes qui nous restent et les montures d'officier; attelons le plus d'artillerie possible avec les chevaux de fourgons, qui sont en bon état encore, et des chevaux de réquisition; ayons en outre des *attelages haut le pied*, et qu'avec l'infanterie valide, trois jours de biscuit ou de pain dans le sac, les officiers bissac au dos comme la troupe, on s'élance d'ici à deux ou trois jours, par ce temps de brume, dans la direction de Remilly; on y perdra du monde, mais 80.000 hommes passeront; ils marcheront rapidement vers Nancy, avant que le cercle des troupes prussiennes ne se réunisse en faisceau; ils se disperseront, s'il le faut, en corps d'armée, pour marcher plus rapidement, mais en se soutenant toujours; et, fussent-ils anéantis, ils auront sauvé l'honneur des armes. Mais capituler comme nos malheureux compagnons d'armes de Sedan, livrer la clé de la Lorraine, après avoir livré celle de l'Alsace, voilà des douleurs patriotiques dont on ne se guérit jamais !

Capituler ! c'est rendre disponibles 150.000 Allemands, qui marcheront sur Paris et sur la Loire !

On publie, le 9 octobre, l'état de nos pertes officielles, depuis le commencement de la guerre, pour les cinq corps d'armée, actuellement sous Metz :

Officiers tués 320, blessés 1.331, disparus 209. Total : 1.860.

Troupes : tués 3.041, blessés 22.082, disparus 11.155. Total : 36.278.

Totaux : tués 3.361, blessés 23,413, disparus 11.364. En tout : 38.138.

Les pertes de Wissembourg, de Frœschwiller et de la campagne de Sedan ne sont pas comprises dans cet état.

Le prince Frédéric-Charles, commandant en chef de l'armée ennemie, accorde le 12 octobre un sauf-conduit au général Boyer, chef du cabinet du maréchal Bazaine. Cet officier général a pour mission de se rendre à Versailles, avec des instructions arrêtées par un conseil de guerre.

Le 15 octobre, deux soldats français vont, sans armes, au delà de Woippy pour arracher des pommes de terre. Ils se trouvent en présence de trois Prussiens dont un sous-officier. Stupéfaction et embarras réciproques, suivis tout à coup d'une reconnaissance fort inattendue : le sergent prussien avait été commis dans une maison de commerce dans le midi de la France, avec un de nos maraudeurs. On s'aborde, on se donne la main, et la conversation s'engage sur les affaires. Tous conviennent qu'elles ne sont pas gaies, et l'on exprime des vœux pour la paix. « Elle ne se fera pas attendre, dit le sous-officier prussien, car pour Metz, nous savons bien que nous le prendrons un jour ou l'autre par les vivres ; mais ce qui nous préoccupe c'est l'armée qui vient au secours de Metz, et aujourd'hui même nous livrons une grande bataille. »

Le bruit lointain du bombardement de Verdun avait fait penser, dans les deux armées, qu'une bataille se livrait non loin de Metz. De retour à leur corps, les deux maraudeurs annonçaient la grande bataille.

La joie fut grande dans nos camps, et les soldats demandaient une sortie pour aller au secours des camarades qui se battaient.

Tous les jours des communications irrégulières s'éta-

blissaient aux avant-postes. Nos soldats, poussés par la faim, agissent comme en plein armistice, et franchissent nos lignes avec des corvées. Ils se sont avancés, le 15 octobre, jusqu'au bois de Woippy. Là, ils ont fait paître leurs chevaux, en remplissant en même temps des sacs de magnifiques pommes de terre. Ils se sont entendus hêler, et levant la tête, se sont trouvés en présence d'une patrouille prussienne postée au coin du bois. Interdits, ils ne savaient s'ils devaient se sauver et restaient sur place. Leur étonnement redoubla et leurs craintes cessèrent à la vue des signes de leurs ennemis. Ceux-ci les appelaient en brandissant, non leurs armes, mais une bouteille de rhum. Nos hommes s'approchant entrèrent en conversation, et burent de bon cœur. Les Prussiens demandèrent si l'on manquait de vivres dans Metz. Les nôtres répondirent qu'ils avaient le pain, la viande, le café, le sucre, le riz et le vin, mais qu'ils souffraient de la privation du sel. A quoi les bons ennemis répliquent par le don généreux de toute leur provision de sel. Puis ils dirent à nos soldats de se hâter d'emporter leurs pommes de terre parce qu'ils allaient être relevés par une patrouille de garçons moins bons enfants. Eux sont Polonais, mariés, pères de famille et désireux de retourner chez eux ; les autres sont Prussiens et célibataires.

Cette rencontre se renouvelle, et le prince Frédéric-Charles s'en émeut. De son côté, le maréchal Canrobert adresse ce rapport au général en chef : « Malgré un cordon serré de tirailleurs, un grand nombre d'hommes, trompant toute surveillance et se faufilant à travers le bois de Woippy, se sont trouvés en présence de 14 hommes, près de Sainte Agathe. Ce poste les a appelés par signes. Nos hommes ont répondu à cet appel, et les ennemis, qui sont du duché de Posen, leur ont offert à boire, leur ont fait manger de la soupe, et ont arraché

pour eux des pommes de terre. Je donne des ordres pour que ce fait ne se renouvelle plus. »

Mais comment arrêter des hommes poussés par la faim? Il y avait d'ailleurs de bonnes âmes dans la Landwher, témoin ce brave garçon tué aux avant-postes, et dont la giberne renfermait cette lettre mêlée aux cartouches : « Les Français nous font pitié, écrivait-il à sa femme, ils meurent de faim, et ils viennent gratter la terre devant nous pour avoir des pommes de terre et des racines. Nous les laissons faire. Mais le prince Frédéric-Charles, qui a eu connaissance de tout cela, a donné l'ordre d'empêcher cette récolte et force nous est de tirer sur ces malheureux. »

Les jours s'écoulent tristement et la misère augmente. Le 16 et le 17 octobre, le calme apparent de la population de Metz cache à peine l'irritation des esprits. On se plaint à haute voix de l'inaction de l'armée, on va même jusqu'à joindre au nom de Bazaine un mot infâme, celui de traître.

Pour détourner l'attention et faire supposer un projet énergique, le Maréchal fait passer la revue des cartouches et des vivres de réserve des hommes.

On apprend par un prisonnier la perte d'Orléans et la marche de l'ennemi dans les provinces. Mais on sait en même temps que pas un seul des forts détachés de Paris n'est au pouvoir des Allemands.

Le nombre des malades en traitement dans les hôpitaux et les ambulances s'élevait, le 1er octobre, à 14.514, dont 8.581 blessés; il était, le 16 octobre, de 15.343, dont 7.600 blessés.

Depuis le 8 octobre, l'augmentation journalière des hommes en traitement est de 100; le nombre des décès est de 50 à 60 par jour, la plupart blessés.

Le général Boyer revient de Versailles, où il a été accompagné et surveillé par les Prussiens, afin d'em-

pêcher toute communication avec d'autres personnes que les agents du roi Guillaume. Un conseil de guerre se réunit et le général Changarnier en fait partie. Le général Boyer, douloureusement impressionné de son voyage, dit au conseil que le roi de Prusse aurait déclaré ne pas vouloir traiter avec le gouvernement de la Défense nationale ; il consentirait à laisser sortir de Metz l'armée du maréchal Bazaine, avec armes et bagages, et à l'interner sur un point neutralisé du territoire français, à condition qu'elle proclamerait le prince impérial.

Le conseil délibéra et il fut résolu, à la majorité de 7 voix contre 2, que le général Boyer retournerait à Versailles, et de là se rendrait en Angleterre, dans l'espoir que l'intervention de l'Impératrice régente auprès du roi de Prusse obtiendrait des conditions plus favorables pour l'armée de Metz.

A l'unanimité le Conseil décide que le maréchal commandant en chef *ne saurait accepter aucune délégation pour signer les bases d'un traité impliquant des questions étrangères à l'armée, celle-ci devant rester en dehors de toute négociation politique.*

La mission du général Boyer n'avait donc d'autre but que de chercher à faire sortir l'armée du Rhin de la situation pénible où elle se trouvait, et de la conserver à la France. Les tentatives du général ne purent aboutir, les garanties demandées par l'autorité allemande ayant paru excessives et leur acceptation ne dépendant en aucune façon des chefs de l'armée.

Un autre conseil fut tenu le 19 octobre, et le général Boyer partit de nouveau. Quelques personnages espéraient qu'il ramènerait l'Impératrice. A cette époque, on pouvait se tromper sur les intentions de la Prusse, à laquelle on prêtait des sentiments honnêtes sinon généreux. La Prusse voulait gagner du temps, elle abusait du faible caractère de Bazaine, de son peu de lumiè-

res politiques, de sa fatigue et de ses inquiétudes pour son propre avenir.

Le conseil de guerre tenu à Metz a reçu de vifs reproches de quelques historiens, et plus d'un parti politique a désapprouvé ses décisions. En résumé, le général Boyer devait dire à l'Impératrice : « Madame, l'Empereur nous a mis dans l'embarras ; vous seule pouvez nous en tirer ; votre devoir est de le faire. Venez avec nous. La Prusse consentira alors à ce que l'armée de Metz, dernier soutien de l'ordre, se retire dans le Nord. On y réunira les anciennes Chambres et on traitera. On fera appel au pays et nous nous soumettrons à son verdict. »

Ce langage est digne, car il exprime une noble pensée, la soumission de l'armée aux vœux de la nation. Mais il est puéril, car les anciens députés et les anciens sénateurs n'ont plus ni prestige, ni autorité. L'Impératrice elle-même a perdu ce qui faisait sa force. Le gouvernement de la Défense nationale est maître des positions, sinon en droit du moins en fait. En marchant avec une effroyable rapidité, les événements ont porté le trouble dans toutes les âmes et il n'y a plus de ces sublimes dévouements qui sauvent les empires !

Non, Bazaine avait manqué son heure. Vigoureux et brillant soldat, il était fait pour la bataille. Un fatal aveuglement le conduisit à sa perte. Ce n'était qu'un caractère sans élévation qui perdit ses troupes et son pays.

A l'armée d'Afrique, la principale qualité était la bravoure. Le zouave personnifiait cette armée. Les vertus militaires, discipline, instruction, noblesse de sentiments, amour du soldat venaient après le courage. Si bien qu'on parvenait aux grades les plus élevés, en laissant fort à désirer sur la véritable capacité , et même sur cette moralité banale dont le monde se contente.

Les généraux en chef de la dernière guerre nous ont fait penser souvent à une lettre écrite par Napoléon Ier,

le 25 mai 1805 : « Rien ne donne plus de courage et n'éclaircit plus les idées, que de bien connaître la position de son ennemi. » Comme ils ne connaissaient jamais la position de l'ennemi, leurs idées devenaient confuses, et leur courage, tant de fois éprouvé, se troublait singulièrement.

Le 25 octobre, l'armée apprend le retour du général Boyer. L'Impératrice a refusé de se prêter à la combinaison proposée. Elle ne peut se résigner à présenter son fils tenant à la main le traité qui morcellera la France. De son côté, le prince Frédéric-Charles a fait savoir qu'au quartier royal on ne voyait plus la possibilité d'aboutir à un résultat avec des négociations politiques.

En présence de ces hautes considérations on entend ce cri : Plus de pain !

Ah ! le calcul a été bien fait par nos ennemis ; de négociations en négociations, de mensonges en mensonges, ils ont amené l'armée française au bord du précipice.

Le conseil de guerre se réunit pour la troisième fois, et, « désirant être complètement et définitivement édifié sur les intentions du quartier-général de l'armée allemande à notre égard, prie M. le général Changarnier..... de se rendre auprès du prince Frédéric-Charles, pour tâcher d'obtenir, non une capitulation, mais un armistice avec ravitaillement, ou la faculté pour l'armée de se retirer en Afrique (1). »

Cette délicate mission de l'illustre général échoua comme celle du général Boyer.

Le conseil de guerre se réunit encore pour entendre le général Changarnier, qui rend compte de sa mission. On est au 26 oclobre. « Il est convenu *à l'unanimité*, non sans la plus vive douleur, que le général de division Jarras chef d'état-major général, serait envoyé au quartier-général du prince Frédéric-Charles, comme délégué

(1) Texte du rapport sommaire.

par le conseil et muni de ses pleins pouvoirs, pour arrêter et signer une convention militaire, par laquelle l'armée française, vaincue par la famine, se constituerait prisonnière de guerre. »

VII

Comment ! toute notre infanterie prisonnière, notre cavalerie détruite, nos canons, nos fusils, nos drapeaux au pouvoir des Prussiens ! Les places fortes léguées par nos pères, arrachées à la France, tous nos officiers captifs, Paris, notre capitale, entouré d'un cercle de fer, et dans la ville de Louis XIV, dans le Versailles orgueil de la monarchie, le roi Guillaume de Prusse gouvernant notre France suivant son bon plaisir !

Le 29 octobre, le sacrifice était consommé. Une capitulation livrait Metz à la Prusse et l'armée devenait prisonnière.

Pour consoler les cœurs brisés, on disait que l'armée de Metz avait perdu, dans ses divers combats : 24 généraux ; 2.097 officiers ; 40.339 sous-officiers et soldats.

Oui, c'était un sang précieux répandu pour l'honneur du pays, mais sans profit, une perte immense ajoutée à tant d'autres. La postérité jugera si de tels sacrifices méritent que des chefs d'armée étalent orgueilleusement des listes de leurs morts. Mais nous, frères d'armes de ces victimes, nous ne pouvons que courber le front et retenir les larmes qui mouillent nos paupières.

Encore un mot pour clore cette page.

Bazaine avait ordonné de porter les drapeaux à l'arsenal. « Je me suis réservé, disait-il, de donner *moi-même les ordres directement* pour faire brûler les drapeaux. » Le Maréchal ne donna pas cet ordre. Nos enseignes glorieuses furent livrées, le lendemain, à la Prusse !... non pas toutes, mais celles des régiments dont

les colonels avaient cru à la parole du maréchal Bazaine. Le général Desvaux, qui commandait la garde impériale, fit porter les siennes à l'arsenal, mais en les confiant à un général d'artillerie qui les livra aux flammes en sa présence. Dans quelques régiments, les colonels, appuyés par les officiers, refusèrent de laisser enlever leurs drapeaux : ils les déchirèrent pour s'en partager les lambeaux. Des 76 drapeaux que comptait l'armée de Metz, on parvint à en soustraire 31 à la souillure préparée par Bazaine. L'ennemi n'en trouva que 45 à l'arsenal. On ose admirer à Berlin ces trophées *pris sur les Français;* ils n'ont pas été *pris*, mais *livrés*, et peut-être *vendus*.

L'ordre de porter les drapeaux à l'arsenal était écrit sur le registre de correspondance. Le chef d'état-major général fit enlever et déchirer la page du registre sur laquelle avait été copiée la circulaire aux commandants de corps d'armée et au général Coffinières. Dans les archives de l'armée, on ne trouverait pas trace des ordres donnés pour la livraison de nos drapeaux. Mais dans les musées de la Prusse, le voyageur s'arrête devant nos quarante-cinq étendards, couverts de poudre, déchirés par la mitraille, mutilés et sanglants ! Pour le maréchal Bazaine, un drapeau n'était qu'une étoffe clouée à un bâton ; il a osé dire : « que les drapeaux n'ont de valeur morale que quand ils sont pris sur le champ de bataille; ils n'en ont aucune quand ils sont déposés dans un arsenal (1). »

Mais nous avons donc trompé cette jeunesse que nous confiait la patrie, pour la transformer en soldats ! Notre premier devoir a été de faire flotter à leurs yeux le drapeau du régiment, réuni sous les armes. Ils ont vu partir l'escorte du drapeau précédé de la musique, et lorsque ce symbole de la patrie a paru devant le front de la troupe, le colonel a salué au nom du régiment ;

(1) *Rapport sommaire*, page 23.

dans la cavalerie, les escadrons ont présenté le sabre, honneur qui ne se rendait même pas au souverain. Nous avons dit à nos jeunes soldats : « Ce drapeau sera désormais pour vous la France, notre sainte patrie. Nous ne le rendrons jamais, car l'honneur du régiment est enfermé dans ses plis. Vous allez, devant Dieu et devant les hommes, jurer de mourir plutôt que de l'abandonner. » Ces paroles, nous les avons prononcées pendant huit ans, à l'arrivée des recrues, dans notre régiment de dragons, et pendant huit années encore, nous les avons fait prononcer par les colonels que nous avions l'honneur d'avoir sous notre commandement.

Dans ces circonstances, entourées d'une certaine solennité, nous avons toujours vu les soldats pénétrés de grandes pensées et fiers de leur drapeau.

Le maréchal Bazaine avait une morale militaire plus facile. « Même en campagne, hors des champs de bataille, les drapeaux n'ont, dit-il, d'autre valeur que celle qui résulte de la perte ou de la conservation. » Il faudrait en conclure que pendant la guerre, même dans les marches ou les cantonnements, le drapeau ne conserverait pas son caractère sacré. En temps de paix, il ne serait qu'un objet de luxe. Si le maréchal Bazaine n'admettait pas la valeur constante des drapeaux, pourquoi annonçait-il à l'armée qu'il les ferait brûler ?

Dans le 25e bulletin du 16 novembre 1805, Napoléon Ier disait : « Le soldat français a pour les drapeaux un sentiment qui tient de la tendresse. »

Combien d'hommes se sont fait tuer, depuis un siècle, pour sauver leur drapeau, non seulement en France, mais dans les armées étrangères ! Tel drapeau a passé dans la même bataille aux mains de cinq ou six officiers. Demandez au baron de Charette combien de ses zouaves sont tombés pour soutenir l'enseigne de sa troupe à la journée de Patay ?

Gardons-nous bien de laisser perdre ce respect pour un symbole presque religieux. Tous les respects sont unis par un lien mystérieux. Celui qui ne vénère pas le drapeau partout et toujours a perdu le respect de l'autorité, et met en oubli la grandeur de la discipline.

La bénédiction des drapeaux, cérémonie toute chrétienne, imprime au drapeau un caractère religieux. Qui ne connaît le beau discours prononcé par Massillon à la bénédiction des drapeaux du régiment de Catinat, l'un des chefs-d'œuvre de l'art oratoire?

Après la victoire d'Austerlitz, l'empereur Napoléon passait la revue de l'armée. Un régiment seul était sans drapeau. « Soldats du 4e, s'écria Napoléon d'une voix terrible, soldats du 4e, qu'avez-vous fait du drapeau que je vous avais donné?..... Le colonel s'avance, et, sans répondre un mot, présente six drapeaux enlevés aux Russes et aux Autrichiens. — « Cela prouve que vous n'avez pas été des lâches, reprend à haute voix le vainqueur d'Austerlitz, mais vous avez pu être imprudents. Ces six drapeaux ne me rendent pas mon aigle. » A la première bataille, le 4e régiment se fit décimer pour conquérir un nouveau drapeau. Jusque-là, par ordre de l'Empereur, le régiment avait porté le deuil.

« Les soldats, a dit le maréchal de Saxe, doivent se faire une religion de ne jamais abandonner leur drapeau. Il doit leur être sacré, et l'on ne pourrait y attacher trop de cérémonies pour le rendre respectable et précieux. Si l'on peut y parvenir, on peut aussi compter sur toutes sortes de bons succès. La fermeté des soldats, leur valeur en seront les suites. »

Comment la main du maréchal Bazaine n'a-t-elle pas été paralysée, comment son cœur n'a-t-il pas cessé de battre, lorsqu'il a signé l'ordre de livrer nos drapeaux aux Prussiens!

Cependant les événements se précipitaient. La ville de Metz était dans une agitation extrême. Les habitants désarmaient les soldats qui allaient verser leurs fusils à l'arsenal, les cartouches étaient enlevées et bientôt la population fut armée de chassepots. Le son lugubre du tocsin partait des églises, tandis que les femmes éplorées se répandaient sur la place publique. Le mot *trahison* s'élevait de toutes parts. Des officiers, égarés par la douleur, se mêlaient aux rassemblements tumultueux. Informé de ce qui se passait, le maréchal Bazaine envoya dans Metz un bataillon de la garde et deux autres aux portes. Il avait eu soin de ne faire désarmer la garde impériale que le 29 dans la matinée. Les soldats et les habitants, aussi malheureux les uns que les autres, s'unirent dans une affliction commune. Un silence mortel succéda aux bruyantes colères, et lorsque la nuit vint, les familles veillèrent autour de la lampe. On priait et on pleurait. Metz commençait son agonie.

Il n'y avait pas dans la ville un seul enfant qui ne sût par cœur une histoire racontée près des berceaux : c'était celle du siège de Metz par Charles-Quint en 1552. Mais alors la place était défendue par le duc de Guise. 75.000 hommes en attaquèrent 10.000, et, pendant deux mois, les troupes du duc de Guise ne cessèrent de combattre nuit et jour. Après avoir perdu le tiers de son armée, Charles-Quint, ou plutôt le duc d'Albe, fut forcé de se retirer. Ce souvenir était l'orgueil des habitants. Ils considéraient leur ville comme imprenable, n'eût-elle que la garnison du duc de Guise.

Le désarmement des troupes s'accomplissait.

173.000 soldats français se rendaient à 200.000 Allemands, c'est-à-dire à une armée qui ne comptait que 27.000 hommes de plus (1).

(1) Chiffre officiel donné par le roi de Prusse, dans sa dépêche à la Reine, et par le prince Frédéric-Charles dans son ordre du jour.

Après avoir déposé les armes, on se réunissait pour la dernière fois. Les officiers et les soldats se confondaient dans la même douleur, a dit un témoin, et, dans ce moment suprême, le même esprit animait tous ces hommes, le même sentiment régnait dans tous les cœurs, quel que fût le rang, quel que fût le degré de la hiérarchie. L'attitude était presque partout calme, digne, résignée; de loin en loin s'exhalaient des cris d'indignation, puis le silence se faisait. Chacun se sentait profondément humilié et courbait le front; mais, à l'aspect de l'ennemi, les têtes se redressèrent, des éclairs de rage partirent de bien des yeux, la haine se peignit sur les visages ; certes, si en ce moment les hommes avaient eu des armes, il est difficile de dire ce qui serait arrivé. Une collision terrible eût pu éclater; qui sait si ce n'eût pas été un bonheur ? Le maréchal Bazaine avait bien fait de refuser les honneurs de la guerre, car sa présence seule serait devenue la cause de terribles actes de vengeance.

On voyait les soldats entourer leurs officiers. Des paroles entrecoupées s'échangeaient, on se pressait les mains, on se jetait dans les bras de son voisin, on s'embrassait et plus d'une larme tombait sur de vieilles moustaches. Se reverrait-on jamais ? Et la pauvre France qu'allait-elle devenir ?

Soit par mesure de précaution, soit comme témoignage d'estime, toute l'armée prussienne avait pris les armes. Les corps étaient formés sur un côté des différentes routes par lesquelles arrivaient les prisonniers ; sur l'autre, se tenait le général commandant le corps, entouré de son état-major. Le prince Frédéric-Charles avait tenu à assister de sa personne à ce triomphe des armes allemandes. Quand les colonnes eurent défilé devant les chefs allemands, elles furent arrêtées.

« Le moment de la séparation était arrivé, dit un officier ; les cœurs se soulevèrent, les yeux se rempli-

rent de larmes, ce furent des adieux déchirants. Les liens de la fraternité militaire, qui s'étaient resserrés devant l'infortune, semblaient brisés pour jamais. Les soldats suppliaient les officiers de ne pas les abandonner. Et pendant cette scène si douloureuse, des officiers prussiens comptaient le nombre de têtes, avant de parquer ces hommes dans un champ entouré de fusils chargés. »

Immobiles d'abord, les officiers, profondément émus, voient leurs soldats s'éloigner, puis les Prussiens les ramènent dans leurs bivouacs déserts.

On entend dans le lointain une musique joyeuse : ce sont les régiments prussiens qui entrent à Metz. Les boutiques sont fermées, les rues désertes. Les femmes prennent le deuil et la statue de Fabert est entourée d'un long crêpe.

Au nom du roi de Prusse, le général Kümmer prend le commandement de la ville de Metz.

Nul n'a pu apercevoir le maréchal Bazaine. Il a sollicité du prince Frédéric-Charles la faveur de partir le premier. Il n'attendit même pas cette autorisation et vint coucher à Moulins, le dernier village de nos avant-postes. Dérobé à tous les regards, il attendit le lendemain pour franchir les lignes prussiennes à Ars. Là, il fut reconnu par les habitants, bons Français s'il en fut, mais exaspérés à cette heure. Bazaine, accueilli par des cris, des huées, des sifflets, vit même des pierres lancées contre sa voiture. La gendarmerie prussienne vint protéger le général en chef de l'armée du Rhin, ce général en chef que la Chambre des députés avait proclamé grand capitaine, au début de la guerre !

La dernière journée de Metz fut le dimanche 30 octobre. Le lendemain, lundi, tout était consommé. Le 2 novembre, la *Gazette du Weser* publiait cette lettre d'un officier prussien : « Il y aun camp de prisonniers français à Ars-

la-Quénexi, entre Aubigny, Marsilly et Ars. Il faut avoir vu cette misère pour s'en faire une idée. Les premiers arrivaient mécontents et fiers ; mais un morceau de pain, et des plus petits, déridait vite la plupart des fronts ; ils n'avaient, dans les derniers temps, à Metz, d'après leur aveu, qu'un tiers de ration de pain et un peu de viande de cheval sans sel. Nous sommes, grâce à Dieu, dans des maisons, granges et écuries, mais il a fallu laisser les pauvres soldats français sous leurs petits abris, dans la boue, malgré une pluie continuelle. Aussi l'on pense ce qu'ils doivent souffrir. Le premier jour, il en tomba plusieurs sans vie sur la route ; après la première nuit de bivouac, on dut retirer 110 cadavres de leur camp. Ils crient tous famine, et, si on leur donne un peu de pain, ils le dévorent et en redemandent encore. Il est douloureux de voir souffrir ainsi tous ces braves gens ; il est des barbes grises qui pleurent et crient à la trahison. Beaucoup donnent leurs croix, leurs médailles pour avoir à manger. D'autres, cependant, conservent dans le malheur une noble fierté : ainsi un sergent-major de chasseurs s'est approché de moi, et, réduit à me demander du pain, a voulu absolument me le payer ; après m'avoir remercié, il s'est retiré avec dignité, pour satisfaire sa faim. J'avisai aussitôt un soldat français, et je lui donnai la pièce de un franc que je venais de recevoir, et qui fut aussitôt convertie en pain auprès de la vivandière. »

Voilà le tableau de nos misères, envoyé en Allemagne par un soldat prussien !

Après le récit de ces événements, après les capitulations de Sedan et de Metz, une redoutable question se dresse et frappe l'esprit de tout homme de guerre.

Dans quel cas un général peut-il capituler ? Napoléon Ier a résolu la question. Lorsqu'il reçut à Bordeaux la nouvelle de la capitulation de Baylen, le 22 juillet 1808, il

s'écria : « Qu'une armée soit battue, ce n'est rien : le sort des armes est journalier et l'on répare une défaite. Mais qu'une armée fasse une capitulation honteuse, c'est une tache pour le nom français, pour la gloire des armes. Les plaies faites à l'honneur ne guérissent point. L'effet moral en est terrible. Comment ! un général a eu l'infamie de consentir à ce que nos soldats fussent fouillés dans leurs sacs comme des voleurs !..... On dit qu'il n'y avait pas d'autre moyen de sauver l'armée, de prévenir l'égorgement des soldats. Eh bien ! il eût mieux valu qu'ils eussent tous péri, les armes à la main, qu'il n'en fût pas revenu un seul. Leur mort eût été glorieuse : nous les eussions vengés. On retrouve des soldats, il n'y a que l'honneur qui ne se retrouve pas (1). »

Les *Mémoires de Napoléon Ier* renferment une étude sur les capitulations. Cette étude est pleine d'intérêt et doit attirer l'attention. Son étendue nous oblige à un résumé fidèle des opinions de Napoléon :

« Les lois de la guerre, dit-il, les principes de la guerre autorisent-ils un général à ordonner à ses soldats de poser les armes, de les rendre à leurs ennemis et à constituer tout un corps prisonnier de guerre ? Cette question ne fait pas un doute pour la garnison d'une place de guerre : mais le gouverneur d'une place est dans une catégorie à part. Les lois de toutes les nations l'autorisent à poser les armes lorsqu'il manque de vivres, que les défenses de la place sont minées et qu'il a soutenu plusieurs assauts..... Tous les peuples civilisés ont été d'accord sur cet objet et il n'y a jamais eu de discussion que sur le plus ou moins de défense qu'a faite un gouverneur. Il est vrai qu'il est des généraux, Villars est de ce nombre, qui pensent qu'un gouverneur ne doit jamais se rendre, mais, à la dernière extrémité, faire sauter les fortifica-

(1) *Le Consulat et l'Empire*, Thiers.

tions et tenter une sortie de nuit au travers de l'armée assiégeante..... Les gouverneurs qui ont essayé ce dernier parti ont rejoint leur armée avec les trois quarts de leur garnison.

« ..... Mais les lois de la guerre n'ont jamais autorisé un général à capituler dans un autre cas que le siège d'une place. Le souverain ou la patrie commandent à l'officier inférieur et aux soldats l'obéissance envers leur général et leurs supérieurs, pour tout ce qui est conforme au bien ou à l'honneur du service. Les armes sont remises au soldat avec le serment militaire de les défendre jusqu'à la mort. Un général a reçu des ordres et des instructions pour employer des troupes à la défense de la patrie : comment pourrait-il avoir l'autorité d'ordonner à ses soldats de livrer leurs armes ? »

Il n'est presque pas de batailles, ajoute l'Empereur, où quelques compagnies, souvent quelques bataillons ne soient momentanément cernés dans des maisons, des cimetières ou des bois. Le capitaine ou le chef de bataillon qui capitulerait trahirait son prince et son honneur. Or, un général de division est à une armée ce qu'un chef de bataillon est à une division. Les capitulations faites par des corps cernés, soit pendant une bataille, soit pendant une campagne active, sont un contrat, dont toutes les clauses avantageuses se trouvent en faveur des individus qui contractent, et dont les clauses onéreuses sont pour le prince, le pays et les autres soldats de l'armée. Se soustraire au péril pour rendre la position de ses camarades plus dangereuse est évidemment une lâcheté (1). Un soldat qui dirait à un commandant : « Voilà mon fusil, laissez-moi m'en aller dans mon village » serait un déserteur en présence de l'ennemi : les lois le condamneraient à mort. Que fait autre chose le général de division, le

(1) Ne pas oublier que c'est Napoléon Ier qui parle, il exprime son sentiment de grand général, d'homme de génie.

chef de bataillon, le capitaine qui dit : « Laissez-moi m'en aller chez moi, ou recevez-moi chez vous et je vous donne mes armes ? » Il n'est qu'une manière honorable d'être fait prisonnier de guerre, c'est d'être pris isolément, les armes à la main, et lorsqu'on ne peut plus s'en servir. C'est ainsi que furent pris François Ier, le roi Jean et tant de braves de toutes les nations. Dans cette manière de rendre les armes, il n'y a pas de condition, il ne saurait y en avoir avec l'honneur ; c'est la vie que l'on reçoit, parce qu'on est dans l'impuissance de l'ôter à son ennemi qui vous la donne à charge de représaille, parce qu'ainsi le veut le droit des gens.

« Les dangers d'autoriser les officiers et les généraux à poser les armes, en vertu d'une capitulation particulière, dans une autre position que celle où ils forment la garnison d'une place forte, sont incontestables. C'est détruire l'esprit militaire d'une nation, en affaiblir l'honneur que d'ouvrir cette porte aux lâches, aux hommes timides, ou même aux braves égarés. Si les lois militaires prononcaient des peines afflictives et infamantes contre les généraux, officiers et soldats qui posent leurs armes en vertu d'une capitulation, cet expédient ne se présenterait jamais à l'esprit des militaires pour sortir d'un pas fâcheux ; il ne leur resterait de ressource que dans la valeur ou l'obstination, et que de choses ne leur a-t-on pas vu faire ! »

A l'appui de son opinion. l'empereur Napoléon Ier cite des exemples puisés dans l'histoire, puis il ajoute :

« Mais que doit donc faire un général qui est cerné par des forces supérieures? Nous ne saurions trouver d'autre réponse que celle du vieil Horace. Dans une situation extraordinaire, il faut une résolution extraordinaire ; plus la résistance sera opiniâtre, plus on aura de chances d'être secouru ou *de percer*. Que de choses qui semblaient impossibles ont été faites par des hommes

résolus, n'ayant plus d'autres ressources que la mort! Plus vous ferez de résistance, plus vous tuerez du monde à l'ennemi, et moins il en aura, le jour même ou le lendemain, pour se porter contre les autres corps de l'armée.....

« La législation doit-elle autoriser un général cerné, loin de son armée, par des forces très supérieures, et lorsqu'il a soutenu un combat opiniâtre, à disloquer son armée la nuit, en confiant à chaque individu son propre salut, en indiquant le point de ralliement plus ou moins éloigné ? Cette question peut être discutée ; mais, toutefois, il n'est pas douteux qu'un général qui prendrait un tel parti, dans une situation désespérée, sauverait les trois quarts de son monde, et, ce qui est plus précieux que les hommes, il se sauverait du déshonneur de remettre les armes et les drapeaux par le résultat d'un contrat qui stipule des avantages pour les individus, au détriment de l'armée et de la patrie..... Les Romains désavouèrent la capitulation faite avec les Samnites ; ils refusèrent d'échanger les prisonniers, de les racheter. Ce peuple avait l'instinct de tout ce qui est grand : ce n'est pas sans raison qu'il a conquis le monde.

« Un corps de troupe en ligne ne doit jamais capituler... Cette conduite doit être proscrite, déclarée infâme et passible de la peine de mort. Les généraux, les officiers, doivent être décimés un sur dix, les sous-officiers un sur cinquante, les soldats un sur mille. Celui ou ceux qui commandent de rendre les armes à l'ennemi, ceux qui obéissent sont également traîtres et méritent la peine capitale (1). »

Napoléon ne prévoit, dans son indignation, que la capitulation d'une compagnie, d'un bataillon et même d'une division, commandée par un général ; mais il ne

(1) *Mémoires* de Napoléon.

va pas jusqu'à supposer la capitulation d'une armée commandée par un maréchal de France !

A Sedan, il fallait, comme le voulait le général Ducrot, sortir du cercle avant qu'il ne fût fermé ; à Metz, Bazaine pouvait, dès les premiers jours, s'éloigner victorieusement.

Qu'à l'avenir on enseigne dans nos écoles militaires que le mot *capitulation* ne s'applique qu'aux places de guerre, et jamais aux troupes loin des remparts.

VIII

Nos ennemis même donnaient au maréchal Bazaine des leçons d'honneur et de devoir. Un général prussien de l'armée de Metz a publié une brochure (1) où se trouvent des pensées fort justes. Il dit que le maréchal Bazaine était parfaitement au courant de tout ce qui se passait sur le théâtre de la guerre; il connaissait la résistance de Paris, la formation de nouvelles armées, au moins de celle de la Loire. Son expérience militaire ne lui permettait pas d'ignorer que la présence de cadres instruits était indispensable pour en faciliter l'organisation comme pour encadrer les nouvelles levées et celles qui venaient d'être rappelées sous les drapeaux.

C'était donc pour lui un devoir rigoureux de fournir à son pays les cadres qui lui manquaient. Il lui était facile de choisir dans toutes les armes, dans tous les corps, des soldats et des sous-officiers éprouvés, ayant bien supporté la privation et capables de fournir pendant quelques jours des étapes de 10 à 12 lieues; il en eût formé un détachement auquel il aurait adjoint un grand nombre d'officiers et de canonniers; ceux-ci marchant sans leurs pièces, plus un millier de cavaliers montés

(1) *Das Krieg um Metz.*

sur les meilleurs chevaux restants; cette troupe aurait pu comprendre ainsi 2.000 officiers, 2.000 canonniers, 6.000 fantassins et 1.000 cavaliers. Total 11.000 hommes. On l'eût scindée en trois ou quatre groupes et chacun d'eux, conduit par un guide intelligent, eût pu, en évitant le combat, s'échapper par les bois, et, à la faveur de la nuit, traverser les positions ennemies. Chacun eût suivi une route différente ou se fût réparti sur plusieurs directions, assez rapprochées cependant pour pouvoir se soutenir en cas de besoin. Quatre journées de marche devant suffire pour sortir de la région occupée par les troupes allemandes, il n'y avait lieu d'emporter des vivres que pour ce laps de temps, en marchant sans voitures ni bagages.

Le général prussien développe son idée, en indiquant les routes à suivre, en calculant même les forces allemandes répandues sur les routes. Il donne les détails de l'opération militaire que devait préparer Bazaine pour rendre facile la sortie de ces 11.000 hommes. L'auteur du projet termine par ces paroles : « Il y avait là, pour la France, non seulement un avantage matériel inappréciable, mais un fait d'une importance morale considérable. » Ce général prussien comprenait mieux que Bazaine, que l'armée de Metz était indispensable au salut de la France ; les officiers qui faisaient partie de l'armée de Bazaine ont tous pensé que, jusqu'au 15, la plus grande partie des troupes pouvait se dérober à l'ennemi.

Un certain nombre d'officiers supérieurs ont écrit l'histoire de l'armée du Rhin; pas un seul, à notre connaissance, n'a approuvé la conduite du maréchal Bazaine. Il est évident, pour tout homme de cœur, que cette vaillante armée de Metz ne demandait qu'à combattre, mais le général en chef avait mis en oubli nos belles traditions militaires; il ignorait ou dédaignait les plus nobles idées de dévouement et de patriotisme.

Par sa négligence, sa mollesse, son égoïsme, il réduisit son armée à la dernière extrémité. Alors pourquoi n'a-t-il pas fait enclouer les canons, noyer les poudres, brûler les drapeaux, briser les armes?... Non, celui qui avait empêché les sorties, emprisonné les troupes dans les lignes prussiennes, ne pouvait, à la dernière heure, se réveiller et réparer ses fautes par une mort glorieuse. « Le courage moral et le courage physique sont deux qualités fort différentes », a dit M. Thiers (1).

On oublia que les Russes avaient incendié leur capitale sous les yeux du vainqueur ; on oublia qu'à Sébastopol les vaisseaux brûlaient dans la rade, pendant que les casernes et les bâtiments incendiés éclairaient tous les horizons, on oublia le courage de Masséna à Gênes et l'audace de Kléber à Mayence.

Le 1er paragraphe de l'article 255 du service des places dit : ..... « De la reddition d'une place, avancée ou retardée d'un seul jour, peut dépendre le salut du pays. » Or, c'est le 31 octobre que l'armée du prince Frédéric-Charles à commencé son mouvement pour se porter contre notre armée de la Loire ; elle ne s'est trouvée en ligne que vers le 25 novembre. Si elle avait été maintenue à Metz huit jours de plus, elle n'aurait pu arriver qu'à la fin du mois au plus tôt. Le général d'Aurelles de Paladine pouvait donc compléter son succès de Coulmiers ; son mouvement sur Paris n'aurait pas été arrêté. Ces dates en disent plus que toutes les réflexions sur la conduite du maréchal Bazaine en cette circonstance. Mais il voulait *en finir*.

Nous ne saurions rappeler cette douloureuse époque sans qu'un nom illustré par de grands services ne se présente à la mémoire. Ce nom est celui du général Changarnier.

(1) *Histoire du Consulat et de l'Empire*, IX, 186.

On a dit de M. Thiers qu'il avait été le grand patriote de 1870. Sans doute, dans le domaine de la politique et de la diplomatie, l'homme d'Etat a fait des efforts admirables pour préserver la France des vengeances du vainqueur. M. Thiers, malgré son grand âge, a parcouru l'Europe pour invoquer la justice des souverains, et leur montrer que la Prusse pèserait sur eux après avoir écrasé la France, indispensable à l'équilibre européen. Mais la suite des événements a détruit plus d'une illusion. M. Thiers avait ses ambitions à satisfaire et se considérait comme le sauveur de la France. Son patriotisme était vrai, mais non pas désintéressé. Lui qui devait tout à la maison d'Orléans se substituait trop volontiers aux princes héritiers du roi Louis-Philippe ; lui qui avait servi la Monarchie et combattu la République oubliait son passé. Très supérieur à ceux qui l'entouraient, il les égarait au lieu de les guider. Il eût pu sauver son pays en rétablissant la Monarchie, et il ne l'a pas fait. Malgré son patriotisme, l'ancien ministre de Louis-Philippe, l'orateur habile, le grand historien de la Révolution et de l'Empire, l'écrivain qui avait réveillé les idées impériales est descendu dans la tombe sans emporter les respects de la nation. Maudit tour à tour par les royalistes et par les républicains, il n'a pas eu l'habileté de conserver un pouvoir conquis sur l'égoïsme, l'intrigue et la peur. Il ne fut donc pas le grand patriote de 1870.

Cet honneur appartient au général Changarnier. Malgré ses éclatants services de guerre, malgré sa belle attitude dans les assemblées politiques, Changarnier fut frappé par l'Empire naissant. Emprisonné le 2 décembre 1851, proscrit, rayé des contrôles de l'armée sous l'inculpation de « complot contre la sûreté de l'Etat et de détention d'armes et munitions de guerre », il vécut sur la terre étrangère pendant huit ans. D'un caractère irritable, plus fait au commandement qu'à l'obéissance,

Changarnier fut, plus qu'un autre, blessé dans son légitime orgueil et dans sa dignité. Son âme se remplit de haine et les propos imprudents qu'il tenait avant le 2 décembre prirent un caractère violent, menaçant et plein de mépris.

Rentré en France, à la suite d'une amnistie générale, le 15 août 1859, il vécut dans la retraite, plus hostile à l'Empereur qu'à son gouvernement. Ce cœur ulcéré ne pouvait renfermer sa haine pour l'homme qui l'avait frappé. On ne saurait imaginer les douleurs qu'éprouve le militaire dont la carrière est brisée par l'injustice. Il a la conscience des services rendus, se souvient avec fierté de ses belles journées, de ses soldats bien-aimés, de ses périls, de ses blessures, de ses succès. A ces triomphes plus ou moins éclatants, mais qui embellissaient sa vie, succède tantôt l'oubli, tantôt la persécution. Alors les malédictions viennent aux lèvres. La tragédie s'est emparée de cet état de l'âme et les poètes ont invoqué toute la puissance du génie pour peindre l'homme en lutte contre le sort contraire.

Lorsqu'en 1870 la guerre fut déclarée, le général Changarnier habitait la ville d'Autun où il était né. Dès les premiers jours, le vieux capitaine étudiait avec anxiété les opérations militaires. On combattait, on mourait pour la patrie et il n'y était pas. Bientôt, les défaites succédèrent aux défaites, et les moins clairvoyants virent que l'Empire touchait à sa fin et que la France était en péril. Changarnier n'y tint plus. Il fallait voler au secours du Prince qui l'avait proscrit. Le dimanche, 7 août, une rumeur électrique parcourut la ville d'Autun. « Le général va rejoindre l'armée », disait-on de tous côtés. La population est debout, elle entoure, elle acclame le vétéran des guerres d'Afrique et le salue au départ comme l'espérance.

Les haines se sont éteintes dans le cœur de Changar-

nier. Il ne voit que le souverain abandonné par la fortune, et aussi la patrie en danger. Il court à Metz et offre ses services à celui qui avait prononcé son exil et brisé sa carrière.

Le général Changarnier avait alors soixante-dix-huit ans.

Sans doute, M. Thiers était grand en présence des souverains, lorsqu'il implorait leur aide en faveur de la France ; mais Changarnier n'était-il pas encore plus grand lorsqu'il combattait les soldats ennemis de la France? On le vit, dans les derniers combats, ordonner à un sous-officier de maintenir son cheval qui se cabrait, au bruit des obus, des balles et des boulets. La tête haute, la poitrine effacée, il attendait la mort.

Nicolas-Anne-Théodule Changarnier était né le 26 avril 1793. Au moment de sa naissance, son père Nicolas Changarnier était emprisonné par les jacobins comme *royaliste* et *ennemi juré de la Révolution*. Après trois années de détention Nicolas Changarnier fut mis en liberté ; plus tard, ses concitoyens l'envoyèrent au Corps législatif et au conseil des Cinq-Cents.

Le père du général était un lettré, qui communiqua ses goûts à son fils. M. Sainte-Beuve écrivait à M. de Chantelauze, le 20 septembre 1867 : « Le général Changarnier est une véritable autorité littéraire. »

Après de fortes études au collège d'Autun et à Paris, il entra au service le 10 janvier 1815 comme garde-lieutenant dans les gardes du corps du Roi, compagnie de *Wagram*. Il passa ensuite dans la légion départementale de l'Yonne, devenue 60e régiment d'infanterie de ligne. Le lieutenant Changarnier fut cité deux fois pendant la campagne d'Espagne de 1823. Il faisait partie du 4e corps, armée de Catalogne, et ses citations sont du 25 juillet, affaire de Jorba, et du 14 août, affaire de Caldès. Il fut nommé chevalier de la Légion d'honneur le

1er novembre 1823, et lieutenant dans la garde royale le 9 octobre 1825.

Capitaine au 2e régiment d'infanterie légère le 28 décembre 1828, il fut embarqué pour l'Afrique. Quelles que fussent les qualités militaires dont le capitaine Changarnier donna des preuves remarquables, sa véritable renommée ne date que de la retraite de Constantine, où il révéla par un coup d'éclat son courage, son sang-froid, son coup d'œil, on pourrait dire son génie particulier.

Le maréchal Clausel avait été heureusement inspiré en écrivant au général qui le remplaçait à Alger de lui envoyer, pour cette expédition, le bataillon du commandant Changarnier, « officier distingué qu'il avait remarqué dans l'expédition de Mascara. »

Ce choix fut le salut de l'armée.

Le fait d'armes du commandant Changarnier, signalé dans un ordre du jour mémorable du maréchal Clausel, excita un véritable enthousiasme. La ville d'Autun ouvrit une souscription, réalisée en quelques heures, pour faire exécuter un tableau qui en perpétuât le souvenir. On pria Horace Vernet de s'en charger. Avant d'accepter, le peintre célèbre y mit une condition, c'était d'entendre, sans être connu, le récit du fait d'armes, de la bouche de Changarnier. Horace Vernet s'assit à la même table que le commandant, et peu à peu la conversation fut amenée sur l'expédition de Constantine. Avec sa simplicité militaire, mais aussi avec son entrain, sa fouge et ses élans, Changarnier raconta sa journée, le bataillon carré, les charges furibondes des Arabes et le calme superbe des soldats. Il ne parla pas de lui. « Mais en restant à cheval, au centre du carré, vous étiez le point de mire des Arabes », fit observer un convive. « C'était ma place », répondit Changarnier.

Horace Vernet n'était pas seulement l'artiste éminent

que l'on connaît. Il y avait en lui du soldat, il en avait la tête fière, le profond regard et les allures cavalières. Il en avait surtout le cœur chaud et l'ardente imagination. La parole de commandant le fit tressaillir. Il vit le carré dans une atmosphère de poudre et le commandant immobile entouré de ses soldats. Il vit des nuées d'Arabes bondissant autour de cette poignée de Français, et, comme inspiré, Horace Vernet se leva et tendit ses deux mains à Changarnier en lui disant : « C'est fait ! »

On expliqua tout au commandant, en lui présentant le grand artiste. Et voilà comment le soldat et le peintre devinrent *collaborateurs*, suivant l'expression de Changarnier.

On connaît les services rendus par le général Changarnier sur la terre d'Afrique. Il fut gouverneur général de l'Algérie ; représentant du peuple pour le département de la Seine en 1848 ; commandant en chef des gardes nationales et des troupes de la 1re division militaire ; grand officier de la Légion d'honneur ; en 1849, député nommé par les départements des Bouches-du-Rhône, de la Somme et de Seine-et-Oise ; le 8 février 1871, élu député à l'Assemblée nationale par les départements de Saône-et-Loire, de la Gironde, de la Somme et du Nord ; le 10 décembre 1875, sénateur inamovible élu par l'Assemblée nationale.

Le général Changarnier est mort à Paris, le 14 février 1877, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Le maréchal Bugeaud l'a proclamé le meilleur de ses lieutenants, sans se louer de son caractère. Il arrive souvent que l'exercice du commandement affaiblit les qualités indispensables à l'obéissance. On s'irrite de ne pouvoir étendre son vol, d'être arrêté dans ses élans, et le caractère s'aigrit. Ce fut le malheur de Changarnier de ne savoir plier à propos, ce fut aussi sa gloire. Avec l'Empire, il fût devenu maréchal de France, mais il ne

sut pas longtemps se soumettre aux caprices de la politique. Son véritable terrain était le champ de bataille, et lorsqu'il y parut pour la dernière fois, il n'était que simple volontaire, sans puissance, et sans la moindre influence.

Depuis la fin de la guerre, il rendit encore quelques services dans les commissions à l'Assemblée nationale, mais, abreuvé d'amertume, il avait perdu jusqu'à l'espérance d'un meilleur avenir. Ses ennemis politiques avaient la bassesse d'insulter un vieillard dont l'existence entière était un honneur pour la France.

Bonheur passe, honneur reste.

Telle était la devise du général Changarnier.

IX

La postérité sera moins discrète que ne l'ont été les historiens contemporains. Ceux-ci ont fait peser sur le maréchal Bazaine seul les faiblesses qui ont préparé la capitulation de Metz. Napoléon Ier flétrit en termes énergiques toute capitulation en rase campagne. Or, l'armée de Bazaine, n'étant pas enfermée dans les remparts démolis d'une place forte, se trouvait dans les conditions d'une troupe sur le champ de bataille.

Bazaine ne serait donc pas le seul coupable. L'Empereur Napoléon Ier dit pourquoi : « Le souverain ou la patrie commandent à l'officier inférieur et aux soldats l'obéissance envers leur général et leurs supérieurs *pour tout ce qui est conforme au bien ou à l'honneur du service.* »

« Si les lois militaires prononçaient des peines afflictives et infamantes contre les *généraux, officiers et soldats* qui posent leurs armes en vertu d'une capitulation, cet expédient ne se présenterait jamais à l'esprit des militaires pour sortir d'un pas fâcheux. »

Ne semble-t-il pas, en lisant ces opinions du plus grand capitaine des temps modernes, que les généraux, officiers et soldats peuvent désobéir au général en chef qui capitule ? S'ils obéissent, ils sont déshonorés et décimés ; sur dix généraux ou officiers, un doit être fusillé. Mais une telle désobéissance, en présence de l'ennemi, serait pleine de périls.

Notre législation laisse donc à désirer. L'esprit militaire, l'honneur des armes, la dignité de l'officier doivent, dans ces heures critiques, avoir la puissance des lois. Il n'en faut pas moins étudier froidement, mais patriotiquement, la question, et proclamer que toute troupe, compagnie, bataillon, régiment, brigade, division, corps d'armée et armée composée de plusieurs corps ne capituleront jamais. Si le chef est entouré de forces supérieures, il se fera jour, dût-il perdre les trois quarts de sa troupe ou sa troupe tout entière.

Avant de capituler, Bazaine s'était-il mis en relations suivies avec ses principaux lieutenants ? La question est grave et mérite un sérieux examen.

Les principaux lieutenants du général en chef étaient presque tous des hommes de guerre célèbres. Leur bravoure avait depuis longtemps fait l'admiration des armées; la plupart d'entre eux s'étaient distingués dans des postes éminents, quelques-uns avaient commandé en chef et figuraient au nombre des sénateurs de l'Empire. Honorés de la confiance du gouvernement, ils jouissaient dans le pays d'une estime incontestable. Ces hommes se nommaient Canrobert, commandant le 6e corps, Lebœuf, le 3e corps, Ladmirault, le 4e, Frossard, le 2e, et Desvaux, la garde, en remplacement de Bourbaki.

On est en droit de se demander si la capitulation s'est faite sans le concours de ces officiers généraux et malgré la volonté de quelques-uns ? Peut-on supposer que le sévère jugement porté par Napoléon Ier sur les capitula-

tions fût ignoré des commandants de corps d'armée? Eux mêmes ne cherchaient-ils pas à s'éclairer en réunissant leurs divisionnaires?

Un document précieux éclaire ces questions, nous voulons parler de la lettre du général de division Bisson:

ARMÉE DU RHIN

6e corps

2e DIVISION D'INFANTERIE.

Trèves, 5 novembre 1870.

« Plusieurs généraux belges et français ont publié sur la capitulation de Metz des articles inexacts pour l'honneur de l'armée française et des généraux en sous-ordre. Il est indispensable que l'Europe sache que, dans aucune circonstance, les généraux commandant les divisions et les brigades de l'armée de Metz n'ont été consultés. Chaque fois que les commandants de corps d'armée les ont réunis, c'était, non pour leur demander leur avis, mais pour les informer des faits accomplis. Il faut donc que la responsabilité tout entière des fautes commises retombe sur le général en chef et les chefs de corps d'armée.

« Le 8 octobre, par ordre du général en chef, les commandants des corps d'armée réunirent chez eux les généraux de division, afin de les informer qu'il ne restait plus à l'armée que pour huit jours de vivres, en réduisant les rations d'un tiers, et que la ville de Metz en avait tout au plus pour une dizaine de jours; qu'il fallait prendre un parti avant l'épuisement total de nos provisions de bouche; quant à nos munitions de guerre, l'artillerie avait encore assez de projectiles, et l'infanterie une quantité suffisante de cartouches pour livrer une bataille.

« Afin de ne pas m'écarter de l'exacte vérité, je m'abstiens de parler des autres corps d'armée; je citerai seulement mot pour mot tout ce qui a été dit et fait dans le 6e corps, auquel j'avais l'honneur d'appartenir. M. le maréchal Canrobert, après nous avoir lu la lettre du général en chef, faisant connaître la triste situation dans laquelle se trouvaient l'armée et la ville de Metz, se retira en nous priant de tenir conseil sur la conduite que les circonstances nous dictaient. — Le 6e corps d'armée était composé de quatre divisions d'infanterie, et une de cavalerie, commandées par MM. les généraux Tixier, Bisson, Lafont-Villiers,

Levassor-Sorval et Du Barrail. Bien qu'ils n'eussent jamais éte consultés jusqu'alors pour les opérations militaires qui avaient amené cette fâcheuse situation, dans l'intérêt de l'armée, les généraux de division du 6e corps consentirent à proposer la capitulation suivante :

« N'ayant plus de vivres, l'armée de Metz consentirait à capituler à condition qu'elle rentrerait en France avec drapeaux, armes et bagages, pour se retirer dans une ville du midi, s'engageant à ne pas servir contre la Prusse pendant le reste de la campagne, et que la ville de Metz serait libre de continuer sa défense. Si ces conditions n'étaient pas acceptées par l'ennemi, nous étions résolus à poursuivre un passage, les armes à la main, et à nous faire tous tuer plutôt que de nous rendre.

« Ce procès-verbal signé par les cinq généraux de division du 6e corps fut remis au maréchal Canrobert, avec prière de le transmettre au maréchal Bazaine, commandant en chef. — Bien résolu à ne pas accepter la moindre condition humiliante, j'adressai le lendemain une proposition au maréchal Canrobert, en le priant de la communiquer au maréchal commandant en chef.

« Je demandais qu'on formât une avant-garde composée des bataillons de chasseurs à pied, au nombre de six, et de compagnies d'éclaireurs de tous les corps d'armée, ce qui faisait un total de 10.000 hommes. Si l'on voulait m'en confier le commandement, je me chargeais d'ouvrir un passage à l'armée, en m'emparant des hauteurs boisées qui vont presque jusqu'à Thionville, en longeant la rive gauche de la Moselle ; par ce moyen, nous tournions les batteries ennemies établies à Saulny, Norroy, Belle-Vue, Fèves, Semécourt.

« L'armée pouvait, passant au-dessus du bois, éviter l'artillerie placée sur la rive droite, et, protégée par mes troupes, n'aurait eu à se défendre qu'à l'arrière-garde. Culbutant devant nous les faibles lignes que les Prussiens avaient dans la vallée, nous pouvions, dans la journée, gagner Thionville, et de là nous diriger sur Mézières, en longeant la frontière, et, au pis aller, nous jeter dans le Luxembourg. Malheureusement ma proposition resta sans effet, et Son Excellence ne daigna pas me répondre.

« Le 11, nous apprîmes que le général Boyer, désigné par le commandant en chef pour traiter de la capitulation, était parti pour Versailles.

« Le 18, le maréchal Canrobert me fit appeler, à sept heures du matin ; il feignit de ne pas connaître les nouvelles apportées dans la nuit par le général Boyer ; il m'interrogea longuement

sur mon opinion, en cas de refus de l'ennemi d'accepter des conditions honorables. Je lui répondis que le seul parti à prendre était celui que j'avais proposé, c'est-à-dire gagner Thionville par les hauteurs boisées. La conversation en resta là. Le même jour, à deux heures de l'après-midi, les commandants de corps d'armée réunirent les généraux de division, les chefs de services et chefs de corps, pour les entretenir sur les projets du général en chef, et les résultats de la démarche faite par le général Boyer, rentré, la veille, au grand quartier-général.

« Dans la réunion des généraux de division du 6e corps, le maréchal Canrobert fut excessivement embarrassé dans les détails sur la mission du général Boyer.

« Il parla longuement pour ne rien dire, sa voix tremblait, et, après bien des circonlocutions, il finit par nous dire que le roi de Prusse ne voulait pas reconnaître le gouvernement de la Défense nationale, mais qu'il traiterait volontiers, et au grand avantage de l'armée française, avec le gouvernement de la Régence ; qu'en conséquence, le général en chef allait de nouveau envoyer le général Boyer, pour décider l'Impératrice à accepter cette proposition. Le Maréchal nous engagea à réunir les officiers, pour leur bien faire comprendre la triste position dans laquelle se trouvait l'armée, et leur dire que le seul moyen d'en sortir était d'établir en France le gouvernement de la Régence ; que, pour arriver à ce résultat, il n'y avait que quelques jours à attendre, que l'armée serait dirigée, avec drapeaux, armes et bagages, sur une ville de France, où l'on proclamerait le nouveau gouvernement, qu'on comptait sur le dévouement du soldat pour prendre patience encore quelque jours, que faute de pain on augmenterait d'un tiers la ration de cheval. Les officiers acceptèrent la proposition du commandant en chef, mais parmi eux pas un seul n'avait consenti à imposer un gouvernement à notre pays.

« Le même jour, l'ordre fut donné de se tenir prêt à partir au premier signal ; on donna à tous les états-majors le plan des attaques prussiennes, non pas pour les leur faire connaître, dans la prévision d'un assaut, mais pour faire accepter aux officiers ce que l'on voulait d'eux, en cherchant à les intimider, par la quantité et la force des ouvrages prussiens. Cette mesure était une fourberie de la part des commandants, car, une fois prisonniers, nous pûmes, en passant les lignes, nous rendre un compte exact de la fausseté des plans qui avaient été communiqués.

. . . . . .

« Le 24, à cinq heures du soir, le maréchal Canrobert réunit ses généraux de division pour nous annoncer le refus de l'Impératrice. Un seul espoir, disait-il, nous restait : le général Changarnier s'était rendu auprès du prince Frédéric-Charles, afin de lui proposer de faire appel aux anciens députés de l'Empire. Ceux-ci devaient nommer un gouvernement que nous ferions accepter par la France.

« Lorsque le Maréchal eut fini de parler, je lui fis observer que cette démarche était une feinte, la réunion de l'ancienne Chambre étant impossible, la France ne voulant pas plus des députés qu'elle ne voulait de la Régence ; j'ajoutai que l'armée se considérait comme trompée, persuadée qu'elle était de l'autorisation accordée par S. M. le Roi de Prusse de sa rentrée en France avec drapeaux, armes et bagages, mais que les généraux en chef, trop compromis pour le suivre, songeaient à les livrer à l'ennemi, pour se constituer prisonniers avec elle, afin de sauver leur vie et leur fortune.

Le maréchal Canrobert repoussa l'accusation que je portais contre le général en chef, tout en partageant mon opinion sur l'impossibilité de la démarche tentée par le général Changarnier. Deux jours après, le maréchal Canrobert nous réunit pour la dernière fois, et nous annonça qu'une capitulation acceptée par le général en chef nous constituait prisonniers de guerre, car le prince Frédéric-Charles ne voulait entendre parler d'aucune autre condition.

« Indigné du mépris avec lequel le prince traitait une armée qui l'avait toujours légalement et vaillamment combattu, je demandai au maréchal Canrobert de faire appel à nos troupes pour réunir 1.000 hommes de bonne volonté et marcher à leur tête, non pas pour percer les lignes et nous sauver, mais pour marcher sur Ars, quartier-général du Prince, m'emparer de ses canons et le voir fuir devant cette armée à laquelle il refusait les honneurs de la guerre.

« Le Maréchal me répondit que tout cela n'améliorerait pas le sort de l'armée et ne ferait que l'aggraver. Toute résistance aux ordres de nos chefs étant impossible, nous dûmes nous soumettre à ces honteuses conditions acceptées par eux. Le lendemain nous rendîmes nos armes, et le jour suivant nous livrâmes à l'ennemi nos braves soldats dignes d'un meilleur sort..... »

Après avoir lu cette lettre d'un général de division de l'armée de Metz, il faut en conclure que la confiance ne

régnait pas dans les sphères élevées ; ensuite que, parmi les chefs, un certain nombre voulait tenter un effort suprême pour échapper à la capitulation ; enfin, qu'au sommet de la hiérarchie, la pensée dominante était de refaire l'Empire. D'après le général Bisson, le maréchal Canrobert aurait déclaré publiquement qu'il fallait rétablir en France le gouvernement de la Régence.

Lorsque la paix fut faite et que l'armée revint de captivité, nous eûmes l'occasion de voir à Paris une personne qui tenait au maréchal Bazaine par des liens intimes, et qui par conséquent, devait posséder toute sa confiance. Cette personne, convaincue que la restauration impériale allait se faire, nous dit que le Maréchal serait récompensé d'une façon éclatante. Sans entrer dans les détails de la conversation, nous pouvons déclarer que cette personne ne semblait pas faire mystère des intentions du maréchal Bazaine, qui avait sacrifié sa réputation à la cause impériale.

Dans ce récit, nous ne nous sommes occupé que de l'armée du maréchal Bazaine, laissant à peu près de côté la ville de Metz et sa vaillante population. Nous ne saurions nous éloigner de cette place de guerre si chère à la France, sans nous mêler à cette bourgeoisie qui a tant souffert et méritait un meilleur sort.

La population civile s'élevait à 50.000 individus, hommes, femmes et enfants, indépendamment de 20.000 FUYARDS que la peur avait chassés des campagnes et jetés dans la ville ; tandis que l'armée comprenait à elle seule plus de 150.000 hommes. Elle comptait de 120 à 130.000 combattants, et touchait journellement encore, en octobre, 100.000 rations.

Au commencement de la guerre, le gouvernement ne semblait pas croire que Metz pût être attaqué. La ville n'était ni armée ni approvisionnée ; bien plus ses défenses inachevées et ses forts en cours de construction

ne pouvaient pas servir à la défense. On ne pensait à faire de la ville de Metz qu'un dépôt de blessés pour l'armée opérant loin d'elle sur le territoire ennemi. Cédant à l'impulsion du gouvernement, le conseil municipal de Metz fait commencer la construction d'un vaste baraquement dans le champ du polygone. En même temps les médecins et les pharmaciens de la ville, de nombreux volontaires de la charité, et les femmes de toutes les conditions s'offrent avec empressement pour faire le service des futurs établissements hospitaliers. On pense aussi à créer un fonds spécial de secours pour les blessés et les malades qu'on s'apprête à recevoir.

Une souscription est ouverte à l'hôtel de ville et dépasse bientôt le chiffre de 87.000 francs. Cette souscription se fait dès le 23 juillet, c'est-à-dire avant les désastres, avant même que la ville soit mise en état de siège.

Uniquement préoccupée des blessés et des malades qui devaient venir de loin, la population de Metz est surprise à l'improviste par le triple coup de tonnerre de Wissembourg, de Reichshoffen et de Forbach. On apprend que la guerre revient vers l'intérieur, et que l'armée qui, depuis quinze jours, avait défilé dans la ville pour marcher à la frontière se replie rapidement sur la place. Le 11 août, la retraite était achevée et les troupes avaient pris position au sud de la ville, sous les remparts ébauchés de ses forts. En moins de huit jours, elles allaient se trouver immobilisées par le blocus autour de la forteresse.

Au lendemain de l'échec de Forbach, la nouvelle du désastre de Reichshoffen s'était répandue dans la ville, en même temps qu'on y affichait deux décrets du même jour, 7 août. Le premier décret mettait en état de siège Metz et toutes les villes fortifiées du Nord-Est, de Montmédy à Belfort ; le second nommait commandant supérieur de la

MOLTKE

place, le général de division du génie Coffinières de Nordeck.

Celui-ci ordonne, le jour même, la formation immédiate de la garde nationale ; tous les citoyens de 20 à 55 ans en font partie. En quelques heures, 5.000 hommes composent cinq bataillons. Le commandant supérieur nomme les officiers sur la présentation des gardes nationaux, auxquels on accorde cinq batteries d'artillerie.

Le conseil municipal de Metz avait à sa tête un homme plein de patriotisme et de dévouement, et qui en était l'âme. Donnant l'exemple à tous, l'honorable M. Félix Maréchal, maire de Metz, soutint résolument, malgré le double poids de l'âge et de la maladie, l'épreuve de ces mauvais jours. On le vit à son poste jusqu'à l'épuisement de ses forces. Il mourut à la peine au commencement de 1871.

Le 10 août, la ville de Metz vit arriver des troupes du camp de Châlons formant le 6e corps, sous le commandement du maréchal Canrobert. Le 14, l'armée arrêtait un instant, à Borny, la poursuite pressante de l'ennemi ; le 16, ayant passé de la rive droite de la Moselle sur la rive gauche, elle lui disputait encore, à Gravelotte (Rezonville), la possession des plateaux ; mais le 18, à Amanvillers (Saint-Privat), elle était rejetée sur la ville d'où elle avait tenté de s'éloigner, et l'investissement de Metz commençait.

L'Empereur avait abandonné, le 12 août, le commandement de l'armée pour le remettre au maréchal Bazaine que désignait pour ce poste la Chambre des députés, organe supposé de l'opinion publique. La mission du Maréchal, à ce moment, était de ramener, a-t-il dit, cette armée en arrière, en laissant la défense de Metz à une garnison secondée par la garde nationale. Dès le commencement, il échoua dans cette entreprise. Après

avoir vainement cherché à se frayer un passage le 16 et le 18, comme nous venons de le dire, il avait dû se replier sur la ville, que la seule présence de 150.000 soldats devait protéger d'abord, mais que leur immobilité persistante devait compromettre ensuite et entraîner finalement dans leur propre désastre.

Le 18 août, le maréchal Bazaine était déjà sur la défensive, comme il le dit dans son *Rapport sommaire ;* il sembla même avoir douté, pendant la plus grande partie de la journée, que son armée fût, à ce moment, l'objet d'une attaque sérieuse, et il était encore, vers quatre heures du soir, à son logis au village de Plappeville.

Dans la situation subordonnée qui leur est faite, les Messins assistent frémissants, et presque sans pouvoir y intervenir, au drame où, sous leurs yeux, se joue leur propre destinée. Toujours incomplètement informés, ils ne savent à aucun moment, ni à quel point on en est, ni où l'on va.

Cependant l'inquiétude de la population augmente d'heure en heure. Au sentiment douloureux de l'étonnement succède l'indignation chez les malheureux Messins. Ils considèrent comme impossible la catastrophe qu'on cherche à leur faire entrevoir. Ils se croient sous l'empire d'un rêve affreux, d'un cauchemar, d'un délire.

La torture de l'ignorance, du doute et de l'impuissance, tel a été le supplice des Messins pendant les longues semaines du blocus.

Après les journées de Borny, de Gravelotte et d'Amanvillers, la ville se remplit de blessés. Les soins qu'ils réclament absorbent toute l'attention du conseil municipal et des habitants. Ceux-ci, qui considéraient encore Bazaine comme un grand général, éprouvèrent de vives surprises, et quelque chose de plus peut-être, en voyant la confusion incroyable avec laquelle s'était effectué le passage de l'armée à travers la ville, pendant et après la

bataille de Borny, les 14 et 15 août. Le désordre qui suivit la journée du 18 avait, à son tour, inquiété l'opinion publique. Le maréchal Bazaine semblait décidé à attendre. On n'hésita pas à penser que ce qu'il attendait c'était l'armée de Mac-Mahon. On ne doutait pas que celui-ci n'arrivât bientôt.

Malgré Frœschwiller et Sedan, le maréchal de Mac-Mahon conservait une popularité et une confiance qu'avaient inspirées les légendes de Sébastopol et de Magenta.

Les deux mouvements du 26 et du 31 août, dans lesquels l'armée de Metz presque tout entière se porta sur la rive droite de la Moselle, parurent d'abord annoncer la prochaine apparition de cette autre armée avec laquelle on croyait le maréchal Bazaine en communication.

Le 26, les troupes étaient cependant rentrées, après avoir été toute la journée à la pluie, sans avoir rien fait. Le 31, il est vrai, une action brillante, exécutée à la fin de la journée, avait donné à tous un vif sentiment d'espérance ; mais cet espoir s'était évanoui, le 1er septembre, quand on avait vu les troupes engagées rentrer dans la place, le matin, après avoir abandonné pendant la nuit les positions dont elles s'étaient emparées la veille. L'étonnement fut grand lorsqu'on s'apercut, après les deux journées, que les différents corps reprenaient leurs positions antérieures, entre les forts et derrière leurs lignes de défense.

Depuis quinze jours, on était à Metz sans nouvelles du dehors. Les derniers journaux parvenus aux habitants étaient ceux du 16 août. On connaissait cependant le remplacement du ministère Ollivier par celui que présidait le comte de Palikao. Dans la seconde semaine de septembre, on apprit, presque en même temps, par des prisonniers rendus et par des fragments de journaux, la capitulation de Sedan, la captivité de l'Empereur, le

départ de l'Impératrice et la formation du gouvernement de la Défense nationale.

Une proclamation signée par le général gouverneur, le préfet et le maire, annonce aux habitants que ces nouvelles sont vraies.

Dès le 13 septembre, la grave question de l'alimentation publique préoccupait le conseil municipal, qui prenait les mesures les plus sages pour venir en aide à la population. Les vivres renchérissaient, la viande devenait rare et quelques denrées manquaient complètement. On commençait aussi à s'inquiéter de l'attitude du maréchal Bazaine, immobile à la tête d'une armée nombreuse à peu près intacte. La méfiance se glissait dans les esprits. Avant le 1er septembre, il attendait, disait-on, Mac-Mahon. Mais, puisque Mac-Mahon ne pouvait plus venir, qu'attendait Bazaine ?

Il courait dans Metz de vagues rumeurs de négociations, et L'ON SAVAIT QUE DES COMMUNICATIONS ACTIVES EXISTAIENT ENTRE LES DEUX QUARTIERS GÉNÉRAUX FRANÇAIS ET ALLEMAND. Ces bruits se renouvelèrent à plusieurs reprises, vers le milieu de septembre d'abord, puis à la fin du même mois, lors du départ de Bourbaki, et en octobre au moment où le général Boyer entreprenait ses voyages. Le public ne sut jamais au juste ce qu'il en était. Après avoir cru que les négociations pouvaient procurer, par un traité de paix, le salut de la ville, on se laissa persuader, à la fin, que l'éloignement de l'armée allait se faire. La présence prolongée de cette armée inquiétait plus, à cause de la nécessité de la nourrir, qu'elle ne rassurait contre les attaques qu'on ne redoutait pas.

Vers le milieu de septembre, l'opinion se prononce énergiquement contre l'inaction des troupes. Elle se produit de diverses manières contre les officiers de l'armée qui remplissent journellement la ville, et auxquels on s'en

prend, bien à tort, d'une situation qu'ils subissaient, mais qu'ils n'approuvaient pas. Les officiers unissaient presque toujours leurs plaintes à celles des habitants. Eux aussi voudraient faire des tentatives. Le maréchal Bazaine et le maire de la ville reçoivent des lettres qui expriment le sentiment de tous. Parfois, ces lettres développent des plans d'opération pour sortir de la situation dont on souffre. L'impatience publique grandissait, les choses en vinrent à ce point, qu'à la fin de septembre une adresse couverte d'un grand nombre de signatures fut remise au maire, pour lui exposer les inquiétudes de la population, et le prier de s'en faire l'interprète auprès du général en chef.

« Il vous sera permis, lui dit-on, à vous le représentant naturel et respecté d'une vieille cité qui veut rester française, de faire, à cette occasion, telle démarche que vous jugerez nécessaire, et de parler avec la franchise et la simplicité que commandent les circonstances...

« Nous croyons que l'armée rassemblée sous nos murs est capable de grandes choses, mais nous croyons aussi qu'il est temps qu'elle les fasse. Chaque jour qui s'écoule amènera pour elle et pour nous des difficultés nouvelles...

« Sans pouvoir discuter ni même indiquer les opérations militaires, le simple bon sens nous montre clairement que des entreprises énergiquement et rapidement conduites avec l'ensemble des forces dont on dispose, peuvent amener des résultats considérables, peut-être même décisifs. Laisserons-nous venir le jour où après avoir fermé les yeux il faudra reconnaître que les retards nous ont été funestes et ont eu des conséquences irréparables ? Certes, toute tentative est périlleuse ; mais, avec le temps, le péril sera-t-il moindre ? Quel secours attendons-nous, d'ailleurs ? Est-ce la question politique qui se

mêle à tort de la question militaire et qui commande les lenteurs ?...

« Si dures que soient les exigences de la situation... notre ville les supportera... puisqu'elle ne veut pas être la rançon de la paix, et qu'après le long passé d'honneur qu'elle trouve dans ses annales, elle ne veut pas décheoir. »

Le maire n'hésita pas à faire la démarche qui lui était demandée. Il se rendit au quartier général du maréchal Bazaine, qui avait déjà ce document dont on venait l'entretenir. Le maire fut accueilli avec courtoisie, mais il se vit éconduit sans avoir obtenu la moindre parole capable de rassurer la population.

En parlant de la question politique, les auteurs de l'adresse avaient touché, sans oser y insister, le point capital de la situation. La démarche montrait, du reste, où en était le moral toujours excellent de la population. Sa fermeté dans la résolution de se défendre pouvait devenir un embarras, suivant l'attitude qu'on voulait prendre ; et, à diverses reprises, elle dut résister à d'évidents essais d'intimidation, indépendamment des épreuves auxquelles la soumettait naturellement la marche des événements. Elle en avait déjà supporté, sans faiblir, plus d'une capable de l'ébranler. Sans parler de l'effet qu'aurait pu produire à Metz, sur l'esprit public, la nouvelle du désastre de Sedan et de la perte de Strasbourg, on avait ensuite annoncé que l'anarchie était déchaînée à Paris et dans les provinces, tombées, disait-on, entre les mains des socialistes.

Tout à coup, vers le milieu de septembre, se produit la menace d'un prochain bombardement. Parmi les chefs militaires , quelques-uns semblent y croire. Avis est donné par le général Coffinières à la municipalité, et par celle-ci aux habitants, de se préparer au bombardement par des précautions spéciales. Le service des pom-

piers est renforcé ; des tonneaux pleins d'eau sont déposés sur des places, dans les rues et dans les cours des maisons. Cependant, des gens raisonnables démontraient qu'en raison des positions occupées par les ennemis, ce bombardement était chimérique

X

Les plus crédules se rassurèrent bientôt. En effet, le bombardement n'eut pas lieu, et l'on se demanda naturellement si le bruit qui s'en était répandu n'était pas un moyen d'inquiéter, d'intimider la population afin de la dominer. L'avenir prouva que les soupçons avaient un fond de vérité.

Des propos imprudents se répétaient dans quelques groupes militaires, blessants pour les habitants de Metz. On allait jusqu'à dire que la menace d'un bombardement jetterait la panique dans la bourgeoisie et rendrait impossible la défense. Une telle supposition faisait bondir d'indignation les braves Messins qui se prononçaient de plus en plus contre la présence prolongée et l'inaction de l'armée. On demandait publiquement à Metz son éloignement et la constitution dans la place d'une garnison qui ne dépassât pas en nombre les nécessités de la défense avec le concours de la garde nationale. On calculait les ressources alimentaires, quand on n'aurait plus à pourvoir, avec les approvisionnements existants, à la nourriture d'une armée nombreuse et inutile.

L'impatience de la population civile ne fut guère trompée par les petites expéditions entreprises, peut-être pour lui répondre, du 22 septembre au 7 octobre. Ces expéditions décousues, brillantes souvent, grâce à la valeur des soldats, étaient toujours sans résultats sérieux. On faisait tuer de braves gens et l'on revenait le soir à l'endroit d'où

l'on était parti le matin. Ce qu'on voulait de l'armée, c'est que, rompant le blocus, elle réussît à se ravitailler, ou que, tenant la campagne, elle défendît, loin des murs d'une place, la France envahie par l'ennemi. Ce sentiment, que partageaient les officiers de troupe et la troupe elle-même, s'exprimait quelquefois d'une façon excessive et froissait les militaires. Les braves gens ne pouvaient qu'obéir. A l'impatience de la bourgeoisie se joignirent bientôt le doute et la méfiance.

Les intentions du maréchal Bazaine devinrent suspectes. Son isolement, le parti pris de ne jamais paraître dans la ville, ses relations avec le chef de l'armée ennemie, le mystère dont il entourait ses démarches, firent peser sur lui de graves soupçons. On en vint peu à peu à la pensée de lui enlever le commandement, pour le remettre en d'autres mains. La population civile oubliait, dans sa colère, qu'elle n'avait ni le droit ni le moyen de changer le commandement de l'armée. Si la chose eût été possible, les commandants de corps d'armée, qui comptaient parmi eux deux maréchaux de France, auraient seuls pu prendre une aussi grave détermination. Ils auraient été les représentants de l'armée, ils auraient agi dans l'intérêt de la France et peut-être l'armée eût-elle échappé au malheur de la capitulation. Mais la discipline d'une part, les mœurs militaires d'une autre auraient, dans tous les cas, arrêté les commandants de corps d'armée. Peut-être risquaient-ils leur tête....

La question des subsistances dominait de plus en plus la situation. Le 21 septembre, quelques désordres eurent lieu à la porte des boulangers. Entre les camps et la ville s'établissait un commerce frauduleux de pain et de vivres. Le conseil municipal prit des mesures énergiques pour arrêter le mal. Nous regrettons de ne pouvoir dire que les efforts de la municipalité furent secondés par le général Coffinières qui, dans la séance du conseil muni-

cipal du 12, vint exprimer les vœux impératifs du général en chef. En cette circonstance, le gouverneur de Metz employa une diplomatie bien faite pour intimider. Il ne craignit pas, lui officier du génie, de parler du bombardement qu'il savait impossible.

Il se passait dans les esprits un phénomène qui n'a pas été bien observé. La population civile, qui avait vu l'Empereur peu de semaines avant, ne lui était pas hostile. Frappée des choses extérieures, comme toutes les foules, cette population avait remarqué l'état d'abattement de Napoléon III, dont la santé laissait fort à désirer. Un sentiment honorable s'était emparé des cœurs. On gardait un respectueux silence.

Mais l'attitude du maréchal Bazaine et d'imprudents propos firent supposer, plus tard, que Bazaine réservait son armée pour une restauration de l'Empire. Alors la population se déclara contre le gouvernement qu'elle accusait de tous les malheurs de la France. Le 11 octobre, les officiers de la garde nationale arrachèrent, aux acclamations du public, l'aigle qui surmontait le drapeau placé à la façade de l'Hôtel-de-Ville. Cet emblème n'a jamais été rétabli.

On ne saurait dire les intrigues dont l'armée et la population furent entourées. A celle-ci on annonçait un départ prochain ; à celle-là, on peignait en termes effrayants les obstacles élevés par l'ennemi. On disait aux soldats qu'une capitulation allait les rendre libres et que les officiers seuls seraient prisonniers.

Parmi ces derniers il s'en trouvait un grand nombre qui, réunis dans la ville de Metz, discutaient sur les moyens de percer les lignes.

Cependant, ces intrigues avaient eu pour conséquence de diminuer la confiance réciproque des bourgeois et des militaires. Ceux-ci, malgré une certaine froideur, se montrèrent bons compagnons des habitants. La bour-

geoisie ayant ouvert, le 21 septembre, une souscription en faveur des indigents de la ville, les différents corps donnèrent plus de 103.000 francs.

Le 15 octobre, les commandants de la garde nationale sont mandés au quartier-général du maréchal Bazaine, qui veut savoir ce que les Messins lui reprochent. Sur la franche exposition faite par eux des inquiétudes et des doutes qui assiègent les esprits, le Maréchal leur déclare qu'il ne fait rien pour l'Empire, tombé par ses propres fautes, et qu'il ne pense qu'à servir son pays. Il ajoute que, dans les conseils où il réunit les généraux, il n'a jamais été question de capitulation ou de reddition de l'armée.

On s'est demandé souvent à quel moment remonte la première pensée de la capitulation. On ne saurait le dire, mais, le 5 octobre, un officier du génie, attaché à l'état-major du général Coffinières, est venu à la bibliothèque de l'école d'application, chercher pour le maréchal Bazaine le volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire,* par Thiers, où il est question de la capitulation de Gênes et de Dantzig. Quelques jours plus tard, M. le général Frossard faisait demander le même ouvrage.

Les circonstances devenant de plus en plus graves, quelques hommes, plus impatients ou plus résolus que les autres, songèrent à se débarrasser d'un chef qu'ils croyaient capable de trahison. Il fut donc de nouveau question de déposer le maréchal Bazaine. La difficulté était de trouver un officier qui pût prendre le rôle de commandant en chef, avec les capacités indispensables, le crédit nécessaire sur les troupes, et enfin la popularité et la confiance.

Plusieurs tentatives furent faites, la principale dirigée du côté du général Changarnier.

Depuis les premiers jours d'août, cet officier général, fort âgé, était à l'armée de Metz sans y avoir de comman-

dement. Il s'était établi à Saint-Julien, avec l'état-major du 3e corps, qu'il avait suivi dans quelques-unes des dernières journées, notamment le 31 août, à Servigny, où son attitude pleine d'entrain avait produit sur les troupes un très grand effet. Sa vieille réputation militaire ainsi rajeunie aurait exercé sur les soldats le prestige nécessaire pour les enlever; et l'on pouvait compter qu'ils le suivraient, s'il consentait à se mettre à leur tête. La difficulté était d'engager la question, d'aborder le général, en le pressentant, et de le mettre de suite, s'il voulait s'y prêter, dans une position qui pût servir de point de départ et d'appui à son action. On imagina de lui offrir le commandement de la garde nationale. Le 16 octobre, plusieurs officiers de cette milice se décident à se rendre à Saint-Julien pour lui faire cette proposition.

Le général parut démêler de suite la portée véritable de la démarche dont il était l'objet. Il commença par déclarer que son premier devoir était l'obéissance envers le général en chef, pour lequel il protesta de son estime et de sa confiance. Il ne pouvait donc, dit-il, sans son assentiment, répondre d'aucune façon à la proposition qui lui était faite, mais il s'en déclarait très flatté. Il ajouta cependant, avec une légère teinte d'ironie, que le service de la garde nationale devant se borner à la défense des remparts, il préférerait peut-être un commandement qui lui permît d'aller plutôt aux avant-postes. On lui répondit que la garde nationale tout entière était prête à le suivre où il voudrait la conduire.

L'on se sépara. Le général Changarnier avait profité de cet échange d'explications pour blâmer certaine démarche, faite récemment, d'un autre côté, par la garde nationale, en vue d'obtenir une part plus large dans l'œuvre de la défense. Elle avait demandé au général Coffinières d'être admise à la garde des postes

et au service des pièces d'artillerie dans les forts.

La tentative à l'adresse du général Changarnier n'alla pas plus loin. Le Général avait suffisamment prouvé qu'il ne fallait pas compter sur lui pour le rôle qu'on avait songé à lui offrir.

Il est assurément permis de déplorer le commandement du maréchal Bazaine, mais qui oserait blâmer les officiers de l'armée, les premiers victimes? Ils ont respecté, dans son autorité, la loi fondamentale de la discipline militaire. D'ailleurs, une démarche sérieuse pour déposséder Bazaine de son commandement eût créé une sorte de guerre dans l'armée, car les opinions étaient extrêmement partagées, et le parti des mécontents ne voulait pas conspirer.

Moins disciplinée, la garde nationale cherchait toujours à enlever à Bazaine le commandement de l'armée. Elle se considérait comme trahie et livrée à la Prusse.

Le journal l'*Indépendant*, qui se publiait à Metz, reproduisait, le 15 octobre, les articles de la loi militaire qui condamne à la peine de mort le commandant d'une place de guerre qui capitule sans avoir forcé l'ennemi à passer par les travaux lents et successifs des sièges, et avant d'avoir repoussé au moins un assaut au corps de place, sur des brèches praticables. Aussi bien, l'*Indépendant* aurait dû publier ce que dit Napoléon Ier sur les capitulations en rase campagne.

Mais une censure, que nous ne saurions blâmer dans une place en état de siège, s'exerçait dans les bureaux du gouverneur, qui, d'ailleurs, se montra peu sévère pour la presse.

La statue du maréchal Fabert, élevée à l'illustre enfant de Metz sur la place de l'Hôtel-de-Ville, était l'objet d'un véritable culte. On y venait déposer des couronnes ou l'entourer de voiles funèbres. Un garde national, un simple passant, lisait à haute voix l'inscription qui décore le piédestal :

« *Si, pour empêcher qu'une place que le Roi ma confiée ne tombât au pouvoir de l'ennemi, il fallait mettre à la brèche ma personne, ma famille et tout mon bien, je ne balancerais pas un moment à le faire.* »

Loin d'encourager les habitants de Metz à la résistance, loin d'exalter leur courage, loin de leur parler de la patrie, de l'honneur, le général Coffinières les entretenait sans cesse de la diminution des subsistances, des dangers de la lutte, de la nécessité de se soumettre et de leur intérêt à ne pas conserver des illusions qui ne pouvaient que les égarer. Nous étions loin de ces époques héroïques où le chef donnait l'exemple et apprenait à ses concitoyens comment on meurt pour sa patrie. La bureaucratie, la courtisannerie, les mesquines ambitions avaient abaissé les âmes. Les calculs avantageux tenaient lieu des élans du cœur, et l'on oubliait notre pauvre France, notre France bien-aimée, pour ne songer qu'à soi.

Ils étaient bien morts les Bayard, les Crillon, les Villars, les Hoche, les Oudinot et leurs glorieux frères d'armes qui savaient parler aux soldats une langue énergique, au lieu de balbutier, en tremblant, la phraséologie des arrière-boutiques ! Mais de nos jours, tout est boutique, tout se vend, tout s'achète.

Malgré tant d'efforts, on ne parvenait pas à faire peur aux habitants de Metz.

Le 22 octobre, le général Coffinières, qui se plaignait d'ailleurs du général en chef, se rendit, pour la première fois, à la séance du conseil municipal. Il voulait faire savoir aux habitants que le 28 octobre ils mangeront leur dernier morceau de pain. Le gouverneur songeait, disait-il, à ôter aux Messins leurs illusions. Pourquoi ne pas affirmer que son but était de les décourager ? Il n'y parvint pas encore. Cependant les bruits mis en circulation étaient bien faits pour effrayer. Ces bruits allaient des camps à la ville et de la ville aux camps. Les espions

prussiens les colportaient, après en avoir reçu l'ordre du général ennemi. La France était, disait-on, en proie à l'anarchie ; le gouvernement de la Défense nationale disparaissait, plusieurs villes, entre autres Rouen, avaient demandé des garnisons prussiennes, pour les protéger contre le désordre révolutionnaire ; l'armée de Lyon avait été battue à Orléans. On ajoutait que le roi Guillaume était disposé à traiter de la paix, mais seulement avec la dynastie napoléonienne et la Régence représentée par le maréchal Bazaine, et que le général Boyer repartait pour aller demander à l'Impératrice d'approuver cette combinaison.

Enfin le général Coffinières, dans la journée du 27 octobre, fait savoir au conseil municipal « que l'ennemi demande la place de Metz et l'armée de Bazaine, et qu'il n'admet pas la séparation de ces deux intérêts. C'est à cette exigence que l'on consent à céder. »

Les officiers de la garde nationale se rendent au conseil municipal, et le maire les conduit chez le général Coffinières. Ils veulent protester, mais en vain. La capitulation était déjà signée.

Le 26 octobre fut pour l'infortunée ville de Metz un jour de larmes et de désespoirs. Le déchirement était effroyable, tout s'écroulait à la fois. La vieille cité n'avait jamais été foulée par le pied de l'étranger. Fière de son glorieux passé, elle se considérait comme invincible. La mémoire des ancêtres était pure de toute souillure, et pas un bourgeois ne connaissait la honte. Les rues sont tumultueuses, des clameurs bruyantes, des coups de feu se font entendre. La Mutte, cloche sacrée de la cathédrale, semble gémir. C'est la voix de la municipalité. On entend le tocsin d'incendie, cloche d'alarme. Des groupes parcourent la ville avec une agitation fébrile. Fous de colère, la menace aux lèvres, des hommes se portent vers la demeure du général Coffinières, mais des piquets

d'infanterie protègent tous les abords. Des gardes nationaux mêlés à des soldats se réunissent en armes. Ils veulent se jeter à travers les lignes ennemies ; le soir, ils franchissent les portes de la ville et disparaissent dans l'obscurité de la nuit.

Cette agitation impuissante, mais bien naturelle, appelle l'attention du conseil municipal, qui fait afficher une adresse inspirée par le patriotisme. Le lendemain, 29 octobre, la souffrance était renfermée dans les cœurs. Les rues, devenues silencieuses, voyaient de braves et bons Français se serrer les mains sans prononcer une parole. Des femmes en grand deuil se rendaient dans les églises. La statue de Fabert était cachée sous un grand voile noir.

A midi, les forts étaient livrés à l'Allemagne. Des sentinelles prussiennes faisaient faction devant les portes de la ville. Et l'on voyait de longues files de soldats français, désarmés, se rendre aux avant-postes. Livrée en même temps, partageant les mêmes douleurs, la ville de Metz et la dernière armée française étaient prisonnières.

Le maréchal Bazaine se dirigeait vers le quartier-général du prince Frédéric-Charles, et nos drapeaux d'Afrique, du Mexique, de Crimée et d'Italie prenaient la route de Berlin.

A ces souvenirs, tout bon Français éprouve un sentiment de révolte. Comment et par quel miracle, avons-nous pu devenir la proie du roi Guillaume ? Hélas ! on avait trop répété que notre armée était invincible, que notre peuple n'avait son pareil ni dans les sciences, ni dans les arts. Tout était vanité. L'amour excessif de l'or, un luxe scandaleux, l'absence de respects et de croyances, un scepticisme déplorable, la perte de l'esprit militaire étaient les causes principales de notre décadence. On s'était joué des choses les plus sacrées, telles que l'avancement dans l'armée ; on ne croyait même plus que des

qualités fussent nécessaires au commandement militaire.

Le réveil a été terrible. Qu'il soit pour les nouvelles générations une éternelle leçon ! Qu'elles mesurent la distance qui sépare Austerlitz, Wagram, Iéna, de Frœschwiller, de Forbach, et des capitulations de Sedan et de Metz ; qu'elles cherchent les causes de la décadence et de l'affaissement des caractères. Ces nouvelles générations verront que notre extrême civilisation n'était pas vraie. On se précipitait avec ardeur vers les jouissances matérielles ; chacun réclamait un salaire supérieur aux services rendus ; chacun voulait de l'or ; chacun proclamait des droits plus que douteux, et nul ne se souvenait de ses impérieux devoirs envers la patrie. Les hommes utiles et modestes vivaient dans l'oubli, tandis que les histrions et les courtisanes attiraient les regards. Une presse complaisante jusqu'à la servilité répandait dans le public, depuis les salons jusqu'aux mansardes, les idées les plus fausses et les plus dangereuses. Les fils cherchaient à s'élever d'un bond au-dessus de leurs pères. La société enrichie la veille par des spéculations, honnêtes ou non, joignait à ses richesses des titres nobiliaires ; chacun s'improvisait comte, marquis ou baron. Il se produisait ainsi dans les familles des troubles qui eussent été comiques, si la morale n'en avait souffert. Le mariage même avait tourné vers la spéculation, car il fallait de l'or, de l'or même au prix de l'honneur et de la dignité du foyer. Le service militaire, qui avait été le devoir de la noblesse, était abandonné à ceux qui ne pouvaient faire l'achat d'un remplaçant. Tous se précipitaient vers Paris, abandonnant la province et le champ paternel, car Paris renfermait des mines de diamants, des mines d'or et des mines d'argent. Ces mines étaient promises aux plus adroits. Parmi les mineurs un grand nombre allait s'éteindre à l'hôpital, mais ceux qui restaient se partageaient gaiement les dépouilles des morts.

Cela se nommait la civilisation moderne. Des fêtes splendides, des festins, des bals, le théâtre, les toilettes formaient l'occupation principale des classes dirigeantes, dont les plaisirs bruyants étaient racontés à la bourgeoisie par le journalisme à la mode. La vanité portait cette bourgeoisie à imiter ce qu'on lui avait fait admirer. Les prolétaires voyaient toutes ces choses et entendaient tous ces bruits ; alors l'envie, la jalousie, la haine les mordaient au cœur.

On répétait sans cesse : L'esprit court les rues. Peu de passants le saisissaient. Ceux-là mêmes qui l'avaient rencontré reconnaissaient sans peine que l'esprit de Labruyère, de Molière et de La Fontaine était tout autre que celui qui court les rues.

Ce qu'on aimait le plus, après l'or, était la tribune aux harangues. On y parlait de tout, excepté de la patrie.

La Prusse est venue, comme jadis les barbares, frapper aux portes de la Rome efféminée.

XI

La reconnaissance nous fait un devoir de rappeler combien la population de Metz se montra généreuse pour les blessés et les malades. Le lendemain de la déclaration de guerre, le gouvernement songea à créer dans la ville de Metz de vastes établissements hospitaliers. Le 23 juillet, le maire de la ville annonçait au conseil municipal que, peu de jours avant, l'intendant-général de l'armée, satisfait de l'administration civile des hospices, demandait que cette administration voulût bien prendre sous sa direction l'hôpital militaire. La commission des hospices, malgré son désir de venir en aide à l'administration militaire, déclara qu'il lui était impossible de suffire à une pareille entreprise. Tout le personnel de l'hôpital militaire de Metz était nécessaire à l'armée qui

allait entrer en campagne. Il fallait désorganiser, au moment du plus pressant besoin, l'hôpital militaire, exposer les malades à de graves dangers et compromettre un service important, car le nombre des médecins civils, dans la ville de Metz, était insuffisant.

Le conseil municipal proposa de faire construire à l'extérieur un baraquement pour 2.000 lits. Il ajouta qu'un certain nombre de femmes avaient offert leurs services en faveur des blessés, proposant de former des comités pour préparer la charpie, e linge et réunir les divers objets qui pouvaient être nécessaires ou utiles aux malades. Le concours de ces dames ayant été accepté avec reconnaissance, une salle de l'hôtel-de-ville avait été mise immédiatement à leur disposition. En outre, les ressources indispensables aux blessés furent réunies avec une grande générosité.

Bientôt la ville de Metz put disposer de 4.000 lits, nombre qu'elle supposait suffisant. Peu de temps après, grâce au concours des communes environnantes, il y eut des lits pour 5.000 malades.

Dans une assemblée générale présidée par le maire, les dames de Metz avaient constitué à l'hôtel-de-ville un comité central destiné à former une sorte d'atelier permanent pour veiller à la réception, à la confection, à la garde et à l'envoi dans les diverses ambulances de tous les objets de secours qui pourraient leur être utiles. La répartition se faisait par les soins de comités particuliers établis dans chacune des sections de la ville, sous la présidence de dames désignées par le maire. Les tâches y étaient distribuées et remplies avec la plus charitable émulation.

Les collectes recueillies à domicile et les sommes spontanément portées au comité central s'élevaient bientôt au chiffre de 87.899 fr. 65 centimes. A côté de riches offrandes, on ne pouvait lire sans émotion, sur la liste,

les modestes dons qui représentaient pour les ouvriers et ouvrières les prix de plusieurs journées de travail. Des employés à peine rétribués abandonnaient à la souscription la moitié de leur traitement. Les offrandes en nature affluaient aussi à la mairie : elles consistaient en objets de pansements, en provisions alimentaires : vins fins, cognac, confitures, sirops, sucre, chocolat, jambons, etc. Ces dons étaient mis en réserve. Les troupes ennemies purent trouver disponibles et entièrement préparés une foule de locaux destinés à nos soldats.

Peu à peu toutes les salles dont pouvait disposer l'hôtel-de-ville étaient transformées en magasins ou en ateliers. Dans ces derniers, régnait une activité incessante. Ces salles se peuplaient, du matin jusqu'au soir, et souvent la nuit, de femmes de toutes les classes, dames du monde et simples ouvrières.

Il fallait se hâter de réunir ces précieuses ressources. Les fatigues de l'entrée en campagne, et les premières rencontres amenèrent un grand nombre de malades et de blessés. Les sanglantes journées de Borny, de Gravelotte et d'Amanvillers allaient coup sur coup, les 14, 16 et 18 août, encombrer les principales ambulances. Les cacolets, les voitures spéciales, les charrettes de paysans, traversaient sans cesse la ville, apportant les blessés.

En même temps l'investissement complet de Metz aggravait la situation. La ville ne pouvait, désormais, compter que sur elle-même pour soigner tous les blessés de l'armée. Dans les journées des 17 et 18, et dans la matinée du 19 août, l'intendance put expédier 2.500 blessés sur la ligne des Ardennes. Malheureusement les convois du 19 durent rétrograder. Les hôpitaux et les casernes ne purent contenir tous les malades. Le 17 août, le maire invita les habitants à créer des ambulances privées et à recevoir chez eux les blessés. On vit alors un grand nombre de citoyens se porter à la rencontre des

convois de blessés. Chacun recueillait à l'envi ces hôtes glorieux. Des artisans, de pauvres ménages, oublieux de leur propre misère, les ramenaient dans leur logis. Les médecins civils de Metz prodiguaient les soins les plus généreux. Ils étaient bravement secondés par des médecins anglais, belges, luxembourgeois ou français enfermés dans la place. En ces douloureuses circonstances, le corps médical accomplit des miracles de dévouement.

Toutes les maladies parurent à la fois, mais les plus grands ravages furent produits par la dyssenterie, la petite vérole et la fièvre typhoïde. Une difficulté qui n'avait pas été prévue fut le service des inhumations. L'homme qui, seul, remplissait jusqu'alors cet emploi, ne put y suffire. Heureusement il rencontra le concours imprévu de l'un des principaux acteurs du théâtre de Metz. Cet artiste faillit payer de sa vie le dévouement dont il donnait l'exemple. Plus la tâche était ingrate et périlleuse, plus il faut admirer cet acteur qui consacre son temps à l'ensevelissement des morts. N'y a-t-il pas là un sujet de méditations pour le philosophe ? Voilà un homme qui, le soir, sur les planches du théâtre, provoque la gaieté; qui, dans les rôles les plus divers, soulèv etoutes les passions humaines, et qui, le jour venu, où tous les masques tombent, se fait fossoyeur volontaire.

Successivement tous les édifices furent transformés en ambulances : la manufacture des tabacs, le lycée, les maisons des communautés religieuses, les deux séminaires, l'établissement des Pères Jésuites, le palais de Justice, l'évêché, la préfecture, l'école normale, les écoles centrales, les bâtiments communaux et les locaux appartenant à des associations. Cela ne suffisait pas encore. Il fallut couvrir de tentes très vastes les terrains libres de l'esplanade, du jardin Boufflers et du Saulcy. Sur la place Royale, 300 wagons de la compagnie de l'Est,

dans lesquels étaient installés des hamacs ou des lits, avaient été disposés symétriquement.

Pendant que l'armée était campée au dehors sous les tentes ou dans les forts, la ville de Metz semblait n'être plus qu'un vaste hôpital. Dans cette cité de 50.000 habitants, le nombre des blessés et des malades s'est élevé à 22.000, dispersés dans 65 ambulances.

Les officiers étaient recueillis à l'hôpital militaire, aux séminaires, chez les Pères Jésuites, à l'école d'application, un grand nombre chez les habitants, qui, dans leurs maisons, soignaient environ 2.500 blessés.

Le maire et les adjoints se rendaient fréquemment dans les ambulances, pour se rendre compte de leur installation. Le général en chef, il faut le répéter, n'y parut jamais.

La société internationale française avait dirigé sur Metz un premier envoi de chirurgiens, d'aides et de matériel. Son ambulance, organisée dans la serre et sur les terrains du jardin Fabert, rendit de grands services, mais ses ressources ne tardèrent pas à s'épuiser. Des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, mandées aux premiers jours, ne purent arriver qu'en petit nombre. Les communautés religieuses établirent des ambulances dans leurs couvents. Des prêtres, des religieux parcouraient sans cesse les diverses ambulances, consolant les blessés et les malades. Ceux-ci les appelaient pour prier avec eux.

On ne saurait trop le redire, car le souvenir doit en être conservé, ce furent les femmes qui, dans ces circonstances douloureuses, montrèrent un dévouement à la hauteur de nos épreuves. Leur charité, leur patriotisme se révélaient chaque jour par mille traits de bonté et de prévenante attention pour les blessés. Un même sentiment amenait et retenait près d'eux des dames élégantes, de modestes bourgeoises et des ouvrières. Confondues, unies par une égale ardeur, toutes se prêtaient

aux besognes les plus diverses et souvent forts pénibles pour qui n'est pas chirurgien. La cuisine et la lingerie avaient leurs habituées ; les cahiers étaient tenus par des dames, pendant la visite des médecins, les médicaments régulièrement distribués, les plaies saignantes pansées délicatement. Chacune était à l'œuvre. On voyait ces femmes par tous les temps, sous le soleil et sous la pluie, autour des tentes de l'Esplanade et au Saulcy, où la gravité des maladies et des blessures, aussi bien qu'une installation défectueuse nécessitaient un courage plus méritoire ; dans les casernes, à Coislin, au génie où elles bravaient le danger de la contagion ; dans toutes les ambulances, enfin, pendant près de trois mois, où elles ne manquèrent pas un seul jour à leurs pauvres blessés. Des femmes d'une organisation délicate étaient elles-mêmes surprises de leurs forces et de leur courage supérieur aux fatigues. Les plus timides devenaient hardies pour leurs malades ; elles savaient plaider énergiquement leur cause près des membres de la commission municipale, près des médecins, près de l'administration militaire. Plus d'une fois, tout en admirant leur zèle, l'intendance accusait l'ardeur qu'elles déployaient. Le formalisme de la comptabilité devait céder souvent devant la charité des dames.

Ce qu'elles savaient surtout, ces dignes et braves françaises, c'était trouver elles-mêmes, au prix de sacrifices personnels, tout ce qui pouvait adoucir la condition de leurs chers malades. Il était touchant de les voir, par les rues de la ville, pressées de regagner l'ambulance, portant dans leurs mains, dans leurs sacs, dans des paniers, les aliments préparés chez elles, des vêtements chauds empruntés à la garde-robe du mari ou du père, des boissons toniques ou des médicaments. Combien avaient dérobé à la modique provision du ménage quelque régal mis en réserve pour les plus malheureux de

leurs protégés ; combien l'avaient épargné sur leur propre besoin ! Un peu de sucre, un petit cornet de sel, donnés par elles, devenaient une gâterie merveilleuse pour les infortunés condamnés au bouillon de cheval sans assaisonnement. Un grand nombre de femmes étaient devenues très habiles pour les pansements et surprenaient les chirurgiens.

Lorsque les voitures de blessés arrivaient du champ de bataille, elles étaient vite entourées de femmes qui aidaient au transport dans l'ambulance. Elles soutiennent les têtes, les bras, les jambes, adressant de bonnes paroles à ceux qui gémissent, essuyant les fronts sanglants, versant sur les lèvres desséchées quelques gouttes d'eau froide, donnant les noms d'ami et de frère à ces malheureux soldats couverts de boue et de sang. Aux vieux officiers, elles disaient : « Allons, père, du courage, nous vous soignerons comme de bonnes filles ! » Et le blessé ouvrait les yeux, cherchant du regard sa femme et ses enfants. Plus d'une larme, après avoir glissé sur la moustache grise du vétéran, tombait aux pieds de la sœur de charité improvisée par la guerre.

Les blessés recueillis dans les maisons retrouvaient leur propre famille.

Avec le temps, avec la contagion et les privations croissantes, les ambulances semblaient diminuer. Il y eut des périodes pendant lesquelles tous les amputés succombaient. Mais de nouveaux combats, de nouvelles maladies ramenaient pour les dames des labeurs de plus en plus considérables.

Les jours de soleil étaient les bienvenus. Aux fenêtres des hôpitaux et des casernes on voyait des visages pâles et amaigris se presser, avides d'air et de lumière. Les lits des chambrées, à portée des cours, y étaient transportés pendant les bonnes heures. Tous

ceux qui pouvaient se mouvoir se prêtaient mutuellement secours pour se mêler aux camarades des tentes et des wagons. Les femmes soutenaient les pas des blessés. A l'Esplanade, le coup d'œil était animé. On s'installait au soleil, les uns fumant le tabac de la souscription, les autres jouant aux cartes, aux dames, aux dominos, ceux-ci se groupant autour du classique loto, où les appellations plaisantes d'un loustic provoquaient la gaieté. Un certain nombre de malades se traînaient jusqu'au mur d'enceinte, en garnissaient les abords, et suivaient d'un regard pensif le tir des forts. Les obus étaient l'objet de commentaires variés. Il y avait aussi les lecteurs et les lectrices, car des livres étaient généreusement prêtés par le conseil municipal et les particuliers. De loin en loin, on entendait un conférencier, bourgeois de la ville ou officier de l'armée. Ces conférences furent très suivies par les blessés et les malades, pendant les mois de septembre et d'octobre. Les sujets traités furent : la vie militaire à Metz, le blocus de Metz en 1792, la guerre de trente ans en Lorraine, les deux sièges de Longwy, en 1792 et en 1815, le champ de bataille de Sainte-Barbe, Metz sauvé par le boulanger Harelle en 1473, les opérations militaires de Villars dans le nord-est de la France, le champ de bataille de Rezonville, le siège de Metz en 1552, les incursions des barbares dans le pays messin, les armées de la République et leurs victoires.

Il y avait aussi les mauvais jours, lorsque la pluie et le vent faisaient rage. Après la visite de la *Dame*, on répétait ses paroles, on admirait ses petits cadeaux, et le moral se remontait un peu. La nuit tombait vite et cependant les journées semblaient interminables. A la lueur des rares réverbères, le passant voyait les longues files des tentes blanches, et les noires rangées de wagons qui leur faisaient suite. Quelques gémissements étouffés

rompaient seuls le silence. L'air semblait empoisonné par une odeur d'hôpital, qui se répandait au loin.

En temps ordinaire, nul n'aurait pu résister à tant de misères, et le spectacle continuel de la mort eût brisé tous les courages. Mais on ne sait quel souffle religieux réveillait les âmes. On se sentait utile. On lavait une plaie en parlant de Dieu et de la patrie. La charité donne des hardiesses que le monde ne soupçonne même pas. Ces femmes, discrètes et timides jusque-là, se chargeaient des commissions des plus pauvres soldats ; elles écrivaient leurs lettres et recueillaient leurs dernières volontés ! Pour tout dire en peu de mots, les femmes de Metz ont bien mérité de la patrie.

Des blessés prussiens, recueillis au début sur les champs de bataille en même temps que nos soldats, mêlés avec eux, recevaient, sans aucune distinction, les mêmes soins. A la suite de l'évasion de plusieurs d'entre eux, ils furent tous traités à l'hôpital militaire.

Tandis que les corps de nos soldats décédés, enveloppés seulement d'un suaire, étaient mis à la fosse commune, le maréchal Bazaine prenait, à l'égard des militaires prussiens, les dispositions suivantes : « .....Afin de venir en aide, autant que possible, aux familles qui recherchent les tombes de leurs décédés à Metz, Son Excellence M. le maréchal commandant en chef a décidé que les militaires prussiens, qui succomberont dans les hôpitaux, seraient enterrés dans une partie du cimetière où l'on puisse retrouver leurs sépultures, et que l'on prendrait toutes les indications possibles pour faire constater leur identité. Chaque militaire de l'armée prussienne a suspendue au cou une plaque portant des lettres qui le peuvent faire reconnaître ; il convient, ainsi que cela s'est fait jusqu'à présent, de transcrire les lettres et les chiffres de cette plaque, mais de la laisser au cou du mort en le mettant en terre. Son Excellence M. le maré-

chal commandant en chef recommande, d'autre part, de faire rendre aux officiers prussiens décédés les mêmes honneurs militaires qu'aux officiers français... »

Le dimanche une messe était célébrée en plein air dans l'enceinte, et les soldats concouraient aux chants et à la décoration toute militaire de l'autel. Des quêtes fructueuses s'y faisaient au profit des blessés.

Il est mort à l'hôpital militaire et dans les ambulances de Metz, en 1870, plus de 6.500 hommes, dont 75 du 1er janvier au 15 août, et le reste en quatre mois et demi, du 15 août au 31 décembre. Outre cela, dans la population civile de Metz, où la moyenne annuelle des décès était de 1.200, il y a eu, en 1870, 3.174 décès dont 1.516 hommes et 1.658 femmes.

XII

La capitulation était signée depuis moins de vingt-quatre heures, et déjà les débits de timbres et de tabac prussiens fonctionnaient ; les marchands allemands, les brocanteurs avaient envahi la ville. Par les physionomies, les costumes, les tournures, le langage, Metz au cœur si français semblait métamorphosée en cité prussienne. Cette nation est peu poétique, malgré ses ballades. Au milieu de ses princes souverains et de ses guerriers, on voyait le marchand de probité douteuse, le juif avide, et une foule de charrettes plus ou moins vastes destinées à emporter nos meubles, notre linge et notre argent.

Pendant que les Prussiens prenaient possession de la ville militairement, administrativement et commercialement parlant, l'armée française et les Messins, la rage dans le cœur, maudissaient les chefs de l'armée, en les accusant de trahison.

Nous avons sous les yeux un grand nombre de manuscrits, tracés à la hâte pendant la guerre, ou pendant la

captivité. Nous ferons des emprunts au journal du général Lapasset mis généreusement à notre disposition par la digne compagne de sa vie ; ceci est écrit à l'heure de la capitulation :

« Tout est fini, la dernière armée française n'existe plus. Vaincue par la famine, elle a été forcée de capituler. J'aurais pu, en signant l'engagement de ne pas porter les armes contre la Prusse, et de ne rien faire contre ses intérêts pendant la durée de la guerre, rentrer dans mes foyers, revoir et embrasser mes chers enfants. J'ai préféré la captivité à ce compromis. Mes soldats sont prisonniers, je dois partager leur infortune. Une âme élevée me comprendra et m'approuvera. Où irai-je? Je n'en sais rien encore. Hier, j'ai fait brûler mes drapeaux ; mes troupes ont déposé leurs armes dans les arsenaux. Aujourd'hui, à une heure, elles se constituent prisonnières. Par quelle série d'événements en sommes-nous arrivés à des catastrophes inconnues dans l'histoire? Mais ces événements eux-mêmes ne sont que la conséquence de notre démoralisation, de notre corruption, de l'absence de tout principe, de la soif des richesses, de la négation de tout ce qui doit être bien et respecté. »

(Ici le général Lapasset raconte les événements militaires jusqu'au 21.)

« Comprenant le danger de rester en station et de nous laisser enfermer et enserrer, j'allai trouver le maréchal Bazaine qui me reçut fort bien et me complimenta sur ma retraite de Sarreguemines à Metz.... Je lui dis qu'à mon sens il y avait deux choses importantes à accomplir.

« La première, de faire fusiller, par corps d'armée, une vingtaine de pillards, de lâches et d'indisciplinés, afin d'inspirer une crainte salutaire et de rétablir la discipline. La seconde, de prendre, chacun de nous, trois biscuits dans nos poches, de laisser nos bagages à Metz, ainsi

que les convois, et de n'emmener que l'artillerie et les munitions. De filer ensuite le plus tôt possible. J'aurais voulu gagner Thionville et y prendre des vivres ; appuyer ma droite au pays neutre de Luxembourg, me diriger sur Montmédy, m'y ravitailler encore, et, selon les circonstances, marcher sur Sedan ou Mézières, ou me jeter inévitablement dans l'Argonne, inquiéter l'ennemi, en attendant le moment propice de faire jonction avec l'armée impériale.

« Le Maréchal m'écouta avec bienveillance et me répondit de même.

« La journée du 26 n'eut pas le moindre résultat, et les soldats lui donnèrent le nom de : *va-t-en z'y voir*.

« .... La France avait trop peu de troupes à opposer aux innombrables bataillons qui envahissaient nos provinces. Par l'effet de la loi de recrutement de 1868, des congés renouvelables, des contingents laissés dans leurs foyers, des semestres, etc., et aussi par les conséquences des idées nouvelles, par le bien-être excessif, par l'oubli de toute autorité, de tout sentiment de discipline, d'abnégation, de devoir, on songeait à bien manger. Le jour de la bataille, le vieux sang gaulois bouillonnait dans les veines, les cœurs battaient comme autrefois, et l'on attaquait vigoureusement. Mais combien s'esquivaient pour échapper au danger ! Les officiers participaient de cet esprit. Et, chose triste et douloureuse à dire, un certain nombre de généraux étaient plus préoccupés d'eux mêmes, de leurs privations, de leur avenir que de leurs troupes ; ils craignaient de perdre ce qu'ils avaient eu tant de peine à obtenir ; ils avaient la maladie que les Arabes définissent sous le nom de : avoir le ventre trop plein.

« Si à ces misères militaires on ajoute la démoralisation des masses, la soif des jouissances matérielles, la platitude poussée à l'extrême ramollissement des cer-

veaux et des caractères, on s'explique sans peine les lamentables événements qui nous accablent.

« Le 17, vers dix heures du matin, nous prenions nos positions, lorsque je reçus un billet écrit au crayon par mon frère. Il me disait qu'atteint par une balle au pied gauche, il avait été évacué sur Metz, après un premier pansement. Moi-même j'avais reçu deux balles, l'une sur un bouton de ma capote, l'autre sur le poitrail de mon cheval. Mon frère (1) me rassura sur les suites de sa blessure, qui, hélas ! devait être fatale par suite de l'encombrement des blessés et de la pourriture d'hôpital.

« Dans six jours, nous avions eu 32.000 hommes mis hors de combat. Des régiments étaient commandés par des capitaines, tous les officiers supérieurs étant tombés ; dans certaines compagnies il n'y avait plus d'officiers, dans d'autres, tous les sous-officiers manquaient. Il fallut faire des nominations, et reconstituer les cadres.

« Mon premier soin, comme ma première pensée, en me rapprochant de Metz, fut d'aller à la recherche de mon frère. Il était difficile de le découvrir dans une masse de 20.000 blessés. Je le trouvai enfin installé dans l'ambulance de l'école d'application. D'abord recueilli par M. de Nicéville, directeur des contributions directes, et par sa femme aussi bonne que lui, mon frère avait été soigné par cette dame avec un dévouement de sœur. Mais, ne se dissimulant pas la gravité de sa blessure, mon brave frère ne voulut pas être à charge à l'honorable famille de Nicéville et se fit transporter à l'ambulance, malgré les prières de ses hôtes. Le docteur Mouilhac dirigeait cette ambulance avec un dévouement admirable. Il avait l'espoir d'éviter l'amputation, et traitait la blessure par les réfrigérants. Mon frère n'était nullement abattu. Il recevait des visites et voyait avec bonheur la

(1) Officier supérieur.

famille de Nicéville, la comtesse de Vassoigne, Maurice du Coëtlosquet et ses amis les officiers. Tous les jours de midi à quatre heures je lui tenais compagnie. Cependant j'étais inquiet, je voulais le transporter chez moi en plein air, craignant l'atmosphère si lourde des ambulances, et surtout de sa chambre, où se mourrait un capitaine des grenadiers de la garde, l'épaule fracassée. Dans la même ambulance que mon frère, se trouvait mon cousin Fine, sous-lieutenant au 32e, blessé d'une balle au talon gauche. Sa guérison fut longue.

« La journée du 26 août, si inutile pour nos armes, devait être fatale à mon pauvre frère. Il semblait aller de mieux en mieux ; Mouilhac, si habile, espérait toujours conserver le pied. Malheureusement, cet excellent docteur fut rappelé à l'ambulance de la garde, et remplacé par un médecin qui ne suivit pas le même traitement.

« Je ne pus aller à Metz le 27, mon service me retenant au camp. Le dimanche 28, après la messe, je me rendis à l'école d'application, je trouvai mon frère avec une fièvre ardente, la blessure était enflammée. Il me dit : Ça va mal, il faut que l'on me fasse l'opération ; je l'ai demandée, les médecins doivent venir à deux heures pour décider.

« Je çachai mon émotion, en parlant de résignation, de courage... je lui dis qu'avant tout, je voulais avoir l'avis d'un chirurgien consommé, le chirurgien en chef du 2e corps, le docteur Marmy. Je courus à sa tente et le conduisis près de mon frère. Après un examen attentif, Marmy décida que l'amputation devait se faire immédiatement, et au-dessous du genou. Mon frère fut aussitôt endormi. Lorsqu'il se réveilla, il n'avait qu'une jambe. Le docteur Marmy avait présidé à l'opération et fait lui-même les ligatures et le pansement. Mon service me rappelait au camp où je rentrai le cœur gros, poursuivi par de sombres pressentiments. J'envoyai l'un des chi-

rurgiens de ma brigade, aide-major de 1re classe, le docteur Perret, qui s'installa au chevet de mon frère et ne l'abandonna plus, ni jour ni nuit. Ce brave chirurgien fut admirable de dévouement.

« Le 31 août, nous sortîmes de nouveau, sans plus de succès. Le 2 septembre, j'accourus auprès de mon frère, je le trouvai aussi bien que nous pouvions l'espérer, et je me livrai à la joie, lorsque la fièvre se déclara le 4, et le caractère si doux de mon frère s'aigrit et devint irritable. Le 5 septembre, il fut nommé officier de la Légion d'honneur, ce qui fit diversion à nos chagrins. Enfin, le 9 septembre, je vins, comme d'habitude, passer l'après-midi auprès de ce frère bien-aimé. Je le trouvai fatigué, haletant, certains signes mortels se révélaient. Anxieux, j'attendis la visite des médecins. A quatre heures, ils arrivèrent. Je suivais leurs regards ; ils étaient mornes. Lorsqu'ils sortirent je les accompagnai au dehors : « Pour Dieu ! leur dis-je, ne me cachez rien... que dois-« je craindre ou espérer? — Tout est fini », me fut-il répondu...

« Je courbai le front avec désespoir. Hélas ! dans ce moment si cruel, il fallait songer au service. Les portes de la ville se fermaient à sept heures, et je devais rejoindre mes troupes, en cas d'attaque. Il n'y avait pas une minute de répit.

« J'avais pu apprécier, depuis le commencement de la campagne, un digne prêtre, aumônier du 5e corps, qui, depuis Sarreguemines, s'était attaché à ma brigade. C'était l'abbé Darnis, aumônier de l'hôpital Beaujon, à Paris. Je lui fis porter un billet pressant, puis, rentrant dans la chambre de mon frère, je lui dis : Joseph, mon pauvre ami, nous autres soldats, nous devons toujours être prêts à mourir... nous avons été élevés dans des principes de soldats et de chrétiens... tu as été un bon soldat, il te reste à être bon chrétien. — Mon frère

répondit : Je suis prêt. Quant à te recommander ma pauvre femme et mes enfants chéris, il n'en est nul besoin avec toi. Je te les recommande tous trois, tu leur diras que je suis mort avec leur souvenir.

« L'abbé Darnis entra ; je le laissai avec mon frère. Après un temps dont je n'aurais pu mesurer l'étendue, l'excellent prêtre parut, et me pressant dans ses bras, me dit : « Votre frère est aussi bon chrétien que bon soldat ; « entrez, je vais lui administrer les derniers sacre- « ments. » Mon frère les reçut avec piété. Après avoir pressé le Christ sur ses lèvres pâles, il m'attira sur son cœur... A ce moment même, une canonnade terrible se fit entendre, et l'air semblait embrasé. C'était le bombardement du 9 qui commençait. Mon frère tressaillit et, relevant la tête, me dit : « Cours à ton devoir. » Je l'embrassai une dernière fois en sanglotant.

« Le lendemain, à six heures du matin, au moment où les portes s'ouvraient, je me lançai au galop de mon cheval vers l'école d'application, et courus à la chambre de mon frère. A la tête de son lit, je vis un christ, entouré du crêpe noir. Il avait rendu son âme à Dieu, vers deux heures de la nuit. Près de son lit, deux hommes veillaient, le brave docteur Perret, et le soldat d'ordonnance de mon frère.

« La vie militaire a de cruels devoirs ! Un frère ne peut fermer les yeux de son frère !

« Joseph était un homme de bien, au cœur vaillant, à l'esprit juste, au caractère loyal. Il a laissé à sa veuve et à ses deux fils une mémoire honorée. C'est à ces derniers, lorsqu'ils seront en âge, à venger sa mort, si Dieu relève la France.

« Le bombardement du 9 ne dura qu'une heure et demie. L'agonie de mon pauvre frère commençait pendant cette tempête de fer et de feu. Chaque jour, j'allais, suivant ma vieille habitude, me promener dans le camp.

Je causais avec les soldats, donnant des éloges aux uns, gourmandant les autres paternellement. Après avoir tout vu, je me rendais aux avant-postes, et j'apprenais à mes hommes à se bien couvrir, à ne faire feu qu'à propos, à s'approcher des sentinelles ennemies, à les surprendre, à tendre une embuscade. Chaque matin, au point du jour, j'assemblais mes chefs de corps et de détachements, afin de donner les ordres pour la journée. Je faisais établir des ateliers de réparation, et les soldats de ma brigade étaient contents.

« Puis-je, sans émotion et sans un vif sentiment de reconnaissance, songer aux soins de tous les instants que les bonnes sœurs de la Providence prodiguaient à mes malades! L'une d'elles, distinguée par l'éducation, l'instruction, l'élévation de ses pensées, était bonne entre toutes ; elle faisait faire la prière aux soldats et en obtenait tout ce qu'elle voulait. Pauvre femme, dont les jours étaient comptés et qui se mourait de la poitrine ; elle employa jusqu'à ses dernières heures à adoucir les souffrances de ses semblables !

« L'armée allemande, triple de la nôtre, était composée d'éléments homogènes, instruits, disciplinés... La nôtre, travaillée pas les socialistes, par les idées modernes, avait perdu l'esprit militaire, qui est le sentiment du sacrifice. Au départ, les bataillons n'avaient pas plus de 500 hommes. Les contingents qui leur arrivaient étaient déplorables; c'étaient des semestriers prolongés; des derniers partis des classes; enfin ce qu'on nommait des réserves, qui tous croyaient avoir abandonné la carrière militaire, et qui arrivaient à contre-cœur. Parmi eux, il en était un grand nombre qui ne savaient même pas se servir du chassepot.

« Les prétendus renforts devenaient une cause de faiblesse; ils propageaient l'indiscipline et semaient le découragement. Le mal était tellement grave, que le

12 août, à la fin du jour, prenant la position dangereuse de Mercy-le-Haut, en face de l'armée prussienne, je demandai et j'obtins comme une grâce, de me débarrasser de 1.600 de ces hommes, préférant n'avoir que 4.500 bons soldats, que 6.000, avec ces mauvais éléments.

« Quant aux gardes-mobiles, j'ignore quelle a été leur conduite dans les provinces, mais ce que j'en ai vu à Metz, et ce que j'en ai entendu dire à Châlons me donne une bien triste opinion de cette réserve tant vantée.

« Tels étaient les fruits de la loi de 1868 sur le recrutement. Si des soldats on passe aux chefs, et surtout aux têtes de colonnes, on est surpris et attristé.

« Il est un vieux proverbe qui dit : *on ne peut pas être et avoir été*. Ce proverbe me semblait applicable à l'ordre physique seulement. Hélas ! les exemples si fâcheux de 1814 et de 1870 m'ont démontré que souvent il en était de même dans l'ordre moral.

« Le 6 avril 1814, au moment de signer l'acte d'abdication, Napoléon disait aux généraux qui l'entouraient et dont il avait pénétré les sentiments : « Vous voulez du repos; ayez-en donc ! Hélas ! vous ne savez pas combien de chagrins et de dangers vous attendent sur vos lits de duvet ! Quelques années de cette paix que vous allez payer si cher en moissonneront un plus grand nombre d'entre vous que n'aurait fait la guerre, la guerre la plus désespérée ! »

« Il en fut en 1870 comme en 1814. Des généraux célèbres par leur valeur et leurs qualités militaires obtinrent la confiance du souverain et du pays. Eh bien, parmi eux, plus d'un n'a pas brillé pendant la campagne. Le séjour de Paris, le luxe, l'esprit des salons et de la cour avaient abaissé les têtes, les cœurs et les âmes. Le feu sacré s'était éteint ou s'éteignait. Ils en avaient assez de cette vie de fatigues et de dangers ; ils soupiraient

après le bien-être perdu, après le repos, après les honneurs du palais et les flatteries des solliciteurs. Ils avaient péniblement conquis des sièges au Sénat et de grandes positions sociales, il leur semblait dur de mener une vie d'aventuriers et l'existence de la guerre. Plus d'affection pour le soldat, plus d'amour pour la gloire! Et chaque fois qu'on venait leur proposer telle ou telle opération de guerre, au lieu d'en lever les difficultés inhérentes à toute entreprise humaine, ils accumulaient les difficultés.

« Bon nombre de chefs ne voulaient plus de la guerre, espéraient une restauration impériale et leur bien-être perdu..... L'ennemi avait les mêmes vues et le même intérêt.

« ..... Le général Boyer, envoyé à Versailles, auprès du roi de Prusse, revint à Metz le 18 dans la soirée, et, dès le lendemain matin, les commandants de corps d'armée furent convoqués chez le maréchal Bazaine. Le général Changarnier leur fut adjoint. L'armée éprouvait un sentiment de profond respect pour ce vétéran de la conquête africaine, pour ce restaurateur de nos forces militaires en 1848 et 1849. Elle l'avait vu, malgré ses soixante-dix-sept ans, charger au premier rang, l'épée à la main, dans la chaude affaire de Servigny, le 31 août, et elle avait foi en lui. Lorsque le général Boyer eut rendu compte du résultat de sa mission et insisté sur l'état de désorganisation de tous les pouvoirs, le général Changarnier prononça ces paroles :

« — J'ai été maltraité par l'Empereur et par les siens; j'ai refusé de prêter serment au régime impérial, mais en présence de l'anarchie qui dévore notre infortunée patrie, des malheurs qui l'accablent, je proclame hautement que nous devons tous nous rallier autour de la Régente; c'est là qu'est le salut; c'est là qu'une brave armée, vaincue seulement par la faim, doit se rendre. »

« Cependant, le sentiment intime de la majorité de l'armée n'était pas, il faut bien l'avouer, en faveur d'une restauration de la dynastie impériale. Ce sentiment hostile se serait même fait jour sans les paroles du général Changarnier que chacun respectait.

« Un jour, tout à la fin, j'espérais encore qu'un effort suprême briserait la ligne ennemie. Je me rendis chez le commandant du 4e corps d'armée, général de Ladmirault. J'avais en lui une confiance qui égalait mon respect. Sa bravoure, son expérience consommée, son coup d'œil militaire étaient connus et il en avait donné de nombreuses preuves avant et pendant cette campagne : « Tout « est fini, me dit le général de Ladmirault, vouloir se « faire jour serait une folie. En ce moment, le général « Changarnier doit être chez le prince Frédéric-Charles; « puisse-t-il obtenir de meilleures conditions en notre « faveur ! »

« J'étais ébranlé, mais non convaincu. Je courus chez le général Deligny, commandant la division des voltigeurs de la garde, dont la bravoure était proverbiale : « Mais, « me dit-il, au point où nous en sommes, un chef qui « voudrait tenter de se faire jour se rendrait coupable « d'un crime imbécile. Allons, mon ami, de la résigna- « tion, et ouvrez les yeux à la cruelle évidence. »

« Je revins attéré près de mes troupes. Au retour du général Changarnier, le conseil, composé des commandants des corps d'armée et des chefs des grands services, déclara à l'unanimité qu'il fallait capituler.

« Eh bien, non !

« Malgré mon respect pour tous les membres de ce conseil, malgré ma profonde affection pour quelques-uns, mon être tout entier se révolte, à la seule pensée de mettre bas les armes. Tout me crie qu'une armée ne doit pas se rendre.

« Croit-on que si, dans un moment aussi solennel, le

général en chef avait dit à ses troupes : « Soldats ! que « ceux qui acceptent de pareilles conditions rentrent « immédiatement dans la place ; pour moi, je les re- « pousse. Je vais me mettre à votre tête, et, avec vous, « je traverserai les lignes ennemies, ou, avec vous, je « mourrai ! »

« Certes, il y avait bien des défaillances de corps et de cœurs, mais pour tous ceux qui connaissent l'âme impressionnable, généreuse du soldat français, un langage semblable eût été entendu de tous. Les faibles auraient voulu marcher avec les forts. Dans de telles circonstances, il ne faut pas se laisser arrêter par des considérations de personnes.

« Se figure-t-on une masse de 80.000 hommes bien résolus à percer ou à mourir ? Débarrassé de ses voitures, même de ses sacs, de tout ce qui pouvait contrarier l'élan sublime, une armée de 80.000 hommes doit renverser ce qui se trouve devant elle. Beaucoup d'hommes seraient tombés, un grand nombre eût été pris, mais une armée n'aurait pas rendu ses armes à l'ennemi. Dans cette lutte du désespoir, les Prussiens auraient chèrement payé les succès de la veille.

« Enfin, la dernière armée de la France serait tombée noblement, glorieusement, et devant son souvenir la postérité se serait inclinée !

« Je dis plus, et suis convaincu que si l'ennemi avait pensé que nous tenterions un effort héroïque, désespéré, sublime, il nous aurait accordé d'autres conditions, honorables et dignes de la France. Il eût redouté des pertes trop cruelles et peut-être une défaite.

« L'armée ne connut que le 28 la signature de ce qu'on nommait une *convention* et non pas une *capitulation*. Le temps accordé pour la remise des armes, des chevaux et du matériel suffisait à peine. Si c'est un hasard, il fut adroit. En effet, au milieu de cette précipitation et de ce

mouvement, la pensée ne pouvait s'arrêter. Une autre circonstance seconda parfaitement les intentions des auteurs de la capitulation : les soldats étaient convaincus qu'ils allaient être renvoyés dans leurs foyers. Leurs souffrances avaient été si grandes, et depuis si longtemps ils étaient sans nouvelles de leurs familles, que l'espoir de rentrer au pays leur rendit moins cruelle la remise de leurs armes. Les scènes violentes que l'on redoutait n'eurent pas lieu. Le temps était affreux, la pluie tombait, et le sol détrempé ne présentait qu'une surface de boue liquide et profonde. Or, de telles conditions contraignaient les hommes à chercher des abris, et mettaient obstacle à toute manifestation.

« En entendant le tocsin des églises de Metz, en voyant l'émotion populaire, en assistant aux scènes de désespoir et de colère, les soldats connurent la vérité, mais presque tous étaient désarmés. Il y eut alors une explosion, on criait vengeance, trahison.

« Braves habitants de Metz, la citadelle vierge ; vous si fiers de votre cité ; vous dont les compagnes entourèrent nos 20.000 blessés de soins si pieux et si touchants ; vous aux cœurs patriotiques, je compris vos angoisses et vos déchirements !

« Lorsque quelques braves officiers, d'intrépides sous-officiers, des gardes nationaux accoururent vers moi, je dus, le front baissé, l'âme brisée, leur dire que, de ma part, un tel acte serait un crime inutile. La discipline était là qui me condamnait à la résignation. En ce moment une sédition militaire aurait été une honte, et un crime contre la discipline. J'eus la force de résister, mais Dieu seul peut savoir ce que je souffris.

« Un brave général de brigade, dont chacun estime le caractère et la valeur, céda aux propositions qui lui furent faites, ou plutôt aux supplications. Il devait se mettre à la tête d'officiers, de sous-officiers et de sol-

dats décidés à percer les lignes ennemies et à se faire jour. Les conseils du général Changarnier le firent renoncer à son projet, qui n'aurait abouti qu'à un massacre.

Le général en chef ou l'un des commandants de corps d'armée pouvaient seuls, par leur autorité morale et effective, réunir les forces vives de l'armée et imprimer à leur action une marche régulière et un but, tout en lui enlevant le caractère odieux d'une sédition militaire. Mais les généraux commandant les divisions et les brigades ne pouvaient que courber la tête.

« Je reçus, en vertu des conventions, l'ordre du général commandant le 2e corps, de remettre à l'artillerie les drapeaux de mes régiments ; ils devaient être transportés à l'arsenal de Metz et *brûlés*. Le mot *brûlé* était souligné. Cet ordre n'était que la copie de celui du maréchal Bazaine.

« C'en était trop ! Pour la première fois de ma vie militaire, je refusai d'obéir, et j'écrivis cette lettre :

« Mon général, la brigade mixte ne rend ses drapeaux à personne et ne se repose sur personne de la triste mission de les brûler. Elle l'a accomplie elle-même ce matin. J'ai entre les mains le procès-verbal de cette lugubre opération. »

« Je ne fus pas le seul à tenir cette conduite toute naturelle (1).

« L'ordre du général en chef d'apporter les drapeaux à l'arsenal est du 27 au soir, après la signature de la capitulation.

« Le samedi, 29 octobre, à deux heures, ce dernier sacrifice s'accomplit. Je conduisis mes troupes, *sans armes* jusqu'aux avant-postes ; après les avoir fait masser, je leur dis : « Mes enfants ! j'étais avec vous à l'honneur,

(1) Le général de Lavaucoupet fit brûler ses drapeaux.

j'ai tenu à être avec vous à la peine. Je ne me suis reposé sur personne de la triste mission de vous conduire jusqu'ici.

« Il y a seulement cinq jours, vous et moi étions loin de songer à la douloureuse réalité qui nous accable en ce moment. Comme moi vous étiez résolus à vous frayer un passage, le fer à la main; malheureusement la situation déplorable de l'armée et la décision prise par nos chefs faisaient de cette opération, dans les conditions actuelles, une impossibilité et une source de désordres. Voilà pourquoi votre général a dû y renoncer.

« Soldats ! malgré le malheur qui nous accable nous avons le droit de porter la tête haute, car nous avons toujours vaillamment combattu.

« Dans les forteresses ennemies où nous nous rendons, nous n'oublierons pas la devise de nos pères : *Dieu protège la France !....* Vivons donc avec la pensée de la relever et de nous venger.

« Adieu, mes enfants, dans quelques instants vous allez être soumis à la discipline prussienne ; elle est moins paternelle que la nôtre. N'enfreignez pas ses lois ; si vous éprouvez quelque découragement, songez à votre mère, à votre père, à vos parents, à vos amis si heureux de vous revoir. Pensez surtout à la France qui compte sur vous et a besoin de vous.

« Adieu encore, conservez un souvenir de votre général ; pour lui il ne vous oubliera jamais ! »

« Pourquoi le cacher ? La plupart de mes soldats pleuraient, et moi-même j'étais aussi ému qu'eux. Les infortunés, ils allaient, sous la conduite de leurs sous-officiers, camper dans les lignes prussiennes.

« Il faisait un temps horrible, comme si la nature avait voulu s'associer à ce grand deuil.

« C'en était un immense, car la dernière armée française avait cessé d'exister. »

XIII

Le général Lapasset avait un grand cœur. Ce qu'il écrivait au bruit du canon n'était pas destiné à la publicité. Si nous avons confié au lecteur des souvenirs personnels intimes et destinés à la famille, c'est qu'il y a là la peinture la plus fidèle des sentiments qui agitaient les officiers de l'armée de Metz. Un récit préparé longtemps après les événements n'aurait pas le charme de cette improvisation. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que la description des événements militaires est le principal sujet de ce journal. Les batailles et les combats sont décrits avec une science remarquable, et servent de cadre aux opinions exprimées par le général. Nous avions sous les yeux des documents inédits fort remarquables au point de vue historique, mais moins familiers, moins confidentiels.

Peut-être les esprits froids et réservés trouveront-ils le général Lapasset trop sévère dans ses jugements. Pour calmer les susceptibilités, nous dirons que Lapasset exprimait les idées de la grande majorité. D'autres que lui ont été impitoyables, non seulement pour les hommes, mais pour la politique, la stratégie, les manœuvres employées de tous côtés.

Voici une page du général Deligny :

« Un événement aussi désastreux que la capitulation de la place et de l'armée de Metz est sans précédents aucun dans l'histoire des nations modernes, et il faut remonter le cours de dix-neuf siècles, jusqu'au resserrement et à la défaite de l'armée gauloise sous Alise, pour trouver la trace d'un fait historique qui puisse lui être comparé. Mais encore, la comparaison est-elle toute à l'avantage de nos aïeux et de leur chef. Ils s'étaient montrés hardis, entreprenants et redoutables jusqu'à la der-

nière heure, et quand celle-ci sonna, Vercingétorix était encore à cheval et revêtu de son armure.

« Il alla trouver César pour implorer sa clémence en faveur de ses compagnons d'armes.

« Pour lui-même il ne stipula rien. Il savait le sort qui lui était réservé : être conduit à Rome pour y suivre le char du vainqueur et puis mourir.

« Les temps sont bien changés : de nos jours, le général en chef, fatigué de mener son armée aux champs de bataille, se retire de la lutte, se repose deux ou trois mois, temps nécessaire à la consommation des approvisionnements de vivres, puis, à jour fixe, fait appointement avec l'ennemi ; il lui livre par contrat une grande place avec forts et château, un grand arsenal de guerre, 150.000 hommes d'excellentes troupes ; il se débarrasse ainsi d'un lourd fardeau que le vulgaire appelle le devoir et l'honneur militaires, et, avec lui, de ce lest encombrant, fruit de l'épargne accumulée du pays. Et, quand rien ne le retient plus, il fait de courts adieux à ses amis et à ses familiers, leur dit : au revoir, — dans un mois à Paris — monte en voiture, allègre et dipos, se rend en visite à Frescaty et s'en va, de là, dîner en famille au château voisin (1). »

Les armées du second Empire renfermaient un grand nombre d'officiers qui avaient conservé l'esprit militaire dans toute sa pureté, comme Lapasset, Deligny, Decaen, Margueritte, Lavaucoupet et tant d'autres. Ils répétaient avec le capitaine d'infanterie Alfred de Vigny :

« L'armée est aveugle et muette. Elle frappe devant elle du lieu où on la met, elle ne veut rien et agit par ressort. C'est une grande chose que l'on meut et qui tue ; mais c'est aussi une chose qui souffre (2). »

Ces officiers du second Empire que peu de choses dis-

(1) *Armée de Metz*, pages 72 et 73.
(2) *Servitude et grandeur militaires.*

tinguait des autres, dans les loisirs de la paix, furent très remarquables pendant la guerre. L'instinct du soldat l'attirait vers ces officiers dont il se sentait aimé. Au plus fort d'une déroute, on cherchait des yeux l'homme qui inspirait confiance ; on écoutait sa voix, on obéissait à son moindre geste.

Cet homme était-il plus courageux ou plus instruit que son collègue ou son chef ? Nullement. Mais il avait l'esprit militaire, mélange harmonieux de sentiments qui semblent s'exclure : une tendresse paternelle pour le soldat et une inflexible sévérité pour les fautes contre la discipline.

Tout homme animé de l'esprit militaire est un caractère ferme, un cœur généreux. Il accepte avec dignité la position modeste que le sort lui fait. Il y a partout des devoirs à remplirs, et les devoirs obscurs ne sont pas les moins utiles.

Malheureusement, le second Empire ne sut pas reconnaître la grandeur de l'esprit militaire, si contraire à l'intrigue. On désigna sous le nom d'*officiers d'avenir* de bons jeunes gens dont le *présent* laissait fort à désirer. Il fallait, pour obtenir les faveurs, appartenir à certain monde frivole, et parler une langue inconnue sous les drapeaux.

L'esprit militaire ne fut plus de bonne compagnie, et les salons le renvoyèrent à la caserne. Certes, si le maréchal de Saxe ou le duc de Vendôme eussent vécu à cette époque, les ministres auraient été sévères pour leurs allures de grenadiers aux gardes.

En s'affaiblissant, l'esprit militaire ruina la discipline. Nous pourrions nommer deux maréchaux de France qui s'opposèrent à l'admission, dans la garde impériale, d'un colonel, sous le seul prétexte qu'il était sévère. Etre sévère consistait à maintenir la discipline.

Des relations civiles et financières, des parentés,

certaines habitudes parisiennes peu sérieuses tenaient lieu de bons services. Il se fit ainsi de véritables fortunes militaires, scandaleuses il est vrai, mais acceptées sans grandes surprises, tant le sentiment militaire s'affaiblissait.

Lorsque la guerre fut déclarée, et les commandements distribués à la hâte, on vit à l'œuvre des chefs sans esprit militaire, oublieux de la discipline, ignorants, et grandement surpris des devoirs à remplir. Les bons eurent fort à faire pour réparer les fautes commises autour d'eux. En se renouvelant sans cesse, en s'accumulant, les fautes commises un peu partout finirent par causer du désastre. On peut affirmer que les catastrophes des premiers mois, Forbach, Frœschwiller, Beaumont, Sedan, Metz, sont dues au commandement.

Plus tard, l'obéissance fit défaut. Il n'en pouvait être autrement. Un souffle mortel était passé sur les troupes qui avaient perdu la confiance. Les bons officiers devenaient victimes des mauvais. Le soldat, dans son ignorance, ne savait plus distinguer les dignes des indignes ; de son côté l'officier animé du feu sacré, se voyant débordé par le désordre et l'indiscipline, se voilait la face et désespérait de la patrie.

Toute promotion injuste est une chance de malheur pour l'avenir. Qu'un magistrat, un administrateur, un financier soient médiocres en leurs parties, le mal est grand sans doute ; cependant, à tout prendre, les erreurs se réparent avec de l'or. Mais qu'un simple chef de bataillon, à plus forte raison, un colonel ou un général, commettent une faute, il y va souvent du salut de l'armée. La faute se paie par des torrents de sang. La journée de Beaumont ne le prouve que trop.

On ne cesse de célébrer les progrès de l'armée moderne. Oui, ces progrès sont grands dans l'ordre matériel, qui a des limites plus étroites qu'on ne

pense. Mais dans l'ordre moral nous sommes restés stationnaires. Nous n'avons pas compris qu'à la guerre l'homme est le principal.

Au milieu des progrès du fusil et du canon, nous ne cherchions pas même à améliorer l'officier et le soldat. Nous n'inspirions ni aux uns ni aux autres l'amour de la patrie, nous n'élevions pas les âmes, nous ne faisions pas battre les cœurs. Jamais on ne parlait à l'armée de Catinat, de Turenne, de Luxembourg, de Villars, de Condé, de Kléber, de Desaix, et de nos maréchaux du premier Empire ; jamais on ne réveillait les glorieux souvenirs de Marengo, d'Austerlitz, d'Iéna ou de Wagram. On avait abaissé la noble carrière des armes à une profession vulgaire, à un métier plus périlleux que les autres, moins productif, mais placé sur la même ligne.

Les Chinois nomment la guerre : *la grande affaire*, et la morale : *la grande science*. Il importe d'appliquer sans cesse *la grande science à la grande affaire*.

Les Etats modernes comprennent tous que la guerre est la *grande affaire*, et oublient en même temps d'y appliquer la *grande science*. M. Guizot lui-même, malgré sa vaste intelligence et son savoir, disait que la guerre était un jeu de la fortune et du hasard. S'il eût été témoin de la dernière lutte entre la France et l'Allemagne, ses idées militaires se fussent modifiées. La *grande science* avait produit des miracles. Les Prussiens, en étudiant l'histoire des guerres, depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, avaient eu la preuve que les hommes doués du génie de la guerre sont tellement rares, qu'ils se pouvaient compter. Les anciens ont eu Alexandre, César et Annibal ; les modernes Gustave-Adolphe, Turenne, Frédéric II et Napoléon. Espérer la venue de tels génies serait folie. Pourquoi, se sont dit les Prussiens, la science, fruit d'un travail opiniâtre, ne tiendrait-elle pas lieu de génie ?

Et ils se sont mis à l'œuvre. De longues années ont été consacrées à ce rude labeur ; des générations militaires sont passées, veillant la nuit, et consacrant les jours à des essais, sans cesse renouvelés. Tous ont été appelés ; les princes du sang royal, puis des enfants du peuple, se sont montrés fiers du titre de soldat, et tous ensemble, soumis aux rigueurs de la discipline, ont prouvé, que la science, sans être le génie, pouvait en avoir la puissance. Nous mettions notre confiance dans les inspirations, et les Prussiens croyaient aux calculs. Aucun général prussien n'a eu les soudaines illuminations de Condé, aucun d'eux n'a connu les inspirations de Napoléon Ier, mais tous ont obéi à une volonté supérieure qui exprimait le résultat de la science.

En ceci, nous devons imiter la Prusse. Vaincue à Iéna par le génie, elle s'est vengée du génie par la science, c'est-à-dire par le travail obstiné.

La situation géographique de la France est plus heureuse que celle de la Prusse. Notre sol, plus généreux, produit d'immenses richesses. Notre industrie n'a pas de rivale; nous pouvons dire, sans vanité, que notre peuple, spirituel et brave, est plus sympathique que le peuple prussien. Cependant, malgré tant de supériorités naturelles, nous avons été vaincus. Il y a donc eu une infériorité, soit sociale, soit morale, soit militaire.

Il faut à tout prix reprendre notre place au soleil. Le seul moyen consiste à créer une armée sérieuse, c'est-à-dire disciplinée et commandée.

La chose sera impossible, si la nation ne modifie pas ses mœurs, si elle ne donne pas à son armée une attention soutenue, et si elle ne l'entoure pas de considération. Il ne suffit pas de proclamer que le service militaire est obligatoire, il faut encore que chacun sache que le séjour sous les drapeaux est un devoir patriotique, le premier des devoirs.

La nation française ignore deux choses : le commandement et l'obéissance. Ces deux choses sont intimement liées l'une à l'autre. Elles doivent exister dans la société civile avant de pénétrer dans l'armée. Il faut donc que le principe d'autorité règne dans le pays.

Sans doute, il y a eu des défaillances et le commandement militaire a laissé à désirer pendant la dernière guerre. Mais, croit-on qu'il n'y ait pas plus de difficultés pour créer un général d'armée qu'un administrateur, un diplomate, ou tout autre fonctionnaire ?

Voici ce que dit un écrivain militaire, très philosophe (1) :

« Dans tous les ateliers, dans toutes les industries sociales, les expériences impunément multipliées ne multiplient à leur tour que de la peine sans danger et l'emploi de quelque matière plus ou moin vile.

« Dans le métier militaire, au contraire, les véritables expériences sont rares; il faut, pour en amener de sérieuses et de réelles, un concours de circonstances graves et déjà laborieuses et périlleuses pour ceux qui doivent y devenir acteurs.

« La matière en est la plus précieuse de toutes, puisque c'est le sang même des hommes.

« La conséquence, la plus grande qu'on puisse concevoir, puisque c'est la destinée des Etats.

« Peut-il y avoir rien de petit avec de si grandes difficultés et de telles conséquences ?

« Enfin, le moment de la crise, l'instant de l'observation est si plein de trouble, de tumulte, d'efforts et de dangers, si peu favorable à l'examen et à la réflexion, qu'il les exclut presqu'entièrement chez la plupart des hommes.

« C'est bien plus encore des hommes de guerre que des autres hommes qu'on peut dire qu'ils ne font que

(1) Le colonel Carion-Nisas, *Histoire générale de l'art militaire*, 1838.

passer sur la terre; ils y passent au milieu du bruit et des éclats de la foudre, entraînés par un rapide tourbillon, assaillis, attaqués, tourmentés en tous sens; et à peine ont-ils le temps et la possibilité de se transmettre le flambeau toujours vacillant et prêt à s'éteindre d'une expérience si précaire et si agitée.

« Ne nous étonnons donc pas, si nous recueillons peu de règles fixes, peu de théories certaines sur les grandes occasions de la guerre; il faut les déduire des exemples, les chercher dans leurs analogies. La science positive consiste presque toute en préparations; pour qui l'a étudiée de bonne foi, elle se réduit à un petit nombre de choses générales et fondamentales : composition, organisation des armées, instruction primaire des troupes, mouvements et manœuvres qu'elles pourront faire toujours et partout; c'est à ce cercle que se bornent les préceptes praticables à tous, que se circonscrit l'art dogmatique et usuel; tout le reste est le résultat des circonstances observées, secondées ou surmontées sur le terrain, au moment même, par le talent supérieur..... »

Les hommes éminents qui, en Prusse, ont longuement réparé les fautes et les malheurs d'Iéna, n'avaient pas considéré les hauts grades de l'armée comme des marques de faveur ou des charges de cour.

CHAPITRE III

SOMMAIRE

Les princes d'Orléans. — Un préfet de l'Empire. — Le camp de Châlons. — Conseil de guerre. — Autre conseil auquel assiste M. Rouher. — Irrésolutions. — Dépêches. — Proclamation de Napoléon Ier en mars 1814. — L'obus d'Arcis. — Le comte de Palikao. — Son plan. — Marche de Châlons vers Sedan. — Pillage de la gare de Reims. — L'abbé Defourny. — Bataille de Beaumont. — Mort du colonel Contenson. — Mort du commandant Brincourt. — Mort du commandant Lacvivien. — Les prêtres près des blessés. — Une mère de soldat. — Le roi de Prusse à Beaumont. — Mort du colonel de Béhagle, du 11e de ligne. — Il reçoit des Prussiens les honneurs militaires. — Sedan. — Les prétendus *perceurs*. — Combat de Bazeilles. — Le général Ducrot ordonne la retraite. — Le général de Wimpffen est d'un avis contraire. — Le commandant Lambert. — La charge héroïque de nos escadrons. — Tous les généraux étant hors de combat, la charge est conduite par le colonel du 1er hussards, prince de Beaufremont. — A Sedan. — Le général Ducrot près de l'Empereur. — Le général de Wimpffen, M. de Moltke et le comte de Bismarck en conférence. — La capitulation. — Le général Reille auprès du roi de Prusse. — L'empereur Napoléon III et M. de Bismarck. — Les prisonniers. — L'hôtelier Henri et les Bavarois. — Le général de Wimpffen. — L'artilleur. — La vérité et l'erreur. — Le général Ducrot au général Trochu. — Le général Fay, ses idées. — Opinions du colonel Stoffel, du général de Palikao, de l'intendant-général Blondeau, de l'intendant-général Vigo-Roussillon. — Affirmations des ministres, maréchal Randon, Emile Ollivier. — Maréchal Niel. — Les armées permanentes et les volontaires. — Prisonniers sur parole. — La foi jurée. — Otages. — Une Française. — Prussiens. — Iéna.

I

Dès que la nouvelle du désastre de Frœschwiller se répandit à Paris et dans les provinces, le Corps législatif se réunit. L'émotion était extrême et les partis politiques

s'animaient de plus en plus les uns contre les autres. Au milieu de l'agitation de ces séances où les récriminations se croisaient, où la peur se devinait, où le patriotisme ne brillait guère, un incident se produisit, qui mérite d'être signalé. Nous voulons rappeler la demande faite par le prince de Joinville, les ducs d'Aumale et de Chartres, qui sollicitaient l'honneur de servir dans l'armée française. Ces princes, en présence des malheurs de leur patrie, voulaient mêler leur sang au sang des soldats. Le Corps législatif opposa la loi de bannissement, et refusa d'ouvrir les portes de la France aux princes de la maison de Bourbon.

Pendant ce temps, l'un des principaux fonctionnaires du Gouvernement, M. Podevin, préfet de la Meurthe, s'adressait ainsi aux Lorrains :

« La panique se calme à Dieuze; on rappelle les fuyards; des renseignements disent que l'ennemi se conduit bien et n'enlève personne. »

Ce pacifique préfet personnifie un grand nombre de citoyens français peu soucieux d'imiter les princes d'Orléans. « L'ennemi se conduit bien et n'enlève personne »; cela suffit. Dans la suite, on ne se contentera pas de si peu. Il faudra que l'ennemi se conduise encore mieux, en donnant un bon prix de ce qu'on lui vendra. L'invasion sera un vaste marché où beaucoup s'enrichiront en répétant : « L'ennemi se conduit bien. »

Aux limites de la France, près de la frontière, à l'avant-garde de la nation, le Prussien trouvait un fonctionnaire qui lui délivrait un certificat de bien vivre !

Et le Corps législatif disait aux princes d'Orléans : Nous n'avons pas besoin de vous, M. Podevin nous suffira !

Les historiens qui écriront pour la postérité seront tenus à moins de réserves que les contemporains. Ils n'auront pas, comme nous, des malheurs personnels à respecter,

et des situations à ménager. Ils n'éprouveront pas la douloureuse difficulté de placer sur la même page, les souvenirs d'un passé glorieux, et les défaillances d'un présent qui inspire le mépris et la pitié encore plus que la colère.

Nous sommes au lendemain de Frœschwiller. Le maréchal de Mac-Mahon a été complètement battu, son armée est en déroute, il ne peut plus s'opposer à l'ennemi. Mais il va prescrire à l'un de ses lieutenants de défendre le passage des Vosges, où une simple brigade arrêtera l'ennemi; il va faire détruire les ponts, les routes, les chemins de fer; il va faire briser le tunnel de Saverne, qui permet à l'ennemi d'amener à Nancy, puis à Paris, troupes, approvisionnements, matériel de siège.

Toutes ces choses si importantes furent mises en oubli. Un écrivain allemand dit : « Dans leur retraite précipitée, les Français avaient négligé de détruire les tunnels de Saverne et de Phalsbourg; ce fut une circonstance très favorable pour nous (1). »

L'armée du maréchal de Mac-Mahon se mit en marche sur Châlons dans un désordre navrant. Nous n'aurons pas la force de rappeler ces journées lamentables.

Le 13 août, les Allemands entraient à Nancy. La concentration des trois corps d'armée de Mac-Mahon à Châlons et à Reims s'était effectuée sans accidents, quoique les chemins de fer eussent transporté dans des conditions exceptionnelles 50.000 hommes, 12.000 chevaux, 1.300 canons et voitures. Les trains, au nombre de 108, furent composés de 50 à 60 voitures. Un journal technique allemand, signale ce transport par chemin de fer de l'armée de Châlons comme dépassant tout ce qui a été fait sur les voies allemandes (2).

Les débris du 1er corps étaient réunis au camp de

(1) Colonel Borbstaedt, *Opérations des armées allemandes*, p. 363.
(2) Jacquin, *Les chemins de fer pendant la guerre*, p. 139 et suivantes.

Châlons depuis le 14 août. Il n'y avait pas un mois que la guerre avait été déclarée, et déjà la France accablée désespérait de l'avenir. Le 17, le Maréchal adressait à ses troupes cette proclamation, que nos lecteurs connaissent déjà :

Soldats,

« Dans la journée du 6 août, la fortune a trompé votre courage, mais vous n'avez perdu vos positions qu'après une résistance héroïque qui n'a pas duré moins de neuf heures. Vous étiez 35.000 combattants contre 140.000, et vous avez été accablés par le nombre. Dans ces conditions, une défaite est glorieuse, et l'histoire dira qu'à la bataille de Frœschwiller les Français ont déployé la plus grande valeur.

« Vous avez éprouvé des pertes sensibles, mais celles de l'ennemi sont plus considérables encore. Si vous n'avez pas été suivis, cherchez-en la cause dans le mal que vous lui avez fait. L'Empereur est content de vous, et le pays tout entier vous est reconnaissant d'avoir si dignement soutenu l'honneur du drapeau.

« Nous venons d'être soumis à de rudes épreuves qu'il faut oublier. Le 1er corps va se reconstituer, et, Dieu aidant, nous reprendrons bientôt une éclatante revanche. »

Le 20 août, Mac-Mahon avait sous ses ordres, au camp de Châlons, 120.000 hommes, formant 4 corps d'armée, commandés par les généraux Ducrot, de Failly, Douay et Lebrun.

Il y avait, en outre, 36 escadrons, 12 canons et 6 mitrailleuses.

Malheureusement, le camp renfermait 18 bataillons de la garde mobile de la Seine, bataillons sans instruction, sans esprit militaire, sans patriotisme et plus qu'indisciplinés. Le général Berthaut, qui les avait formés, déclarait, en les voyant, que la situation était *into-*

lérable. De son côté, le général Schmitz disait que *la situation n'était pas tenable* (1).

Le 16 août, l'Empereur, qui venait de quitter Metz, arrivait à Châlons. Le soir même, le général Trochu venait de Paris au camp. Le lendemain, le conseil de guerre dont on a tant parlé se réunit sous la présidence de l'Empereur. Ce conseil se composait du souverain, du prince Napoléon, du maréchal de Mac-Mahon, et des généraux Trochu, Berthaut et Schmitz.

Le conseil s'assembla à huit heures du matin, mais le Maréchal n'arriva que plus tard.

Se voyant entouré des généraux, l'Empereur, après un instant de silence, demanda au général Berthaut son avis sur la garde mobile de la Seine et sur le camp de Châlons.

— Le général Berthaut : Je répondrai à Votre Majesté que le camp de Châlons est un camp d'études, de manœuvres, mais qu'il ne peut être considéré comme une position défensive, qu'il n'est pourvu d'aucune fortifications, qu'il risque d'être enveloppé de tous côtés, qu'enfin c'est une position fort dangereuse.

« Quant à la garde mobile, bien qu'elle soit composée de jeunes gens qui, en grande majorité, sont résolus à faire leur devoir, elle n'est pas encore assez instruite pour aller au feu en rase campagne, contre un ennemi bien organisé. D'ailleurs elle n'est pas équipée complètement, il n'y a que trois bataillons d'armés, les 10e, 11e et 12e. Nous attendons les fusils pour les autres.

« Maintenant, si l'on veut occuper, en arrière du camp de Châlons, les positions entre Epernay, Vertus et Nogent-sur-Seine, positions qui peuvent devenir terribles en étant fortifiées, je réponds de la garde mobile. On peut encore l'envoyer en garnison dans les places fortes

(1) Déposition du général Schmitz au procès Trochu.

du Nord où elle complètera son instruction et deviendra capable, plus tard, de tenir en rase campagne (1).

— L'Empereur : C'est vrai, général, vous avez raison, ces troupes ne serviront à rien ici ; mais puisque vous en répondez, alors qu'elles seront placées dans des positions défensives, il vaut mieux les renvoyer à Paris ; ces enfants protègeront leurs foyers, leurs familles ; il est juste qu'ils défendent Paris, il faut qu'ils aillent à Paris (2).

— Le général Berthaut : Je ne suis point partisan du retour à Paris, et je maintiens ma proposition de les verser dans les places du Nord (3).

— Le général Trochu : Cette mesure serait effroyable et très mal prise assurément par les mobiles. Le bruit en a déjà couru et a été tumultueusement accueilli par eux (4).

— L'Empereur : Eh bien, général?

— Le général Trochu : je partage les intentions de Votre Majesté et je suis persuadé qu'en sachant prendre les jeunes gens, le retour à Paris ne présentera aucun inconvénient ; j'ai en eux la plus entière confiance (5).

— Le général Berthaut : Soit, mais alors, au moins, choisissons : envoyons les bons à Paris et les mauvais dans les places du Nord.

— L'Empereur : N'y a-t-il pas plus de péril à faire un pareil triage qu'à décider simplement le retour de tous à Paris ? Le choix qui sera fait donnera lieu à de fâcheuses interprétations et soulèvera des mécontentements profonds (6).

— Le général Trochu : C'est vrai.

(1) *L'Empire et la Défense de Paris*, déposition Berthaut, page 133.
(2) Id., p. 141 et 133. Combinaison des dépositions Schmitz et Berthaut.
(3) Page 249, plaidoirie Allou.
(4) Id., plaidoirie Allou.
(5) Plaidoirie Allou.
(6) Même plaidoirie.

— L'Empereur : Si nous faisons revenir à Paris les bataillons de certains quartiers et si nous envoyons ceux de Belleville et de Montmartre dans les places du Nord, à Lille ou à Valenciennes, on dira que nous avons voulu faire un choix blessant pour les faubourgs, en ne renvoyant à Paris que les bataillons d'aristocrates.

— Le général Trochu : C'est certain.

— Le général Berthaut : N'en parlons donc plus. Je suis sûr d'eux ; je les maintiendrai par le courage, la fermeté, le patriotisme.

C'est alors que le maréchal de Mac-Mahon prend place au conseil, et le général Berthaut sort pour donner des ordres.

— Le prince Napoléon : Je demanderai à l'Empereur la permission d'attirer son attention sur la situation de Paris. Pour calmer l'effervescence qui y règne en ce moment, il faut se servir d'hommes placés dans le courant de l'opinion 1).

— Le général Schmitz : Je crois, Sire, qu'il faut dire toute la vérité à Votre Majesté. Nous sommes dans une situation déplorable ; il y a à Metz une armée dont nous ne connaissons pas le sort, mais qui pourra toujours opérer sa retraite sur le Nord. Quant à l'armée qui est ici, elle est composée du corps du maréchal de Mac-Mahon, formé de troupes diverses ; du corps du général de Failly, qui est très atteint dans son moral, tout en n'ayant pas combattu ; du 12e corps, qui n'a de solide que sa division d'infanterie de marine ; du corps du général Douay, qui est à Belfort et qui devra faire pour rejoindre un mouvement de flanc dangereux. Après cet examen, je crois devoir assurer à Votre Majesté qu'aujourd'hui le salut, selon moi, est dans Paris que je viens de traverser. On prétend que vous n'avez pas employé

(1) Déposition Schmitz.

le général Trochu parce qu'on lui attribuait des sentiments d'opposition. Eh bien, Sire, il vous faut rentrer à Paris dont le général Trochu serait nommé gouverneur. La situation que vous vous faites ne peut durer ; vous n'êtes pas sur votre trône (1).

— L'Empereur : Oui, j'ai l'air d'avoir abdiqué.

— Le prince Napoléon, se redressant vivement : Ce que je crains surtout, c'est une révolution à Paris où un mouvement est très prononcé. Il faut prendre des résolutions énergiques. Le général Trochu, par ses antécédents, par sa manière d'être, est le seul homme qui soit en état d'arrêter un mouvement révolutionnaire (2). C'est l'heure des grandes décisions et non l'instant des défaillances. Sire, placez le maréchal de Mac-Mahon à la tête de l'armée de Châlons ; revenez à Paris, nommez le général Trochu gouverneur de la capitale ; nous prendrons toutes les dispositions nécessaires à la défense, et si, par malheur, nous tombons, nous tomberons au moins comme des hommes (3).

(Ici l'Empereur fait un signe au maréchal de Mac-Mahon et tous deux rentrent dans le pavillon impérial. Napoléon III demande confidentiellement au maréchal ce qu'il pense du général Trochu. Le Maréchal lui répond qu'il connaît le général depuis longtemps, que c'est un homme de cœur, un homme d'honneur, et qu'il peut avoir confiance en lui. C'est là, ajoute-t-il, ma conviction intime (4). Puis l'Empereur et le Maréchal reviennent auprès des généraux.)

— L'Empereur, au général Trochu : Général, accepteriez-vous le poste de gouverneur de Paris ?

— Le général Trochu : Sire, dans la situation pleine de

(1) *L'Empire et la Défense de Paris*, page 142, déposition Schmitz.
(2) Id., page 113, déposition du maréchal de Mac-Mahon.
(3) Déposition du général Schmitz, page 142.
(4) Déposition du maréchal de Mac-Mahon.

périls où est le pays, une révolution le précipiterait à l'abîme. Tout ce qui pourra être fait pour l'éviter, je le ferai. Vous me demandez d'aller à Paris, de vous y annoncer, de prendre le commandement en chef, je ferai tout cela, mais il est bien entendu que l'armée du maréchal de Mac-Mahon va devenir l'armée de secours de Paris, car nous allons à un siège (1).

— L'Empereur : Général, c'est convenu. (Au maréchal de Mac-Mahon) : Maréchal, avez-vous quelques objections à présenter (2) ?

— Le Maréchal : Aucune.

— L'Empereur : J'ai donc trois décrets à signer : un pour nommer le maréchal de Mac-Mahon commandant en chef, un pour nommer le général Trochu gouverneur de Paris, et le dernier, pour faire rentrer la garde mobile à Paris (3).

— Le général Berthaut : Je ferai remarquer à Votre Majesté qu'il suffit, pour faire rentrer la garde mobile à Paris, de m'en donner l'ordre.

— L'Empereur : C'est juste.

La conférence, ou conseil de guerre, fut levée à onze heures, après avoir duré trois heures.

Les résolutions suivantes avaient été prises :

« Le général Trochu, nommé gouverneur de Paris et commandant en chef, partira immédiatement pour la capitale ; il y précédera l'Empereur de quelques heures. Le maréchal de Mac-Mahon se dirigera sur Paris avec son armée (4). »

Pendant la durée de la conférence, à 9 h. 40 m., l'Empereur avait télégraphié au comte de Palikao, ministre de la guerre : « Je vous envoie, par le commandant

(1) *Journal officiel* du 14 juin 1871, discours du général Trochu.
(2) *Journal officiel*, discours du général Trochu.
(3) *L'Empire et la Défense de Paris*, déposition Berthaut, p. 133 et 134.
(4) *Journal officiel* du 14 juin 1871, discours du général Trochu.

Duperré, le résultat d'un conseil de guerre qui vous mettra au courant des mesures que j'ai arrêtées (1). »

Nous avons voulu présenter dans ses moindres détails ce conseil de guerre, qui peint, mieux que la description d'une bataille, le désordre des esprits.

Aucun des commandants des corps d'armée qui ont combattu depuis le commencement de la guerre n'est là pour faire connaître l'état des troupes ; le ministre de la guerre, absent, n'est pas représenté. Les généraux Trochu, Schmitz, Berthaut sont seuls ; le prince Napoléon est peu apte à éclairer les questions militaires, et l'Empereur se laisse aller aux avis des uns et des autres. Le général Berthaut répond de la garde mobile, mais conditionnellement, le général Trochu en répond absolument, tandis que le maréchal de Mac-Mahon répond non moins absolument du général Trochu.

Tout cela ressemble plus à une consultation de docteurs, autour du lit d'un malade, qu'à un conseil de guerre en présence d'un Empereur et d'une armée nombreuse.

On décide le retour à Paris. Mais l'Impératrice est régente. Acceptera-t-elle sans objection le retour de l'Empereur ? Le ministre de la guerre, homme supérieur en fait de guerre, n'a-t-il pas des projets tout opposés ?

Poursuivons le récit. Le 18 août, de grand matin, le général Trochu se rendait à Paris, et se présentait à l'Impératrice. La Régente, pleine de courage, un peu exaltée, laissa deviner par son attitude quelques vagues sentiments de méfiance. Le regard des femmes pénètre dans les cœurs plus profondément que celui des plus grands philosophes.

Dès que l'Impératrice aperçut le général Trochu, elle

(1) *Papiers et Correspondance de la famille impériale*, imprimerie nationale, 1870, I, p. 433 et 434.

lui dit : Général, les ennemis seuls de l'Empereur ont pu lui conseiller ce retour à Paris. Il ne rentrerait pas vivant aux Tuileries.

— Madame, répondit le général, je suis donc des ennemis de l'Empereur ? J'ai contribué, avec le prince Napoléon, avec le maréchal de Mac-Mahon, avec tous les généraux, qui formaient hier la conférence de Châlons, à faire considérer le retour de l'Empereur comme un acte de virilité gouvernementale qui pourrait écarter une révolution. J'ai accepté le mandat, plein de périls pour moi-même, et assurément imprévu, eu égard à mes antécédents, d'annoncer ici l'Empereur à la population parisienne. L'armée du maréchal de Mac-Mahon vient à Paris ; il va s'y former un gouvernement de défense pour sauver le pays de la crise effroyable où il est.

— Non, général, l'Empereur ne viendra pas à Paris, il restera à Châlons.

— Mais alors, Madame, la convention en vertu de laquelle j'arrive ici n'a plus cours. L'Empereur m'envoyait pour le défendre et il ne me suit pas ?

— Vous défendrez cette ville, vous remplirez votre mission sans l'Empereur.

— Eh bien, je défendrai Paris, sans l'Empereur, et je vous apporte la proclamation par laquelle j'annonce aux habitants que je suis nommé gouverneur et commandant en chef pour le siège ; la voici :

« Devant les périls qui menacent le pays, l'Empereur m'a nommé gouverneur de la capitale en état de siège... »

— Général, s'écria l'Impératrice, il ne faut pas que le nom de l'Empereur figure dans une proclamation, à l'heure présente.

— Mais, Madame, je représente l'Empereur ; j'ai dit que je venais le défendre, je ne puis pas parler à la population de Paris, sans mettre l'Empereur devant moi, et

dire que c'est sur son ordre que je me dispose à défendre la capitale.

— Non, général, il y a, croyez-moi, des inconvénients, vu l'état des esprits à Paris, à laisser subsister cette indication (1).

L'entretien se termina. L'Impératrice obtint la radiation du nom de l'Empereur.

Qu'on ne s'étonne pas de l'attitude prise, en cette circonstance si grave, par l'Impératrice. Dès la veille, le commandant Duperré avait remis le télégramme de l'Empereur, annonçant les résolutions adoptées à Châlons. Ce fut un coup terrible pour le général de Palikao qui disposait tout à cette époque, en prévision d'une marche *rapide* vers Metz. Aussi, ce même jour, 17 août, à 10 h. 27 m. du soir, le ministre de la guerre télégraphiait à l'Empereur : « L'Impératrice me communique la lettre par laquelle Votre Majesté annonce qu'elle veut ramener l'armée de Châlons sur Paris. Je la supplie de renoncer à cette idée, qui paraîtrait l'abandon de l'armée de Metz, qui ne peut faire, en ce moment, sa jonction à Verdun. L'armée de Châlons sera, avant trois jours, de 85.000 hommes, sans compter le corps de Douay, qui rejoindra dans trois jours, et qui est de 18.000 hommes. Ne peut-on pas faire une puissante diversion sur les corps prussiens déjà épuisés par plusieurs combats? L'Impératrice partage mon opinion (2). »

La dépêche du ministre, partie de Paris, à 10 heures et demie du soir, le 17, recevait une prompte réponse. Le lendemain matin, 18, à 9 heures 4 minutes du matin, l'Empereur répondait :

« Je me rends à votre opinion. »

En conséquence, le 19, le général de Palikao indique

(1) *Journal officiel* du 14 juin, discours du général Trochu.
(2) *Papiers et Correspondance de la famille impériale.* I. 126.

de nouveau *comme objectif au duc de Magenta* de rejoindre Bazaine. Le maréchal de Mac-Mahon répond le même jour :

« Veuillez dire au conseil des ministres qu'il peut compter sur moi, et que je ferai tout pour rejoindre Bazaine (1). »

II

Le 17 août, le conseil de guerre, réuni à Châlons, décide à l'unanimité que l'armée de Mac-Mahon se dirigera vers Paris, et que l'Empereur rentrera dans la capitale. Le lendemain, 18, on prend une résolution contraire ; le 19, le ministre de la guerre donne l'ordre de rejoindre Bazaine, et Mac-Mahon déclare (ce qui était inutile) qu'on peut compter sur lui.

Le duc de Magenta supposait alors que Bazaine était en marche sur Verdun (2), et cependant il songe à gagner Reims, ce qui l'éloigne de Bazaine. Celui-ci, qui est son chef, lui laisse cependant toute liberté en lui écrivant : « Je suis trop éloigné du centre de vos opérations pour vous indiquer les mouvements à exécuter. Je vous laisse libre d'agir comme vous l'entendrez. »

Le ministre de la guerre avait ordonné le départ de Mourmelon sur Suippes, Somme-sur-Py et Betheniville, où les trois corps devaient être rendus le 21 au soir.

L'un des meilleurs historiens de la guerre franco-allemande, M. Alfred Duquet (3), a ainsi parlé de cet incident : « A partir du 17, le général de Palikao, que nous mettons bien au-dessus de M. de Moltke, comme homme de guerre, n'a pas varié et a toujours demandé la marche la plus rapide vers Metz. »

(1) *Papiers et Correspondance de la famille impériale*, t. I, p. 427.

(2) *Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale*, p. 30. Déposition Mac-Mahon.

(3) *Frœschwillers, Châlons, Sedan.*

C'est le 21 août que Mac-Mahon fait rétrograder les 1er, 5e et 12e corps de Mourmelon sur Reims. Il semble qu'il persiste dans son opinion de ramener l'armée vers Paris. Le camp de Châlons fut abandonné avec une telle précipitation qu'aucun ordre ne prescrivit la rentrée à Paris des énormes approvisionnements de vivres, de fourrages et d'effets de toute nature qui y avaient été accumulés (1).

L'armée de Châlons n'avait plus le moral des troupes de Frœschwiller et de Forbach; l'indiscipline était telle, que les soldats se dispensaient souvent de saluer le maréchal de Mac-Mahon et lui parlaient grossièrement (2).

Le 21 août, le maréchal de Mac-Mahon, dont le quartier-général était à Courcelles, près de celui de l'Empereur, fut mandé par Sa Majesté, qui avait auprès d'elle M. Rouher et le général Faure.

Nous ne donnerons pas à cette réunion le nom de conseil de guerre, mais il importe de la faire connaître. Elle prouve, en effet, que l'on ne marchait pas franchement et hardiment au secours de Bazaine, et que, malgré les ordres formels de Palikao, ceux qui dirigeaient l'armée de Châlons conservaient des arrière-pensées.

L'Empereur, le maréchal de Mac-Mahon, M. Rouher, le général Faure se réunirent donc.

— L'Empereur : La question est de savoir s'il faut aller vers l'Est au secours de Bazaine ou revenir sur Paris (3)?

— Le Maréchal : Je suis partisan du retour à Paris.

— M. Rouher : Alors vous abandonnez l'armée de Metz! Il est pourtant bien grave de ne pouvoir délivrer cette armée. Le prince royal se hâte vers Paris, mais il ne peut y arriver que dans huit jours ; il vous serait peut-être

(1) Colonel Borbstaedt, *Opérations des armées allemandes*, page 569.

(2) *De Frœschwiller à Sedan. Journal d'un officier du 1er corps*, p. 40.

(3) *Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale.* Dépositions du maréchal de Mac-Mahon et de M. Rouher.

facile de faire votre jonction avec Bazaine et de revenir contre le prince royal. Alors vous protégeriez Paris dans des conditions de victoire et sauvegarderiez tous nos intérêts.

« Tandis que si vous vous repliez immédiatement du côté de la capitale, cet abandon de Bazaine sera des plus fâcheux ; il aura, à Paris, les plus graves inconvénients, et, en définitive, le conseil des ministres et l'Impératrice sont d'avis que vous vous portiez au secours de l'armée de Metz, ainsi, du reste, que le comte Palikao vous l'a déjà fait savoir. »

– Le Maréchal : Je ne me crois pas en état de risquer de me trouver au milieu des armées prussiennes. D'après les renseignements qui me sont parvenus hier soir, je dois supposer que le maréchal Bazaine est entouré par une armée de 200.000 hommes. En avant de Metz, dans la direction de Verdun, se trouve l'armée du prince de Saxe, estimée à 80.000 hommes. Enfin, le prince royal de Prusse est près de Vitry-le-Français, à la tête de 150.000 hommes. En me portant vers l'Est, je puis me trouver dans une position très périlleuse et éprouver un désastre *que je veux éviter*.

« De plus, l'armée de Metz pouvant être battue, il est de la plus haute importance de conserver à la France l'armée de Châlons qui, bien que composée en partie de régiments de marche, a néanmoins assez d'anciens cadres pour servir à réorganiser une force de 250 à 300.000 combattants.

« Voilà les considérations qui me décident à me diriger sur Paris, dès après-demain, 23 ; ce que je ferai, à moins que je ne reçoive, dans l'intervalle, de nouvelles instructions du maréchal Bazaine (1). »

— M. Rouher : Je ne puis admettre l'abandon de l'armée de Metz.

(1) Déposition du maréchal de Mac-Mahon, p. 30, 31.

— Le Maréchal : Mais c'est impossible d'aller secourir Bazaine : il n'a pas de munitions, pas de vivres, il sera obligé de capituler et nous arriverons trop tard (1).

— M. Rouher : Qui vous a donné ces renseignements sur le manque de munitions et de vivres de Bazaine (2)?

— Le Maréchal se tournant vers le général Faure : Voyons, général, qu'en pensez-vous?

— Le général Faure : Maréchal, c'est impossible, vous n'avez qu'une marche à suivre, c'est de revenir à Paris (3).

— M. Rouher : J'ai cru devoir présenter quelques observations, mais il ne peut me convenir de discuter une question pareille, où je n'ai aucune compétence, aucune notion stratégique. Vous dites que c'est impossible : je m'incline. Vous avez raison.

— L'Empereur : Alors, qu'est-ce qu'il faut faire (4)?

— M. Rouher : Si l'on ne peut aller au secours de Bazaine, il faut nommer le maréchal de Mac-Mahon généralissime, lui donner le commandement de toutes les troupes du camp de Châlons et de toutes celles qui sont dans Paris, et revenir avec votre armée sous la capitale, car Votre Majesté ne doit pas retourner isolée, mais escortée de ses soldats. Si la pensée de l'Empereur est de nommer le maréchal de Mac-Mahon généralissime, il faut que le Maréchal entre immédiatement en fonctions et prépare toutes les mesures qui doivent assurer la plus complète défense de Paris. Si Sa Majesté y consent, je la prie de me dicter par 1, 2, 3, etc., tout ce qu'il y a à faire dans ce but (5).

— L'Empereur : J'y consens certainement.

— Le Maréchal : Je remercie Votre Majesté de cette

(1) Déposition de M. Rouher, p. 239.
(2) Déposition de M. Rouher.
(3) Déposition de M. Rouher.
(4) Déposition de M. Rouher, p. 239.
(5) Déposition de M. Rouher.

CANROBERT

nouvelle preuve de confiance : j'accepte les fonctions de généralissime qu'Elle veut bien me confier et suis prêt à en prendre la responsabilité.

Alors M. Rouher rédigea quelques pièces : d'abord la nomination de généralissime, puis une note en dix-huit paragraphes où l'Empereur indiquait les mesures à prendre, en prévision du siège de Paris, ensuite une lettre de l'Empereur au Maréchal ; enfin deux projets de proclamations du généralissime. L'un des projets fut écrit par M. Rouher, l'autre par le Maréchal.

Toutes ces pièces devaient être envoyées à Paris le lendemain matin pour que le gouvernement confirmât les instructions qu'il y avait à donner.

M. Rouher partit dans la nuit même et se rendit au conseil des ministres, auquel il apprit tout ce qui s'était passé. Le général de Palikao exprima une grande contrariété de la détermination qui avait été prise. Son opinion était qu'il fallait marcher vers Metz, et, à l'appui de son dire, il exposa un plan de campagne très détaillé. Le conseil des ministres partagea presqu'unanimement les convictions du comte de Palikao, et, séance tenante, on rédigea cette dépêche :

« Le ministre de la guerre, à l'Empereur, à Reims :

« Le sentiment unanime du conseil, en présence des nouvelles du maréchal Bazaine, est plus énergique que jamais. Les résolutions prises hier au soir devraient être abandonnées. Ni décrets, ni lettre, ni proclamation ne devraient être publiés. Un aide-de-camp du ministre de la guerre part pour Reims avec toutes les instructions nécessaires.

« Ne pas secourir Bazaine aurait, à Paris, les plus déplorables conséquences. En présence de ce désastre, il faudrait craindre que la capitale ne se défendît pas.

« Votre dépêche à l'Impératrice nous donne la conviction que notre opinion est partagée.

« Paris sera à même de se défendre contre l'armée du prince royal de Prusse. Les travaux sont poussés très promptement, une armée nouvelle se forme à Paris. Nous attendons une réponse par le télégraphe. »

De son côté, l'Impératrice écrivait à l'Empereur (1) :

« Je reçois une dépêche de Piétri. Avez-vous réfléchi à toutes les conséquences qu'amènerait votre rentrée à Paris sous le coup de deux revers ? Pour moi, je n'ose prendre la responsabilité d'un conseil. — Si vous vous y décidez, il faudrait au moins que la mesure fût présentée au pays comme provisoire : L'Empereur revenant à Paris réorganiser la deuxième armée, et confiant provisoirement le commandement en chef de l'armée du Rhin à Bazaine. »

La dépêche rédigée par le conseil des ministres n'était pas encore partie, lorsque le comte de Palikao reçut ce télégramme de Mac-Mahon :

« A Courcelles, 22 août 1870, 11 h. 30 du matin.

« Le maréchal Bazaine a écrit, le 19, qu'il comptait toujours opérer son mouvement de retraite par Montmédy. Par suite, je vais prendre des dispositions (2). »

De son côté, l'Empereur écrivit au ministre de la guerre :

« Courcelles, 22 août, 4 heures.

« Reçu votre dépêche. Nous partons demain pour Montmédy. Pour tromper l'ennemi, faites mettre dans les journaux que nous partons avec 150.000 hommes pour

(1) Cette dépêche, déchirée en plusieurs morceaux, fut trouvée aux Tuileries par les gens qui, mettant tout au pillage, publièrent *Les papiers et Correspondance de la famille impériale.* Ces gens réunirent les fragments de la dépêche, qui fut publiée t. Ier, p. 64. Trois morceaux manquaient, et il a fallu y suppléer.

(2) *Papiers et Correspondance de la famille impériale*, t. Ier, p. 47.

Saint-Dizier. J'accepte Wimpffen à la place de Failly... Supprimez les décrets que vous a portés Rouher (1). »

Le général de Palikao et M. Rouher avaient lu attentivement et se souvenaient de l'admirable campagne de 1814, où Napoléon Ier, à la tête d'une armée de conscrits, tenait tête à toutes les forces de l'Europe. Ses mouvements étaient rapides. Ses ennemis, effrayés par l'impétuosité de ses attaques, n'opéraient qu'avec une prudence extrême.

Le 1er mars 1814, les ennemis signent à Chaumont un traité désastreux pour la France. L'Empereur répond au traité par cette proclamation : « Tous les citoyens français sont non seulement autorisés à courir aux armes, mais requis de le faire, de sonner le tocsin lorsqu'ils entendront le canon de nos troupes s'approcher d'eux ; de se rassembler, de fouiller les bois, de couper les ponts, d'intercepter les routes et de tomber sur les flancs et sur les derrières de l'ennemi. Tout citoyen français pris par l'ennemi et qui serait mis à mort, sera sur-le-champ vengé par la mort, en représailles, d'un prisonnier ennemi. »

Quelques philanthropes ont trouvé ces mesures empreintes de cruauté. Il n'en est rien, cependant ; le patriotisme d'un peuple doit être sans bornes ; le paysan ne défend pas seulement sa chaumière et son champ, sa femme et ses enfants, il défend la patrie, la tombe de ses pères, les provinces lointaines, enfin l'honneur de la vieille France. Voilà ce que comprenaient Hoche, Kléber, Desaix, Larochejacquelin, Charette, le général Bonaparte, à des points de vue différents. Ils eurent tous, en des circonstances diverses, ce que nous nommerons la *folie du patriotisme français ;* folie sublime qui sauve les nations.

(1) *Papiers et Correspondance de la famille impériale* (volés aux Tuileries), t. Ier, p. 48.

Dans cette admirable campagne de 1814, une victoire avait rendu Reims à Napoléon. Le 20 mars, il quitta cette ville pour se joindre au corps de Macdonald, et se porter sur l'Aube contre la grande armée de Schwartzenberg. Au plus fort du danger, la vieille garde se forma en carré en avant d'Arcis. L'ennemi faisait pleuvoir sur cette poignée de braves une masse énorme de boulets et de mitraille. Un obus venait de tomber à l'angle du carré, et occasionnait un flottement dans les rangs. Napoléon poussa son cheval vers le projectile et lui fit flairer la mèche allumée; puis, se tournant vers ses soldats, il dit à haute voix, froidement et lentement : Allons, grenadiers, comment pouvez-vous faire attention à de pareilles choses ?...

L'obus éclata soudain, mais ni l'Empereur, ni son cheval, ni aucun homme ne furent atteints.

Voilà comme on tombe glorieusement, car le génie lui-même ne préserve pas de la chute ; mais la chute, en pareil cas, provoque l'admiration du monde et non sa pitié.

On est vainqueur à Champaubert, à Montmirail, à Vauchamp, les plaines de la Marne voient les hordes ennemies fuyant de toutes parts. Il est vrai que les lieutenants du grand homme se nommaient Macdonald, Mortier, Moncey, Ney, Oudinot, Pajol, Excelmans.

Le comte de Palikao et M. Rouher, en évoquant de tels souvenirs, revoyaient ces journées héroïques. Ils en espéraient non seulement le retour, mais ils comptaient sur un succès.

Pour le comte de Palikao, ce succès n'était pas douteux, lorsqu'il ordonnait la marche, prompte comme l'éclair, de Châlons à Verdun, mouvement stratégique admirable et conseillé par le ministre de la guerre depuis le 16 août.

Ce mouvement devait avoir des résultats foudroyants :

broyer les armées allemandes de Metz et de Verdun entre les 230.000 hommes de Mac-Mahon et de Bazaine. En effet, comme le dit un historien très éclairé (1), de deux choses l'une : ou le prince de Saxe se serait trouvé seul en présence des 120.000 soldats de l'armée de Châlons... et alors ses 70.000 hommes étaient culbutés; ou Frédéric-Charles abandonnait Metz pour voler à son secours... et alors l'armée de Bazaine s'ébranlait à sa suite, le poussait contre Mac-Mahon, l'écrasait certainement, car les 110.000 héros de Gravelotte et de Saint-Privat, subitement renforcés de 120.000 combattants, auraient défait les 200.000 Allemands de Frédéric-Charles et du prince de Saxe.

Partant de Mourmelon le 21, l'armée de Châlons pouvait très bien, en suivant les étapes indiquées par le comte de Palikao, arriver à Verdun le 24 et le 25. Les armées se seraient donc choquées ce jour-là ou le lendemain.

Le colonel Borbstaedt, dans son atlas (2), prouve que l'opération commandée par le comte de Palikao ne pouvait qu'être couronnée de succès. Il y avait là le salut de la France.

M. de Moltke, lui-même, parlant de ce projet de débloquer Metz, a dit :

« Ce plan était hardiment conçu, mais imparfaitement préparé, exécuté avec indécision ; il avait échoué devant la promptitude des dispositions de l'état-major allemand, devant les qualités de marche, parfois surprenantes, des troupes. »

De son côté, le colonel Borbstaedt écrit (3) :

« La marche de Mourmelon sur Metz ne pouvait offrir quelque espoir de succès qu'autant qu'elle serait dirigée avec une *infatigable énergie* et une *grande rapidité*, à

(1) Alfred Duquet, *Frœschwiller*, *Châlons*, *Sedan*, p. 221.
(2) *Opérations des armées allemandes*, Atlas, p. 6.
(3) *Opérations des armées allemandes*, p. 571.

travers l'Argonne, *sur Verdun*, pour attaquer l'armée de la Meuse *avec des forces supérieures* et la refouler, avant que la troisième armée, *encore trop éloignée*, fût en mesure d'accourir à son aide. »

De l'aveu même d'un ennemi, très habile tacticien, l'armée du prince de Saxe eût été écrasée par des *forces supérieures,* avant que la troisième armée, *encore trop éloignée*, pût venir à son secours.

Mais il fallait une *infatigable énergie* et une *grande rapidité*, pour marcher sur Verdun.

En examinant ce plan, quelques ennemis du maréchal Bazaine ont été jusqu'à supposer que ce général en chef n'aurait pas suivi le prince Frédéric-Charles et serait resté immobile sous les murs de Metz. Le général de Palikao a répondu à cette injurieuse supposition :

« Il n'y aurait pas eu de pouvoir humain capable d'empêcher toute l'armée de Metz, généraux, officiers et soldats, de se précipiter où l'artillerie aurait grondé. Du reste, je ne puis admettre que le maréchal Bazaine n'aurait pas lui-même ordonné de marcher au canon. »

L'opinion publique, en France, nous devons le reconnaître, s'est rangée du côté des généraux qui, dans le conseil de guerre de Châlons, demandaient que l'armée de Mac-Mahon fût dirigée sur Paris. Le siège n'eût pas été empêché, des combats plus nombreux, plus glorieux peut-être, se seraient livrés, mais, entourée par toutes les forces de l'Allemagne, sans espoir de secours, l'armée de Paris, commandée comme l'armée de Châlons, aurait eu un sort semblable.

Paris n'a pas succombé faute de fusils. Hélas ! il n'y en avait que trop.

Le comte de Palikao, lorsque la guerre fut terminée, s'indignait en lisant les critiques adressées à son plan de jonction et disait à ses amis : « On blâme l'opération après coup, parce qu'elle n'a pas réussi. Tout le monde

doit comprendre, cependant, que la jonction des armées de Châlons et de Metz devait avoir d'immenses conséquences.

« La réunion de 250.000 hommes, soldats exercés, commandés par de bons officiers, n'aurait-elle pas amené des victoires ? Voyez donc l'armée de la Loire, sous les ordres du général d'Aurelle, battre les Prussiens à Coulmiers ; voyez le général Faidherbe, avec sa petite armée du Nord, lutter, non sans succès, contre des forces supérieures ; rappelez-vous de Wissembourg où une seule division française a tenu tête à toute une armée allemande et lui a fait éprouver des pertes énormes.

« Si les armées de Châlons et de Metz avaient été réunies le 27 ou le 28 août, elles auraient certainement combattu avantageusement les armées de Frédéric-Charles et de Steinmetz (du prince de Saxe) contre lesquelles la seule armée du maréchal Bazaine avait lutté, fort avantageusement, les 14, 16 et 18 août.

« Quelque rapide qu'eût été la marche du prince royal de Prusse, il n'aurait pu arriver devant les 250.000 hommes réunis de Mac-Mahon et de Bazaine, qu'après trois jours de marches forcées, puisque le 26 il était encore à Vitry-le-Français où, seulement, il apprit la marche de l'armée de Châlons ; il n'aurait pu paraître sur le champ de bataille que le 29 avec une armée épuisée de fatigues.

« La réunion des deux armées françaises donnait à celle de Metz la confiance dans le nombre et à celle de Châlons l'énergie qui devait résulter de l'émulation qui se serait établie entre elles : à mon avis, les résultats obtenus de cette jonction eussent été incalculables.

« Le soldat français, dont le caractère militaire se développe surtout dans la guerre offensive, aurait repris son ardeur habituelle et sa confiance en ses chefs ; Metz

était débloquée, et le prince royal de Prusse battait en retraite avec son armée épuisée de fatigues par les marches qu'elle venait d'opérer (1). »

III

Le comte de Palikao avait calculé juste, en disant que l'armée de Châlons pouvait conserver au moins 48 heures d'avance sur celle du prince royal ; qu'elle pouvait franchir la Meuse, et couper les ponts, puis se jeter sur l'armée du prince de Saxe. Celle-ci battue, les troupes de Frédéric-Charles, assiégeant Bazaine, étaient forcées de se replier pour éviter de se trouver dans la position de l'armée française à Sedan. Le général de Wimpffen partage l'avis de Palikao (2). Rustow dit : « Mac-Mahon avait donc le bonheur inestimable de posséder une avance de quatre jours. »

Pour secourir Bazaine, le maréchal de Mac-Mahon devait marcher avec une rapidité foudroyante, afin que le prince royal pût penser que de Reims il allait à Paris.

Le 23, dans la matinée, l'armée de Mac-Mahon s'ébranle en quatre colonnes. La première étape se fait sans ordres à cause d'un nombreux matériel et des routes défoncées par la pluie.

Le lendemain, les vivres manquent, Mac-Mahon veut se rapprocher d'une voie ferrée et appuie vers Rethel, ce qui lui fait perdre une journée. Dans la soirée du 23, la gare de Reims est livrée au pillage. A six heures du soir, une bande de traînards, de misérables, au nombre de 400, pillent plusieurs trains de vivres et

(1) *Un ministre de la guerre de 24 jours*, par le comte de Palikao, pages 117 à 119.

(2) *Sedan*, par le général de Wimpffen, p. 148, 149.

(3) Rustow, *Guerre des frontières du Rhin*, t. I, p. 306, 312.

de bagages placés sur les voies de garage. Les tonneaux de vin, les barils de salaison, les sacs d'avoine, les caisses de biscuit, de café, de sucre, de cartouches, de poudre, furent défoncés, jetés à terre et livrés à la populace qui s'était amassée derrière les pillards. Un pain de sucre se vendait cinq sous, un seau de vin huit sous, une paire de draps, une tunique d'officier vingt ou trente sous. Les bagages traînaient dans la boue.

Ce pillage et ce marché durèrent trois heures. Enfin un détachement de troupes arriva qui balaya la gare et fit une cinquantaine d'arrestations. Malheureusement la scène avait trop duré. Pas un seul des hommes arrêtés, pillards, voleurs et déserteurs, ne fut passé par les armes, tant l'indiscipline était épouvantable. On assure même qu'aucun d'eux ne fut puni. Au reste, depuis l'ouverture de la campagne jusqu'à la capitulation de Sedan, le maréchal de Mac-Mahon n'a pas fait fusiller un seul coupable.

Le soir du 23, le duc de Magenta réunit les commandants de corps d'armée et leur donna ses instructions pour la marche du lendemain.

Le 24, la deuxième étape se fit parfaitement bien ; les troupes marchèrent en ordre et promptement. En deux jours, l'armée avait franchi 60 kilomètres. Les soldats retrouvaient une gaieté perdue depuis Frœschwiller. « Dans quatre jours nous serons devant Metz », disaient les officiers.

Dans la journée du 23, le Maréchal avait fait un bon emploi de sa cavalerie. Le général Margueritte éclairait en avant et au loin, tandis que le général Bonnemains couvrait la droite de l'armée. Le 24, la cavalerie de Margueritte reste immobile et celle de Bonnemains va couvrir la gauche qui n'a rien à craindre. Le flanc droit exposé aux attaques du prince de Saxe reste découvert. En

outre les corps d'armée sont éloignés les uns des autres et la cohésion n'existe plus.

Le 25, le Maréchal retient à Rethel les 5e et 12e corps sous prétexte de distributions aux troupes ; le 1er corps gagne Attigny et le 7e Vouziers.

C'était une faute impardonnable de perdre ainsi une journée. D'autant plus que les 5e et 12e corps étaient dans les meilleures conditions d'approvisionnement.

Dans la journée du 25 août, l'armée pivote sur son aile gauche et le 7e corps fait à peine 8 kilomètres.

La division Margueritte ayant été retirée de la droite, il en résultait que le flanc droit du 7e corps, sur lequel se trouvaient précisément les importants défilés de l'Argonne, était découvert et ne pouvait être surveillé que par la cavalerie attachée à ce corps d'armée et se composant d'une brigade (1).

Trompé par une dépêche qu'on avait à dessein fait tomber entre ses mains, le prince royal croyait Mac-Mahon en marche sur Paris, et se tenait immobile à Vitry-le-Français, c'est-à-dire à vingt-cinq lieues de Verdun.

Mac-Mahon trouvait une magnifique occasion de remporter une victoire...

L'armée française avait pivoté sur sa gauche le 25. Le 26 elle pivote sur sa droite. Cette journée du 26 fut encore perdue, car l'ennemi voulait nous retarder et non livrer bataille.

Le 27 août le mouvement de conversion sur l'aile droite continue. Les soldats piétinent sur place au lieu d'avancer.

M. Defourny, curé de Beaumont, a publié un livre dont on a beaucoup parlé (2). Voici une de ses pages :

(1) Borbstaedt, *Opérations des armées allemandes*, p. 574.

(2) *L'armée de Mac-Mahon et la bataille de Beaumont*, lettre à Mme Urquhart, par M. Defourny, curé de Beaumont, pages 23, 54, 78.

« L'an 1870, le samedi 27 août, l'empereur Napoléon III avait quitté Tourteron le matin. Arrivé au Chesne, après avoir chevauché l'espace de 10 kilomètres, il dut y déjeuner. Il fallut plus de deux heures pour décharger la batterie de cuisine, les provisions de bouche et le vin de Champagne. Pendant cette opération, Mac-Mahon était assis sur un banc dans la principale rue du Chesne, une carte du pays à la main, qu'il froissait de temps en temps et qu'il jeta trois fois à terre en disant : Nous ne connaissons pas ce pays ; nous ne devrions pas nous battre par ici. »

A la guerre, il ne faudrait pas s'aventurer dans un pays que l'on ne connaît pas lorsqu'on est entouré d'ennemis ; quant à se battre on doit être prêt par ici et par là, avec plus ou moins de chances. Le meilleur général peut être vaincu, mais celui qui se laisse surprendre n'est pas digne de commander un simple bataillon.

Journée du 28 août : « L'armée française qui avait gardé un certain ordre de marche du 24 au 27 août, va présenter, à partir du 28, le tableau le plus confus qu'on puisse imaginer. Chaque corps d'armée marque le pas sans bouger, on exécute des courses fatigantes qui ramènent exactement au point de départ et n'ont d'autres résultats que de couper les colonnes entre elles et de permettre aux Allemands d'arriver enfin, en forces écrasantes, auprès de nos infortunés soldats ahuris, brisés de corps et d'âme, errant au hasard d'un commandement éperdu, proie facile à saisir pour les *pratiques* généraux Prussiens (1). »

C'est dans les ouvrages techniques que l'on trouvera le récit des marches et contre-marches, des ordres et des contre-ordres, qui se succèdent à partir du 28 août.

Le 29, on franchit la Meuse. Il faudrait au maréchal

(1) Alfred Duquet, *Frœschwillers, Châlons, Sedan*, p. 281.

de Mac-Mahon une activité qu'il est loin de posséder pour traverser vivement la Meuse et le Chiers et remonter vers Montmédy, en défendant le passage de ces rivières contre les nuées d'ennemis qui tournoient autour de lui.

Le 30 août est un jour néfaste. Le général de Failly se laisse surprendre à Beaumont et fait éprouver à l'armée une de ces journées honteuses dont le souvenir est si douloureux.

Dans la soirée du 30 août, vers sept heures, deux régiments de cavalerie arrivant à Beaumont annoncent la venue du 5e corps. L'intendant demande des vivres pour 15.000 hommes, mais les vivres ont été envoyés à Beaufort, lieu convenu par l'état-major.

Depuis le commencement de la soirée jusqu'à trois heures du matin, les soldats du 5e corps se précipitent en désordre dans les rues de Beaumont, frappant aux portes et demandant du pain.

« Vers une heure du matin, le général de Failly était entré à Beaumont par Beauregard et s'était fait conduire chez le maire, ancien brasseur. Le général paraissait agité ; il se parlait tout haut à lui-même, et mon paroissien l'entendit plusieurs fois répéter ces mots : « Ce n'est pas cela, ce n'est pas cela ; c'est trop près... » Entré chez le maire, le général apprit que deux officiers de son état-major s'étaient mis au lit avant de lui avoir fait leur rapport. Il en témoigna hautement son mécontentement, et même sa colère, gesticulant et jurant. Les deux officiers se levèrent à la hâte (1). »

La veille du jour où le général de Failly était venu camper à Beaumont, la même position avait été occupée par le général Lebrun et le général Martin des Paillières.

(1) *L'armée de Mac-Mahon et la bataille de Beaumont*, par M. Defourny, curé de Beaumont, p. 55.

Ces généraux s'étaient occupés de reconnaître le terrain, ils avaient déterminé l'emplacement des grands-gardes.

Mais le jour de la bataille, les officiers de l'état-major du général de Failly qui indiquaient, la nuit, les lieux de campements, leur disaient, en arrivant en vue de Beaumont, à quelques centaines de mètres : Cherchez par là, débrouillez-vous comme vous l'entendrez. Tout était pêle-mêle, munitions et canons, les brigades Saurin et Nicolas de la division Goze se trouvaient réunies, mais au milieu de cette division on voyait le 17e régiment de la division Guyot de l'Espart, brigade de Fontange, et le 68e de brigade Abbatucci.

L'abbé Defourny, ce curé de Beaumont qui s'est fait historien militaire, entremêle ses descriptions, fort justes d'ailleurs, de réflexions tantôt politiques et tantôt philosophiques. Il interrompt les préliminaires de la bataille, en citant un grand nombre d'exemples de l'ignorance de nos officiers : puis il ajoute que plusieurs d'entre eux lui ont dit : « Chez nous, monsieur le curé, on n'encourage nullement l'étude et l'on se moque même de ceux qui travaillent : aussi sont-ils rares ; chez nous, la science ne mène à rien. On pose en principe que la bravoure suffit et tout le monde est censé être brave. Alors survient le principe d'*égalité* qui domine. Il consiste en ce que savants et ignorants sont égaux, en thèse générale, et ont les mêmes droits aux grades supérieurs Mais comme il n'y en a pas pour tous, il ne reste plus qu'à les obtenir par l'influence (c'est le terme reçu) de son député, de quelque personnage haut placé, ou de n'importe qui. Egalité, influence, arbitraire, faveur, tout cela est donc la même chose ! le mérite seul est en dehors. »

Et le bon curé s'arrête pour s'écrier : « Nous voilà bien loin des camps et de la bataille, quoique nous soyons toujours avec l'armée. »

Il reprend donc son récit.

« Rien n'est comparable à l'incroyable sécurité du 5e corps à Beaumont, si ce n'est son oubli de toutes les règles de la guerre. Presque tous les officiers supérieurs avaient couché dans le bourg et se disposaient à y déjeuner, sans avoir paru dans leurs campements. Un nombre considérable de soldats circulaient librement de Beaumont à Létanne, beaucoup même étaient allés jusqu'à Pouilly, à une heure de là, quêter du pain et des vivres. On menait les chevaux d'artillerie à l'abreuvoir tous ensemble ou à peu près. Aucune pièce n'était attelée.

« Cependant des bruits vagues annoncent l'approche de l'ennemi. Vers onze heures et demie, la femme Constance Burdo, née à la Tuilerie, et mariée près de Beaumont, pleurait assise à la porte de sa maison. Un cultivateur nommé Jurion vint à passer, et dit à Constance : « Qu'est-ce qu'il te faut donc pour pleurer comme tu fais ? — Je peux bien pleurer, dit Constance, les Prussiens sont chez nous à la Tuilerie. — Qui est-ce qui te l'a dit ? — C'est ma sœur Aimée qui vient d'accourir. »

« Jurion fit quelques pas et rencontra le général X... : « Mon général, s'écria le cultivateur, les Prussiens sont à la Tuilerie. — Vous en avez menti », riposta le général.

« Ce fut toute l'enquête. »

En effet les Prussiens étaient à la Tuilerie, à deux petits kilomètres de Beaumont.

Ce qui s'était passé à la Tuilerie est un des signes du temps. Un soldat, se disant sentinelle avancée et chargé de prévenir lorsqu'il apercevrait les Prussiens , était venu s'installer avec armes et bagages, dès que le jour parut, chez une bonne femme de la Tuilerie. Celle-ci, qui avait conçu quelques soupçons sur le soldat, lui dit : « Si tu es en sentinelle, comment se fait-il qu'on

ne te relève pas depuis le matin que tu es ici ? — C'est que je suis volontaire, répondit le troupier. — Ah ! tu es volontaire, dit la ménagère, eh bien, faisons une convention à nous deux : je vais tremper la soupe, tu en auras ta part, mais si tu vois les Prussiens tu me feras signe. — Oui, je tirerai un coup de fusil. »

IV

C'est que la bonne femme était inquiète. Il lui semblait entendre, depuis quelque temps, un bruit étrange dans la forêt. Les oreilles lui tintaient, et comme elle le disait en allant et venant, elle n'était pas tranquille pour sa maison, ses enfants, et pour les malheureux soldats, qui ne songeaient à rien. Elle alla mettre les pains au four, puis revint près de son soldat qui était assis nonchalamment. Tout à coup, elle aperçut comme des masses noires qui se mouvaient à travers le feuillage de la forêt. — Malheureux, dit-elle au soldat, tu ne vois donc pas ? mais ils vont venir te prendre tes culottes ! — Le misérable répondit par un sourire faux et stupide. Il s'avança sous le hangar où se trouve le four à tuiles, et vit les Prussiens. Au lieu de tirer son coup de fusil, il se cacha, et l'ennemi continua sa marche. Après la bataille, l'indigne soldat rentra dans la maison, prit les vêtements civils du fils de la tuilière, jeta son chassepot dans le *boschet* (petit bois), et disparut. Cet homme aurait pu sauver l'armée, et peut-être la France !

Au temps passé, il eût été découvert, car son livret était resté dans la poche de sa capote. Mais au milieu de ces désordres, il fut peut-être porté au nombre des morts, malgré la déclaration de la femme indignée de tant de lâcheté.

Celle-ci, voyant les Prussiens, prit sa course sur le chemin de Belval à Beaumont. Elle criait aux soldats, qui

bordaient la route, les uns faisant la *popotte*, les autres nettoyant leurs armes : Voilà les Prussiens ! Elle courait criant toujours : Voilà les Prussiens !

Les soldats levaient la tête et riaient. Le plus grand nombre poursuivaient la courageuse femme de leurs lazzis : Eh ! la mère, attendez les Prussiens comme nous en mangeant la soupe !

Pendant ce temps, le curé donnait à déjeuner à quelques médecins et au sous-intendant. La porte s'ouvrit brusquement et une religieuse s'écria : Messieurs ! les Prussiens sont sur vous !

Le curé se levant dit à la religieuse : « Allez chez le maire, où le général en chef déjeune avec son état-major, et faites ce que vous venez de faire ici. »

Trois factionnaires empêchèrent la religieuse d'entrer pour ne pas interrompre le repas du commandant du 5e corps ; mais, dans son désespoir, la religieuse cassa un carreau de la salle à manger pour attirer l'attention des convives. Profitant de la surprise, elle entra dans le corridor. Un aide-de-camp, la prenant par le bras, la fit reculer. Alors, le général de Failly dit à l'aide-de-camp : « Laissez-la parler. » La religieuse dit où elle avait vu les Prussiens. Le général en chef prit une carte de la mairie et la consulta.

Un quart d'heure après, un coup de canon tiré de fort près interrompit brusquement tous les déjeuners de l'état-major, des généraux, des colonels et des commandants.

Pendant que les Français goûtaient la douceur du repos dans les bons lits de Beaumont, et se livraient aux plaisirs de la table, une armée de plus de cent mille hommes s'avançait en silence. Les Prussiens étaient partis de la forêt, avaient déployé les ailes de leur armée vers Létanne et la Meuse d'une part, la Thibaudine de l'autre, avaient traversé la vallée avec leur centre, cons-

truit quatre ponts volants pour leur artillerie, sur le ruisseau de Wame, et étaient venus prendre position sur les collines sans avoir été vus!

Il était midi vingt minutes lorsque retentit le coup de canon, et les déjeuners se prolongeaient encore!

« Il me faut renoncer à vous décrire l'effet produit par ce premier coup de canon; le court silence, puis l'immense clameur qui le suivit, et le désordre et le pêle-mêle effroyable de cris, de chevaux, de caissons, d'attelages qui s'agitaient, se croisaient, se heurtaient, se confondaient..... Hommes, femmes, enfants, vieillards cherchent leur salut dans la fuite... (1). »

Dans cette minute suprême il y eut des faiblesses, des affolements, mais aussi des actes sublimes. A Beaumont, un soldat de marine, trop malade pour continuer à suivre son corps, n'avait pu partir la veille et avait été recueilli chez M. Lardenois, notaire. Au premier coup de canon, il se lève de sa couche, pouvant à peine se soutenir, prend son fusil et ses munitions, et s'en va, boitant, un pied enveloppé de linges, s'embusquer dans une ruelle du bourg; et il répond à son hôte compatissant, qui veut le retenir : Croyez-vous que je vais rester là, dans mon lit, tandis que les autres vont faire leur devoir?

Et ce brave soldat se battit tout le jour.

Le curé de Beaumont se leva de table au premier coup de canon, et s'écria : Honte sur nous, l'ennemi sait à qui il a affaire, et nous surprend misérablement!

Presqu'au même temps, l'artillerie tonna, déchirant l'air ; la fusillade retentit.

Le capitaine prussien Wermelskirsch commandait la première batterie qui ouvrit le feu. Atteint de plusieurs blessures, il fut, après la bataille, recueilli dans une

(1) *L'armée de Mac-Mahon et la bataille de Beaumont*, par M. Defourny, curé de Beaumont, p. 98.

ambulance de Beaumont; il disait à l'abbé Defourny : « Lorsque nous vîmes la sécurité et l'insouciance du camp français, nous étions chagrins d'être obligés de tirer sur eux sans les avertir. La proposition de le leur faire savoir fut même faite. Mais on fit observer que surprendre un ennemi est parfaitement conforme aux droits de la guerre et que c'est un avantage dont on doit profiter. Je commandai donc de tirer le premier coup. » Au debut de l'action, un grand nombre d'officiers allemands, voyant devant eux des soldats français sans armes, étaient saisis de pitié. Mais le parfum de la poudre est enivrant; le tumulte, le sang, la mort troublent les têtes, et la pitié ne tarda pas à disparaître.

Le 5e corps d'armée est donc surpris. Aux premières détonations, une foule de soldats français saute sur ses armes; ils sont cinq mille environ, sans chefs, sans ordres. Un seul général est présent, M. de Fontanges; il réunit des chasseurs à pied et des cavaliers du 12e régiment de chasseurs à cheval; il veut tenter une diversion. Cinq mille hommes ont tenu pendant une heure et demie contre l'armée du prince de Saxe.

Il y eut des moments où ces cinq mille hommes, véritables héros, repoussèrent l'ennemi, dix fois plus nombreux (1). Lorsqu'au premier coup de canon les soldats français se précipitèrent sur leurs fusils, un pauvre enfant de Beaumont fut emporté par le second obus, et tomba sur le sol qui l'avait vu naître. Arrivé la veille dans sa famille, heureuse de le revoir, ce malheureux était le fils du bûcheron Gauthier. Auprès de cet enfant du peuple, son colonel, homme du monde, tombait aussi. C'était M. de Béhagle, commandant le 11e de ligne, qui n'avait pas abandonné sa troupe.

Ces 5.000 hommes tiraient comme ils pouvaient. Pour

(1) Journal allemand de *Halle*, 30 décembre 1870, relation du docteur Bauer.

tout commandement on entendait le cri des simples soldats : En avant, camarades, en avant, mes amis ! Le 86e, le 61e et le 68e étaient les plus près de l'ennemi. Le 11e et le 46e les soutenaient de près. Tous ces braves gens se déployaient en tirailleurs. Les morts des 11e et 46e couvraient le soir la ligne des Prussiens. Parmi ces morts on retrouva le corps d'un jeune homme revêtu encore de l'uniforme de Saint-Cyr, il se nommait Potel, fils d'un lieutenant-colonel du génie. Pour donner une idée de cette lutte désespérée, nous dirons que le lieutenant-colonel Paillier, commandant le 68e, atteint de deux éclats d'obus, vit tomber ses trois chefs de bataillon, perdit 30 officiers et 753 sous-officiers et soldats.

Les deux colonels présents au combat furent tous deux blessés : M. de Béhagle mortellement, et Berthe, du 86e, grièvement. Le brave commandant Lacvivier du 46e eut la mâchoire traversée de part en part. Le nom du lieutenant Palazzi ne doit pas être oublié, non plus que celui de Geyer d'Ort, lieutenant au 61e.

La résistance de nos 5.000 braves fut telle que le capitaine d'artillerie prussienne Wermelskirsch déclara avoir perdu, pendant la première heure, 24 chevaux et 26 hommes dans sa seule batterie.

Les maisons de Beaumont se transformaient en ambulances ; on apportait sur des civières le commandant Mathys, le commandant Lacvivier, le commandant Bounet, des capitaines, des lieutenants, et des masses de soldats. Quarante bouches à feu vomissaient la mort sur nos 5.000 braves.

Lorsque les Prussiens s'emparaient de Beauregard et que les nôtres se repliaient, un jeune lieutenant, M. de Séjourné, s'entendit appeler par son nom. C'était le capitaine Grammatica, blessé, qui le priait de le relever, afin de ne pas tomber aux mains de l'ennemi. Séjourné s'approche de son capitaine, et le saisit par les épaules,

mais une balle siffle et traverse la gorge du lieutenant qui tombe sur le corps du capitaine.

Un tout jeune sous-lieutenant blessé fut apporté à l'ambulance du presbytère de Beaumont. Il n'avait pas perdu ses souvenirs classiques, car, tout sanglant encore, il dit au curé : *quos vult perdere Jupiter dementat.*

Vers trois heures un quart, à Sommauthe, sur l'un des plus hauts sommets d'où l'on domine les promontoires, les vallons, les prairies, les champs fertiles, un vieillard entouré de cavaliers faisait disposer un fauteuil. Il s'asseyait, et promenait au loin un regard satisfait. Ce vieillard était Guillaume, roi de Prusse, qui, de haut, voyait sa victoire.

A la même heure, l'empereur Napoléon III à cheval, au point culminant de la route de Mouzon à Carignan, d'où ces deux villes se voient parfaitement, regardait passer rapidement les débris mutilés du 5e corps.

Mais, en ce moment, l'empereur des Français ne mesurait pas l'étendue du désastre; il ne la connut que plus tard, lorsque le général Ducrot, accompagné de son aide-de-camp le capitaine Bossan, se rendit auprès de Sa Majesté : « Mais, c'est impossible ! s'écria Napoléon, nos positions étaient magnifiques (1). »

Oui, nos positions étaient magnifiques; mais combien de fois, depuis le commencement de cette guerre fatale, nos positions n'avaient-elles pas été belles, combien de fois la fortune n'avait-elle pas mis de notre côté toutes les chances favorables ; combien de fois n'avions-nous pas dédaigné les principes, pour livrer au hasard le salut de la France ! Le sous-lieutenant de l'ambulance avait raison de dire au curé : *Quos vult perdere Jupiter dementat.*

L'Empereur, qui avait abandonné le commandement en chef, ne donnait plus d'ordres. Cependant, lorsqu'il apprit

(1) *La Journée de Sedan*, par le général Ducrot, p. 12.

le désastre de Beaumont, il prescrivi au général Lebrun d'aller soutenir de Failly. Lebrun n'avait pas attendu cet ordre. Le 5e régiment de cuirassiers, revenu au mont de Brenn pour protéger l'infanterie et l'artillerie du 5e corps, reçut l'ordre de charger les Prussiens au Falté. Le colonel Contenson s'élança à la tête de son régiment qui fut écharpé. Le brave colonel fut blessé mortellement ; à côté de lui tombait le commandant Brincourt.

A quatre heures du soir, lorsque les Prussiens furent assurés de la victoire, ils occupèrent Beaumont, et s'emparèrent des maisons. Pendant six jours, leur insolence ne connut pas de bornes. Les vivres, les lits, les fours, les fontaines leur appartenaient. Ils écrivaient sur les portes : *interdits*. Les habitants n'avaient plus un morceau de pain.

Le curé priait, lorsqu'on lui apporta un billet écrit au crayon et taché de sang. Ce billet ne contenait que ces mots : *venez, il est temps*. Suivant les pas du porteur, le prêtre se rendit dans une grange où, sur la paille, une quarantaine de blessés faisaient entendre des gémissements. Parmi eux était un homme dans la force de l'âge et de haute stature. Il avait la mâchoire pendante, complètement brisée, le visage gonflé, et les yeux rouges de sang. La physionomie, toujours calme, respirait l'intelligence. Il se confessa par signes, et le prêtre lui donna le baiser de paix. Alors, il prit un portefeuille dans sa poche, et put encore écrire lentement ses dernières volontés. Il tira de ce portefeuille les photographies d'une femme et d'une jeune fille, en écrivant : *ma femme, ma fille. Pour vous ; en souvenir*. Puis il remit au curé une lettre écrite d'avance à sa femme, en ajoutant au crayon : *lui ;* et pendant qu'il traçait ce mot, une larme de sang tombait sur l'enveloppe.

Ce mourant était le chef de bataillon Lacvivier. Il ne tarda pas à mourir.

Un grand nombre de prêtres accourus des environs donnaient leurs soins à des milliers de blessés. Le curé de la paroisse disait le soir : Oh ! mon Dieu, c'est donc ainsi que se traitent les hommes que tu as tant aimés et pour lesquels Jésus a tant souffert !

Quelques semaines après, dans la soirée, par une pluie continuelle, une pauvre femme entrait à Beaumont, venant de Château-Thierry. Sa dernière journée avait été de sept lieues à pied par cette pluie torrentielle. L'eau coulait le long de ses vêtements, et ses pieds étaient déchirés par les pierres. Elle portait dans un sac un gilet de laine tricoté par elle, quatre paires de bas et trois chemises faites au village.

Toute tremblante, la voyageuse se rendit au presbytère et demanda au curé de la conduire près de son enfant blessé. Elle donna son nom et déclara qu'elle n'avait su que tard la blessure de l'enfant à la bataille de Beaumont, par des lettres de camarades à leurs familles. Le curé consulta le registre des ambulances, et vit que le blessé était mort et son cadavre jeté dans la fosse commune. Il fallut dire tout cela à cette pauvre mère. Elle tomba à genoux, et criait, le front dans la poussière : Mon fils, mon enfant, je ne te verrai plus ! Et l'on t'a enseveli sans cercueil ! Je ne pourrai pas même pleurer sur une tombe, en disant : Il est là ! Mon cher enfant, si bon, si aimé ! Ah ! si seulement j'avais pu emporter son pauvre corps, pour le faire déposer..... dans notre cimetière près de son père !

Le lendemain de la bataille, le roi de Prusse vint à Beaumont féliciter ses soldats. Derrière lui, à cheval, en uniforme de cuirassier, on voyait le comte de Bismarck. Sa Majesté s'était arrêtée à Beauregard pour dire aux prisonniers français que leur sort serait adouci. Le Roi visita l'ambulance prussienne, adressant aux blessés des paroles d'encouragement. Au moment où le roi de Prusse,

remonté à cheval, eut dépassé le portail de l'église, il se retourna et fit face à ses troupes accourues de toutes parts. Alors les Allemands réunis sur la place coururent quelques pas en avant et crièrent *hurrah !* puis il se fit un silence de plusieurs minutes, pendant lesquelles le Roi prit la parole. Lorsqu'il se tut un second *hurrah !* retentit, enfin un troisième au moment du départ de Sa Majesté.

Cette petite cérémonie improvisée avait un caractère de grandeur. C'était bien le guerrier antique entouré de ses vassaux respectueux et soumis.

Le colonel de Béhagle mourait de sa blessure à l'ambulance des sœurs. Les Prussiens lui rendirent les honneurs militaires. A six heures du soir un détachement, le fusil sur l'épaule, se forma en bataille devant l'ambulance. Le cortège s'avança : un soldat du 11e de ligne, le bras en écharpe, portait l'eau bénite dans un verre. L'aspersoir était un rameau d'acacia ; le soldat mutilé avait demandé, comme une faveur, de porter l'eau bénite pour la sépulture de son colonel bien-aimé. De grosses larmes glissaient le long de ses joues. Un infirmier soutenait la croix. Deux aumôniers, les abbés Fiard et Favre, précédaient le cercueil avec le curé de Beaumont. Des chirurgiens militaires suivaient. Le cortège dut s'arrêter sur la route du cimetière pour laisser passer des canons, de longs et solides bateaux et des voitures qui, par ordre du prince royal, se dirigeaient vers Sedan, où, le lendemain, l'Empire s'écroulait.

Arrivé près de la fosse, le chirurgien-major divisionnaire Lacronique prononça quelques paroles d'une voix émue. Puis le capitaine prussien qui commandait l'escorte fit exécuter les trois salves.

Ainsi fut enseveli M. de Béhagle, colonel du 11e de ligne, commandeur de la Légion d'honneur.

Le colonel Béhagle était un intrépide soldat et un bon

chrétien. Chef de bataillon à Solférino, il avait rendu un service signalé. En revenant du cimetière, on fit rencontre du sergent Gilbin, du 11e de ligne, qui dit au curé : « Ah ! quel brave homme c'était ! A Sarrebourg il était à cheval et mangeait un morceau de pain noir, disant aux soldats harassés : Allons, mes enfants, soutenez l'honneur du régiment, courage, courage ! Après Wœrth, il se voilait la figure avec ses mains ! »

A quelque temps de là, la digne veuve de M. de Béhagle vint à Beaumont, avec son respectable père M. Périgord de Villechenon, faire son douloureux pèlerinage à la tombe de son mari.

Il n'y avait pas un officier prussien qui ne connût le sort réservé à l'armée française autour de Sedan. Ils disaient publiquement, la veille de la bataille : Napoléon prisonnier !

V

Dans cette défaite de Beaumont, le patriotisme, l'orgueil national, le sentiment militaire trouvent cependant une consolation. Voilà cinq mille soldats qui tiennent tête à une puissante armée. Ces soldats n'ont plus de chefs, ils ne peuvent espérer une victoire, mais ils se battent noblement, vaillamment, sans compter sur la moindre récompense ; ils meurent non pour une gloire retentissante, mais pour le devoir, pour l'honneur de la patrie.

Ne désespérons pas de la France dont les fils savent mourir ainsi.

Lorsque notre main va tracer le mot *Sedan*, la plume tremble entre nos doigts, notre vue se trouble, et l'esprit est envahi par le doute. Nous nous demandons si le patriotisme exige que d'aussi cruels souvenirs soient

rappelés, et s'il ne serait pas mieux de voiler ces pages de notre histoire.

Autant le récit de nos triomphes élève les cœurs, autant les noms d'Austerlitz, de Wagram ou d'Iéna éveillent en nous des sentiments d'orgueil, autant aussi, malgré la résignation chrétienne, ou la raison philosophique, nous sommes accablés, en nous rappelant les fautes qui nous ont conduits aux abîmes. Jusqu'aux dernières limites du possible, le soldat de la France a soutenu l'honneur national, mais ses efforts et ses sacrifices ont été vains.

Répétons ces paroles d'un officier : « En quittant le champ de bataille, je jetai sur les monceaux de cadavres un dernier regard :

« Adieu, pauvres victimes... vous êtes tombées en soldats, sans une plainte, sans un murmure ; Dieu bon et juste vous a reçues dans son sein.

« Ah ! si vous ne laissez derrière vous ni une femme ni des enfants, je ne vous plains pas ; vous n'aurez point vu votre drapeau souillé, et les armes arrachées des mains de vos frères ; le souvenir de vos chaumières incendiées, de vos mères et de vos sœurs fuyant devant une soldatesque brutale ne viendra point troubler votre sommeil éternel. Dormez en paix. »

Oui, dormez en paix, braves enfants, qui n'avez pas désespéré de notre salut ! qui tout sanglants êtes venus tomber à Sedan, après avoir traversé Wissembourg, Frœschwiller, Beaumont, souvent sans pain, et toujours sans repos. Autrefois, on eût proclamé que vous aviez bien mérité de la patrie ; mais après Sedan toutes les voix s'éteignirent, et pas un homme en France ne sut ni parler ni agir au nom de la patrie.

Des historiens et des gens de guerre ont décrit la bataille de Sedan. L'imagination a joué le rôle principal dans les récits, car il n'y a pas eu de bataille. On a marché, on a lancé des milliers de projectiles, on a tué, mas-

sacré, égorgé, mais il n'y a pas eu de plan défensif, un ordre de bataille étudié. La pensée d'un général en chef n'a pas combiné les mouvements, son regard n'a pas embrassé l'ensemble du drame. Napoléon Ier avait dit :

« Une bataille est une action dramatique, qui a son commencement, son milieu et sa fin. L'ordre de bataille que prennent les deux armées, les premiers mouvements pour en venir aux mains sont l'exposition ; les contre-mouvements que fait l'armée attaquée forment le nœud, ce qui oblige à de nouvelles dispositions et amène la crise d'où naît le résultat ou dénouement. »

La journée de Sedan n'est donc pas une bataille ; notre armée ne s'est point rangée suivant un ordre, il n'y a pas eu de contre-mouvements et, au lieu de nouvelles dispositions pour préparer la crise, ce n'a été qu'une confusion de corps d'armée, de divisions, de régiments agissant chacun pour son compte. Bien plus, le général en chef a manqué. Enfermés dans un cercle de fer qui s'épaississait d'heure en heure, les Français cherchaient à le briser ou à trouver une issue, l'ennemi rendait son cercle de plus en plus formidable en ne laissant pas le moindre vide à la circonférence. Cette circonférence garnie d'artillerie couvrait de projectiles les malheureux qui se débattaient dans l'intérieur. Qu'on imagine un cirque entouré de gradins, et sur le sol du cirque des hommes emprisonnés. Placés sur les gradins, d'autres hommes massacraient les premiers, non pas en les frappant du bras, mais en leur lançant des pierres, des balles, suivant le degré de civilisation.

Telle est la catastrophe de Sedan. Pourquoi être entré dans le cirque ? N'était-ce pas aller au-devant de l'extermination ?

On raconte qu'à la bataille de Waterloo, lorsque les boulets pleuvaient autour du duc de Wellington, l'aide-de-camp Gordon tomba près de lui. Lord Hill, montrant

au duc un obus qui éclatait, lui dit : Mylord, quelles sont vos instructions, et quels ordres nous laissez-vous si vous vous faites tuer ? — De faire comme moi, répondit Wellington.

Combien de généraux, de colonels, de capitaines, devaient faire la même réponse dans les champs de Sedan ! C'est pour cela que chacun s'est fait tuer pour remplacer son chef. Mais d'instructions ou d'ordres, il n'en est point parti d'en haut pour descendre jusqu'en bas.

En peu de mots la défense a été héroïque mais désordonnée, sans entente entre les divers corps, tandis que l'attaque était parfaitement combinée. Le plus simple bon sens devait inspirer la pensée de n'être pas au centre de la circonférence décrite par l'ennemi, mais sur la circonférence même ou en dehors si cela se pouvait.

Le général Ducrot le comprit parfaitement. Aussi fut-ce avec un véritable désespoir que, se conformant aux ordres du Maréchal, il rétrograda sur Sedan : « J'entrevoyais si bien le danger, dit-il dans une lettre adressée à l'un de ses amis, que je n'obéis qu'avec rage. » Rester à Sedan, c'était s'enfermer au centre de la circonférence que l'ennemi devait décrire, sans espoir possible d'en sortir si on la laissait se fermer entièrement.

Pour se faire une idée de l'emplacement occupé par notre armée, il est nécessaire de se représenter un triangle ayant pour base la Meuse qui coule du Sud-Est au Nord-Ouest et sur laquelle la ville est placée à cheval, et pour sommet le petit village d'Illy.

Les lignes de démarcation latérale de ce triangle sont, à l'Est : la Givonne, ruisseau qui vient se jeter dans la Meuse, à quatre kilomètres au-dessus de Sedan; et à l'Ouest un autre petit cours d'eau qui tombe dans le fleuve, à deux kilomètres au-dessus de la place.

Le massif compris dans ce triangle s'élève en amphi-

théâtre ; il est en partie couvert de bosquets et entrecoupé de ravins profonds. Outre que Sedan est placé au pied de ces hauteurs, la ville est dominée en face par les monts du Liry et de la Marphée qui courent parallèlement au fleuve. Sur les côtés du triangle sont échelonnés à l'Ouest, et un peu en zigzag, Saint-Menges, Floing, Fleigneux et Illy ; à l'Est, à peu près en ligne droite, Givonne, Daigny, Lamoncelle, Bazeilles. Ce dernier village occupe la pointe Sud-Est à trois kilomètres de la ville, il est traversé par la route de Sedan à Mouzon et à Montmédy, au levant il est protégé par les bois du château de Bazeilles, du Maqua et du château de Montvilliers ; mais au Sud et au couchant il est découvert et dominé par le Liry et la Marphée qui en sont à trois kilomètres au plus.

C'est dans cet espace de terrain, qui mesure de dix-huit à vingt kilomètres carrés de superficie, que le maréchal Mac-Mahon concentre son armée pour livrer une bataille.

Les forces ennemies, composées des deux armées du prince royal de Prusse et du prince royal de Saxe, vont se donner la tâche, celle-ci, de contourner nos positions à l'Est, celle-là, de les contourner à l'Ouest, pour se rejoindre au point culminant, le calvaire d'Illy.

Les corps français étaient ainsi placés : le 12e corps, général Lebrun, occupe Bazeilles et les environs ; le 1er corps, général Ducrot, défend la ligne de Lamoncelle, Daigny, Givonne, La Chapelle ; le 7e corps, général Douay, est campé sur les hauteurs de Saint-Menges, Floing, Illy ; le 5e corps, passé sous les ordres du général de Wimpffen, forme la réserve devant les murs de la ville.

Telles étaient les positions de notre armée le 31 août au soir. Les Allemands avaient leur 11e corps près de Donchery, le 5e aux environs de Chémery, le 11e corps bavarois à Raucourt, le 1er corps bavarois à Remilly, le 4e corps entre Remilly et Villiers, le 12e à Mairy, le corps

de la garde à Carignan et la division wurtembergeoise à Boutancourt. Toutes ces forces étaient donc au-dessous de notre armée, et formaient déjà une sorte d'arc de cercle. Notre 12e corps se trouvait seul près des Allemands, ce qui explique pourquoi il eut à combattre avant les autres. Pendant qu'il combattait, l'ennemi décrivait son cercle qui, partant de Bazeilles, allait se fermer à Illy.

Les nôtres lançaient des boulets, des obus, des balles sur les corps d'armée ennemis qui, tout en marchant, semaient la mort sur leur passage. Voilà ce qu'on a nommé une *bataille*. Ce n'était à tout prendre qu'un colosse qui entourait de ses deux bras un adversaire affaibli, l'étreignait et l'étouffait jusqu'à l'heure de l'agonie.

Le dimanche 28 août quelques cavaliers prussiens parurent aux environs de Stenay. De proche en proche, avec rapidité, une vive inquiétude régna dans le pays. Les habitants de Bazeilles étaient trop voisins de Sedan pour ne pas pressentir de grands malheurs. On entend dans le lointain sonner les cloches des églises, c'est le tocsin. Les gardes nationaux s'assemblent, on les arme, et les munitions sont distribuées. Le curé de Bazeilles, M. l'abbé Baudelot, assiste au rassemblement des quarante hommes qui sont envoyés en reconnaissance à Douzy. Ces hommes sont commandés par un sergent d'infanterie blessé à Frœschwiller, et qui se guérit à Bazeilles. A Douzy les gardes nationaux de Bazeilles assistent au désarmement de la garde nationale de l'endroit par M. le Maire, au nom du conseil municipal. Ne sachant s'il faut prendre les armes ou les déposer, les gens de Bazeilles rentrent chez eux. On délibère et des bruits contradictoires circulent. Le lendemain, une nouvelle se répand et réjouit tous les cœurs. L'armée française approche et va sauver tout le pays. Deux espions prussiens s'échappent; les paysans les poursuivent, mais en vain.

La journée du 29 août parut extrêmement longue aux populations des environs de Sedan qui interrogeaient l'horizon pour découvrir l'armée française. Enfin, le 30 août, dans la matinée, les têtes des colonnes du 1er corps débouchèrent au milieu des riantes prairies qui bordent la rive droite de la Meuse, en face de Remilly. Le soleil était radieux, la nature enveloppée d'un calme profond ; les habitants de Bazeilles, ce joli village qui sera enseveli après-demain sous les cendres, et qui aujourd'hui est resplendissant de gaieté et de vie, arrivaient joyeux au-devant de nos troupes.

Les habitants de la contrée accoururent en foule vers Bazeilles. Les chemins sont sillonnés de voitures, de cavaliers, de piétons, joyeux et fiers de serrer les mains des soldats ; des flots de visiteurs, hommes, femmes et enfants, couvrent la prairie : il en était venu de Floing et de Saint-Menges, tant les populations croyaient à la victoire.

Pendant que les soldats, heureux d'une réception aussi cordiale, font honneur au repas improvisé servi par les habitants, on voit arriver en désordre d'autres soldats, déguenillés, sans armes, le visage décomposé, le corps souillé de boue ; ils courent devant eux au hasard...

Ce sont les fuyards du corps de De Failly battu à Beaumont. En quelques heures Bazeilles, Balan, Sedan sont remplis de ces fuyards. On s'empresse de leur distribuer la nourriture dont ils ont tant besoin. Tous demandent du pain.

Malgré le mépris qu'inspire la fuite, on prend pitié de ces malheureux. Cependant le spectacle qu'ils offrent est déplorable pour nos corps d'armée, la discipline souffre, et de tristes pensées envahissent les cœurs.

Les soldats du 1er corps, du 7e et du 12e, commandés par les généraux Ducrot, Douay et Lebrun, font à ceux du 5e corps l'éloge de leurs chefs, ils ont confiance en

eux, ils les aiment parce qu'ils se savent en *bonnes mains*. C'est là l'expression dont ils se servent.

Cette défaite de Beaumont modifia la marche des corps d'armée. L'Empereur se rendit, vers le milieu de la nuit, de Carignan à Sedan en chemin de fer. Mais que ce changement de front de nos troupes leur coûta de peines ! que cette marche de nuit haletante à travers mille obstacles était douloureuse ! Et cependant il fallait avancer : l'ennemi nous suivait pas à pas, et il allait, dès le lendemain, recommencer une attaque pour laquelle nos positions ne seraient pas prises.

VI

Non, rien n'est plus affreux que cette nuit de mortelle angoisse. L'exemple d'un commandant de corps d'armée fera comprendre les tourments des autres. La nuit avait surpris le général Douay sur la rive gauche de la Meuse, à Remilly ; il était à peine séparé de l'ennemi de quelques centaines de mètres. Pour obéir aux instructions du Maréchal et pour éviter au 7e corps un choc funeste et prématuré, il fallait effectuer le passage du fleuve au milieu de l'obscurité la plus profonde sur des ponts improvisés et sans solidité.

Le récit de Bibesco est une lamentable page d'histoire : le général Douay songe avec anxiété au temps qui s'écoule ; il compte le nombre d'heures qui le séparent de l'aube, car il ne se dissimule pas qu'avec le jour les Prussiens arriveront à la Meuse, et il sent qu'il faut, avant trois heures du matin, n'avoir plus un homme en deçà du fleuve.

Ses inquiétudes ne sont que trop fondées. Dès le matin, le génie avait établi à l'aide de quelques bateaux, sur la Meuse, près de Remilly, une passerelle en bois, étroit passage réservé à l'infanterie, et où deux hommes seule-

ment pouvaient s'engager de front. A côté de la passerelle, il avait également construit un pont destiné à la cavalerie et à l'artillerie. Ce dernier n'avait guère plus de deux mètres de largeur. Or, sous le poids des voitures, les terres avaient fini par céder; les bois qui supportaient le tablier du pont avaient été en partie submergés ; ce pont s'était affaissé, et il se trouvait à quatre ou cinq centimètres au-dessous du niveau des eaux. Ce qui avait contribué encore à cet état de choses, c'est la fermeture du barrage destiné à inonder les abords de Sedan et qui avait amené une crue subite de la Meuse.

Le passage est lent; le général Douay, impatient de juger par lui-même de la situation, monte à cheval et après une demi-heure de peine pour franchir la distance d'un kilomètre, au milieu d'un incroyable encombrement d'hommes, de canons, de voitures et de chevaux, il arrive enfin au pont. Il est dix heures, la division de cavalerie Bonnemains est engagée sur ce pont. Les chevaux effrayés de ne pouvoir distinguer ce plancher mouvant caché sous les eaux, et qui se dérobe sous leurs pieds à chaque pas, n'avancent qu'avec répugnance, le cou tendu, les oreilles dressées. Droits sur leurs étriers, enveloppés dans leurs grands manteaux blancs, les cuirassiers passent silencieux : ils semblent portés par les eaux. Deux feux allumés sur chacune des rives, aux extrémités du pont, éclairent seuls de leur lueur blafarde hommes et chevaux; leurs flammes se reflètent d'une façon étrange dans les casques brillants des cavaliers, et donnent à ce spectacle quelque chose de fantastique.

A dix heures 1/4 le 7e corps commence son mouvement : notre artillerie divisionnaire s'avance sur le pont; les chevaux hésitent; ils se cabrent sous l'éperon du conducteur. Ici c'est un caisson qui se renverse et qu'il faut précipiter dans la Meuse; là, c'est un cheval qui se prend la jambe entre deux madriers, tombe, cherche en

vain à se relever, et qu'on laisse aller au courant pour déblayer la voie. Cependant, on s'engage, on se pousse, on finit, après mille efforts, sous l'étreinte d'une angoisse indicible, par atteindre la rive opposée.

Tandis que la plus grande partie du 7e corps exécutait si péniblement son passage de la Meuse, le reste s'écoulait par la route de Remilly à Wadelincourt, et, dès le matin, le général Douay était assez heureux pour voir ses troupes atteindre les hauteurs de Floing et de Saint-Menges.

Dans la même nuit le 5e corps mis en lambeaux gagnait Sedan en traversant Bazeilles. C'était encore un spectacle déchirant. Le village est rempli de troupes; les rues sont encombrées de voitures et les équipages de l'Empereur disputent le pas aux caissons et aux batteries d'artillerie. Le tumulte et le désordre sont à leur comble : la nuit se passe au milieu d'un bruit et d'un trouble qui répandent la terreur. C'est la voix rauque des conducteurs excitant leurs chevaux brisés de fatigue et embarrassés par cent obstacles; c'est le fracas des voitures s'enchevêtrant les unes dans les autres et s'abîmant sur la route; ce sont les clameurs des soldats qui n'avancent qu'avec difficulté et demandent à en finir.

Ce lugubre défilé portait le désespoir dans l'âme des habitants de Bazeilles; ils faisaient bon accueil aux militaires qui se reposaient quelques instants dans les maisons. On s'encourageait de part et d'autre, tout en laissant deviner que l'espoir n'existait plus. Cependant, à force d'énergie et par de véritables prodiges, l'armée française était parvenue à s'établir sur la rive droite de la Meuse.

Le 31 août, au lever du soleil, dit le prince Bibesco, nos têtes de colonne apparaissaient sur les hauteurs de Sedan. C'était la dernière étape du douloureux Calvaire que l'armée de Châlons gravissait dequis le 23 août.

Cette journée du 31 août a laissé de cruels souvenirs dans le village de Bazeilles. Neuf heures sonnaient à l'horloge lorsque le canon se fit entendre du côté de Remilly. Von der Tann, à la tête du 1er corps bavarois, venait de prendre ses positions sur la rive gauche de la Meuse. Il ouvrait le feu sur les troupes de notre 12e corps, campées à l'Est de Bazeilles. Le général Lebrun, aussi intelligent que brave, fait entrer en ligne les mitrailleuses, et un terrible duel d'artillerie se livre au-dessus de la gare de Bazeilles et de la prairie si riante l'avant-veille. Pendant ce temps, Von der Tann poussait son infanterie sur le pont du chemin de fer, en face du village.

Les derniers pelotons du 5e corps venaient de quitter Bazeilles et nos lignes de défense n'étaient pas encore formées. Une centaine de Bavarois montent la grand'route jusqu'à l'embranchement du chemin de Givonne. Les Bavarois se retirent, et reparaissent plus nombreux. Après s'être approchés prudemment de Bazeilles, ils traversent le village sombres et silencieux. Leurs regards inquiets interrogent les fenêtres, les ruelles, les cours. Ils sont prêts à faire feu. Déjà cette petite troupe a dépassé les dernières maisons, lorsqu'on voit venir au pas de course des tirailleurs français. Les Bavarois se mettent à l'abri dans les fossés, les jardins, les maisons. Nos tirailleurs les fusillent, lorsque des renforts arrivent des deux côtés. Le combat devient très vif et une batterie d'artillerie placée sur le Liry couvre de projectiles le village de Bazeilles. Une trentaine de blessés réunis dans la maison Thomas-Friquet sont atteints par l'artillerie ennemie. M. Bellomet, qui était alors maire de Bazeilles, a fait ce récit : « Nous nous tenions dans la salle de la maison commune avec un blessé ; tout à coup une bombe éclate en plein dans la salle. Le pauvre malade, effrayé, se jette en bas de son lit ; nous nous empressons de le descendre à la cave.

« A ce moment venaient M. C*** et sa femme, croyant trouver auprès de nous un abri plus sûr contre les projectiles qui pleuvaient partout. Il était dix heures et demie environ. J'étais déjà entré dans la cave où mes compagnons m'avaient précédé, et je me tenais à la porte, pressant Mme C*** de descendre avec nous, lorsqu'arrive, traversant la grande porte d'entrée, une autre bombe qui va s'abattre dans la cuisine, et soulève un tourbillon de poussière. Instinctivement je me laisse rouler au bas des escaliers. Mais les bombes continuaient à tomber sur la mairie avec trop de précision pour que nous pussions nous croire en sûreté même au fond de la cave. Cependant nous voulions savoir ce qu'était devenue Mme C***. Nous remontons à la cuisine en resserrant les épaules; elle s'y tenait debout, pâle et sans mouvement. Le panier que cette dame portait à son bras avait été emporté par la bombe; Mme C*** ne se souvenait de rien; il fallut lui rappeler qu'elle venait d'échapper miraculeusement à la mort.

« Après avoir fait évacuer le blessé nous quittions la maison commune devenue un objectif pour les canons d'en face. La cave de la maison Vermon nous servit de refuge. C'est de là que le sieur D., qui observait ce qui se passait au dehors, nous tira pour nous faire voir avec quel entrain admirable nos soldats refoulaient l'infanterie bavaroise. »

Comme leur maire, les habitants de Bazeilles étaient descendus dans les caves. Au milieu de cette grêle de projectiles Von der Tann lançait avec rage ses soldats sur Bazeilles. Bientôt le village tomba au pouvoir de l'ennemi, et les rues, les jardins, les cours devinrent le théâtre d'horribles mêlées. Des troupes de la division du général Grandchamp et l'infanterie de marine du général Vassoigne chargèrent plusieurs fois. « C'était un spectacle admirable, a dit un témoin, de voir nos petits soldats

intrépides et fort inférieurs en nombre, courir comme des lions sur les ennemis, balayer des régiments et semer dans les rangs bavarois le désordre et la mort; partout où l'Allemand égaré ou fou de terreur se réfugie, il y est forcé : on se bat corps à corps, on se perce avec la baïonnette, on s'assomme avec la crosse, on se foule aux pieds.

Vers le soir, le combat se concentre dans le bas du village, la lutte est acharnée. Enfin les Bavarois sont repoussés et se retirent par la prairie, emportant leurs blessés et leurs morts.

La lutte n'avait duré que quelques heures et Bazeilles n'était plus reconnaissable. L'air pur y était remplacé par une odeur suffocante, on respirait l'âcre parfum du sang et de la poudre; les rues étaient jonchées de cadavres; sillonnés par les balles et les obus, les murs menaçaient ruine; les portes et les fenêtres brisées entouraient les maisons et l'incendie se déclarait.

Le soir venu, on transporta les Français blessés dans des ambulances improvisées. Après avoir rempli ce devoir, les soldats élevèrent des barricades à toutes les issues du village en prévision des attaques du lendemain.

Tandis que le 12e corps soutenait, le 31 août, ce combat de Bazeilles, le maréchal de Mac-Mahon disposait son armée sur les hauteurs autour de la place. Les Allemands exécutaient des marches combinées pour préparer leur mouvement tournant. On ne saurait trop le redire, l'attaque de Von der Tann sur Bazeilles avait pour but de détourner notre attention, de nous causer une vague inquiétude et de permettre aux corps ennemis de préparer le terrible lendemain. Pendant que les armées prussiennes exécutaient avec ordre et régularité un plan d'opérations savamment préparé et commençaient leur manœuvre enveloppante, notre armée continuait à aller comme au hasard. On ne trouve nulle part la trace d'un

plan d'ensemble pour la bataille qui va s'engager ; les généraux commandant les corps d'armée semblent avoir agi chacun suivant son inspiration ; aucune disposition n'est prise pour assurer la retraite ; on n'est pas informé des manœuvres et des projets de l'ennemi, qui, lui, sait tout ce que nous faisons. On ignore quel sera le successeur de Mac-Mahon s'il est tué ou blessé. Aussi, dans la même journée d'une importance immense, voit-on trois généraux en chef, dont le dernier, arrivé la veille, ne connaît ni l'armée, ni l'adversaire, ni le terrain.

Le Maréchal ayant été blessé d'un éclat d'obus vers sept heures du matin fut remplacé par le général Ducrot, sinon sur l'ordre de l'Empereur du moins en sa présence et par conséquent avec son consentement. Craignant avec raison d'être tourné par les Prussiens et de voir sa retraite coupée, Ducrot voulut, pendant qu'il en était encore temps, quitter ce champ de bataille si malheureusement choisi, battre en retraite par Illy et échapper ainsi à un désastre inévitable. La route de Sedan à Mézières était encore libre pendant la matinée ; ce qui le prouve c'est que beaucoup de voitures du train et des parcs, parties de Sedan vers sept heures arrivèrent sans encombre à Mézières. Le général Ducrot ordonna donc la retraite et deux divisions commencèrent le mouvement. Mais vers neuf heures le général de Wimpffen, qui avait remplacé le général de Failly à la tête du 5e corps, réclamait le commandement de l'armée parce qu'il rapportait de Paris une lettre de service signée par le ministre de la guerre et qui lui conférait ce commandement si Mac-Mahon était empêché. D'après les ordonnances militaires le commandement en chef revenait au plus ancien des divisionnaires, qui était le général de Wimpffen. Pourquoi ne le lui avoir pas donné ?

Pourquoi attendre qu'il ait montré sa lettre de service ?

Pourquoi n'avoir pas, au nom de l'Empereur, conservé

le commandement supérieur à Ducrot qui connaissait mieux la situation des choses ?

Malgré les instances du général Ducrot qui avait adopté le seul parti pouvant offrir quelques chances favorables, le général de Wimpffen arrêta le mouvement de retraite et reprit le projet de déboucher sur Montmédy.

Dans la matinée plusieurs régiments de différentes armes quittèrent le champ de bataille. Parmi les corps se trouvaient le 6e lanciers, colonel Tripard ; le 12e chasseurs, colonel de Turcé ; le 7e chasseurs, colonel Thornton ; le 11e chasseurs, colonel Dastugue ; le 3e hussards, colonel d'Espeuilles... ces deux derniers régiments formant brigade.

Les régiments qui avaient opéré leur retraite individuelle reçurent tout d'abord le nom de *perceurs*. Cependant ils n'avaient rien *percé*, ce qui n'empêcha pas tous les colonels d'être nommés généraux en septembre et octobre 1870, sauf deux qui, promus colonels en 1869 et 1870, attendirent leur nomination jusqu'en 1871. Pendant que les chefs de corps recevaient un avancement pour le moins singulier, leurs collègues qui, étant restés sur le champ de bataille, souffraient les tortures de la captivité, et ne pouvaient obtenir le moindre avancement.

Un écrivain militaire (1) a dit à ce propos : « Huit régiments de cavalerie appartenant à l'armée du maréchal de Mac-Mahon ont quitté le champ de bataille. On a exalté leur courage et on les a cités avec orgueil comme ayant brisé, au péril de leurs jours, le cercle de feu qui nous entourait. S'ils ont agi ainsi en vertu d'un ordre, c'est pour le mieux, et dans ce cas on a eu raison de les récompenser largement. Nous ne voulons pas, du reste, discuter ici ce fait dont les causes sont encore dans l'ombre. Ce soin doit revenir à une commission ; car il importe pour

(1) Campagne de 1870. *La Cavalerie française*, par le lieutenant-colonel Bonie, page 141.

l'avenir que cette question qui touche à tant de côtés militaires ne reste pas sans solution. En attendant le verdict, le plus sage est de se taire ; mais s'il est de bon goût de garder le silence sur ceux qui sont partis, il est de notre devoir de défendre ceux qui sont restés ; car puisqu'on a exalté les premiers, on a par cela même blessé l'amour-propre des autres. Ceux-ci n'ont pas *percé*, c'est incontestable, mais ils ont le droit d'être fiers de ne pas avoir quitté le champ de bataille, d'être restés soumis au devoir, attendant les ordres du général en chef, chargeant à fond quand il le leur demande, jouant jusqu'au dernier moment une partie désespérée, et se dévouant avec élan, sans souci de l'avenir. » Ceux qui se sont retirés n'ont pas *percé*. Repoussés, la veille de Bazeilles, par le général Lebrun, les Bavarois du 1er corps, soutenus du 2e corps, reprirent le 1er septembre, dès le matin, une vigoureuse offensive. L'armée du prince royal de Saxe s'ébranlait en même temps aux environs du Bois-Chevalier, repoussait les avant-postes du général Ducrot et se déployait parallèlement au ruisseau de la Givonne qui couvrait à l'Est le front de notre armée.

Pendant que le prince de Saxe s'efforce d'envelopper les nôtres à l'Est, le prince royal de Prusse établit solidement son 2e corps sur la position de Saint-Menges et le 5e, marchant derrière lui, vient se déployer sur le plateau de Fleigneux à côté du 2e. En même temps deux batteries du 2e Bavarois avec l'artillerie de réserve de ce corps, pénétraient dans la presqu'île d'Iges. Saint-Menges, Fleigneux et Floing, après une lutte désespérée, tombent au pouvoir de l'ennemi, tandis que les 1er et 2e corps bavarois, le 6e corps et les Saxons s'emparent de toute la ligne depuis Bazeilles jusqu'à Givonne.

Vainement le général de Wimpffen se décide vers midi a tenter un retour offensif dans la direction de Carignan ; les Bavarois, maîtres de Bazeilles dès onze heures, se sont

avancés jusqu'à l'entrée de Balan, et la lutte se dessine encore à l'avantage de l'ennemi. A chaque instant, le mouvement tournant des Allemands fait des progrès. Enfin, vers deux heures, la garde du prince de Saxe à l'Est et le 5e corps à l'Ouest, ayant complètement achevé leur manœuvre enveloppante, attaquent, chacun de son côté, le village d'Illy et l'enlèvent. Dès lors, les deux armées allemandes se donnent la main, et l'investissement de l'armée française est accompli. Elle est entourée d'une ceinture de feu qui bat ses lignes dans tous les sens et les accule dans un épouvantable désordre aux fortifications de la ville.

A partir de ce moment, l'issue de la journée n'est plus douteuse ; il y aura encore d'héroïques efforts, des prodiges de valeur, des traits admirables d'abnégation, mais ce mépris de la mort sera en pure perte.

Revenons à Bazeilles, le grand honneur de la bataille de Sedan, l'héroïque victime de la vengeance. Notre 12e corps avait combattu le 31 août. La lutte ne s'était terminée qu'avec le jour. Profitant de la nuit pour franchir le pont du chemin de fer et se masser en deçà du fleuve, les Bavarois recommencèrent le feu à quatre heures du matin. Un brouillard très épais dérobait à nos soldats la vue des ennemis, mais l'infanterie de marine prit sa course dans la direction d'où partaient les hurrahs ; d'ailleurs, la fusillade éclairait l'horizon.

Protégés d'abord par les barricades construites pendant la nuit, nos soldats déciment les Bavarois. Mais ceux-ci semblent sortir de terre, le pays en est bientôt couvert, on les voit se glisser dans les clos, dans les jardins, déborder dans les rues, entrer dans les maisons abandonnées, et faire un feu roulant sur nos troupes qui, elles, ne reçoivent pas de secours. Le tumulte est bientôt à son comble. On s'approche, on se tue à bout portant, les cadavres tombent sur les cadavres et le sang coule à

flots. Les gémissements des blessés, les cris des combattants, le crépitement de la fusillade, tout cela dominé par le roulement sourd du canon, fait de la mêlée un concert solennel et lugubre.

Les heures s'écoulent et les nôtres, moins nombreux, sont forcés de s'abriter dans les maisons d'où ils écrasent l'ennemi par une fusillade épouvantable. Habiles tireurs, les marins ne manquent pas une balle. Voici le récit d'un habitant de Bazeilles : « J'étais caché dans un coin de ma maison, les soldats français qui l'occupaient ne discontinuaient pas de tirer sur l'ennemi. Une bande de fantassins bavarois se précipitent dans le corridor ; les Français qui les ont vus arriver les attendent à la baïonnette : resserrés par l'espace et portés des deux côtés les uns sur les autres, ils peuvent à peine s'aborder ; la mort cependant frappe des coups aveugles : la maison retentit de hurlements affreux, ce sont les cris des mal heureux qui tombent traversés par les baïonnettes, le corridor s'encombre de cadavres, et de cette masse d'hommes le sang jaillit en ruisseau. »

Le combat n'était pas moins acharné aux environs de Bazeilles, les zouaves de la division Lacretelle faisaient vers Lamoncelle et le château de Montvilliers des prodiges de valeur.

Le 12e corps était superbe d'entrain. On sait que le général Ducrot, devinant le mouvement de l'ennemi qui voulait nous envelopper, avait pensé à une réunion de notre armée vers Illy. Fort de son commandement et convaincu qu'une concentration autour de Sedan nous conduisait fatalement à une catastrophe, Ducrot ordonna la retraite, malgré les succès du 12e. Après quelques représentations, le général Lebrun obéit et commença sa retraite. Le général de Wimpffen arriva, sa lettre de service en main, et donna l'ordre de ne plus battre en retraite. Il fallut donc reprendre aux Bavarois les positions

que nous venions de leur abandonner. Ducrot, commandant du 1er corps, dut se conformer aux ordres de Wimpffen et soutenir le 12e corps dans son retour offensif. Cette fois, le succès ne couronna pas nos efforts.

VII

Le commandant Lambert, de l'infanterie de marine, accomplit un admirable fait d'armes. Après que Bazeilles fut tombé au pouvoir des Bavarois, Lambert, suivi de quelques officiers et de plusieurs soldats, se retira dans la maison Bourgerie, à l'entrée de Bazeilles, au point le plus élevé de la route. Ils mirent la maison en état de défense, les fenêtres et les lucarnes furent garnies de matelas, de couvertures, d'oreillers. Les meilleurs tireurs se placèrent aux fenêtres, les autres leur passant les fusils chargés ou les cartouches, et le feu commença sur les Bavarois entrés dans Bazeilles.

La maison est bientôt entourée par un régiment, le 15e Bavarois ; il s'approche prudemment de la redoute où sont les derniers défenseurs de Bazeilles. Les Bavarois s'abritent derrière les arbres, les haies et les murs de clôture, tout en dirigeant sur la maison un feu épouvantable. Les matelas sont réduits en poussière et les balles sillonnent les chambres étroites, un obus éclate sur le toit et tue sept hommes. Le commandant Lambert refuse de se rendre. L'ennemi est bientôt assez près pour que les officiers utilisent leur revolver. Une foule de Bavarois morts ou blessés entourent la maison. Le feu des Français diminue peu à peu, car les munitions s'épuisent, on prend les cartouches des morts et des blessés, le dernier paquet est distribué aux plus habiles tireurs. C'est la fin. Pendant trois heures, ces quelques hommes ont résisté à un régiment. L'officier instructeur du tir réclame la

dernière cartouche, prend un bon fusil, épaule, et le coup part.

Le feu a cessé de notre côté. Le commandant Lambert, blessé à la jambe, rassemble le peu d'hommes qui lui restent et les fait descendre dans la cave. Les Bavarois enhardis par le silence s'approchent de la maison et tirent par les fenêtres du rez-de-chaussée et les soupiraux. Un grand bruit se fait entendre, c'est une batterie bavaroise qui arrive pour appuyer le régiment. La maison va s'écrouler en écrasant ses défenseurs. Alors le commandant dit à ses compagnons : Je vais essayer de sortir et de vous avoir la vie sauve. Si vous m'entendez tuer, vous ferez une sortie à la baïonnette et vous tâcherez de percer sur Sedan.

Puis, Lambert va ouvrir la porte et se présente sans armes à l'ennemi. Exaspérés de leurs pertes les Bavarois se précipitent sur lui avec des hurrahs féroces. C'en était fait du commandant sans la générosité d'un capitaine bavarois qui l'entoure de ses bras et le protège contre la colère de ses soldats. Le brave capitaine dit même au commandant Lambert de garder son épée.

Les survivants sortirent de la maison et furent faits prisonniers.

A deux heures de l'après-midi le calvaire d'Illy, clef de nos positions, était perdu sans retour. Le flot de la déroute roule vers les fossés de Sedan où vont s'engloutir les débris de notre pauvre armée ; il entraîne avec lui des fractions de tous les corps et de toutes les armes ; les obus arrivent des points opposés de l'horizon, et frappent les masses de face, de flanc et de revers. A notre droite une ambulance prend feu et s'écroule. Tout autour de nous les caissons d'artillerie sautent et augmentent par leur explosion le nombre des victimes ; dans tous les sens, notre armée était repoussée vers la place dans le plus grand désordre, et présentait aux innom-

brables bouches à feu de l'ennemi une facilité de carnage qui devenait un horrible massacre, une véritable boucherie.

Dans ce sombre tableau de Sedan deux points lumineux consolent le regard : Bazeilles et la grande charge de cavalerie conduite par le colonel du 1er hussards, prince de Baufremont. Les régiments qui ont pris part à la charge légendaire sont le 1er hussards et le 6e chasseurs, brigade Tillard, les 1er, 3e et 4e chasseurs d'Afrique, brigade Margueritte.

A huit heures du matin la division de cavalerie commandée par le général Margueritte s'était engagée par le calvaire d'Illy dans le bois de la Garenne. La brigade Tillard suivait en colonne les chasseurs d'Afrique entrés les premiers. Le général Tillard qui marchait en tête fut atteint par un éclat d'obus qui le renversa. Le colonel du 1er hussards qui suivait mit aussitôt pied à terre et souleva le corps du général qui n'était plus qu'un cadavre d'où s'échappait un large flot de sang. L'obus avait traversé la poitrine de part en part. Le capitaine d'état-major aide-de-camp du général Tillard avait été tué par le même projectile et son corps reposait auprès de celui de son général.

Le colonel du 1er hussards, que le sentiment du devoir avait arrêté quelques instants, vint promptement reprendre sa place.

A la sortie du bois, les régiments firent une halte pendant laquelle le général Margueritte réunit autour de lui les chefs de corps des 1er et 2e chasseurs d'Afrique, 1er hussards et 6e chasseurs. Le colonel du 4e chasseurs d'Afrique était détaché avec la plus grande partie de ses escadrons sur un autre point du champ de bataille.

Le général Margueritte qui venait d'apprendre la mort du général Tillard s'adressa, devant tous, au colonel de Baufremont et lui ordonna de prendre le commandement

de sa brigade comme le plus ancien des colonels. La colonne se mit en marche sans autre observation du général Margueritte.

Celui-ci se porta en avant seul avec son aide-de-camp Reverony. Une lettre écrite par ce brillant et solide officier à Mme Margueritte donne de précieux détails : « Vers deux heures le général Margueritte fit arrêter la division derrière un mamelon au Sud du village de Floing; il continua à s'avancer de sa personne dans la direction de l'ennemi, pour choisir un terrain favorable à une charge. Je me trouvais seul à côté de lui, le général n'ayant pas voulu se faire accompagner par son escorte afin de ne pas l'exposer inutilement aux projectiles de l'ennemi. En arrivant sur la crête d'un léger mouvement de terrain, nous fûmes assaillis par une grêle de balles, et nous vîmes les Prussiens s'avançant rapidement et en groupes serrés sur la pente au sommet de laquelle nous nous trouvions. Le général arrêta son cheval et le fit tourner à droite, offrant par conséquent le côté gauche à l'ennemi. Je me trouvais à sa gauche et tout près de lui, lorsque tout d'un coup je le vis tomber violemment la face contre terre. Je sautai à bas de mon cheval et pris le général dans mes bras. Je vis qu'il avait la figure pleine de sang; il ne pouvait plus parler, mais il ne perdit pas connaissance. Je le mis d'abord à genoux, puis il put se mettre debout, je le pris par le bras droit et saisis de la main droite les rênes de nos deux chevaux qui n'avaient pas bougé et nous nous mîmes à marcher péniblement de la sorte, assaillis par une grêle de balles tirées de très près; car les Prussiens avançaient rapidement derrière nous et tiraient sur nous comme sur une cible. Je ne puis m'expliquer comment aucune balle ne nous toucha. Au moment où le général venait de se mettre debout, Jean était arrivé et l'avait pris par le bras gauche.

« Tout cela se passa en moins de temps qu'il n'en faut pour le raconter. Craignant que la marche ne fatiguât et n'affaiblît encore le général, je lui demandai s'il ne pourrait pas monter à cheval, il me fit signe que oui. Alors nous le mîmes sur un cheval que Jean lui présenta et je montai son cheval. Le général put à peine marcher au pas, soutenu par nous ; nous étions toujours placés sous le feu de l'ennemi. Nous arrivâmes à hauteur de la division qui était arrêtée. Je n'oublierai jamais le spectacle dont je fus alors témoin. Dès que l'on eut reconnu le général, la consternation se peignit sur tous les visages, chacun sentant ce qu'il perdait en perdant son chef bien aimé ; tous les fronts s'inclinèrent, les sabres se baissèrent respectueusement et un seul cri s'échappa de toutes les poitrines : Vive le général ! vengeons-le ! »

L'aide-de-camp du général Margueritte poursuit son récit, et raconte qu'il conduisit le blessé à Sedan, où l'Empereur, logé à la sous-préfecture, fit donner une chambre à Margueritte. La balle avait pénétré par la joue gauche et était ressortie par la joue droite. Cette balle, après avoir atteint le palais et déraciné quelques grosses dents, avait coupé une partie de la langue.

L'Empereur vint voir le général, lui serra la main et lui dit son chagrin de le voir blessé, et son espoir que sa blessure serait sans gravité. Le général écrivit au crayon sur une feuille de papier : Sire, je vous remercie. Moi, ce n'est rien : mais que va devenir l'armée, que va devenir la France ? — L'Empereur leva les yeux au ciel et s'éloigna.

Le 2 septembre, à six heures 1/2 du matin, Napoléon III se constitua prisonnier.

VIII

Le 6 septembre, le général Margueritte mourut en

Belgique chez la duchesse d'Ossuna, au château de Beauraing.

L'aide-de-camp Reverony, qui entre dans les moindres détails, ne dit pas que Margueritte blessé, et ne pouvant parler, ait remis à un autre le commandement de la division de cavalerie. Il ne le pouvait pas ; comme il n'y avait plus de généraux, le commandement revenait de droit au plus ancien colonel qui était de Baufremont.

Ce fut lui qui conduisit la charge. Quelques amis trop empressés, connaissant la bravoure du colonel de Gallifet, ont fait honneur de ce fait d'armes au brillant colonel des chasseurs d'Afrique, et la légende s'est répandue. Elle s'est répétée, si bien que de sérieux historiens n'ont pas craint d'écrire que le colonel de Gallifet avait commandé la charge. Le prince de Baufremont, justement blessé de se voir ravir un honneur héroïquement mérité, a publié cette lettre :

« C'est moi qui ai commandé la charge. D'après l'annuaire officiel, le marquis de Gallifet a été nommé général de brigade le 30 août, c'est-à-dire deux jours avant la bataille de Sedan.

« Cela prouve-t-il que M. de Gallifet ait exercé les fonctions de général au moment de la charge ? Deux choses auraient été nécessaires pour cela : une lettre de service et la mise à l'ordre de la brigade ou de la division.

« J'en appelle au témoignage des officiers des régiments qui ont pris part à la charge du 1er hussards et 6e chasseurs, brigade Tillard, 1er, 3e, 4e chasseurs d'Afrique, brigade Margueritte.

« Dès le matin le général Tillard avait été tué par un éclat d'obus, et j'avais comme le plus ancien colonel pris le commandement de la brigade.

« Quelques instants avant la charge, le général Margueritte était blessé mortellement. La division se trouvait

sans généraux et passait de fait sous mes ordres.

« C'est moi qui reçus du général Ducrot l'ordre de charger, c'est moi qui, à ma place de bataille, en tête de toute la division, entraînai les régiments contre les bataillons prussiens.

« Que M. de Gallifet ait été ou non général le jour de Sedan, il ne commandait pas..... »

Un galant homme tel que le colonel du 1er hussards ne pouvait laisser attribuer à un autre la gloire qui lui appartenait.

Les témoignages unanimes des officiers de la division reconnaissent au colonel de Baufremont le droit de dire hautement : Cette charge, c'est moi qui l'ai commandée.

Beaucoup d'écrivains ont redit cette charge si glorieuse en parlant des *généraux* en tête. Les généraux étaient hors de combat. Il ne restait que les colonels, chacun en avant de ses escadrons. Ainsi conduite, la charge est encore plus belle, plus glorieuse, plus digne d'admiration. A-t-on vu souvent une division de cavalerie composée de cinq régiments charger à fond, sans général pour l'entraîner, la guider, la dominer ? Ces cinq régiments courant tous ensemble à la mort, le colonel du 1er hussards n'a pas besoin qu'un chef l'encourage, il est, comme ses compagnons d'armes, enflammé par la pensée de sauver l'infanterie, de se sacrifier pour elle.

Cette charge a un caractère sublime, précisément parce qu'il n'y avait pas de général. C'est pour cela que le cri du roi Guillaume s'adresse à tous les cavaliers : *Oh ! les braves gens !*

Pendant que le roi de Prusse prononce ces paroles mémorables, le colonel Cliquet, du 1er chasseurs d'Afrique, les lieutenants-colonels de Gantès, du 1er hussards, de Liniers, du 3e chasseurs d'Afrique, étaient tués, le lieutenant-colonel Ramond du 1er chasseurs d'Afrique, blessé grève-

ment. Le 1er hussards comptait à lui seul 8 officiers tués et 14 blessés, le colonel de Baufremont avait deux chevaux tués sous lui. Avant d'écrire ces lignes et de rectifier une erreur fort grave, nous avons eu l'honneur de nous mettre en rapport avec dix, vingt, trente officiers ou sous-officiers des régiments qui ont chargé. Nous écrivons sous leur dictée. La charge s'est faite, non sur un commandement, mais à la sonnerie de trompettes placés derrière le colonel de Baufremont, et qui sonnaient d'après son ordre, donné à haute voix.

De nouveaux détails ne seront pas inutiles : lorsque le colonel du 1er hussards reçut du général Ducrot l'ordre de se porter en avant pour charger l'infanterie prussienne, il occupait avec sa brigade la gauche de la division Margueritte formée en colonne avec distance et arrêtée.

Il arrivait à peine avec le 1er hussards sur le sommet de la petite ondulation de terrain derrière laquelle était à peu près masquée la division qu'une grêle de projectiles s'abattit sur sa troupe. Les officiers placés en tête du 1er hussards aperçurent dans le lointain, à environ 2.000 mètres au bas de la pente dont ils occupaient le sommet, une troupe ennemie qui semblait formée en bataille et prête à recevoir la charge... Cette troupe adossée à la Meuse, se trouvait soutenue sur l'autre rive par une formidable artillerie. On doit supposer que ce détail ne fut connu que plus tard. Il y aurait eu folie à faire exécuter une charge sous le feu de cette artillerie protégée par une rivière.

Le colonel de Baufremont venait à peine d'indiquer à son lieutenant-colonel M. de Gantès les dispositions à prendre pour la charge, que ce dernier eut une jambe emportée et tomba mortellement blessé. Gantès fut remplacé par le commandant Brissaut qui reçut l'ordre de se placer en tête du 2e escadron et de charger en échelons vers la gauche avec cet escadron suivi de tous les autres.

Les dispositions prises, le colonel de Baufremont fit sonner la charge. Il était devant le front de son premier escadron.

Il y eut à ce moment un carnage indescriptible. Soixante bouches à feu vomissaient la mort de la rive opposée de la Meuse. Placée sur une hauteur, à l'abri des attaques, cette artillerie foudroyait sans relâche nos intrépides escadrons. Baufremont, dont le cheval avait été tué, roula sur la terre, se releva, sauta sur le cheval d'un cavalier renversé et rejoignit ses hussards. La division allait toujours, mutilée, sanglante, au milieu des cadavres. Rien ne semblait devoir arrêter sa course vertigineuse; les chevaux arabes bondissaient comme des cerfs, effleurant à peine le sol de leurs sabots délicats. A chaque décharge des Allemands les morts couvraient la terre.

Le bruit strident des trompettes qui sonnaient la charge, les roulements sourds du canon, les feux de l'infanterie qui brillaient comme des éclairs, les rumeurs confuses du champ de bataille, les hennissements plaintifs des chevaux blessés, tout donnait à ce spectacle un caractère épouvantable.

La tête du 1er hussards était encore à 200 mètres de l'ennemi lorsque le colonel de Baufremont eut un second cheval tué sous lui. Il cherchait à se relever lorsqu'il vit passer, comme une vision, un hussard dont les deux bras étaient enlevés et qui agitait les lambeaux suspendus à ses épaules; le corps se balançait sur la selle, et un voile de sang enveloppait cet homme.

Le colonel de Baufremont ne se releva cette fois que pour voir la division dispersée. Tout était confondu, et l'artillerie ennemie tirait toujours. Des escadrons entiers étaient morts. Les feux de l'artillerie et de la mousqueterie ennemies étaient tellement affreux, qu'on crut un instant que pas un cavalier ne reviendrait vivant.

L'infanterie prussienne ne put être entamée. Si quelques officiers ou soldats purent arriver jusqu'à elle, ils furent tous tués, ou prisonniers couverts de blessures.

Cette charge, dernier éclair de notre armée, fut inutile. On a dit qu'elle était entreprise pour permettre à l'infanterie d'opérer sa retraite sous les murs de Sedan.

Des sacrifices humains aussi douloureux ne sauraient être considérés comme des opérations tactiques. En guerre, comme en tout, il faut savoir calculer le prix des sacrifices. Chacun des régiments perdit quatre escadrons sur les cinq qui s'étaient élancés.

Un capitaine du 6e chasseurs qui avait survécu à la charge nous faisait ainsi le récit de la journée : Ce qui restait des régiments se réunit et l'on se dirigea sur Sedan. Ce n'était plus une bataille, ni même une retraite, mais la déroute avec son égoïsme, sa faiblesse, ses laideurs et ses récriminations, sans compter le reste. Les soldats se précipitaient en foule aux portes de la ville, cherchant à y pénétrer. On s'écrasait dans la foule, des officiers de tous grades, capitaines ou colonels, et même des généraux s'étouffaient dans cette cohue. Derrière les masses roulaient des canons, des caissons, des voitures dont les puissants chevaux se frayaient un passage à travers la foule des fuyards, les renversant sous les roues.

Pour ajouter à l'horreur de cette scène les batteries prussiennes s'avançaient de plus en plus et les obus éclataient au milieu de cette masse d'hommes. Jamais scène plus horrible ne frappa l'œil de l'homme ! Notre malheureuse armée était là comme frappée par des marteaux gigantesques sur une vaste enclume, couverte de sang et de lambeaux de chair ; ce n'était plus la guerre, mais une horrible boucherie, une cruauté inutile, une stupide vengeance qui pèsera éternellement sur la mémoire du peuple prussien.

Il y eut un moment où le général de Wimpffen passa comme un éclair, criant que Bazaine prenait les Prussiens à dos. Cela se disait depuis le matin. On le répéta et il y eut une lueur d'espérance.

Les maisons du faubourg étaient déjà pleines de Prussiens qui de chaque fenêtre tiraient sur les Français. L'église fortement occupée, les lourdes portes fermées permettaient aux Allemands de faire un feu terrible. Un général envoie chercher du canon et les portes volent en éclats. 200 Prussiens sont pris. Ce fut le dernier incident de la lutte.

Un drapeau blanc flotta sur la citadelle et la canonnade cessa vers cinq heures et demie. La nuit survint, la foule diminua et avec quelque effort il devint possible de pénétrer dans la ville et d'y circuler. Le spectacle qu'elle offrait était horrible. Partout des cadavres de soldats et de bourgeois mêlés à des fragments d'obus. Au milieu de ce chaos des hommes couverts de lambeaux d'uniformes dépeçaient des chevaux morts pour les présenter à la flamme et les dévorer, car les malheureux mouraient de faim.

Des armes brisées, souillées de sang et de boue, fusils, pistolets, lances, casques, mitrailleuses jonchaient le sol. A l'endroit où la ville est traversée par la Meuse des monceaux de corps et d'armures barraient le cours de l'eau qui, sanglante, débordait sur les rives.

Les rues, les cours, les maisons étaient noires de poudre, des lambeaux d'étoffe pendaient aux croisées, une épaisse fumée, moitié poudre, moitié poussière, obscurcissait l'air. Une sorte d'ivresse rendait la marche incertaine, tandis qu'une clameur immense déchirait l'espace ; la mort était partout et l'on eût dit la fin du monde.

O roi Guillaume de Prusse ! aviez vous donc oublié que votre Dieu est celui des chrétiens, le Dieu que nous ado-

rons ensemble ; Dieu qui jugera les malheureux égorgés par vos ordres, mais qui vous jugera aussi ?

Lorsque viendra le jour de la justice divine, vous reposerez dans la tombe, et votre couronne sera au front de l'un de vos successeurs... Malheur à lui, malheur à son peuple ! Le soldat de France apparaîtra l'épée à la main, et demandera compte à la Prusse de ses infamies et de ses crimes !

Le général Ducrot se rendit auprès de l'Empereur à la sous-préfecture.

Sa Majesté avait fait arborer le drapeau parlementaire.

Napoléon III n'avait plus cette physionomie froide, impassible, qui était l'un des secrets de sa domination. Les cruelles épreuves qu'il subissait depuis longtemps et les émotions déchirantes de la journée imprimaient sur sa figure tous les signes du désespoir.

Dès que l'Empereur vit le général Ducrot, il lui adressa la parole pour lui exprimer ses regrets de la nomination du général de Wimpffen au commandement en chef. Lorsqu'il avait connu cette nomination pendant la bataille, l'Empereur ne s'y était pas opposé parce qu'il avait pris la résolution de ne contrecarrer en rien les décisions venant de Paris. « Cependant, ajouta Sa Majesté, il n'y avait que votre mouvement de retraite qui pût nous sauver. » Puis, s'étendant sur les faits antérieurs à la guerre, l'Empereur ajouta : « Vos pressentiments sur les intentions de la Prusse, ce que vous m'avez dit de ses forces militaires et du peu de moyens que nous aurions à leur opposer, tout cela n'était que trop vrai. J'aurais dû tenir plus de compte de vos avertissements et de vos conseils. »

Napoléon III se souvenait alors que le général Ducrot, commandant de la 6e division militaire à Strasbourg, avait étudié dans les moindres détails les ressources de la Prusse, en cas de guerre contre la France. Ducrot avait

rédigé des mémoires, écrit des lettres, entretenu l'Empereur et les ministres ; il avait prié, supplié, mais rien ne pouvait vaincre l'aveuglement d'hommes bien plus disposés à plaire au maître qu'à sauver leur pays. Pour eux, Ducrot et tous les caractères indépendants méconnaissaient l'invincible puissance de l'armée française, ils propageaient les alarmes ; en deux mots, ils étaient jaloux et ambitieux. Entouré de flatteurs, Napoléon III entendait répéter sans cesse qu'il avait vaincu la Russie à Sébastopol, et l'Autriche en Italie. On allait même parmi les serviles jusqu'à parler d'un nouveau système de guerre supérieur à celui de Napoléon Ier. La Prusse entendait tout, voyait tout, et silencieuse faisait ses préparatifs de départ. Chacun se défend aujourd'hui d'avoir déclaré que la France était prête ; chacun se loue de ses efforts pour éclairer le chef de l'Etat. La vérité n'arrivait pas à l'Empereur, le pays était indignement trompé ; pour le prouver nous mettrons sous les yeux du lecteur les déclarations officielles des ministres de la guerre.

« Aucun des conseils du général Ducrot n'avait été écouté. Plusieurs personnages de la cour et du ministère de la guerre s'étaient même fait de la vigilance du commandant de la 6e division militaire une arme contre lui, en disant qu'il excitait la susceptibilité d'une puissance désireuse de la paix, et jetait l'inquiétude dans les populations rhénanes (1). »

Les plaisantins répétaient que le général Ducrot pendant ses repas voyait des Prussiens dans son assiette. Le mot passait même pour spirituel et l'on en riait en haut lieu.

Après les quelques paroles adressées par l'Empereur au général Ducrot, le silence se fit dans la chambre où Sa Majesté était assise. Ce silence vraiment sinistre rendait plus saisissant encore le bruit du dehors. L'air

(1) *La Journée de Sedan*, général Ducrot.

était un feu; les obus tombant sur les toits entraînaient des pans de maçonnerie, qui s'abattaient avec fracas sur le pavé des rues; l'éclatement des projectiles se mêlait au grondement de 600 bouches à feu, épouvantable canonnade qui fut entendue jusque devant Metz par le prince Frédéric-Charles.

« Je ne comprends pas, dit l'Empereur au général Ducrot, que l'ennemi continue le feu; j'ai fait arborer le drapeau parlementaire. J'espère obtenir une entrevue avec le roi de Prusse; peut-être aurai-je des conditions avantageuses pour l'armée. »

— « Je ne compte pas beaucoup, répondit le général, sur la générosité de nos adversaires; à la nuit, nous pourrions tenter une sortie. »

« Sa Majesté fit observer qu'il existait un tel désordre, un tel encombrement dans la ville, et que les troupes étaient si démoralisées, qu'il n'y avait pas le moindre espoir de réussir. « Une tentative de cette sorte, ajouta-« t-elle, n'aboutirait qu'à une nouvelle effusion de sang. »

Après avoir fait ce récit, le général Ducrot ajoute : « L'Empereur et quelques officiers de sa suite auraient peut-être pu s'échapper grâce à la nuit, mais il ne fallait plus songer à sauver l'armée; enveloppée, cernée, elle était irrévocablement prise.

« L'histoire se prononcera et dira si, contrairement aux lois militaires, Napoléon III devait, par une fuite qu'on eût très certainement crue favorisée, séparer son sort de celui de l'armée, ou s'il devait, après avoir partagé ses dangers, partager son malheur. »

IX

Non, l'Empereur ne pouvait abandonner son armée captive. Il avait le droit de penser que, lui vaincu, la guerre allait cesser. Le roi de Prusse n'avait-il pas déclaré

solennellement qu'il faisait la guerre à l'Empereur et non pas à la France? Les soldats allemands le croyaient et ne cessaient de le répéter.

Quoique le drapeau parlementaire eût été arboré, la canonnade redoublait et les incendies se déclaraient dans la ville. Des femmes, des enfants étaient foudroyés, des soldats et deux généraux tombaient morts dans les fossés. La sous-préfecture où était l'Empereur n'était pas épargnée. Les obus éclataient dans le jardin et dans la cour.

« Mais, dit l'Empereur, il faut absolument faire cesser le feu. Ecrivez là, dit-il en se tournant vers le général Ducrot, et lui indiquant la table près de laquelle il était assis. Napoléon III dicta : Le drapeau parlementaire ayant été arboré, les pourparlers vont être ouverts avec l'ennemi : le feu doit cesser sur toute la ligne. — Puis, comme le général regardait l'Empereur, celui-ci lui dit : Maintenant, signez. — Oh ! non Sire, je ne peux pas signer. A quel titre signerais-je? Je commande le 1er corps. C'est le général Wimpffen qui est général en chef. — Vous avez raison ; mais je ne sais pas où est le général Wimpffen ; il faut que quelqu'un signe. — Faites signer par son chef d'état-major, ou par le plus ancien général de division qui est le général Douay. — Oui, répondit l'Empereur, faites signer par le chef d'état-major. »

Le général Ducrot sortit et communiqua les ordres de l'Empereur au colonel Robert. Celui-ci chercha le général Faure, et l'ayant trouvé dans la citadelle, lui fit part du désir de Sa Majesté : — Je viens de faire abattre le drapeau blanc, dit cet officier, ce n'est pas pour signer un ordre pareil.

Le colonel Robert rentra dans la place avec le général Faure, et vint rendre compte au général Ducrot. Pendant qu'il lui parlait le général Lebrun sortit de chez l'Empereur, et fit connaître qu'il se rendait auprès du général Wimpffen, pour lui remettre une dépêche dictée par

l'Empereur dans le but d'obtenir la cessation immédiate du feu et un armistice.

Suivant les instructions de Sa Majesté, le général en chef de l'armée française devait signer cette dépêche et la faire porter au chef de l'armée allemande par le général Gresley, chef d'état-major du 12e corps. En effet, cette dépêche fut remise au général de Wimpffen près du village de Balan. Dès qu'il en eut pris connaissance Wimpffen s'écria : « Non, non, je ne veux pas cesser le combat. » Ce fut alors que les généraux Wimpffen et Lebrun firent une dernière démonstration dans la direction de Carignan.

Dans sa lettre du 20 octobre 1870, le général Lebrun parle ainsi de cette démonstration : « Nous n'avions pas franchi un espace de 200 mètres, nous n'étions pas arrivés à la sortie du village (dans la direction de Carignan) que, jetant un regard en arrière et constatant que nous n'étions pas suivis, le général en chef tournait bride, me déclarant qu'il n'y avait pas à insister plus longtemps, et me prescrivant de faire opérer la retraite sur Sedan. »

Vers six heures, l'Empereur fit mander le général Ducrot pour lui dire que le général de Wimpffen ayant donné sa démission, il eût à prendre le commandement.

Ducrot déclara à Sa Majesté qu'au point où en étaient les choses, il ne pouvait l'accepter. Le général de Wimpffen ayant, le matin, revendiqué l'honneur de diriger les opérations, il n'avait pas le droit de se récuser maintenant qu'elles avaient mal abouti. Du reste, le général Douay étant le plus ancien divisionnaire, c'était à lui que revenait le nouveau commandement.

Le général Douay allait accepter quand, sur les observations de son ami le général Lebrun, il se récusa également et déclara que le général de Wimpffen devait commander jusqu'à la fin.

L'Empereur envoya chercher le général de Wimpffen.

Il était environ huit heures quand ce dernier arriva.

Le général Ducrot était assis dans un coin, caché par plusieurs personnes de l'entourage.

Le général de Wimpffen entra avec éclat, levant les bras au ciel et marchant à grands pas : « Sire, s'écria-t-il, j'ai perdu la bataille; si j'ai été vaincu, c'est que mes ordres n'ont pas été exécutés, c'est que vos généraux ont refusé de m'obéir. »

A ces mots, le général Ducrot se lève comme mu par un ressort, et d'un bond se place face au général de Wimpffen : « Que dites-vous, s'écrie-t-il, et qui a refusé de vous obéir? A qui faites-vous allusion? Serait-ce à moi? Hélas! vos ordres n'ont été que trop bien exécutés. Si nous avons subi un affreux désastre, plus affreux que tout ce qu'on a pu rêver, c'est à votre folle présomption que nous le devons. Seul vous en êtes responsable, car si vous n'aviez pas arrêté le mouvement de retraite en dépit de mes instances, nous serions maintenant en sûreté à Mézières, ou du moins hors des atteintes de l'ennemi ! »

Un peu surpris et décontenancé par cette brusque apostrophe du général qu'il ne savait pas là, de Wimpffen dit : « Eh bien! puisque je suis incapable, raison de plus pour que je ne conserve pas le commandement. »

— Ducrot : Vous avez revendiqué le commandement ce matin quand vous pensiez qu'il y avait honneur et profit à l'exercer ; je ne vous l'ai pas contesté.... alors qu'il était peut-être contestable. Mais à l'heure qu'il est, vous ne pouvez plus le refuser. Vous seul devez endosser la honte de la capitulation !

Le général Ducrot était très exalté. L'Empereur et les personnes de son entourage s'interposèrent pour le calmer. L'incident terminé, le commandant du 1er corps se retira, et le général de Wimpffen ayant reçu les ins-

tructions de Sa Majesté se rendit au quartier-général allemand.

Ce qui précède est le récit du général Ducrot. Voici maintenant une note du capitaine d'Orcet, du 4e régiment de cuirassiers, témoin de l'entrevue. Cette note a été écrite à Stettin pendant la captivité :

« Nous fûmes introduits dans un salon au rez-de-chaussée, où nous attendîmes au moins dix minutes l'homme qui devait nous intimer la volonté du roi Guillaume.

« Le général de Moltke fit son entrée accompagné de M. le comte de Bismarck, du général de Blümenthal et de quelques officiers. Après un salut assez sommaire, il demanda au général de Wimpffen s'il avait des pouvoirs et, sur sa réponse affirmative, il demanda à les vérifier, ce qui fut fait. Le général de Wimpffen présenta ensuite le général de Castelnau et le général Faure. Le général de Moltke ayant alors demandé quel était le caractère de ces deux généraux, le général Faure répondit qu'il était venu comme chef d'état-major du maréchal de Mac-Mahon pour accompagner le général de Wimpffen, mais sans aucun caractère officiel. Le général Castelnau (aide-de-camp de l'Empereur) dit qu'il venait apporter une communication verbale et officieuse de la part de Sa Majesté, mais que cette communication n'aurait son utilité qu'à la fin de la conférence, à laquelle d'ailleurs il n'avait point qualité pour prendre autrement part. Le général de Moltke nomma alors au général de Wimpffen, en les désignant de la main, M. le comte de Bismarck et le général de Blümenthal. Alors on s'assit.

« Nous étions placés de la manière suivante : au centre de la pièce, une table carrée avec un tapis rouge ; à l'un des côtés de cette table, le général de Moltke ayant à sa gauche M. de Bismarck et à sa droite le général de Blümenthal. Du côté opposé de la table était le général de Wimpffen seul en avant ; derrière lui, presque dans

l'ombre, les généraux Castelnau et Faure, ainsi que les autres officiers français ; il y avait, en outre, dans le salon sept à huit officiers prussiens, dont l'un, sur un signe du général de Blümenthal, vint se placer près de la cheminée sur laquelle il s'appuya pour écrire tout ce qui se disait.

« Après que l'on se fut assis, il régna un instant de silence. On sentait que le général de Wimpffen était embarrassé pour engager l'entretien, mais le général de Moltke restant impassible, il se décida à commencer.

« Je désirerais, dit-il, connaître les conditions de capitulation que Sa Majesté le roi de Prusse est dans l'intention de nous accorder.

— Elles sont bien simples, répondit le général de Moltke : l'armée tout entière est prisonnière, avec armes et bagages : on laissera aux officiers leurs armes comme un témoignage d'estime pour leur courage, mais ils seront prisonniers de guerre comme la troupe.

— Ces conditions sont bien dures, général, répliqua le général Wimpffen, et il me semble que, par son courage, l'armée française mérite mieux que cela. Est-ce qu'elle ne pourrait pas obtenir une capitulation dans les conditions suivantes : On vous remettrait la place et son artillerie. Vous laisseriez l'armée se retirer avec ses armes, ses bagages et ses drapeaux, à la condition de ne plus servir contre la Prusse pendant cette guerre ; l'Empereur et les généraux s'engageraient personnellement et par écrit aux mêmes conditions, puis cette armée serait conduite dans une partie de la France désignée par la Prusse dans la capitulation, ou en Algérie pour y rester jusqu'à la conclusion de la paix.

« Le général de Wimpffen ajouta quelques développements dans le même sens, paraissant regarder la paix comme prochaine. Mais le général de Moltke demeura impitoyable et se contenta de répondre qu'il ne pouvait

rien changer aux conditions. Le général de Wimpffen fi de nouvelles instances ; il en appela d'abord aux sympathies que sa position personnelle pouvait inspirer au général de Moltke : « J'arrive, disait-il, depuis deux jours d'Afrique, du fond du désert; j'avais jusqu'ici une réputation militaire irréprochable et voilà qu'on me donne un commandement au milieu du combat et je me trouve fatalement obligé d'attacher mon nom à une capitulation désastreuse dont je suis ainsi forcé d'endosser toute la responsabilité, sans avoir préparé moi-même la bataille, dont cette capitulation est la suite. Vous qui êtes officier-général comme moi, vous devriez comprendre toute l'amertume de ma situation mieux que personne ; il vous est possible d'adoucir pour moi cette amertume en m'accordant de plus honorables conditions ; pourquoi ne le feriez-vous pas? Je sais bien, ajouta-t-il, que la plus grande cause de notre complet désastre a été la chute, dès le début de la journée, du vaillant maréchal qui commandait avant moi; il n'aurait peut-être pas été vainqueur, mais il aurait pu du moins opérer une retraite heureuse... Quant à moi, si j'avais commandé dès la veille, je ne veux pas dire que j'aurais mieux fait que le maréchal de Mac-Mahon et gagné la bataille, mais j'aurais préparé une retraite, ou du moins, connaissant mieux mes troupes, j'aurais réussi à les réunir dans un suprême effort pour faire une trouée. Au lieu de cela, on m'impose le commandement au milieu même de la bataille sans que je connaisse ni la situation, ni les positions de mes troupes : malgré tout, je serais peut-être parvenu à faire une percée ou battre en retraite sans un incident personnel qu'il est du reste inutile de relater.

« Le général de Wimpffen veut sans doute faire allusion à la confusion d'ordres qui est résultée de ce que le matin le maréchal de Mac-Mahon avait remis le commandement au général Ducrot. Jusqu'à dix heures du matin les ordres

étaient donnés par Ducrot. Tout à coup le général de Wimpffen *réclama* le commandement en chef, en vertu de la lettre du ministre de la guerre.

« Ce plaidoyer personnel du général de Wimpffen se prolongeait plus que de raison, et ne touchait nullement le général de Moltke qui connaissait la conduite de chacun. Enfin, blessé de l'attitude impassible de M. de Moltke, le général de Wimpffen donna à son discours une allure plus vive : « D'ailleurs, dit-il, si vous ne « pouvez m'accorder de meilleures conditions, je ne puis « accepter celles que vous voulez m'imposer. Je ferai « appel à mon armée, à son honneur, et je parviendrai à « faire une percée, ou je me défendrai dans Sedan. »

« Il faut constater, ajoute ici le témoin, que le général de Wimpffen n'avait pas l'air très convaincu lui-même de ce qu'il disait. »

Le général de Moltke l'interrompit pour dire : « J'ai bien une grande estime pour vous, j'apprécie votre situation et je regrette de ne pouvoir rien faire de ce que vous demandez ; mais quant à tenter une sortie, cela vous est aussi impossible que de vous défendre dans Sedan. Certes vous avez des troupes qui sont réellement excellentes : vos infanteries d'élite (il voulait sans doute parler des zouaves, chasseurs à pied, turcos et infanterie de marine) sont remarquables, votre cavalerie est audacieuse et intrépide, votre artillerie est admirable et nous a fait grand mal, trop de mal ; mais une grande partie de votre infanterie est démoralisée, nous avons fait aujourd'hui plus de 20.000 prisonniers non blessés... Il ne vous reste actuellement pas plus de 80.000 hommes. Ce n'est pas dans de telles conditions que vous pourrez percer nos lignes, car sachez que j'ai autour de vous actuellement encore 240.000 hommes et 500 bouches à feu, dont 300 sont déjà en position pour tirer sur Sedan. Les 200 autres y seront demain matin au point du jour. Si vous voulez

vous en assurer, je puis faire conduire un de vos officiers dans les différentes positions qu'occupent mes troupes, et il pourra témoigner de l'exactitude de ce que je vous dis. Quant à vous défendre dans Sedan, cela vous est tout aussi impossible ; vous n'avez pas pour 48 heures de vivres et vous n'avez plus de munitions. »

Attaquant alors une note différente, le général de Wimpffen reprit d'un ton insinuant : « Je crois qu'il est de votre intérêt, même au point de vue politique, de nous accorder la capitulation honorable à laquelle a droit l'armée que j'ai l'honneur de commander. Vous allez faire la paix, et sans doute vous désirez la faire bientôt : plus que toute autre, la nation française est généreuse et chevaleresque et par conséquent sensible à la générosité qu'on lui témoigne, et reconnaissante des égards qu'on a pour elle ; si vous nous accordez des conditions qui puissent flatter l'amour-propre de l'armée, le pays en sera également flatté, cela diminuera aux yeux de la nation l'amertume de sa défaite, et une paix conclue sous de pareils auspices aura chance d'être durable, car vos procédés généreux auront ouvert la porte à un retour vers des sentiments réciproquement amicaux, tels qu'ils doivent exister entre deux grandes nations voisines, et tels que vous devez les désirer.

« En persévérant, au contraire, dans des mesures rigoureuses à notre égard, vous exciterez à coup sûr la colère et la haine dans le cœur de tous les soldats ; l'amour-propre de la nation tout entière sera offensé grièvement ; car elle se trouvera solidaire de son armée, et ressentira les mêmes émotions qu'elle. Vous réveillerez ainsi tous les mauvais instincts endormis par le progrès de la civilisation, et vous risquerez d'allumer une guerre interminable entre la France et la Prusse. »

Ce fut, cette fois, M. de Bismarck qui se chargea de répondre ; il le fit en ces termes :

« Votre argumentation, général, paraît au premier abord sérieuse, mais elle n'est au fond que spécieuse et ne peut soutenir la discussion. Il faut croire en général fort peu à la reconnaissance, et en particulier nullement à celle d'un peuple ; on peut croire à la reconnaissance d'un souverain, à la rigueur à celle de sa famille ; on peut même en quelques circonstances y ajouter une foi entière, mais, je le repète, il n'y a rien à attendre de la reconnaissance d'une nation. Si le peuple français était un peuple comme les autres, s'il avait des institutions solides, si, comme le nôtre, il avait le culte et le respect de ses institutions, s'il avait un souverain établi sur le trône d'une façon stable, nous pourrions croire à la gratitude de l'Empereur et à celle de son fils, et attacher un prix à cette gratitude ; mais, en France, depuis quatre-vingts ans, les gouvernements ont été si peu durables, si multipliés, ils ont changé avec une rapidité si étrange et si en dehors de toute prévision, que l'on ne peut compter sur rien de votre pays, et que fonder des espérances sur l'amitié d'un souverain français serait, de la part d'une nation voisine, un acte de démence ; *ce serait vouloir bâtir en l'air.*

« Et, d'ailleurs, ce serait folie que de s'imaginer que la France pourrait nous pardonner nos succès ; vous êtes un peuple irritable, envieux, jaloux et orgueilleux à l'excès. Depuis deux siècles, la France a déclaré *trente fois* la guerre à la Prusse (se reprenant) à l'Allemagne ; et cette fois-ci, vous nous l'avez déclarée, comme toujours, par jalousie, parce que vous ne pouviez nous pardonner notre victoire de Sadowa, et pourtant Sadowa ne vous avait rien coûté et n'avait pu, en rien, atteindre votre gloire ; mais il vous semblait que la victoire était un apanage qui vous était uniquement réservé, que la gloire des armes était pour vous un monopole ; vous n'avez pu supporter à côté de vous une nation aussi forte que vous ; vous

PRINCE FRÉDÉRIC-CHARLES

n'avez pu nous pardonner Sadowa où vos intérêts ni votre gloire n'étaient nullement en jeu. Et vous nous pardonneriez le désastre de Sedan ! jamais ! Si nous faisions maintenant la paix, dans cinq ans, dans dix ans, dès que vous le pourriez, vous recommenceriez la guerre : voilà toute la reconnaissance que nous aurions à attendre de la nation française ! ! ! Nous sommes, nous autres, au contraire de vous, une nation honnête et paisible, que ne travaille jamais le désir des conquêtes et qui ne demanderait qu'à vivre en paix, si vous ne veniez constamment nous exciter par votre humeur querelleuse et conquérante. » (Je ne pus m'empêcher, en entendant ces mots, de songer à ces adroits faiseurs d'affaires, qui, après avoir dépouillé quelqu'un, crient plus fort que lui : Au voleur !)

« Aujourd'hui, c'en est assez ; il faut que la France soit châtiée de son orgueil, de son caractère agressif et ambitieux ; nous voulons pouvoir assurer la sécurité de nos enfants, et pour cela il faut que nous ayons entre la France et nous un glacis ; il faut un territoire, des forteresses et des frontières qui nous mettent pour toujours à l'abri de toute attaque de sa part. »

Le général de Wimpffen répondit à M. de Bismarck :

« Votre Excellence se trompe dans le jugement qu'elle porte sur la nation française : vous en êtes resté à ce qu'elle était en 1815, et vous la jugez d'après les vers de quelques poètes ou les écrits de quelques journaux. Aujourd'hui, les Français sont bien différents ; grâce à la prospérité de l'Empire, tous les esprits sont tournés à la spéculation, aux affaires, aux arts ; chacun cherche à augmenter la somme de son bien-être et de ses jouissances, et songe bien plus à ses intérêts particuliers qu'à la gloire. On est tout prêt à proclamer en France la fraternité des peuples. Voyez l'Angleterre ! cette haine séculaire qui divisait la France et l'Angleterre, qu'est-elle

devenue? Les Anglais ne sont-ils pas aujourd'hui nos meilleurs amis? Il en sera de même pour l'Allemagne si vous vous montrez généreux, si des rigueurs intempestives ne viennent pas ranimer des passions éteintes. »

..... A cet instant, M. de Bismarck reprit la parole; il avait fait un geste de doute en entendant vanter l'amitié existant, suivant le général de Wimpffen, entre la France et l'Angleterre. « Je vous arrête ici, général; non, la France n'est pas changée, c'est elle qui a voulu la guerre, et c'est pour flatter cette manie populaire de la gloire, dans un intérêt dynastique, que l'empereur Napoléon III est venu nous provoquer; nous savons bien que la partie raisonnable et saine de la France ne poussait pas à la guerre; néanmoins elle en a accueilli l'idée volontiers. Nous savons bien que ce n'était pas l'armée non plus qui nous était le plus hostile; mais la partie de la France qui poussait à la guerre, c'est celle qui fait et défait les gouvernements. Chez vous, c'est la populace, ce sont aussi les journalistes (et il appuya sur ce mot), ce sont ceux-là que nous voulons punir; il faut pour cela que nous allions à Paris. Qui sait ce qui va se passer? Peut-être se formera-t-il chez vous un de ces gouvernements qui ne respectent rien, qui font des lois à leur guise. Il ne reconnaîtra pas la capitulation que vous aurez signée pour l'armée, qui forcera peut-être les officiers à violer les promesses qu'ils nous auraient faites, car on voudra, sans doute, se défendre à tout prix. Nous savons bien qu'en France on forme vite des soldats; mais de jeunes soldats ne valent pas des soldats aguerris, et d'ailleurs ce qu'on n'improvise pas, c'est un corps d'officiers, ce sont même les sous-officiers. Nous voulons la paix, mais une paix durable, et dans les conditions que je vous ai déjà dites; pour cela il faut que nous mettions la France dans l'impossibilité de nous résister. Le sort des batailles nous a livré les meilleurs soldats, les

meilleurs officiers de l'armée française ; les mettre gratuitement en liberté pour nous exposer à les voir de nouveau marcher contre nous serait folie ; ce serait prolonger la guerre, et l'intérêt de nos peuples s'y oppose. Non, général, quel que soit l'intérêt qui s'attache à votre position, quelque flatteuse que soit l'opinion que nous avons de votre armée, nous ne pouvons acquiescer à votre demande et changer les premières conditions qui vous ont été faites. — Eh bien, répliqua avec dignité le général de Wimpffen, il m'est également impossible à moi de signer une capitulation ; nous recommencerons la bataille. »

Le général Castelnau prenant alors la parole dit d'une voix hésitante : « Je crois l'instant venu de transmettre le message de l'Empereur. — Nous vous écoutons, général, dit M. de Bismarck. — L'Empereur, continua le général Castelnau, m'a chargé de faire remarquer à Sa Majesté le roi de Prusse, qu'il lui avait envoyé son épée sans condition, et s'était *personnellement* rendu absolument à sa merci, mais qu'il n'avait agi ainsi que dans l'espérance que le Roi serait touché d'un si complet abandon, qu'il saurait l'apprécier, et qu'en cette considération il voudrait bien accorder à l'armée française une capitulation plus honorable et telle qu'elle y a droit par son courage.

— Est-ce tout ? demanda M. de Bismarck.

— Oui, répondit le général Castelnau.

— Mais quelle est l'épée qu'a rendue l'empereur Napoléon III ? Est-ce l'épée de la France ou son épée à lui ? Si c'est celle de la France, les conditions peuvent être singulièrement modifiées, et votre message aurait un caractère des plus graves.

— C'est seulement l'épée de l'Empereur, reprit le général Castelnau.

— En ce cas, dit à la hâte, presqu'avec joie le général

de Moltke, cela ne change rien aux conditions ; et il ajouta : « L'Empereur obtiendra pour sa personne tout ce qu'il lui plaira de demander. »

Il parut aux témoins de cette scène qu'il pouvait bien y avoir une secrète divergence d'opinion entre M. de Bismarck et le général de Moltke, et que le premier n'aurait pas été fâché, au fond, de terminer la guerre, tandis que le général désirait la continuer.

Aux dernières paroles du général de Moltke, le général de Wimpffen répéta : « Nous recommencerons la bataille.

— La trêve, répliqua le général de Moltke, expire demain à quatre heures du matin, à quatre heures précises j'ouvrirai le feu. »

Tous les officiers se tenaient debout. On avait fait demander leurs chevaux. Le silence était glacial et chacun croyait entendre ces mots : « A quatre heures précises j'ouvrirai le feu. »

Reprenant en ce moment la parole, M. de Bismarck dit au général de Wimpffen : « Oui, général, vous avez de vaillants et héroïques soldats ; je ne doute pas qu'ils ne fassent demain des prodiges de valeur et ne nous causent des pertes sérieuses ; mais à quoi cela servira-t-il ? Demain soir vous ne serez pas plus avancé qu'aujourd'hui, et vous aurez seulement sur la conscience le sang de vos soldats et des nôtres, que vous aurez fait couler inutilement : qu'un moment de dépit ne vous fasse pas rompre la conférence : M. le général de Moltke va vous convaincre, je l'espère, que tenter de résister serait folie de votre part. »

On se rassit, et le général de Moltke reprit en ces termes :

« Je vous affirme de nouveau qu'une percée ne pourra jamais réussir, quand même vos troupes seraient dans les meilleures conditions possibles ; car, indépendamment

de la grande supériorité numérique de mes hommes et de mon artillerie, j'occupe des positions d'où je puis brûler Sedan dans quelques heures! Ces positions commandent toutes les issues par lesquelles vous pouvez essayer de sortir du cercle où vous êtes enfermés et sont tellement fortes, qu'il est impossible de les enlever.

— Oh! elles ne sont pas aussi fortes que vous voulez bien le dire, ces positions, interrompit le général de Wimpffen.

— Vous ne connaissez pas la topographie des environs de Sedan, répliqua le général de Moltke, et voici *un détail bizarre et qui peint bien votre nation présomptueuse et inconséquente ; à l'entrée de la campagne vous avez fait distribuer à tous vos officiers des cartes de l'Allemagne, alors que vous n'aviez pas le moyen d'étudier la géographie de votre pays, puisque vous n'aviez pas les cartes de votre propre territoire.* Eh bien, moi, je vous dis que nos positions sont non seulement très fortes, mais formidables et inexpugnables. »

Le général de Wimpffen ne trouva rien à répondre à cette sortie dont il pouvait apprécier la force et la vérité.

Après un moment de silence il reprit : « Je profiterai, général, de l'offre que vous avez bien voulu me faire au début de la conférence; j'enverrai un officier voir les forces formidables dont vous me parlez, et à son retour je verrai et prendrai une décision.

— Vous n'enverrez personne, c'est inutile, répliqua le général de Moltke sèchement; vous pouvez me croire; et d'ailleurs vous n'avez pas longtemps à réfléchir, car il est minuit, c'est à quatre heures du matin qu'expire la trêve, et je ne vous accorderai pas un instant de sursis.

— Pourtant, fit observer le général de Wimpffen, qui abandonna sans insister le projet de faire vérifier les positions de l'ennemi, pourtant vous devez bien admettre que je ne puis prendre seul une telle décision; il faut

que je consulte mes collègues ; je ne sais où les trouver tous à cette heure dans Sedan, et il me sera impossible de vous donner une réponse pour quatre heures. Il est donc indispensable que vous m'accordiez une prolongation de trêve. »

Comme M. de Moltke refusait opiniâtrément, M. de Bismarck se pencha vers lui et murmura quelques mots, qui parurent signifier que le Roi arriverait à neuf heures et qu'il fallait l'attendre. Ce colloque à voix basse terminé, le général de Moltke dit au général de Wimpffen qu'il consentait à lui accorder jusqu'à neuf heures ; mais que ce serait la dernière limite.

X

La conférence était terminée ou à peu près ; on discuta encore quelques détails, on dispensa les soldats français de rendre eux-mêmes les armes, on promit de laisser aux officiers tout ce qui leur appartenait armes, chevaux, etc.

(Ces dernières conditions ne furent pas remplies.)

Le lendemain matin, les commandants de corps d'armée et les généraux de division furent convoqués pour prendre connaissance des termes de la capitulation. Le général de Bellemarre dit que ces conditions étaient inacceptables, qu'il fallait se défendre dans la place.

Sur l'observation du chef d'état-major, déclarant qu'il n'y avait pas dans toute la ville une journée de vivres, le général Pellé proposa une sortie. Mais quand on eut appris à cet officier-général que l'ennemi tenait les portes et que c'étaient les Prussiens qui, le matin, avaient ouvert les barrières aux parlementaires, les généraux Pellé et de Bellemarre comprirent comme tout le monde qu'une nouvelle lutte n'aboutirait qu'à un massacre inutile de milliers d'hommes et se soumirent à la capitulation. 32 officiers généraux composaient ce conseil qui fut una-

nime dans son vote. A onze heures, le général de Wimpffen retournait au quartier-général prussien et signait avec M. de Moltke le traité de la capitulation.

Cela se passait à Bellevue, château situé près du village de Fresnoy, sur une éminence, à trois kilomètres de Sedan.

Par ce traité, la ville de Sedan était livrée dans son état actuel au roi de Prusse ;

L'Empereur était prisonnier ;

L'armée française était prisonnière de guerre, à l'exception des officiers qui consentiraient à s'engager sur l'honneur à ne pas porter les armes contre l'Allemagne pendant le reste de la campagne ; c'était briser le lien de solidarité qui jusqu'à nos jours avait, dans le bonheur comme dans l'adversité, fait partager le même sort aux généraux et aux soldats ; c'était porter à l'armée le dernier coup et tuer le peu de discipline et d'esprit militaire qui avait pu survivre à tous ces désastres. Malheureusement un certain nombre d'officiers consentirent à rentrer en France, à assister impassibles à l'invasion de leur patrie, pendant que leurs soldats prisonniers supportaient toutes les misères. On vit aussi des officiers, en petit nombre il est vrai, oublier qu'ils avaient pris l'engagement d'honneur de ne pas s'évader, et qui, malgré leur serment, rentrèrent en France. Ce fut une grave atteinte portée à l'honneur militaire.

Tout le matériel de l'armée, drapeaux, canons, munitions, armes de guerre, devait être remis immédiatement aux mains des commissaires allemands.

Tel fut le dénouement de la journée du 1er septembre.

Le plan du général Ducrot qui était de battre en retraite par Illy, ne pouvait s'exécuter que dans les premières heures de la journée. Il fallait alors sacrifier un corps d'armée, le 12e par exemple (général Lebrun qui aurait accepté ce patriotique devoir). Ce corps d'armée aurait combattu, pendant que les autres battraient en retraite.

Toute l'armée ne serait pas sortie du cercle, mais la plus grande partie aurait été sauvée. Malheureusement le général de Wimpffen ne fit pas connaître tout d'abord sa lettre de service, il attendit et ne réclama le commandement en chef que lorsque les succès du 12e corps lui firent espérer une victoire.

Dans cette bataille de Sedan 70.000 hommes tout au plus avaient combattu du côté des Français : 24.000 environ, dont 10.000 tués, furent mis hors de combat.

La bataille de Beaumont avait coûté près de 25.000 hommes tant tués que blessés, prisonniers ou entrés en Belgique. Environ 6.000 retardataires étaient restés en arrière dans les marches et contre-marches de Reims à Sedan.

L'armée du maréchal de Mac-Mahon, composée de 100 à 110.000 hommes en quittant Châlons, était donc réduite à une cinquantaine de mille hommes après la défaite de Sedan (1).

De son côté, l'ennemi avec les renforts reçus dans la journée du 1er septembre avait 240.000 hommes autour de nos troupes et 800 bouches à feu dont 300 étaient déjà en position pour tirer sur Sedan.

Ses pertes dans les journées du 31 août et du 1er septembre n'auraient été, si l'on en croit un écrivain allemand (2), que de 9.860 hommes tant tués que blessés ou disparus. Il est difficile d'admettre ce chiffre qui semble trop faible après les effroyables scènes de carnage qui eurent lieu à Bazeilles, Daigny, Givonne, Balan et sur les collines de Floing où nos soldats firent de si larges trouées dans les rangs prussiens.

A la fin de la bataille, lorsque le drapeau blanc avait été arboré à Sedan, un aide-de-camp du roi de Prusse, le lieutenant-colonel Bronsart de Schellendorf, envoyé en parlementaire, fit connaître à Napoléon III la volonté de

(1) *Campagne de 1870-1871*, par le colonel Borbstaedt.
(2) Rapport du général de Wimpffen.

son maître qui exigeait la capitulation de l'armée et de la place. L'Empereur répondit qu'il allait écrire au vainqueur et transmettre sa lettre par l'un de ses aides-de-camp.

L'officier prussien s'empressa de revenir auprès du roi Guillaume pour lui faire connaître l'importante nouvelle de la présence de l'Empereur à Sedan.

A sept heures, le général Reille arrive au quartier-général allemand, il est accompagné par le capitaine d'état-major prussien Winterfeld. Voici le récit de cette entrevue d'après une relation allemande :

Lorsqu'ils s'approchent, le Roi s'avance un peu, tout son entourage fait quelques pas en arrière. La garde de l'état-major est en rang derrière la suite. Arrivés à une distance du Roi d'environ quatre-vingts pas les cavaliers mettent pied à terre. Le général Reille s'avance vers le Roi la tête découverte, et présente la lettre de Napoléon III. Le Roi, qui a salué le général à son approche, prend la lettre, déchire l'enveloppe, lit, et dit quelques mots à l'envoyé. Celui-ci se retire. Le Roi se retire aussi et lit la lettre de l'Empereur dans un groupe formé du prince royal, du comte de Bismarck, du général de Moltke, du prince Charles, du grand-duc de Weimar et du duc de Cobourg.

Cette lettre était ainsi conçue : « Monsieur mon frère, n'ayant pas pu mourir au milieu de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté. Je suis de Votre Majesté le bon frère. NAPOLÉON. »

Ce groupe s'arrête assez longtemps à délibérer. Les généraux de Boyen et Treskow, plus tard le prince royal, le général de Moltke et le comte de Bismarck s'entretiennent successivement avec Reille, parlementaire français. Peu à peu le Roi se trouve assez loin derrière son état-major, il est assis sur une chaise ; une seconde chaise que le major d'Alten tient levée lui sert de table à écrire. Près de lui est le comte de Hatzfeld. Le

Roi écrit la réponse à la lettre de Napoléon III. « Devant Sedan, le 1er septembre 1870. Monsieur mon frère! Tout en regrettant les circonstances dans lesquelles nous nous rencontrons, j'accepte l'épée de Votre Majesté, et je vous prie de nommer un de vos officiers muni de vos pleins pouvoirs, pour négocier la capitulation de l'armée qui s'est si bravement battue sous vos ordres. De mon côté, j'ai désigné le général de Moltke à cet effet. Je suis de Votre Majesté le bon frère. GUILLAUME. »

Ce fut au retour du général Reille, que le général de Wimpffen consentit à accepter la douloureuse mission que nous avons racontée.

XI

Le lendemain, à cinq heures du matin, Napoléon III se rendit au quartier de Donchery, mais le roi de Prusse était parti pour Vendresse. Napoléon ne trouva que M. de Bismarck. Ils eurent une entrevue dans la maison d'un tisserand. Nous reproduisons le récit des Allemands : « Napoléon exprima à plusieurs reprises son désir d'obtenir pour son armée des conditions plus favorables. Mais Bismarck refusa tout de suite son consentement à une pareille négociation, en disant que c'était une question militaire qui devait être vidée entre le général de Moltke et le général de Wimpffen. Bismarck demanda à l'Empereur s'il était disposé à négocier la paix. Napoléon répondit qu'il ne le pouvait plus puisqu'il était prisonnier. Bismarck voulut savoir par qui le gouvernement de la France était alors représenté, et l'Empereur lui fit entendre que c'était par la régence qu'il avait instituée avant son départ de Paris. Ayant ainsi éclairci ce point, le Chancelier de la Confédération reconnut, et il ne le cacha pas à l'Empereur, que la situation n'offrait aucune garantie politique, et il montra la nécessité de gagner

avant tout par la capitulation de Sedan un gage matériel qui assurât les résultats militaires qu'on venait d'obtenir.

« Déjà la veille, le Chancelier et M. de Moltke avaient discuté longtemps la question de savoir s'il serait possible, sans faire tort aux intérêts de l'Allemagne, au sentiment d'honneur militaire d'une armée qui s'était bien battue d'accorder des conditions plus favorables que celles qui avaient été fixées d'abord. Mais l'un et l'autre, après y avoir réfléchi mûrement et en toute confiance, étaient arrivés à une réponse négative. Lorsque le général de Moltke qui était venu assister à l'entretien de l'Empereur avec le comte de Bismarck, se rendit auprès du roi de Prusse pour lui exposer les désirs de Napoléon, III, il le fit avec l'intention de ne point les favoriser. Du reste, le Roi connaissait bien l'avis du général de Moltke.

« Ensuite l'Empereur sortit de la maison et invita le comte de Bismarck à s'asseoir à côté de lui devant la porte. Il demanda au Chancelier de la Confédération si l'on ne pourrait pas laisser l'armée française passer sur le territoire belge pour y être désarmée et internée. Cette éventualité n'avait pas non plus été oubliée la veille par Bismarck et le général de Moltke ; aussi le Chancelier s'appuya-il sur les raisons indiquées plus haut pour ne pas consentir à discuter cette proposition. Il ne prit pas l'initiative touchant la situation politique ; l'Empereur, de son côté, ne le fit que pour déplorer le malheur de la guerre, pour déclarer qu'il ne l'avait pas voulue, et qu'il avait été contraint par la pression de l'opinion publique en France. »

Le château de Bellevue près de Fresnoy ne renfermait pas encore de blessés, et le comte de Bismarck proposa à l'Empereur de s'y rendre. Napoléon III y consentit et tous deux partirent. A ce château se trouvaient déjà la suite et les équipages de l'Empereur, qui étaient venus de Sedan. Là se trouvait aussi le général de Wimpffen. En

attendant le retour du général de Moltke il avait repris les négociations avec le général Podbielski, en présence du lieutenant-colonel de Verdy et du chef d'état-major du général de Wimpffen. Ils rédigeaient le procès-verbal. Immédiatement après le capitaine de cavalerie de Nostiz vint annoncer à M. de Bismarck de la part du général de Moltke que le Roi ne voulait voir l'Empereur que lorsque la capitulation de l'armée serait signée. Cette nouvelle enlevait aux Français tout espoir d'obtenir de meilleures conditions.

Tandis que l'Empereur se rendait au château de Bellevue le général de Wimpffen et M. de Moltke signaient la capitulation. Après la signature, le général de Wimpffen vint annoncer à Napoléon III que le sacrifice était consommé.

Le roi Guillaume arrivait quelques instants après, vers deux heures. Ce souverain écrivait bientôt après à la reine Augusta : « Nous étions tous deux très émus de nous revoir. Je ne saurais exprimer tout ce que je ressentis, après avoir vu Napoléon, il y a trois ans à peine, au faîte de sa puissance. » De son côté, l'Empereur des Français a tracé cette phrase : « Dans cette entrevue, le Roi fit preuve des nobles sentiments qui l'animaient en témoignant à l'Empereur tous les égards que réclamaient son infortune. » Et de quels sentiments le roi de Prusse a-t-il été animé envers notre armée ! envers la France !

La conversation entre les deux souverains ne devait d'ailleurs avoir qu'une importance secondaire, l'Empereur ayant déclaré qu'il ne saurait traiter de la paix et que l'Impératrice seule avait pouvoir de discuter cette question.

Le lendemain, à neuf heures du matin, Napoléon III quitta le château de Bellevue pour se rendre, par Donchéry, à la frontière belge, d'où il devait gagner le château de Wilhelmshœhe près de Cassel, qui lui était assigné

comme résidence. Les voitures impériales avaient pour escorte un escadron de hussards noirs ; le général prussien de Bayen accompagnait l'Empereur ; à la frontière, des chasseurs belges remplacèrent les hussards allemands, et conduisirent l'auguste prisonnier jusqu'au train qui devait le transporter à Wilhelmshœhe.

Pendant la bataille vingt généraux français furent tués ou blessés : le maréchal de Mac-Mahon, Lartigue, Dumont, Salignac-Fénelon, Cambriels, Morand, Biard, Bretteville, Kerléadec, Guiomar, Carteret, Maussion, Bernier, des Pallières (blessé la veille), Fontange, Margueritte, Tillard, Courson, Wolf, Saint-Hilaire.

Les Allemands dans leurs citations affirmèrent avoir fait 25.000 prisonniers pendant la bataille. Voici un fait qui expliquerait le grand nombre de prisonniers ; nous en empruntons le récit au général de Pape, de la garde prussienne : « On ordonna dans le bois de la Garenne à un trompette français prisonnier de sonner les signaux de *cesser le feu*, et du *rassemblement* qui sont usités dans l'armée française. Alors les soldats français accoururent de toutes parts comme les abeilles qui volen tvers leur ruche. A l'aspect des soldats prussiens, ils jetèrent leurs armes et se laissèrent emmener avec les autres prisonniers, sans faire la moindre résistance, bien que le nombre de ceux que le trompette avait rassemblés fût bien plus considérable que celui des soldats qui escortaient les prisonniers dans la plaine. »

L'écrivain allemand auquel nous empruntons ce récit ajoute cette réflexion : « La conscience du peuple allemand n'envisage certainement pas comme un des actes les plus honorables de la guerre, le stratagème qui a forcé ou du moins engagé un trompette prisonnier, lorsque la bataille était évidemment gagnée, à sonner des signaux nationaux, c'est-à-dire à trahir sa propre armée et sa patrie. »

Les trophées de la victoire des Allemands furent immenses : 330 pièces de campagne, 70 mitrailleuses, 184 canons de place, 12.000 chevaux, un puissant matériel de guerre, et enfin 83.000 combattants, y compris 14.000 blessés.

Le 3 septembre dans la soirée le lieutenant-colonel de Henduck, nommé commandant de la place de Sedan, fit conduire les Français désarmés dans la presqu'île d'Iges.

Parqués dans la boue, sans un abri sous une pluie incessante, privés de vivres, privés de pain, exposés à toutes les insultes, à toutes les humiliations, menacés, frappés par des gardiens grossiers et lâches, nos malheureux soldats supportèrent un véritable supplice. Entre tous, les Bavarois se distinguèrent par leur cruauté. Un homme, soldat ou officier, s'écartait-il de la foule, les coups de crosse le rejetaient dans les rangs. Quelques prisonniers tentèrent de fuir, et tombèrent sous la balle des sentinelles. A toutes les issues des canons et des mitrailleuses étaient prêts à massacrer nos pauvres soldats.

Pendant plus de quinze jours, ils furent parqués sur le sol marécageux.

Un Belge, M. Camille Lemonnier, qui prodiguait ses soins aux prisonniers, a tracé ce tableau : « Je raconte ce que j'ai vu, sans haine et sans partialité, n'ayant pas eu a me plaindre plus des Prussiens que des Français... Je remarquai qu'il y avait à la tête du pont, de chaque côté, deux canons braqués sur le camp, et debout près des canons dix artilleurs et un officier. A droite et à gauche du camp d'autres canons ouvraient leurs gueules luisantes de distance en distance, gardés par des canonniers dont la silhouette immobile se détachait à plat comme des enluminures collées sur fond brun.

« Un peu en arrière des canons, des postes bavarois,

hessois et saxons, groupés l'arme au pied, formaient une sorte de cordon non interrompu. Des sentinelles se croisaient d'un poste à l'autre et l'on voyait aller et venir la lueur claire de leurs sabres. Un cordon de cavalerie doublait le cordon de l'infanterie, et des rondes de cuirassiers faisaient incessamment le tour du camp.

« Les Français étaient parqués sur la terre nue, sans tentes et sans abri, comme des bêtes. Depuis trois jours qu'il pleuvait, on les avait laissés dans le même endroit et ils couchaient sur un sol trempé par les eaux. Il arrivait que ceux qui passaient la nuit à terre ne savaient plus se relever au matin et on était obligé de les mener aux ambulances. On en trouvait aussi qui étaient froids et ne bougeaient plus : c'étaient les morts. Tous les jours il fallait en emporter des tombereaux : on les empilait l'un sur l'autre après avoir constaté leur état-civil et on les enterrait dans les champs.

« Des amis avaient inventé de se mettre dos à dos et demeuraient debout, sommeillant sans dormir. La plupart étaient tellement harassés qu'ils vacillaient comme des gens ivres et il en tombait çà et là sur les genoux ou sur le flanc. Quelques-uns avaient gardé leur sac et ils s'asseyaient dessus, accroupis et soufflant sur leurs doigts pour se réchauffer. Des malheureux n'avaient plus d'habits et rôdaient en claquant des dents, ployés en deux et les bras croisés sur la poitrine. Il y en avait, du reste, qui préféraient ôter leurs habits et se mettre en bras de chemise à cause de la raideur du drap. Comme je passais un soldat faisait des efforts pour ôter ses bras de sa capote et n'y parvenait pas, tant la capote était roidie. Je pris les manches et je tirai. L'homme n'avait plus qu'un lambeau de chemise sur l'estomac et les bras étaient nus. Il me fit tâter sa capote. On eût dit du linge tordu au lavoir. De grosses plaques rouges marbraient

ses bras et sa poitrine ; il suait dans les cheveux et grelottait dans le dos. — « Le fils à papa n'ira pas loin », me dit-il assez mélancoliquement.

« On avait allumé des feux la nuit, mais ces feux s'étaient éteints faute de bois et les Français avaient vainement crié qu'on les rallumât.

« Ils avaient voulu se réchauffer en courant ; on leur avait défendu de courir. Alors ceux qui avaient des sacs les avaient mis par terre l'un contre l'autre, et, trois ou quatre hommes suivant la quantité des sacs s'étaient couchés dessus, puis un même nombre d'hommes était monté sur les premiers, et pêle-mêle, pour avoir un peu chaud et ne pas coucher dans la boue, on avait dormi en litée compacte. Des soldats criaient : de la paille, de la paille ! et d'autres : du pain, du pain !

« On ne leur donnait ni paille ni pain. Les vieux soldats regardaient d'un air farouche les Prussiens et préféraient mourir que de demander quelque chose. Ils montraient le poing aux sentinelles et crachaient de leur côté en trépignant de fureur. Quand la faim les tenaillait ils se mettaient à rire aux éclats pour se tromper eux-mêmes ou mâchaient dans leurs dents le bout de leur ceinturon de cuir. Les jeunes soldats se lamentaient et parlaient de leurs familles comme s'ils ne dussent plus les revoir. Ils tendaient la main vers moi et me disaient doucement : à manger ! à manger !

« Je serrais la main de ces malheureux en disant : Je reviendrai tantôt et vous mangerez, car je n'avais sur moi que du tabac. Vite, vite, disaient-ils, nous mourons de faim.

« Des groupes se formaient par places et causaient à voix basse. Les soldats allemands les dispersaient, et les groupes se reformaient plus loin. Quelques voix plus hautes éclataient par moments, mais elles étaient réprimées. Ces prisonniers se méfiaient de tout, et j'enten-

dais dire autour de moi : Gare aux espions ! Il m'arriva de tirer quelque monnaie de ma poche et de l'offrir à ceux qui souffraient le plus, mais ils écartaient de la main ce que je leur présentais et me demandaient du pain.

« Il y avait parfois du tumulte dans quelques groupes : alors les artilleurs allemands se rapprochaient des canons en regardant leurs officiers, les fusiliers mettaient en joue et les sentinelles se repliaient sur les postes. Je fus témoin d'une de ces alertes. Les prisonniers criaient : A mort les Prussiens ! du pain ! du pain ! Les Bavarois entrèrent au pas de charge dans le camp, la baïonnette en avant. Des huées retentirent et des pierres furent jetées. Un jour les plus exaltés parmi les Français se mirent à courir sur les canons et déchirèrent leurs habits pour montrer leur poitrine découverte, et exprimer ainsi leur mépris de la mort. »

M. Camille Lemonnier assiste au départ d'un détachement de prisonniers qui se rend en Allemagne. L'escorte était formée d'infanterie bavaroise et de cuirassiers prussiens : « Je vis une multitude de soldats français en guenilles et sans armes. Ce convoi de soldats menés comme un troupeau était lamentable : c'étaient 3.000 prisonniers des dernières batailles qu'on dirigeait à Remilly et de là par chemin de fer sur l'Allemagne. Ces 3.000 hommes harassés, écharpés, se pressaient pêle-mêle en masses confuses et clopinaient cahin-caha, sales, déchirés, la barbe longue, criblés d'éraflures de balles, couturés de balafres de sabres, sans habits et sans souliers, la plupart ayant des lambeaux de sacs sur le dos.

« Les uns se traînaient sur des bâtons, les autres s'épaulaient à leurs camarades plus forts. Il y en avait qui se donnaient le bras. Des sous-officiers, le képi sur le nez, se cachaient dans les groupes. Pas un officier d'ailleurs.

« Je vis ainsi passer des artilleurs, des soldats de la

ligne, des sapeurs, des chasseurs, des zouaves, des turcos, tous confondus, vieux et jeunes, sans distinction d'armes ; on les obligeait à prendre le pas accéléré, et ils marchaient sans savoir où on les menait, comme ils avaient marché à la bataille. Par moment le cuirassier qui les flanquait de dix pas tournait à demi la tête et regardait pelotonner à ses côtés la bande farouche.

« Les soldats étaient muets : la gaîté du troupier français était morte au champ de bataille. Des malheureux hâves, pâles, jaunes, ayant des trous dans les joues, passaient sur leurs lèvres de feu des langues séchées par la fièvre. On en voyait qui portaient leurs deux mains sur les genoux et s'arrêtaient pour tousser. D'autres se détournaient à demi et crachaient des caillots de sang. Pas une plainte pourtant : on se mourait et on marchait. Il en tomba néanmoins quelques-uns qui restèrent sur le pavé, les autres faisaient un détour, regardaient par terre celui qui était tombé et passaient. Je ne voyais que fronts indignés, mains crispées, regards enflammés. La haine comme une lave bouillonnait au fond de ces cœurs de soldats. Dans leur œil flamboyant on lisait un cri : Des armes ! des armes ! La honte rougissait leurs fronts ; ces hommes ne regardaient pas devant eux, presque tous étaient courbés. Il y en avait qui cachaient leurs larmes. Ils n'avaient que des bâtons pour se soutenir, à peine pouvaient-ils se tenir debout, et la chair se voyait à travers leurs lambeaux.... On fit une halte dans un hameau. Deux hommes s'approchèrent, il y avait un mort à emporter sur une civière, mais sur la civière il y avait déjà deux cadavres, le troisième fut mis par-dessus en travers.

« Un vieux monsieur décoré d'une rosette rouge, moustache grise, s'approcha brusquement, se pencha sur la civière, poussa des deux mains le mort qui était dessus, regarda les deux autres, et s'éloigna.

« — C'est un général francais qui cherche son fils, me dit quelqu'un. »

Le général de Wimpffen qui était le général en chef de cette armée vaincue s'éloigna le 4 septembre pour se rendre à Stuttgard. Ce départ un peu trop prompt n'eut pas d'influence sur le sort de nos malheureux soldats. D'autres généraux demeurèrent pour les protéger.

Le commandant de 1er corps se rendit à Donchery pour obtenir du prince royal une distribution de vivres et régler la question du transport des officiers. Ce fut là que le général Ducrot recueillit de la bouche même du prince royal les paroles échappées au roi de Prusse, en voyant les charges de cavalerie du prince de Baufremont : Oh ! les braves gens !

XII

On ne saurait rappeler la belle conduite militaire du général Ducrot, en cette circonstance, sans inscrire près du sien le nom du général Lebrun. Secondé par un certain nombre de généraux et de chefs de corps, ils organisèrent une sorte d'administration pour régler la distribution. Ces dignes officiers sollicitèrent de l'état-major allemand l'autorisation de demeurer au camp des soldats jusqu'à complète évacuation.

Revenons en arrière pour nous arrêter à Bazeilles où le 12e corps a si vaillamment combattu le 31 août. Après la capitulation de Sedan tout était *légalement* fini. Par ce traité les parties belligérantes prenaient de mutuels engagements. Nous livrions un admirable personnel et le matériel le plus précieux. De son côté l'ennemi s'engageait à suspendre toute mesure hostile et à respecter la vie et les biens des populations qui avaient été englobées dans les opérations militaires. Si cette clause

n'était pas exprimée en propres termes, elle n'en ressortait pas moins de la capitulation. Le droit de la guerre, le droit des gens, l'humanité, la civilisation protégeaient les habitants de Bazeilles.

Von der Thann ne pensa pas ainsi. M. Henri, hôtelier du *Lion d'or*, qui n'avait pris aucune part à la lutte du 31 août, s'était caché plus tard dans sa cave avec sa femme et son enfant. Un officier supérieur bavarois l'avait même protégé en établissant une ambulance dans sa maison. Cet officier supérieur fut tué sur la route. M. Henri n'était pas dans le logis d'où le coup de fusil avait été tiré, mais les Bavarois, voulant une vengeance, prirent le premier bourgeois qu'ils rencontrèrent. « Je me sentis saisi par les soldats, qui, furieux, m'entraînent sur le chemin, me jettent à terre et m'accablent de coups. Je pensai mourir tant ils me frappaient. Conduit hors du village au milieu de cris féroces, je remarquai deux artilleurs français que les soldats bavarois assommaient à coups de crosse, et poussaient contre les murs pour heurter leur tête contre les pierres. »

Hors du village, M. Henri fut attaché avec une chaîne à l'étrier d'un cavalier et conduit à Douzy. Le malheureux, chaussé de lourds sabots, allait ainsi à travers champs, franchissant les fossés, traversant les haies, obligé de courir pour n'être pas traîné par le cheval. A la ferme des Rulles, après avoir parcouru deux kilomètres, le prisonnier est détaché et livré à des soldats saxons qui pendant un quart d'heure s'amusent à le rouer de coups, puis il est ramené à Bazeilles. « Sur la route, un homme que je pris pour un aumônier prussien s'avança vers moi, en tenant un christ à la main, me demandant si j'y croyais, et sans me donner le temps de répondre, il m'en frappa le visage. »

Arrivé à Bazeilles, deux bourgeois, Collet et Charlot, sont attachés à Henri, et tous trois fortement liés repren-

nent la route de Douzy. La femme de Charlot marche à côté des prisonniers, jetant de grands cris. Enfin, elle entoure de ses bras le corps de son mari. Ne pouvant la repousser, un Bavarois, sans mettre en joue, lui tire un coup de fusil dans le bras. La femme tombe ensanglantée et les Bavarois l'emportent chez elle. Arrivés à la gare de Douzy, on fait mettre à genoux Henri et Charlot et les soldats les assomment de coups. Presqu'évanouis, on les jette dans une grange où le maire et le curé du village sont gardés à vue. Les factionnaires s'amusaient à les mettre en joue et riaient fort de leur frayeur. Aucun officier ne paraissait et les habitants étaient livrés à une soldatesque presqu'entièrement ivre. Après une halte à Douzy, on part pour Mouzon. Henri est attelé à une voiture chargée de sacs et d'effets militaires. Un turco blessé est posé sur les sacs. Charlot et Collet poussent la voiture. « Je fis ce métier de bête de somme et durant cette marche lente et pénible je reçus plus de deux cents coups de plat de sabre ; le pauvre turco blessé à la bataille n'était pas plus ménagé que moi ; on le fouettait comme on eût fait à un animal ; les soldats prenaient même plaisir à le faire tomber de voiture.

« J'arrive enfin à Mouzon ; mais là un nouveau genre de supplice m'attendait sur la place de la Halle. On m'attache par les bras et par les jambes à une roue, et l'on donne à mon corps, ainsi lié, l'inclinaison oblique ; je restai pendant cinq heures dans cette position, souffrant avec toutes les autres tortures celle d'être sali des crachats de mes gardiens. »

Vers six heures, un conseil de guerre se réunit pour juger Henri. Un officier français, prisonnier, est constitué son défenseur, mais l'accusé et son avocat d'office ne peuvent communiquer l'un avec l'autre. L'officier parvint cependant à dire à Henri : « On ne peut pas vous fusiller, il n'y a pas de preuves. » Avant de faire comparaître

Henri devant le conseil de guerre, un officier bavarois fit charger les armes à un peloton d'exécution.

Enfin, le malheureux Henri est délié de sa roue et se remet en route, une corde au cou, précédé d'une musique militaire qui joue des airs de triomphe. Il est conduit à Beaumont et passe la nuit dans l'église. Le lendemain il est conduit à Dun-sur-Meuse et mis en liberté avec ses deux compagnons.

En arrivant à Bazeilles, il trouve le village dévoré par l'incendie. De sa maison il ne restait que les murs. Dans les rues on voyait aux portes des maisons les cadavres d'un grand nombre d'habitants, des femmes erraient çà et là, rendues folles par le spectacle des assassinats. La femme et l'enfant d'Henri, le croyant mort, s'étaient réfugiés à Bouillon.

Dès le soir du 1er septembre, les Bavarois, munis de bottes de paille et de boîtes explosibles, entraient dans les maisons et mettaient le feu aux rideaux et aux meubles. Dix-sept maisons seulement avaient pris feu pendant la bataille. Le reste fut incendié à la main. Cette opération demanda trois journées. L'église de Bazeilles ne fut pas épargnée. Des Bavarois brisèrent les statues et tous les objets du culte. Parmi les habitants qui furent massacrés, on a cité : Dehaye-Simon ; Jacquet Saint-Jean ; Remy-Chappellier ; Emmanuel Boury ; Baptiste ; Gustave Henriet ; Jules Déhaye fils, dont la femme et les deux enfants périrent dans un puits ; la famille Vauchelet, le père, la mère et l'enfant ; les deux Haguery ; la veuve Bertholet ; la veuve Leguay, âgée de soixante-seize ans ; Harbulot, maréchal ferrant ; Robert-Paris ; Gripoix aîné ; Gros-Jean ; Lamotte ; Lacroix-Lordenois ; Lesoile ; une femme de quatre-vingts ans battue par un jeune soldat bavarois.

« D'horribles orgies, sous des formes différentes, se reproduisirent dans le village. Toutes les passions s'y

mêlent et les plus abjectes ne sont pas les moins rares dans ce débordement de fureur. Par respect pour les victimes, nous n'insistons pas. »

Le curé de Bazeilles, M. l'abbé Baudelot, put se réfugier en Belgique.

A la liste des morts que nous avons cités, il faut joindre d'après l'état officiel dressé par M. Bellonet, maire : 40 hommes, femmes ou enfants; on remarque parmi eux Domelier, quatre-vingt-six ans, tué dans sa maison et brûlé ensuite. Les six mois qui suivirent comptèrent 150 personnes du village que les mauvais traitements avaient privés de leurs forces.

Le village de Bazeilles méritait d'autant moins cette abominable vengeance que le maire et le curé n'avaient pas conseillé aux habitants de se joindre aux soldats français pour résister à l'ennemi, et qu'aucun d'eux n'avait tiré un seul coup de fusil sur les Bavarois.

Plusieurs noms se rattachent intimement à la bataille de Sedan et parmi ces noms ceux du général Ducrot, du général Lebrun et du général de Wimpffen appellent l'attention. Nous retrouverons les deux premiers dans la suite de ces récits. Arrêtons-nous donc sur le général de Wimpffen, qui depuis la capitulation vit dans la retraite.

Emmanuel-Félix de Wimpffen est né le 13 septembre 1811. D'une taille élevée, la tête carrée, large d'épaules, il semble représenter un guerrier allemand. Ses petits yeux vifs et mobiles, ses lèvres plus mobiles encore, contrastent avec sa force physique. Il y a dans sa personne une sorte de désaccord. On dirait que le sang pétillant de la race française coule dans les froides veines de l'homme du Nord. Un moraliste penserait, peut-être, que les grands ambitieux présentent souvent ce type. Sans doute, la trempe en est vigoureuse, mais le caractère moral, l'équilibre laissent trop souvent à dési-

rer. En général, ces natures puissantes dans l'action ont trop d'ardeur pour exercer une influence sur les masses.

Les débuts sont heureux ; mais, après avoir brillé dans les premières étapes de la vie, ils ralentissent le pas sans le savoir, et se dépitent d'être dépassés. L'esprit frondeur remplace le zèle de la jeunesse, l'ambition s'agite eneux, et ils se jugent de plus grande taille qu'ils ne le sont réellement.

A l'âge de neuf ans, de Wimpffen, qui était d'origine allemande, fut admis au collège militaire de La Flèche. Il n'en sortit pas une seule fois jusqu'à l'âge de dix-huit ans. En 1830, il entra à l'école de Saint-Cyr.

Après ses deux années d'étude, de Wimpffen fut nommé sous-lieutenant au 67e de ligne : il rejoignit son corps en Afrique le 1er janvier 1832. Le 2 octobre suivant, il était au combat de Boufarick et s'y distinguait sous les yeux de Lamoricière et du général Bro, excellents juges en fait de bravoure intelligente. En 1833 et 1834 le sous-lieutenant de Wimpffen ne cessa de combattre et de se créer l'une de ces réputations qui promettaient, en ce temps-là, les avenirs brillants. Le 67e fut ramené en France en 1835. Le 26 avril 1837, de Wimpffen obtint le grade de lieutenant. Il se mit à l'étude, un peu trop négligée jusqu'alors, et joignit à sa réputation de bravoure celle d'officier laborieux et instruit. Le grade de capitaine lui arriva le 28 octobre 1840, huit années après sa sortie de Saint-Cyr. Un tel avancement était rare. Au commencement de 1841, il entra dans le bataillon indigène des tirailleurs d'Alger et de Titery. Avec ce bataillon, qu'il avait contribué à former, le capitaine de Wimpffen prit part depuis 1841 jusqu'en 1847 à une foule d'expéditions. Le général Bugeaud lui remit sa décoration de la Légion d'honneur, en 1845, sur le champ de bataille. Souvent cité à l'ordre, proposé pour l'avancement, il obtint le grade de chef de bataillon, le 2 avril 1847, et passa au

44e de ligne dans la province d'Oran sous les ordres du général de Lamoricière.

Lorsqu'en 1848 son régiment fut rappelé en France, de Wimpffen obtint le commandement de son ancien bataillon de tirailleurs algériens, nommés *turcos* par les soldats français. De Wimpffen forma ce corps qui s'est multiplié, et s'est distingué pendant la dernière guerre : il a instruit, discipliné, francisé les *turcos*. Si bien que le général d'Hautpoul écrivit un jour au général Blangin qui commandait la province d'Alger :

« Le chef de bataillon de Wimpffen me produit l'effet d'un novateur dangereux. Si vous voyez des inconvénients à ce qu'il exécute, remettez son bataillon à la vie arabe..... »

Tant on craignait que Wimpffen ne rendît les indigènes en état de lutter contre les Français et de les vaincre !

Mais, par contre, le général Charron, gouverneur général d'Algérie en 1850, adressait cette lettre à Wimpffen : « Je veux savoir les moyens que vous employez pour obtenir ce qui paraît ne pouvoir s'exécuter dans les autres provinces. Je veux vous donner comme exemple à suivre..... »

La croix d'officier de la Légion d'honneur récompensa Wimpffen de ses travaux. Les turcos lui donnaient le nom de Ba-Ba (père).

Il fut nommé lieutenant-colonel du 68e, le 18 septembre 1851. Commandant supérieur de Guelma, il fit faire des progrès à la colonisation en créant un village. Colonel du 13e de ligne à la fin de 1853, de Wimpffen, qui avait passé sa vie en Afrique, vint prendre à Paris le commandement de son régiment; pour la première fois il fit connaissance avec la société française.

Lorsque la campagne de Crimée fut décidée, le colonel de Wimpffen fut chargé d'organiser en Afrique un régiment provisoire de turcos, dont il eut le commandement.

A la bataille de l'Alma, la superbe conduite des turcos valut à Wimpffen la décoration de commandeur de la Légion d'honneur. Après Inkermann, il fut nommé général de brigade. Peu d'officiers ont pris une part aussi glorieuse que lui à la guerre de Crimée.

De retour en France, à la fin de 1855, il reçut le commandement d'une des brigades de la division des grenadiers de la garde impériale.

Il fit la campagne d'Italie. A Magenta de Wimpffen rendit les plus signalés services et fut blessé d'un coup de baïonnette. Il obtint le grade de général de division.

Après avoir commandé pendant deux ans une division de l'armée de Lyon, il demanda le commandement de la division d'Alger qui lui fut accordé. Il passa ensuite au commandement de la province d'Oran, où il se montra général habile et plein d'initiative, administrateur laborieux, ami des progrès.

C'est donc dans une brillante position que la guerre de 1870 trouva de Wimpffen. Cependant la surprise fut grande lorsque le ministre de la guerre envoya le général à l'armée de Mac-Mahon comme successeur de ce dernier. Le secret ne transpira pas, et la fatalité voulut que Wimpffen eût à prendre le commandement d'une immense armée, le lendemain de son arrivée, et pendant la bataille. N'eût-il pas été sage de mesurer ses forces avant de se charger d'un tel poids? Son passé n'avait pas encore jeté un éclat suffisant pour se croire supérieur aux Lebrun, Ducrot et d'autres encore. Il faut cependant lui pardonner la haute opinion qu'il avait de son mérite, s'il a espéré sauver en même temps l'armée française, l'Empereur, et l'avenir.

L'épreuve a été douloureuse et le châtiment cruel. Si, demeurant à son poste, en Algérie, Wimpffen y avait rempli son devoir, si les chances d'une grande guerre ne lui

avaient pas fait entrevoir une fortune militaire éclatante, son nom de brave soldat suffirait, aujourd'hui, pour consoler le vétéran des malheurs de la patrie.

Mais ces malheurs sont pour lui pleins d'amertume.

XIII

Avant de nous éloigner de ce funèbre champ de bataille de Sedan, écoutons une histoire que raconte un témoin journaliste, Jules Claretie. C'était le lendemain de la bataille, et la terre couverte de cadavres recevait la visite du roi de Prusse. Sur son passage les acclamations s'élevaient, les musiques faisaient entendre des airs joyeux, et les Prussiens s'amusaient, en riant, à couvrir leurs poitrines de médailles militaires, des médailles de Crimée, d'Italie, du Mexique et de nos croix d'honneur. Ils avaient arraché ces trophées de la poitrine des morts. Nous n'avions plus, dit M. Claretie, que trois cents pas à faire pour atteindre la frontière de Belgique, nous apercevions déjà les maisons des douaniers, lorsque tout à coup, sur la lisière d'un bois, au bout d'un pré, un homme apparut, un artilleur français, grand, maigre, couvert de poussière, qui s'abattit brusquement de toute sa hauteur sur l'herbe, comme si une balle l'eût frappé; nous le crûmes mort. Nous accourons vers lui : il buvait, il lapait un peu d'eau au courant d'un ruisseau, comme un chien altéré. Au bruit de nos pas, l'homme se redressa. Sa moustache et ses oreilles blanches de poussière, la visière tordue de son képi, ses vêtements sordides lui donnaient l'aspect d'un vieillard et d'un mendiant. Il portait sa carabine en bandoulière et fit un mouvement pour la saisir. « Nous sommes Français. — Ah ! » dit-il d'un ton rauque, et il se redressa en essuyant ses genoux. Nous voulûmes alors le faire parler, lui demandant s'il avait faim. « J'ai soif, voilà tout.

Quand on a vu ce que j'ai vu, on n'a pas faim... Ma pauvre batterie enlevée, les chevaux hachés, les camarades morts ! où suis-je ici ? — A quelques pas de la Belgique ; la Belgique est là, tenez, nous y allons, venez avec nous. — Moi, non, dit-il ; et pourquoi irais-je en Belgique ? est-ce que je suis Belge ? D'ailleurs, voyez-vous, je n'ai pas fini. Avez-vous entendu tout à l'heure deux coups de feu dans le bois ? Eh bien, c'était moi. J'ai descendu deux uhlans, un chef et un homme. L'homme avait une carabine ; alors, comme il ne me reste plus de cartouches, je me disais : Je vais prendre les siennes ; mais voilà, nom d'un chien ! que le calibre n'est pas le même ; les cartouches de l'Allemand ne sont bonnes à rien. Enfin, tant pis, mon arme est chargée. Il me reste encore un coup à tirer, je vais le tirer. — Vous allez retourner dans le bois ? c'est de la folie ; on vous tuera. — C'est bien possible, seulement avec cela j'en ai encore un à tuer, et je vais le tuer, je vous en donne ma parole. Bonjour, messieurs. » Et l'artilleur, froid, résolu, rentra dans le bois où il disparut, sa carabine sur l'épaule.

« Voilà de quels hommes notre armée était faite ! Les Belges avaient vu depuis le matin beaucoup de nos soldats, de ces pauvres petits paysans braves et ignorants retourner sur leurs pas du côté des Prussiens, du côté du danger, plutôt que de laisser aux mains des chasseurs ou des douaniers le fusil qu'on leur réclamait à la frontière. Il y avait de ces armes parmi ces 80.000 hommes livrés au roi de Prusse ! »

M. Jules Claretie ayant un *laisser-passer* à réclamer des autorités allemandes, fut conduit devant le prince Albrecht, qui lui dit avec un sourire : « Je ne sais pas si nous sommes encore en guerre. Napoléon est prisonnier, ajouta-t-il, en tirant une bouffée de sa cigarette, il s'est rendu.

— Oui, dit un colonel qui se trouvait près de Cla-

retie, il nous a envoyé une épée qui n'est point celle de François Ier, mais on prend ce qu'on trouve. »

Il importe de savoir si des officiers de l'armée avaient appelé l'attention du gouvernement sur les périls dont la Prusse nous menaçait, s'ils avaient dit aux ministres de Napoléon III que la Prusse était prête, et que nous ne l'étions pas. Il importe aussi de prouver que tous les ministres de la guerre avaient affirmé publiquement que l'armée française ne laissait rien à désirer et qu'elle pouvait lutter sans crainte contre l'Allemagne.

Pendant la campagne d'Italie, le 29 mai 1859, l'Empereur écrivait : « Ce qui me désole dans l'organisation de l'armée, c'est que nous avons toujours l'air, en présence d'autres armées, et même de l'armée sarde, *d'enfants qui n'ont jamais fait la guerre.*

« ... Les uns demandent le double de ce qui est nécessaire, ou l'administration ne donne que la moitié de ce qui est indispensable. Vous concevez que ce n'est pas un reproche que je vous fais ; je ne l'adresse qu'au système général qui fait *qu'en France nous ne sommes jamais prêts pour la guerre.* »

Cette lettre du souverain au ministre de la guerre est une page d'histoire. Si nous ne sommes jamais prêts pour la guerre, quelqu'un est coupable, et ce coupable n'est pas un système, mais un homme.

Quatre années avant la guerre de 1870, le général Ducrot écrivait au général Trochu, le 7 décembre 1866 : « Puisque tu es en train de faire entendre de bonnes vérités aux illustres personnages qui t'entourent, ajoute donc ceci : pendant que nous délibérons pompeusement et longuement sur ce qu'il conviendrait de faire pour avoir une armée, la Prusse se propose tout simplement et activement *d'envahir notre territoire.* Elle sera en mesure de mettre en ligne 600.000 hommes et 1.200 bouches à feu, avant que nous ayons songé à organiser les

cadres indispensables pour mettre au feu 300.000 hommes et 600 bouches à feu.

« De l'autre côté du Rhin, il n'est pas un Allemand qui ne croie à la guerre dans un avenir prochain. Les plus pacifiques, qui, par leurs relations de famille, ou par leurs intérêts, sont plus français, considèrent la lutte comme inévitable, et ne comprennent rien à notre inaction. Comme il faut chercher une cause à toute chose, ils prétendent que notre Empereur est tombé en enfance.

« A moins d'être aveugle, il n'est pas permis de douter que la guerre éclatera au premier jour. Avec notre stupide vanité, notre folle présomption, nous pouvons croire qu'il nous sera permis de choisir notre heure, c'est-à-dire la fin de l'Exposition universelle, pour l'achèvement de notre organisation et de notre armement.

« En vérité, je suis de ton avis, et je commence à croire que notre gouvernement est frappé de démence. Mais, si Jupiter a décidé de le perdre, n'oublions pas que les destinées de notre patrie, et que notre propre sort à tous est lié à ses destinées, et puisque nous ne sommes pas encore atteints par cette funeste démence, faisons tous nos efforts pour arrêter cette pente fatale qui conduit tout droit à des précipices. »

(Le général Trochu ne garda pas pour lui ces renseignements.)

En 1867, le commandant Fay écrivait : « N'oublions pas les enseignements de la dernière guerre. Les Prussiens, douze heures après les sommations, envahissaient les territoires ennemis. C'est qu'ils se préparaient depuis longtemps, dit-on ; je réponds que par leur organisation en corps d'armée, ils seront toujours prêts, et je crois dès lors, qu'avec la réforme de notre recrutement il convient d'aborder sans retard la modification de notre organisation militaire. « C'est de l'engouement, réplique-t-on « parfois ; vous voulez-donc nous prussianniser ! » Non ;

mais ce qui est bon chez l'adversaire, nous ne devons pas hésiter à l'emprunter, en l'accommodant à nos mœurs et à nos habitudes, car ce qui est principe au delà du Rhin, l'est également en deçà. Or, nul ne peut contester que l'armée prussienne, toute constituée, même sur le pied de paix, en corps d'armée, passe sur le pied de guerre avec plus de facilité que l'armée française. »

On lit dans un rapport du colonel Stoffel : « De tous les éléments de supériorité dont la Prusse tirerait avantage dans une guerre prochaine, le plus grand, le plus incontestable, sans contredit, lui serait acquis par la composition de son corps d'officiers d'état-major.

« Il faut le proclamer bien haut, comme une vérité éclatante : l'état-major prussien est le premier de l'Europe, le nôtre ne saurait lui être comparé. Je n'ai pas cessé d'insister sur ce sujet dans mes premiers rapports de 1866, et d'émettre l'avis qu'il était urgent d'aviser aux moyens d'élever notre corps d'état-major à la hauteur du corps d'état-major prussien. Persuadé que dans une guerre prochaine l'armée de l'Allemagne du Nord tirerait de la composition de son corps d'état-major de sérieux avantages, et que nous aurions à nous repentir cruellement, peut-être, de notre infériorité, je reviens sur cette question, selon moi la plus grave de toutes. Je ne le dissimulerai pas : ma conviction est telle à cet égard qu'ici je jette le cri d'alarme : *Caveant consules !* Je croirais manquer à mon devoir en agissant autrement. »

Voici une note du général de Palikao : « ... Les fautes partent de plus haut, et j'affirme qu'à Lyon, par exemple, longtemps avant la guerre, l'intendance avait prévenu que *rien n'existait dans les magasins*. Sous prétexte d'économie, aucune suite ne fut donnée aux demandes de l'intendant *Suum cuique tribuere !* »

Le colonel Stoffel donne encore ce renseignement : «Il faudrait en prendre notre parti, si la guerre venait à

éclater : le matériel d'artillerie prussien est très supérieur au nôtre... les deux pièces de campagne prussiennes (le 4 et le 6) tirent beaucoup plus juste que les nôtres, et elles ont une portée plus grande ; en outre, les pièces prussiennes peuvent tirer plus vite que les nôtres. Quant à la plus grande justesse du tir des canons prussiens, c'est là un point tellement essentiel que je ferai un rapport spécial. »

La déposition de l'intendant-général Blondeau est remarquable : « Lorsque je visitai le parc de Vernon en 1869, je vis que faire sortir 7 à 8.000 voitures par une porte, c'était rendre la mobilisation à peu près impossible, parce que, pour cela, il fallait un grand nombre de mois, et je n'exagère pas en disant six mois ; je crois que le directeur du parc avait fait un calcul duquel il semblait qu'il fallait huit mois pour faire sortir la dernière voiture. »

Dans sa déposition, le général Ducrot fait cette précieuse déclaration : « J'ai commandé la division de Strasbourg pendant cinq ans. Quand j'y suis arrivé, j'ai voulu me rendre compte de ce que nons possédions de réserves de toute espèce. Il y avait une direction d'artillerie et un arsenal considérable, un magasin de campement. Dans l'arsenal j'ai trouvé, je crois, 2.000 canons, dont 4 ou 500 pouvaient servir. Tout le reste était du vieux bronze. Il y avait des boulets en pierre du temps de Louis XIV et une quantité énorme de fusils à silex. J'écrivis au ministre de la guerre pour lui faire observer que cela était bien mal placé dans une ville de première ligne. »

Une publication du général de Palikao, intitulée : *Un ministère de la guerre de vingt-quatre jours*, renferme cette opinion d'autant plus fondée qu'elle vient d'un homme que l'expédition de Chine avait élevé au-dessus des mesquines jalousies de ses adversaires, d'un homme très supérieur aux *ministres de la guerre :*

« Toutes ces causes de notre affaiblissement en présence d'une puissance guerrière et ambitieuse qui travaillait, depuis plus de cinquante ans, à la solide organisation militaire qu'elle possède, qui avait ses armées prêtes, et sous le commandement de ses chefs habituels, à laquelle des succès récents donnaient une confiance sans bornes, ces causes, dis-je, auraient dû nous ouvrir les yeux et *exiger de notre part des préparatifs en rapport avec l'imminence des dangers qui nous menaçaient.*

« Des avertissements sérieux nous avaient été donnés. Le général Bourbaki, envoyé en Prusse, il y a quelques années, pour suivre les manœuvres d'un camp d'instruction, en avait rapporté, avec son sentiment militaire élevé, une haute idée de l'armée prussienne, et l'avait répandue parmi nous.

« Plus récemment, les rapports du baron Stoffel, envoyé militaire en Prusse, ont confirmé toutes les appréciations les plus favorables sur l'organisation militaire de cette puissance. »

— M. Vigo-Roussillon, intendant général, fait cette déclaration : « Au mois de mars 1869, je voyais, comme bien d'autres, venir la guerre avec l'Allemagne ; il était bien facile de prévoir que, comme en Italie, comme toujours, nous étions destinés à entrer en opération avec des moyens insuffisants. Sans prétendre au rôle de Cassandre, on pouvait chercher, avec tous les ménagements qu'exigeait la situation, à prévenir du danger ceux qui tenaient entre leurs mains les destinées du pays. Ma prévoyance fut importune ; un mot de plus, et l'on m'aurait accusé de donner des encouragements à l'ennemi en lui signalant les défauts de notre organisation. Il les connaissait bien mieux que nous. »

Rien ne serait plus facile que de multiplier ces citations, et de montrer les avertissements arrivant de tous côtés, par les officiers ; mais les ministres traitaient de

frondeurs et d'ennemis de l'Empire ceux qui signalaient la puissance militaire de la Prusse. L'entourage de Napoléon III n'admettait pas que l'on pût douter un seul instant de la marche triomphale de nos soldats depuis Paris jusqu'à Berlin.

XIV

Tous les ministres de la guerre, sans en excepter un seul, le disaient publiquement, et leurs affirmations avaient trompé l'Empereur. Il eût dû, cependant, se souvenir des campagnes de Crimée, d'Italie et du Mexique, où nous n'étions pas prêts.

Après les avertissements douloureux de quelques officiers, présentons les affirmations belliqueuses des ministres de la guerre :

— D'abord le maréchal Randon en avril 1867 : «... quoi ! Une nation comme la France, qui, en quelques semaines, peut réunir sous ses drapeaux 600.000 soldats, qui a dans ses arsenaux 8.000 pièces de canon de campagne, 1.800.000 fusils et de la poudre pour faire dix ans la guerre, ne serait pas toujours prête à soutenir par les armes son honneur compromis ou son droit méconnu ?

« L'armée ne serait pas prête à entrer en campagne quand elle compte dans ses rangs les vétérans d'Afrique, de Sébastopol et de Solférino ? Quand elle a pour les commander ces généraux expérimentés et cette foule de jeunes officiers préparés, par les expéditions en Algérie et la guerre du Mexique, à exercer des commandements supérieurs ? Quelle est donc l'armée en Europe qui renferme de pareils éléments d'expérience et d'énergie ?

« Notre infanterie n'est pas entièrement armée de fusils à aiguille ; mais nos voltigeurs ont-ils jamais été arrêtés, pendant les anciennes guerres, dans leurs marches en

avant par les Tyroliens armés de leurs carabines rayées ou par les riflemen anglais ? » Oh ! alors, hâtons-nous de rappeler les vertus militaires de nos pères, cela vaudra mieux que le fusil à aiguille !

— Après le maréchal de France, voici le président du conseil des ministres, M. Emile Ollivier : « Pendant toute l'année 1869, jusqu'au moment de sa mort, le maréchal (Niel) n'a cessé de déclarer au corps législatif, au Sénat, à la commission du budget, au conseil d'Etat, partout, que l'armée était complètement prête, organisée, équipée, approvisionnée, instruite, et qu'en sept jours, elle pourrait présenter en bataille plus de 600.000 combattants. »

— Le maréchal Niel prononça ce discours le 9 avril 1869 : « A aucune époque l'armée n'a reçu une éducation plus complète au point de vue de la guerre.

« Notre situation est telle, qu'en maintenant notre armée sur son pied normal de paix, avec l'organisation si profondément préméditée par l'Empereur, et dont, par son initiative, notre système militaire est aujourd'hui doté, *nous ne pouvons jamais être surpris ;* grâce aussi à nos approvisionnements que je considère comme un dépôt sacré auquel il ne faut jamais toucher, qu'en temps de guerre ; grâce enfin à nos armements de réserve, qui sont sur un pied des plus respectables.

« Le nombre de nos nouveaux fusils dépasse à présent un million.

« On en fabrique encore 1.200 par jour, et on en pourrait faire le double.

« Sous le rapport de l'armement, nous sommes donc tranquilles, et nos magasins sont en bon état... s'il était nécessaire d'appeler les réserves qui font monter notre armée à 660.000 hommes dans la situation actuelle, il ne faudrait pas longtemps pour les mettre en route.

«... J'espère que le Sénat partagera mon avis, à savoir

que cette armée organisée sur le pied de paix, le plus faible de tous ceux que nous avons eus depuis quinze ans, répond, quand on la considère au point de vue des nécessités de la guerre, à tous les besoins ; qu'elle peut être facilement mise debout très promptement et *qu'il ne lui manque rien.* » (Enthousiasme du Sénat.)

— Le 20 mars, le maréchal Niel prononça ce second discours : « Nous avons une armée excellente, instruite, pleine d'ardeur, parfaitement organisée et *pourvue de tout.*

« ..... Je ne sais pas ce qu'on pense généralement en France, mais pour mon compte je vois avec beaucoup de philosophie la question de paix ou de guerre qui s'agite autour de nous à l'étranger, parce que, *si la guerre devenait nécessaire, nous sommes parfaitement en mesure de la supporter.* »

— Toujours en 1869, le maréchal Niel prononça ce troisième discours : « Aujourd'hui, que nous soyons à la paix ou à la guerre, cela ne fait absolument rien au ministre de la guerre, il est toujours prêt.

« Je ne veux pas répéter ce que j'ai dit plusieurs fois, comment l'armée peut entrer en huit jours sur le pied de guerre et avoir 600.000 hommes bien armés et aguerris ; il n'y a qu'un ordre à donner.

« ..... Toutes les forces militaires sont prêtes ; le pays peut être parfaitement tranquille, se livrer à son commerce, à son industrie en toute sécurité,... car il sait qu'il ne sera pas pris au dépourvu, et que *si le moment de combattre venait, tout le monde serait prêt.* »

— La même année, le maréchal Niel prononça ce quatrième discours : « Il est évident que Paris ne sera pas assiégé ; quel développement ne faudrait-il pas donner aux troupes assiégeantes pour envahir Paris ? un développement de vingt lieues. Quelle est l'armée ennemie, quelque forte qu'elle soit, qui oserait, au cœur de la

France, se placer sur un cercle de vingt lieues ? Ah ! ce cercle serait bientôt forcé ! Non, il n'est pas possible d'investir Paris : il faut qu'on l'attaque par quelque côté isolément, mais alors ce ne sera pas Paris qui sera assiégé, c'est l'assiégeant qui sera enveloppé, qui sera pris de tous côtés.

« Les fortifications de Paris sont si bien entendues, elles en rendent le siège tellement incertain qu'*il est évident que Paris ne sera pas assiégé...* »

La parole retentissante de M. Rouher confirmait tous ces discours. On était heureux de lui entendre dire que, depuis quatre années, l'Empereur avait porté à sa plus haute *perfection* l'armement de nos soldats, élevé à toute sa puissance l'organisation de nos forces militaires. On applaudissait lorsque M. Rouher s'écriait : « Grâce aux soins de Votre Majesté *la France* est prête... L'heure de la victoire est proche, la France le sait et le génie de l'Empereur le lui garantit. » L'Empereur lui-même, qui avait écrit le 29 mai 1859 : *nous ne sommes jamais prêts pour la guerre*, disait dans son discours du 18 janvier 1869 :... « ... notre armement perfectionné, nos arsenaux et nos magasins *remplis*, nos réserves *exercées*, la garde nationale en voie d'organisation, notre flotte transformée, nos places fortes en bon état, donnent à notre puissance un développement indispensable.

« Le but constant de nos efforts est atteint, les ressources militaires de la France sont désormais à la hauteur de ses destinées dans le monde. »

La presse s'en mêlait et le *Journal officiel* des 16 et 17 août 1869 promettait au maréchal Niel la reconnaissance de la postérité : « L'histoire dira avec quelle activité, quelle persévérance, quelle force de volonté, *quelle merveilleuse fécondité de ressources* le maréchal Niel, entrant profondément dans la pensée de l'Empereur, est parvenu à résoudre ce problème, jusqu'alors réputé

insoluble, de doubler les forces militaires de la France, non seulement sans augmenter ses charges, mais en les allégeant pour les familles et en diminuant les dépenses du Trésor.

« Une armée de ligne de 750.000 hommes disponibles pour la guerre, près de 600.000 hommes de garde nationale mobile, l'instruction dans toutes les branches, poussée à un degré inconnu jusqu'ici ; nos règlements militaires remaniés et mis en rapport avec les exigences nouvelles ; les conditions de l'existence du soldat et de l'officier largement améliorées ; l'avenir des sous-officiers qui ne veulent pas poursuivre leur carrière militaire assuré par leur admission aux emplois civils ; 1.200.000 fusils fabriqués en moins de dix-huit mois, *les places mises en état, et armées*, les arsenaux remplis, un matériel immense prêt à suffire à toutes les éventualités, quelles qu'elles soient, et, en face d'une telle situation, la France confiante dans sa force, garantie solide de la paix.

« Tous ces *grands résultats* obtenus en deux années ! »

— La déclaration du général Dejean, ministre de la guerre par intérim, est celle-ci : « La France peut armer *deux millions* de défenseurs ; leurs fusils sont prêts, et il en restera encore *un million* en réserve. »

« Le maréchal Niel dit au conseil d'Etat : « Nous en sommes à regretter que la Prusse ne déclare pas la guerre immédiatement. »

Ainsi notre malheureuse France se trouve placée entre ceux qui déclarent que nous ne sommes pas prêts, puis le gouvernement affirmant que l'heure de la victoire est proche. L'armée qui va être sacrifiée assiste impassible à ces discussions, sachant qu'elle n'est pas prête. Ce mauvais vouloir des corps politiques pour les troupes n'est pas un secret, et tout officier intelligent sait deux choses : l'hostilité des politiciens et la courtisanerie des ministres.

Jusqu'à la dernière minute les illusions subsistent. Dix jours avant la déclaration de guerre, le 9 juillet 1870, M. Paul de Cassagnac disait dans son journal *le Pays :* « ... que les Prussiens prennent tout leur temps ! la France est prête. »

— Le 12 juillet 1870, ce même publiciste répétait : « ... Personne n'ignore qu'en ce moment nous avons vingt-quatre jours d'avance sur la Prusse. *Nous sommes prêts, ils ne le sont pas.* »

La veille de la déclaration de guerre, le 18 juillet 1870, M. A. Granier de Cassagnac, député, faisait entendre ces paroles : « ... L'Empereur, admirablement secondé par ses ministres, a porté la force militaire de la France, *comme personnel et matériel, comme armement et approvisionnement, à un degré d'intensité formidable.*

« Nous sommes en état de mettre en ligne autant de soldats que la Prusse, *et aussi vite*, avec l'avantage d'un armement supérieur. »

Lorsque le prince Louis-Napoléon était prisonnier dans la citadelle de Ham, il daignait confier ses pensées à un journal de province. Le *Progrès du Pas-de-Calais* publiait le 20 avril 1843 cet article du prince qui monta sur le trône : « Un des reproches les plus graves qu'on puisse adresser au gouvernement, reproche qui tous les jours devrait, si nous avions une opposition vraiment nationale, retentir à ses oreilles, c'est de n'avoir pas profité des douze dernières années de paix pour organiser militairement le pays, de façon que la France n'ait jamais à craindre une invasion. »

Chacun sait aujourd'hui en Allemagne aussi bien qu'en France que *nous n'étions pas prêts*. En faut-il conclure que nos promptes défaites sont uniquement dues à l'administration militaire? La guerre est déclarée le 19 juillet, et nous sommes battus à Wissembourg, à Frœschwiller, à Forbach dans les premiers jours d'août. Nos

approvisionnements, nos préparatifs insuffisants pour une longue campagne pouvaient certainement nous permettre une guerre de quinze jours. L'élément administratif a été coupable sans doute, mais pour être juste, loyal, indépendant, l'historien doit se demander si des revers aussi prompts, aussi formidables, ne tenaient pas à d'autres causes? L'esprit militaire n'avait-il pas reçu de mortelles atteintes? La discipline ne laissait-elle pas à désirer? L'emplacement des troupes n'était-il pas contraire aux vrais principes de la tactique et de la stratégie? Le commandement possédait-il cette puissance, ces lumières, cette supériorité intellectuelle, cette initiative qui procurent les succès?

L'administration eût-elle tout prévu que l'avenir n'en était pas moins compromis. L'honneur national nous oblige à une grande réserve et il est des sujets qu'il suffit d'indiquer sans les discuter. Mais les leçons n'en subsistent pas moins.

Si la France veut réparer ses malheurs, elle doit se donner un ministre de la guerre animé du feu sacré, aimant l'armée avec passion, d'une haute intelligence, actif, persévérant, ferme dans ses volontés, indépendant de la politique, patriote ardent, et décidé à créer une armée. A ce ministre, il faudra accorder une confiance très grande, lui sacrifier dix ministères s'il le faut, car tout doit céder à l'œuvre militaire. Donnez-nous une armée disciplinée, instruite, dévouée, patriotique, ou notre pauvre France aura le sort de Byzance

XV

Après les capitulations de Sedan et de Metz, la France n'avait plus d'armée. Il eût été sage de traiter de la paix, mais le patriotisme l'emporta et la légende des volontaires de la première République égara les esprits. On

crut, bien à tort, qu'il était possible de vaincre sans l'armée permanente. L'histoire prouve le contraire. C'est à tort que l'on cite les défenses des Calabrais et des Espagnols contre les soldats de Napoléon Ier. Ceux-ci n'en ont pas moins occupé le royaume de Naples; quelques bataillons ont conquis le Tyrol. Ce n'est pas le soulèvement des Espagnols qui a sauvé l'Espagne, mais nos fautes. C'est la jalousie, la coupable rivalité des chefs de l'armée française qui nous ont ramenés au delà des Pyrénées. Si le maréchal Soult avait seul dirigé les armées qui devaient contenir les Anglais en Portugal, Wellington n'eût pas choisi aussi facilement ses points d'attaque; il n'eût pas impunément manœuvré sur les deux rives du Tage. L'histoire n'offre pas un seul exemple d'une nation qui, seule, sans le secours d'une armée permanente, disciplinée, instruite, solide, ait conservé ou recouvré son indépendance. Il ne faut pas se dissimuler que la résistance des Espagnols aux armées de Napoléon Ier ne se reproduirait plus de nos jours. La civilisation moderne en adoucissant les mœurs, les chemins de fer en rapprochant les nations, le luxe en affaiblissant les caractères ont porté une atteinte mortelle au patriotisme. Les nations confient le soin de leur salut aux armées permanentes, et la centralisation, poussée à l'extrême, semble dire à chacun : L'Etat répond de ton salut. On rappelle sans cesse les colons américains commandés par Washington, vainqueurs des soldats de l'Angleterre. Pris au dépourvu, dit-on, les Anglais perdirent Tycondérago et Crown-Point, sur les frontières du Canada, et se virent assiégés dans Boston; mais les milices américaines, décimées par les maladies, les fatigues et les privations, allaient cesser d'exister. L'historien Botta déclare que « les préventions du Congrès contre les troupes de ligne lui faisaient concevoir l'espoir insensé d'organiser, chaque année, une armée capable de résister à l'ennemi. »

Les milices ne surent pas défendre les formidables positions de Guan; enfin la bataille de Brooklyn prouva que toute la bravoure des citoyens est impuissante devant la discipline des vrais soldats. Consternés, presque découragés, les miliciens comprirent leur impuissance, et Washington obtint du Congrès la formation d'une armée de ligne. Il était trop tard et le Congrès négligea l'organisation militaire pour s'occuper des questions politiques. La cause des Américains était perdue, lorsque, le 2 mai 1778, la frégate française *la Sensible* porta au général Washington le traité conclu le 6 février entre le roi de France et les colonies anglaises de l'Amérique du Nord. Le Congrès s'assembla, les temples retentirent d'actions de grâces, les miliciens, les soldats du camp de Valley-Forge jetèrent des cris de joie, et tous les citoyens se sentirent sauvés par la venue de vrais soldats. De leur côté, les Anglais, craignant de voir une flotte française remonter la Delaware, se hâtèrent d'évacuer Philadelphie, sans oser même prendre la mer pour se rendre à New-York. Lorsque le comte d'Estaing arriva avec une flotte et des troupes de débarquement, le courage des Américains se ranima, et l'on peut dire que la liberté fut conquise le jour où Rochambeau débarqua dans Rhode-Island.

Nos guerres de la Révolution prouveraient que les nations ne peuvent résister à l'ennemi, si elles n'ont pour appui une armée permanente. Les nobles débris des armées de Louis XVI sauvèrent la France. Les volontaires avaient fait perdre la Belgique; Valenciennes, Condé, Le Quesnoy, Bouchain, Landrecies étaient tombés aux mains de l'ennemi; les Espagnols campaient sur notre territoire, lorsque l'amalgame vint nous donner une véritable armée, instruite, disciplinée et permanente. Tout en reconnaissant ces choses, le libéralisme n'accorde aux armées permanentes ni estime ni con-

fiance ; à ses yeux, les armées de ligne sont un instrument de despotisme. On oublie que ce sont les armées permanentes qui ont détruit la féodalité lorsque l'heure était venue ; que les armées permanentes ont reconquis la Bretagne et la Guyenne ; qu'elles ont agrandi le royaume de France du Roussillon, de la Franche-Comté, de l'Alsace, de la Flandre, de la Lorraine. Toutes ces glorieuses pages d'histoire disparaissent aux yeux du libéralisme, qui ne voit dans les armées permanentes que des instruments de coup d'Etat. Nous ne voulons pas nous arrêter un seul instant sur le terrain politique. Mais un mot nous revient en mémoire : les coups d'Etat se font tout seuls parce que l'anarchie produit fatalement le despotisme. La France a eu des armées permanentes fort nombreuses, mais elle n'a jamais subi le joug d'un gouvernement militaire ; sous les deux empires, lorsque naissait un conflit entre l'autorité civile et l'autorité militaire, celle-ci était toujours condamnée. Napoléon Ier affectionnait les préfets, Napoléon III les avocats, tout en prodiguant des éloges aux soldats étrangers à la politique. Ce serait commettre un crime contre la patrie que d'affaiblir l'armée permanente, sous prétexte qu'il y eut autrefois des prétoriens qui couronnaient les Césars. Xénophon a dit : *L'art de la guerre est l'art de conserver la liberté.* Si nous nous pénétrons de cette pensée, nous nous condamnerons aux plus grands sacrifices pour doter la France d'une armée permanente réellement solide. Il faut dès lors choisir entre la qualité et la quantité. Le législateur a choisi la quantité. Nous avons des multitudes d'hommes portant l'uniforme, le sac et le fusil, marchant au pas cadencé, mais sans esprit militaire, sans éducation guerrière, assez courageux à l'occasion pour remporter une victoire, mais trop citadins pour supporter les fatigues d'une campagne. Dans nos villages, les paysans, anciens soldats des armées de la Restauration,

de la monarchie de Juillet et du deuxième empire, sourient gauloisement en voyant revenir au foyer le garçon congédié du service, ignorant même le nom de son colonel. « Nous étions d'autres gaillards ! » disent les anciens soldats. Ils ont raison. Mais ils servaient six ou sept ans de suite, ne mendiant pas sans cesse des permissions, allant de garnison en garnison, du Nord au Midi, de l'Est à l'Ouest, oubliant pour quelques ans le village, et fiers, au retour, d'avoir leur petite légende à raconter le soir à la veillée. La conscription nous a donné les armées qui sont entrées victorieuses dans toutes les capitales de l'Europe; la loi de recrutement du maréchal Gouvion Saint-Cyr et celle qui l'a suivie ont conduit nos drapeaux à Alger, à Constantine, à Anvers, en Crimée et en Italie. Le lendemain d'une catastrophe inouïe, nous avons oublié tout à coup nos succès passés, sans qu'une étude sérieuse ait fait connaître la cause véritable de nos revers. Il y avait plus d'une cause, et parmi elles les militaires instruits n'ont pas compté la loi de recrutement. Cette loi était dans les mœurs de la nation qui acceptait e service prolongé bien plus volontiers que ces appels sans cesse renouvelés, incompatibles avec les devoirs du citoyen. Pendant les règnes du roi Louis-Philippe et de Napoléon III, il ne fut jamais question de créer une armée d'Afrique. Nos régiments quittaient joyeusement leurs garnisons de l'intérieur pour aller combattre en Algérie et rentraient fièrement en France avec quelques blessures et quelque gloire. La Tunisie est venue prouver aux plus incrédules que la législation militaire a été adoptée trop à la hâte par des législateurs improvisés.

Le jour où le service militaire sera réduit à trois années, la France aura perdu son armée permanente; les cadres seront anéantis, l'esprit militaire s'éteindra tout à coup, le drapeau national n'aura plus de prestige. Le nom

glorieux de SOLDAT s'effacera de notre langue, et avec lui ces mots si français de patriotisme, de sacrifice, de prouesse et de champ d'honneur, que les idiomes étrangers ne traduisent qu'imparfaitement. Prenons-y garde, le luxe et l'abus de la parole ont déjà produit un grand mal; luttons contre ce mal par des institutions viriles. Retrempons les cœurs, forgeons les caractères, rendons la vie un peu moins douce, apprenons à souffrir, et pour tout cela revenons aux armées véritables, aux armées où le soldat trouve la juste sévérité d'un père, et non les tendres faiblesses d'une mère.

La capitulation de Metz et de Sedan ont mis en oubli trois décrets d'une haute importance et qui font partie de notre législation militaire. Le premier de ces décrets (24 décembre 1811, 1er mai 1812, 3 mai 1832) est ainsi conçu : « Tout commandant qui a perdu sa place ou son armée est tenu de justifier sa conduite devant un conseil d'enquête. » Le second décret (1er mai 1812 article 4, et ordonnance du 3 mai 1832, article 218) est celui-ci : « La capitulation, etc... dans tous les cas, le commandant ainsi que les officiers ne sépareront pas leur sort de celui des soldats et le partageront. » (Texte de 1812.)

« Dans une capitulation, le commandant ne se sépare jamais de ses officiers ni de ses troupes. Il partage leur sort, après comme avant. » (Texte de 1832.)

Il n'y avait pas à discuter, la loi était positive, formelle, impérative, inspirée par l'esprit militaire, et cependant elle a été violée. Un certain nombre d'officiers ont volontairement séparé leur sort de celui des soldats ; sans doute, ils ont trouvé le sort des soldats trop cruel pour eux.

On a longuement discuté, depuis 1870, sur la question des prisonniers de guerre. Que l'officier ou le soldat soit prisonnier à la suite d'une capitulation, ou tombé au pouvoir de l'ennemi pendant les hostilités, il a le droit,

nous dirions volontiers le devoir de reconquérir sa liberté en s'évadant par ruse ou par force, mais à la condition de n'avoir pas engagé sa parole. Après la capitulation de Sedan, après celle de Metz, officiers et soldats pouvaient, à leurs risques et périls, se soustraire à la captivité.

Il n'en est plus de même, si l'officier prisonnier prend l'engagement verbal ou par écrit de demeurer dans le lieu fixé pour sa résidence. Il devient dès lors prisonnier sur parole. Une évasion, dans ces conditions, est un manque à l'honneur.

Des officiers, *malgré la loi*, ont signé l'engagement de ne plus reprendre les armes pendant la durée de la guerre, et l'ennemi leur a délivré des sauf-conduits pour rentrer en France. Quelques-uns de ces officiers ont repris du service, et ont obtenu de l'avancement.

Ces officiers, qui avaient séparé leur sort de celui des soldats, oubliaient que leurs camarades supportaient les douleurs de la captivité, et perdaient toutes chances d'avancement, pendant qu'eux-mêmes, liés par un engagement sacré, obtenaient de nouveaux grades et devenaient les chefs de leurs collègues de la veille, de ceux qui étaient fidèles à la parole donnée.

Parmi les officiers qui avaient consenti à ne plus combattre l'ennemi pendant toute la durée de la guerre, un grand nombre a rempli son engagement, quelque peu honorable qu'il fût. Ceux-là ont dû cruellement souffrir en voyant leurs concitoyens faire des efforts pour sauver la patrie. Comment un officier français aurait-il eu la faiblesse de demeurer impassible dans son fauteuil lorsqu'un Prussien aurait insulté sa mère ou sa sœur !

Sans examiner tous les cas particuliers qui se sont présentés pendant la dernière guerre, où la confusion des idées a été si grande, nous dirons que nul n'a le droit de prendre l'engagement de ne pas défendre son pays,

ensuite que la parole donnée à l'ennemi est sacrée (1).

L'échange régulier des prisonniers remonte à la fin du XVIIe siècle. On stipule d'ordinaire que les hommes échangés ne participeront plus à la guerre entreprise, ou bien l'on fixe le délai pendant lequel ils ne devront pas y prendre part. Quelquefois aussi et en dehors de tout échange, des prisonniers sont relâchés, après avoir contracté de semblables engagements.

Le prisonnier remis en liberté ne peut plus concourir au service actif. S'il viole son engagement il expose les prisonniers retenus sur le territoire ennemi à d'injustes rigueurs en se plaçant hors du droit des gens. Ce sont des exemples malheureusement trop nombreux, des promesses violées qui se sont, jusqu'à ce jour, opposés à ce que les Etats pratiquent, comme une règle générale, le renvoi immédiat, sur parole, des prisonniers de guerre.

« Il n'y a rien de si grand, dit Xénophon, ni de si louable chez toute personne, principalement dans les chefs d'armée, que d'être et de passer pour observateur de la loyauté et de la bonne foi (2). » Cicéron admire « cette qualité d'âme, en vertu de laquelle, non seulement aucun but intéressé n'est poursuivi, mais la bonne foi est observée même contre l'intérêt (3). » Ailleurs, l'orateur romain ajoute : « Si des particuliers, contraints par les circonstances, ont promis quelque chose à l'ennemi, il faut, en cela même, qu'ils lui tiennent parole. »

Au témoignage du consul Silius Italicus, « celui-là est parfait pour le service des armes, qui n'a rien tant à cœur que de garder, au milieu des guerres, la foi jurée. L'Iliade nous fait entendre ce cri poussé par les Troyens :

(1) *Précis du droit des gens moderne de l'Europe*, par de Martens.
(2) *De finibus*, liv. V.
(3) *Appien*, Bell. civ., liv. IV.

« Nous combattons après avoir violé la foi jurée ; notre guerre est un crime (1). »

Les Pères de l'Eglise ne se prononcent pas avec moins d'énergie. L'éloquent évêque d'Hippone déclare que, « lorsque la foi est promise, elle doit être gardée, même à un ennemi à qui on fait la guerre (2). »

Grotius dit : « Quelques prisonniers promettent de ne pas fuir ; cette promesse les oblige alors même qu'ils l'auraient faite dans les fers, car par ce moyen la vie est ordinairement conservée, ou une plus douce surveillance est obtenue ; mais si le prisonnier a été mis ensuite dans les fers, il sera dégagé de sa parole, s'il n'avait promis que pour n'être pas enchaîné. »

Suivant Quintilien, « la bonne foi est le suprême lien des choses humaines, le mérite de la foi gardée entre ennemis est une chose sainte. »

Il résulte de ces opinions que celui qui a pris un engagement ne saurait se soustraire à la captivité sans manquer à son honneur ; mais que celui qui est dans les fers, ou, comme nous disons de nos jours, qui est sous la garde d'hommes armés, peut recouvrer sa liberté très honorablement. C'est le cas du général Ducrot à Pont-à-Mousson.

L'antiquité a célébré le nom de Régulus, non parce qu'il était venu reprendre ses fers (l'honneur lui en faisait un devoir), mais parce qu'il avait émis l'avis de repousser la demande d'élargissement des prisonniers carthaginois. L'accomplissement de ce devoir était sa condamnation.

XVI

Le lendemain de la bataille de Cannes, Annibal

(1) Chant VII.
(2) *Epist.* 205-225.

choisit dix captifs, d'un rang élevé, qu'il envoya à Rome, afin que si sa proposition était acceptée, un échange pût se conclure ; avant leur départ, Annibal exigea d'eux la promesse par serment qu'ils reviendraient au camp des Carthaginois si le peuple romain ne consentait pas à un échange. Les dix prisonniers se présentèrent devant le Sénat et lui firent connaître l'offre du général ennemi. Les parents, les alliés des prisonniers élargis, suppliaient les sénateurs de retenir les dix hommes qui, disaient-ils, étaient libres au milieu de leurs concitoyens. Huit des prisonniers revinrent auprès d'Annibal : deux restèrent à Rome, sous prétexte qu'après avoir quitté le camp ennemi, ils y étaient revenus pour un motif quelconque, avaient séjourné deux ou trois jours dans le camp, et avaient ainsi accompli leur serment. Les censeurs flétrirent ces deux soldats, et les sénateurs décidèrent qu'ils seraient ramenés de force à Annibal. Mais la sentence ne fut pas exécutée, parce que les deux hommes, accablés par le mépris public, se donnèrent la mort. Rome avait à ce degré le culte du serment.

Tout citoyen romain considérait celui qui violait son serment comme ayant l'âme « débile, humiliée, abattue, terrassée. »

Notre histoire de France ne nous montre-t-elle pas saint Louis pendant la 7e croisade, le 6 avril 1250, au moment même où les Sarrasins violaient leurs serments, remplir ses moindres engagements et dire : « Je ne serai libre que lorsque ma parole sera accomplie. »

Le sieur de Pointis, gentilhomme provençal, qui fut lieutenant des gardes de Louis XIII, qui avait servi sous Henri IV, qui commandait un régiment sous Louis XIV et demeura prisonnier de guerre des Bavarois, après la perte de la bataille de Tubingen par le maréchal de Rantzau, expose d'abord la condition misérable des

prisonniers de guerre « qu'on tenait enfermés la nuit dans des basses fosses », et traite ensuite comme il suit la question de la *liberté sur parole.*

« Cependant, on me pressait fort de donner ma « parole, afin que j'eusse entière liberté d'aller partout « sans gardes, ce que j'eusse bien souhaité, me trouvant « fort las, de l'humeur dont j'étais, de me voir ainsi « toujours accompagné et resserré. Mais je demeurai « assez longtemps sans que je pusse me résoudre de la « donner, ne me tenant pas tout à fait aussi assuré des « autres que de moi, et craignant que si quelqu'un de « mes camarades venait ensuite à se sauver, je ne « passasse pour complice et qu'on ne m'en fît un crime.

« Cependant, après avoir longtemps refusé de donner « ma parole pour la raison que j'ai marquée auparavant, « je m'y résolus enfin avec mes camarades, ne pouvant « plus vivre dans cette contrainte et cette servitude « continuelles où nous étions à cause de nos gardes. « Mais je leur représentai fortement, avant que de la « donner, qu'il fallait plutôt périr que de ne la pas « garder et qu'il était indigne de gens d'honneur comme « nous de s'engager à une chose, à moins qu'on ne fût « très résolu de la tenir.

« Aussi, l'un d'eux ayant voulu s'enfuir dans la suite, « et le pouvant faire moi-même comme lui, je m'y « opposai tout à fait et empêchai qu'il ne commît une si « grande lâcheté, lui ayant même dit à ce sujet que je « me souviendrais toujours que le feu Roi, mon maître « (Louis XIII), avait renvoyé un officier qui s'était sauvé « après avoir donné sa parole et avait jugé qu'un homme « qui avait manqué à son honneur était indigne de le « servir. »

Le serment est une affirmation religieuse, et rien ne lui enlèvera son caractère sacré. Il faut le tenir, d'abord par respect pour la Divinité, qui sonde les consciences ;

il faut le tenir ensuite par respect pour soi-même ; il faut le tenir enfin par le légitime souci de la renommée nationale.

Un religieux a dit : « L'honneur fut dans tout l'Occident l'âme et l'auréole de la vie publique ; ce n'était pas la gloire, trop chère à l'orgueil ; ce n'était pas la vertu toute seule, avec ses sombres inspirations ; c'était plus que la gloire et plus que la vertu, un sentiment chaste de soi-même, une crainte infinie de toute honte méritée, la plus haute délicatesse dans la plus sainte pudeur (1). »

En 1870, les troubles matériels avaient réagi dans le monde moral. Une sorte d'obscurité se faisait dans les intelligences, la sainteté du serment, l'idée juste de l'honneur, le sentiment du devoir étaient comme affaiblis. « Cœurs penchés vers la terre, oh ! que vous êtes vides des pensées d'en haut », s'écriait un prêtre ; « les nations ne périssent point par la faim, disait un autre religieux ; ce n'est que dans les causes morales qu'il faut chercher la raison de leur anéantissement. »

La France seule ne doit pas être accusée de cet oubli des devoirs les plus sacrés. L'Allemagne a donné l'exemple du mépris de toute civilisation ; pour n'en citer qu'un exemple, les vainqueurs ont rétabli la coutume barbare des otages. Au moyen âge des personnages importants étaient livrés à l'ennemi pour assurer l'exécution de certains engagements. Ces garants de la parole d'autrui, bien que libres sous serment là où ils résidaient, étaient, en fait, assimilés aux prisonniers de guerre, et pouvaient être rendus responsables, au prix de leur vie, des infractions de celui qui les avait livrés.

Le mot *otage* venait par corruption du latin *hospes*, hôte, parce que dans l'origine l'otage devait être traité avec tous les égards qu'impose l'hospitalité. La coutume

(1) Le R. P. Lacordaire.

barbare des otages avait disparu devant la réprobation universelle, et il n'était plus mention d'otages que chez quelques peuplades sauvages de l'Amérique ou de l'Océanie, lorsque l'on vit pendant la guerre franco-allemande les autorités prussiennes remettre en vigueur et pratiquer avec une excessive dureté une mesure qui révoltait les consciences.

Ce funeste exemple rencontra des imitateurs durant la sombre période que Paris traversa du mois de mars au mois de mai 1871. Des *otages* furent incarcérés pendant que l'armée nationale combattait les gens de la Commune. Nous ne rappellerions pas cet emprunt fait par de misérables Français aux autorités prussiennes, si ce n'était pour nous l'occasion de montrer la grandeur d'une femme.

Au commencement du mois de mai 1871, on crut qu'une absence de quarante-huit heures serait permise, sur parole, au président Bonjean, pour aller embrasser sa femme et ses enfants ; cette parole il l'eût donnée à des bandits, à des incendiaires, à de misérables mis hors la loi par leur révolte contre la société ; quant à la captivité de M. le président Bonjean, elle n'avait même pas de prétexte, et n'était à tout prendre qu'un attentat à la liberté individuelle. Mme Bonjean écrivit, dans ces circonstances, à son mari la lettre suivante, que devront méditer les officiers de l'armée qui ont manqué à leur parole :

« Orgeville, ce samedi 6 mai 1871.

« Ce que tu me dis des nouvelles rigueurs introduites dans la situation des prisonniers dont tu fais partie me donne la crainte que l'espoir qu'on t'avait donné d'une liberté de quelques heures sur parole, pour venir nous voir ici, ne doive pas se réaliser, et pourtant je partage à un tel degré l'appréhension que quelqu'accident, indé-

pendant de ta volonté, eût pu entraîner pour toi quelqu'infraction involontaire à ta promesse, que c'est à peine si j'ose souhaiter que tu coures une si terrible chance !... Hier encore, quelqu'un osait me dire : « J'espère bien que, si votre mari peut venir jusqu'ici, vous ne le laisserez pas repartir. » J'en suis demeurée pétrifiée de surprise. Eh quoi donc ! on m'approuverait de t'aimer d'une tendresse assez lâche pour te demander le sacrifice de ton honneur à ta sécurité, pour vouloir donner le droit de te mépriser à ceux qui auraient eu foi en ta parole ! Oh ! mon Dieu ! comment se peut-il qu'il existe des êtres chez qui le sentiment de l'honneur et du devoir soit à ce point oblitéré ! »

Voilà une épouse, une mère qui, au milieu des calamités publiques, au milieu des plus cruelles douleurs de la famille, a conservé la notion lumineuse de ce qui est dû à la foi jurée. Lorsqu'elle écrivait cette lettre, il y avait dans cette femme quelque chose de divin.

La guerre ne suppose pas nécessairement une haine profonde entre les nations qui se combattent. Ainsi, pendant la campagne de Crimée, les Russes et les Français, tout en se fusillant les uns les autres, étaient loin de se haïr. Lorsque la paix fut signée ils se donnèrent la main comme après un duel entre gentilshommes. La campagne d'Italie fit aimer les Autrichiens par notre armée. Ces adversaires d'un jour étaient si pleins de loyauté et si braves qu'une vive sympathie s'éveilla dans tous les cœurs. Russes et Autrichiens ne parlaient pas notre langue, mais nous nous comprenions ; un signe, un regard suffisaient. Nos épées étaient de même trempe.

Pour le Prussien nos sentiments ont été tout autres, il venait avec ses haines séculaires, et ses désirs de vengeance. L'instinct national ne fut pas dupe du roi Guillaume lorsqu'il déclara solennellement qu'il venait apporter la guerre à Napoléon III et non au peuple français.

Le vieux roi de Prusse, M. de Bismarck, M. de Moltke, les princes de l'Allemagne, les généraux, les capitaines et les simples soldats arrivaient pour se venger, en couvrant d'obus les cités, en incendiant les hameaux, en massacrant les habitants, en pillant les maisons, en s'emparant des mobiliers, en traînant à la suite des bataillons des centaines d'aventuriers, juifs et prussiens, qui emportaient au delà du Rhin le linge et les bijoux enlevés des armoires.

Ce n'est pas la guerre, mais l'invasion des barbares. Et cependant ne sommes-nous pas hommes du même siècle, enfants du Christ, soumis à des lois presque semblables, instruits par des maîtres professant des doctrines peu différentes?

Il y aurait donc antipathies de race, répulsion instinctive, haine héréditaire ?

Ces soldats prussiens armés de leurs fusils, de leurs baïonnettes, de leurs sabres ; les gibernes pleines de cartouches, suivis de canons, escortaient nos prisonniers épuisés par les fatigues, les blessures et les maladies.

Eh bien, les soldats prussiens frappaient les malheureux et les insultaient, sans respect pour le caractère militaire, sans pitié pour la souffrance ; le Prussien armé frappait de coups de crosse le Français désarmé.

Que ce fût lâche, peu importe, mais le droit de la guerre était violé, ce qui est très grave. Le prisonnier de guerre au XIXe siècle n'est plus le captif de l'antiquité, il a des droits sacrés.

Il y eut certainement des exceptions, et des Allemands ne partagèrent pas la rage sauvage de leurs compagnons ; il y en eut de courtois, insensibles au gain et aux vengeances. Ceux-là, sans doute, avaient respiré l'air de France, ils savaient qu'il faut nous pardonner beaucoup parce que nous sommes un peuple souverainement bon.

Les Prussiens venaient donc pleins de haine et de ven-

geance; de quoi voulaient-ils donc se venger ? N'avions-nous pas depuis 1815 offert la plus généreuse hospitalité à leurs savants, à leurs ouvriers et surtout à leurs espions ? Nos ateliers de Paris n'étaient-ils pas la source de fortunes faciles ? Les richesses de la Prusse ne venaient-elles pas de France ? Malgré sa morgue, le Prussien ne trouvait-il pas nos foyers toujours prêts à le recevoir? Avons-nous jamais cherché à humilier, de notre esprit pétillant, son esprit peu alerte ? Non certes, la France s'est toujours montrée hospitalière et généreuse pour le Prussien.

Dès lors, pourquoi la vengeance ? Un seul mot vous le dira : *Iéna.*

De longues années se sont écoulées depuis cette journée d'Iéna où la Prusse humiliée dans son orgueil a courbé la tête devant le chef de l'armée française. Ce souvenir était un héritage des générations anciennes aux nouvelles générations. En ce temps où notre armée était forte, il s'était formé à Berlin un parti dont la reine Louise était l'âme, et qui réclamait la guerre à grands cris. La jeune reine, dans tout l'éclat de sa beauté, parcourait à cheval, en costume militaire, les rues de Berlin, appelant aux armes les sujets de son timide et pacifique époux. A cet exemple, à ces excitations, une fièvre chevaleresque anima la Prusse tout entière ; les vieux soldats de Frédéric et la jeune noblesse prussienne furent épris d'un fol enthousiasme et s'armèrent pour secouer le joug de la France. Leurs bataillons ne formaient d'ailleurs que la grande avant-garde de la Russie.

Selon sa coutume, Napoléon ne laissa pas à ses ennemis le temps d'attaquer, il franchit le Rhin dans les premiers jours d'octobre ; le 10, le combat de Saalfeld ouvrit dignement la campagne ; le lendemain, l'armée française couronnait les hauteurs qui dominent le plateau d'Iéna ; l'armée prussienne avait pris ses positions à la hâte. La

reine Louise parcourait les rangs à cheval, escortée de la jeunesse de Berlin ; officiers et soldats prussiens étaient dans l'enthousiasme en voyant cette souveraine, si belle, vêtue en amazone, coiffée d'un casque en acier poli, une cuirasse brillante d'or sur une tunique blanche. Le galop de son cheval semblait réveiller tous les échos, les drapeaux s'inclinaient, les tambours battaient la charge , les musiques faisaient entendre des airs de guerre. Lorsqu'elle rendait le salut aux drapeaux, la reine disait en souriant : « Mes amis, je les ai brodés de ma main. » Bientôt ce fut du délire. Jamais le grand Frédéric n'en avait vu de semblable, il fallait remonter à Marie-Thérèse pour en comprendre la puissance.

XVII

Pendant ce temps Napoléon Ier, simplement vêtu de sa capote usée, traversait des bivacs, jetait un coup d'œil sur les cartes et donnait des ordres brefs et clairs. Avant le signal de l'attaque, l'Empereur dit à ses soldats : « Le corps qui se laisserait percer se déshonorerait : ne redoutez pas cette célèbre cavalerie, opposez-lui des carrés fermés et la baïonnette. Soldats, quand on ne craint pas la mort, on la fait entrer dans les rangs ennemis. »

Alors, un soldat fit entendre le cri : *En avant !* Napoléon se retourna brusquement. « Qu'y a-t-il ? c'est sans doute un conscrit de la dernière levée qui ose dire ce qu'il faut faire ! Qu'il attende d'avoir commandé dans trente batailles rangées... Silence ! et qu'on attende mes ordres. »

Puis il donna le signal de l'attaque. Vers une heure la bataille était gagnée. L'armée prussienne fuyait de toutes parts, la jeune reine et son brillant état-major se dérobèrent à grand'peine à la poursuite de notre cavalerie.

Ce jour même les autorités de Berlin annoncèrent au

peuple la victoire des Français : « Notre armée a été entièrement détruite à Iéna ; le Roi est sauvé. »

Dans cet immense malheur, les Prussiens n'oubliaient pas leur Roi ; ils ne renversaient pas le trône en se faisant les alliés de l'ennemi.

A Iéna l'armée française avait tué ou pris 50.000 hommes ; 300 bouches à feu ; 600 drapeaux ; tous les magasins étaient en notre pouvoir.

A Berlin, on ne parlait plus de Rosbach.

En même temps, le maréchal Ney bloquait Magdebourg ; le maréchal Soult poursuivait l'ennemi au delà de l'Elbe ; Bernadotte occupait Brandebourg ; Murat complétait par de brillants faits d'armes les avantages obtenus à Iéna. Mortier, Davoust, Lasalle poursuivaient leur route victorieuse.

Depuis plus d'un demi-siècle, tout Prussien a devant les yeux ce souvenir douloureux pour son orgueil. Les enfants, les vieillards, les femmes, les pauvres et les riches, ne songeaient qu'à la vengeance ; le mot *revanche* leur semblait trop doux, car cela eût été une victoire après la défaite : Wissembourg, Forbach et Frœschwiller, par exemple, après Iéna, Waterloo ne suffisant pas.

Ils ont rudement travaillé pendant de longues années, non pour prononcer des harangues, non pour élever des statues à de petits hommes, mais pour créer une armée. Ce devoir a été accompli par des généraux, et les législateurs ne s'en sont pas irrités, parce que le patriotisme dominait tout.

Lorsque la Prusse a eu un très grand nombre de soldats disciplinés, bien pourvus du nécessaire, lorsque les soldats ont été commandés par des chefs imités des Soult, des Ney, des Bernadotte, des Davoust, des Mortier, des Lasalle, M. de Bismarck a dit au roi Guillaume : « L'heure de la vengeance est arrivée. » D'un signe de tête, M. de Moltke a fait comprendre que tout était prêt pour la ven-

geance, et le vieux roi de Prusse a mis l'épée à la main.

Terrible a été la vengeance ! elle explique tous les événements de 1870-1871, les bombardements inutiles, les capitulations cruelles, les massacres de Bazeilles, les incendies de nos villages, les traitements infâmes infligés à nos prisonniers, deux de nos provinces arrachées toutes sanglantes au sol de la patrie. Non, ce n'est pas la guerre comme l'ont faite les Russes en Crimée, et les Autrichiens en Italie ; ce n'est pas la guerre avec son droit des gens, son humanité, ses respects pour le courage malheureux, sa modération dans le succès ; pour tout dire, en un mot, ce n'est pas la guerre avec son honneur. La vengeance de la Prusse a fait appel aux passions les plus basses : au mensonge, à la trahison, à la perfidie.

La victoire d'Iéna est un diamant que la France peut mettre à sa couronne. Sedan ne jette pas un tel éclat ; il y a là des taches et une teinte sombre. Mais n'oublions jamais que la Prusse cherchait la vengeance et non la victoire.

Nous avions pris 600 drapeaux à Iéna, mais nous les avions pris sur le champ de bataille.

Combien les Prussiens en ont-ils pris entre les mains de nos soldats ?

Ne cherchons donc pas la vengeance, qui est indigne de nous. Qu'il nous suffise d'enseigner à nos enfants l'histoire de nos pères, et de mettre sous leurs yeux le récit de la bataille d'Iéna.

Nos descendants diront que revanche vaut mieux que vengeance.

CHAPITRE IV

SOMMAIRE

De la cavalerie. — Le lieutenant-colonel Bonie. — Le commandant de Vittré. — Opinions du prince de Ligne, du maréchal de Saxe, du maréchal Marmont. — Lettre du major-général Berthier au roi de Westphalie. — Opinion du général Foy sur le commandement de la cavalerie. — Opinion de Napoléon Ier sur l'emploi de la cavalerie. — Conseil d'enquête sur les capitulations. — Bitche ne capitule pas. — Le commandant Teyssier. — Bombardement de Bitche. — M. Lamberton. — Le Bûcheron des Vosges. — Mésaventures du capitaine Mondelli. — Distraction de M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères. — Siège de Lichtemberg. — Le lieutenant Archer, du 96e. — Le sergent Kessler. — Le fort de la Petite-Pierre. — Le sergent-major Bœltz. — Siège de Phalsbourg. — Le commandant Taillant. — Siège de Strasbourg, le général Uhrich. — Capitulation de Lichtemberg. — Capitulation de Marsal; le capitaine Leroy. — Capitulation de Vitry-le-Français; le commandant Terquem, le capitaine Hamen. — Capitulation de Toul; le commandant Huck. — Capitulation de Laon; le général Théremin d'Hame. — Capitulation de Soissons; lieutenant-colonel de Noë. — Capitulation de Schlestadt; le chef de bataillon Reinach de Foussemagne. — Capitulation de Verdun; le général Guérin de Waldersbach. — Capitulation de Sedan, l'Empereur, le général de Wimpffen. — Capitulation de Neufbrisach; le lieutenant-colonel de Kerhor. — Capitulation de Montmédy; le chef de bataillon Teyssier, le capitaine Reboul. — Capitulation d'Amiens; le capitaine Vogel, le commandant Woirhaye. — Capitulation de la Fère; le capitaine de frégate Planche. — Capitulation de Thionville; le colonel Turnier. — Capitulation de Paris; M. Jules Favre, les généraux Trochu et Vinoy. — Capitulation de Guise. — Capitulation de Mézières; le lieutenant-colonel de la Lobbe; le général Blondeau. — Réflexions. L'armée allemande en novembre 1883. Les armées réunies de toute l'Europe.

I

La grande charge de Sedan, conduite par le colonel de Baufremont, n'est pas une opération tactique, mais une sublime folie. Faire périr des hommes inutilement est

déjà une immense faute, militairement parlant ; mais détruire une arme indispensable ne saurait être pardonné, quel qu'en soit le résultat.

Pendant cette guerre, les Allemands ont employé leur cavalerie stratégiquement et les Français tactiquement. Ni les uns ni les autres n'ont agi savamment. Les Allemands auraient dû poursuivre après leurs victoires et broyer les troupes en retraite ; ils ne l'ont pas fait. Les Français, au lieu de s'éclairer au loin, conservaient dans les rangs de l'infanterie des escadrons pleins d'ardeur. Les uhlans sillonnaient nos campagnes, voyant tout, entendant tout et faisant connaître nos moindres mouvements. Quelques compagnies de francs-tireurs, instruits, braves et disciplinés, eussent arrêté les uhlans de l'Allemagne.

De toutes les armes, la cavalerie a été la plus mal employée. Il est vrai que les chefs de cavalerie ont été rares en tout temps, à notre époque plus qu'en aucune autre !

La cavalerie est longue à former, coûteuse à entretenir, difficile à conserver, mais, à un moment donné, elle rend d'immenses services : c'est ce moment qu'il faut saisir. Le chef doit, d'un coup d'œil rapide, juger l'adversaire, le terrain, les pertes, le gain, la minute fugitive de l'élan et l'ordre à employer : colonnes, bataille, fourrageurs. Sacrifier sans cesse sa cavalerie sur le champ de bataille, lorsque l'on est à bout de ressources, n'est que de l'empirisme.

Ces *Récits militaires* n'étant pas une œuvre technique, nous n'avons pas à discuter l'emploi si regrettable qui a été fait de notre cavalerie ; mais nous devons dire qu'en aucun temps, ni dans les guerres de la Révolution, ni dans les campagnes du premier Empire, ni aux expéditions africaines, le cavalier français n'a été plus vaillant, plus intrépide dans le combat et plus fier de sa noble carrière. En voyant les charges de Morsbroon dans « des

vignes épaisses, des houblonnières, des rangées d'arbres, des souches coupées ras de terre, de nombreux et profonds fossés » ; en voyant la charge de Sedan contre une nombreuse artillerie protégée par une rivière, tout officier de cavalerie, digne de ce nom, éprouve une douleur profonde.

Avions-nous donc oublié, pendant cette guerre de 1870, que chaque arme a sa tactique particulière, et que ces tactiques, en se combinant, donnent naissance à la tactique des trois armes? C'est un concert auquel des éléments divers doivent concourir, s'entr'aidant par des combinaisons : l'artillerie foudroie de loin, l'infanterie se porte d'un point à un autre avec ses cartouches et ses baïonnettes, la cavalerie éclaire, couvre les manœuvres, ou balaie le terrain comme un ouragan. Mais il faut respecter le rôle de chaque arme, jouer son jeu savamment et ne pas sacrifier l'une des armes jusqu'à l'anéantissement pour protéger pendant quelques instants l'une des deux autres. Ni à Frœschwiller, ni à Sedan, ni ailleurs, la cavalerie ne pouvait obtenir les résultats qu'on doit attendre d'elle ; ses coups frappaient dans le vide ; ce n'était ni une attaque, ni une défense, mais une course insensée dans une atmosphère de fer et de feu.

Deux officiers supérieurs de notre armée, le lieutenant-colonel Bonie (1) et le commandant de Vittré (2), ont éclairé, par des publications remarquables, les questions concernant la cavalerie. Ces officiers, qu'un juste avancement a récompensés de leurs travaux, ont bien jugé l'arme dans laquelle ils servent depuis longtemps. Le colonel Bonie dit : « Nous retrouvons sur les champs de bataille notre cavalerie chevaleresque comme aux plus beaux jours de son histoire ; n'ayant rien appris, il est vrai, mais n'ayant rien oublié non plus du patriotisme et

(1) *Campagne de* 1870, la cavalerie française.
(2) *Cavalerie française, Cavalerie allemande*, 1870-1879.

de la bravoure de son passé. Constamment mal engagée dans cette dernière guerre, elle a néanmoins toujours chargé sans s'effacer et à visage découvert, malgré l'assurance de courir à une mort certaine et stérile. »

Le commandant de Vittré dit de son côté : « Le temps des illusions est passé pour nous. Si Dieu permet que nous soyons engagés jamais dans de nouvelles luttes en armes contre les peuples allemands, n'oublions pas que nous aurons en face de nous une cavalerie puissante par le nombre, instruite, bien commandée, audacieuse parfois, admirablement préparée à la guerre. »

Le colonel Bonie et le chef d'escadron de Vittré aimaient et connaissaient leur arme. Chacun d'eux fait ressortir, dans son œuvre, non seulement les fautes commises, mais, ce qui est plus précieux, les règles à suivre pour le bon emploi de la cavalerie. La question avait préoccupé les meilleurs esprits du monde militaire, écrivains et généraux. Au siècle dernier, le prince de Ligne disait : « Je voudrais qu'on fût plus délicat sur le choix des hommes et qu'on relevât l'existence de la cavalerie en hommes et en chevaux. »

On lit dans les *Rêveries* du maréchal de Saxe : « Il est certain qu'on ne connaît pas les forces de la cavalerie, ni les avantages qu'on peut en retirer. Il faut faire les chevaux peu à peu et au mal et les endurcir à la fatigue par des courses et des exercices violents, ce qui les conserve plus sains et les fait durer bien davantage. Quand ils y sont faits, vous pouvez compter avoir de la cavalerie, au lieu que vous n'en avez pas avant. »

En 1691, Feuquière, qui guerroyait en Italie, fit en trente heures plus de vingt lieues ; il passa et repassa le Pô et deux autres rivières pour une reconnaissance sur Savillan. En 1870, nous faisions moins bien qu'en 1691 !

« On ne saurait attacher trop de prix à l'équitation, dit le maréchal Marmont, ni trop s'occuper de rendre les

cavaliers parfaitement maîtres de leurs chevaux. Il faut que l'homme et son cheval ne forment qu'un individu qui réalise les centaures de la fable. L'équitation est tout; c'est elle qui subjugue le cheval et qui le dompte. Les manœuvres seront toujours assez correctes avec des soldats bons cavaliers. »

Le même maréchal fait une observation philosophique appliquée à l'officier aussi bien qu'au soldat, et qui démontrerait au besoin que le service militaire doit avoir une certaine étendue. En effet, le courage s'apprend par l'éducation morale, comme la vigueur par les exercices physiques : « Tout homme de cœur a toujours du courage et de l'énergie pendant vingt-quatre heures ; dans les succès, tout homme paraît un héros ! mais combien il est rare de trouver le même courage, la même ténacité, la même ardeur dans les revers ! Il n'y a que les vrais braves qui se montrent alors, et il est facile de les compter. » Voilà qui explique certains évanouissements de la dernière guerre.

L'empereur Napoléon III aurait dû, pendant tout son règne, faire adresser à ses généraux de cavalerie une copie de la lettre du major général Berthier au roi de Westphalie écrite de Mayence le 1er août 1813 : « L'Empereur me charge de dire à Votre Majesté... que la guerre est un métier et qu'il faut l'apprendre. »

Un maître en fait de guerre (1) a proclamé cette vérité : « Après les qualités nécessaires au commandement en chef, le talent de la guerre le plus sublime est celui du général de cavalerie. »

Revenons encore au maréchal Marmont : « La cavalerie est nécessaire à la guerre pour éclairer et donner des nouvelles de l'ennemi. Sans elle, un général est à chaque moment entouré de périls. La cavalerie est encore

(1) Général Foy, *Histoire de la guerre dans la Péninsule.*

utile pour profiter de la victoire. Sans la cavalerie, une bataille gagnée ne donne pas de résultats décisifs... Un ennemi en fuite peut toujours se rallier quand on ne l'atteint pas rapidement au moment de son désordre (1).»

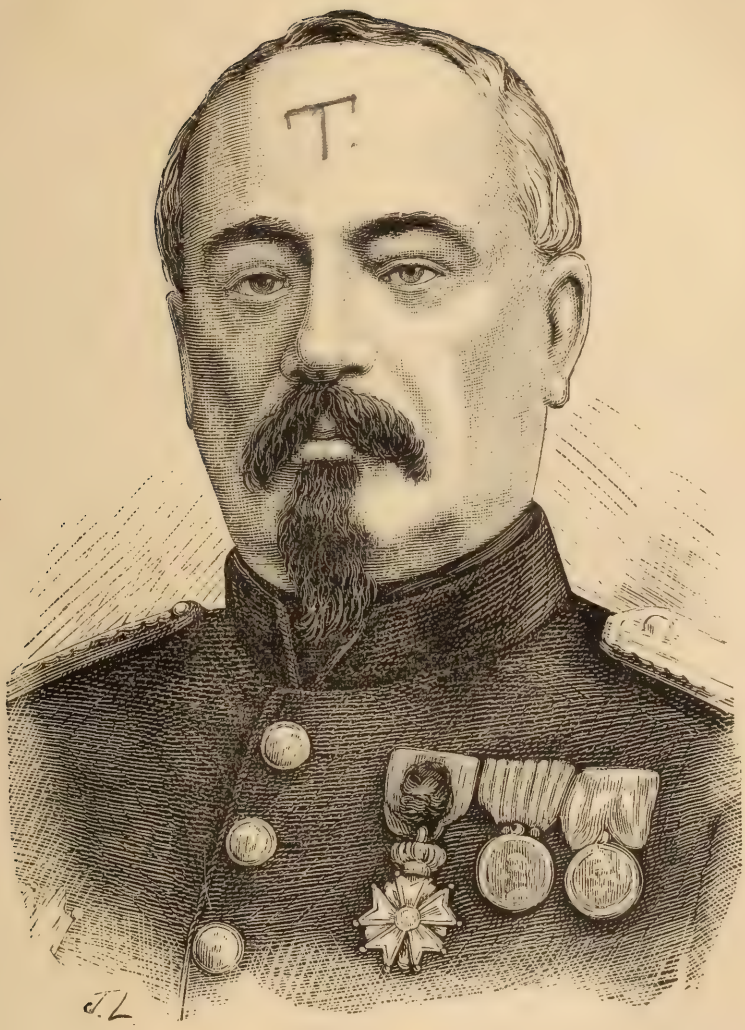
Dans son *Histoire de la guerre dans la Péninsule*, le général Foy s'écrie : « Ils sont rares les hommes habiles dans l'art de lancer et de régulariser les vastes ouragans de la cavalerie, *procella equestris*, suivant la belle expression de l'Ecriture. »

Le maître des maîtres en fait de guerre, Napoléon Ier, a dit : « Il faut qu'un général de cavalerie suive toujours l'ennemi l'épée dans les reins, surtout dans les retraites. — Je ne veux pas qu'on ménage les chevaux quand ils peuvent prendre des hommes. »

Le commandement de la cavalerie a donc une importance extrême ; ce commandement exige des qualités particulières que le général Foy met en relief dans ce portrait du général de cavalerie : « Eussiez-vous un coup d'œil plus rapide et un éclat de détermination plus soudain que le coursier emporté au galop, ce n'est rien si vous n'y joignez la vigueur de la pensée, de bons yeux, une voix retentissante, l'adresse d'un athlète, l'agilité d'un centaure. Avant tout, il faudra que le ciel vous ait départi cette faculté précieuse, qu'aucune ne remplace et dont il est plus avare qu'on ne le croit communément : *la bravoure.* »

Les grands écrivains militaires auxquels nous avons fait ces emprunts avaient, depuis longtemps, tracé le rôle de la cavalerie. Presqu'oubliées, leurs œuvres se couvraient de poussière dans nos bibliothèques militaires. Lorsque la guerre éclata soudain, la cavalerie française croyait qu'un bon sabre et de bons éperons suffisaient à la victoire.

(1) *Esprit des institutions militaires.*



BAZAINE

Quelque limitée que fût l'instruction régimentaire, notre cavalerie eût encore brillé en campagne si elle avait été commandée par les Murat, les Bessière, les Lasalle, les Colbert, les Excelmans, les Pajol ; nos cavaliers possédaient toujours de bons bras et nos chevaux de bons jarrets. Mais le mode d'avancement basé sur le favoritisme avait changé le tempérament de la cavalerie ; de nerveuse elle était devenue lymphatique. Non pas qu'il n'y eût dans nos rangs de véritables officiers de cavalerie, tels que Margueritte, Du Barrail et quatre ou cinq autres, mais ce n'était pas assez pour imprimer un élan en temps de paix. Les ministres de la guerre, en fait d'allures, préféraient le pas au galop, et parmi les sonneries l'*extinction des feux* était plus à la mode que la *charge*.

Voilà le mal dont Bonie et de Vittré ont voulu nous guérir. Que les officiers de cavalerie lisent et méditent leurs livres peu volumineux, mais riches de faits et d'observations. Officiers en activité, appartenant à des corps de troupes, les écrivains qui nous occupent ont été d'une réserve extrême dans leurs critiques : ainsi le voulait la discipline. Sur le terrain historique, en présence des cavaleries de la France et de l'Allemagne, ils ont eu des jugements à prononcer. Ces jugements sont en général fort justes. Tout en les discutant, la carte sous les yeux, l'officier de cavalerie doit les prendre en considération, car tous les progrès de l'avenir sont là.

Le lieutenant-colonel Bonie et le chef d'escadron de Vittré ont non seulement écrit des livres utiles, mais chacun d'eux a fait une bonne action dont la cavalerie sera reconnaissante.

L'ouvrage du colonel de Vittré jouit dans l'armée d'une estime d'autant plus grande, qu'avant de se montrer écrivain distingué l'auteur était connu pour un vaillant capitaine. Bonie est aujourd'hui un brillant général.

II

L'invasion de la France se fit par des opérations stratégiques et tactiques qui donnèrent la mesure de la valeur des armées, et aussi par des sièges auxquels il faut demander le degré du patriotisme des populations. Les unes se montrèrent timides tandis que d'autres en très petit nombre opposèrent une défense héroïque.

Après la guerre, un conseil d'enquête eut à examiner les capitulations des places fortes, au nombre de dix-huit. La place de Bitche ne figure pas dans les rapports de cette commission, parce que le siège durait encore lorsque la paix fut signée. Bitche ne capitula donc pas. Depuis le 6 août 1870 jusqu'au 27 mars 1871, la garnison et les habitants soutinrent victorieusement un siège, tandis que Strasbourg et Metz capitulaient.

La place de Bitche, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Sarreguemines (Moselle), est située presque au sommet des Vosges. Au-dessous du fort s'étage la ville. Un mur crénelé en défend l'approche. Le ruisseau nommé *la Horn* borde la ville dans toute sa longueur et permet d'inonder les jardins. A l'extrémité de la ville un camp retranché s'étend de la rampe qui mène aux glacis du château jusqu'à un fortin avancé de construction récente.

Au moment de la déclaration de guerre, la place de Bitche était à peine armée, et cependant son utilité ne devait pas être oubliée. Située à l'intersection de cinq routes, qui directement ou par leurs embranchements conduisent à Strasbourg, à Wissembourg, à Deux-Ponts, Kaiserslautern et Mayence, à Sarreguemines, à Saint-Avold, à Metz et à Phalsbourg, la place de Bitche offrait une importance stratégique fort sérieuse. La voie

ferrée qui la dessert relie le Rhin à la Moselle et Strasbourg à Metz. La place de Bitche était désignée comme un point naturel de concentration. Sa proximité de la frontière bavaroise, distante de 12 kilomètres environ, l'appelait dès le début de la campagne à un rôle prépondérant. On oublia cette base d'opérations.

Dans la matinée du 6 août 1870, le général de Failly levait le camp. Un bataillon du 86e de ligne, fort de 800 hommes, sous les ordres du commandant Bousquet, était laissé dans le fort.

Heureusement un commandant de place de grande vigueur fut chargé de la défense. Son nom doit être consacré pour servir d'exemple aux gens de guerre. Il se nommait Teyssier.

Le commandant Teyssier, depuis colonel commandant la place de Vincennes, aujourd'hui en retraite, n'a pas obtenu la célébrité qu'il méritait. Cependant un bon peintre, M. Dalsème, a tracé son portrait : « Tempérament modéré, esprit judicieux, intelligence cultivée, nature modeste, cœur loyal, calme dans les conseils, plein de feu dans l'action, il fait le métier des armes en soldat qui a passé par chacune des étapes menant aux grades élevés. »

Teyssier était d'ailleurs de bonne race militaire. Fils d'un officier de l'armée de Napoléon Ier, petit-fils d'un capitaine du célèbre régiment de Champagne, Louis-Casimir Teyssier, né à Albi en 1821, vit près de son berceau la croix d'honneur de son père et la croix de Saint-Louis de son aïeul. A l'âge de vingt et un ans, il entrait comme soldat au 21e régiment de ligne.

Lieutenant au début de la guerre de Crimée, il était laissé pour mort devant Sébastopol à l'assaut du bastion central. Les Russes relevèrent Teyssier, devenu capitaine, la tête fendue par un éclat de pierre, une jambe atteinte par un boulet, et la main droite broyée par un

coup de feu tiré à bout portant. Nommé chevalier de la Légion d'honneur à sa rentrée de captivité en Russie, il passa au 98e de ligne.

Le capitaine Teyssier était de la campagne d'Italie. Au combat de Montebello, il eut la poitrine traversée de part en part. En 1867 il fut nommé chef de bataillon au 73e de ligne. Officier de la Légion d'honneur en 1870, il fut admis dans le service des places au début de la guerre. Le commandant Teyssier était donc nouveau venu dans cette place de Bitche qu'il devait défendre héroïquement.

Il y parut lorsque se tiraient les premiers coups de canon. Les habitants se demandaient quel serait leur défenseur. Ils virent paraître un homme de quarante-neuf ans, droit, ferme, vigoureux, grave dans son maintien, tempéré dans ses paroles, la physionomie sympathique. Le nouveau commandant de place inspira confiance à la population civile, et l'on se comprit à première vue.

L'heure était critique, et l'avenir plein de menaces. Les fuyards de l'armée battue à Frœschwiller arrivaient en foule, répandant la terreur par des récits effroyables ; des voitures, des fourgons, des convois de blessés se précipitaient aux portes de la ville, et les habitants anxieux et troublés croyaient voir à l'horizon les uhlans au galop.

Le commandant Teyssier fut admirable d'énergie et de présence d'esprit. Il organisa la défense avec une promptitude extraordinaire. 200 douaniers, sous les ordres de l'inspecteur Narrat, furent placés à la citadelle avec le bataillon du 86e. 250 artilleurs de la réserve, commandés par les capitaines Poulleau, Lair de la Motte et Lesur, occupèrent les remparts Un millier d'hommes échappés de Reichshoffen et appartenant à toutes les armes furent conservés par le commandant Teyssier et augmentèrent le nombre des défenseurs. 250 gardes

nationaux, citoyens de la ville, furent chargés du maintien de l'ordre.

Une trentaine de gendarmes, commandés par le capitaine Mathieu, formaient la force publique. Le secrétaire-archiviste Brunel, le garde du génie Guichard, le garde d'artillerie Jourmarin, eurent chacun une mission importante. Le capitaine Guéry dirigea le service du génie, et le capitaine Jouart celui de l'artillerie. L'adjoint à l'intendance Simon fut mis à la tête du service des approvisionnements, et le médecin-major Lagarde eut le service de santé. Le fortin du camp retranché fut occupé par une soixantaine de turcos et quelques hommes de divers corps, tous venant de l'armée de Mac-Mahon.

Sans perdre une journée, le commandant Teyssier envoya des détachements aux environs pour ramener du bétail ; d'autres détachements transportèrent, de la gare au fort, des convois de vivres et de fourrages qui y furent emmagasinés. 300.000 francs recueillis dans diverses caisses de régiments forment la réserve et le commandant fait nommer un conseil d'administration par les officiers.

L'inventaire des subsistances en farine, viande fraîche ou salée, café, sucre et riz présente un total qui permettra de vivre jusqu'à la fin de novembre. Mais il n'y a ni vin ni éclairage, et fort peu d'eau-de-vie.

L'armement de la place et du château comprend 53 pièces. La seule artillerie qui puisse être utilisée consiste en 2 pièces rayées de 24, 6 pièces rayées de 12 et 5 mortiers de 0,27. L'arsenal renferme des fusils à tabatière et des fusils lisses non transformés. La poudre à canon dépasse les besoins prévus.

Le commandant Teyssier a pris toutes ses mesures. Il est satisfait et attend l'ennemi avec confiance. La garnison montre un excellent esprit. Les habitants semblent se recueillir, et le maire, vieillard souffrant et craintif,

insiste pour livrer la ville à l'ennemi, et lui disputer le fort si le commandant le désire.

Le 7 août, la sentinelle placée sur la plate-forme du château fait entendre ce cri : *les Prussiens !* Le cri se répète, et les habitants de la ville se réunissent dans les carrefours.

Bientôt on distingue des groupes de cavaliers, groupes peu nombreux et qui approchent prudemment. On les suit des yeux lorsque le bruit des roues sur les routes annonce l'arrivée de l'artillerie ennemie.

Le commandant Teyssier envoie trois bordées d'une pièce de 24 sur un demi-escadron qui se débande et prend la fuite, laissant sur le carreau bon nombre d'hommes et de chevaux. Le lendemain 8 août, un officier allemand se présente en parlementaire et demande la reddition de la place. Il offre à la garnison de sortir avec les honneurs de la guerre, et de rejoindre l'armée française. « Vous ne serez pas prisonniers », ajoute le parlementaire.

« Des Français ne se rendent pas sans combattre », répond le commandant.

Le conseil de défense approuve cette réponse. Le parlementaire se retire, et deux heures après les obus prussiens tombent sur la place. Notre artillerie répond vivement, et la lutte dure pendant deux heures. L'ennemi cesse le feu et disparaît. Le 9 et le 10 on voit les uhlans battre les routes puis se retirer. Le 11, plusieurs convois de vivres s'arrêtent aux portes de la ville. On s'en empare, et les conducteurs allemands faits prisonniers déclarent qu'ils croyaient Bitche au pouvoir des Prussiens. Une vingtaine de soldats formant l'escorte des voitures sont pris et amenés dans la ville. Ils disent tous que leurs troupes sont convaincues de la capitulation de Bitche. Le 12 août, deux Prussiens, journalistes de Berlin, arrivent à Bitche sans méfiance et sont surpris d'y trouver des

soldats français, au lieu de leurs amis. Ces journalistes rejoignent les prisonniers de la veille.

Quelques jours se passent et rien ne paraît aux horizons. Le commandant se décide à envoyer au dehors des messagers déguisés en paysans et qui apporteront des nouvelles. Quelques-uns sont arrêtés, d'autres ne reparaissent plus. Le sergent Haltenburger, fils d'un garde forestier du pays, parvient jusqu'à Metz, mais le maréchal Bazaine, au lieu de le renvoyer à Bitche où sa présence est nécessaire, le conserve à Metz parce qu'il connaît parfaitement la contrée. Deux émissaires reviennent, et le commandant Teyssier, après les avoir entendus, fait savoir à la garnison que l'un des émissaires a été à Phalsbourg et l'autre à Saverne ; le commandant profite de cette occasion pour encourager son monde à la résistance.

Dans la nuit du 22 août les postes avancés entendent sonner au parlementaire. Deux officiers allemands paraissent, on leur bande les yeux et le commandant les reçoit. Ils viennent sommer la place de Bitche de se rendre. Teyssier répond par un refus. Les officiers ennemis, en se retirant, remettent au commandant Teyssier le texte de la capitulation qu'il devra signer. On lit dans le texte écrit en français quelque peu tudesque : « Dans le cas que M. le commandant devrait rejeter les propositions que je viens de lui faire, j'ai l'honneur de prévenir que le bombardement de la forteresse commencera dès aujourd'hui et qu'à partir du premier coup de feu qui sera tiré des remparts de Bitche aucune condition ne pourra plus être admise, à moins que la place ne se rende à discrétion.

« Trente minutes sont données afin de recevoir la réponse que M. le commandant jugera à propos de donner.

« *Le commandant en chef bavarois*,

« KOLLERMANN. »

Pour agir sur l'esprit du commandant Teyssier, on lui fait savoir que nos armées sont battues, que nos places se rendent et que le prince royal de Prusse marche victorieusement sur Paris.

Cette sommation diffère de la première en ce que la garnison est prisonnière, au lieu qu'elle était libre ; elle offre comme particularité une grande analogie avec la convention rédigée quelques jours plus tard à Sedan.

Le refus du commandant de place est approuvé par le conseil de défense. Le soir les patrouilles allemandes paraissent de tous côtés. Le canon du château les disperse. Nos obus fouillent tous les replis du terrain, la nuit se passe dans une attente fiévreuse.

III

Le 23 août, à quatre heures du matin, deux formidables détonations réveillent la garnison et les habitants de Bitche. Par un hasard singulier un obus de gros calibre traverse une chambre occupée par douze prisonniers allemands qui poussent des cris horribles. Le commandant leur donne pour refuge un souterrain du château.

Les assiégés répondent vigoureusement aux batteries établies pendant la nuit par les Bavarois à 1.200 mètres. Après un feu très vif, l'ennemi ralentit son tir et deux parlementaires se présentent. Il semble résulter de leur langage, que la présence des Français à Bitche oblige les troupes allemandes à faire, dans leurs marches, un long circuit fort incommode. Ces deux parlementaires prolongent l'entrevue avec intention. Malgré le refus formel du commandant d'entrer en négociations, les officiers étrangers se livrent à d'inutiles discussions. Le commandant de place comprend que leur but est de gagner du temps et d'obtenir ainsi une suspension d'armes favorable à la retraite des assiégeants. Le com-

mandant Teyssier fait lancer quelques obus sur les arrière-gardes et les deux parlementaires prennent le parti de se retirer. L'un d'eux, oubliant le calme nécessaire en semblable mission, s'écrie : « Nous reviendrons avec vingt mille hommes, de l'artillerie de siège, des projectiles à foison, et nous vous pilerons dans Bitche comme dans un mortier. »

Les pluies commencent à défoncer les terres, le froid se fait sentir, et le commandant de place, pour maintenir l'énergie de sa garnison, fait travailler la troupe aux fortifications. Bientôt il ordonne des reconnaissances à l'extérieur, fait abîmer les routes et va jusqu'à établir des moyens de communication avec les villages au moyen de signaux.

Tous les matins un certain nombre d'hommes intelligents partent du fort déguisés en paysans et fouillent le pays. Ils rentrent le soir après avoir parcouru les sentiers qui conduisent à Bitche. Le commandant les interroge et construit ainsi une carte détaillée qui lui permettra de voir au loin.

Le 27 août, un maréchal des logis de gendarmerie envoyé en éclaireur vers la Roselle est accueilli par quelques coups de feu. Le lendemain un médecin de la ville, attaché aux ambulances et protégé par la croix de Genève, est arrêté par des Wurtembergeois. Ce médecin allait chercher des médicaments dans les localités voisines. Un officier le fait rétrograder en lui disant : « Donnez la liste de ce que vous désirez, je vous l'enverrai contre remboursement, mais personne ne franchit nos lignes. »

Le commandant Teyssier comprend que l'ennemi l'entoure, et il devine quel est le point choisi pour l'attaque principale. L'ennemi, protégé par les bois, nous cache tous ses travaux, tandis qu'aucun de nos mouvements ne lui échappe.

Teyssier forme un projet audacieux. Mieux inspiré que les généraux en chef, il veut savoir où est l'ennemi afin de n'être pas surpris.

Mais une sortie serait périlleuse. Ce serait donner trop au hasard que d'entreprendre une expédition de longue haleine.

Le 1er septembre, à minuit, le commandant fait prendre les armes à quatre cents hommes, qu'il divise en trois colonnes sous le commandement du capitaine Baron, du 48e de ligne. Ces hommes sortent du fort; favorisés par l'obscurité de la nuit, ils gravissent les pentes de la Roselle, surprennent l'ennemi et saccagent ses travaux. Une vive fusillade s'engage et les nôtres battent en retraite, lentement, et dans un ordre parfait. Le jour commence à paraître lorsque la reconnaissance est près de Bitche, et le feu de la place protège leur rentrée.

L'opération a réussi. Quarante-huit heures après, le commandant Teyssier fait sortir, à minuit, huit cents hommes du camp retranché. Ils ont deux pièces de campagne, et forment trois colonnes d'attaque. Trois compagnies du 86e de ligne forment la première réserve sous les ordres de Désoubry, Palazzi et Fenoux, les trois autres compagnies du bataillon et les douaniers forment une deuxième réserve. Le capitaine d'artillerie Lair de la Motte dirige l'expédition, on se bat pendant cinq heures et notre retraite se fait en bon ordre.

Le lendemain, le commandant de place fait lire aux appels : « Dans la sortie, MM. les officiers chefs de colonnes et autres ont montré toute l'énergie et le courage que l'on a coutume de rencontrer chez les officiers français; il faudrait les citer tous.

« Parmi les hommes de troupe, se sont plus particulièrement fait remarquer :

« Ferrari, sergent-major au 1er zouaves;

« Cotte, caporal au 27e ;

« Leloup, sergent au 14e bataillon de chasseurs à pied ;

« Melon, caporal au 49e ;

« Bouret, brigadier au 10e d'artillerie ;

« Richard, sergent au 68e. »

Dans cette sortie, nos troupes ont trouvé l'ennemi sous les armes, et le bruit se répand qu'il y a eu trahison. Un jeune mobile, fils de Dumont, capitaine des douanes, arrive à Bitche venant de Metz ; il a traversé les lignes prussiennes et fait connaître les premiers combats livrés par Bazaine.

Entre les deux sorties, un parlementaire est venu offrir des journaux allemands. Le commandant Teyssier les a refusés. Peu lui importe, dit-il, ce qui se passe hors de ses remparts.

Voilà comment les braves gens exécutent leur devoir.

Dans un ordre du jour du commandant Teyssier nous remarquons ceci : « ..... Les promenades sur les remparts de la place peuvent donner à l'ennemi des indications contre nous. Un observateur judicieux peut prendre des directions très exactes, pour des cheminements contre la place, en observant le point précis où un promeneur, marchant sur les banquettes, change de direction. En conséquence, les douaniers, qui forment la garde des remparts, ne laisseront passer que les officiers de l'artillerie, du génie, et les officiers de service.

« Les hommes ne doivent se montrer ni sur les parapets, ni aux fenêtres. L'ennemi exécute des travaux contre la place ; soyons prudents. »

La population et la troupe se croyaient sans cesse entourées d'espions, et le mot trahison était sur toutes les lèvres. Une lumière aux fenêtres pendant la soirée attirait les soupçons, et le commandant de place dut faire exer-

cer une active surveillance qui prouva que les craintes étaient sans fondements.

Les vieillards de Bitche avaient entendu raconter, dans leur enfance, que la place, assiégée par les Prussiens en 1793, allait être enlevée par surprise, lorsque le hasard fit découvrir l'ennemi brisant les portes à coups de hache pendant une nuit obscure. On avait même conservé le nom du traître, Brunet, qui fut pris et fusillé. Ce souvenir troublait le repos des habitants.

Le 11 septembre, à dix heures du matin, un coup de canon se fait entendre, et le nuage de fumée blanchâtre en se dissipant attire tous les regards vers les hauteurs de la Roselle. Cette détonation est un signal, car, à l'instant même, quatre batteries de gros calibre font feu sur le château. Etablies à 2.000 mètres, ces batteries couvrent de leurs obus la plate-forme et les parapets. Peu après, les incendies se déclarent de toutes parts. Notre artillerie répond à l'ennemi pendant qu'une partie de la garnison se précipite vers les bâtiments en flammes.

Au milieu de la journée, les Allemands démasquent une cinquième batterie qui prend la citadelle en enfilade et cause d'effroyables ravages. Le capitaine Jouard, qui dirige notre artillerie, atteint d'une contusion grave, ne peut marcher. Soutenu par quatre hommes, il se traîne péniblement pour donner ses ordres au milieu des éclats d'obus.

La nuit met fin à cette terrible lutte. Tout le monde reste debout dans la citadelle et à Bitche. Le 12 septembre, dès que le jour paraît, l'artillerie ennemie recommence son tir. La veille les projectiles étaient dirigés sur un magasin à poudre, le 12 ils prennent pour but les bâtiments de l'état-major. Le commandant Teyssier, au milieu de cette tempête de fer et de feu, dicte l'ordre du jour sur les événements du 11 septembre. Il cite, parmi ceux qui se sont le plus distingués, les chefs de pièces, le servant Briffaut et

un simple soldat. Celui-ci, pour enlever des gerbes de paille enflammée, est monté sur les combles d'un poste situé près du bastion n° 1, pendant que les projectiles ennemis couvraient le terrain autour de lui, passaient à deux doigts de sa tête, éclataient sous ses yeux au point de l'aveugler.

Le commandant de place venait d'écrire le dernier mot de son ordre, et apposait sa signature, lorsqu'un obus, brisant portes et fenêtres, fait explosion au milieu du bureau. Les éclats volent de toutes parts, et une épaisse fumée enveloppe les cinq officiers qui attendaient les ordres. Pas un seul n'a été touché ; on sort de ce bureau, mais un autre obus éclate et cette fois renverse neuf hommes tués ou blessés.

Teyssier établit un service de sauvetage sous la double direction du chef de bataillon Bousquet et du capitaine du génie Guéry. L'eau manque pour combattre les incendies, et c'est à peine si les assiégés peuvent réparer les brèches faites aux remparts. Cent vingt hommes du 27e de ligne, commandés par le brave capitaine Morlet, remplissent les emplois les plus périlleux. Une poudrière est sérieusement menacée, et tout le monde se dévoue. En même temps, plusieurs de nos pièces sont démontées, et les coups de notre artillerie deviennent plus rares. Alors on voit des traits de courage vraiment extraordinaires accomplis par le capitaine Raveine du 86e, le sergent Bouet, le gardien de batterie Hamann, l'adjudant Wilhem, les lieutenants Lebon, Mondelli, Hardy, de Nonancourt et Cassaigne. Ce dernier est grièvement blessé par un obus qui tue un caporal.

La nuit n'interrompt pas le feu de l'ennemi. Seulement il est dirigé contre la ville qui est couverte de bombes incendiaires. Au loin, sur le plateau de Sarreguemines, on entend les hurrahs frénétiques des Bavarois que les incendies rendent joyeux.

Une dame, châtelaine des environs, Mme de Turckheim, s'était rendue auprès du commandant des troupes assiégeantes et avait fait appel à ses sentiments d'humanité. Mais l'officier allemand avait répondu qu'il comptait précisément sur la ruine et la mort des habitants pour obliger la garnison à capituler.

Le 13 septembre, le maire de la ville vient supplier le commandant Teyssier de demander une suspension d'armes et l'autorisation de laisser sortir les infirmes, les femmes et les enfants. Cédant aux supplications du vieillard, le commandant de place envoie le capitaine Lesur et l'officier d'administration Schmitt transmettre la demande au colonel Kollermann.

— « Si c'est tout ce que vous désirez de nous, répond l'Allemand, vous n'avez qu'à vous retirer ; nous allons recommencer le feu. »

Cette cruelle réponse porte le désespoir dans la ville de Bitche. Les habitants se réunissent sous la présidence du maire. Celui-ci vient prier le commandant Teyssier de laisser sortir, à leurs risques et périls, les habitants inutiles à la défense. La nature du sol accidenté, tourmenté en tous sens, permettra peut-être de se glisser entre les postes ennemis. Le commandant, le cœur serré, fait ouvrir la porte. Une partie de la population se précipite vers la campagne. Le maire, d'autres autorités civiles, que le devoir eût dû retenir parmi leurs administrés, quelques prêtres suivent le torrent. On se sépare par petits groupes qui ne peuvent échapper aux Bavarois. Plus humains que leurs chefs, les soldats n'osent faire feu sur des vieillards et des femmes terrifiées. La population, qui était de 2.700 âmes, est réduite, dans Bitche, à moins d'un millier d'habitants, dont 119 hommes seulement sont valides, et 269 hors d'état de porter les armes.

Le commandant de place fait nommer une commission municipale formée de MM. Eusèbe Mauff, Mathias Mangis,

Jacques Muller, Jean-Baptiste Staub, Mayer Faber, Thomson, Christophe Steiner, Jacques Staub, Parquin, Laurent et Nicolas Remi. Cette commission, parfaitement composée, est présidée par le brasseur Lamberton, entouré de l'estime universelle. Il a pour adjoint Maurer, principal clerc de notaire.

A la tête du service religieux, les habitants placent l'abbé Guépratte.

IV

Bitche n'est plus qu'une vaste fournaise : le sifflement des obus, les craquements de l'incendie, l'effondrement des maisons, les gémissements des femmes, les cris des enfants, les appels des travailleurs, le crépitement de la fusillade, le grondement du canon, toutes les terreurs, tous les fracas emplissent l'air.

Un parlementaire allemand se présente et dit au commandant : Rendez-vous !

— Jamais ! répond Teyssier.

Y a-t-il dans Paris deux rues, l'une portant le nom de Bitche, l'autre celui de Teyssier ? Nous en doutons ; mais il appartiendrait à une municipalité patriotique de faire pour la ville ce qui a été fait pour Châteaudun, et d'honorer le défenseur de Bitche à l'égal du défenseur de Belfort.

S'imagine-t-on bien, dans le silence des champs ou du cabinet, au milieu des loisirs de la paix, ce qu'était cette petite ville de France livrée aux colères aveugles de l'ennemi ? Quel courage, quelle abnégation, quel patriotisme ne fallait-il pas pour accomplir nuit et jour des sacrifices vraiment sublimes !

Le commandant Teyssier était surtout aux points les plus périlleux, il exaltait son monde par une audace

calme, par un dédain superbe du danger que les soldats cherchaient à imiter.

Citons un exemple entre vingt autres. Un soir, à l'heure du dîner, les convives pour gagner le *mess* des officiers devaient traverser un espace découvert, contre lequel le tir de l'ennemi faisait rage. La place était criblée de fer et de feu, les plus braves hésitaient avant de défier cette avalanche de projectiles, plusieurs officiers attendaient une embellie. Le commandant Teyssier arrive et le plus tranquillement du monde, le sourire aux lèvres, il s'avance sans précipitation sur le terrain embrasé. A peine a-t-il fait quelques pas, qu'il chancelle, tombe et demeure immobile. On le croit mort, lorsqu'il se relève au milieu des éclats d'obus, reprend sa marche en boitant et s'écrie : Eh bien, Messieurs, on ne dîne donc pas aujourd'hui ?

Le commandant Teyssier avait un digne émule dans la personne de M. Lamberton. Ce grand vieillard accomplissait une tâche surhumaine. Aussi intrépide que bon, aussi dévoué qu'intelligent, il veillait à tout et son ascendant moral soutenait le patriotisme des habitants.

L'abbé Guépratte, secondé par l'abbé Guérin, assurait le service religieux, visitant les malades et les blessés, apportant des consolations aux malheureux, et répétant sans cesse que Dieu est miséricordieux pour ceux qui servent leur pays. On voyait toujours ces prêtres aux incendies et aux bombardements.

« Les femmes aussi montraient un stoïcisme et une générosité au-dessus de tout éloge. Rien ne les arrêtait dans leur consolante mission. Partout où il y avait une misère à soulager, on était sûr de rencontrer une de ces créatures admirables. Une épidémie de variole et de typhus s'était déclarée en plein bombardement ; dans toute épouse, dans toute jeune fille s'était révélée soudain une sœur de charité (1). »

(1) A. J. Dalsème, *Le siège de Bitche.*

Le service de santé était assuré par les excellents docteurs Scheftlein et Lagarde, dont la science égalait le patriotisme.

Parmi les Dames qui se distinguèrent pendant le siège de Bitche, il faut ne jamais oublier Mme Louza, qui, douée du génie de l'organisation, se montra fort habile administrateur.

Mme Louza fut tellement impressionnée par le spectacle du bombardement, que son esprit ne put échapper au trouble. Dans la suite elle voyait partout des Prussiens. Longtemps après, quelqu'un ayant frappé à la porte de sa chambre, la malheureuse femme courut à la fenêtre et se précipita dans l'espace. Ainsi mourut Mme Louza.

Qui oserait rappeler les noms des plus vaillants ? Un trop grand nombre serait oublié. Cependant pouvons-nous ne pas citer le sergent Lour, du 61e de ligne ? L'incendie dévorait une maison et les poutres s'écroulaient ; on crie dans la foule qu'un varioleux cloué dans son lit est au milieu des flammes ; le sergent Lour s'élance dans les nuages de fumée, et reparaît apportant le malade.

Dans une autre maison entourée de flammes une pauvre jeune mère allait périr, lorsque le canonnier Roumaux, du 14e d'artillerie, se dévouant à une mort presque certaine, vient l'enlever dans ses bras.

La municipalité adressait l'hommage de la reconnaissance publique au maréchal des logis Bourgeois, du train des équipages, et au sergent-major Ernau, du 30e de ligne, pour leur belle conduite.

Les habitants avaient aussi leurs braves. Le boulanger Pierné retirait des caves obstruées par les décombres calcinés des maisons deux familles qui allaient être asphyxiées. M. Pierné distribuait du pain aux indigents. Un citoyen fournissait aux pauvres la viande de boucherie. Deux autres, MM. Greff et Berveller, avaient concouru avec un dévouement prodigieux aux travaux

de défense, non seulement de la place, mais des environs

Bitche dut aussi d'importants services au docteur Calvet, vieillard de soixante-quatorze ans, à MM. Blanchet, Perrin Landre, Paquin, Jean Caron, Pierre Blaise, Lolivier, Reichel, à Coulon père et à ses deux fils. Mais, il faut renoncer à citer tous les braves gens qui se sacrifièrent.

Dix mille Wurtembergeois et Bavarois assiégeaient Bitche, et le colonel Kollermann, leur chef, avait dit : « Je prendrai cette place en cinq jours. » Trompé dans son attente, Kollermann éloigna ses troupes de quelques lieues et multiplia ses patrouilles.

Le 22 septembre un parlementaire se présente porteur d'un paquet volumineux. Ce sont des journaux que les Allemands adressent au commandant de place. Teyssier refuse de les recevoir, malgré les privations qui se font sentir. En effet les vivres commencent à devenir rares, on mange les chevaux, le vin et le tabac manquent totalement.

Nul n'ose songer à ravitailler la place, lorsqu'un jour, pendant un furieux bombardement, les avant-postes voient un paysan se glisser vers la porte principale. Conduit devant le commandant cet homme se fait connaître pour un bûcheron des Vosges. Bon nombre d'habitants et de fonctionnaires se portent garants de sa loyauté et de son patriotisme.

Cet homme si bon Français étant aujourd'hui sujet de la Prusse, écrire son nom serait le compromettre. Qu'il soit donc pour nous J. J. Il connaît les montagnes, les bois, les détours, les moindres sentiers. Patriote ardent, J. J. veut secourir les défenseurs de Bitche et leur apporte du sel dont la place est dépourvue.

Hardi comme le pionnier américain, il propose à Teyssier de faire pénétrer des vivres dans la place.

On passe avec cet homme intrépide un marché de farines, de sel, de sucre et de bétail. Inutile de songer à se procurer ces marchandises dans les environs. Les réquisitions ont épuisé le territoire ; défense est faite, en outre, aux habitants de livrer aux Français aucune de leurs denrées. J. J. vaincra les difficultés. Il s'éloigne de Bitche mystérieusement comme il y était venu, parcourt les campagnes jusqu'à la frontière, prêchant la croisade de ravitaillement, et signant à son tour des traités avec plusieurs entrepreneurs.

« Des villages limitrophes, principalement de Liederscheidt, nos paysans se répandent en Bavière et font leurs achats... Alors, avec l'intelligent concours des campagnards, un vaste système de contrebande étend son réseau sur le pays... (1) »

Bref, la place de Bitche fut ravitaillée. Les détails de ces expéditions aventureuses pourraient être le sujet d'un livre qui ne manquerait pas d'intérêt.

Le commandant Teyssier entreprit des sorties dans les premiers jours du mois d'octobre. Ces sorties peu nombreuses s'exécutaient rapidement tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, afin d'inquiéter l'ennemi et de tenir en haleine la garnison sans la compromettre. « Nous sommes deux mille hommes, disait Teyssier, il faut que nous ayons toujours des vivres pour trois mois. »

Le 27 octobre un nouveau parlementaire se présente. Fatigué de ses sommations, le commandant Teyssier refuse de recevoir l'officier allemand et dit au lieutenant Mondelli, son adjudant de place : « Voyez-le, monsieur, et dites-lui que nous ne nous rendrons jamais. »

Le parlementaire présente deux dépêches, l'une du chef de l'armée assiégeante qui demande l'échange de deux journalistes allemands, prisonniers depuis le com-

(1) Dalsème.

mencement du siège. Le commandant refuse cet échange. L'autre dépêche est u général de Failly, prisonnier à Mayence. Le général réclame sa calèche, son fourgon, ses chevaux, ses bagages, abandonnés à Bitche dans le départ précipité du 5e corps. Il est fait droit à la demande du général de Failly, auquel on renvoie sa calèche par l'intermédiaire de l'ennemi qui écrase les habitants de Bitche.

En se retirant, le parlementaire annonce que le colonel Kollermann a été remplacé par un officier supérieur fort humain, qui permet la récolte des pommes de terre, et les correspondances de la garnison avec l'intérieur de la France.

Le commandant Teyssier déclare qu'il ne laissera sortir que les lettres adressées aux soldats captifs en Allemagne, et que ceux-ci donneront des nouvelles de leurs camarades enfermés dans Bitche. Teyssier trace le modèle des lettres : Je me porte bien — ou : Tenez-vous en bonne santé. Ce style laconique n'est pas compromettant, ajoute le commandant.

Au reste, un ouvrier de Bitche, s'étant mis en rapport avec M. X., bourgeois du village de Liederscheidt, établit une correspondance suivie qui devint bientôt la poste presque officielle de la garnison.

Les Prussiens aiment trop l'espionnage pour n'avoir pas expédié leurs serviteurs occultes dans la place de Bitche. Le 15 octobre, un cuirassier se présente comme échappé au désastre de Frœschwiller et caché depuis dans un village des environs. Le commandant Teyssier le reçoit, mais, suivant sa règle, le fait surveiller de près. Un fantassin de la garnison reconnaît le faux cuirassier. Ils sont du même village et le nouveau venu a été condamné à une peine infamante. On l'arrête et le chef de la prévôté le presse de questions. Le n° de sa tunique n'est pas en rapport avec celui du régiment dans lequel il dit

avoir servi. On lui fait faire l'exercice du sabre, et il en ignore les moindres mouvements. On le déshabille, et en guise de bretelles il porte la ceinture de cuir fauve des soldats bavarois. Déféré au conseil de guerre, le malheureux avoue qu'il a subi une peine de cinq ans d'emprisonnement pour vol. Les Prussiens l'ont enrôlé dans leur troupe d'espions. Condamné à mort, le misérable est fusillé devant la garnison réunie, dans un emplacement que l'ennemi découvre. Au moment où le corps roule à terre, le fort envoie aux assiégeants une bordée de projectiles.

La garnison perfectionne ses moyens de défense. Le 29 octobre, l'ennemi fait connaître au commandant Teyssier la capitulation de Metz. Les yeux mouillés de larmes, Teyssier couvre son visage de ses mains.

Un grave sujet d'inquiétude envahit l'âme si fortement trempée du commandant de place. Les caisses sont vides et il devient impossible de continuer le service de la solde. Depuis quelques semaines, les officiers de tous grades ne touchent que cinquante francs par mois, et la troupe reçoit quelques à-comptes.

Il se trouve toujours en France, dans une réunion d'officiers, un ou plusieurs hommes que nulle difficulté n'arrête. Il en fut ainsi dans cette circonstance. Le lieutenant Mondelli, du 86e de ligne, soldat vigoureux, intelligent, prêt à tous les sacrifices, offre au commandant de partir pour Lille, Tours ou autres lieux, et de rapporter l'argent nécessaire. Il franchira la ligne ennemie. Mondelli part le 31 octobre, en compagnie de M. Erhardt, négociant à Sarreguemines, qui se trouve à Bitche. Le commandant Teyssier a délivré au lieutenant ce singulier passe-port :

« M. Mondelli (Louis), lieutenant au 86e de ligne, est envoyé en mission auprès du gouvernement français

(mission verbale) par le commandant de la place de Bitche.

« Bitche, le 30 octobre 1870.

« *Le commandant de la place,*

« TEYSSIER. »

Ceci est moins un passe-port qu'un titre pour se faire connaître des agents du gouvernement.

Nos deux voyageurs, déguisés en marchands du pays, se glissent dans les sentiers de la montagne. Les patrouilles allemandes les arrêtent. M. Erhardt prend la parole en langue allemande et déclare que son compagnon et lui font leur petit commerce de cristaux.

Ils arrivent à Sarreguemines au milieu de 3.000 Prussiens. Le 2 novembre, Mondelli, seul, entre à Bruxelles; le 3, il est à Lille et se présente au général Bourbaki. M. Testelin, commissaire de la République, ne peut donner aucune somme. Le lieutenant ira jusqu'à Tours, où il parvient le 5 novembre. Là, il voit Gambetta qui exprime son intérêt pour les braves défenseurs de Bitche.

Mondelli accomplit sa mission, et revient à Bitche le 19 novembre.

V

Le mois de décembre 1870 s'écoule sans incidents. L'esprit militaire, le moral du soldat se soutiennent, grâce à une discipline rigoureuse et au travail incessant.

Pendant les premières semaines de 1871, des engagements d'avant-postes rompent souvent la monotonie des journées. La surveillance des assiégeants est devenue plus rigoureuse.

Dans la nuit du 31 janvier au 1er février, un parlementaire se présente au commandant Teyssier. Il annonce qu'un armistice est signé et que la paix ne tardera pas à

se faire. En conséquence la place de Bitche doit cesser les hostilités.

— « Tant que je n'aurai pas d'ordre de mon gouvernement, répond Teyssier, je tirerai sur vous. »

Le parlementaire remet au commandant une dépêche officielle du gouverneur d'Alsace-Lorraine... — « Ceci est affaire de Prussiens », répond le commandant.

Le 5 février, deux parlementaires apportent une copie authentique du traité conclu entre la France et l'Allemagne pour fixer les conditions de l'armistice. Le pacte s'occupe des places de Givet et de Langres, encore investies par l'ennemi. Mais ceux qui gouvernent la France ont oublié Bitche.

Bitche, qui s'écroulait sous les obus, Bitche, dévoré par les flammes, Bitche, dont la France devait être fière, Bitche était oubliée, aussi bien que l'armée de l'Est !

Au commandant Teyssier il faut un ordre du ministre de la guerre pour rendre la place confiée à son courage.

Le capitaine Mondelli part pour Bordeaux afin d'y chercher des ordres. Les Allemands ne lui donnant pas de sauf-conduit, l'intrépide officier est contraint de se déguiser et n'arrive à Bordeaux que le 17 février.

Il est reçu par le général Leflô, ministre de la guerre. Le ministre le renvoie au colonel Barry et celui-ci le dirige sur le général Suzanne, ministre par intérim à Paris. Mondelli part donc de Bordeaux pour Paris. Il y arrive le 22 février. Là on lui remet une lettre du général Leflô au commandant de place de Bitche. On lit dans cette lettre le plus naïf des aveux : « Par une omission que je regrette profondément, M. Jules Favre, notre négociateur avec l'état-major allemand, n'a pas mentionné votre place de Bitche que vous avez défendue pourtant avec assez d'honneur pour qu'on ne l'oubliât pas dans la convention... »

Le capitaine Mondelli va de l'un à l'autre dans les ministères ; le général Suzanne lui demande un *rapport ;* M. de Clermont-Tonnerre, chef du cabinet, lui adresse des billets, mais rien ne se décide. Les commis de Paris écrivent aux commis de Bordeaux, ceux-ci répondent ; M. Thiers demande des explications, M. Jules Favre n'en peut donner, et le malheureux capitaine Mondelli perd ainsi une semaine, brûlante pour les assiégés de Bitche.

La paix se signe avant que l'*affaire* ne soit réglée et, malgré la paix, le commandant Teyssier ne veut pas rendre la place sans un ordre du ministre de la guerre.

Le 4 mars, le capitaine Mondelli, qui n'a pu obtenir une solution, reprend tristement la route de Bitche avec un sauf-conduit allemand.

Dans la soirée du 9 mars, un parlementaire se présente porteur de ce télégramme en langue allemande :

« Comme Bitche, d'après l'article 1er du traité de paix, est cédé à l'Allemagne, le commandant de place, *sur l'ordre du comte de Moltke*, doit être *sommé* immédiatement de l'évacuer et d'abandonner avec ses troupes le territoire allemand *par le chemin le plus court...*

Signé : « Louis de Bismarck-Boehlem. »

A cet ultimatum, le commandant de place répond : « Je n'ai pas encore eu connaissance d'une manière officielle du traité de paix ; je sais néanmoins qu'il existe un traité. Il est de droit international que le commandant d'une place ne l'évacue point — même par cession de territoire — sans une notification de son gouvernement.

« L'officier que j'avais envoyé à Paris est de retour depuis plusieurs jours et il m'a rapporté l'assurance, de la part du ministre de la guerre par intérim, qu'un officier me serait envoyé, porteur d'instructions écrites, dès que les conditions d'évacuation seraient arrêtées entre

les deux gouvernements. J'attends d'un instant à l'autre l'arrivée de cet officier, ou du moins des instructions écrites. »

En même temps, le commandant Teyssier (qui avait été nommé lieutenant-colonel) adressait au ministre de la guerre la dépêche suivante :

« Monsieur le Ministre, je reçois avis de sommation d'avoir à évacuer immédiatement la place de Bitche et de quitter le territoire allemand par le chemin le plus court. J'attends un officier venant de votre part ou des instructions écrites sur ce que je dois faire du matériel, des vivres, des munitions et de l'armement. Sur quel point de la France nous dirigerons-nous ? que faire des douaniers ? »

En attendant les ordres du ministre, la garnison démonte les pièces de 24 et de 12, et les soldats transportent à la gare une partie du matériel.

Le 12 mars, un officier allemand apporte une dépêche signée du ministre des affaires étrangères, M. Jules Favre : « Je m'étonne que vous n'avez reçu ni officier, ni ordre de M. le ministre de la guerre. Je l'ai prévenu depuis plusieurs jours. Vous devez sortir avec les honneurs de la guerre, vos armes, vos drapeaux, vos archives, et regagner les premiers postes français par la voie la plus courte. Ceci est entendu avec l'autorité allemande. »

Le colonel Teyssier est trop pénétré du devoir militaire pour se contenter d'un ordre du ministre des affaires étrangères. Il écrit au chef des troupes d'investissement : « 13 mars 1871. — J'ai reçu hier au soir la dépêche de M. Jules Favre que vous m'avez fait l'honneur de me transmettre. L'avis contenu dans cette dépêche me donne l'espoir que je recevrai très prochainement l'officier envoyé par M. le ministre de la guerre avec un ordre écrit, mesures sans lesquelles je ne puis quitter le poste que

j'occupe. Le ministre de la guerre peut seul donner les ordres nécessaires pour que l'évacuation de la place se fasse dans les conditions convenues entre les deux gouvernements..... »

Un codicille spécial à Bitche avait été signé à Ferrières le 11 mars. Mais le gouvernement français a négligé l'envoi de ce document.

Pendant la journée du 15 mars, les habitants de Bitche offrirent un drapeau à la garnison réunie sous les armes. Le même jour, une députation de dames de Niederbroon apporte au commandant de place un bouquet et une couronne de lauriers, comme témoignage de reconnaissance et souvenir patriotique.

Cependant rien n'arrive du Ministère, et Teyssier se voit forcé d'envoyer un officier auprès du ministre de la guerre. Mondelli se dévoue et sort de Bitche le 18 mars, protégé par un sauf-conduit.

Il arrive à Paris, qui est au pouvoir de la Commune. Un fédéré obligeant lui conseille de se rendre à Versailles. On ne l'arrête pas.

Mondelli arrive à Versailles. Après de nombreuses démarches, des heures perdues dans les antichambres, des audiences sans résultats, des promesses, des discours inutiles, le brave capitaine repart pour Bitche le 25 mars, avec les instructions qui auraient dû être données le 11 du mois.

Pendant ce temps les Allemands perdent patience et font savoir au colonel Teyssier que le bombardement va recommencer. Les mouvements de troupes ne laissent aucun doute. Cependant la paix est signée entre les deux gouvernements, Teyssier ne l'ignore pas, et le premier coup de canon va faire peser sur sa tête une terrible responsabilité.

Aux sommations il répond en acceptant des négociations pour le 22 ; elles n'aboutissent pas et sont reprises

le lendemain. Enfin, après de longues discussions, il est convenu que les troupes formant la garnison de Bitche évacueront la place, emportant leurs armes et leurs canons de campagne ; qu'elles sortiront enseignes déployées ; que les convois seront fournis par l'autorité allemande ; que les bataillons bavarois n'entreront dans la place qu'après le départ des forces françaises ; que les soldats français ne défileront pas devant les Allemands.

Teyssier fait cette observation :

« Il n'y aura pas d'honneurs de la guerre, puisqu'il n'y a pas de capitulation. »

Le colonel Teyssier consent pour lui à une clause qu'il n'eût acceptée pour nul autre : « Ne sortir de la place « qu'après le règlement définitif des affaires en suspens. »

En revenant de Versailles, le capitaine Mondelli aurait pu voir, le 27 mars, les Bavarois pénétrer dans la place de Bitche.

Comment le Corps législatif n'a-t-il pas déclaré solennellement que le colonel Teyssier avait bien mérité de la patrie ? Comment une grande rue de Paris ne porte-t-elle pas son nom ?

VI

Lichtemberg est un village fort modeste que connaissaient les voyageurs attirés dans les Vosges. A cent mètres au-dessus du village s'élève le fort, véritable nid d'aigle. Il est construit sur une sorte de pyramide, aux angles effacés, et dont le sommet serait tronqué.

En temps de paix, le fort avait pour garnison un détachement fourni par les troupes de Strasbourg et qui se relevait tous les six mois. Au moment de la guerre, 27 hommes du 96e, commandés par le sous-lieutenant Archer, venaient d'arriver à Lichtemberg. Peu de jours après, on y envoya un maréchal des logis d'artillerie et

quatre canonniers, qui s'occupèrent de mettre la place en état de défense. Le fort ne manquait pas de vivres et, au moment de l'investissement, il y avait dans les écuries quinze bêtes à cornes et du fourrage. L'eau était abondante dans les citernes. Quant au fort, par lui-même, par sa structure, l'ennemi ne pouvait s'en emparer de vive force. Les bâtiments construits pendant la période féodale étaient solidement voûtés et creusés dans le grès.

Un décret impérial du 27 juillet mit en état de siège un certain nombre de places, et, quoique Lichtemberg fût du nombre, nul ne s'en émut au pays, car tous croyaient à la victoire.

Cependant, le 25 juillet, des reconnaissances de cavalerie badoise étaient venues jusqu'à trois lieues de Lichtemberg, semant l'épouvante dans la campagne inondée d'espions prussiens.

Le 4 août, le canon de Wissembourg sema la terreur aux alentours, et deux jours après la défaite de Frœschwiller enleva tout espoir aux habitants de la contrée. Le 6 août, dans la soirée, on vit arriver les premiers fuyards de Wœrth. C'était une foule désordonnée où les zouaves, les turcos, les cavaliers, les soldats de la ligne allaient pêle-mêle, accablés de fatigue et mourant de faim. Un hussard passa à cheval au milieu de cette cohue, portant en croupe un fantassin, le chassepot en bandoulière. La population reçut le mieux qu'elle put ces soldats. Alors on reconnut parmi eux quelques officiers qui avaient tenté vainement de les arrêter. Ces officiers, graves et silencieux, regardaient autour d'eux comme s'ils attendaient des ordres. Entre six et sept heures du soir, le général Ducrot arrive avec ce qui reste de sa division. Il s'établit au fort et envoie de suite un jeune garçon de la ville porter une lettre à sa femme qui est encore à Strasbourg. Les soldats, logés chez les habitants, reçurent chacun deux biscuits. Le sous-lieutenant Archer, commandant de la place,

ne crut pas devoir s'opposer à cette distribution, ordonnée par le général Ducrot. Vers onze heures du soir, le général, craignant d'être coupé par l'ennemi, dont on annonçait déjà la présence à Ingwiller, donna l'ordre de départ pour trois heures du matin. Le 7 août, la petite garnison du fort fut augmentée par une masse de traînards et de blessés, échappée du champ de bataille de Wœrth. Le chiffre s'éleva bientôt à 178 isolés. Pour seconder M. Archer, le général Ducrot avait laissé deux lieutenants.

Le 8 août, dans la soirée, l'ennemi envoya des détachements reconnaître les environs de Lichtemberg. Le lendemain matin on vit déboucher d'un bois dix-huit pièces de campagne, qui, après sommation, commencèrent un feu des plus violents. En même temps des tirailleurs contournaient la base du fort, et de petites colonnes débouchaient par tous les sentiers. C'est en vain que les assiégés tirent sur les masses invisibles cachées derrière les arbres, les maisons et les murs qui entourent les glacis.

Les assiégeants étaient Wurtembergeois et servaient parfaitement leur artillerie. De nos quatre canonniers, deux furent tués, et l'incendie se déclarant, les assiégés se trouvèrent dans une situation extrêmement critique. Ils avaient perdu quatorze hommes, lorsqu'à six heures et demie le feu cessa. Le sous-lieutenant Archer fit détruire tout le matériel, noyer les poudres, enclouer les canons. Le peu de biscuits restants et le vin furent distribués aux hommes ; alors seulement les négociations commencèrent. La capitulation fut signée à huit heures du soir.

Le rapport du conseil d'enquête que présidait le maréchal Baraguay-d'Hilliers est ainsi conçu :

« Le conseil d'enquête est d'avis que l'article 255 du décret du 13 octobre 1863 n'était pas applicable au fort de Lichtemberg, car, par sa situation sur un rocher,

l'ennemi n'aurait jamais pu y faire brèche ; que le commandant du fort, M. Archer, sous-lieutenant au 96e d'infanterie, a fait tout ce qu'il était possible de faire dans la défense de la place ; ... que, par suite, le sous-lieutenant Archer a fait ce que le devoir exigeait »

Pendant le siège, un brave sergent du 96e, nommé Kessler, qui avait déjà été en garnison à Lichtemberg et venait de Frœschwiller, tirait fort habilement sur les Wurtembergeois. Ce sous-officier, d'origine allemande, avait adopté une meurtrière fort étroite, et entremêlait ses coups de fusil de lazzis en langue allemande. Semblable aux héros d'Homère, ou aux Arabes de l'Algérie, il lançait à l'ennemi des discours peu flatteurs. Un Bavarois caché derrière un arbre fut assez habile pour atteindre le sergent derrière sa meurtrière.

Pendant le même siège, un jeune soldat, enfant de Lichtemberg, revint de Wœrth se jeter dans les bras de sa famille, tout heureux de défendre ses foyers. Il fut atteint mortellement et vint tomber au seuil de sa maison.

Le fort de Lichtemberg n'a pas été réparé. Cette ancienne place de guerre, défendue en 1870 par un lieutenant, avait été prise en 1678 aux impériaux par le maréchal de Créqui.

VII

Deux gendarmes bavarois occupent actuellement la place de guerre que nous nommions *la Petite-Pierre* et que les Allemands connaissent sous le nom de Lützelstein.

Dans les premiers jours qui suivirent la déclaration de guerre, le major-général adressa cette dépêche au ministre de la guerre (1) :

(1) Papiers secrets trouvés aux Tuileries.

« Metz, 2 août 1870, six heures du soir.

« L'intention de l'Empereur est de disperser les bataillons de la garde nationale mobile qui se réunissent au camp de Châlons et qui ont déjà fait preuve d'esprit détestable. On pourrait les répartir entre les places de Belfort, Thionville, Longwy, Phalsbourg, la Petite-Pierre, Marsal, Toul, Verdun, Bitche, Mézières, Soissons, Sedan, Langres, etc., et en laisser deux bataillons au camp de Châlons. Veuillez étudier cette question et prendre des mesures pour que, dans son principe, l'ordre de l'Empereur reçoive une prompte exécution. »

Au lieu de mobiles, la Petite-Pierre reçut un détachement du 96e de ligne commandé par le capitaine Mouton, déjà malade. Cet officier avait sous ses ordres le sergent-major Bœltz et 26 hommes. Plus tard, on envoya un maréchal des logis d'artillerie nommé Jean avec cinq canonniers.

Les vivres et les munitions ne manquaient pas et les remparts étaient armés de 8 pièces.

La Petite-Pierre défend le passage de la route départementale de Saar-Union à Bouxwiller. Elle doit préoccuper tout capitaine qui veut défendre les Vosges.

Le dimanche 7 août, des soldats échappés du champ de bataille de Frœschwiller vinrent en grand nombre annoncer, dès le matin, le désastre de la veille. Vers les onze heures, la division Ducrot venant de Lichtemberg traversa le faubourg. Cette division marchait sur Phalsbourg.

Le soir, on vit arriver le général de brigade Besson, chef d'état-major-général du 5e corps qui cherchait le chef de son corps d'armée. Trois aides-de-camp ou officiers d'ordonnance, et le peloton d'escorte tiré du 12e chasseurs, accompagnaient le général Besson. Après avoir passé la nuit à la Petite-Pierre, les officiers partirent le lendemain, se dirigeant vers Sarrebourg.

Le général de Failly arriva aussi à la Petite-Pierre et reçut la visite du capitaine Mouton. Celui-ci réclamait un renfort et faisait observer qu'il ne pouvait défendre un passage important avec une aussi faible garnison. Le général de Failly, qui semblait en proie à une vive émotion, répondit que le 96e n'étant pas de son corps d'armée, il ne pouvait disposer de ses hommes ; que le mieux serait de détruire le matériel et de se rendre si l'ennemi envoyait des parlementaires. Le général de Failly se fit livrer 200 caisses de biscuits qu'il distribua à ses troupes.

Dès que le général de Failly se fut éloigné, l'état de santé du capitaine Mouton devint plus grave, et on dut le transporter à l'hôpital militaire de Phalsbourg, où il demeura pendant le siège. Le capitaine Mouton partagea le sort de la garnison de Phalsbourg, et fut conduit à Stettin avec les prisonniers.

Le sergent-major Bœltz, le plus élevé en grade, prit le commandement de la garnison.

Jean-Baptiste-Eugène Bœltz est né à Volmerange (Moselle), le 22 mai 1843. Après avoir fait ses études au collège de Pontarlier, il s'engagea au 3e zouaves d'où il passa au 96e. Il fut nommé sergent-major en 1868.

Ce sous-officier était un homme de bonne trempe, intelligent, énergique, dévoué au devoir et sachant inspirer confiance. Il parla fièrement d'honneur et de patrie, et les soldats comprirent qu'ils avaient un chef.

La nuit se passa à faire ce qu'avait conseillé le général de Failly. On détruisit tout ce que l'on put ; on jeta les pièces dans la vieille citerne. Tous les traînards qui se présentèrent furent invités à continuer leur route s'ils ne voulaient pas être faits prisonniers.

Le 9 août, vers huit heures du matin, un parlementaire allemand vint proposer la reddition de la place avec les honneurs de la guerre, et la garnison prisonnière. Le sergent-major refusa. Avant de s'éloigner, le

parlementaire lui montra de la main l'artillerie ennemie s'avançant par Weiterswiller, et de petites colonnes d'infanterie faisant halte en attendant le résultat de la conférence.

Bœltz, qui voulait gagner du temps, demanda d'un air d'indifférence une heure de délai pour consulter son conseil de défense. Il savait que toute résistance était impossible, mais un projet audacieux occupait son esprit.

Le parlementaire accorde le délai avec empressement.

Bœltz réunit ses hommes et leur dit que la garnison allait être prisonnière en Allemagne, mais pouvait échapper à la captivité si on voulait le suivre. Tous les soldats y consentirent bravement. « Tentons d'aller à Phalsbourg, poste fortifié le plus près d'ici », proposa le sergent-major. « A Phalsbourg ! » crièrent les soldats.

Bien armée, munie de deux jours de vivres, sans voitures ni chevaux, la petite garnison gagna une poterne donnant dans les rochers, au midi du fort, et permettant de rejoindre l'Inthal en tournant l'Altenbourg. La troupe, tout en se dissimulant, marchait en bon ordre, avec avant-garde, arrière-garde et flanqueurs. De temps à autre on apercevait les uhlans, et les précautions augmentaient. Enfin, la brave petite troupe arriva vers une heure et demie à Phalsbourg, où nous la retrouverons.

Le sergent-major Bœltz, nommé chevalier de la Légion d'honneur, habite Besançon. Les Allemands furent grandement surpris lorsque les habitants leur crièrent du haut des remparts que la garnison était partie.

Le lendemain, le prince royal fit son entrée dans le faubourg à la tête d'un bataillon. Parmi les officiers qui suivaient le Prince, on distinguait son chef d'état-major, le général de Blumenthal, le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, le prince héréditaire de Mecklembourg-Strélitz et le prince de Hohenzollern.

Le conseil d'enquête sur les capitulations a ainsi jugé

la conduite de la garnison de la *Petite-Pierre*. « ...Le 9 août l'ennemi se présenta devant la place et en demanda la reddition : le sergent-major refusa ; il fit enterrer ses cartouches, noyer les poudres, puis, à la tête de sa petite garnison, évacua la place, parvint à se soustraire à la poursuite de l'ennemi et gagna Phalsbourg.

« Il résulte de ces faits que la place de la Petite-Pierre est tombée au pouvoir de l'ennemi non par suite d'une capitulation, mais après avoir été abandonnée par sa garnison, fait prévu par l'article 213 du code de justice militaire.

« Il résulte d'autre part qu'en raison de son grade et aux termes de l'article 264 du décret du 13 octobre 1863, le sergent-major Bœltz ne saurait être admis à justifier de sa conduite devant un conseil d'enquête.

« En conséquence le conseil d'enquête, tout en constatant que le sergent-major Bœltz, investi accidentellement du détachement appelé à former la garnison de la Petite-Pierre, et par suite du commandement même de la place, et dépourvu de tout moyen sérieux de résistance, a fait preuve de décision et d'intelligence en faisant détruire les munitions de la place avant de l'évacuer, et en assurant le salut de la petite troupe qu'il commandait, estime qu'il ne lui appartient pas d'exprimer un avis sur la perte de la place de la Petite-Pierre. »

En effet, le conseil d'enquête n'avait qu'à examiner la capitulation, et Bœltz n'avait pas capitulé. Mais ce brave sous-officier s'était empressé d'écrire au ministre de la guerre, le priant de faire juger sa conduite.

Ce fut par une faveur toute spéciale, et pour honorer ses services, qu'un sous-officier obtint d'être jugé par le conseil d'enquête que présidait un maréchal de France (1).

(1) Le sergent-major Bœltz a publié son journal rempli d'intérêt. Mulhouse, imprimerie Bader, 1872. *Souvenir de la guerre de 1870.*

Phalsbourg ! Ce nom seul console les bons Français des malheurs de la patrie.

Avant la guerre de 1870, les jours de fête de la petite ville étaient la revue passée par le général venu de Nancy, de Metz ou de Paris. La garnison occupait la place d'armes où s'élevait la statue du maréchal Lobau, enfant du pays, sorti du peuple. La population tout entière entourait les soldats, non par curiosité, mais par affection, par sympathie, par esprit militaire. Il n'y avait pas dans Phalsbourg une maison qui ne fût le berceau d'un soldat. La place d'armes se couvrait donc de tous les habitants de la ville. Les vétérans, officiers en retraite, prenaient le premier rang et suivaient avec amour les moindres détails de la revue. La jeunesse appelait de ses vœux l'heure où elle prendrait place à l'ombre du drapeau ; les femmes, mères ou sœurs de soldats absents, croyaient les revoir dans les rangs immobiles et fiers ; les petits enfants se sentaient animés de passions généreuses à la vue de ces bataillons si brillants. Le général lui-même (nul ne le sait mieux que nous) éprouvait un sentiment d'orgueil, une joie du cœur, à promener un long regard sur cette foule, sur ces soldats, sur les remparts, qui étaient l'avant-garde de la patrie.

Combien de fois, debout sur l'un des bastions, n'avons-nous pas admiré les montagnes des Vosges à l'horizon, les grands pics boisés avec leurs ruines de châteaux forts, et plus près la grande plaine semée de riches villages ! Qui nous eût dit alors ce qui devait arriver n'aurait obtenu pour réponse qu'un démenti. Comment de ces forêts voisines l'ennemi s'élancera sur les champs fertiles, portera l'incendie dans les villages, traînera les canons jusqu'à la ville, lancera les obus sur les maisons, fera mourir les vieillards, les femmes et les enfants, et pour comble de misère arrachera de la patrie ce lambeau de terre et de pierre, ce lambeau arrosé de larmes

et de sang pour en faire une cité allemande? Cela semblait impossible.

Mais, au cimetière de Phalsbourg, les ossements ont dû tressaillir! Dans ces corps inanimés battaient les cœurs les plus patriotes de la vieille France; et de toutes les villes, celle qui a été la plus courageuse, la plus noble, la plus française est cette petite place qu'il faut admirer et pleurer, notre ville bien-aimée : Phalsbourg.

VIII

Lorsque la guerre fut déclarée, Phalsbourg, ville frontière, n'avait eu ni garnison plus forte, ni approvisionnements; les munitions manquaient, et les 30 pièces de canon qui garnissaient les remparts étaient sans artilleurs. La garnison se composait de 450 hommes du 63e de ligne. Cette garnison avait été plus forte en pleine paix.

Le commandant de la place était le chef de bataillon Taillant, homme intelligent, énergique, dévoué au devoir et véritable homme de guerre.

Ce fut en vain que le commandant Taillant réclama des hommes et des munitions. Après la défaite de Frœschwiller, il arrêta les soldats débandés au nombre de 600, et reçut le 7 août le personnel d'une batterie d'artillerie et 800 mobiles sans armes et sans instruction. Il mit 150 hommes aux canons et les fit instruire. Le lendemain 8 août des fusils à tabatière arrivèrent à Phalsbourg, et servirent à armer les mobiles.

La faible garnison de la Petite-Pierre parvint aussi à Phalsbourg, conduite par le brave sergent-major Bœltz.

Le 10 août, à six heures du soir, une grêle d'obus éclate sur la ville et le bombardement dure toute la nuit. L'ennemi n'a pas envoyé de parlementaire, voulant d'abord effrayer les habitants, espérant d'ailleurs enlever Phals-

bourg par un coup de main. En effet, derrière les canons qui tiraient en s'avançant sur la porte d'Allemagne, marchait un bataillon du génie destiné à rendre la brèche praticable, et à la suite de ce bataillon l'infanterie qui devait donner l'assaut.

La vigoureuse défense de la place, dont le tir a fait éprouver de grandes pertes à l'ennemi, change ses projets ; il s'éloigne et voit les flammes de l'incendie s'élever au-dessus de la ville.

Le lendemain, trente hommes du 96e parviennent à pénétrer dans Phalsbourg après avoir trompé les postes ennemis. Ces soldats viennent de Frœschwiller où leur régiment a perdu 27 officiers et plus de 400 hommes !

Le détachement conduit par le sergent-major Bœltz appartient aussi au 96e. On se reconnaît, on s'embrasse, on se rappelle la bataille. L'un des nouveaux venus dit aux camarades qui étaient à la Petite-Pierre : « Notre colonel, M. de Franchessin, que tout le régiment adorait, reçoit vers la fin de la journée l'ordre de marcher en avant. Son cheval est tué ; l'épée à la main, un pied chaussé, l'autre nu et entouré de linges sanglants, il marche à la tête du régiment, l'entraîne et se précipite sur les Allemands. Un coup de feu l'atteint dans le ventre, il tombe et crie : Mes amis, en avant, vengez votre colonel ! Fournier, qui vient derrière lui, l'enlève à moitié évanoui et le transporte dans une ambulance. La déroute commençait. L'ambulance allait être prise. Fournier se saisit d'une voiture attelée et sans conducteur, il emmène le colonel loin du champ de bataille, dans une ferme où les meilleurs soins lui sont prodigués. Hélas ! une heure après arrivait une bande de uhlans... Quelle horrible mort ! pauvre et bon colonel ! »

Chaque soldat, raconte ce qu'il a vu de la bataille ; un caporal dit d'une voix émue : « Vous connaissez tous le capitaine Boulanger, notre *vieux*, comme nous disions. Il

avait vu tomber ses braves camarades, le capitaine Viturreau, le capitaine Bonjean morts à la tête de leurs compagnies; il avait vu emporter à l'ambulance, tout sanglants, le capitaine Abadie, le commandant Piétri mort depuis, son adjudant-major et tant d'autres. Le capitaine fut atteint à son tour d'une balle dans le flanc. Ne pouvant se tenir debout, il s'assied, adossé à un arbre. Cet homme ramasse un fusil et des cartouches ; pendant deux heures, il tiraille, jusqu'à ce qu'une voiture d'ambulance vienne l'enlever. Il fallait le voir mordre sa moustache grise et serrer son sabre entre ses mains lorsque les infirmiers l'ont emporté. »

L'un des nouveaux venus, jeune sergent, s'écrie: « Vous ne savez pas l'histoire du drapeau du 96e? L'officier qui le porte est tué en pleine mêlée, un flot de Prussiens se précipite pour l'arracher de ses mains défaillantes. Le sous-lieutenant Bonade, suivi de quelques soldats, contient l'effort de l'ennemi, et reçoit deux coups de feu. Il enlève le drapeau tout souillé de sang et noir de poudre. Les Prussiens entourent Bonade et veulent lui prendre notre drapeau. L'adjudant-major Obry se jette à cheval au milieu de l'effroyable cohue et saisit le drapeau que lui tend Bonade. Dix balles abattent le cheval ; Obry, Bonade et le drapeau roulent à terre, des soldats du régiment accourent au cri des camarades : Le drapeau! sauvons notre drapeau ! Obry se relève, saute sur un mulet d'ambulance, le drapeau entre le bras gauche et le cœur. Nous nous serrons et à coups de baïonnettes, à coups de crosses nous protégeons la retraite du drapeau. »

Les récits des soldats se prolongèrent fort avant dans la nuit.

Le 12 août, un parlementaire prussien, le capitaine d'état-major de Mœllen, se présente au nom du général de Gersdorff, commandant le 11e corps, pour demander

la reddition de la place. C'est le troisième parlementaire depuis deux jours. Le capitaine Mœllen a été accompagné jusqu'à la porte de Phalsbourg par un bataillon prussien. Le bataillon est tellement près du mur, que les soldats du 63e, presque tous Alsaciens, adressent aux ennemis ces paroles : Têtes de veaux, — têtes d'ânes, — têtes de chiens... le tout assaisonné d'apostrophes peu galantes.

Dès que le parlementaire se retire, et que le drapeau blanc est abaissé, l'artillerie de la place fait pleuvoir sur les Prussiens une grêle de mitraille et de boulets.

Le 13 août, un nouveau parlementaire vient demander à faire relever les morts tombés la veille ; ils sont en grand nombre et sont emportés sur des charrettes de paysans.

Le lendemain 14, un officier allemand déclare que si la place ne se rend pas, le bombardement va commencer. Les batteries ennemies ont été établies pendant la nuit. Le commandant Taillant refuse de se rendre. Vers sept heures du matin un coup de canon retentit, et donne le signal. Quelques minutes après, Phalsbourg est écrasé sous les obus. Ils tombent de toutes parts : l'église et la caserne en sont criblées ; 80 bouches à feu vomissent sur la ville l'incendie et la mort, le feu se déclare, les flammes enveloppent l'église ; les tourbillons s'élancent des fenêtres du clocher. Aux bruits épouvantables de l'artillerie se mêlent les cris des habitants surpris par cette avalanche de mitraille ; la vieille église semble se tordre et gémir ; les cloches tombent bientôt avec un terrible fracas. Les canons de la place répondent de leur mieux. Les arbres sont hachés, les escarpes éventrées, la terre des glacis est labourée comme un champ, des nuages de fumée enveloppent la ville et couvrent le vallon où l'ennemi se met à couvert ; à midi le tir ne s'est pas ralenti.

L'un des acteurs du drame dit dans son journal : « A midi le spectacle qu'offre la ville dépasse tout ce que l'imagination humaine est capable de concevoir comme horreur ; toute la partie de la place comprise entre l'église et la porte de France ne forme qu'un immense brasier, qui gagne et s'étend sans qu'on puisse l'arrêter. Nous sommes aux remparts ; les malheureux habitants sont, ou réfugiés dans les casemates ou cachés dans les caves, et aussitôt qu'un incendie nouveau se déclare quelque part, les projectiles pleuvent à ces endroits pour en activer les ravages et empêcher tout secours. Ah ! la guerre ! la guerre ! Quel supplice attend donc un jour les rois qui la provoquent follement et ceux qui la font avec cette barbarie ! »

Après douze heures de bombardement les Prussiens s'arrêtent. Tout brûle, les rues sont encombrées de meubles qu'on a cherché à sauver, les femmes pleurent, et de tous côtés s'élèvent des cris déchirants ; c'est la ruine, c'est la misère. Les habitants exaspérés demandent des armes, ils veulent combattre avec la garnison. A des intervalles éloignés les Prussiens envoient des projectiles. Un obus éclate au milieu d'un groupe de bourgeois, plusieurs sont tués ou blessés.

Le soir, deux parlementaires viennent proposer au commandant la reddition de la place : sortie, avec les honneurs de la guerre, avec armes et bagages, tambour battant. Taillant refuse.

Dans la journée 5.000 projectiles sont tombés sur la ville. Les remparts en ont envoyé 2.000 aux Prussiens. Pendant les heures où le bombardement semblait avoir cessé, un obus tomba dans le fossé. Le jeune Apparut, engagé volontaire de dix-sept ans, né en Alsace et soldat au 63e depuis huit jours seulement, se pencha au-dessus de la plongée du talus pour voir éclater l'obus. Le pauvre enfant eut la tête emportée.

Le 15 août, les assiégés ne voient que les vedettes ennemies qui forment un cordon autour de la ville. Les hommes postés aux remparts leur envoient des coups de fusil, et quelques Allemands sont tués. Un sergent-major du 21e de ligne, nommé Walner, renverse un cavalier prussien qui caracolait à plus de 1.200 mètres. On se pique d'honneur, les habiles tireurs font des paris, on rit, et la gaieté française résiste aux incendies qui dévorent la ville.

Les 16, 17 et 18 août des reconnaissances sont faites par les assiégés et le commandant ordonne de raser les maisons et murs qui entourent la place ; les arbres sont coupés ainsi que les haies. Dans la journée du 17, le 8e régiment d'artillerie prussienne passe à Burscheid près de Phalsbourg. Les officiers du régiment font venir le curé de la paroisse et le chargent de leurs félicitations pour les Phalsbourgeois et la garnison qui se défendent bravement. De son côté le prince Frédéric-Charles a témoigné au maire de Sarrebourg son admiration pour Phalsbourg.

Dans l'après-midi du 18 août toute la garnison put voir deux sentinelles prussiennes qui se promenaient gravement à 1.200 mètres environ du bastion n° 2. On se mit à les canarder, mais les sentinelles ne changeaient pas de place, et saluaient en ôtant leurs casquettes lorsque les balles faisaient jaillir la terre autour d'elles. L'adjudant du 63e prend un fusil et fait feu ; cette fois les Prussiens détalent sans saluer, et nos soldats applaudissent joyeusement.

Quelques heures après, un turco ajuste avec soin une troisième sentinelle. Il tire et le Prussien s'affaisse. Un de ses camarades accourt pour le relever, mais le turco qui a rechargé son fusil le renverse. Tout fier de ce double succès l'Africain fait tournoyer son fusil au-dessus de sa tête, en dansant et en chantant d'une étrange façon : Le Prousse morto ! tous les Prousses morto !

Pendant les nuits, les patrouilles ennemies, s'approchant des remparts, envoient souvent des balles dans la ville : il ne faut donc circuler qu'avec prudence. Phalsbourg ne reçoit ni lettres ni journaux, et les habitants ignorent entièrement ce qui se passe en France.

Deux mobiles déguisés en paysans sortent de la ville, ils vont chercher à se rendre à Nancy. Deux parlementaires sont reçus le 20 août, mais le commandant Taillant répond, comme toujours, qu'il ne se rendra pas.

IX

Le 21 août est le jour de la fête de Phalsbourg. Les soldats qui veulent égayer les habitants établissent des jeux, des spectacles forains, mais le tout manque de gaieté et le bal projeté n'a pas lieu faute de danseuses. La garnison accepte volontiers la privation de viande de bœuf, le cheval n'est pas mauvais ; mais la privation de tabac est intolérable et les feuilles sèches ne le remplacent pas.

A la popote des sous-officiers, il a été décidé qu'un journal intitulé *le Bloqué* serait créé à Phalsbourg. Le prospectus déclare que le besoin se faisait généralement sentir de posséder un organe littéraire, scientifique et même politique. L'abonnement se paiera à la fin du siège ; en attendant le *Bloqué* fera oublier le tabac.

Le 22 août on enterre dans la demi-lune n° 3 un vieux portier-consigne décoré, né en Alsace, et qui à trois époques a vu bombarder Phalsbourg. Ce vieux brave est mort au bruit du canon en criant : Vive la France ! Les soldats élèvent sur sa tombe une sorte de pyramide avec des éclats d'obus.

Le commandant de place essayait de faire quelques sorties. Nos hommes y prenaient goût parce qu'ils voyaient

le Prussien de plus près, qu'ils respiraient le grand air et parcouraient les environs de la ville. Dans les rencontres, l'Allemand, malgré sa discipline et sa solidité, avait toujours le dessous, à nombre égal et même supérieur. Nos soldats étaient plus lestes, plus hardis, plus intelligents. Leur initiative leur donnait une supériorité incontestable.

Dans la sortie du 27 août, 500 hommes attaquent les postes des assiégeants. Deux zouaves font prisonnier un sous-officier prussien, qui entre dans la place donnant le bras à un turco blessé. Le Prussien, grand garçon d'une trentaine d'années, fait partie de la Landwehr ; le turco, enfant du désert, est d'un noir d'ébène. Sans être ni philosophe, ni songeur, on ne peut se défendre d'une sorte de surprise en voyant les deux hommes marcher ensemble comme de vieux amis. Le Prussien n'a pas l'air mécontent d'être fait prisonnier et le turco lui adresse un petit discours en arabe.

Un nouveau bombardement a eu lieu le 1er septembre, c'est un corps d'armée ennemi qui passe et salue Phalsbourg. L'un des émissaires envoyés au dehors rentre en ville. Il a, dit-il, traversé les lignes prussiennes et fait connaître des victoires supposées de Bazaine et de Mac-Mahon. Ces nouvelles portent la joie dans la ville.

Le 4 septembre, deux autres parlementaires viennent encore demander au commandant la capitulation de Phalsbourg. Comme toujours, Taillant refuse. L'un des parlementaires déclare que l'armée de Mac-Mahon est prisonnière ainsi que l'Empereur et le prince impérial ; il apporte un journal allemand qui fait le récit de la journée de Sedan. On refuse de croire à cette nouvelle.

Un soldat habillé en paysan se faufile à travers les postes ennemis et se rend à Sarrebourg. Il en revient porteur d'une lettre qui annonce au commandant Taillant la prochaine arrivée de Bazaine. La ville va donc être

débloquée et l'ennemi chassé. Tous les habitants se précipitent dans les rues, faisant éclater leur joie. Les maisons encore debout sont pavoisées. Il est question de donner un bal. Les dames courent aux remparts et entourent les canons. Une jeune fille met le feu à un obusier au nom des femmes de la ville. Une sorte de délire s'est emparé de la population qui prend ses habits de fête.

300 hommes de la garnison font une brillante sortie dans la nuit du 15 septembre, et ramènent en rentrant des bœufs, des moutons, sans compter le blé.

La ligne d'investissement se resserre de plus en plus et les sentinelles allemandes, bien abritées, sont fort près de la ville. Ce n'est que le 28 septembre que la garnison de Phalsbourg apprend officiellement la capitulation de Sedan. Le désespoir est dans tous les cœurs. Le dixième parlementaire se présente pour sommer la place de se rendre ; il dit que Toul et Strasbourg ont capitulé. Taillant refuse d'entrer en pourparlers. Le parlementaire annonce l'arrivée d'une artillerie de siège qui ne laissera pas pierre sur pierre. « Malgré tout, malgré nos désastres et notre situation difficile, l'espoir ne nous a pas abandonnés et l'esprit des soldats est on ne peut meilleur. »

Les assiégés, qui s'attendent à un bombardement, réparent les défenses. On commence, en ville, à souffrir de la faim et les habitants vont déterrer les pommes de terre dans les champs voisins ; il n'est pas de jour où quelque pauvre bourgeois ne soit tué ou blessé par les postes prussiens.

L'hiver arrive à grands pas et vers le milieu d'octobre la neige tombe et les cimes environnantes sont déjà blanches. Le commandant de place est obligé de donner du pain aux habitants qui sont dans l'indigence. La nourriture de la troupe est moins abondante. Elle consiste en une soupe au café, ou bien une soupe à la semoule, ou bien encore une soupe au bouillon de cheval pour

quarante-huit heures. Le reste du temps du biscuit, et quelque peu de graisse de cheval.

Le 27 octobre, deux soldats bavarois se suicident à Lutzelbourg ; ces hommes ne peuvent résister aux fatigues du siège.

A la fin d'octobre, la pluie ne cesse de tomber et les malheureux soldats sont dans l'impossibilité de sécher leurs vêtements. D'ailleurs, ils sont en lambeaux, et les habiles de la troupe se fabriquent des chemises et des pantalons avec toutes les étoffes, couvre-pieds ou rideaux de fenêtres. L'unique chaussure consiste en sabots, et plus d'un, en guise de capote, se drape dans une couverture de laine.

Les visages sont blêmes, amaigris et d'une pâleur livide. Les yeux enfoncés dans les orbites ont une teinte rouge, et les barbes longues et hérissées impriment sur l'ensemble un caractère de misère profonde et d'extrême faiblesse. Cependant le parfum de la poudre ranime ces malades.

D'audacieux contrebandiers, trompant la surveillance des postes prussiens, introduisent dans la place, au commencement de novembre, du tabac, du beurre, des conserves de viande, qui se vendent à des prix très élevés, par exemple, 2 francs les 40 grammes de tabac.

Un parlementaire se présente le 2 novembre et dit que l'armée de Bazaine a capitulé à Metz ; il somme le commandant Taillant de ne pas continuer une résistance inutile, sans espoir de secours. Le commandant refuse de se rendre.

Le 6 novembre, un officier prussien est venu à Phalsbourg, en parlementaire, prévenir MM. de Villatte, d'Hoflize et Cerfbeer, officiers de la garde mobile, que leurs parents les attendaient à Lutzelbourg... Le procès de M. Cerfbeer a fait connaître ce qu'était un tel rendez-vous.

Quelques jours avant la fin de novembre, la dyssenterie commença ses ravages ; le sel manqua complètement et la misère fut à son comble. Le bombardement était de toutes les heures, tantôt le matin, tantôt le soir, et ne durait pas longtemps. Le 30 novembre, le capitaine Cerfbeer, de la mobile, est condamné à mort par le conseil de guerre, pour désertion à l'ennemi.

Le capitaine d'infanterie prussienne Matthiessen se présente le 3 décembre, et fait au commandant des propositions plus avantageuses que les précédentes. Taillant fait partir pour Lutzelbourg le capitaine Geoffroy, chargé de dire au colonel d'Ann, chef des assiégeants, que la place se défendra jusqu'à la dernière extrémité.

Avec le mois de décembre commence pour la garnison et les habitants l'existence la plus cruelle. Il n'y a plus de pain, et la seule nourriture consiste en un mélange de balayures de magasins et de blé à peine concassé. Il ne reste ni chevaux, ni chiens, ni chats. Le froid est excessif, les malades meurent en grand nombre, et les blessés succombent tous.

Le 7 décembre, la famine prit un caractère tellement alarmant que le conseil de défense dut se réunir pour délibérer sur le parti à prendre. Les hommes sont si affaiblis par le manque de nourriture que toute sortie est impossible. D'ailleurs les troupes assiégeantes augmentent de jour en jour.

Après une nouvelle réunion du conseil de défense, le commandant Taillant se voit forcé, le 11 décembre, de traiter avec l'ennemi. Le chef de bataillon Villatte, les capitaines Desmarres et de Geoffroy sont désignés par le conseil pour négocier les conditions de la capitulation.

Pour échapper à la captivité, quelques sous-officiers veulent tenter de faire une trouée. Mais les forces sont épuisées ; il faut renoncer à ce projet désespéré.

Les habitants n'ont plus de vivres et le plus grand

nombre se soutient à peine pour la marche ; les enfants et les femmes font pitié à voir.

Hâves, exténués, mourants de faim, les habitants de Phalsbourg viennent chaque matin, sans un mot de découragement, sans une plainte, attendre à la porte de la caserne la maigre distribution de pain que donnent les soldats non moins affamés. Ils reprennent le chemin de leurs maisons démolies, à travers la neige et la boue glacée. Ce morceau de pain noir serait, en d'autres temps, repoussé avec dégoût. Dans ce lugubre défilé de gens réduits à ce dernier degré de misère, toutes les classes sont confondues : riches et pauvres, ouvriers et bourgeois, courbés, pâles, chancelants, sont là, calmes et résignés, avec la conscience de leur sacrifice et soutenus par un seul sentiment, le plus grand et le plus noble de tous, l'amour de la patrie ! Mais ces cruelles épreuves ne peuvent se prolonger, plusieurs personnes étant mortes de faim..... Le cœur se serre, les yeux se mouillent de larmes si l'on pénètre dans les ambulances ou à l'hôpital : là règne le silence de la mort.

Un ordre du jour paraît le 12 décembre ; le commandant de place adresse aux troupes un adieu déchirant ; il dit aux soldats qu'ils ont bien mérité de la patrie en défendant Phalsbourg pendant quatre mois. Les poudres sont répandues dans la neige, les canons encloués, toutes les munitions détruites, car le brave Taillant ne veut rien laisser à l'ennemi.

MM. de Villatte, de Geoffroy et Desmarres, nos plénipotentiaires, se rendent au quartier-général prussien porteurs de cette lettre du commandant de place : « Au major de Giese. — Monsieur le Major, le trop grand éloignement de l'armée française et la famine qui torture les habitants, les blessés et les prisonniers de guerre, mais qui ne pourrait nous dompter si nous étions seuls ici, ne nous permettent pas de continuer la lutte,

parce qu'il est de notre devoir d'être humain avant tout.

« C'est aussi pour obéir aux lois de l'humanité que j'ai dû ne pas céder au vœu de mes compagnons d'armes, qui ont demandé à s'ensevelir avec leur chef sous les ruines de la forteresse qu'ils défendent si bien depuis quatre mois...

« Les portes de Phalsbourg sont ouvertes..... Vous nous y trouverez désarmés, mais non vaincus. »

Le soir même un détachement prussien vient occuper la place. Bientôt arrivent de Lutzelbourg des fourgons chargés de provisions.

Le lendemain, 13 décembre, le major de Giese entre en ville avec une escorte de cavaliers. Voici le récit d'un sous-officier de la garnison : « Le major de Giese, en abordant notre brave commandant, remarque son air abattu et sa tristesse, et le spectacle de cet ennemi que ni le feu ni le fer n'ont pu vaincre, et que la faim seule oblige à capituler, l'émeut et fait couler ses larmes. Il s'avance vivement près de M. Taillant et lui serre la main en proie à une émotion qu'il ne cherche pas à dissimuler. Voilà un sentiment qui l'honore et qui a touché tous ceux qui sont présents. »

La garnison fut prisonnière de guerre, avec le droit d'emporter ses bagages.

Le départ des soldats donna lieu aux scènes les plus touchantes. En se séparant de la troupe, tous les officiers embrassaient leurs hommes ; on pleurait dans les rangs ; les habitants accouraient de toutes parts, apportant force provisions achetées à l'instant même, du tabac, des cigares et aussi de l'argent que refusaient les soldats.

En dehors des glacis, sombre, muet, se tenait le commandant Taillant. Des larmes glissaient sur ses joues pâles..... et les soldats allaient à lui comme à un père vénéré. Bientôt de chaudes acclamations saluèrent le commandant, et, lorsqu'il vit sa garnison s'éloigner, pour

défiler devant les Allemands, il porta ses mains à son front et un sanglot s'échappa de sa poitrine.

Nos soldats s'éloignent entre deux haies de Prussiens. Au-dessus de la côte des Baraques, par un mouvement instinctif, tous s'arrêtent pour revoir encore une fois la ville de Phalsbourg couverte de neige. Sur les terre-pleins, ils aperçoivent des taches sombres. Ce sont les tombes des camarades. Parmi les prisonniers plus d'un a dû se dire : Heureux ceux qui dorment là-bas leur dernier sommeil ; au moment suprême ils ont pu croire que la patrie leur survivrait !

« L'escorte des prisonniers s'est arrêtée en même temps. Elle semble partager les sentiments de nos soldats. Ce sont des Polonais de Posen qui nous accompagnent. Près de moi, un jeune Feldwebel pleure en nous regardant. Au moment où nous nous remettons en marche, il me prend la main et me dit tout bas et d'une voix entrecoupée : Je suis Polonais. Pauvre, pauvre France ! pauvre Pologne ! »

Le conseil d'enquête sur les capitulations des places fortes, présidé par le maréchal Baraguay-d'Hilliers, a émis cet avis au sujet de la reddition de Phalsbourg : « Au Président de la République.— Considérant que, dans la défense de la place qui lui avait été confiée, le commandant Taillant a rempli tous les devoirs prescrits par le décret du 13 octobre 1863;

« Que, par sa fermeté, son énergie, il a su maintenir la discipline dans la garnison ;

« Que, par une bonne et judicieuse organisation, il a suppléé à l'insuffisance du personnel d'artillerie ;

« Est d'avis que le commandant Taillant et son conseil de défense méritent des éloges.

« D'après ce qui précède, et conformément aux dispositions de l'article 257 du décret précité, j'ai l'honneur de vous proposer : 1° de conférer à M. le lieutenant-colonel

Taillant le grade de commandeur dans l'ordre de la Légion d'honneur;

« Et de décider que l'avis précité du conseil d'enquête sera mentionné dans les états de services de M. le lieutenant-colonel Taillant et des officiers qui composaient avec lui le conseil de défense de la place de Phalsbourg, savoir :

« MM. Darbour, chef de bataillon au 63e d'infanterie de ligne ;

« Villatte, chef de bataillon commandant le 1er bataillon de la garde nationale mobile de la Meurthe ;

« Desmarres, capitaine de 1re classe du génie, commandant le génie de la place ;

« Thomas, capitaine au 1er d'artillerie, commandant l'artillerie de la place ;

« Dejean, capitaine au 1er d'artillerie ;

« De Geoffroy, capitaine adjudant-major au 63e régiment de ligne.

« *Le Ministre de la guerre*,

« E. DE CISSEY.

« Approuvé :

« A. THIERS. »

Au moment du siège de Phalsbourg, le commandant Taillant était âgé de cinquante-quatre ans : d'une taille moyenne, la tête haute, le front chauve, la lèvre supérieure ombragée de courtes moustaches, le visage plein, les yeux un peu couverts par les paupières, mais vifs, le commandant avait une physionomie qui exprimait, en même temps, l'extrême bonté et la ferme volonté.

Pierre-André Taillant était né le 17 août 1816 au Pont-Saint-Esprit (Gard). Son père exerçait la profession de taillandier, d'où lui venait son nom. Pierre Taillant étudia dans une petite école, et si son instruction ne fut pas

supérieure, son éducation ne laissa rien à désirer. Tous les nobles sentiments étaient développés en lui.

Le 31 août 1834, Taillant, âgé de dix-huit ans, entra au service, en qualité d'engagé volontaire, au 13e régiment de ligne. Il devint promptement sous-officier et fit partie de cet admirable corps de sergents et de sergents-majors, qui était l'orgueil de notre vieille armée.

Le 28 mars 1841, Taillant fut nommé sous-lieutenant au 13e ; puis lieutenant en 1847, enfin capitaine en 1852. Il fit en Afrique les campagnes de 1834, 1835 et 1836 comme sous-officier ; celles d'Italie de 1849 et de 1850, le siège de Sébastopol en 1855.

Ses grades dans la Légion d'honneur offrent une particularité remarquable : chevalier le 12 juillet 1849, étant lieutenant ; officier de la Légion d'honneur le 8 octobre 1857, étant capitaine ; commandeur le 5 mai 1872, étant lieutenant-colonel. Taillant était en outre décoré des médailles de Crimée, d'Italie, du siège de Rome, où il fut mis à l'ordre de l'armée. Le roi d'Italie lui conféra la croix militaire de Sardaigne.

Taillant avait donc de magnifiques états de services lorsque le commandement de la place de Phalsbourg lui fut confié.

En 1854, il était passé, en qualité de capitaine, au 1er régiment de grenadiers de la garde impériale. Il servit dans ce corps jusqu'à sa promotion au grade de chef de bataillon en 1861.

Sans le siège de Phalsbourg, le nom du lieutenant-colonel Taillant fût demeuré dans l'obscurité. Sa carrière semblait terminée. Parmi ses compagnons d'armes, il en est sans doute qui avaient son courage et son patriotisme, et dont on ne parlera jamais parce que les occasions leur ont manqué. Nous avons pour ces déshérités, ces inconnus, ces oubliés de singulières tendresses. Ils nous rappellent les braves officiers, capitaines et

lieutenants du premier Empire, dont le général Foy dessinait ainsi le portrait : « Nos officiers des régiments resplendissaient de pureté et de gloire. Vaillants comme Dunois et Lahire, sobres et durs à la fatigue parce qu'ils étaient fils du laboureur et de l'artisan, ils marchaient à pied à la tête des compagnies et couraient les premiers au combat et sur la brèche. Leur existence était tissue de privations, car l'administration ne pouvait pas toujours fournir à leurs besoins, et ils eussent cru s'avilir en prenant part au pillage, tant ils avaient le cœur haut placé ! Etrangers aux jouissances d'amour-propre de l'officier-général, exempts de l'ivresse du soldat, ces martyrs du patriotisme vivaient de cette vie morale qui se consume dans la résignation du devoir. »

Deux hommes, Taillant, défenseur de Phalsbourg, et Teyssier, défenseur de Bitche, sortis des rangs de la troupe, ont honoré l'armée française aux yeux de l'ennemi. Il n'est pas nécessaire qu'un décret solennel déclare qu'ils ont bien mérité de la patrie. Un jour la France le proclamera.

Autour d'eux tous capitulaient, et ces anciens sergents refusaient de se rendre. Ils n'avaient cependant pas de glorieuses réputations à soutenir, des fortunes à conserver, des ambitions à satisfaire. Ils ne connaissaient qu'une chose, une chose sacrée : le devoir.

Vous tous, qui sentez vos yeux se mouiller de larmes en songeant aux capitulations de Sedan et de Metz, redressez vos fronts en donnant un souvenir aux héroïques défenseurs de Phalsbourg et de Bitche.

X

Les sièges entrepris par les Allemands pendant la guerre de 1870 ont été pour les habitants des villes fortes une épreuve bien cruelle. Lancer des projectiles sur les

maisons et les monuments, faire éclater les obus au milieu des carrefours, incendier, détruire, ruiner habitations, églises, établissements publics et particuliers, c'est donner à la guerre moderne un caractère de barbarie bien contraire à nos mœurs et surtout à nos déclamations philanthropiques.

L'humanité voudrait que les populations civiles, commerçantes, industrielles, ne fussent jamais victimes de la guerre. Si nous pensons à préserver les habitants, le moyen sera de séparer les établissements militaires des centres populeux.

Strasbourg comptait environ 86.000 habitants un peu avant le siège. Aucun travail important de défense n'avait été, depuis plusieurs années, fait à la place. Cependant, divers projets dormaient dans le carton du ministère. Le général Ducrot, lorsqu'il commandait la 6e division militaire, avait écrit la note suivante : « Pour investir la place de Strasbourg et tenter quelque chose de sérieux contre elle, il faut au moins 100.000 hommes. »

Mais Ducrot, en véritable homme de guerre, voulait fortement occuper les hauteurs d'Osbergen, de Mundolsheim, et la tête des principaux villages qui entourent la place. Ces dispositions rendaient l'investissement impossible.

Rien ne fut fait. L'ennemi trouva donc Strasbourg presque désarmé. Aussi un écrivain allemand (1) a-t-il dit que cette ville ne méritait pas le nom de place forte de première classe.

Cependant, la fortification de Strasbourg déjoue une attaque de vive force, et oppose même avec une faible défense des difficultés considérables à un siège en règle.

Si les remparts étaient insuffisants, l'armement de

(1) Rustow, *Guerre des frontières du Rhin.*

la place ne se trouvait pas plus satisfaisant : 240 à 250 bouches à feu de 14 calibres différents, depuis l'obusier de montagne jusqu'à la pièce de 24, composaient, avec quelques mortiers en petit nombre, le matériel de la défense.

Le personnel consistait en :

Troupes d'infanterie : 4 dépôts, réduits aux ouvriers des 18e et 96e de ligne, 10e et 16e bataillons de chasseurs.

Artillerie : une partie du 18e régiment (pontonniers), 2 faibles dépôts du 5e et du 20e régiment.

Génie : 8 soldats, 8 sous-officiers, 5 officiers.

Au moment de son départ pour Haguenau, le maréchal de Mac-Mahon laissa à Strasbourg le 87e de ligne.

Enfin, du 6 au 19 arrivèrent dans la ville : 1 détachement du 74e, 1 du 78e et 1 bataillon du 21e. A ces troupes il convient d'ajouter un certain nombre de soldats isolés, zouaves, turcos, etc., qui n'avaient pu rejoindre leurs corps après la journée de Wœrth. Il ne faut pas oublier 150 douaniers, 90 marins et quelques cavaliers débandés qui formèrent plus tard un régiment de marche.

En résumé, la défense pouvait compter 4.400 gardes mobiles, 3.600 gardes nationaux, et 20.660 hommes. Les mobiles et les gardes nationaux ne savaient même pas charger un chassepot.

Les subsistances ne laissaient rien à désirer, non plus que les munitions.

Le général de division Uhrich, né à Phalsbourg et sorti de l'école de Saint-Cyr le 1er octobre 1820, demanda le commandement de Strasbourg où il avait servi en qualité de général de brigade longtemps avant la guerre. Ce commandement lui fut accordé.

Agé de soixante-dix ans, mais d'une constitution robuste, Uhrich avait de beaux états de services et jouissait dans l'armée d'une excellente réputation. Il arriva à Strasbourg le 21 juillet et s'empressa de prévenir le

ministre de la guerre qu'il allait faire raser les constructions et les plantations comprises dans la zone de servitude militaire de la place. Le ministre répondit aussitôt « qu'il défendait de rien faire abattre, si ce n'était à la dernière extrémité et après une entente préalable avec les autorités civiles. »

Cette décision du général Dejean, alors ministrede la guerre, était d'autant plus regrettable que les arbres étaient tellement nombreux et si rapprochés que sur bien des points du rempart on ne pouvait découvrir à plus de cent mètres en avant.

A la fin de juillet 1870, la guerre était déjà déclarée depuis quinze jours, et l'on s'étonnait, non sans raison, qu'après les allures guerrières du gouvernement impérial les hostilités n'eussent pas commencé. On se demandait pourquoi nous perdions un temps précieux qui laissait à l'Allemagne le moyen de compléter ses rassemblements et de choisir son point d'attaque.

Il n'y avait à Strasbourg que 25 à 30.000 hommes réunis. Ils campaient sur les glacis, au polygone, sur tous les abords de la ville. Ces bivouacs offraient un aspect pittoresque, et les bons bourgeois se faisaient une fête de les visiter. Ils admiraient les zouaves et les turcos. Ceux-ci avec leurs habitudes graves et dignes surprenaient les joyeux en intimidant les craintifs ; ceux-là au contraire, bons compagnons, excitaient la gaîté par leur humeur gauloise.

Le soldat de la ligne était de la famille et les vétérans se bornaient à lui sourire, tandis que le turco représentait le désert et rappelait le lion.

Dans ses bivouacs, chacun faisait son plan de campagne, et pas un ne doutait de la victoire. L'Empereur, disaient les habiles, va entrer dans le pays de Bade, s'emparer de Kehl et des défilés de la forêt noire. Il agira sur le Wurtemberg et la Bavière pour les détacher de la

confédération du Nord. Pendant ce temps l'armée de Metz opérant sur le Palatinat contiendra les forces prussiennes et les rejettera en Westphalie.

Cette armée réunie à Strasbourg était pleine d'entrain et d'enthousiasme ; on eût pu prendre pour du patriotisme une ardeur guerrière qui ne brillait qu'à la surface.

Cette ville frontière, remplie de soldats de toutes armes, offrait un singulier coup d'œil. Chaque jour les officiers se réunissaient sur le Broglie, aux camps, aux portes et sur les glacis. Le maréchal de Mac-Mahon occupait le château, ancien palais du cardinal de Rohan, des cavaliers sillonnaient les places, des soldats isolés se croisaient dans les rues et ce n'était partout qu'uniformes et faisceaux d'armes. Tout à coup Strasbourg semble devenir silencieux ; l'armée partait pour la frontière. Ce fut dans la nuit du 31 juillet que commença la marche. Le 4 août, fort tard, le Maréchal apprit la défaite de Wissembourg, et partit le 5 dans la matinée par le chemin de fer.

A sept heures du soir, le 6 août, les Strasbourgeois connurent le désastre de Frœschwiller. Des blessés, des fuyards arrivaient par la voie ferrée, leurs récits répandaient une véritable terreur dans la ville. On crut voir l'ennemi aux portes. Après une nuit pleine d'agitation, la journée du 7 août commença triste et désolée. Le lendemain 8 on fut informé de la défaite de Forbach. Ce jour-là le préfet du Bas-Rhin, baron Pron, mit la ville en état de siège. Tous les pouvoirs passaient au général Uhrich, commandant la 6e division militaire, qui avait remplacé le général Ducrot appelé au commandement d'une division dans l'armée de Mac-Mahon. Le nouveau commandant rendit aussitôt aux autorités civiles leurs attributions.

Pourquoi substituer à la loi ce qui n'est à tout prendre

qu'une gracieuseté? L'autorité n'accepte-t-elle pas le poids de la responsabilité? Si le général se sent trop faible, son devoir est de se retirer. Mais dans une place assiégée la grande préoccupation est la défense, tout doit être subordonné à ce grand devoir. Or, la loi, pour faciliter ce devoir, a mis aux mains de l'autorité militaire des attributions qui ne lui appartiennent pas en temps ordinaire. L'autorité militaire, ferme comme la discipline, bienveillante sans faiblesse, n'est pas livrée aux discussions, elle ne sacrifie pas les intérêts généraux aux intérêts privés, elle apporte dans les affaires civiles et de police la simplicité du service en campagne. Les conseils de guerre jugent mieux que les tribunaux civils les crimes et délits commis par les citoyens sur le terrain brûlant de l'état de siège.

Que l'autorité militaire consulte le préfet et le maire, qu'elle s'inspire de leurs avis, rien de mieux; mais rendre aux autorités civiles des attributions dont la loi les a privées est un acte plein de périls. Le général s'amoindrit, il affaiblit le pouvoir à tous les degrés, et enlève à la défense l'énergie de l'épée.

Alors, dans la place assiégée, on voit des réunions politiques, on assiste aux dicussions du journalisme, on supporte la présence de petits tribuns, on sème la désunion, en un mot on seconde l'ennemi.

Le général Uhrich fut influencé sans doute par la valeur réelle du baron Pron, préfet du département; d'ailleurs, il est peu d'hommes semblables à Radetzki qui, plus qu'octogénaire, conservait en Italie toute la vigueur de la jeunesse.

Dans l'antiquité le général passait du commandement des armées aux magistratures suprêmes. A l'occasion il était législateur, diplomate, orateur, gouverneur de province. Notre civilisation moderne a parqué les hommes comme le fermier parque les troupeaux. Il en est résulté

que nous sommes des spécialistes dont le domaine est extrêmement borné ; nous tremblons à la seule pensée de poser le pied sur le terrain d'autrui. Les officiers généraux surtout sont craintifs, si une mission civile leur est confiée. Nos administrateurs, nos diplomates et même nos ministres n'ont cependant pas l'expérience et le maniement des hommes, que possède tout officier général. La politique et le barreau, qui conduisent au pouvoir du jour au lendemain, n'offrent pas autant de garanties que le commandement militaire supérieur ; mais il suffit, en France, d'être *quelque chose*, pour ne pouvoir être *autre chose*.

Nous oublions que Sully, homme de guerre, fut un grand ministre ; Richelieu et Mazarin, hommes d'Eglise, furent aussi des hommes d'Etat incomparables.

Le général Uhrich était atteint du mal de notre temps, il se sentait peu rassuré en présence des attributions que l'état de siège lui ordonnait de prendre. Lui qui n'aurait pas tremblé devant les bataillons ennemis redoutait jusqu'à la pensée des remontrances d'un préfet ou des menaces d'un conseil municipal. Hélas ! ceux qui accusent sans cesse les *traîneurs de sabre* d'envahissements, connaissent bien peu l'armée. La discipline militaire élève les cœurs, purifie les âmes, mais ne trempe pas toujours les caractères.

Nos villes assiégées n'ont mis en relief que deux ou trois personnalités ; très rarement, il nous a été donné de voir le défenseur d'une place de guerre prendre sur les habitants cette grande et belle autorité, qui vient d'un cœur chaud, d'une intelligence élevée, et d'un patriotisme sans limite.

Il suffit d'avoir au flanc une épée de général pour être brave devant l'ennemi ; mais, dans les discordes civiles, en présence de la responsabilité, le brave disparaît et l'homme reste, avec ses faiblesses et ses puérilités.

XI

Le 7 août, les Prussiens occupèrent la ville de Haguenau, et une foule de soldats de toutes armes, fuyards de Frœschwiller, arrivèrent à Strasbourg. Ils firent partie de la garnison avec quatre bataillons de gardes mobiles et le 87e de ligne, commandé par le colonel Blot. 116 marins destinés, dans le principe, à opérer sur le Rhin arrivèrent sous les ordres du contre-amiral Excelmans, du capitaine de vaisseau Dupetit-Thouars et des lieutenants de vaisseau Chopart, Humann et Bauer. Les douaniers formèrent un corps excessivement solide ayant à sa tête le directeur des douanes, M. Marcotte.

La population des environs de Strasbourg se réfugia dans la ville avec ses bestiaux. Le siège allait commencer. Les chefs étaient :

Le général de division Uhrich, du cadre de réserve, commandant supérieur ;

Le général de brigade Moreno ;

Le contre-amiral Excelmans ;

Le général de brigade Barral, commandant l'artillerie ;

Le colonel Ducasse, commandant la place ;

Le colonel Sabattier, commandant le génie ;

Le colonel Belu, directeur de l'artillerie ;

Le colonel Fiévet, commandant le régiment d'artillerie-pontonniers, dont il ne restait que le dépôt ;

Le capitaine de vaisseau Dupetit-Thouars ;

Le colonel Petitpied, du 20e d'artillerie ;

Le colonel Blot, commandant le 87e ;

Les intendants militaires de La Valette, Brizac et Millou.

Le 8 août, le baron Pron envoya une dépêche à l'Impératrice régente. Cette dépêche, que nous avons sous

les yeux, exposait les périls de la situation et se terminait par un conseil tout militaire. Le préfet pensait qu'il était urgent de faire une diversion en Alsace sur les derrières de l'ennemi.

Pourquoi une démarche de telle importance est-elle faite par le préfet et non par le général Uhrich ?

L'Impératrice répondit : « Je vous remercie de votre dépêche, je l'ai communiquée au conseil des ministres ; mais je crains qu'il n'y ait rien à faire. »

La guerre était déclarée depuis une vingtaine de jours, et déjà *il n'y avait rien à faire !* Non seulement, cette place de première ligne, cette ville de Strasbourg, l'un des plus beaux souvenirs que Louis XIV ait laissés à la France, semblait abandonnée ; mais, sous nos canons, l'insulte venait jusqu'à ses portes. Pendant que le baron Pron écrivait à la Régente, un faible parti de cavalerie badoise, commandé par le jeune et sémillant major Wilhem N..., de Rastadt, s'arrêtait à la porte de Pierre, et le major sommait la place de se rendre. D'après les usages de la guerre, chez les nations européennes, toute sommation doit être adressée par un parlementaire muni de pouvoirs déterminés.

Le major Wilhem N... n'était pas un parlementaire, mais un fanfaron fort connu à Strasbourg, danseur intrépide au bal de la préfecture pendant l'hiver précédent. Le commandant de la place daigna sortir de la ville pour écouter le major Wilhem. Econduit le premier jour, ce jovial personnage revint souvent aux avant-postes remettre sa carte de visite pour son cousin M. Lambert, conseiller général du département.

Les plaisanteries de cette nature sont, à la guerre, de véritables insultes, et le devoir du général Uhrich était de faire feu sur le major, qui n'était ni parlementaire, ni porteur de la croix rouge de Genève. Espion ou plaisantin, le major Wilhem ne méritait qu'une balle de fusil.

La place eût-elle dû capituler le lendemain, l'incendie eût-il dévoré les maisons, il fallait faire respecter Strasbourg. Plus on est malheureux, plus il est nécessaire de se montrer digne et fier. Le général commandant supérieur devait être audacieux, en renvoyant à l'ennemi le corps percé de balles d'un officier de l'armée ennemie qui se permettait de porter ses cartes de visite à nos avant-postes.

Le 10 août, la proclamation suivante fut affichée sur les murs :

« Aux habitants de Strasbourg,

« Des bruits inquiétants, des paniques ont été répandues ces jours derniers, involontairement ou à dessein, dans notre brave cité. Quelques individus ont osé manifester la pensée que la place se rendrait sans coup férir. Nous protestons énergiquement au nom de la population courageuse et française contre les défaillances lâches et criminelles.

« Les remparts sont armés de 400 canons, la garnison est composée de 11.000 hommes, sans compter la garde nationale sédentaire. Si Strasbourg est attaqué, Strasbourg se défendra *tant qu'il restera un soldat*, *un biscuit*, *une cartouche*. Les bons peuvent se rassurer; quant aux autres, ils n'ont qu'à s'éloigner.

« *Le général commandant supérieur*,

« UHRICH.

« *Le préfet du Bas-Rhin*,

« BARON PRON. »

De son côté, le maire invitait les habitants à s'approvisionner de vivres.

Le général Uhrich continuait à s'effacer. Le dernier train partit le 12 dans la direction de Colmar, emportant 12 millions de la Banque.

Le 13 août seulement, le premier coup de canon se fit

entendre, il partait de nos remparts pour disperser des tirailleurs ennemis. Après le coup de canon il se fit un silence de plusieurs jours. Pendant ce temps, l'ennemi prenait ses dispositions d'attaque, tandis que de notre côté rien ne se faisait, les ouvrages extérieurs étaient abandonnés.

Non loin de Strasbourg se trouvait la maison de campagne de M. le baron de Bussière, transformée en ambulance et protégée par le drapeau de la société internationale de secours aux blessés. M. de Bussière, au mépris du droit des gens et des droits de la guerre, se vit emprisonné dans la citadelle de Rastadt. Le baron de Bussière, membre de la chambre des députés, fut enlevé sans avoir la permission d'emporter du linge et des vêtements. A sa sortie de prison, les Allemands lui présentèrent une note formidable pour prix d'une méchante couchette. Le gendre de M. de Bussière, le comte Pourtalès, commandait un bataillon de gardes mobiles, de la garnison de Strasbourg.

La cavalerie badoise qui parcourait les environs de la place se composait de jeunes gens qui avaient exercé diverses professions dans la ville. Tous connaissaient Strasbourg et comptaient dans la population un grand nombre de parents ou d'amis. Le général Uhrich, avant l'investissement de la place, avait bien donné l'ordre aux Allemands de sortir de la ville, mais cet ordre était considéré comme non avenu. La trahison agissait presque publiquement. Un brasseur nommé Schott, d'origine allemande, réfugié en France pour banqueroute, se vit accusé d'avoir reçu chez lui des officiers ennemis déguisés en garçons brasseurs. Il fut emprisonné et une instruction commencée. L'affaire, au lieu d'être conduite vigoureusement, traîna en longueur, et après quinze jours de prison Schott recouvra sa liberté. L'état de siège ne semblait être qu'une vaine formalité.

Dans la soirée du 15 août, une trentaine d'obus furent lancés sur la ville. Ce bombardement continua le lendemain.

Comprenant que son inaction indisposait les troupes et la population, le général Uhrich ordonna une sortie. Elle ne fut pas dirigée sur les lignes des assiégeants, mais au sud. Le colonel Fiévet commandait cette opération : sa colonne appuyée de trois pièces de canons rencontra l'ennemi fortement établi dans les bois de Neuhoff. Nos soldats, encore sous l'impression de la défaite de Frœschwiller, se débandèrent en abandonnant les trois canons. Le colonel Fiévet fut blessé et ne survécut que quinze jours. Pour éviter l'effet moral de cet échec, l'autorité fit sortir secrètement trois canons par une porte, et ils rentrèrent par celle d'Austerlitz; ils étaient censés ramenés par les paysans de Neuhoff. Cette ruse puérile ne trompa personne. Nos trois canons étaient au pouvoir des Prussiens.

Les incendies commencèrent à se déclarer dans la nuit du 18 au 19 août et la population en fut d'autant plus effrayée que des femmes et des enfants devinrent les premières victimes. Un obus tomba le 19 sur une école de petites filles : deux furent tuées par les éclats et six moururent les jours suivants.

Le fort de Kehl ouvrit son feu, et Strasbourg y répondit. Le général de Werder, commandant l'armée assiégeante, adressa des plaintes au général Uhrich, au sujet de l'ordre qu'il avait donné de tirer sur Kehl. On répondit au général de Werder que le commandant de Kehl avait le premier manqué aux lois de la guerre. Il est d'usage et conforme aux lois qu'un général assiégeant une place doit dénoncer le bombardement avant de le commencer.

Le général de Werder, pas plus que le général Uhrich, ne s'était conformé à ce droit de la guerre. On s'en souvint un jour, et M. de Werder fit cesser le feu, en

avertissant qu'il dénoncerait le bombardement avant de le reprendre.

Ce ne fut que le 22 août qu'un arrêté signé du préfet, du maire et du général prévint la population que le bombardement allait être repris. La veille, le général Uhrich avait demandé au général de Werder l'autorisation de faire sortir de Strasbourg les femmes, les vieillards et les enfants. Le général ennemi répondit : « Dans une ville de 85.000 âmes les femmes et les enfants sont une cause de faiblesse qu'il faut laisser à ses adversaires. »

Deux journaux se publiaient à Strasbourg : l'*Impartial du Rhin* et le *Courrier du Bas-Rhin*. La liberté de la presse est un péril dans une place assiégée, et ne saurait même être tolérée dans un pays en état de siège.

Le 24 août, commença le vrai bombardement méthodique, qui ne devait plus cesser jusqu'au 27 septembre. Pendant trente-quatre jours consécutifs les projectiles ennemis incendièrent les maisons et les monuments. Il y eut des pertes irréparables, et la bibliothèque mérite les regrets du monde littéraire. 85.000 volumes ont été brûlés au séminaire protestant. Les projectiles ennemis incendièrent le musée de peinture et de sculpture.

La bibliothèque de Strasbourg, fondée en 1765 par le savant Schœpflin, renfermait 200.000 volumes, 7.000 manuscrits, un musée d'antiquités gallo-romaines, un riche médaillier, enfin, des vitraux les plus beaux du monde ; rien ne put être sauvé.

Le temple protestant connu sous le nom de Temple-Neuf fut également détruit. Bâti de 1254 à 1280, cet édifice religieux fut d'abord consacré au culte catholique.

Le musée de peinture et de sculpture renfermait de belles toiles du Corrège, du Tintoret, du Guide, d'Alexandre Véronèse, de Jordaens et de Philippe de Champaigne. Il y avait dans le musée un chef-d'œuvre de Van

BISMARK

Ostade, *la dispute dans un cabaret*. Les visiteurs admiraient du Claude Lorrain, du Lebrun, du Oudry; les peintres strasbourgeois, tels que Guérin, Haffner, Brion Jundt, Schuler, avaient enrichi le musée de leurs principales œuvres. Deux belles statues d'Olmacht et deux de Gros furent détruites par le feu.

Le 25 août, au milieu de ces ruines fumantes, Monseigneur l'évêque sortit pour renouveler la demande du général Uhrich de laisser sortir les femmes et les enfants. Le général de Werder refusa. En rentrant dans la ville, le vénérable prélat disait : « Je ne suis pas saint Léon, mais j'ai trouvé pis qu'Attila. »

Monseigneur aurait pu rappeler que, pendant la guerre de la succession d'Espagne, les Anglais commandés par lord Peterboroug assiégeaient Barcelone. Un incendie éclata dans la ville. Le général anglais offrit ses secours pour l'éteindre. Il envoya deux régiments qui, après avoir vaincu l'incendie, revinrent prendre leurs postes dans les lignes sans même accepter les rafraîchissements distribués aux habitants de Barcelone.

La demande adressée par l'évêque attira sans doute sur lui l'attention du général de Werder, car, dans la soirée du même jour, des projectiles incendiaires furent dirigés sur la cathédrale. Le feu ne tarda pas à se déclarer. Un témoin parle ainsi : « Aucune parole ne peut peindre le spectacle de l'embrasement de la cathédrale. Sur toute la longueur de cet immense vaisseau la toiture était en feu. Les tours et la grande flèche, éclairées ou voilées par des nuages de fumée, prenaient des proportions et des formes fantastiques. Un moment, le brasier s'éleva jusqu'au faîte de la flèche. Les flammes gagnèrent les cuivres de la toiture et prirent des teintes bleues et vertes qui éclairaient la ville des lueurs d'un immense feu de Bengale. Aucun secours n'était possible, les pompes n'atteignaient pas à cette

hauteur et des torrents de plomb fondu découlaient des gargouilles (1). »

La destruction de la cathédrale s'arrêta miraculeusement.

Le 27 août, le général Moreno fut blessé à la citadelle.

On exagère singulièrement l'effet destructif de l'artillerie moderne. Les Allemands ont lancé sur Strasbourg 193.000 projectiles, qui n'ont tué que 2.500 personnes. Cela fait pour un seul mort 77 projectiles. Le maréchal de Saxe disait : « Il faut pour tuer un homme son poids de plomb » ; cela est encore vrai. A 40 francs par coup de canon ou d'obus, les 193.000 projectiles représentent une dépense de 8 millions et une masse de fer de 3 millions de kilogrammes.

Les officiers badois faisant partie de l'armée assiégeante se fournissaient d'uniformes dans la ville de Strasbourg. Un tailleur fut arrêté à la porte de Pierre, apportant pantalons et tuniques à ses clients les ennemis.

Le bombardement et par conséquent les incendies continuèrent jusqu'au 30 août ; le feu de l'assiégeant était dirigé principalement sur la cathédrale et sur la préfecture.

Malgré le refus du général de Werder de laisser sortir les femmes et les enfants, une issue était restée ouverte par la porte d'Austerlitz sur le Neuhoff. Beaucoup en profitèrent pour s'évader. Plusieurs conseillers municipaux n'eurent pas honte de prendre la fuite.

Le 30 août un rassemblement de 300 à 400 personnes voulut sommer le général Uhrich de donner des renseignements sur les approvisionnements et *les moyens de défense de la place*. Quelques cris de *vive la République !* se firent entendre, cri séditieux, pendant quelques jours encore. Le lendemain 31 août les attroupements furent interdits. C'est au premier jour du siège que cette mesure aurait dû être prise.

(1) Le comte de Malartic, *Le siège de Strasbourg*.

Il faut cependant rendre au général Uhrich la justice méritée. Il parvint, avec les éléments divers qui composaient la garnison, à former une véritable petite armée brave et disciplinée. Nos soldats tinrent solidement dans les quatre sorties du 2 septembre.

Les vivres devenaient rares et les légumes manquaient entièrement ainsi que le lait. Le 25 août la viande de boucherie se vendait 3 francs le kilog. et le 2 septembre 7 francs. Le pain resta toujours abondant.

Les dames de Strasbourg eurent bien la pensée de créer des ambulances qu'elles auraient servies, mais il fut difficile pour ne pas dire impossible de mettre d'accord les catholiques et les protestants.

Les Allemands sont gens pratiques et il est des sentiments dont ils tiennent peu compte. Ainsi les paysans des environs et les hommes réfugiés au Neuhoff étaient forcés, quoique Français, de travailler aux tranchées, de servir d'éclaireurs, et de couvrir les tirailleurs. Chacun interprète à sa façon le code de la guerre, qui malgré les théories philanthropiques n'est en réalité que la loi du plus fort.

Le 4 septembre, le général de Werder fait au général Uhrich une communication relative à des événements graves qui se seraient passés en France. Le général Uhrich demande une suspension d'hostilités pour envoyer des officiers vérifier l'état des choses, après quoi on pourrait traiter de la reddition. De Werder refuse, à moins qu'il ne soit d'abord établi que la garnison sera prisonnière de guerre. Uhrich ne peut accepter cette proposition tout à fait contraire aux règlements militaires.

Le général Uhrich aurait dû répondre tout d'abord, qu'un commandant de place assiégée ne correspond avec l'ennemi qu'à coups de canon.

Le 5 septembre, deux élèves de l'école de santé militaire dont l'un était le fils de M. Combier, chef d'escadron

d'artillerie, pansaient un blessé dans l'intérieur même de l'ambulance de la porte de Saverne ; un obus tomba sur l'ambulance et les éclats tuèrent les deux chirurgiens sans atteindre le blessé.

Lorsqu'une bombe frappait le pavé, les éclats étaient projetés jusqu'à 400 mètres. La lanterne qui supporte la croix au-dessus de la cathédrale était un but constant. Cette lanterne fut atteinte à 147 mètres de hauteur.

Le général Uhrich, en ne conservant pas tous les pouvoirs, fit naître de sérieuses difficultés. La commission municipale se montra animée d'un esprit d'empiétement de contrôle et de méfiance, qui affaiblissait l'autorité et gênait la défense, le tout au nom de la liberté des citoyens. Cette commission municipale prétendit avoir le droit d'interpeller le général sur les questions militaires.

D'une extrême bonté, d'une bravoure indiscutable, le général Uhrich semble avoir manqué de ce qui porte le nom de *courage civil*. Son unique devoir était de sauver la place de Strasbourg, et pour remplir ce devoir il suffisait d'imposer silence par des mesures vigoureuses. Un seul exemple d'énergie aurait fait trembler ces quelques hommes qui, sans le vouloir et sans le savoir, servaient le général de Werder.

Le 7 septembre, le frère du maréchal Pélissier, vieillard de soixante-douze ans, fut tué dans sa chambre par un éclat d'obus. On apprit le même jour, par un journal allemand, la capitulation de Sedan et la captivité de l'Empereur.

XII

Un grand événement se produisit le 10 septembre. Le maire de Strasbourg reçut la lettre du président de la confédération helvétique lui annonçant l'arrivée de trois délégués des cantons :

MM. le docteur Rohmner, président de la commune de Zurich ;

Le colonel de Bieren, président de la commune de Berne ;

Le conseiller d'Etat, docteur Bischoff de Bâle ;

Chargés de négocier la sortie des femmes et des enfants, et de leur procurer un asile en Suisse.

La barbarie de la Prusse envers les Strasbourgeois commençait à émouvoir l'opinion publique en Europe. Le 11 septembre, le maire, à la tête de la commission municipale, se porta au-devant des Suisses jusqu'à la porte de la ville. Sans faire cesser le feu, le général de Werder autorisa l'entrevue.

On apprit, à Strasbourg, par les délégués des cantons, la Révolution accomplie à Paris le 4 septembre. En même temps, M. Bénard, ingénieur en chef des ponts et chaussées, et M. Peloux, sous-préfet de Schlestadt, faisaient parvenir des journaux contenant une proclamation de M. Gambetta, relative à la formation du gouvernement de la Défense nationale présidée par le général Trochu, et la nomination de M. Valentin à la préfecture du Bas-Rhin (Strasbourg). Ces journaux renfermaient aussi le décret par lequel le corps législatif avait déclaré que Strasbourg, ses autorités et ses habitants avaient bien mérité de la patrie.

Ce fut le baron Pron, préfet destitué, et non le général Uhrich, qui porta ces nouvelles à la connaissance du public par une proclamation.

L'article d'un journal eût suffi, car il n'y avait rien d'officiel. En de telles circonstances, le ministre compétent peut seul donner des ordres ou des instructions. Or, rien de semblable ne s'était produit. Strasbourg était toujours la ville assiégée, et le chef militaire, auquel la défense était confiée, ne devait pas même arrêter sa pensée d'une minute sur les événements extérieurs. Le général Uhrich

défendait Strasbourg pour la patrie française et non pour l'Empire ou pour la République. Il ne devait avoir nul souci du nom d'un préfet, et M. Valentin comme l'honorable baron Pron n'étaient que de simples citoyens, sans autorité, dans une place en état de siège.

Le général Uhrich avait, par une proclamation, adhéré à la République. M. Humann, maire de la ville, donnait sa démission.

Le général de Werder ayant envoyé 600 sauf-conduits, le départ des émigrants pour la Suisse commença le 15 septembre.

« M. Pron avait annoncé l'intention de garder ses fonctions jusqu'à la fin du siège. Cela ne faisait pas l'affaire de la commission municipale. Elle insista auprès du général Uhrich, pour qu'usant des pouvoirs que lui conférait l'état de siège, il destituât le préfet baron Pron. Le général céda à cette pression (1). »

Ainsi, le 16 septembre, le baron Pron fut destitué par le général Uhrich, ou pour mieux dire par la commission municipale, qui nomma préfet M. Bœrschel, quoique M. Gambetta eût choisi M. Valentin.

L'ennemi établit la batterie de brèche le 18 septembre. Alors une pétition circula dans la ville pour demander la reddition, et la commission municipale ne fit rien pour arrêter cette pétition.

La commission, s'étant attribué tous les pouvoirs, destitua le commissaire central et les agents sur lesquels pouvaient compter les honnêtes gens. Ce même jour, 18 septembre, le général Uhrich, au lieu de dissoudre la commission municipale, se rendit dans son sein. Ce qui se dit dans cette séance est resté secret. Cependant, un journaliste bien placé pour recueillir les confidences a publié ceci (2) :

(1) Le comte de Malartic.

(2) M. Fischbach, *Courrier du Bas-Rhin.*

« Il n'est si grand secret qui ne soit dévoilé quelque peu, et l'on pouvait affirmer avec une certaine assurance, sans avoir assisté aux délibérations de la commission, que la question de la reddition y avait été débattue et que les déclarations du général avaient été telles qu'on avait pris la résolution de ne plus prolonger longtemps la résistance. »

Cette commission municipale usurpait les pouvoirs du conseil de défense, et le général comparaissait devant ces quarante-cinq citoyens !

Dans la nuit du 19 au 20 septembre, M. Valentin, nommé préfet du Bas-Rhin par le gouvernement de la Défense nationale, put franchir les lignes ennemies, et traverser à la nage le bras de l'Aar, canal de dérivation de l'Ill. Le préfet fut conduit, sur sa demande, auprès du général Uhrich. M. Valentin n'avait d'autre titre qu'un numéro du *Journal officiel*, annonçant sa nomination.

M. Valentin était inconnu à Strasbourg. Ni le général Uhrich, ni le baron Pron ne l'avaient vu. On ne savait s'il entrait dans la ville en franchissant un cours d'eau comme il le disait, ou bien sous le déguisement d'un cocher conduisant l'une des voitures des émigrants. Cette dernière version qui est celle des Allemands était généralement adoptée. Quoi qu'il en soit, voilà un inconnu qui présente un journal pour prouver sa qualité de préfet ; pourquoi ne pas supposer quelque habile espionnage ? D'ailleurs, pourquoi un préfet dans une place assiégée ?

Le général Uhrich fait reconnaître le nouveau préfet du Bas-Rhin ; mais pendant ce temps, M. Engelhard, qui avait fui de Strasbourg, exerçait à Schlestadt les fonctions de préfet du Bas-Rhin, tandis que le département était au pouvoir de l'ennemi.

M. Valentin avait été envoyé à Strasbourg dans un intérêt politique. Cet intérêt pouvait et devait nuire à la défense.

Le 23 septembre, le commandant Ducrot, frère du général, et officier du génie extrêmement distingué, fut tué sur les remparts de la citadelle. Le nombre des morts par le feu de l'ennemi arrive à 40 par jour. Le prix des vivres augmente. La viande de bœuf manque totalement, la viande de vache est à 12 francs le kilo, les œufs à 25 centimes pièce, le lait 1 franc le litre, un poulet 8 francs, un lapin 8 francs.

Le 27 septembre la brèche était commencée et l'assaut devait être prévu lorsqu'un drapeau blanc parut au sommet de la cathédrale.

Le général Uhrich, peu jaloux ordinairement de son autorité, n'avait fait part de son projet ni à M. Valentin, ni au payeur qui avait à solder 4 à 5 millions aux fonctionnaires, rentiers et pensionnaires de l'Etat. Il était d'autant plus important de faire les paiements que l'ennemi s'emparerait des caisses en prenant possession de la ville.

En voyant le drapeau blanc une émeute d'environ 300 individus vint protester contre la capitulation. Des menaces furent adressés aux autorités. M. Valentin dut se présenter et prononcer une harangue.

Lorsqu'il fit arborer le drapeau blanc, le général Uhrich avait consulté son conseil de défense qui comptait parmi ses membres les principaux officiers supérieurs de la place. Le 27, dans la matinée, deux cents pièces avaient ouvert le feu avec une violence inouïe. A deux heures de l'après-midi, le colonel Sabattier, directeur des fortifications, et le lieutenant-colonel Maritz, chef du génie, vinrent prévenir le général Uhrich que la brèche du bastion 11 était praticable, que l'assaut pouvait être donné le lendemain matin ou le soir même.

Le conseil de défense fut aussitôt réuni. A l'unanimité ce conseil décida que la résistance était arrivée à son terme et qu'il y avait lieu d'entrer immédiatement en négociations avec l'assiégeant.

Le général Uhrich entre aussitôt en pourparlers avec le général Werder.

Depuis le 8 août jusqu'au 29 septembre Strasbourg avait résisté cinquante jours. Le bombardement détruisait les édifices publics : la préfecture, le théâtre, le palais de justice, la bibliothèque, le musée de peinture, le Temple-Neuf, le gymnase protestant, trois églises, la gare du chemin de fer, l'arsenal, les casernes, la citadelle et deux écoles ; la cathédrale, l'hôtel-de-ville, l'hôtel de la division militaire, l'évêché, le lycée, le grand et le petit séminaire, plusieurs églises ne présentaient que des ruines ; 420 maisons particulières étaient totalement renversées, un nombre plus considérable menaçaient de s'écrouler.

Les pertes des habitants se montaient à 40 millions d'après l'estimation d'une commission spéciale ; la population avait perdu 1.500 individus dont moitié de femmes et d'enfants.

L'armée assiégeante était de 65.000 hommes et avait mis en batterie 240 pièces de canon dont les projectiles lancés atteignent le chiffre de 193.722.

La capitulation fut signée dans la nuit du 27 au 28 septembre. Dès le matin du 28 les troupes allemandes entrèrent dans Strasbourg, et les soldats français défilèrent devant elles. Parmi eux un grand nombre au comble de la colère brisait ses armes. La population consternée bordait les rues, et la populace pillait les magasins militaires.

Sans doute égaré par la douleur, le général Uhrich signait le revers et se séparait de ses compagnons d'armes, malgré les lois militaires. Il se rendit auprès de M. Gambetta qui le nomma grand'croix de la Légion d'honneur.

La commission d'enquête présidée par le maréchal Baraguay-d'Hilliers a exprimé un blâme sévère sur ce que

les drapeaux n'avaient pas été détruits, et sur l'état de la brèche. Enfin ce conseil d'enquête a fait entendre un jugement rigoureux contre la population civile de Strasbourg.

Les dix premiers jours du siège le général Uhrich n'a pas fait tirer un seul coup de canon. On pourrait lui reprocher quelques fautes au point de vue de l'artilleur ou de l'ingénieur, mais son caractère n'en reste pas moins pur. Sa garnison était insuffisante, son matériel inférieur, et la population qui l'entourait se composait en grande partie d'Allemands. L'espérance d'un secours extérieur était perdue depuis longtemps, et le bombardement effrayait les plus intrépides.

Dans l'attitude du général Uhrich nous regrettons sa facilité à se soumettre à l'élément civil ; avec une ferme volonté, il eût évité une confusion d'attributions qui porta le trouble dans les esprits. Mais nous ne saurions trop le répéter, l'éducation militaire ne prépare nullement l'officier de haut grade au maniement des affaires et à l'exercice de l'autorité hors de la caserne ou du camp.

Peut-être aussi, dans ses relations avec le général commandant les assiégeants, le général Uhrich n'apporta-t-il pas toujours la réserve, le tact, la fierté désirables. Le mieux est d'éviter toute relation avec l'ennemi.

Du 8 août au 27 septembre, la France entière, Paris surtout, avaient les yeux tournés vers Strasbourg. On ne parlait que de l'héroïsme de la défense. Il semblait à beaucoup que Strasbourg nous consolerait de Sedan et de Metz. Ces illusions nous plaisaient. Nous allions, à Paris, porter des couronnes à la statue de Strasbourg, et nous donnions à une avenue le nom du général Uhrich.

Cet enthousiasme s'est promptement évanoui. Nous n'apercevons plus Strasbourg que voilé par les drapeaux prussiens et notre surprise est grande, en voyant la

cité toujours belle, toujours riche, et ne se plaignant pas trop ouvertement de son sort.

Quant au général Uhrich si souvent acclamé, l'oubli entoure sa retraite. Sa vie militaire est pour lui un souvenir consolateur, et sans nul doute il ne regrette rien de son passé, excepté d'avoir abandonné ses soldats à l'heure de la captivité.

XIII

Raconter tous les sièges serait une œuvre facile, mais sans intérêt pour le lecteur. Ce sont toujours les mêmes événements : l'approche de l'ennemi, les terreurs de la population, l'attitude bonne ou mauvaise du commandant, les obus éclatant dans la ville, puis une capitulation trop prompte, mais quelquefois honorable.

Le récit de ces sièges par un historien quelconque ne vaudra jamais les jugements portés par le conseil d'enquête nommé en vertu de l'article 264 du décret du 13 octobre 1863. Chaque jugement a été précédé d'un rapport minutieux établi sur les pièces officielles.

Nous allons donc, ces rapports sous les yeux, examiner les diverses capitulations. Les sièges de Strasbourg, Phalsbourg, Bitche et la Petite-Pierre suffiront pour donner l'idée d'une ville assiégée ou investie.

Les rapports du conseil d'enquête sur les capitulations des places fortes sont froids et se renferment dans les faits. Nous leur laisserons ce caractère.

Capitulation de Lichtemberg.

Le 14 octobre 1871, le conseil examina la capitulation de Lichtemberg. Par sa situation sur un rocher, l'ennemi n'aurait jamais pu y faire brèche. Le commandant du fort, M. Archer, sous-lieutenant au 96e régiment d'in-

fanterie, a fait tout ce qu'il était possible de faire dans la défense de la place ; avant la reddition du fort il a détruit l'artillerie, les munitions de guerre, enfin tout ce dont l'ennemi aurait pu profiter,... il a incendié les bâtiments de la place. Faute d'officiers de santé et d'abris il n'a pu soigner et garantir du feu de l'ennemi les défenseurs. Les parapets une fois démolis, la résistance devenait impossible.

Le sous-lieutenant Archer a fait ce que le devoir exigeait.

Capitulation de Marsal.

M. le capitaine Leroy, de l'état-major des places, commandant. La garnison était insuffisante ; il n'y avait pas un seul artilleur dans la place ; le gouvernement n'avait fourni aucun moyen pour la défense ; toutefois le commandant de ladite place s'est rendu avant qu'il ait été fait brèche au rempart ou que l'assaut eût été donné ; il n'a pas mis hors de service ses nombreuses bouches à feu, ni détruit ses munitions de guerre et de bouche, qui, après la capitulation, ont servi à l'ennemi pour faire le siège à plusieurs places françaises ; le conseil est d'avis à l'unanimité que M. le capitaine Leroy a fait preuve d'une grande faiblesse, d'incapacité, et mérite le blâme.

Capitulation de Vitry-le-Français.

M. Terquem, chef d'escadron d'artillerie, commandant supérieur ;

Et Hamen, capitaine de l'état-major des places, commandant la place.

La place de Vitry-le-Français n'était pas en état de soutenir un siège. La garnison, exclusivement composée de gardes nationaux mobiles complètement ignorants du

service militaire, ne pouvait offrir de sérieux défenseurs. Le commandant supérieur et le commandant de place voulaient se défendre, mais les autorités civiles manifestaient hautement l'intention de ne pas apporter leur concours à cette défense... Le commandant supérieur de Vitry-le-Français, M. le chef d'escadron Terquem, est blâmable de n'avoir pas, avant son départ, fait enclouer les canons, détruit les munitions de guerre, et de s'en être rapporté, pour l'exécution de ces prescriptions, à des autorités civiles qu'il savait animées de sentiments peu patriotiques.

Capitulation de Toul.

M. le chef d'escadron Huck, commandant la place.

La garnison de Toul était de 2.200 hommes, dont 500 provenaient du dépôt du 63e de ligne presqu'entièrement composé de recrues, et 130 du 4e de cuirassiers, plus 30 gendarmes et 25 artilleurs. Le reste appartenait à la garde nationale mobile, sans instruction, sans discipline et même sans uniformes.

Dès le lendemain du jour où parut l'ennemi, le commandant Huck fut forcé d'abandonner les dehors. La population a mérité des éloges pour son bon esprit. Il n'en est pas de même du maire, du conseil municipal et des principaux habitants qui, dès le 16 août, demandaient la capitulation, demande renouvelée après chaque bombardement.

Le conseil d'enquête est d'avis que si le commandant Huck est blâmable pour avoir rendu la place avant qu'il n'y eût été fait brèche, pour n'avoir pas détruit le matériel d'artillerie, les poudres, les munitions et n'avoir pas mis les armes hors de service avant d'être livrées à l'ennemi, d'autre part il mérite des éloges pour avoir prolongé la résistance, malgré les instances réitérées du

conseil municipal et les propositions très avantageuses de l'ennemi.

Capitulation de Laon.

Le général Théremin d'Hame étant mort des suites d'une blessure produite par l'explosion du magasin à poudre qui a eu lieu après la capitulation de la place, le conseil d'enquête considère comme superflu d'exprimer son opinion sur le blâme ou l'éloge qu'aurait mérité cet officier général. Toutefois, le conseil croit devoir dire qu'il a été placé dans une position difficile, qu'il n'avait sous ses ordres qu'un bataillon et une batterie d'artillerie de la garde nationale mobile, non instruits, non équipés, non disciplinés et plus disposés à la désertion qu'à la résistance.

Que la population, épouvantée de la menace de bombardement et connaissant la ferme résolution du général de résister, avait voulu l'arrêter et le livrer à l'ennemi. .....Le conseil est d'avis, toutefois, qu'il est regrettable qu'avant de rendre la place, le général n'eût pas fait enclouer les canons, détruit les 2 millions de cartouches et les 40.000 kil. de poudre renfermés dans les magasins.

Capitulation de Soissons.

Le lieutenant-colonel de Noë, commandant la place ; le chef de bataillon Mosbach, commandant le génie ; le chef d'escadron Roques, commandant l'artillerie ; M. Denis, major au 15e de ligne, et Farjou, capitaine du génie, employés à Soissons pendant le siège.

Le lieutenant-colonel de Noë a montré de l'activité pour l'approvisionnement, mais il n'a pas déployé assez de sévérité pour le maintien de la discipline.

Il a autorisé plusieurs chefs de corps à s'absenter au

moment où la place pouvait être investie et par cela même a nui à la discipline et à l'esprit militaire.

La brèche faite au corps de place n'était pas praticable. Le commandant est blâmable d'avoir capitulé sans avoir encloué ses canons, détruit ses poudres et ses vivres, et s'est au contraire engagé à les livrer à l'ennemi. La place a été rendue malgré l'avis du commandant du 15e de ligne et celui du commandant du génie. Loin de se rallier à cette opinion, le lieutenant-colonel de Noë, contrairement à l'article 256 du service des places, n'a su imposer sa volonté que pour la capitulation. Il a manqué aux prescriptions du même article, en stipulant que les officiers qui donneraient leur parole de ne pas servir contre l'Allemagne seraient mis en liberté et conserveraient armes, chevaux et bagages, tandis qu'il ne devait stipuler qu'en faveur des blessés et des malades.

Le conseil d'enquête est d'avis que le lieutenant-colonel de Noë a révélé une profonde incapacité et une grande faiblesse. Il paraît au conseil impropre à exercer un commandement.

Capitulation de Schlestadt.

Le commandant de la place était le chef de bataillon de Reinach de Foussemagne. La garnison, composée de gardes nationales mobiles des environs, était mauvaise.

Le conseil blâme le commandant de s'être rendu avant qu'il ait été fait brèche au corps de place, et sans avoir subi un assaut; de ne pas avoir encloué les canons, brisé les affûts, noyé les poudres et munitions.

S'il y a lieu de blâmer le chef de bataillon de Reinach, le conseil croit devoir le louer d'avoir obtenu la sortie de la garnison avec les honneurs de la guerre, et de ne pas avoir fait insérer dans la capitulation la faculté de se retirer dans leurs foyers laissée aux officiers qui pren-

draient l'engagement d'honneur et par écrit de ne pas servir contre l'Allemagne pendant la durée de la guerre.

Capitulation de Verdun.

Le commandant supérieur de la place de Verdun était le général Guérin de Waldersbach ; la place avait pour commandant M. Turckeim, major au 80e de ligne.

Le conseil d'enquête reconnaît que le général Guérin a fait preuve de courage, d'habileté et d'énergie..... Il reproche au commandant supérieur d'être entré en négociations avec l'ennemi pour permettre aux habitants de faire leurs vendanges et d'avoir ainsi facilité l'espionnage.

Le conseil municipal et les habitants se sont toujours montrés pleins d'abnégation, d'énergie et de résolution... Quoique placé dans de bonnes conditions de défense, le commandant supérieur a entamé avec l'ennemi une négociation qui devait entraîner la chute de la place, alors qu'aucun travail de siège n'avait été commencé..... Le devoir d'un commandant de place est de défendre jusqu'à la dernière extrémité le poste qui lui a été confié.

Les articles 1 et 4 de la capitulation de Verdun disent que tout le matériel de guerre, munitions et approvisionnements devront faire retour à la France à la conclusion de la paix. En signant ces articles, le commandant supérieur a manifesté de bons sentiments, mais il n'appartient pas à un commandant de place de prévoir les conséquences d'une guerre et les conditions d'un traité de paix..... Le conseil déclare enfin que si le général Guérin mérite des éloges pour la première partie de la défense, il est blâmable d'avoir entamé et conclu des négociations qui ont amené la capitulation.....

Capitulation de Sedan.

Le conseil d'enquête entendit : le général de Wimpffen, ex-commandant en chef de l'armée de Châlons;

Le général Lebrun, ex-commandant en chef du 12e corps de ladite armée;

Le général Ducrot, ex-commandant en chef du 1er corps de ladite armée ;

Le général Douay, ex-commandant en chef du 7e corps de ladite armée.

Sans se préoccuper des causes plus politiques que militaires qui, après la réorganisation encore fort incomplète de l'armée de Châlons, ont déterminé le gouvernement de la Régence à prescrire l'expédition très dangereuse tentée par cette armée pour secourir le maréchal Bazaine, le conseil n'a pas non plus à apprécier la manière dont cette expédition a été conduite, jusqu'au moment où, par suite de sa blessure, le maréchal de Mac-Mahon, qui en avait le commandement, le remit au général Ducrot, l'un de ses lieutenants.

Nos troupes de l'armée de Châlons, déjà peu sûres d'elles-mêmes à leur départ du camp, avaient éprouvé des retards dans leur marche par suite de l'incertitude dans le plan de campagne et de l'irrégularité dans les distributions ; les mauvais temps qui les assaillirent, les surprises de l'ennemi, la défaite du 5e corps, leur portèrent une atteinte morale qui les avait singulièrement affaiblies et ébranlées ; aussi faut-il bien le constater, elles arrivèrent assez en désordre à Sedan.

Le général Ducrot, auquel le Maréchal remit le commandement après sa blessure, se rendant compte de la situation, et, voyant le danger que courait l'armée française en se laissant enserrer dans Sedan, prescrivit aussitôt des dispositions de retraite sur Mézières, seule direc-

tion dont la route lui paraissait libre en cet instant. Mais à peine une heure s'était-elle passée, et ses ordres recevaient-ils un commencement d'exécution, que le général de Wimpffen, se prévalant d'une lettre qui lui avait été remise par le ministre de la guerre, réclama le commandement en chef, et, désapprouvant les mesures prises par le général Ducrot, sans avoir encore un plan bien arrêté, ainsi qu'il le dit lui-même, mais comptant sur les péripéties de la bataille pour tenter une combinaison moins désastreuse, prescrivit de reprendre les positions abandonnées par suite des premiers ordres.

Dès lors, le général de Wimpffen assuma toute la responsabilité du commandement.

Ce changement d'impulsion ébranla encore davantage la confiance de l'armée et y mit le désordre.

Le nouveau général en chef ne put ou ne sut se faire complètement obéir. Le 1er corps ne conserva pas toutes ses positions, aussitôt occupées par l'ennemi, et le 7e fut, ainsi que lui, refoulé sur Sedan, où ils apportèrent l'un et l'autre une telle confusion qu'on dut fermer les barrières de la place.

Pendant que ces événements se passaient, le général de Wimpffen, voyant la vigoureuse résistance du 12e corps, et que l'attaque des Bavarois sur Bazeilles se ralentissait, faiblissait même, avait conçu le projet de concentrer toutes ses forces sur la droite et de percer la ligne ennemie en se portant sur Carignan et Montmédy. Dans ce but, il avait prescrit au 1er corps de venir le rejoindre et au 7e de soutenir la retraite.

Ces corps, nous l'avons vu, par suite de leur marche précipitée sur Sedan, étaient loin de pouvoir répondre à son attente ; toutefois le général de Wimpffen, à la tête d'une partie des troupes de la marine, de deux bataillons de zouaves et du 45e régiment, s'était jeté sur l'ennem et se portait sur Balan pour faire coopérer au mouve-

ment les troupes placées de ce côté, quand, arrivé sur l'emplacement où il les supposait, il ne trouva plus personne ; le 12e corps était également entré à Sedan.

Le général de Wimpffen, en allant à la porte de Balan, rencontra le général Lebrun, qui, suivi d'un homme portant un drapeau parlementaire, allait demander l'armistice. Le général en chef fit abaisser ce drapeau, et, à la tête de 200 hommes qu'il put réunir, se rua sur l'ennemi ; mais, reconnaissant bientôt son impuissance, rentra lui-même à Sedan.

Lors du refoulement des différents corps sur la place, l'Empereur, dans la pensée d'arrêter une inutile et plus longue effusion de sang, et sans consulter le général en chef et les commandants des corps, ainsi qu'ils l'ont unanimement déclaré au conseil, avait fait arborer le drapeau blanc sur la citadelle.

Lorsqu'il se porta sur Balan, pour y faire un dernier effort, le général en chef avait té abordé par un officier d'ordonnance de l'Empereur qui l'invitait à se rendre au quartier-général ennemi pour y traiter de la capitulation ; il avait refusé de se charger de cette mission ; cependant, après sa dernière tentative, il céda aux instances de son souverain.

Le conseil peut facilement apprécier la funeste influence qu'exerça sur l'armée le changement de trois généraux en chef différents à quelques heures d'intervalle, et le défaut de suite dans les opérations militaires qui en furent la conséquence ; il peut juger les combinaisons qui se produisirent successivement, les chances de succès ou d'insuccès qu'elles présentaient ; il est de son devoir de dire que le projet du général Ducrot était le plus rationnel, car en admettant que la concentration sur la gauche pût réussir, ce qui était difficile, il est vrai, et qu'après un vigoureux effort on pût s'ouvrir la route de Mézières, on pouvait, tout au moins, concevoir l'espoir de

sauver une bonne partie de l'armée en se jetant sur le territoire belge.

Il doit constater également qu'en réclamant le commandement en chef de l'armée, par suite de la lettre du ministre de la guerre, sans avoir de plan arrêté, ainsi qu'il le dit lui-même, ou sauf l'espoir, après avoir jeté les Bavarois dans la Meuse, de venir battre l'aile droite des Allemands, ou, enfin, de s'ouvrir un passage sur Carignan ou Montmédy, le général de Wimpffen a fait preuve de conceptions trop peu plausibles ou justifiées pour ne pas avoir une grande partie de la responsabilité des funestes événements qui amenèrent la capitulation. Mais il importe de bien définir la part de responsabilité qui incombe à ce général dans l'acte même de cette capitulation et les termes dans lesquels elle fut rédigée.

Or, il paraît bien prouvé au conseil que le souverain, en faisant hisser le drapeau blanc sur la citadelle, sans avoir pris l'avis du général en chef, le dégageait de toute responsabilité sous ce rapport, et l'assumait tout entière.

Le conseil doit donc louer le général de Wimpffen de s'être constamment opposé à cette capitulation, mais il doit dire aussi qu'ayant accepté de la négocier, il a eu tort de ne pas faire maintenir le principe consenti par l'ennemi, lors de la première entrevue (et dont il avait donné connaissance au conseil tenu le matin même), de laisser tous les officiers en possession de leurs armes et bagages, article malheureusement modifié en faveur des seuls officiers qui, en se retirant dans leurs foyers, donnaient leur parole d'honneur de ne pas servir contre l'ennemi pendant la guerre.

Le conseil blâme vivement le général de Wimpffen d'avoir admis cette exception, contraire à l'article 256 du décret du 13 octobre 1863, lequel prescrit aux officiers de ne jamais séparer leur sort de celui deleurs soldats,

exception qui tend à affaiblir, chez les officiers, le sentiment du devoir et de résistance à l'ennemi, et n'est qu'une prime à la faiblesse.

Tel est l'avis du conseil d'enquête sur les capitulations. Un certain nombre d'officiers choisis, présidés par un maréchal de France, ont ainsi jugé les événements de cette douloureuse journée. Notre appréciation avait été la même dans le récit que nous avons fait de la bataille de Sedan. Le général Ducrot nous semblait être dans le vrai.

XIV

Capitulations de Neufbrisach et de Fort-Mortier.

Le lieutenant-colonel de Kerhor commandait la place de Neufbrisach. La garnison était de 5.000 hommes, dont 4.000 gardes mobiles ou francs-tireurs sans instruction et sans discipline. Le bombardement commença le 8 octobre et la garnison fut tellement impressionnée que les hommes refusèrent de monter la garde. Il y eut des actes de lâcheté et d'indiscipline abominables. Le commandant supérieur institua des conseils de guerre et une cour martiale, mais ces tribunaux furent d'une telle faiblesse que tous les prévenus étaient acquittés. Le commandant dut renoncer à tout moyen d'action. Il fit désarmer les mobiles et les francs-tireurs, qui menacèrent de livrer la place à l'ennemi.

En présence d'une rébellion complète et d'une incroyable lâcheté, le lieutenant-colonel de Kerhor prescrivit de noyer une grande partie des poudres, de détruire les pièces rayées et les fusils en magasin.

Le conseil de défense fut d'avis de capituler et le commandant supérieur arbora malgré lui le drapeau parlementaire. Avant de le hisser, le lieutenant-colonel de

Kerhor fit distribuer à la garnison les vivres et les effets d'habillement et sut même obtenir de la ville un prêt de 16.000 francs pour acquitter la solde réclamée par les mutins.

Les officiers de la garde nationale mobile avaient la prétention de rentrer dans leurs foyers. Le commandant supérieur eut l'énergie de résister à cet acte de lâcheté et fit considérer les officiers comme prisonniers. Ils partagèrent donc le sort de leurs soldats.

Le conseil d'enquête a donné des éloges au lieutenant-colonel de Kerhor pour la fermeté qu'il a montrée dans des circonstances difficiles.

La place de Neufbrisach a capitulé sans qu'il ait été fait brèche aux remparts, sans avoir subi l'assaut, ce qui est contraire à l'article 254 du décret du 13 octobre 1863; mais le conseil a tenu compte des mauvais éléments de la défense, et du danger imminent de voir livrer la place à l'ennemi... et d'avoir détruit la plus grande partie de l'armement et des munitions.

Capitulation de Montmédy.

Le chef de bataillon Teyssier commandait la place qui était bien armée et bien approvisionnée. La garnison, forte de 2.240 hommes, se composait de gardes nationales mobiles, et de 700 soldats de la ligne échappés de Sedan après la capitulation.

Le commandant Teyssier ayant refusé de livrer la place, le bombardement commença le 5 septembre. Les assiégés ripostèrent si vigoureusement que l'ennemi s'éloigna.

Au début, la place était commandée par le capitaine Reboul. Cet officier organisa très bien la défense, fit faire des sorties fréquentes et hardies qui eurent un plein succès. M. Testelin, commissaire de la Défense nationale à Lille, révoqua le capitaine Reboul sur la dénonciation

de trois officiers qui avaient abandonné la ville. Le commissaire remplaça le brave Reboul par un capitaine incapable que, plus tard, il destitua à son tour en rendant le commandement à M. Reboul. Le 18 octobre, M. Gambetta, au nom du gouvernement de Tours, nomma M. Teyssier chef de bataillon du génie, commandant supérieur de Montmédy.

Le 16 novembre, l'ennemi investit la place. Le 11 décembre, il somma le commandant de se rendre, et, sur son refus, recommença le bombardement le 12 ; la place capitula le 14 décembre.

Ni le conseil municipal ni les habitants de Montmédy n'avaient demandé à se rendre.

Le conseil d'enquête a été d'avis que le commandant Teyssier a prolongé la résistance autant que ses moyens le lui permettaient, mais qu'il a eu tort de ne pas détruire, avant la signature de la capitulation, son artillerie, les armes et les munitions de toute nature renfermées dans la place.

Capitulation d'Amiens.

Par suite de la retraite de l'armée du Nord, l'ennemi occupa la ville d'Amiens le 28 novembre, et le même jour investit la citadelle. 300 hommes de garde nationale mobile, avec une batterie d'artillerie entièrement composée d'habitants de la ville, avaient été laissés comme garnison.

Dès le premier jour, 50 hommes désertèrent.

Le commandant de place, capitaine Vogel, sur la demande que lui fit la municipalité de ménager la ville, s'engagea à ne point tirer sur l'ennemi si celui-ci ne l'attaquait pas.

Le conseil d'enquête est d'avis qu'une telle détermina-

tion mérite le blâme le plus sévère, car l'ennemi en profita pour élever des batteries.

Dès les premiers instants, le capitaine Vogel fut blessé à mort et remplacé dans le commandement de la citadelle par M. Woirhaye, le plus ancien commandant de la garde nationale mobile.

Agissant avec la même faiblesse que son prédécesseur, M. Woirhaye empêcha de tirer sur la ville dans la crainte de faire des victimes et de nuire à la population. Ce même sentiment étant d'ailleurs général dans la garnison, le conseil de défense résolut de capituler le lendemain 30 novembre.

« Le conseil d'enquête sur la capitulation est d'avis que le commandant Woirhaye, ayant été investi du commandement dans des circonstances très difficiles et qu'il ne dépendait plus de lui de modifier, ne saurait être responsable de la perte de la citadelle d'Amiens.

« Le conseil pense que cette responsabilité doit remonter en grande partie au général qui, conformément à l'article 244 du décret du 13 octobre 1863, aurait dû veiller à ce qu'il restât dans la citadelle une garnison suffisante pour en assurer la garde. Si l'on peut demander à des hommes de grands sacrifices pour défendre la ville qu'ils habitent, on ne peut exiger d'eux la ruine de leur famille et de leurs propres foyers. »

Capitulation de La Fère.

Au sujet de la capitulation de La Fère, le conseil d'enquête a entendu :

Le capitaine de Saint-Guilhem, ex-commandant du génie à La Fère;

Le capitaine de frégate Planche, ex-commandant supérieur de La Fère ;

Le colonel d'artillerie baron Méneval, ex-directeur de l'artillerie de La Fère ;

Le commandant Delmas de Lacoste, ex-commandant de la place de La Fère ;

Rigaux, ex-commandant de l'artillerie de la place de La Fère.

Les approvisionnements en vivres et en munitions ne laissaient rien à désirer ; l'armement était suffisant, mais la garnison entièrement composée de garde nationale mobile, à l'exception de 40 ouvriers d'artillerie, n'offrait pas de sérieuses conditions de résistance. Cette garnison était de 2.711 hommes.

La place fut déclarée en état de siège le 12 août. Jusqu'au 9 novembre la défense fut organisée par les soins du commandant Delmas de Lacoste, commandant de place. A cette date, le capitaine de frégate Planche fut nommé commandant supérieur par le général Bourbaki.

L'ennemi s'était montré le 10 septembre aux environs de La Fère, mais il ne s'y arrêta pas et ne revint que le 12 novembre. Le 13, il somma la place de se rendre et, sur le refus du conseil de défense, il l'investit le 15.

La garnison opéra quelques sorties pour se procurer des vivres. Le 25 novembre, l'ennemi ouvrit contre la place un feu de 33 pièces de canon et le continua pendant trente-six heures. La ville fut fort endommagée.

Sur la demande qui lui en fut adressée par le conseil municipal, le commandant supérieur jugeant que les artilleurs de la garde nationale mobile ne pouvaient plus tenir sur les remparts, se décida, le 26 novembre, d'après l'avis unanime du conseil de défense, à conclure une capitulation avec l'ennemi.

L'avis du conseil d'enquête est ainsi formulé :

« Le commandant Planche mérite d'être loué pour avoir prescrit, avant la signature de la capitulation, de

détruire les armes, d'enclouer les canons, de noyer les poudres, de mettre les affûts hors de service, et d'avoir ordonné la distribution aux habitants des vivres qui restaient dans la place. Mais il a eu tort d'admettre, contrairement à l'article 256 du décret du 13 octobre 1863, la clause relative à la faculté laissée aux officiers qui prendraient l'engagement d'honneur de ne pas servir contre l'Allemagne pendant la guerre, de se retirer dans leurs foyers, séparant ainsi leur sort de celui des soldats. »

Capitulation de Thionville.

La place de Thionville était commandée par le colonel Turnier. La garnison, forte d'environ 4.000 hommes, comptait dans ses rangs 400 gardes nationaux sédentaires. Les fortifications étaient en bon état. L'armement consistait en 200 pièces de batterie, dont 77 rayées.

Les approvisionnements en munitions comprenaient : 147.730 projectiles, 185.000 kilogr. de poudre à canon, 20.000 kilogr. de poudre à fusil, 3.013.700 cartouches. Il y avait 22.000 fusils de différents modèles. Les magasins renfermaient des vivres pour plus d'une année.

La place fut investie le 6 septembre et sommée de se rendre ; le commandant refusa, plusieurs autres sommations restèrent sans effet.

La garnison fit des sorties heureuses, dans lesquelles elle prouva sa solidité. Elle s'empara de convois prussiens.

Le 22 novembre, l'ennemi bombarda la ville ; un grand nombre de maisons furent incendiées, les établissements militaires détruits. Mais les remparts restaient intacts. Le colonel Turnier, prenant conseil de ses sentiments d'humanité, plutôt que de ses devoirs militaires, capitula le 24, après cinquante-quatre heures de bombardement.

Le conseil d'enquête a exprimé cet avis :

« Considérant que le colonel Turnier, commandant supérieur de la place de Thionville, a rendu à l'ennemi la place dont le commandement lui était confié sans avoir rempli les conditions exigées pour une capitulation, par le décret du 13 octobre 1863 ; que, de son propre aveu, il pouvait encore tenir quelques jours ;

« Considérant qu'il a livré à l'ennemi un matériel de guerre intact, une quantité considérable de munitions et d'approvisionnements sans avoir rien tenté pour les détruire ;

« Qu'il a accepté, dans la capitulation, la clause en vertu de laquelle les officiers, séparant leur sort de celui de la troupe, étaient autorisés à rentrer dans leurs foyers en prenant l'engagement d'honneur de ne pas servir contre l'Allemagne pendant la guerre ;

« Est d'avis que le colonel Turnier mérite le blâme. »

Capitulation de Paris.

A la suite du combat de Buzenval livré le 19 janvier 1871, le général Trochu fut remplacé, le 21 janvier, dans le commandement en chef de l'armée de Paris, par le général Vinoy.

Le 25 janvier 1871 le gouvernement de la Défense nationale investit M. Jules Favre, l'un de ses membres, de pleins pouvoirs, à l'effet d'arrêter les conventions relatives à la ville et à l'armée de Paris, ainsi qu'à la garde nationale, et de conclure un armistice général ayant pour objet des élections en France.

Le 28 janvier 1871 une convention fut conclue stipulant la remise à l'ennemi des forts extérieurs de Paris, de leur matériel de guerre et le désarmement de l'enceinte. Les troupes de ligne, marins et garde nationale mobile des forts et de Paris seront prisonniers de guerre sauf

une division de 12.000 hommes réservée pour le service intérieur de la place.

Cette convention n'était revêtue que de la signature de M. Jules Favre, délégué du gouvernement de la Défense nationale.

L'annexe à cette convention aussi bien que la convention additionnelle du 15 février 1871 ne sont également revêtues d'aucune autre signature que celle de M. Jules Favre.

Les généraux Trochu et Vinoy sont donc restés complètement étrangers, sous le rapport militaire, à la capitulation de Paris, jusqu'à la date du 28 janvier. Si le général Trochu était encore président de la Défense nationale, il ne remplissait plus les fonctions de gouverneur de Paris. D'autre part le général Vinoy, commandant en chef de l'armée de Paris, n'a été ni appelé, ni consulté, et n'a pas eu à apposer sa signature sur un acte qui s'est fait en dehors de son autorité et de sa responsabilité.

La pensée du conseil d'enquête a été exprimée en ces termes :

« La capitulation de Paris a eu lieu par suite d'un traité conclu par le gouvernement de la Défense nationale ; et si chacun peut émettre une opinion sur ce gouvernement de fait, il ne saurait appartenir au conseil de le louer ou de le blâmer pour ses actes ;

« Par ces motifs, le conseil se déclare incompétent pour exprimer un avis sur ladite capitulation. »

Le gouvernement de la Défense nationale avait oublié que si Paris était la capitale de la France, cette ville n'en demeurait pas moins place forte assiégée. Le commandant en chef de l'armée pouvait seul signer une capitulation, après en avoir arrêté les conditions. L'autorité militaire était toujours debout avec sa responsabilité.

Capitulation de Guise.

La place de Guise a été évacuée en vertu d'un ordre du ministre de la guerre, en date du 10 septembre 1870. Son matériel d'artillerie et ses munitions ont été transportés à Péronne. La garnison a été dirigée sur cette même ville. Par suite l'ennemi a occupé la place le 4 janvier 1871, sans rencontrer de résistance.

Le conseil d'enquête dit qu'il n'y a pas lieu à exprimer un avis sur la perte de la place de Guise.

Capitulation de Mézières.

Le conseil d'enquête a entendu MM. :

Le lieutenant-colonel de la Lobbe, commandant la place de Mézières ;

Le capitaine Lemaire, commandant du génie ;

Le commandant Cominal, commandant l'artillerie ;

Mallarmé, sous-inspecteur des forges à Mézières, lieutenant-colonel d'artillerie ;

Général Blondeau, commandant supérieur de Mézières.

Au moment où l'ennemi se présenta devant la place les fortifications étaient en parfait état de défense L'artillerie comptait 132 pièces rayées. Les munitions étaient abondantes, ainsi que les vivres.

La garnison, forte de 3.000 hommes, s'éleva au chiffre de 5.500 hommes par suite de l'arrivée des isolés échappés de Sedan après la capitulation. Une compagnie d'infanterie et une batterie du corps du général Vinoy vinrent renforcer la troupe. Il est vrai de dire que les éléments de cette garnison laissaient beaucoup à désirer, car on y comptait 1.200 recrues sans instruction militaire et plus de 1.700 gardes nationaux ou francs-tireurs.

L'effectif de cette garnison diminua successivement par suite du départ de détachements envoyés à l'armée du Nord. Au moment de l'investissement, les hommes étaient de service pendant vingt-huit heures sur quarante-huit.

L'ennemi se présenta devant la place dès le 1er septembre, et fit plusieurs sommations de se rendre. Le commandant répondit par un refus. L'investissement eut lieu le 25 décembre seulement. Le feu de l'ennemi commença le 31 et dura vingt-huit heures. La place capitula le 1er janvier 1871. La ville avait été en grande partie réduite en cendres. La garde nationale de Charleville ne fit preuve ni de dévouement, ni de fermeté.

Les instances des autorités civiles et des habitants jointes à des considérations d'humanité déterminèrent le commandant supérieur à capituler. Cette proposition fut votée à l'unanimité moins une voix.

Les poudres et les munitions ne purent être détruites en raison de l'incendie de la ville et le manque d'eau, par suite de la gelée.

L'avis du conseil d'enquête sur les capitulations est que :

« Le commandant supérieur général Blondeau mérite le blâme pour avoir capitulé sans que les prescriptions de l'article 255 du décret du 13 octobre 1863 aient été remplies ; pour n'avoir détruit qu'une partie de son matériel et de son armement, et avoir abandonné à l'ennemi une énorme quantité d'approvisionnements de vivres de toute espèce. »

XV

La seule lecture de ces avis divers du conseil d'enquête sur les capitulations, présidé par le maréchal

Baraguay-d'Hilliers, fait comprendre quels sont les devoirs d'un commandant de place.

Bien peu parmi les officiers auxquels le gouvernement avait confié la défense d'une ville ont mérité les éloges du conseil d'enquête. Il ne faut ni s'en étonner, ni s'en indigner. La plupart des places laissaient à désirer au point de vue des fortifications ; les garnisons étaient faibles et mal composées, et les habitants éprouvaient des souffrances cruelles. Ces sièges ne ressemblaient en rien aux sièges d'autrefois.

Devant la place de Toul les Allemands avaient inauguré une nouvelle méthode pour réduire les villes. Ce procédé consistait à négliger le système des tranchées et les pénibles travaux des pionniers, à renoncer même aux brèches et aux assauts, pour bombarder les édifices et les habitations, en mitraillant les habitants, en incendiant tout, en tuant plus de femmes et d'enfants que de soldats.

Le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin a exposé le système : « On bombarda la ville pour en rendre le séjour aussi désagréable (unangenehm) que possible. » Est-ce de la naïveté ou du cynisme ? Comment, on détruit les cathédrales, les églises, les musées, on foudroie les vieillards, les femmes, les petits enfants ; on engloutit sous des ruines les économies des travailleurs ; on brûle les maisons, *pour rendre le séjour désagréable !*

Au temps passé, lorsqu'une armée assiégeante arrivait devant la place, le chef de cette armée faisait connaître le jour et l'heure où commencerait le feu. Cela se nommait *dénoncer* le bombardement. Le chef des assiégés, ainsi prévenu, invitait les personnes civiles à sortir de la ville. Alors le grand duel avait lieu entre deux armées. Ce duel était courtois, généreux, chevaleresque.

La méthode des Allemands est cruelle, mais infaillible. Il ne faut pas demander à l'humanité plus qu'elle ne peut

donner. Ils sont rares les hommes qui assistent froidement à la mort de leurs enfants, à la ruine de leur maison, à la destruction de leurs espérances ; et ces hommes, s'il en existe, feront un tel effort, qu'ils donneront au soldat le spectacle du désespoir.

On devrait espérer que les garnisons des places assiégées, bien abritées derrière leurs murailles, ont montré plus de courage que les soldats sur le champ de bataille. Il n'en a rien été, soit que les habitants aient exercé sur les garnisons des pressions dissolvantes, soit que le personnel de ces garnisons fût mal composé, soit enfin que le commandement n'eût pas la vigueur nécessaire. Mais si l'on excepte quelques places, telles que Bitche et Phalsbourg, on est surpris du manque d'énergie de l'élément civil.

L'Allemagne, en bombardant les villes, a commis un plus grand crime qu'on ne le suppose au premier abord. Il n'est pas bon de répandre l'épouvante jusqu'à paralyser les cœurs, à détruire les sentiments généreux, à faire de l'égoïsme une nécessité et de la peur le dernier refuge de l'humanité.

La guerre a d'étranges caprices; en voici un exemple.

Au mois de décembre 1870, quelques francs-tireurs trouvèrent la lettre suivante dans le sac d'un Prussien tombé à l'attaque du village de Lucien.

Comment cette lettre écrite de Metz par un Français et adressée à sa famille se trouvait-elle au pouvoir d'un ennemi? Avait-il tué lui-même l'auteur de la lettre?

« Ban-Saint-Martin, 27 octobre 1870,
1er grenadiers de la garde-impériale.

« Le régiment est dans une grande émotion que

vous comprendrez, mon cher père. Aujourd'hui notre colonel Péan a reçu une lettre circulaire du maréchal Bazaine qui donne l'ordre à tous les chefs de corps d'envoyer leurs drapeaux au quartier-général pour y être détruits.

« Le colonel prend l'énergique résolution de n'en rien faire, et fait appeler le sous-lieutenant porte-aigle, M. Rueff. Pendant ce temps un grand nombre de sous-officiers et de grenadiers se portent vers la tente du colonel, dans un grand état d'exaltation. On entend dire de tous côtés : Nous ne rendrons pas le drapeau ! que les Prussiens viennent le prendre !

« Le colonel sort de sa tente, le visage désolé ; les grenadiers l'entourent, et, les larmes aux yeux, lui disent qu'ils ne veulent pas quitter leur drapeau. Les grenadiers se pressent autour du colonel, en disant : Faites-nous tuer tous, tous, pour sauver le drapeau du régiment !

« Une foule de soldats se trouvaient donc réunis, lorsque le sous-lieutenant porte-aigle Rueff sortit de la tente du colonel, le drapeau déployé. Tous les soldats saluèrent en silence, et plus d'un s'essuya les yeux du revers de sa main.

« Le colonel Péan prit le drapeau et l'éleva au-dessus de la foule. Peut-être voulut-il parler à ses grenadiers, mais l'émotion brisa sa voix. Au nom de tous, un vieux sergent chevronné baisa pieusement l'étoffe noircie de poudre et déchirée par les balles.

« Le colonel Péan saisit le couteau d'un sapeur placé derrière lui, et, d'une main tremblante, fit de petites parts que les grenadiers se partagèrent en les portant à leurs lèvres.

« L'armurier du régiment brisa l'aigle en fragments aussi minces que la pièce de cinquante centimes. Tous les officiers reçurent cette relique militaire. Le

colonel Péan porte toujours sur lui un lambeau de son aigle. »

Quelquefois, dans vos voyages, un paysan vous apparaît aux limites de son champ, appuyé sur sa charrue. Il porte la tête haute. C'est un ancien grenadier du 1er régiment de la garde. Suivez-le dans sa chaumière, et vous verrez au chevet de sa couche, au-dessous du buis bénit, son morceau du drapeau que jamais Prussien n'a touché.

XVI

Le chiffre total de l'armée allemande est de 2.800.000 hommes, dont 780.000 hommes appartiennent au landsturm, il est vrai, et dont l'organisation n'existe que sur le papier.

Toutefois, il faut se rappeler que le landsturm comprend tous les soldats qui ont fini leur temps et qu'il sera, par conséquent, très facile de le réorganiser.

Les 2.000.000 d'hommes faisant partie de l'armée active, proprement dite, se décomposent ainsi :

Troupes de campagne comprenant les premières réserves, 1.450.000 hommes ;

Seconde réserve, 150.000 hommes ;

Landwehr, 220.000 hommes ;

Levée annuelle de recrues, 150.000 hommes ;

Volontaires, 50.000 hommes, et volontaires d'un an, 30.000 hommes.

Quatorze cent mille hommes d'armée active, présents sous les drapeaux en novembre 1883.

La statistique sur la mortalité dans l'armée allemande prouve que le nombre des suicides augmente d'année

en année. En 1879, on comptait 195 suicides ; en 1880, le chiffre s'est élevé à 250 et en 1881 à 262.

Dans les deux dernières années citées : 18 sergents-majors, 40 sergents, 69 caporaux et 356 soldats. Le plus grand nombre des cas de suicides a été constaté dans le 11e corps d'armée (Hesse-Nassau), tandis que le 7e (Westphalie) et le 10e (Hanovre) n'en ont présenté que fort peu.

Les armées réunies de toute l'Europe comptent 9.557.000 hommes qui, placés pour une revue sur la même ligne, auraient une longueur de 6.016 kilomètres. Pour passer sur le front de bataille, il faudrait galoper douze jours et six heures, ou aller en train express quatre jours et dix-huit heures.

Ne sommes-nous pas insensés d'armer ainsi des nations entières pour nous préserver des ambitions de la Prusse ? Cet état de choses ne saurait durer sans entraîner la ruine universelle ; non seulement l'épuisement de la richesse publique, mais l'ébranlement même des sociétés. Les sciences, les arts, l'industrie, le commerce ont besoin, pour vivre et se développer, d'une grande confiance dans le lendemain. Le bruit des armes est inquiétant, et les mères n'embrassent leurs fils qu'en tremblant.

Il n'y aura plus, avec les millions d'hommes, ni art, ni science de la guerre. Toute discipline deviendra impossible, surtout avec les races méridionales.

On a d'ailleurs trop exalté la discipline des Allemands, si par discipline nous entendons non seulement l'obéissance, mais l'observation des principes militaires : humanité, désintéressement, abnégation, probité. Il est bon de ne pas oublier à ce sujet la lettre de M. Charles de Bonnechose au duc de Mecklembourg pendant l'occupation prussienne.

Paris, le 13 mars 1871.

Monseigneur,

Du 21 janvier au 5 mars, le modeste manoir de ma famille, situé près de Broglie (Eure), vient d'abriter et de nourrir environ deux cents cavaliers de votre armée.

Pendant ce temps, la cave a été vidée ; le linge, l'argenterie, une partie du mobilier ont disparu, toutes les armoires et tous les tiroirs ont été crochetés ou brisés ; enfin, on a percé jusqu'aux murailles pour découvrir des cachettes qui n'existaient pas.

En dénonçant ce pillage à Votre Altesse Royale, je n'ai pas la naïveté de croire l'instruire : elle sait que, partout sur le passage des armées allemandes, les mêmes faits se sont reproduits avec une précision mathématique ; et ces faits, Monseigneur, vous les déplorez certainement plus que moi, car leur divulgation est le commencement de notre revanche.

Pour ma part, j'attache un si grand prix à perpétuer le souvenir du pillage continué chez moi durant l'armistice et achevé le 4 mars, la paix déjà conclue, qu'une plaque commémorative va être fixée au mur de ma maison ; et, si chacun de mes concitoyens dévalisés en fait autant, il n'y aura pas sur tout le territoire envahi un coin de terre où ne soit pieusement gardée la mémoire de la curée allemande.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'expression des sentiments français avec lesquels j'ai l'honneur d'être, de Votre Altesse Royale, le très humble et très obéissant serviteur.

Charles de Bonnechose

La mort récente du vénérable archevêque de Rouen est une perte cruelle pour l'épiscopat français dont il était une des lumières et une des gloires.

Nous aurons occasion, dans ces *Récits*, de rappeler sa généreuse et patriotique démarche près de l'empereur Guillaume. La lettre indignée que nous venons de citer est due au neveu de l'éminent cardinal.

XVII

Les récits qui précèdent forment l'histoire de l'*invasion*. Le siège de Paris et la guerre en province ne sont que des efforts désespérés ; mais la France est envahie, l'ennemi se montre partout et rien ne pourra l'arrêter. L'armée entière a été transportée en Allemagne, la nation surprise de tant de défaites se laisse aller au découragement.

Un sombre désespoir s'empare de tout Français digne de ce nom, au souvenir de tant de malheurs. Il en recherche les causes et se trouble lorsqu'il voit que ces causes sont aussi nombreuses. Les hommes politiques ont espéré remédier au mal, et rendre à la France sa puissance. Ils se sont mis à l'œuvre.

Malheureusement ils ont tout détruit, pour édifier de nouveau. La forme du gouvernement a été changée, l'Eglise a subi la persécution, la magistrature s'est vue soumise aux caprices de la multitude, et l'armée, au lieu de reprendre des forces, s'est affaissée de jour en jour. La condamnation a frappé tout ce qui était ancien, tout ce qui avait glorieusement vécu, tout ce qui pouvait nous rendre grands et forts.

Sans doute, il fallait améliorer en corrigeant, mais sans détruire les bases de l'édifice séculaire. Depuis la paix, nous avons été plus impitoyables que les Allemands pendant la guerre. Ils détruisaient les monuments, nous

avons anéanti les institutions, plus difficiles à relever de leurs ruines que les palais et les châteaux.

Nous gémissions, en prononçant ces paroles, lorsque, près de nous, la voix d'un compagnon de voyage s'est fait entendre. Son nom, son visage même nous étaient inconnus ; il dit :

C'est beau de rester ferme sur les principes et sur la discipline, de résister aux nouveautés dangereuses qui ont toujours perdu les nations, de s'accrocher au passé comme au salut, de respecter les débris des anciennes mœurs et des anciennes gloires ; c'est si beau d'aimer et de saluer encore ce qui s'en va ! Honorons-les, ces âmes qui s'enferment dans l'admiration des choses déjà condamnées, et qui en retardent l'absolue disparition. La vieille roche est la réserve des peuples. Lorsque le dernier des Caton, qui fut dans l'histoire sa personnification la plus éclatante, se poignarda lui-même « à l'heure où les oiseaux commencent à chanter », Rome dégénéra, et toutes les gloires s'évanouirent.

FIN DE L'INVASION.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Chapitre premier. — Déclaration de guerre. — Le dragon ; l'abbé Langénieux ; l'abbé Deguerry. — Réflexions. — Le grand ministre et le grand poète. — Le plan de campagne. — Les corps d'armée. — Premières hostilités. — Wissembourg. — Le général Ducrot. — Mort du général Douay (Abel). — Frœschwiller (Wœrth). — Le prince royal de Prusse peu manœuvrier. — Allocution de Frédéric II à l'armée prussienne. — Les cuirassiers de Reichshoffen. — L'assaut et la charge. — Le cuirassier du 9e régiment et sa béquille. — Savoir se retirer à temps. — La charge des cavaliers du général Bonnemains. — Mort du général Colson. — Le général Raoult. — Duhousset. — Le château du comte de Leusse. — L'ambulance du château. — Le général russe Totleben. — Le prince de Saxe-Weimar et Duhousset. — Le général Renard, ministre de la guerre de Belgique. — Monument commémoratif de Frœschwiller. — Le comte de Leusse. — Le cuirassier sans tête. — Le capitaine Anglade. — Le 36e de ligne. — Le capitaine Piket. — Une image, treize ans après Frœschwiller. — Lettre du prince de Saxe-Cobourg-Gotha à sa femme. — Ordre du jour du maréchal de Mac-Mahon. — Emile Delmas et les infirmiers volontaires. — Les maraudeurs. — Le génie et l'étude. — Le prince de Soubise. — Forbach.— Le général Frossard, ingénieur plein de courage... 1

Chapitre II. — La France après Frœschwiller et Forbach. — Marche des Allemands. — Proclamation du roi de Prusse. — Situation de Napoléon III. — Dépêche de l'Impératrice. — Espions prussiens. — Le général Changarnier. — L'Empereur quitte Metz. — Bataille de Borny. — Entrevue de l'Empereur et du maréchal Bazaine. — Documents historiques et militaires fournis par une publication de Bazaine. — Bataille de Gravelotte. — Charge des cuirassiers et des carabiniers. — Le général Legrand est tué dans une charge. — Le général Decaen. — Combats sous Metz. — Dépêches entre les maréchaux de Mac-Mahon et Bazaine. — Ressources de l'armée de Metz, le 20 août. — Un officier en parlementaire. — Opinion d'un conseil de guerre le 26 août. — Combat de Sainte-Barbe. — Le 7 septembre, l'armée de Metz apprend la capitulation de Sedan. — La cavalerie livre ses chevaux pour nourrir les troupes. — Le 10 septembre l'armée de Metz apprend la proclamation de la République. — Souvenir du siège de Gènes et de Masséna. — Les soldats vont déterrer les pommes de terre pour se nourrir. — Service aérostatique. — Strophe de Schiller. — Régnier et ses

Pages

intrigues. — Projets politiques. — Départ du général Bourbaki. — Le maréchal de Belle-Isle et les gentilshommes. — Le combat de Peltre. — L'ingénieur Dietz. — Le général Lapasset. — Incendies des Prussiens le soir du combat de Peltre. — Le journal du général Foy. — Départ du général Boyer pour Versailles. — Rencontre de maraudeurs. — Retour du général Boyer. — Mission du général Changarnier. — Mission du général Jarras. — Capitulation de Metz. — Nos drapeaux. — Le général Changarnier. — La capitulation en général. — Lettre du général Bisson. — La ville de Metz et sa population. — Moralité. — Les femmes de Metz se font sœurs de charité. — Idées du général Lapasset. — Extrait de son journal. — Une page du général Deligny. — Le génie et la science. — Un mot de Carion-Nisas.... 122

Chapitre III. — Les princes d'Orléans. — Un préfet de l'Empire. — Le camp de Châlons. — Conseil de guerre. — Autre conseil auquel assiste M. Rouher. — Irrésolutions. — Dépêches. — Proclamation de Napoléon Ier en mars 1814. — L'obus d'Arcis. — Le comte de Palikao. — Son plan. — Marche de Châlons vers Sedan. — Pillage de la gare de Reims. — L'abbé Defourny. — Bataille de Beaumont. — Mort du colonel Contenson. — Mort du commandant Brincourt. — Mort du commandant Lacvivien. — Les prêtres près des blessés. — Une mère de soldat. — Le roi de Prusse à Beaumont. — Mort du colonel de Béhagle, du 11e de ligne. — Il reçoit des Prussiens les honneurs militaires. — Sedan. — Les prétendus *perceurs*. — Combat de Bazeilles. — Le général Ducrot ordonne la retraite. — Le général de Wimpffen est d'un avis contraire. — Le commandant Lambert. — La charge héroïque de nos escadrons. — Tous les généraux étant hors de combat, la charge est conduite par le colonel du 1er hussards, prince de Baufremont. — A Sedan. — Le général Ducrot près de l'Empereur. — Le général de Wimpffen, M. de Moltke et le comte de Bismarck en conférence. — La capitulation. — Le général Reille auprès du roi de Prusse. — L'empereur Napoléon III et M. de Bismarck. — Les prisonniers. — L'hôtelier Henri et les Bavarois. — Le général de Wimpffen. — L'artilleur. — La vérité et l'erreur. — Le général Ducrot au général Trochu. — Le général Fay, ses idées. — Opinions du colonel Stoffel, du général de Palikao, de l'intendant-général Blondeau, de l'intendant-général Vigo-Roussillon. — Affirmations des ministres, maréchal Randon, Emile Ollivier. — Maréchal Niel. — Les armées permanentes et les volontaires. — Prisonniers sur parole. — La foi jurée. — Otages. — Une Française. — Prussiens. — Iéna..... 273

Chapitre IV. — De la cavalerie. — Le lieutenant-colonel Bonie. — Le commandant de Vittré. — Opinions du prince de Ligne, du maréchal de Saxe, du maréchal Marmont. — Lettre du major-général Berthier au roi de Westphalie. — Opinion du général Foy sur le commandement de la cavalerie. — Opinion de Napoléon Ier sur l'emploi de la cavalerie. — Conseil d'enquête sur les capitulations. — Bitche ne capitule pas. — Le commandant Teyssier. —

Pages.

Bombardement de Bitche. — M. Lamberton. — Le Bûcheron des Vosges. — Mésaventures du capitaine Mondelli. — Distraction de M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères. — Siège de Lichtemberg. — Le lieutenant Archer, du 96e. — Le sergent Kessler. — Le fort de la Petite-Pierre. — Le sergent-major Bœltz. — Siège de Phalsbourg. — Le commandant Taillant. — Siège de Strasbourg; le général Uhrich. — Capitulation de Lichtemberg. — Capitulation de Marsal; le capitaine Leroy. — Capitulation de Vitry-le-Français; le commandant Terquem, le capitaine Hamen. — Capitulation de Toul; le commandant Huck. — Capitulation de Laon; le général Théremin d'Hame. — Capitulation de Soissons; lieutenant-colonel de Noë. — Capitulation de Schlestadt; le chef de bataillon Reinach de Foussemagne. — Capitulation de Verdun; le général Guérin de Waldersbach. — Capitulation de Sedan, l'Empereur, le général de Wimpffen. — Capitulation de Neufbrisac; le lieutenant-colonel de Kerhor. — Capitulation de Montmédy; le chef de bataillon Teyssier, le capitaine Reboul. — Capitulation d'Amiens; le capitaine Vogel, le commandant Woirhaye. — Capitulation de la Fère; le capitaine de frégate Planche. — Capitulation de Thionville; le colonel Turnier. — Capitulation de Paris; M. Jules Favre, les généraux Trochu et Vinoy. — Capitulation de Guise. — Capitulation de Mézières; le lieutenant-colonel de la Lobbe; le général Blondeau. — Réflexions. L'armée allemande en novembre 1883. Les armées réunies de toute l'Europe..... 411

Bar-le-Duc — Typ L Philipona et Cie — 673

UNIVERSITAS

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due

OCT 30 1995
NOV 27 1995
NOV 27 1995

a39003 002667326b

CE DC 0293
.A5R 1883 V001
C00 AMBERT, JOAC RECITS MILIT
ACC# 1070056

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 03 02 04 13 2